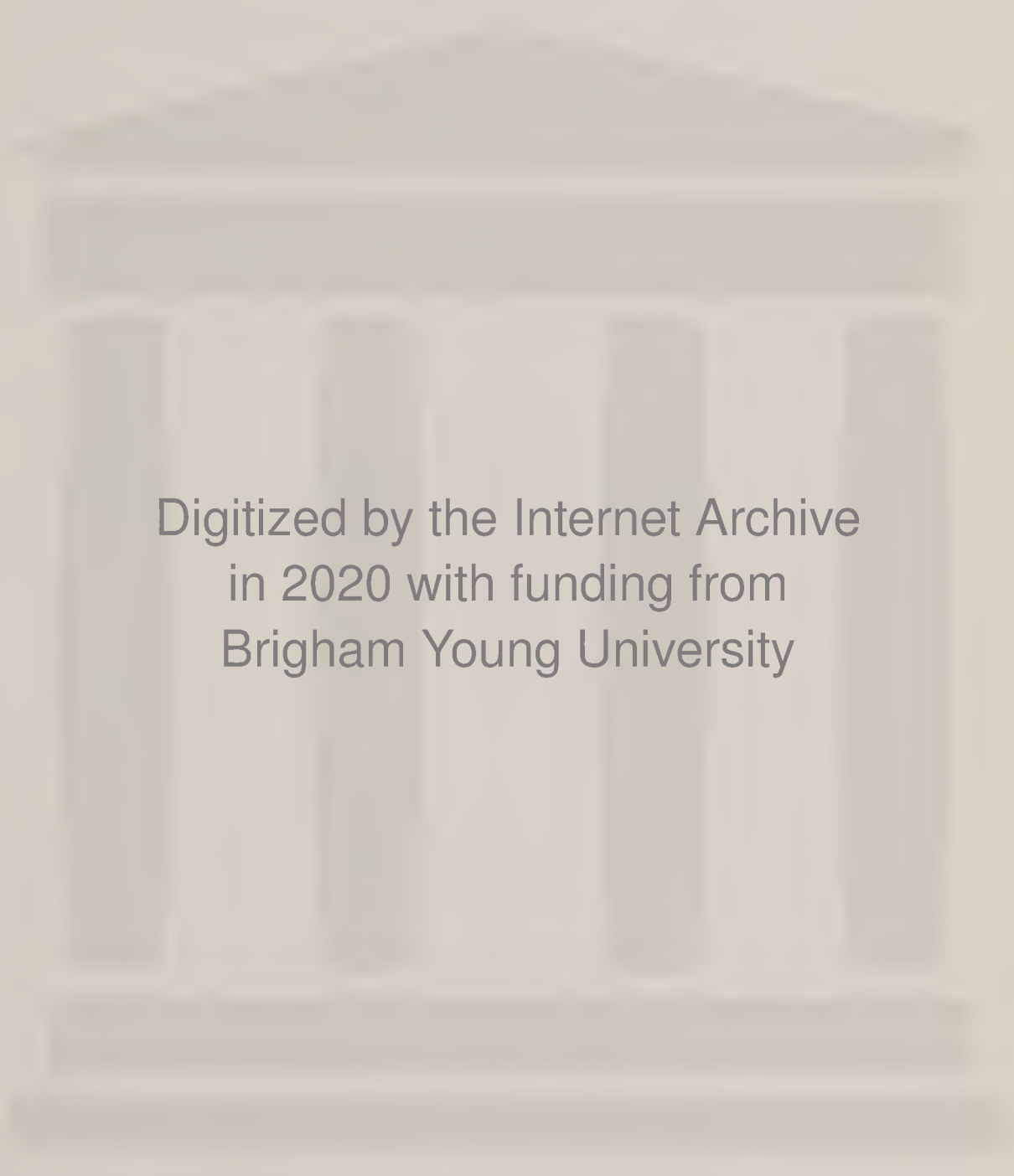


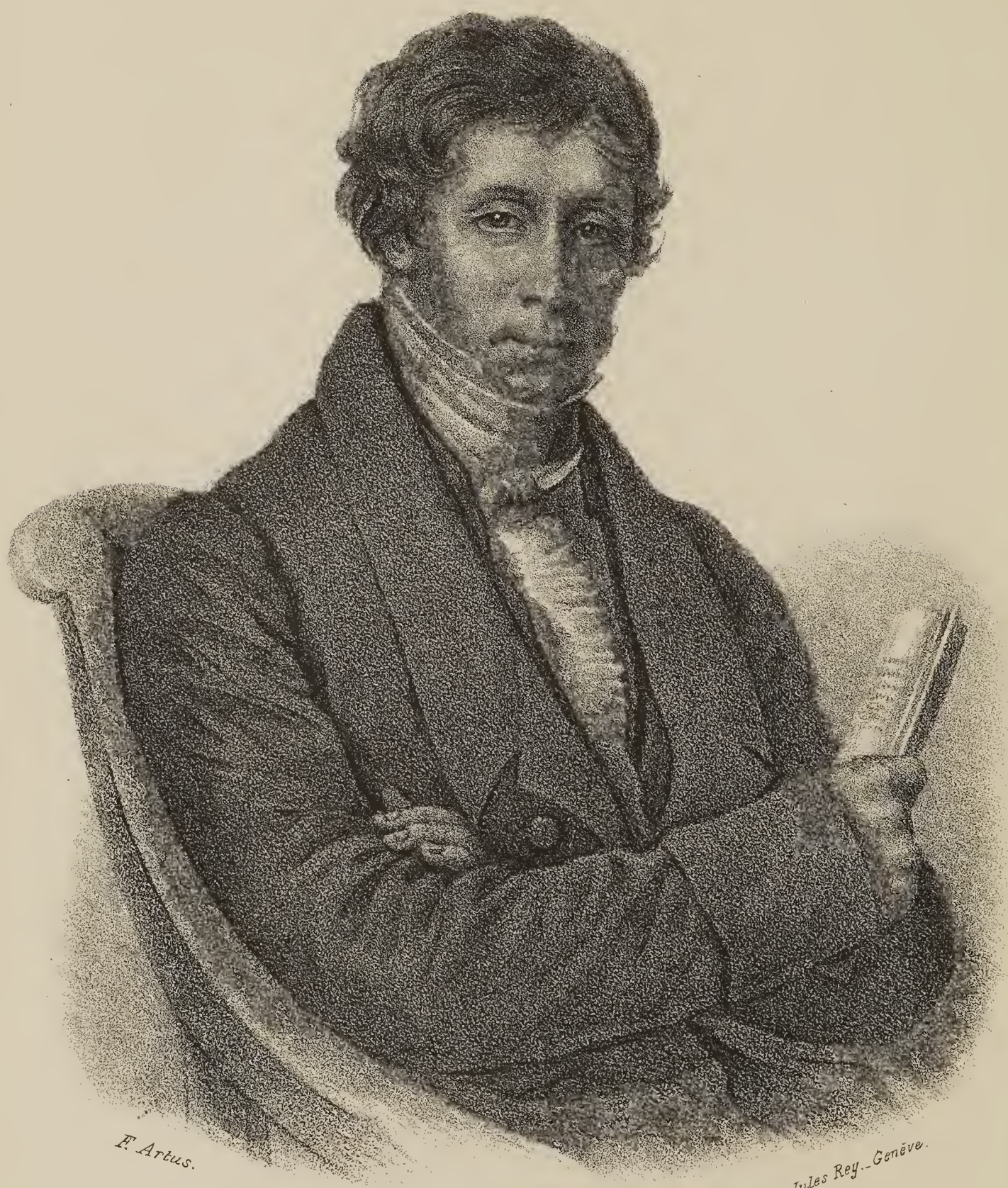
THE LIBRARY
BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
PROVO, UTAH



Digitized by the Internet Archive
in 2020 with funding from
Brigham Young University

C. PICTET DE ROCHEMONT

LAUSANNE. — IMP. GEORGES BRIDEL & C^{ie}



L. Putey de Rochemont
Sous-secrétaire d'Etat.

923.244
P589 p

BIOGRAPHIE

TRAVAUX ET CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

DE

C. PICTET DE ROCHEMONT

DÉPUTÉ DE GENÈVE AUPRÈS DU CONGRÈS DE VIENNE, 1814,
ENVOYÉ EXTRAORDINAIRE ET MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DE LA SUISSE
A PARIS ET A TURIN, 1815 ET 1816

1755-1824

PAR

EDMOND PICTET

Avec un portrait et une carte.

GENÈVE

H. GEORG, LIBRAIRE-ÉDITEUR

Même maison à Bâle et à Lyon.

—
1892

THE LIBRARY
BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
PROVO, UTAH

A MONSIEUR LE PROFESSEUR

G E O R G E S D E W Y S S

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ SUISSE D'HISTOIRE

Hommage respectueux.

AVANT-PROPOS

Ce livre est avant tout un hommage rendu à la mémoire d'un patriote et de ses compagnons d'œuvre. De là la biographie et le récit historique dans lesquels nous avons encadré la correspondance diplomatique de Charles Pictet de Rochemont.

Si les faits relatifs à la vie de Pictet, à l'asservissement temporaire, puis à la délivrance de sa patrie, ne peuvent guère intéresser que des Genevois ou leurs confédérés, il n'en est pas de même de la *Correspondance* — tout à la fois officielle et secrète — livrée ici pour la première fois à la publicité. Des juges compétents, après en avoir pris connaissance dans l'original, ont estimé qu'il y avait là une source de renseignements curieux et utiles, non seulement pour l'histoire de la Suisse, mais jusqu'à un certain point pour celle de l'Europe, à l'époque de la Restauration.

En sa qualité de ministre plénipotentiaire, Pictet de Rochemont fut, à Paris, le porte-voix de la Confédération

auprès du congrès que les vainqueurs de Napoléon tinrent au lendemain de Waterloo. Il la représenta encore avec le même caractère à Turin, en 1816, dans une négociation délicate. Déjà au congrès de Vienne, il avait été, — parmi les hommes d'Etat députés, soit par la Diète, soit par certains Cantons en particulier, auprès de cet auguste aréopage, — celui que les ministres alliés avaient paru écouter avec le plus de faveur.

Rappelons en passant que, contrairement à une impression assez généralement répandue, ce n'est point aux seuls « traités de Vienne » qu'est due la *création* du canton de Genève, tel qu'il existe depuis trois quarts de siècle. Bien d'autres actes diplomatiques ont concouru à ce résultat, à commencer par la première Paix de Paris, du 30 Mai 1814, dont une phrase de l'article III tranchait en principe la question de l'adjonction de Genève à la Suisse. Les Genevois, à coup sûr, doivent au congrès de Vienne une grande reconnaissance ; toujours est-il qu'au moment où ce congrès prit fin, ni la réunion de leur territoire en un tout compact, ni son contact matériel avec le territoire suisse, n'avaient encore été décidés ; leur petite république restait, comme par le passé, entourée de tous côtés par des souverainetés étrangères.

C'est le congrès réuni à Paris dans l'automne de 1815 qui a décrété et effectué la contiguïté du vingt-deuxième canton au sol helvétique en lui donnant six communes françaises ; et c'est le traité signé à Turin, le 16 mars 1816,

qui a complété l'œuvre en désenclavant les parcelles encore éparses de la rive gauche. En fait, la formation du canton de Genève exigea trois années de négociations dont le poids retomba presque en entier sur Pictet de Rochemont, et dont le théâtre fut successivement Bâle, Paris, Vienne, puis de nouveau Paris, et enfin Turin.

En proclamant l'indépendance de la Suisse et sa perpétuelle neutralité, les Puissances négligèrent d'ajouter à ce bienfait celui de frontières stratégiques. La nature, cependant, les avait préparées, et il eût été aisé, à ce moment-là, de les procurer au territoire dont on déclarait l'inviolabilité *conforme aux véritables intérêts de la politique européenne*. Pictet de Rochemont, qui joignait aux aptitudes du diplomate des connaissances militaires étendues, les souhaitait passionnément pour sa nouvelle patrie. Il eût voulu voir la Suisse inexpugnable et constituant, au centre du continent, une barrière infranchissable aux ambitions conquérantes, de quelque côté qu'elles vinssent. L'exposé de ses tentatives vingt fois renouvelées pour obtenir ce qu'il appelait de « bonnes frontières, » forme la partie la plus instructive et la plus attachante de sa correspondance.

Les événements, ce nous semble, n'ont pas cessé dès lors de donner raison à la manière de voir de Pictet sur ce point. Si son opinion eût prévalu, la tranquillité de l'Europe y aurait certainement gagné. Bien des convoitises eussent été épargnées aux uns, bien des inquiétudes aux autres, bien des sacrifices à tous.

Des parents, des amis, des concitoyens ou des confédérés qui nous ont encouragé à la présente publication et nous y ont aidé de leurs conseils et de leurs lumières, plusieurs déjà ont quitté ce monde. Nous leur gardons un souvenir d'affection respectueuse. Quant à ceux que nous avons le bonheur de posséder encore et auxquels nous présentons ce volume, qu'ils veulent bien agréer ici l'expression de notre sincère gratitude.

E. P.

Genève, le 1^{er} novembre 1891.

CHAPITRE PREMIER

JEUNESSE. SERVICE MILITAIRE. MARIAGE

PREMIÈRES FONCTIONS PUBLIQUES

(1755 - 1798)

Charles Pictet, généralement connu sous le nom de *Pictet de Rochemont*, naquit à Genève le 21 septembre 1755, d'une famille qui, à dater de son admission au droit de cité (1474), avait presque constamment fourni des magistrats à la république. Avant que lui-même fût appelé à prendre part au gouvernement de sa patrie, trente-sept de ses ancêtres ou agnats avaient déjà été revêtus de la dignité de syndic, conseiller d'Etat, membre du Deux-Cents, de pasteur ou de professeur dans l'académie. Du côté de sa mère, née Dunant de Bellossier, famille aujourd'hui éteinte, Charles Pictet comptait parmi ses ascendants des magistrats tels que Dominique Chabrey, Claude et Michel Roset, François Favre. A défaut d'autres mobiles, il y avait dans une pareille succession d'exemples domestiques de quoi exciter le sentiment du patriotisme dans un cœur même moins naturellement porté au devoir que le sien.

Son père, appelé comme lui Charles, entré dès sa jeunesse dans la carrière des armes, avait atteint, à la solde des Etats-généraux de Hollande, le grade de colonel commandant d'un régiment suisse. Il comptait trente-cinq années de service et dix-huit campagnes.

De ce long séjour dans les camps et dans les garnisons, Charles Pictet père n'avait pas rapporté des goûts trop exclusivement soldatesques. Ce n'était point là, du reste, l'habitude de nos anciens officiers suisses. On l'avait donc vu, aussitôt rentré dans ses foyers, se consacrer activement à la culture d'un domaine à Cartigny et rechercher en même temps les occasions d'être utile à ses concitoyens.

La portion du territoire genevois désignée sous le nom de *Champagne*, et qui était demeurée relativement délaissée jusqu'au milieu du siècle dernier, dut à son initiative la construction de la route tendant de Chancy au Vuache, ainsi que la réfection du temple de Cartigny. En reconnaissance du zèle déployé par le colonel Pictet dans cette circonstance, le Magnifique Conseil décida, en 1774, de lui offrir un plat d'argent aux armes de la république¹.

Le militaire, toutefois, survivait dans le propriétaire campagnard. Un jour, — c'était en 1775, — à la nouvelle des armements que faisait l'Angleterre en vue de réprimer la rébellion de ses colonies d'Amérique, l'idée prit au vieux colonel d'offrir au gouvernement du roi George III un régiment suisse. La lettre dans laquelle il s'ouvre de ce

¹ Dans une lettre que nous avons retrouvée et qui est datée des environs du fort de l'Ecluse, octobre 1821, un paysan gessien (qui emprunte pour écrire la main de son curé) se rappelle au souvenir du professeur M.-A. Pictet, à l'occasion de certaines pièces de chêne qu'il aurait livrées au père de celui-ci, à Cartigny, pour des travaux que faisait exécuter la Seigneurie de Genève. Ces travaux devaient remonter à bien des années en arrière, car le bonhomme signe sa lettre : *Pierre Tissot, âgé de cent dix ans*.

projet à son fils aîné, alors à Londres, et le charge de le soumettre aux autorités anglaises donne une idée curieuse des mœurs du temps. Le colonel Pictet s'engageait à enrôler et à livrer dans tel port de France, de Hollande ou d'Angleterre qu'on lui désignerait, de un à trois mille hommes, au choix, Suisses ou Allemands, dont les deux premiers bataillons devaient être prêts, habillés, armés et exercés dans un délai de six mois à partir de la signature de la capitulation, et cela à raison de 7 guinées par homme. En retour, il demandait pour lui-même la propriété du régiment (lequel porterait le nom de Pictet) et le brevet de général-major, et pour son beau-frère, le commandement effectif du corps, plus la nomination des officiers. Enfin, il réclamait pour les soldats, en cas de licenciement, une concession de terres en Amérique, s'ils voulaient s'y fixer, sinon le retour gratuit dans leurs foyers.

Cette combinaison n'aboutit pas, à cause, paraît-il, de la dépense qu'elle eût entraînée. Les troupes suisses étaient si recherchées, qu'il y avait alors sur pied, dans les différents Etats de l'Europe, plus de soixante-seize mille hommes de cette nation ou réputés tels.... Seulement, il fallait y mettre le prix, et le ministère anglais crut apparemment pouvoir s'en tirer à meilleur compte.

Mais l'épisode le plus caractéristique de la vie du colonel Pictet-Dunant est le démêlé qu'il eut en 1762 avec le gouvernement de sa patrie, à l'occasion des écrits de Jean-Jacques Rousseau.

Le *Contrat social* et l'*Emile* venaient de paraître ; ils avaient aussitôt valu à leur auteur des poursuites, tant en France qu'à Genève.

M. Pictet, dans une lettre privée à un ami, critiqua quelques passages du *Contrat social*, mais il blâma plus énergiquement encore l'arrêt par lequel, le 19 juin 1762,

le Petit Conseil de Genève avait condamné l'*Emile* et le *Contrat social* à être lacérés et brûlés par la main du bourreau. A tort ou à raison, M. Pictet attribuait la rigueur de cette sentence au crédit de la famille Tronchin et à la complaisance de celle-ci pour Voltaire, bassement jaloux de la gloire de Rousseau. Le procureur-général qui avait rédigé les conclusions contre ce dernier était Jean-Robert Tronchin.

Par suite d'une indiscretion, des copies de la lettre de M. Pictet ne tardèrent pas à circuler. Un procès criminel fut entamé contre l'auteur.

Le 23 juillet, le Magnifique Petit Conseil décide que M. Pictet sera amené devant lui pour y être « très grièvement censuré » de son délit ; qu'il en demandera « pardon à Dieu et à la Seigneurie ; » que sa lettre sera « lacérée en sa présence ; » qu'il sera suspendu pendant un an de sa qualité de membre du Deux-Cents ainsi que de la bourgeoisie ; enfin, qu'il sera condamné aux dépens.

L'original de la lettre incriminée, « lacérée » pour la forme, se voit encore aujourd'hui aux archives de Genève, entre deux feuillets du registre des conseils. Quand on relit cette pièce, on ne peut qu'être surpris de la sévérité d'une pareille sentence, et il est difficile de se défaire de l'idée que des considérations étrangères au fond même du débat durent influencer l'esprit des juges. On sait, en effet, qu'au siècle dernier, les divergences de vue en politique et les rancunes qu'elles entraînent à leur suite, pénétrèrent par moments jusque dans les rangs de la caste aristocratique.

Rousseau, touché de l'indépendance d'opinion manifestée en sa faveur par un homme avec lequel il n'avait eu jusqu'à là de relation d'aucune sorte, écrivit à M. Pictet une lettre qui contient ce passage :

J'espère nourrir auprès de vous, par une connoissance personnelle, le sentiment des bontés que vous m'avez témoignées et l'attachement que vous m'avez inspiré. Pour peu que ma santé me le permette, je me propose de faire avant la fin de l'été un voyage à Genève, non pour demander une satisfaction que je n'obtiendrais pas et dont je ne me soucie plus, mais pour savoir ce qu'on peut avoir à me dire. Pour moi, j'oublie de bon cœur ce qui s'est passé, mais je ne puis espérer de vivre dans ma patrie, attendu qu'on pardonne quelquefois le mal qu'on a reçu, jamais celui qu'on a fait.

Peu de mois après avoir tracé ces lignes, Rousseau, qui oubliait infiniment moins qu'il ne se plaisait à le dire les torts qu'on avait eus envers lui, renonçait avec éclat à sa qualité de citoyen genevois.

Quant au colonel Pictet, vivement blessé des procédés dont il avait été l'objet, il s'abstint pendant douze années consécutives d'assister aux séances du Deux-Cents. Il ne fit exception à cette règle qu'une seule fois, le 15 février 1770, jour où une émeute provoquée par le parti des Natifs sembla mettre en péril l'ordre établi. Ce jour-là l'ancien militaire jugea que sa place était à l'hôtel de ville, au milieu de ses collègues.

Il était certainement d'une humeur cassante et d'un caractère difficile. Les quelques fragments de sa correspondance qui ont été conservés le prouvent. Avec ses enfants, en particulier, son ton était moins celui d'un père disposé aux épanchements que celui d'un chef de famille habitué à être obéi sans discussion. Mais si l'éducation qu'il leur donna fut rigide, elle n'en fut pas moins attentive et judicieuse, à en juger par ses fruits. Il est vrai que dans cet intérieur la sévérité paternelle était tempérée par la tendresse d'une mère aux vertus de laquelle ses deux fils et sa fille ont rendu un touchant hommage.

Dès l'âge de treize ans, le jeune Charles avait été

envoyé au « séminaire » de Haldenstein, près de Coire. Cet établissement, fondé peu d'années auparavant par deux pédagogues de mérite, le Grison Martin Planta et le Prussien J.-P. Nesemann, et destiné aux jeunes gens de bonne famille, jouissait en Suisse, et même à l'étranger, d'un renom considérable.

L'éducation qu'on y recevait était, pour l'époque, étonnamment libérale. Les deux chefs d'institution faisaient appel à la raison et à la philosophie comme à des « moyens indispensables pour comprendre la révélation, base unique de la religion. » — « Si, disaient-ils, une confiance exagérée dans la puissance de la seule intelligence mène au scepticisme, d'autre part le dédain pour la réflexion appliquée aux vérités divines ne peut engendrer que la superstition ou tout au moins l'attiédissement des croyances. » Le but auquel ils visaient était donc de faire de leurs élèves, en premier lieu, des chrétiens convaincus et sachant se rendre compte de leur foi ; en second lieu, des hommes instruits et pratiques.

L'allemand, l'italien, le français, l'histoire, la géographie, le droit naturel, les sciences physiques et mathématiques étaient enseignés dans l'établissement, mais avec la préoccupation constante de développer la faculté du raisonnement plutôt que de charger la mémoire. Les exercices corporels, les arts d'agrément, les travaux manuels même tenaient aussi une place importante dans la vie des « jeunes messieurs, » comme l'étiquette voulait qu'on les appelât.

Plusieurs hommes destinés à marquer dans l'histoire de la Suisse, et cela dans des sens très divers, sont sortis du « séminaire » de Haldenstein. Nous citerons le général F.-C. de Laharpe, Hans de Reinhard, landammann de la Confédération en 1806 et 1813, le Bâlois Lucas Legrand,

qui fut membre du Directoire helvétique, Chr. Girtanner, de Saint-Gall, médecin et publiciste, le poète Gaudenz de Salis-Seewis, etc.

Lorsque Charles Pictet eut atteint l'âge de vingt ans, son père lui procura une sous-lieutenance en France, dans le régiment suisse de Diesbach où avaient servi plusieurs membres de sa famille, et où servait encore le colonel Pictet de Sergy.

La lettre par laquelle M. Pictet-Dunant recommande son fils à ce dernier, peint son caractère rigide :

J'ai tout lieu d'espérer, tant de l'éducation que mon fils a reçue que du caractère que je lui connais, qu'il ne se rendra point indigne du nom qu'il porte et des bontés dont vous l'honorez ; mais dans l'âge où il est, il a sans doute grand besoin de directions sages et prudentes, et j'ose me flatter qu'il écoutera avec docilité et suivra avec exactitude celles que votre attachement pour lui vous dictera. Je souhaiterais fort, si la chose était possible, qu'il pût travailler dans l'état major, conserver la langue allemande ainsi que le goût qu'il avait pour le génie et les mathématiques.

Je vous serais obligé, mon cousin, si vous pouviez lui faire sentir qu'un imbécile monte une garde comme un autre, mais qu'on ne sort du pair que par les talents et l'activité. Le loisir des garnisons lui donnera le temps de cultiver ce qu'il sait et d'acquérir ce qu'il ignore. Quand la tête est bien meublée et que l'honneur la conduit, un officier peut tout espérer de sa conduite et de ses talents, mais la difficulté est d'inculquer de bonne heure ces talents à un jeune homme, et de lui bien faire sentir que s'il perd les dix premières années de son existence, sa carrière est finie et tout est perdu pour lui.

On m'a rapporté que quelques jeunes gens jouaient dans ce régiment. J'ignore si le fait est fondé, mais s'il l'était, j'espère, mon cher cousin, que vous voudriez bien faire comprendre à mon fils que le jeu est un écueil où l'honneur fait souvent naufrage, et qu'il est à coup sûr le tombeau des talents et de la sagesse.

P.-S. Je reçois dans ce moment une lettre d'Angleterre, de mon fils aîné [Marc-Auguste], qui me mande qu'il n'est éloigné de son frère que de quelques lieues [le régiment de Diesbach était alors en Picardie], et qu'il souhaiterait fort que celui-ci vînt le rejoindre à Londres, pour voir cette ville et partager les connaissances que son frère aîné y a acquises depuis six mois. Mais cette course me paraît impraticable : ce n'est guère au moment qu'un officier arrive dans une garnison, qu'il doit demander un congé, ne fût-ce que de quinze jours.

Le colonel Pictet poussait un peu loin, semble-t-il, l'austérité en matière d'éducation, car jamais aucun acte de la part de son fils cadet, durant les dix années que le jeune homme passa au service, en temps de paix, ne vint justifier ses appréhensions. On vit au contraire Charles Pictet faire preuve d'un zèle pour sa profession qui attira promptement sur lui l'attention de ses chefs, au point qu'il fut choisi, entre tous les officiers de Diesbach et avant même d'avoir dépassé le grade de lieutenant, pour « dresser la division-modèle. »

Cette division était destinée, dans l'esprit du ministre de la guerre, à introduire dans l'armée du roi la manœuvre et surtout la discipline des troupes du grand Frédéric, alors l'objet de l'admiration jalouse de l'Europe. On y fit entrer, entre autres corps, les régiments suisses de Diesbach et de Salis-Samade. Miot de Melito décrit dans ses *Mémoires*, pour l'avoir constatée de ses propres yeux, la perfection à laquelle atteignirent ces deux régiments, et en revanche l'insuccès que rencontra cette même tentative de réforme parmi les officiers et les soldats français.

Pendant son séjour en France, Charles Pictet eut l'occasion de faire une excursion en Angleterre, pays dont les institutions et les mœurs étaient faites pour plaire à son esprit sérieux. Il apprit à parler et à écrire l'anglais avec facilité, ce qui lui fut plus tard d'un grand secours

dans ses entreprises littéraires comme dans ses missions diplomatiques.

En 1785, parvenu au grade de major, il se décida à quitter le service. Le désir de rejoindre son père devenu veuf ; celui de se marier dans son pays (il touchait à sa trentième année), furent probablement les motifs déterminants d'une résolution qui, à certains égards, constituait de sa part un sacrifice, car des perspectives brillantes d'avancement s'ouvraient à ce moment devant lui, à en juger par les lignes suivantes qu'il écrivait de Bapaume, le 5 avril 1785, à son frère :

....Mon colonel, M. de Diesbach, me presse infiniment d'aller passer deux mois à Paris : il me repète toujours qu'il n'y a que cette manière de se faire connaître ; qu'il m'a préparé les voies ; que le duc de Guines et lui m'ont recommandé au ministère de la manière la plus distinguée ; que j'ai, parmi les officiers-généraux, une réputation faite et qu'il faut soutenir.... Il avait eu l'idée et l'espoir de me faire placer dans le grand état-major de l'armée, avec le grade de lieutenant-colonel, et il m'assure qu'il aurait pu réussir si les soins que le duc et lui se sont donnés pour cela avaient été appuyés de ma présence.

Le 15 août 1786, il épousait Adélaïde-Sara, fille cadette d'Ami de Rochemont, conseiller et secrétaire d'Etat. Cette union, modeste au point de vue de la fortune, ne laissait, sous les autres rapports, rien à désirer. Charles Pictet trouva en M^{lle} de Rochemont une compagne douée de toutes les qualités du cœur et de l'esprit, qui lui procura quarante années de bonheur domestique et qui le seconda avec autant de dévouement que d'intelligence dans ses diverses entreprises littéraires et même agricoles ¹.

¹ Des enfants issus de ce mariage, quatre parvinrent à l'âge adulte : Charles-René, né en 1787 ; Amélie, née en 1791, mariée à J.-A. Galiffe ; Adolphe, né en 1799 ; Anna, née en 1802, mariée à A.-P.-J. Pictet de Sergy.

Parmi les familles réfugiées à Genève pour cause de religion, il en est peu dont l'histoire offre des circonstances plus dramatiques que celle des Rochemont. En 1689, René de Rochemont, seigneur de la Feaute, abandonne en Bourgogne une position aisée pour venir chercher dans notre ville la liberté de sa foi. Il amenait avec lui sa jeune femme et trois enfants en bas âge. Leur fuite, dont un récit détaillé existe, s'accomplit au travers de difficultés et de dangers de toute nature. Réduit par la confiscation complète de ses biens à chercher dans le service militaire des moyens de subsistance, M. de Rochemont, aussitôt sa famille en sûreté sur terres de Genève, courut s'engager sous les drapeaux du champion du protestantisme, le roi Guillaume III. Il fut du nombre de ces sept cent trente-six officiers huguenots dont nous parle un historien, qui, répartis dans les divers régiments de Guillaume d'Orange, se distinguèrent par la « furie vengeresse » avec laquelle, sous Schomberg, ils attaquèrent leurs anciens persécuteurs à la Boyne, puis à Neuss, à Bonn et enfin en Piémont. M. de Rochemont finit par être tué, à trente-trois ans, dans la sanglante bataille de la Marsaglia (3 octobre 1693).

Sa veuve, à peine âgée de trente ans, restait avec trois enfants à sa charge. « L'an 1693, lisons-nous dans les mémoires manuscrits de son fils François, fut une année de la plus grande calamité pour notre famille. La disette fut telle à Genève, que ceux qui, comme nous, n'étaient ni citoyens ni bourgeois, ne trouvaient à acheter dans la ville ni blé ni pain. Heureusement, nous avons reçu de Piémont, par les soins de mon père, une bonne provision de riz, et de Savoye une grande quantité de châtaignes. On payait grassement un homme qui allait à Grange-Canal acheter en contrebande du pain assez mauvais et fort cher. »

Le jeune garçon soumis à ce régime spartiate n'en atteignit pas moins, avec le temps, l'âge de quatre-vingt-dix-neuf ans. Il mourut en 1780, après avoir longtemps exercé dans Genève les fonctions de pasteur, et laissa à son tour trois enfants dont un seul, Ami, fit souche dans notre ville.

Ami de Rochemont, né en 1737, conseiller en 1770, secrétaire d'Etat en 1776, magistrat universellement respecté pour ses vertus publiques et privées, eut une fin de vie assombrie par les plus cruelles catastrophes. Le 27 décembre 1792, il assistait au renversement, par la tourbe des *Égaliseurs* en bonnet rouge, du gouvernement qu'il avait longtemps et fidèlement servi, et le 25 juillet 1794, ces mêmes *Égaliseurs* fusillaient son fils unique âgé de vingt-huit ans.

Revenons au ménage Pictet de Rochemont. Courtes furent les années de bonheur paisible dont il fut donné à ces nouveaux époux de jouir. La révolution approchait à grands pas. Charles Pictet la vit venir sans trop s'en effrayer. Il s'associa franchement aux espérances que fit naître en France le ministère de M. Necker. Toutefois, dans Genève même, l'envahissement des doctrines nouvelles devait avoir pour résultat de fermer graduellement aux jeunes gens de la classe jusque-là dirigeante la carrière des emplois publics. Force fut donc à Pictet de donner à son besoin d'activité une autre direction.

Dès la fin de l'année 1787, on l'avait vu publier dans le *Journal de Genève* une notice très complète sur l'institution créée à Paris, en 1773, par un philanthrope d'origine irlandaise, le chevalier Paulet, en faveur de jeunes garçons abandonnés.

A peu près à la même époque, il soumettait à la Société des Arts un modèle de marmite économique ; il s'efforçait, de concert avec H.-A. Gosse et d'autres, d'introduire dans

Genève la fabrication de la poterie fine, genre anglais ; il achetait de la commune de Troinex une certaine étendue de terrains marécageux, en vue de l'exploitation de la tourbe ; il s'associait aux travaux du jury chargé de décerner aux apprentis horlogers des prix d'émulation, etc.

Il fut sans doute guidé et encouragé dans cette voie par l'exemple de son frère aîné, le professeur Marc-Auguste Pictet, lequel se montra constamment préoccupé, sa vie durant, de la vulgarisation des découvertes scientifiques et de leur application à l'industrie¹. Mais, si ces deux frères, également doués au point de vue des facultés, étaient animés d'un même zèle pour le bien public, ils n'en offraient pas moins, sous le rapport du caractère, un frappant contraste. Autant la nature de l'aîné était facile, sociable, expansive, autant celle du cadet était sérieuse, réfléchie, presque mélancolique.

Au physique, Pictet-de Rochemont était d'une taille élevée et élégante, d'une physionomie pleine de distinction. L'expression contenue de ses traits, sa voix grave étaient faits pour intimider. Mais sous ces dehors un peu sévères au premier aspect, se cachaient une imagination vive, des impulsions généreuses, une sensibilité presque féminine à certains égards, enfin de rares facultés de séduction.

Homme de méditation et d'étude, bien que nullement étranger à l'activité corporelle, ses goûts intimes — il l'a écrit lui-même quelque part — étaient « tous en rapport avec l'obscurité et le silence. » Transporté brusque-

¹ Marc-Auguste Pictet, allié Turrettini, né en 1752, avait succédé, en 1786, à H.-B. de Saussure dans la chaire de physique à l'Académie de Genève. Nommé, pendant la période française, membre du Tribunat, puis l'un des cinq inspecteurs-généraux de l'Université impériale, il reprit, à la restauration, ses fonctions de professeur dans sa ville natale. Il était correspondant de l'Institut de France, associé de la Société royale de Londres, etc. Dans sa patrie, il fit successivement partie du Deux-Cents (1782), de l'Assemblée nationale (1793), du Conseil représentatif (1814), mais la politique ne fut jamais son fait. Il est mort en 1825.

ment, par le fait des missions diplomatiques dont il fut chargé, de sa paisible demeure au milieu de quelques-unes des scènes les plus animées et les plus brillantes qu'ait vues notre siècle, il ne pouvait s'empêcher, malgré toute la conscience qu'il mettait à sa tâche et en dépit de l'intérêt que lui inspirait le spectacle qu'il avait sous les yeux, de soupirer après la vie de famille à laquelle on était venu l'enlever. Mais à peine avait-il accompli une tâche, que la confiance de ses concitoyens lui en imposait une autre. Il se dédommagea un jour d'un assujettissement auquel il ne croyait pas pouvoir se soustraire, en composant une pièce de vers où il se moquait avec bonne grâce du métier de *maître Jacques* qu'on lui faisait faire.

Il nous a paru utile, avant d'aller plus loin, d'entrer dans ce détail à l'égard du caractère et de la personne de Pictet. La nature du rôle qu'il joua dans la suite en sera plus facile à comprendre.

Nous possédons, de la période qui précéda immédiatement la révolution, des lettres adressées par lui à M^{lle} Anne Turrettini, dans le cœur et le jugement de laquelle il avait une grande confiance. Cette correspondance contient des aperçus intéressants sur les événements d'alors.

4 septembre 1789. — Mon espérance dans le génie de M. Necker, dans la confiance qu'il mérite de la nation ne m'a pas trompé. Il me semble que la démarche et la manière dont elle a été accueillie doivent infailliblement faire renaître le crédit.... Nous avons besoin de respirer : la crise se prolongeait d'une manière désolante. L'argent est encore très rare à Genève¹ parce qu'on le cache. Un banquier m'assurait hier qu'il y avait sur la place 30 000 louis enfouis dans les bureaux des particuliers.

Votre cher comte d'Artois est à Carouge, à ce qu'on nous assure. On ne sait trop où il va : il change tous les jours de

¹ M^{lle} Turrettini habitait alors Berne.

résolution. Il ne viendra point à Genève, il n'y a guère que cela de sûr. Les Polignac sont avec lui. C'est une chose assez comique que de sentir tout ce monde-là à l'enseigne du *Muguet*, à Carouge.

Ce qui est moins comique, ce sont les mouvements séditieux qui commencent à se manifester en Savoye. Il y eut un attroupement de paysans, l'autre jour, près de Carouge, pour reprendre possession d'un communal qu'ils prétendaient mal acquis. La troupe les dissipa, non sans peine. On fit quelques prisonniers, parmi lesquels on compte un cordonnier de Genève qui était allé encourager les paysans à la résistance. S'il est pendu, il aura ce qu'il mérite.

On veut faire croire aux étrangers que nous aussi nous sommes fort en mouvement. N'en croyez pas un mot. Je vis avec la bourgeoisie, haute et basse, depuis trois mois, et je vous assure qu'elle est parfaitement disposée. Cela durera... aussi longtemps que chacun le croira. Les incrédules ne savent pas ce qu'ils veulent ; il faudrait les envoyer vivre en France ! Il est fâcheux que la garantie tarde tant : cela fait le jeu de Clavière et autres ; je désire ardemment qu'elle vienne leur fermer la bouche.

Dans cette même année 1789, bien que Charles Pictet n'eût encore rempli d'autres fonctions publiques que celle de membre du Deux-Cents, et cela depuis quelques mois à peine, le gouvernement lui avait confié la réorganisation des milices genevoises. Tâche difficile et délicate, car il ne s'agissait de rien moins que de former en un corps régulier des hommes qui, désarmés et déchus de leurs droits depuis sept années (médiation de 1782), pouvaient, en recouvrant tout à coup ces armes et ces droits, être tentés d'en abuser.

Le régiment [la milice] me mange tout mon temps, écrit Pictet à M^{lle} Turrettini en septembre 1789. La grande revue doit avoir lieu entre le 15 et le 20. Je suis fâché que vous ne la voyiez pas, car le coup d'œil en sera sûrement très beau.

J'ai cherché à rendre politique le serment militaire auquel la troupe est astreinte. J'ai demandé et j'ai obtenu des drapeaux sur lesquels sont, d'un côté, les armes de Genève ; de l'autre,

deux mains enlacées, avec ces mots : *Sic semper* ; des faisceaux de dards et de verges, emblème de la force militaire et civile qui résulte de l'union des citoyens, et au-dessous : *10 février 1789*. Nous mettrons le plus grand appareil dans la consécration de ces drapeaux et la prestation de serment : il faut user de toutes les ressources. La cérémonie et les formes font souvent une impression plus profonde que l'essence des choses.

L'activité et l'ascendant du nouveau chef furent tels que les quatre bataillons de la *Garde bourgeoise* (tel fut le nom que prit la milice réorganisée) purent être, dès la première année, assimilées à une troupe d'élite pour la bonne tenue et la discipline. Malheureusement, à partir de 1791, la garde bourgeoise dut faire place à la *Légion*, et celle-ci ne tarda pas à être remplacée, à son tour, par la *Garde nationale*. A ces transformations successives et rapprochées de la force armée genevoise, on peut juger de la pente fatale que suivait la république sous l'influence des doctrines subversives venues du dehors.

Le 17 août 1790, Charles Pictet écrit d'Aix-les-Bains, où il était allé prendre les eaux :

L'état dans lequel se trouve l'armée est bien propre à augmenter les alarmes sur la situation de la France.

Vous aurez appris que le régiment Lullin [Châteauvieux] s'est révolté contre ses officiers. Ma femme m'écrit qu'on est en peine de plusieurs Genevois de ce régiment dont on n'a pas de nouvelles¹.

Si l'on en croyait les réfugiés que nous avons ici, la contre-

¹ Il n'est pas inutile de rappeler ici que le régiment de Châteauvieux, bien qu'il eût un Genevois pour colonel et comptât dans ses rangs trois compagnies genevoises, ne fournit que *six Genevois* sur les quarante soldats qui furent condamnés aux galères pour crime de rébellion. Encore ces « Genevois » n'étaient-ils ni Citoyens ni Bourgeois, mais simplement des Natifs, dont aucun n'avait plus de vingt et un ans. Le régiment se composait essentiellement de Vaudois, de Jurassiens et enfin d'un nombre restreint de Suisses allemands. (Voir J.-B.-G. Galiffe, *D'un siècle à l'autre*, tome I^{er}.)

révolution serait inévitable. Si l'on est dans cette idée à Berne, je crois que c'est parce que la politique l'ordonne. La contre-révolution me paraît impossible de longtemps, mais je ne saurais en dire autant de la guerre civile, et Dieu sait ce qu'elle pourrait amener !...

Tout est incertain dans notre avenir, mais ce qui est positif, c'est le *mal d'inquiétude* que la contemplation de cet avenir nous occasionne. Il la faut secouer, cette inquiétude, le plus possible, et se confier en la Providence en se disant que le témoignage d'une bonne conscience et l'affection de nos amis sont deux puissants consolateurs. Nous saurons les avoir au besoin, et peut-être nous dirons-nous un jour que ces maux que nous prévoyions ont été pour nous une source de félicité.

29 septembre 1790. — Vous me parliez de l'injustice des aristocrates français à l'égard de M. Necker. Nous avons eu à souffrir des propos révoltants qu'ils tenoient sur son compte pendant notre séjour à Aix. Il est inutile de vouloir raisonner avec des gens passionnés, exaspérés, furieux. Je les laissais dire et je considérais combien ils sont malheureux, afin de pouvoir les plaindre et ne les point haïr. Vous avez su que cette illustre victime de la légèreté cruelle des Français a failli laisser la vie à Vesoul. On va beaucoup le voir à Coppet. Il est plus calme qu'on ne l'aurait imaginé. Il ne regarde point les affaires de la France comme désespérées, il pardonne à ce peuple d'étourdis féroces son ingratitude ; il est soutenu par sa conscience et plane au-dessus de l'opinion de la tourbe.

Deux mois après, en Conseil général (21 novembre 1790), Charles Pictet fut élu auditeur de la justice, poste périlleux et peu envié à cette époque, car ces fonctions de police devaient mettre ceux qui en étaient revêtus en contact direct avec l'émeute, le cas échéant. Or, l'émeute, à partir de 1791, on la côtoie presque constamment dans Genève. Travaillée avec une persistance que rien ne lassait par les révolutionnaires français, la populace se montrait de plus en plus disposée aux actes de violence. Le 15 février 1791, par exemple, la république fut pendant quelques heures à

deux doigts d'un complet bouleversement. Dans cette occasion, comme dans d'autres, le rétablissement de l'ordre et même le maintien de l'indépendance nationale ne furent dus, au milieu du désarroi général, qu'à la présence d'esprit et au courage d'un petit nombre de citoyens. Rappelons les circonstances de cette prise d'armes : elles sont caractéristiques.

Le 15 février donc, trois ou quatre cents paysans de la rive droite se présentent à l'improviste devant la porte de Cornavin, escaladent les ouvrages extérieurs et menacent de forcer l'entrée de la ville. L'officier qui commandait ce jour-là le poste de Cornavin, fait fermer les portes, barricader le corps de garde, mande à l'hôtel de ville ce qui se passe et se prépare à la résistance. Mais les « mal intentionnés » de Saint-Gervais assiègent bientôt ce corps de garde en criant : « Point d'armes ! laissez entrer les paysans, ils sont des nôtres ! » Et l'on commence à tendre, du haut des remparts, des échelles aux assaillants.

Le poste tient bon, mais aucun renfort ne vient le dégager. Le Grand Conseil, qui se trouvait en séance à ce moment-là, au lieu de prendre une décision vigoureuse et prompte, perd son temps en récriminations oiseuses. Il se trouva même des orateurs pour proposer que « les citoyens fussent invités à se rendre dans leurs cercles... pour délibérer. » La situation devenait à chaque instant plus critique. Cependant la portion demeurée saine de la bourgeoisie s'était émue à la nouvelle qu'il y avait, parmi les paysans ameutés, des gens venus du pays de Gex pour faire dans Genève de la propagande française. Elle s'arme, elle court se mettre à la disposition des magistrats. Sans se préoccuper davantage du Grand Conseil, le premier-syndic Claparède fait battre la générale. Le tocsin sonne. L'ancien syndic Ami Lullin, le conseiller Micheli, l'avocat

Du Roveray forment en colonne les volontaires rassemblés sur la Treille. Le signal est donné, et au cri de : « Chassons les étrangers ! » la troupe descend au pas accéléré à Cornavin, où le poste résistait encore, bien que vivement pressé. On balaye les abords du corps de garde, on décide une sortie, les portes de la ville s'ouvrent et, à la vue des citoyens en armes, les paysans prennent la fuite, poursuivis à coups de crosse et de plat de sabre. Le péril qui menaçait Genève fut conjuré pour un temps ¹.

Pictet à M^{lle} Turrettini :

19 mai 1791. — Dieu sait combien, à Berne, on parle de la contre-révolution et combien on y croit !... Quant à moi, je n'y crois guères. A moins d'un concert des puissances, que feront cinq ou six mille aristocrates devenus soldats, de comtes, marquis et officiers qu'ils étaient, indisciplinables, sans chefs expérimentés, incapables de s'organiser, de soutenir aucune fatigue ; qui, à supposer qu'ils eussent de l'argent, des armes, des munitions, de l'artillerie, tout ce qu'ils n'ont pas, en un mot, ne pourraient jamais faire qu'une incursion et non fournir une campagne ? Que s'il se joignait à ce fonds de gentilshommes, au moment de leur entrée en France, trente à quarante mille mécontents, ils s'embarrasseraient les uns les autres et n'en mourraient que plus sûrement de faim ou de dysenterie, à supposer qu'ils ne fussent pas déjà écrasés par la prodigieuse supériorité du nombre.

Quant au concert entre l'Empereur, le roi de Prusse, l'Angleterre et l'Espagne pour faire entrer en France une armée qui délivre le roi, il est difficile d'y croire.

Ce qui ne me paraît pas hors de toute vraisemblance, c'est que le comte d'Artois et le prince de Condé aient obtenu de l'Em-

¹ « Un fait bien remarquable, écrit M. G.-A. De Luc en rendant compte de cette journée à son frère, le célèbre physicien, fixé en Angleterre, c'est que, depuis l'événement, on a reçu nombre de lettres de Paris, de Grenoble, Dijon et Turin, qui toutes témoignaient les craintes les plus vives sur notre sûreté et annonçaient une insurrection prochaine, quelques-unes même en fixaient l'époque aux environs du 15 février. »

pereur et peut-être du roi de Prusse la promesse d'une démonstration des cours qui impose à l'Assemblée nationale et procure au roi et à la noblesse des conditions plus favorables. Si cela se pouvait passer ainsi, cela serait fort bien, mais gare aux atrocités contre les nobles dans le royaume, au moment où une armée se rassemblerait effectivement sur la frontière ! Qui sait même où pourrait se porter la fureur du peuple de Paris contre le roi et la reine, qu'on ne manquerait pas de faire envisager comme complices ?

11 juin 1791. — J'arrive de Coppet où j'étais allé déjeuner avec mon frère et Boissier. Nous allions pour M^{me} de Staël et nous n'avons vu qu'elle. Elle a une dose d'esprit qui fait pardonner bien des choses, mais il est certain qu'elle pousse l'extravagance un peu loin. Ses confidences sur ses amants, ses amis, son mari, sa mère, ont occupé une bonne partie du temps. Il est impossible d'être plus naïve qu'elle ne l'est : on n'en pardonnerait pas la dixième partie à une autre. Mais elle est gaie, bon enfant, extrêmement brillante, on ne voit que cela. Elle n'est pas rassurée sur l'état de la France, bien qu'elle persiste à regarder la contre-révolution à main armée comme impossible. Quand on la presse pour savoir d'elle comment tout cela finira, elle est embarrassée. Je le suis aussi, et mon opinion est qu'il faut s'en remettre à la bonne Providence.

3 juillet 1791. — Voilà la révolution bien consolidée par le retour du roi. La tentative¹ a prouvé que la confiance que les émigrés fondaient sur les dispositions de certaines provinces n'est qu'une illusion, et que la France entière est contre le roi. Il semble que la constitution actuelle ne peut plus être renversée, il faut qu'elle meure de ses propres excès. Les aristocrates se flattent encore que l'Empereur s'armera pour venger sa sœur ; je ne puis le croire....

Nous sommes toujours travaillés par Grenus² et d'autres malveillants. J'espère qu'ils ne feront que de l'eau claire. Le pays de

¹ La fuite de Varennes, 20 juin 1791.

² L'avocat Jacques Grenus, né à Genève en 1751, se démenait avec ardeur, à cette époque, pour amener l'annexion de sa patrie à la France. Il finit méprisé. Son plus grand châtiment fut de survivre à la restauration de 1814.

Vaud ressent la maligne influence de cet enragé. Si Messieurs de Berne pouvaient nous en délivrer lorsqu'il ira visiter ses vignes de Féchy, ce serait un grand coup !

Il fait ce qu'il peut pour nous brouiller avec le pays de Gex à l'occasion du port de la cocarde nationale [française] qui est interdit aux Genevois. Il écrivit, il y a quelques jours, à messieurs les syndics pour les prévenir que son fils viendrait à Genève en uniforme de garde national, avec la cocarde ; qu'il espérait qu'en sa qualité de Français il ne lui serait fait aucune insulte, et que nous devions bien sentir quelles seraient les conséquences d'un acte de mépris pour cette cocarde. Son fils se présenta hier, en effet, à l'entrée de la ville. Le commandant du poste de Cornavin avait pour consigne de lui demander s'il était Genevois ou Français ; dans le premier cas, de lui faire poser sa cocarde ; dans le second, de l'inviter à s'en retourner à l'endroit d'où il venait. Il se dit : « du Grand-Sacconnex, né à Genève. » On lui fit poser sa cocarde.

Le 23 septembre 1792, le gouvernement genevois fut avisé par une lettre d'une écriture déguisée et sans signature, mais qu'on supposa venir du chargé d'affaires de la république à Paris, J.-A. Tronchin, du bruit qui courait dans les sphères officielles, que l'armée qui se préparait, sous les ordres du général Montesquiou, à envahir la Savoie, devait, par la même occasion, mettre la main sur Genève.

Telle était encore, malgré les intrigues incessamment ourdies au dehors et même au dedans, la vivacité du sentiment national, qu'à cette nouvelle, la grande majorité de la population genevoise courut aux armes. Les remparts de la ville, médiocrement solides d'ailleurs, se garnirent d'artillerie ; on enrégimenta ceux des habitants auxquels la loi n'avait pas permis jusque-là de porter les armes ; nombre d'anciens officiers s'offrirent pour commander ces nouveaux auxiliaires ; une souscription publique fut ouverte pour subvenir aux frais de la défense ; enfin les

Conseils résolurent de demander immédiatement à leurs anciens et fidèles alliés de Zurich et de Berne le « secours » promis par les traités.

Ce secours ne leur fit point défaut. Depuis longtemps les Suisses tournaient du côté de la vallée du Léman des regards inquiets. Ils comprirent que l'heure de prendre les armes était venue. Toutefois, afin d'éviter jusqu'à la plus légère apparence de provocation envers la France, il fut convenu que les contingents fédéraux n'entreraient dans Genève qu'au moment où le péril serait devenu évident et extrême.

La Savoie offrit aux Français une proie facile ; l'envahissement de ce duché ne leur coûta pas un seul homme, c'est Montesquiou lui-même qui l'affirme. Le 30 septembre, dans la soirée, leur armée arrivait en vue des murs de Genève, pensant trouver cette ville livrée à ses seules forces. Mais déjà les Suisses s'y étaient jetés. Dans la matinée de ce jour, — c'était un dimanche, et les cloches sonnaient pour le service divin, — une flotille de 10 barques venant de Nyon était apparue à l'entrée du port. Elle portait 1600 fantassins bernois. Un d'Erlach, un de Watteville commandaient ces troupes dont la belle tenue, au dire des récits contemporains, contrastait avec l'indiscipline des bataillons de Montesquiou. Le débarquement eut lieu à la place du Molard, au milieu des cris de joie. Ce premier détachement fut suivi, à quelques jours de distance, d'un corps de Zuricois qui vint porter à 2260 hommes la garnison helvétique dans Genève¹.

Ces milices marchaient en chantant un *Kriegslied* com-

¹ Un témoin oculaire, G.-A. De Luc, raconte que « le dernier convoi de Zuricois ayant été contraint, par le vent, de longer la rive française du lac, de Ver-soix on leur chanta à gorge déployée l'air de : *Ça ira !* Ils y répondirent en entonnant en chœur un de leurs psaumes qui annonce la confusion aux méchants et le succès aux gens de bien. »

posé expressément pour la circonstance sur l'air : *Prinz Eugen der edle Ritter*, et dont les paroles, à défaut d'éloquence lyrique, avaient du moins le mérite de refléter assez fidèlement les sentiments complexes qui, à ce moment, animaient les cantons à l'égard de la France.

D'une part, un désir sincère et très général de continuer à vivre sur le pied de paix, aussi longtemps que possible, avec une nation au sein de laquelle, pendant des siècles, les Suisses avaient trouvé l'avantage d'une carrière lucrative dans le service capitulé, sans parler des intérêts économiques communs aux deux pays par le fait du voisinage ; partant, une ferme résolution d'observer la neutralité au milieu de la lutte prête à s'engager entre la France et l'Autriche.

D'autre part, une méfiance et même une irritation profonde, engendrées par tout ce qui se passait en France, depuis une année surtout¹.

Rien, sous ce rapport, ne dépeint mieux la situation respective des deux peuples que la correspondance de Barthélemy, ambassadeur de France auprès des cantons,

¹ Voici deux strophes de ce *Lied der schweizerischen Truppen zu Genf und an der französischen Grenze* :

Nun denn, Söhne wack'rer Väter,
Stürzet, Brüder, wie das Wetter,
Auf die stolzen Franken zu !
Wenn sie, alter Freundschaft müde,
Gegen Bund, und Treu', und Friede,
Stören unser Glück und Ruh.

Franken ! Eure eig'nen Sachen
Habt ihr erst zurecht zu machen ;
Bringt sie wohl und gut zu End ;
Gebt euch Ruh und Ordnung wieder,
Dann sind Freunde wir und Brüder,
Und die Fehde hat ein End.

de 1792 à 1797 ¹. Ce diplomate, dont l'équité et la modération surprennent agréablement quand on songe combien peu ces qualités étaient en faveur dans le gouvernement qu'il était chargé de représenter, ne cesse, dans ses dépêches, de rendre le ministre des affaires étrangères, — que ce ministre s'appelle de Lessart, Dumouriez, Chambonnas ou Lebrun-Tondu, — attentif à l'effet déplorable que produisait en deçà du Jura chacun des actes, pour ainsi dire, du gouvernement ou du peuple français à cette époque : injures et calomnies de la presse révolutionnaire à l'égard de Berne et des autres Etats aristocratiques ; envoi en Suisse d'agents provocateurs ; tentatives faites pour troubler ou renverser les gouvernements cantonaux ainsi que pour débaucher leurs troupes ; refus de laisser transiter par la France les grains étrangers destinés à l'alimentation des cantons ; désarmement du régiment suisse d'Ernst par la populace d'Aix ; ovation aux soldats révoltés du régiment de Châteaueux ; invasion du Porrentruy et tentative de mettre la main sur le défilé de Pierre-Pertuis qui faisait partie intégrante du sol helvétique ; massacre de la garde suisse dans la journée du 10 août ; enfin, au lendemain de ce même 10 août, la prétention de Lebrun-Tondu de faire reconnaître immédiatement et sans réserve aucune, par le Corps helvétique, le gouvernement issu de cette insurrection.

Cette dernière exigence avait arraché à Barthélemy lui-même une protestation indignée :

Mon attachement pour mon pays et ma conviction, écrit-il au ministre, me défendent d'adresser au Corps helvétique les nou-

¹ *Papiers de Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, 1792-1797*, publiés par J. Kaulek. Paris, 1886. Les tomes I, II et III, allant jusqu'au mois de mars 1794, ont seuls paru jusqu'ici.

velles lettres de créance que vous m'envoyez, parce que je sais par les principaux magistrats de la Suisse que jamais ils ne pourront les recevoir dans un moment où elles sont, pour ainsi dire, encore teintes du sang de leurs concitoyens ; parce que je vois que la rage qui est prête à éclater de toutes parts ne nous permet point de penser à les présenter avant la réunion et le prononcé de la Convention nationale ; et parce que l'acte que vous me chargez de remplir devant nécessairement aboutir à une guerre terrible entre la France et la Confédération helvétique, je trahirais mon devoir, ma patrie, ma conscience, si j'acceptais d'être l'agent entre les mains duquel doivent se briser des liens dont tant de siècles célèbrent la gloire.

Il est en votre pouvoir, monsieur, de faire l'essai de ce que j'avance : envoyez un autre agent en Suisse.... D'abord je ne sais quelle ville le recevra en ce moment-ci. Il écrira au Corps helvétique. On ne lui répondra pas. Il multipliera en vain ses lettres, l'état de guerre résultera de ce silence. Les cantons n'admettront nos lettres de créance que quand nous les aurons soumis.

Lebrun renonça à son projet. Il consentit à ce que Barthélemy restât en Suisse en se bornant au rôle d'« agent indirect près le Corps helvétique. »

Barthélemy n'avait pas épargné à son gouvernement les avertissements au sujet de Genève. Dès le 30 mars, il écrivait :

Berne et Genève sont extrêmement alarmés du bruit qui se répand qu'un corps de troupes doit s'avancer vers le pays de Gex, ainsi que des travaux de l'imprimerie de Versoix et de leur objet. Nous sommes évidemment, vis-à-vis des Suisses, dans la position la plus critique. Chaque jour détache et brise un chaînon des liens qui nous unissaient à eux. Nous aurons infiniment de peine à regagner leur confiance.

9 mai. — Les Suisses sont beaucoup plus inquiets de ce qui pourrait se passer du côté de la Savoie [que sur les bords du Rhin], à cause de Genève. Vous connaissez, monsieur, les liens

de tout genre qui unissent cette république aux cantons de Zurich et de Berne, et indirectement au Corps helvétique, et il n'est pas douteux que ce dernier concevrait des alarmes pour son propre repos si celui de Genève venait à être compromis.

15 mai. — Neuchâtel et Genève désirent également être compris dans la neutralité helvétique. Par le passé, ces villes et pays ont toujours été considérés sous ce point de vue. Il est à espérer qu'ils le seront aussi dans le cas présent, surtout Genève et Neuchâtel, qui sont la sauvegarde des cantons et qui n'ont point donné d'occasion d'en agir envers eux comme envers le Porrentruy.

Le 11 juin, le Corps helvétique notifiait au roi de France la détermination prise par la Diète d'observer une neutralité stricte, de la défendre au besoin par la force, et il exprimait en même temps l'espoir que Neuchâtel, Genève et les Etats de l'évêque de Bâle seraient « d'après l'ancien usage, compris dans l'enceinte de la neutralité helvétique. »

Barthélemy écrit de nouveau le 9 juillet :

Nous ne devons pas être étonnés que le Corps helvétique réclame la neutralité en faveur de Genève.... Cette république a une alliance défensive avec Zurich et Berne de l'année 1584, qui la met sous la protection immédiate de ces deux Etats, ce qui, en cas de guerre, pourrait compromettre indirectement tout le Corps helvétique. Nous avons bien le droit, ainsi que Berne, d'après le traité de 1579, de faire passer nos troupes par Genève, mais le canton de Berne a de plus celui d'y mettre une garnison, que la France s'est même engagée à payer dans le cas où elle serait jugée nécessaire.

Les ministres qui se succédaient à courts intervalles aux affaires étrangères, protestaient, cela va sans dire, de la pureté de leurs intentions à l'égard de la Suisse, mais la

lettre suivante, écrite du camp de Valenciennes, le 24 août, par Dumouriez (qui avait quitté le ministère pour un commandement d'armée) à Lebrun, montre ce qu'il fallait penser de ces assurances :

Parlons de la Suisse, mon cher Lebrun.... Traitez bien les petits cantons et ceux de Bâle et de Zurich [dans la liquidation des comptes des régiments suisses licenciés]. Punissez Soleure et Fribourg qui ont été insolents. Traitez Berne avec dignité, et assez bien Lucerne et Schaffhouse. Surtout caressez les Grisons. Faites peur à Genève : c'est le moyen de sauver Lyon. Ménagez Neuchâtel par égard pour le roi de Prusse.

D'ailleurs, établissez un plan révolutionnaire lié entre les sujets de Berne et les Allobroges, entre les sujets de l'évêque de Bâle et les Alsaciens, entre les Gruyériens et les indomptables habitants du Jura !... Que ce plan soit méthodique et simple ; que ces différents peuples limitrophes, pour acquérir leur liberté, s'amalgament avec les gardes nationales de l'Ain, du Jura et du Haut-Rhin. Choisissez un homme fort, bien révolutionnaire, d'une éloquence simple et mâle, d'une grande activité, pour être le principal agent de ce plan sous votre direction.

On sait que Brissot, Clavière et la plupart des autres meneurs partageaient ces idées et favorisaient ces projets. Ces apôtres de la liberté se préparaient à châtier chez un petit peuple inoffensif la répulsion inspirée par leurs propres actes et les appréhensions provoquées par leur propre duplicité.

Que le but de l'apparition des Français devant Genève fût, sinon l'annexion directe de cette ville à la France, du moins son asservissement à l'influence française et en tout cas son rançonnement, c'est un point sur lequel la lettre adressée de Paris, le 3 octobre, par le ministre de la guerre Servan au général de Montesquiou, ne laisse aucun doute :

Il y a dans Genève, écrit Servan, 20 000 bons fusils dont nous avons besoin. Si vous entrez de force, point de difficulté : vous nous les enverrez. Si vous entrez de bon gré, vous nous les enverrez également, avec cette différence que ce sera en payant, ou en convenant de les remplacer à une époque déterminée.... Si on vous représente que ces armes sont nécessaires à la défense de la ville, vous les rassurerez en leur laissant quatre ou cinq mille hommes armés, selon votre prudence. Vous ferez ainsi de Genève le boulevard de la France.

Une autre preuve de ces sinistres desseins, c'est le propos qui fut tenu par Clavière, vers le 15 septembre, en présence du Genevois Dassier, ancien militaire, sur le point de partir pour Genève. « Les ordres sont donnés, dit-il, pour attaquer la Suisse et prendre Genève.... Je leur conseille de ne pas faire de résistance. »

Enfin Dubois-Cranzé, l'un des trois délégués de la Convention qui avaient rejoint Montesquiou à Carouge, aurait dit à ce général dont les ménagements envers Genève l'impatientaient : « A quoi bon tant de façons avec cette peuplade de fripiers et d'agioteurs ? Je jeterais Genève dans le lac à coups de bombes, et j'inviterais les louables cantons de l'Helvétie, ses fidèles alliés, à venir la repêcher. »

Le résident de France à Genève, Châteauneuf, n'avait point attendu l'entrée des Suisses dans la ville pour protester contre l'envoi du secours. Le 27 septembre, il avait remis aux Syndics et Conseils une note où on lisait :

Suivant l'édit de 1782, cette introduction de troupes ne peut s'effectuer que, préalablement, il ne soit nommé des ministres plénipotentiaires par les puissances garantes, à l'effet de se concerter à ce sujet. D'après les armements extraordinaires qui se forment en Suisse, et particulièrement dans le canton de Berne, il est permis de concevoir des inquiétudes sur les sentiments de

cette république envers la France, jusqu'à ce qu'elle se soit expliquée ouvertement sur la cause et la nature de ces armements, ou au moins jusqu'à ce que le résident de France ait reçu officiellement les arrêtés de la diète helvétique tenue dernièrement à Aarau, et auxquels le canton de Berne a dû adhérer. Les Seigneurs Syndics et le Magnifique Conseil penseront sûrement dans leur justice que, sans cette assurance préalable et nécessaire, toute introduction de troupes suisses, et particulièrement du canton de Berne, loin d'être une mesure de prudence et de sagesse, ne pourrait plus être considérée que comme une mesure hostile.

Le 29 septembre, le gouvernement genevois répondit que le traité de 1782 n'excluait pas l'exécution de celui de 1584, laquelle y était, au contraire, expressément réservée ; que la disposition invoquée par le résident de France était uniquement applicable aux « troubles intérieurs qui nécessiteraient l'exercice de la garantie dans Genève pour rétablir la tranquillité, lorsque celle-ci aurait été troublée au point que le gouvernement ne pourrait plus réprimer la licence et agir conformément aux lois. »

« Aussi la république de Genève, ajoutait le Conseil, déclare ici de la manière la plus expresse qu'elle est invariablement attachée à la neutralité, et qu'aussi longtemps qu'elle sera laissée en paix, elle ne s'en écartera point ; mais que fermement résolue, d'après le vœu de tous les Genevois, à repousser les atteintes qui pourraient être portée à son indépendance, elle recevra dans cet unique but les secours que ses alliés, animés des mêmes sentiments, se disposent à lui procurer. »

Le 30 septembre, Châteauneuf répliqua par une note portant que « l'arrivée et l'admission des troupes suisses dans les murs de la ville ne lui permettaient plus que de protester contre cette démarche. » Et le 3 octobre, il quittait Genève pour aller rejoindre à Carouge le quartier

général français, en laissant derrière lui la déclaration suivante :

Le Résident de France a l'honneur de prévenir officiellement monsieur le premier syndic et, par son organe, le Magnifique Conseil, que l'introduction dans les murs de Genève d'un corps de troupes de l'Etat de Berne, au mépris des traités et contre la foi d'une neutralité publiquement et solennellement jurée n'a pu paraître au Conseil exécutif suprême qu'une atteinte aux traités et à la bonne harmonie qui avaient jusqu'ici si heureusement existé entre la ville de Genève et la France, et l'effet d'une coalition avec les puissances liguées contre la liberté des Français ; que le devoir sacré de conserver cette même liberté fait une loi au Conseil exécutif suprême de repousser une mesure aussi hostile par tous les moyens qui sont en son pouvoir, et qu'il déclare, par l'organe du Résident de France, les magistrats fauteurs des divisions qui vont séparer deux nations jusqu'à présent toujours unies, responsables de tous les événements qui vont suivre.

Enfin, le 9 octobre, voyant le Conseil d'Etat inébranlable, il mettait le comble à ses procédés d'intimidation en faisant répandre dans la ville, au mépris de tous les usages, une note adressée directement au *peuple genevois*. On lisait dans cet étrange document :

...Le Résident de France donne l'assurance positive aux habitants de Genève et à ceux de son territoire, qu'il ne sera porté aucune atteinte à la sûreté des personnes et des propriétés, non plus qu'à la liberté et à l'indépendance de la république, mais *qu'on exigera la punition des magistrats pervers et traîtres à leur patrie qui, par leurs mesures, auront provoqué la réquisition aux Etats de Berne et de Zurich.*

Cette pièce qui résumait la politique constamment suivie en Suisse par les Français, — détacher les peuples de leurs magistrats en calomniant ceux-ci, — n'était pas l'œuvre personnelle de Châteauneuf. Il l'avait reçue toute

rédigée du Conseil exécutif dès le 6 octobre, avec l'injonction de la publier, mais il avait renvoyé de le faire jusqu'au 9, espérant toujours un contre-ordre, car lui aussi, comme Montesquiou, était animé au fond de dispositions pacifiques. On put la lire imprimée dans les journaux de la capitale du 10. Esaïe Gasc, qui était allé aux informations à Paris, raconta à son retour qu'on l'avait assuré que c'était Danton qui l'avait composée.

« De ce fatras qui faisait frémir le sens commun, écrit Mallet-Du Pan dans ses *Mémoires*, il résultait que Genève, ayant pénétré les instructions du général français, se trouvait punissable de les avoir prévenues, et que ses précautions contre des violences préméditées fournissaient le motif des violences qu'on exécutait. De son tribunal baigné de sang, le Conseil de Paris dévouait la tête des magistrats genevois, calomniait les citoyens et proscrivait cette république avec aussi peu de formes qu'on venait de proscrire les victimes du 2 septembre. »

Quoi qu'il en fût de l'origine de cet appel perfide, toujours est-il que l'effet qu'en attendaient ses auteurs se trouva complètement manqué. Le premier, le seul sentiment dans Genève, à la lecture de cette production, fut celui d'une indignation universelle, et il s'ensuivit, dès le lendemain, une manifestation publique qui fit du 10 octobre 1792 le dernier beau jour de la vieille république. Nous en empruntons le récit à un ouvrage inédit sur cette époque ¹ :

« Cependant le Cercle de la coalition (contre-révolutionnaire) et les 28 cercles qui en dépendaient, ainsi que plusieurs autres sociétés, délibéraient sur une manifestation populaire qui pût prouver, même aux plus prévenus,

¹ Pierre Odier, professeur en droit, *Documents sur l'histoire de Genève, de 1790 à 1798*.

que les Genevois, loin de se séparer de leurs magistrats, les approuvaient, au contraire, et étaient prêts à les appuyer, au prix même des plus grands sacrifices.

» Quelques personnes influentes, et notamment MM. Bellamy-Aubert et Pictet de Rochemont, major, eurent l'idée que ce qui donnerait le plus de solennité et d'ensemble à cette manifestation serait qu'elle émanât de tous les citoyens réunis en armes, et auxquels les magistrats eux-mêmes viendraient soumettre les accusations que leur conduite leur avait attirées.

» Ces messieurs allèrent tout de suite communiquer leur projet aux Syndics et Conseil qui l'adoptèrent, non sans quelque hésitation au premier moment, car l'épreuve qu'on allait tenter n'était pas sans péril. En effet, s'il y avait eu dans l'assemblée qu'on allait provoquer une minorité opposante, quelque petite qu'elle fût, le Conseil était perdu.... Mais la confiance finit par l'emporter, et la mise à exécution du projet fut fixée au lendemain.

» MM. Bellamy et Pictet pensèrent alors qu'il fallait s'assurer et de ceux qui parleraient et de ce qu'il convenait de dire, et ils jetèrent les yeux sur un M. Chambrier, marchand horloger, qui demeurait en l'Ile et qui était extrêmement populaire dans son quartier. Il était très bon Genevois et venait d'être élu au Deux-Cents. On le chargea de prendre la parole pour répondre au discours des syndics, au nom de la communauté.

» Le mercredi 10 octobre, la générale fut battue dans toute la ville, dès neuf heures du matin, avec un grand appareil. La Légion genevoise, composée de tous les légionnaires effectifs, auxiliaires, domiciliés, fut rangée en bataille le long de la Corraterie : il y avait plus de 3000 hommes sous les armes. Là, M. Micheli, syndic de la garde, accompagné de tout le Conseil, passa la troupe en revue,

puis s'étant placé au centre, il lui adressa cette allocution qui fut répétée séparément à chacun des quatre bataillons :

» Genevois rassemblés pour le service militaire et la défense de la patrie, vous voyez devant vous le Conseil qui vient vous donner communication de la note de M. de Châteauneuf remise hier au soir à l'un de messieurs les syndics, et de la déclaration que vos magistrats ont cru devoir faire.

» C'est à vous de juger si nos services constants et paternels méritent la punition qu'on provoque sur nos têtes ?

» Mais enfin, s'il faut, pour sauver notre patrie, pour l'assurer à vous-mêmes et à vos enfants, s'il faut la vie de vos magistrats, ils viennent vous en offrir le sacrifice. Que seulement la république reste debout avec honneur !

» Des cris de : « Vivent nos magistrats ! » s'élevèrent de toute part. Un silence absolu s'établit ensuite, pendant lequel M. Pictet de Rochemont lut (d'une voix qui s'entendait « d'un bout de la Corraterie à l'autre, » au dire de témoins de cette scène) d'abord la note insultante de M. de Châteauneuf, ensuite une déclaration par laquelle le Petit Conseil repoussait les imputations dirigées, en la personne de ses membres, contre la république tout entière. Cette déclaration était conçue en ces termes :

» Genève doit sa liberté à son alliance avec les cantons de Zurich et de Berne. En voyant se rapprocher de ses murs le théâtre de la guerre, elle a tourné les yeux vers les secours promis par cette alliance et déjà tant de fois donnés à nos pères. Le Conseil souverain de la république les a réclamés. Attaquer cette résolution, c'est attaquer son indépendance. Renvoyer un secours accordé avec une fidélité si loyale, sans un concert préalable avec nos alliés et sans des sûretés suffisantes, serait un acte aussi dangereux que déshonorant. Présenter la demande et l'entrée de ces secours comme des actes d'hostilité, c'est faire injure à la bonne foi de la république et à celle du Corps helvétique qui ont solennellement déclaré et constamment professé une neutra-

lité inviolable. Le Corps helvétique veut sincèrement la paix ; les magistrats de Genève la veulent de même ; ils ont fait ce qui était en eux pour conserver avec elle la sûreté et la liberté de leur patrie. Leur conscience est tranquille, et ils attendent le succès de leurs efforts de la justice de leur cause et de la protection de l'Etre suprême.

» (*Signé*) DE ROCHEMONT, *secrétaire d'Etat*.

Donné ce 10 octobre 1792.

» Après cette lecture, plusieurs citoyens voulaient prendre la parole pour exprimer ce que tous sentaient si vivement. Ils furent devancés par M. Chambrier qu'on avait eu soin de placer sur le front des bataillons, et qui, d'un ton plein d'émotion, s'écria : « Genevois ! allons » faire à nos magistrats la déclaration de nos sentiments, » et présentons-leur cette adresse respectueuse :

*A messieurs les Syndics,
au nom de la Légion genevoise.*

» Nous proposer d'abandonner nos magistrats, c'est nous humilier, nous déshonorer. Vouloir nous séparer pour jamais de nos anciens et très chers alliés de Zurich et de Berne, c'est vouloir nous couvrir d'une tache dont aucune république ne s'est encore souillée.

» Oui, l'instant est arrivé où, mettant tout intérêt personnel sous les pieds, nous ne voyons plus que le danger de la république.

» Nous venons nous presser autour de vous, Magnifiques et Très Honorés Seigneurs, pour vous témoigner notre entier dévouement et vous assurer, à la face de la patrie et de la manière la plus solennelle, que notre vie s'éteindra avant que nous puissions jouir d'un bien quelconque que nous ne partagerions pas avec Vos Seigneuries. »

» Des acclamations retentirent à ces mots sur toute la ligne. Aussitôt les majors témoins de cet enthousiasme se

portent devant le front de leurs bataillons et s'écrient :
« Genevois ! que ceux qui adhèrent à la déclaration que
» vous venez d'entendre, serrent leurs rangs pour défilér
» en ordre devant les pères de la patrie. Que ceux qui ont
» d'autres sentiments se placent à gauche. Surtout, sou-
» venez-vous que *vous êtes libres !* Qu'aucune injure, au-
» cune provocation ne trouble l'ordre de votre démarche,
» et que chacun, instruit de l'état des choses, en juge
» suivant ses lumières. »

» Quatre individus seulement déclarèrent avoir besoin de plus mûre réflexion avant de se décider, et se placèrent à gauche. Tout le reste de la légion, au nombre de plus de 3000 hommes, serra alors ses rangs et défila en armes devant le Conseil, aux cris de : « Vivent nos magistrats ! »

» Ceci se passait le matin. Dans l'après-midi, les légionnaires qui avaient occupé les différents postes de la ville pendant la revue, les citoyens que leur âge ou leurs infirmités empêchaient de porter les armes, plusieurs Genevois de la campagne, le corps des pasteurs, etc., montèrent à leur tour à l'hôtel de ville pour faire acte d'adhésion à l'adresse de M. Chambrier. »

Electrisé par le spectacle de cette manifestation, le professeur Marc-Auguste Pictet qui, peu de temps auparavant, avait sollicité et obtenu un emploi de capitaine en second dans le corps des bombardiers, écrivait, le 11 octobre, à un de ses concitoyens, alors à Paris et en rapports avec divers membres influents de la Convention :

Je n'ai que le temps, mon très cher collègue, de vous écrire ces quelques mots en vous envoyant la relation de ce qui s'est passé hier dans notre commune patrie, et qui est fait pour éclairer un ministère trompé sur nos dispositions intérieures. Jamais circonstance intéressante ne produisit scène plus belle. Je ne

pus, en particulier, retenir mes larmes en voyant à la fois le dévouement de nos dignes magistrats et les témoignages d'affection de leurs concitoyens à leur égard. Le contraste entre ce spectacle et celui de la plus grande des républiques menaçant d'écraser la plus petite parce que celle-ci est fidèle à ses traités et prétend conserver son honneur, n'était certainement pas à l'avantage de la première, et l'Europe en portera le même jugement que nous.

Nous sommes parfaitement décidés à nous défendre et nous sommes bien en état de le faire. Nous avons actuellement 2000 Suisses dans nos murs, bien disposés et gens choisis. Notre artillerie est abondamment pourvue. On ne pourra que sacrifier vainement beaucoup de monde en cherchant à nous prendre d'assaut ou par surprise, et 18 000 hommes, rassemblés entre Rolle et Coppet, n'attendent que le premier coup de canon ou la première bombe pour s'emparer du Pays de Gex. Ni les Suisses, ni nous ne tirerons le premier coup ; nous ne cesserons de professer la neutralité la plus exacte jusqu'au moment où on commencera à nous attaquer. Mais l'armée française peut s'attendre alors à la plus vigoureuse résistance et au triomphe de la bonne cause.

J'ai lu, mon cher ami, toutes les peines que vous vous êtes données pour prévenir cette injuste agression, si cela était possible. Mais soyez persuadé qu'en exigeant l'éloignement des troupes suisses de nos murs, on exige la chose du monde que nous pouvons et devons le moins accorder. Ces troupes y sont venues en vertu de nos traités, elles auraient dû y venir d'office alors même que nous ne les eussions pas demandées ; elles font notre unique sauvegarde. Et, comme il n'y a pas un soldat ni un officier dans le camp français qui ne dise hautement qu'ils sont venus pour entrer à Genève, et qui ne s'impatiente des retards que cette entrée éprouve, on ne nous fera pas croire que, lors même que leurs généraux voudraient les éloigner, ils le pussent.

Adieu, cher collègue ; si je survis à l'attaque qu'on nous prépare, je vous invite à déjeuner, à votre arrivée, dans mon bastion.... Vous le trouverez plein de bons Genevois.

Ce différend était destiné à avoir un dénouement moins tragique que les lignes qui précèdent n'eussent pu le faire supposer. Menacée d'un bombardement qui, selon toute

probabilité, eût amené sa ruine complète ; voyant le roi d'Angleterre se borner à son égard à des expressions de sympathie platonique ; voyant surtout ses alliés de Zurich et de Berne hésiter à la suivre jusqu'au bout dans une lutte ouverte avec la France, Genève finit par céder à l'irrésistible pression exercée sur elle ; elle se détermina à renvoyer la garnison suisse.

La faible république ne succomba point, il est vrai, sans dignité. Au lieu d'obtempérer purement et simplement à la sommation du Conseil exécutif provisoire¹, elle obtint, grâce à la ténacité inouïe et admirable de ses magistrats, de traiter d'égale à égale, pour ainsi dire, avec sa puissante voisine dans deux conventions successives, qui furent signées, la première à Carouge, le 21 octobre, la seconde à Landecy, le 2 novembre, entre le général Montesquiou, d'une part, et MM. Prevost-Cabanis, Ami Lullin et François d'Ivernois, de l'autre².

¹ Cette sommation était conçue en ces termes : « Le Conseil... persiste à exiger qu'en exécution des traités, les troupes suisses évacuent entièrement et immédiatement la ville de Genève et son territoire, lesquels, d'après le texte précis de ces traités, elles n'auraient jamais dû occuper sans la participation et le consentement de la République française. » On lisait, il est vrai, dans le même document : « Il est entendu que les troupes françaises ne devront entrer ni dans la ville de Genève ni sur son territoire, dès que l'un et l'autre auront été évacués par les troupes suisses. » Mais cette promesse laissait la France absolument libre de maintenir une armée entière à portée de canon de la ville de Genève, à Carouge, à Pregny, à Vernier, à Versoix, toutes localités non genevoises.

Telle était d'ailleurs l'infatuation des hommes qui dirigeaient alors la politique de la France, qu'à Paris on avait déclaré à Gasc qu'« on ne regardait pas un séjour temporaire des troupes françaises dans Genève comme une atteinte à son indépendance. »

² Rien n'est plus déplacé que les expressions méprisantes par lesquelles, dans ses *Mémoires*, le colonel de Rovéréa qualifie la résolution des Genevois de renoncer à la garnison helvétique. Il suffit de lire attentivement le registre des Conseils de Genève de l'année 1792 pour voir que cette résolution fut encouragée, approuvée, on pourrait même dire suggérée par les deux représentants de Zurich et de Berne qui avaient accompagné le secours. Quant à l'impatience que, dans ces deux cantons, on éprouvait de sortir le plus promptement et le moins chèrement possible de l'imbroglio genevois, voir la correspondance de Barthélemy et d'autres

L'article premier de la convention conclue à Landecy portait que « tous les corps de troupes suisses qui se trouvaient actuellement à Genève se retireraient successivement en Suisse, et que la dite retraite serait consommée d'ici au 1^{er} décembre prochain. »

L'article 2, que « d'ici à la même époque, la grosse artillerie et les troupes françaises qui environnaient Genève,.... seraient retirées et placées de manière qu'elles ne pussent donner aucun motif d'alarme à cette ville. »

L'article 3, que « dès la date de la présente convention, la libre communication entre les habitants de la Savoie et ceux des deux républiques, et l'entière liberté du trafic de Genève en Suisse et de Suisse à Genève, seraient rétablies sur le même pied qu'en temps de paix, conformément aux traités et à l'usage. »

Enfin, par l'article 4, la République de Genève se réservait expressément et solennellement tous les traités antérieurs avec ses voisins, et spécialement celui de 1584 avec les louables cantons de Zurich et de Berne, ainsi que l'article 5 du traité de neutralité de 1782. Et de son côté, la République française déclarait ne pas entendre que la dite réserve pût la lier aux traités dans lesquels elle n'était pas intervenue, ni préjudicier en rien à la faculté qu'elle s'était réservée de revoir ses propres traités, qu'elle exécutait provisoirement jusqu'à l'époque de cette revision.

La Convention Nationale, il est vrai, s'empressa de qualifier ce traité de Landecy, tel qu'il avait été amendé à la demande de son propre gouvernement, de « capitulation ignominieuse, due à l'influence de l'aristocratie genevoise sur le général Montesquiou. » Brissot déclara en pleine

sources encore. Seulement, pour sauver leur propre dignité, les alliés tenaient à ce que la proposition de renvoyer la garnison suisse *vînt des Genevois eux-mêmes*, et ils s'arrangèrent de façon à ce que les choses se passassent ainsi.

assemblée que Genève n'obtiendrait « d'autre traité que la communication des principes français ; » enfin l'honnête Montesquiou, dénoncé comme traître et décrété d'arrestation, fut contraint de s'enfuir de son quartier général et ne dut son salut qu'aux Genevois, qui lui fournirent les moyens de passer en Suisse. Deux jours avant de s'éloigner, il avait écrit au ministre de la guerre, à propos de la conduite de la France vis-à-vis de Genève : « Souffrirez-vous cette représentation scandaleuse de la fable du loup et de l'agneau ? »

Nonobstant les expressions de dépit et de menace échappées aux énergumènes de la Convention, les choses restèrent en l'état, et de part et d'autre les clauses convenues à Landecy reçurent leur exécution. Les « Comités » de Paris jugèrent apparemment qu'il ne valait pas la peine, en poussant leurs revendications à l'extrême, de s'exposer à rejeter les Suisses dans les rangs des adversaires déclarés de la France. Ils s'en remirent, pour faire tomber entre leurs mains le fruit convoité, aux ferments de discorde qu'ils n'avaient point renoncé à entretenir au sein de l'opiniâtre petite république. La suite prouva que leur calcul était juste.

En effet, à peine l'élément d'ordre et de sécurité que représentaient les bataillons helvétiques eut-il disparu, que les menées anarchistes reprirent de plus belle, et les événements se précipitant, force fut, un mois après, au gouvernement légal de déposer ses pouvoirs. Le Petit Conseil tint sa dernière séance le 27 décembre, et dans la nuit qui suivit, en vue d'éviter une effusion de sang, tous les postes de la ville furent remis à une troupe de citoyens armés, coiffés du bonnet rouge, les *Egaliseurs*. Les autorités, suspendues jusqu'à nouvel ordre, furent remplacées par deux Comités, l'un dit *de sûreté*, l'autre *d'administra-*

tion, élus par ce qu'on appelait les « députés de la nation, » c'est-à-dire par les membres des cercles politiques.

Charles Pictet, déchargé sommairement par cette révolution de ses fonctions d'auditeur, se retira alors à Cartigny, non sans avoir auparavant fait paraître quatre opuscules successifs en patois, fort incisifs, intitulés : *Dialogues sur l'Assemblée nationale entre Jaquet et Jean-Marc*¹. En ce temps-là, à Genève, chacun parlait plus ou moins le patois savoyard ou en tout cas le comprenait.

Une « Assemblée nationale genevoise » avait été constituée. Elle se composait de 120 membres. Charles Pictet y fut porté, le 11 février 1793, par environ 2000 suffrages, sur un Conseil général de 3533 votants. Un certain nombre de ses amis, quarante à peu près, dont son frère Marc-Auguste et son beau-frère François de Rochemont, y entrèrent avec lui, mais ni les uns ni les autres ne purent y rester longtemps. Telle était cependant la confiance qu'on continuait à avoir dans l'énergie et le savoir-faire de Charles Pictet, que cette assemblée, composée aux deux tiers de partisans de la révolution, se hâta de le nommer membre d'un « Comité d'organisation de la force publique » (assez mal composé d'ailleurs), et peu après juge au « au Tribunal provisoire en dernier ressort pour les recours en matières civiles et criminelles. »

¹ Par une coïncidence assez singulière, précisément à la même époque, un autre membre de sa famille, François-P. Pictet, établi en Angleterre, publiait à Londres une brochure véhémente contre les excès du jacobinisme français, sous ce titre : *A Letter to a foreign nobleman on the present situation of France with respect to the other States of Europe*. On y remarque cette phrase prophétique :

« Les Jacobins ne comprennent-ils pas que, tôt ou tard, il pourra surgir du sein de l'armée un homme d'un génie hardi et entreprenant qui, après avoir réussi à attacher à sa fortune un certain nombre de partisans, leur infligera peut-être le même traitement que Cromwell fit subir au Parlement anglais ? »

Quant à Marc-Auguste Pictet, il trouva le temps, durant son court passage à l'Assemblée, d'y prononcer, le 2 mai, un discours courageux et sensé contre la proposition baroque — formulée par un pasteur — de faire précéder la constitution genevoise qu'il s'agissait d'élaborer, d'une Déclaration des droits de l'homme, à l'instar de Paris.

Toute participation utile aux affaires était, à partir de ce moment, interdite à la classe aristocratique. Ses épreuves, cependant, étaient loin d'avoir atteint leur terme. Entraînée désormais sans contre-poids dans l'orbite de la France, la nation genevoise marchait d'un pas rapide à l'anarchie la plus complète, et le 18 juillet 1794 vit éclater dans la ville une insurrection terroriste destinée à aboutir à des scènes en tout semblables à celles qui ensanglantaient le pays voisin. Quelques-unes des victimes furent choisies à dessein parmi les magistrats de l'ancien régime qui avaient donné à la patrie le plus de gages de dévouement, et à leurs concitoyens pauvres le plus de preuves de générosité.

Charles Pictet fut arrêté dans sa demeure à Cartigny, conduit à Genève, enfermé avec beaucoup d'autres suspects dans une prison commune, le grenier à blé de Chantepoulet. Peu s'en fallut que, dans le premier moment, il ne partageât le sort des malheureux qui furent sacrifiés en cette occasion, et dont l'un des plus dignes de pitié fut son jeune beau-frère, François de Rochemont, lequel avait dédaigné de fuir, bien que pressé de le faire et averti du sort qui l'attendait.

L'avocat de Rochemont, âgé de vingt-huit ans et qui était déjà l'honneur et l'espoir du barreau genevois, dut d'être fusillé aux Bastions, le 25 juillet 1784, en même temps que six autres citoyens, à la circonstance d'avoir été appelé, trois ans auparavant, à défendre en justice le

sergent Bourdillat, prévenu d'homicide pour avoir, en résistant à l'attaque non provoquée de quelques émeutiers, porté à l'un d'eux un coup mortel. Le frère du bandit tué, révolutionnaire forcené lui-même, siégeait dans le tribunal qui condamna de Rochemont comme aristocrate.

La mort n'avait cependant été votée dans ce tribunal contre MM. Cayla, ancien syndic, Prevost-Cabanis, ancien conseiller et procureur-général, et de Rochemont, avocat, que par 12 voix sur 21; et quand cette sentence fut soumise à la ratification de ce qu'on appelait « le peuple révolutionnaire en armes, » c'est-à-dire à environ 3000 individus rassemblés dans les Bastions, elle fut rejetée, pour chacun des trois, à une forte majorité. Dans le cas de de Rochemont cette majorité fut de 765 voix. Mais les Egaliseurs n'entendaient point qu'on leur arrachât leur proie. Saisissant les prisonniers, ils les entraînent et les massacrent sous les yeux de la foule. Ainsi périrent des citoyens dont on a pu dire qu'il furent frappés non pas malgré leurs vertus, mais à cause de ces vertus même. Leur fermeté devant le trépas n'eut d'égale que la lâcheté de leurs compatriotes qui, quoique armés, les regardèrent assassiner sans oser lever un doigt pour les défendre ¹. Quinze jours après, l'ancien syndic Fatio, l'ancien conseiller Naville, les citoyens Delorme et Audéoud, furent fusillés dans des circonstances non moins atroces.

Nous avons sous les yeux en écrivant ces lignes un vieux registre revêtu de cette suscription : « Mon livre de comptes, 1790-1798. » C'est celui du secrétaire d'Etat Ami de Rochemont. Du mois de juin au mois d'août 1794, la comptabilité se trouve interrompue. A l'endroit où elle est

¹ Il y eut quelques exceptions à cette pusillanimité générale, mais ce furent des exceptions.

reprise, on lit cette annotation écrite d'une main mal assurée.

Ici mes comptes doivent se ressentir du désordre de mon esprit.... Je m'étais retiré à Cartigny pour chercher un asile contre les fureurs de l'anarchie. Mon fils, hélas ! partagea son temps entre la campagne et la ville, où il crut que son devoir le retenait.... La Providence avait ordonné qu'il se trouverait en ville chez son ami Argand, — où il avait un pied-à-terre, — dans la nuit du 19 juillet. Elle le destinait à être l'une des victimes de la scélératesse de ceux qui ont perdu leur patrie : il passa des mains des méchants dans celles de son Dieu, le 25 juillet ! Sa mémoire me sera en bénédiction le reste de mes tristes jours.

Dieu a daigné accorder à sa mère et à moi des consolations dont je lui rends grâces du plus profond de mon cœur.

Le 7 août, le Tribunal révolutionnaire, dont la première fureur était apaisée, condamnait Charles Pictet à un an de « prison domestique, » c'est-à-dire de réclusion dans sa propre demeure. Il n'eut pas longtemps à subir cette peine, car dès le 24 du même mois, eut lieu une réaction dirigée contre les Montagnards, *au nom de l'indépendance nationale*, bien que, — chose à noter, — ses auteurs fussent loin de désavouer les principes de la Révolution ! Un second tribunal, « révolutionnaire » de nom comme le premier, envoya à la mort quatre des assassins compromis dans l'insurrection de juillet.

Il y aurait une étude fort curieuse et des plus instructives à faire sur cette persistance du sentiment national au travers des diverses phases d'une révolution dans laquelle, au premier abord, tout semble servilement calqué sur ce qui se passait en France. Les énergumènes genevois avaient sans doute emprunté aux sans-culottes de Paris leur phraséologie à la fois odieuse et grotesque, de même qu'ils avaient, dans une certaine mesure, imité leurs crimes.

Mais au fond, ce qu'on appelait à Genève la nation révolutionnaire, même épurée, même insurgée, répugnait invinciblement à l'amalgamation des deux nationalités que rêvaient les meneurs de Paris, et que les deux ministres-résidents, Soulavie et Des Portes, avaient pour mission spéciale de provoquer. Comment, sans cet instinct secret de patriotisme, — ou, si l'on aime mieux, de particularisme, — expliquer cette majorité compacte qui se retrouve toujours et chaque année en Conseil général pour repousser toute adoption en masse des étrangers, de telle sorte que les six années de trouble qui précédèrent l'annexion, et durant lesquelles l'écrou se serra toujours davantage sous la main du gouvernement français, ces six années d'agonie laissèrent intact le fond primitif de la vieille Genève ? Comment expliquer encore cette majorité des clubs qui, en face de l'athéisme triomphant et nonobstant les élucubrations de personnages qu'il est inutile de nommer, persistèrent, dans toutes leurs constitutions éphémères, à exiger la condition d'être *protestant* pour être citoyen genevois, et conservèrent ainsi l'un des éléments qui devaient entretenir la vie nationale pendant la période d'asservissement ¹ ?

Revenons aux événements de 1794. Le pillage avait accompagné les arrestations arbitraires et les assassinats juridiques. La confiscation les suivit. Les finances publiques, administrées avec tant de soin et de probité sous l'ancien régime, avaient sombré par l'effet combiné du désarroi du commerce et de l'industrie, résultat des événements du dehors et des dilapidations de tout genre, corollaire de l'insurrection de juillet. Il y avait un gouffre à combler ; on s'adressa pour cela à la fortune des particuliers. Ceux-ci furent taxés non point d'après leur avoir,

¹ P. Odier, *Ouvrage inédit, cité.*

mais d'après leurs opinions, réelles ou présumées, souvent même simplement d'après leur caste et leur nom de famille, car les veuves et les mineurs furent mis à contribution comme les autres. On partagea les gens à imposer en trois catégories : *aristocrates*, *englués*, *patriotes* ; ces derniers seuls furent ménagés ¹.

Charles Pictet et son frère, exclus désormais de toute participation aux affaires publiques, cherchèrent dans le travail l'oubli des malheurs de leur patrie et les moyens d'entretenir leurs familles.

Les années 1795 à 1797 furent pour Genève une période de calme relatif. Une certaine détente s'était opérée dans les sentiments des partis à l'égard les uns des autres. Des troubles passagers se produisirent encore, mais l'ère des grandes commotions était désormais close, et des « amnisties, » des « réconciliations » officielles, l'annulation solennellement prononcée de tous les jugements révolutionnaires, montrèrent que la masse de la population avait soif de repos. Une récolte favorable avait répandu de nouveau quelque bien-être. Malgré cela, Genève agonisait. Les coups que lui avaient portés ses propres enfants étaient trop profonds pour que cette confiance réciproque entre concitoyens qui fait la force et la santé des républiques, pût de longtemps renaître, et il eût fallu un autre baume que la faconde des fraterniseurs de profession pour cicatriser de pareilles blessures ².

¹ Un relevé officiel porte à 371 082 florins de Genève la valeur de la vaisselle d'argent et du numéraire saisis chez 97 particuliers par les « patrouilles » durant les premiers jours de l'insurrection et portés au séquestre. On a prétendu qu'une somme au moins égale était restée dans les poches des individus composant ces patrouilles. Quant au produit de la *taxe révolutionnaire* qui fut prélevée sur 851 personnes, il s'éleva à 2 853 560 livres.

² On raconte qu'un pasteur, connu par sa « sensibilité, » prêcha alors un sermon sur le devoir du pardon mutuel des injures, avec un pain à cacheter collé au milieu du front, — en signe d'*oubli* (le mot genevois pour pain à cacheter).

L'énorme déperdition de forces vives qu'avait subie le pays ne pouvait non plus que retarder sa guérison. Une évaluation du temps porte à 4000 le nombre de Genevois qui, en 1798, vivaient dispersés loin de leur patrie par suite des événements.

Mais une cause d'inquiétude et d'insécurité primait toutes les autres.

Les diverses administrations qui s'étaient succédé en France depuis Louis XVI n'avaient jamais cessé de convoiter Genève. Ce ne fut toutefois que dans l'automne de 1797 que le Directoire, enhardi par le triomphe de ses armées en Italie, rouvrit contre la petite république une campagne en règle.

Une conquête brutale eût paru par trop odieuse. D'autre part, il ne fallait pas songer à créer dans l'obstinée cité un *parti français*. La tentative en avait été faite ; elle avait échoué. Le moyen qu'on choisit pour décider les Genevois à se jeter dans les bras de la France fut la disette.

On bloqua la ville au moyen d'une ligne de douanes installée en vue de ses murailles ; on l'affama systématiquement en entravant ses communications, non seulement avec la Suisse par la voie du lac, mais avec ses propres mandements enclavés dans les territoires savoyard ou genevois. On frappa les marchandises, à leur entrée dans la ville et de nouveau à leur sortie, de droits énormes. On joignit à tout cela l'intimidation en faisant défiler sous les yeux des citoyens des corps de troupes françaises qui, sous prétexte de passer d'une rive du Rhône sur l'autre, traversaient la ville en armes, tambours battants et enseignes déployées. Et plus Genève, pour échapper à l'orage, se faisait humble et petite, plus les prétentions redoublaient. Le résident Des Portes poussa un jour l'insolence jusqu'à mander les syndics à son hôtel pour y recevoir connais-

sance des décrets du Directoire. Il est juste de dire qu'ils s'y refusèrent.

Mais une telle situation ne pouvait se prolonger beaucoup. La détresse croissante des Genevois se fait jour dans une phrase de l'adresse que 3681 d'entre eux présentèrent, le 13 janvier 1798, aux syndics, en les invitant à la mettre sous les yeux du Directoire. L'administration française avait exigé que Genève coopérât aux mesures de blocus dirigée contre elle-même. « On nous fait un crime, disaient les signataires, de ce que nous ne nous armons pas pour repousser au delà de nos frontières les denrées que des Français viennent eux-mêmes nous apporter, et de ce que nous ne portons pas l'oubli de nous-même jusqu'à organiser contre nous des mesures de famine et de destruction. » Aucune réponse ne fut faite à ces plaintes.

Nulle pitié à espérer du Directoire, nul secours à attendre de personne. La Suisse elle-même allait succomber sous les coups des soldats de Brune, de Ménard et de Schauenbourg. Bientôt arriva la nouvelle de la chute de Berne. Le découragement, l'épouvante envahissaient graduellement les cœurs les plus fermes. Ce que voyant, le résident Des Portes jugea le moment venu de s'expliquer plus clairement. Le 15 mars, au retour d'une visite qu'il avait été faire à Lausanne, il appelle auprès de lui un des syndics, et lui déclare que « les intérêts de Genève sont dans une réunion volontaire à la France,... que toute résistance serait inutile et dangereuse. »

L'historien contemporain Bérenger décrit la stupeur indignée que produisirent ces ouvertures parmi les magistrats et le peuple. L'indignation était légitime, mais la stupeur était de trop. Les avertissements n'avaient pas manqué aux Genevois. Carnot, lui-même, fuyant son pays

après le 18 fructidor et réfugié en Suisse, n'avait-il pas dit à l'un d'eux : « Vous ne pouvez échapper longtemps à la main rapace du Directoire ; je vous ai défendus jusqu'à ce jour, ... ils poursuivront leurs projets. »

Le manque de magistrats pareils à ceux de 1792, à la fois expérimentés et résolus, se fit à ce moment cruellement sentir¹. Cependant, il fallait prendre un parti. On s'arrêta à la nomination d'une commission composée de tous les fonctionnaires de la république, au nombre de 130, laquelle, « dans les circonstances extraordinaires où se trouvait l'Etat, aurait, pendant un mois, le pouvoir de prendre et d'exécuter toutes les résolutions qu'elle estimait nécessaires au salut des citoyens. »

Ce fut cette commission, dite « Extraordinaire, » constituée régulièrement et investie, par l'assemblée générale du peuple genevois, de pouvoirs dont l'étendue prouvait la confiance que ce peuple mettait dans ses lumières et dans son patriotisme, ce fut, disons-nous, cette commission qui, le 15 avril 1798, peu d'instant après que les dits pouvoirs lui eussent été renouvelés pour un mois, vota par une quarantaine de voix, formant, semble-il, la majorité des membres présents et opinants, le *vœu* de la réunion de Genève à la France. Ce fut elle encore qui, onze jours plus tard, signa, en la personne de douze de ses membres, un traité dans ce sens avec Des Portes. Cette votation du 15 avril, ce traité du 26, les Genevois y acquiescèrent... par leur silence. Ils n'élevèrent contre

¹ En particulier lors du fameux épisode du « drapeau taché » (28 mars 1798). Ce jour-là, sur l'invitation des syndics, qui ne surent trouver d'autre moyen pour désarmer la colère réelle ou simulée de F. Des Portes, 5000 citoyens genevois durent défiler, deux à deux et chapeau bas, à l'endroit où, devant l'hôtel de la résidence, un drapeau français avait été maculé d'encre, tout en ayant au fond de l'âme la conviction que cette encre n'avait pu être lancée que des fenêtres de la résidence elle-même.

la transaction qui les dépouillait de leur indépendance aucune protestation collective, pas même celle d'un vote de minorité, car il n'y eut aucun plébiscite.

La raison en est fort simple : le 15 avril 1798, et à plus forte raison, le 26, ils n'étaient déjà plus un peuple libre. C'est dans une ville envahie par une force armée étrangère, c'est dans un hôtel de ville entouré de baïonnettes et de canons français, que la Commission extraordinaire, ou la fraction qui se croyait en droit de la représenter, vota, le dimanche 15 avril, vers les quatre heures du soir, le *vœu* de réunion. Dès le matin la ville avait été investie, et au coup de midi, tandis que les citoyens étaient occupés dans Saint-Pierre à voter sur la prolongation des pouvoirs, 1500 fantassins de l'armée des Alpes appelés par le résident, suivis de cavalerie, le sabre au clair, et d'artillerie, la mèche allumée ¹, pénétrant à la fois par les trois portes de la ville, avaient désarmé les postes, occupé les rues et les places, et pris possession du siège du gouvernement.

Dans son *Histoire de la révolution française*, M. Thiers consacre à ce guet-apens une demi-ligne. « La ville de Genève fut réunie à la France, » observe-t-il en passant. Un autre écrivain, Henri Martin, dans son *Histoire de France*, en dix-neuf volumes, n'est guère moins laconique. « La réunion de Genève, écrit-il, fut votée sous la pression du Directoire. » Et c'est tout.... Ni chez l'un, ni chez l'autre, aucun commentaire, pas la moindre réserve quant aux moyens employés. La chose leur paraît simple, naturelle ou en tout cas sans importance. « Ils auraient parlé autrement, fait observer un de leurs compatriotes, si la

¹ Ces pièces d'artillerie portaient, au dire d'un témoin oculaire, les armoiries de *Berne* ! On voit que les Français n'avaient pas perdu du temps pour tourner contre Genève les armes ravies à son ancienne alliée.

moindre bourgade française avait été ainsi perfidement conquise en pleine paix ¹. »

Voyant, par le fait de l'entrée des troupes, le sort de Genève tranché avant toute votation, et la question de son asservissement réduite dès lors à une affaire de formes, mais comprenant en même temps que ces formes n'étaient point indifférentes au Directoire, lequel avait intérêt à déguiser sa conquête sous les apparences d'un contrat bilatéral et volontaire, la Commission extraordinaire avisa à tirer parti de la situation ². Elle s'arrangea pour se faire payer sa signature, afin d'assurer à ses compatriotes, dans le traité qui allait être dressé, les conditions le moins désastreuses possibles. Sur ce terrain, Des Portes, personnage léger et ignorant, comédien bien plus que diplomate, pressé d'ailleurs d'en finir, n'était pas de force à lutter avec les commissaires. Aussi se laissa-t-il aller à des concessions dont la portée ne se révéla que dans la suite. Lorsqu'au congrès de Vienne, Talleyrand répondait à ceux des ministres alliés qui le sollicitaient en faveur de Genève : « Ne vous inquiétez pas des Genevois, ils se tireront toujours d'affaire, » il est probable qu'il se remémorait avec dépit la façon dont, dix-sept ans auparavant, ces mêmes Genevois, réduits aux abois, avaient, sur certains points, circonvenu le représentant d'un gouvernement dont lui, Talleyrand, faisait alors partie.

Dès le 16 avril, tandis que le résident, tout entier à la joie d'avoir réussi, expédiait au Directoire la dépêche bien

¹ Charles Dardier, pasteur : *Esaïe Gasc, citoyen de Genève*. Paris, 1876, p. 208.

² Parlant de la ligne de conduite adoptée par la Commission extraordinaire en cette circonstance, un contemporain dit « qu'après avoir lutté courageusement contre les écueils dont le vaisseau de l'Etat était environné, ne pouvant le sauver du naufrage, elle chercha du moins à le faire échouer sur une plage où il pût conserver, avec les plus précieux effets de sa cargaison, l'espérance de se voir un jour remis à flot ! » Le style laisse à désirer, mais la comparaison est singulièrement heureuse.

connue commençant par ces mots : « Genève est dans l'allégresse et dans le bonheur, » la Commission, préoccupée de sauver de la confiscation française le plus d'épaves qu'elle pourrait, prenait l'arrêté suivant :

« Les biens de la république de Genève, quelle qu'en soit la destination ou l'usage, en quelque lieu qu'ils soient situés, dépendants soit du fisc, soit d'établissements publics, de quelque nature qu'ils soient, immeubles, meubles, archives, créances, deniers, revenus, contributions dues, blé, farine, sel, poudre, bois quelconques, et en général toutes les choses qui constituent son patrimoine, sont déclarés *biens communaux* et demeurent communs et indivisibles entre les citoyens actuels de la République de Genève et leurs descendants. » Et quinze jours après, cette même Commission constituait, sous les noms de « Société économique » et de « Société de bienfaisance, » deux corps administratifs, l'un de 15 membres, l'autre de 11, auxquels elle confiait la gestion des biens ci-dessus, qui se trouvèrent s'élever, d'après le bilan d'entrée, à la somme totale de 4 852 853 florins.

Les revenus de ce capital, administrés avec autant d'habileté que de désintéressement pendant quinze années, par des mains exclusivement genevoises, servirent à défrayer, dans le chef-lieu du département du Léman, le culte réformé, l'instruction publique et l'hôpital général, et en assurant ainsi l'existence, en dehors de toute ingérence étrangère, de ces institutions séculaires, contribuèrent au plus haut degré à entretenir le sentiment du particularisme local. Au bout de peu d'années, les Français s'en aperçurent. « Tant que la Société économique existera, — lit-on dans un mémoire sur la ville de Genève adressé à l'empereur, en 1811, par le directeur des fortifications, — Genève se croira et sera, par le fait, séparée de l'empire. Je pense qu'elle doit être supprimée. » Aussi, en

1813, Napoléon se préparait-il à mettre la main sur ces biens, quand l'heure de la délivrance sonna.

Une clause du traité de réunion, tel qu'il fut signé le 26 avril 1798, clause imposée par le gouvernement français, mérite d'être relevée : c'est celle qui exclut nominativement Jacques Mallet-Du-Pan, l'aîné, François d'Ivernois et Jacques-Antoine Du Roveray de « l'honneur de devenir en aucun temps citoyens français, » pour le fait d'avoir « écrit et manœuvré ouvertement contre la République française. » En croyant flétrir par là ces trois Genevois courageux, le Directoire leur décernait sans s'en douter la plus belle récompense que leurs cœurs de patriotes pussent ambitionner.

Le 19 mai, la Commission extraordinaire, ayant terminé ses travaux, se déclara dissoute. Le 12 juin, toutes les autorités constitutionnelles genevoises cessèrent de fonctionner, et le lendemain, Félix des Portes installa dans Saint-Pierre les nouvelles autorités françaises. Dès le 10 juin, il avait fait enlever de l'intérieur de ce temple les drapeaux aux couleurs genevoises qui y étaient suspendus, détruire sur la façade de l'hôtel de ville les armoiries nationales, et briser les coins pour battre monnaie qui portaient l'écusson de l'ancienne république.

Ce même jour, 10 juin, on put voir s'élever tout à coup de l'enceinte de la ville plusieurs oiseaux de grande taille qui prirent majestueusement leur vol dans la direction de Cologny. C'étaient les armoiries vivantes de Genève, ses *aigles*, qui fuyaient la cité asservie. Le commissaire du Directoire avait oublié ce dernier emblème d'une nationalité vaincue, mais des Genevois y avaient songé à sa place, et, de leur propre mouvement, ils s'étaient rendus à la place de Longemalle et avaient ouvert les cages.

CHAPITRE II

LA BIBLIOTHÈQUE BRITANNIQUE. L'AGRICULTURE A LANCY

(1796-1813)

Dans un écrit sur la restauration de Genève, produit d'une plume étrangère ¹, Pictet de Rochemont est dépeint comme incessamment occupé, à partir de 1792 et jusqu'à la chute de l'empire, à entretenir des correspondances secrètes avec les ministres de diverses puissances dans l'espoir, toujours déçu, de les déterminer à concourir, soit au rétablissement, dans sa patrie, du gouvernement aristocratique, soit à l'annulation du traité de réunion. Il y a là une erreur basée sur une confusion de noms. L'auteur, peu au courant des personnes dont il parle, met au compte de Charles Pictet un fait concernant l'ancien syndic Isaac Pictet et qui n'a d'ailleurs aucunement la portée qu'il lui attribue. La vérité, c'est que, tout en ressentant plus profondément que personne la perte de l'indépendance nationale, Pictet de Rochemont se consacra exclusivement à ses devoirs de famille et à des entreprises littéraires ou

¹ *Genève et les traités de 1814 et 1815*, par Louis Ricard, juge au tribunal de Gex. 1 vol., Paris, 1883. Cet ouvrage abonde en affirmations risquées mêlées à des méprises qui font sourire.

agricoles durant toute la période de 1792 à 1813. A défaut d'autres considérations, le simple bon sens eût suffi pour le détourner de tentatives qui, à l'époque dont il s'agit, ne pouvaient avoir aucune chance de succès.

Il faut reconnaître, cependant, qu'un de ses buts en fondant, en 1796, la *Bibliothèque britannique*, fut de protester dans la mesure de ses forces contre ce qu'il y avait d'insensé et de funeste dans une partie des théories issues de la révolution, comme aussi de réagir contre l'avilissement de mœurs et de caractères que devaient forcément produire des régimes tels que le Directoire, et après lui l'Empire. C'est ce qui ressort nettement du prospectus de cette Revue, et il est de fait que le but proposé fut en partie atteint. La *Bibliothèque britannique* contribua pour sa bonne part, au milieu du chaos des luttes politiques et des stériles triomphes de la guerre, à propager les inventions, les découvertes et les méthodes utiles à l'humanité¹ ; elle sauvegarda le renom moral et intellectuel de Genève ; elle gagna à cette ville, même tombée au rang de préfecture française, des amis influents dont l'appui lui fut précieux plus tard.

Charles Pictet, avant de se faire journaliste, avait essayé sa plume dans des traductions ou des compilations. La première en date fut le *Tableau de la situation actuelle des Etats-Unis, d'après Morse et les meilleurs auteurs contemporains*, qui parut à la fin de 1795². (Paris, 2 vol. in-8°.)

¹ A commencer par la vaccine. C'est à la *Bibliothèque britannique* que revient l'honneur d'avoir, la première sur le continent, et cela dès 1798, attiré l'attention sur les résultats obtenus en Angleterre par la méthode de Jenner.

² Disons ici, pour n'avoir pas à y revenir, que, en dehors de la *Bibliothèque britannique* (plus tard *universelle*), les ouvrages que Pictet fit paraître sont les suivants :

Recherches sur la nature et les effets du crédit du papier dans la Grande-Bretagne, traduit de l'anglais de Thornton (1803).

Aperçu des avantages de la culture des moutons pour notre pays (s. d.).

Dans une lettre datée de Cartigny, 15 avril 1796, et adressée à M. Louis de Végobre, il raconte comment il fut amené à cette publication.

Je ne pensais guère à faire ce livre.... Je cherchais des renseignements pour des projets que je formais vaguement sur l'avenir¹. Je voulais me distraire des objets passés et présents en rassemblant quelques idées sur une masse de faits qui me paraissaient frappants. Mais, peu à peu, mon travail m'a attaché. Je me suis imaginé que le tableau des effets de la véritable liberté, mis en opposition avec ceux du fanatisme qu'on a honoré de ce nom, pourrait produire quelque bien. J'ai espéré que les faits feraient passer les réflexions, et que l'ensemble, publié dans un moment où l'on paraissait revenir aux idées modérées, pourrait contribuer à reporter l'attention vers l'architype de perfection des constitutions politiques, duquel les Américains ont pris tout ce qu'ils ont de bon. Enfin, j'ai eu pour but de démontrer que c'était bien en vain que nos voisins espéraient voir affermir parmi eux un gouvernement républicain, puisque les Anglais d'au delà de l'Océan, ces têtes froides, ces gens qui aimaient l'ordre et les lois par instinct, qui croyaient en Dieu et qui avaient depuis longtemps les habitudes républicaines, n'ont établi leur république qu'à l'aide de circonstances inouïes.

Je n'ai pas été fâché, non plus, je l'avoue, de donner l'essor à

Théologie naturelle, traduit librement de l'anglais de Paley (1804).

Vues relatives à l'agriculture en Suisse, traduit de l'allemand, de Fellenberg, (1808).

Poésies de Byron, Thomas Moore et Walter Scott, traduites en français (s. d.)

Ses articles périodiques sur l'agronomie furent réimprimés en 10 volumes in-8° (1808-1810) sous le titre de : *Cours d'agriculture anglaise*. Quant à ses écrits politico-stratégiques, il en sera parlé plus loin.

¹ Ces projets consistaient à émigrer en Amérique avec son frère et leurs deux familles. Chose curieuse, M^{me} de Staël eut un instant l'idée de les y accompagner. Bien d'autres Genevois, au reste, y avaient pensé. Il ressort d'une lettre écrite de Londres, le 29 août 1794, par Etienne Du Mont à Albert Gallatin, qu'à cette époque d'Ivernois s'occupait d'un projet qu'il avait conçu de transplanter toute l'Académie de Genève aux Etats-Unis ! « Il me semble, écrit Du Mont, que ce projet réunit tout ce qu'on peut souhaiter,... c'est la liberté heureuse qui accueille la liberté persécutée. Il est essentiel de garder le secret pour ne pas éveiller la tyrannie révolutionnaire contre les membres de notre Académie. »

un sentiment longtemps comprimé et de publier mon tribut d'exécration pour les principes du temps ! J'ai essayé de parler encore de la Liberté à une époque où son nom paraît associé à celui du Crime, et j'ai attaché un nom genevois à des notions saines sur cette Liberté tant calomniée, dans le moment où Genève n'en rappelle que le délire et les forfaits. Voilà mon but politique.

Les sentiments qu'exprimaient Pictet dans l'intimité à son ami de Végobre, il les manifesta ouvertement dans un « Discours préliminaire » placé en tête du premier volume du *Tableau* :

« A ce respect pour la religion et la morale qui caractérise les Américains, dit-il, nous opposons une philosophie effrénée qui sape l'une par l'autre, une corruption profonde dans les mœurs, plus profonde encore dans les principes, qui rompt ou relâche tous les liens de la société, soumet la justice à l'intérêt, la probité au calcul, et fait adorer le crime heureux. A cette sagesse pratique qui les a portés à l'adoption des lois et des formes éprouvées par le temps, nous opposons une orgueilleuse manie de système qui réduit tout à des formules, dédaigne les leçons des siècles et sacrifie une nation entière aux vaines expériences de ses institutions anarchiques. »

Une condamnation aussi courageuse de l'esprit jacobin dut être remarquée à une époque où, dans Genève, la Société des Arts n'osait pas faire imprimer son rapport annuel, rédigé par Marc-Auguste Pictet, sous prétexte que ce dernier, en passant en revue les membres décédés, faisait l'éloge du vertueux syndic Naville fusillé l'année précédente par les terroristes. En tout cas, la profession de foi de Charles Pictet lui valut un compliment auquel il fut sans doute sensible, étant donné son auteur. Ami Lullin, le patriote inflexible, lui écrivit de sa retraite d'Archamp, le 23 mars 1796, après avoir lu l'ouvrage : « Le péri-

style, dans votre œuvre, est plus beau que le reste de l'édifice, et en parcourant l'intérieur on est parfois tenté de ressortir pour contempler de nouveau la façade. »

Cependant l'horizon s'éclaircit graduellement et les deux frères Pictet, renonçant à leurs idées d'émigration, se décidèrent à commencer la publication d'un recueil périodique, cette *Bibliothèque britannique* dont il a été question plus haut et dont la première livraison bimensuelle parut au mois de janvier 1796. Ils s'associèrent, pour cette entreprise, à leur ami Frédéric-Guillaume Maurice, qui en avait eu la première pensée¹. Une imprimerie *ad hoc* fut installée dans un appartement de la rue des Granges. Marc-Auguste Pictet se chargea de la partie scientifique ; Charles, de la partie littéraire et agricole ; Maurice, de l'administration. Cette collaboration était destinée à se prolonger pendant vingt-neuf années ; elle ne prit fin qu'avec la vie des trois associés, lesquels moururent à très peu de distance les uns des autres. Leur œuvre leur survécut, et la Revue fondée il y a quatre-vingt-quinze ans subsiste et fleurit encore à l'heure qu'il est, scindée, il est vrai, en deux parties distinctes, dont l'une se publie à Genève sous le titre d'*Archives des sciences physiques et naturelles*, l'autre à Lausanne sous celui de *Bibliothèque universelle*, désignation que les fondateurs eux-mêmes avaient adoptée à partir de 1816.

Dans un prospectus où l'on reconnaît la plume de Ch. Pictet, les fondateurs du nouveau journal indiquaient les motifs qui leur avaient fait choisir la Grande-Bretagne, de préférence aux autres pays de l'Europe, comme champ

¹ Maurice (F.-G.), né à Genève en 1750, mort en 1825, magistrat et agronome, membre du Deux-Cents, 1782, Auditeur en 1783, remplit avec distinction, pendant la période française, les fonctions délicates de maire de Genève, et siégea au Conseil Représentatif à partir de 1814.

d'observation. L'un de ces motifs était « le désir d'opposer à l'étude des théories, si séduisante pour les hommes ardents et légers mais si vaine dans ses résultats, l'étude des faits, seul guide capable de conduire à la vérité ; » puis l'ambition de contribuer à dissiper, à l'égard des mœurs, des institutions et des ressources de l'Angleterre, « une ignorance profonde, fruit de la haine nationale. »

On le voit, Pictet ne se gêne pas davantage ici que dans la préface du *Tableau des Etats-Unis* pour laisser entrevoir ses préférences anglo-saxonnes.

Que des publicistes genevois inclinassent de ce côté-là, cela n'avait rien de surprenant. Plus d'une fois déjà, les Genevois s'étaient vus accuser d'anglomanie, et pareil reproche n'était pas fait pour leur déplaire. D'ailleurs, circonstance à ne pas oublier, on était en 1796, Genève, quoique menacée, était encore indépendante de nom, et ses citoyens tournaient d'autant plus volontiers leurs regards vers la Grande-Bretagne, qu'ils se sentaient plus en butte aux convoitises du Directoire. Le ton d'opposition aux idées dominantes en France qu'on remarque dans les premières pages de la *Bibliothèque* s'explique donc tout naturellement.

Ce qui s'explique moins, c'est qu'une publication destinée, de l'aveu même de ses rédacteurs, à « faire valoir l'Angleterre et à la proposer comme modèle aux nations voisines, » ait pu continuer à paraître pendant les quinze années que Genève fit partie de la France, alors qu'une guerre acharnée sévissait entre ce dernier pays et la Grande-Bretagne. Ces rédacteurs, sans doute, mirent le plus grand soin à se tenir en dehors du terrain de la politique, mais cela ne suffit pas pour rendre compte de la tolérance dont ils furent l'objet de la part de la censure impériale, et l'on est presque tenté de chercher la solution

de cette énigme dans un propos que tint M. de Talleyrand à Pictet de Rochemont lorsqu'il le rencontra au congrès de Vienne. Après quelques compliments plus ou moins hyperboliques sur les mérites de la *Bibliothèque britannique* et une allusion au mauvais vouloir secret que Napoléon nourrissait à l'égard de ce recueil, le prince de Bénévent ajouta d'un ton moitié badin, moitié sérieux : « Mais au point où vous aviez l'opinion pour vous, c'eût été un coup d'Etat que de vous supprimer ! »

Charles Pictet avoue du reste, en tête du VII^e volume (1798), qu'au début, ses associés et lui étaient loin de prévoir toutes les difficultés que rencontrerait leur entreprise. « Nous étions surtout persuadés, dit-il, que la guerre ne tarderait pas à être terminée par une paix générale. Cette illusion nous fut utile : jamais, sans elle, nous n'aurions osé braver la défaveur des circonstances, et nous croirions encore actuellement à l'impossibilité de l'exécution. »

Quoi qu'il en soit, le journal vécut. En retour de leur promesse de s'abstenir de politique, les rédacteurs avaient obtenu de pouvoir faire venir d'Angleterre, aussi régulièrement que l'état bouleversé des communications le permettait, les matériaux indispensables à leur travail. Cette faveur fut obtenue, non achetée. Nulle part, dans la *Bibliothèque britannique*, on ne trouve une ligne d'éloge à l'adresse du régime napoléonien.

En 1816, quand le moment sembla venu de récompenser les efforts de ceux qui, sous une forme ou une autre, par la plume aussi bien que par l'épée, avaient servi ce qu'on appelait alors « la bonne cause, » le Prince Régent qui fut depuis le roi George IV, — à l'instigation de M^{me} de Staël, dont le zèle pour ses amis, en cette occasion comme en bien d'autres, manqua de tact, — le Prince

Régent, disons-nous, fit adresser à la rédaction de la *Bibliothèque britannique* la somme de 500 livres sterling, *en récompense des services rendus par ce journal à l'Angleterre, aux lettres et aux sciences*, était-il dit dans l'envoi. Fort surpris d'un pareil cadeau, les trois associés n'eurent d'abord d'autre idée que de le refuser. Marc-Auguste Pictet, cependant, pour ne pas désobliger M^{me} de Staël qui avait pris ce refus au tragique, finit par répondre qu'il acceptait l'argent, mais à la condition qu'on lui permettrait d'en faire don à la Société des Arts de Genève, procédé d'autant plus désintéressé que lui-même était sans fortune.

Le journal avait débuté, au mois de janvier 1796, par un numéro dit de *littérature*, de 160 pages d'impression, comprenant une préface, l'analyse d'un ouvrage de morale, d'un ouvrage de théories constitutionnelles et d'un ouvrage d'histoire commerciale, une notice sur les publications de l'*African Association* (fondée en 1788), un article sur l'ambassade de lord Macartney en Chine (1792-1794), la traduction d'un conte en vers de Prior, enfin des annonces bibliographiques ¹.

La série *Sciences et Arts* alternait avec celle de littérature. Son premier fascicule se compose d'un avant-propos, d'articles sur la physique, les mathématiques, l'histoire naturelle, l'art de la construction ; d'un tableau d'observations météorologiques faites à Genthod ; enfin de 12 pages de bibliographie. Le prix de l'abonnement au journal complet était fixé à 30 livres de France par année.

¹ Par un singulier hasard, une de ces annonces a trait à une description de l'île de *Sainte-Hélène*, dont le nom était alors à peine connu sur le continent d'Europe, et chose plus curieuse encore, la *Bibliothèque britannique* revint à une ou deux reprises sur le même sujet pendant le règne de Napoléon. Dans ces divers articles, le climat de Sainte-Hélène est cité comme particulièrement *sain*. La fable de l'insalubrité de cette île fameuse n'était pas encore inventée.

Les rapports entre Genève et la Grande-Bretagne, bien que remontant à l'époque de la Réformation, n'étaient, par le fait de l'éloignement, guère sortis du domaine des idées. C'était sur le terrain scientifique, littéraire et surtout religieux qu'on se rencontrait, beaucoup plus que dans ce qu'on appellerait de nos jours des « relations d'affaires. » Mais pour être limité par les circonstances matérielles, cet *intercourse* n'en avait pas moins laissé des traces assez caractéristiques dans le caractère et dans les habitudes de la partie la plus éclairée de la population genevoise. Ainsi, au milieu du dix-huitième siècle, l'un des principaux salons de Genève, celui du pasteur et professeur Ami Lullin, était décoré des portraits du roi Guillaume III, de la reine Anne, du duc de Marlborough, de l'électrice Sophie et du chancelier d'Angleterre, à l'exclusion de tous autres personnages. Dans l'hiver de 1773 à 1774, on voit se fonder, par les soins de lord Mahon et d'autres Anglais en séjour, un *debating club* pour l'étude des questions politiques et sociales. Nombre de Genevois marquants s'en firent recevoir membres, et quelques-uns prirent part *en anglais* aux discussions. C'étaient le syndic G. Turrettini et son fils, H.-B. de Saussure, le général Prévost, MM. Jallabert et Mallet, professeurs, Odier et De la Roche, docteurs, Calandrini, Bertrand, etc. Ce n'est donc pas sans quelque apparence de vérité que M. de Sismondi a pu dire, en exagérant peut-être un peu sa pensée, que Genève était une ville où l'on parlait et l'on écrivait en français, mais où on *lisait et pensait en anglais* ¹.

Aussi quand le professeur Marc-Auguste Pictet passa la Manche en 1798, puis de nouveau en 1800, dans l'intérêt de la *Bibliothèque universelle*, se trouva-t-il immédia-

¹ *Considérations sur Genève dans ses rapports avec l'Angleterre et les Etats protestants*. Londres, 1814.

tement en pays de connaissance. Sa patrie venait d'être rayée par un coup de force du nombre des nations ; c'était une raison de plus pour qu'Anglais et Ecossais lui témoignassent de la sympathie. Il se vit tour à tour accueilli dans le monde aristocratique et dans le monde des sciences, par les grands seigneurs qui avaient habité Genève (au point d'en prendre très fortement l'accent, assure-t-il à propos de l'un d'entre eux, lord Stanhope !) et par les hommes d'étude qui, depuis longtemps déjà, étaient en correspondance avec ses savants. Des princes de la maison royale, les ducs de Gloucester et de Kent, qui l'un et l'autre avaient vécu dans notre ville, donnaient l'exemple de cette bienveillance. Au bout de quatre mois employés à visiter en détail les trois royaumes, Marc-Auguste Pictet regagna ses foyers, riche d'une ample moisson de matériaux de toute espèce pour le journal : notes, livres, instruments, modèles, échantillons, et, ce qui valait mieux encore que tout cela, rapportant de précieuses assurances de collaboration, lesquelles ne restèrent pas à l'état de simples promesses.

A Paris aussi, la *Bibliothèque* rencontra des amis, surtout après que Marc-Auguste Pictet eût été nommé en 1802 membre du Tribunat, en 1805 correspondant de l'Institut, en 1807 inspecteur général de l'Université impériale. Ces amis furent Dolomieu, Chaptal, Lacépède, Lalande, Lamétherie, Dupont de Nemours, Suard.

Des Genevois fixés à l'étranger voulurent, à leur tour, coopérer à la réussite de la nouvelle publication. Nous citerons parmi eux : en Angleterre, Etienne Du Mont, Fr. d'Ivernois, Du Roveray, Chauvet, Jean-André de Luc, le docteur Marcet et sa femme ; aux Etats-Unis, Albert Gallatin ; en Autriche, le docteur de Carro. A Genève même, les collaborateurs principaux furent le professeur

P. Prévost, les médecins Louis Odier et Gaspard de la Rive, les agronomes Marc Lullin et J.-F. Lullin de Châteaueux. Dans un moment où Charles Pictet était malade, M^{me} de Staël s'offrit pour prendre la besogne du journal. « Je le ferai avec un zèle infini, » lui écrit-elle.

Enfin, à côté de ces bonnes volontés illustres, il y en eut d'autres modestes, destinées à rester toujours anonymes, mais que celui qui écrit ces lignes aurait mauvaise grâce à passer complètement sous silence. Pour la traduction rapide des romans, récits de voyage, etc., qu'on recevait d'Angleterre, Charles Pictet avait besoin d'aides sûrs, dévoués et constamment prêts. Il les trouva à son propre foyer. Sa femme, ses deux filles, ses nièces étaient de ces Genevoises qui tenaient à l'honneur de mériter le reproche adressé par Napoléon à leurs concitoyens, de *trop bien savoir l'anglais*. Elles s'employèrent à l'envi à ce travail.

Toutefois la publication de ce recueil n'absorba point exclusivement l'activité de Pictet de Rochemont. Elle n'eût pas suffi d'ailleurs à lui fournir les moyens de réparer les brèches faites à sa fortune par la révolution. La culture d'un domaine occupa son temps dans une mesure plus considérable encore que les travaux littéraires. En fait, l'agriculture devint son occupation principale et l'objet de ses recherches approfondies. A la façon dont il en parle, on sent qu'il y avait trouvé non seulement une carrière lucrative mais une source de vives jouissances. Dans un article sur la vie agricole ¹, il rappelle avec complaisance l'éloquent hommage qu'a rendu Cicéron au premier des arts : *Omnium autem rerum est quibus aliquid acquiritur, nihil est agricultura melius, nihil uberius, nihil dulcius, nihil homine, nihil libero dignius. (De Officiis, I.)*

¹ *Bibliothèque britannique*, tome II (Agriculture), janvier 1797.

Il voyait à l'existence qu'il avait choisie toutes sortes d'avantages : la simplicité des habitudes, la santé du corps, le contentement d'esprit, l'affranchissement des gênes sociales inutiles, un degré d'indépendance qu'il n'eût pas trouvé dans une autre vocation. « Sous le tyran même, écrit-il dans son journal, le cultivateur se sent plus libre que l'habitant des villes, il se console et se distrait par le travail et se soumet aux fléaux politiques comme il se résigne à un orage. » Toute sa répulsion pour le régime révolutionnaire ou impérial perce dans ces deux lignes.

Il se fit donc laboureur dans le sens littéral de ce mot. « Pendant trois ans, disait-il à l'écrivain allemand, Frédrika Brun, j'ai conduit moi-même la charrue ; c'est ainsi que je recouvrai le courage et la santé. » Et non seulement il tenait les cornes de l'instrument, mais il avait l'habitude de ne se faire aider dans sa besogne de labourage par aucun serviteur, ayant constaté que l'intervention d'un conducteur d'attelage a pour effet de faire tracer les sillons moins droit.

M^{me} Brun et Ch.-Victor de Bonstetten, l'un et l'autre intimement liés avec la famille Pictet, reviennent en maint endroit de leur correspondance sur cet intérieur de Lancy où l'on menait de front, disent-ils, les occupations les plus variées : la culture des lettres et celle des champs, les arts et la bienfaisance ; où la compagne de Charles Pictet, « joignant aux agréments des muses les talents que l'on cultivait à Athènes, avait poussé l'art de filer la laine à une perfection que l'on ne connaissait pas avant elle ¹. »

En 1808, Pictet commence ainsi une lettre à sa femme et à l'un de ses fils absents : « Je ne sais si je pourrai

¹ Frédrika Brun, *Briefe* (1802).

tenir la plume aujourd'hui. Devinez à quoi je viens de passer deux heures?... A labourer. Il nous manquait un ouvrier, et nous voulions atteler deux charrues pour semer des raves. J'ai repris mon ancien métier et j'y reviens toujours avec plaisir. Il y a dans le travail de la charrue un charme que je ne sais expliquer qu'en partie, ce qui prouve que c'est bien un charme. »

Et à quelques jours de là :

« Ah ! mes amis, combien je vous ai regrettés hier en faisant mon tour du soir tout seul ! J'avais commencé par le champ de Carouge, qui reprend de l'activité, puis je revins par le Grand-Champ, les Crêtes, etc. La soirée était splendide : toute la campagne chantait.... Que je vous dise que le trèfle dont nous avions désespéré devient beau et sera magnifique. Mais ce qu'il faut voir, c'est nos pommes de terre, c'est encore le sainfoin des Crêtes ! Les Tuiles sont un vaste jardin fleuri, le riz épie. Nous avançons dans les moissons.... Je suis menacé d'un déjeuner à donner à M. de Montmorency et probablement à tout Coppet. Tu sais si on s'invite chez nous !... »

Il y a un peu d'humeur dans cette dernière phrase. Pictet — on l'a vu — plaçait au nombre des agréments de la vie de campagne « l'affranchissement des gênes sociales inutiles. » Autant il était heureux d'ouvrir sa porte aux savants laborieux comme Odier et Bufini, aux philanthropes pratiques comme Fellenberg ou le baron de Voght, autant il redoutait les visiteurs qui venaient le relancer sans but précis. Lorsqu'il n'était ni souffrant ni trop surchargé de besogne, il s'accordait le passe-temps de la chasse¹. Il était bon tireur. Un jour, on le vit ren-

¹ Il était partagé entre son goût pour cet exercice hygiénique et sa compassion habituelle envers les bêtes. Le cas particulier qu'il faisait de l'intelligence de certains animaux datait peut-être du jour où il avait vu un de ses chiens de berger

trer au logis portant sur son dos un aigle de six pieds, dix pouces d'envergure, qu'il avait abattu d'un coup de fusil.

Le théâtre de cette existence tout à la fois remplie et paisible était le village de Lancy. C'est là qu'aux environs de 1796, Pictet de Rochemont avait fait l'acquisition d'une propriété.

Bien que situé à une faible distance de Genève, Lancy était à cette époque « terre de Savoye, » autrement dit primitive d'aspect, de mœurs et de culture. La police rurale était nulle, et l'anarchie révolutionnaire avait eu pour effet d'inculquer aux populations un degré de rudesse qu'on a peine à se représenter aujourd'hui. La sécurité, à la campagne, était donc très relative. Une nuit, pendant que Pictet se trouvait en mission, des malfaiteurs s'attaquèrent à son habitation, et leur tentative ne fut déjouée que grâce à la vigilance des chiens de garde et au courage d'un ou deux serviteurs. Une autre fois, par un hiver rigoureux, ce fut au tour des loups à semer l'inquiétude dans le village. Il fallait quelque résolution pour venir s'établir à poste fixe dans un pareil milieu avec une femme et de jeunes enfants. Pictet de Rochemont se mit en devoir de créer là une ferme-modèle. Petit à petit, sous son impulsion énergique, localité et habitants se métamorphosèrent.

L'élève des moutons fut le premier objet de ses soins. Depuis plusieurs années déjà, les *mérinos* espagnols jouissaient d'une grande et légitime faveur auprès des agronomes éclairés, mais cette race était à peu près, sinon complètement inconnue dans nos contrées, lorsque Pictet

donner la preuve d'une sagacité extraordinaire. Ce chien avait été expédié de Lancy en Russie avec un troupeau de moutons. Pour une cause ou une autre, il se trouva, en traversant l'archiduché d'Autriche, séparé de la colonne et *revint seul à Genève*. Le fait est absolument authentique.

se décida à faire venir de la bergerie de Rambouillet un troupeau de douze brebis ¹. Bien que pleines, ces bêtes qui avaient mis vingt-cinq jours à faire la route à pied, sans arrêt nulle part et en marchant de cinq à six lieues par jour, arrivèrent à Lancy en parfaite condition ; elles se montrèrent si indifférentes au froid, si faciles à nourrir d'herbages que dédaignaient les moutons du pays, enfin elles donnèrent toutes de si beaux et si vigoureux produits, que du premier coup elles conquièrent l'admiration de leur nouveau propriétaire.

Dans le récit qu'a laissé Pictet de Rochemont de ses débuts dans ce qu'on appelait la « culture des moutons, » au milieu des détails techniques une pointe d'*humour* perce par endroits. L'écrivain fait la remarque que non seulement la physionomie mais le moral des mérinos diffère de celui de leurs congénères de nos contrées, qu'ils ont sensiblement moins de *gaieté* dans le caractère. « Rien n'est si rare, dit-il, que de voir les agneaux mérinos sauter de joie comme le font tous les jours les agneaux, les antenois et même les animaux adultes des races françaises ou suisses ; ils ont une démarche plus mesurée, plus cadencée, ... ils paraissent tenir de la gravité espagnole. »

Une fois engagé dans cette voie, Pictet ne tarda pas à prendre la profession d'éleveur tout à fait au sérieux. Dans une lettre à son frère, à Paris (janvier 1806), relative à un plan qu'il avait formé d'envoyer un M. Audéoud en Espagne chercher des sujets de choix, il écrit : « Si l'on te demandait ce que j'attends d'un tel voyage, tu répondrais, — ce qui serait d'ailleurs la vérité, — que j'espère trouver un ou deux étalons encore plus fins que tout ce

¹ Les célèbres troupeaux de Rambouillet provenaient de 360 bêtes de choix, de la race *transhumante* de la province de Léon, qui avaient été données par le roi d'Espagne au roi Louis XVI.

que j'ai vu jusqu'ici, et que, dans ma manie comparable à celle des éleveurs de chevaux, j'irais jusqu'au bout du monde pour trouver un bélier parfait. »

« Quand M. Pictet entreprit l'élève des mérinos, raconte l'agronome français Chancey, il fut blâmé. On assurait qu'ils succomberaient à la pourriture. En 1799, on blâma moins. En 1800, on commença à l'imiter. A présent, c'est à qui aura les plus nombreux troupeaux de mérinos. « Depuis que j'ai des moutons à Lancy, me disait » M. Pictet, ma propriété me rend beaucoup plus de blé, » de vin, et presque le double de foin, par l'effet de l'augmentation d'engrais que me procurent ces animaux. » A l'heure qu'il est, Genève compte dans ses environs plus de 9600 mérinos ou métis perfectionnés.... Le prix des brebis varie de 300 à 450 francs ; celui des béliers, de 150 à 1200 ¹. »

A la septième année, la réputation du troupeau de Lancy était suffisamment répandue au loin pour que le prince Esterhazy envoyât de Hongrie chez Pictet le directeur de ses bergeries acheter d'un seul coup pour 80 000 fr. d'animaux. Plusieurs autres seigneurs hongrois imitèrent cet exemple.

Ces « pauvres bonnes bêtes de moutons, » comme Pictet les appelait affectueusement, devaient, après avoir fait la fortune de leur propriétaire, concourir à leur manière, d'une façon indirecte et que nul n'eût pu prévoir, à la restauration de la république genevoise. Voici comment :

En 1807 la *Bibliothèque britannique* avait publié la description d'engins contre l'incendie en usage à Genève. L'article tomba sous les yeux des autorités russes qui demandèrent qu'on leur expédiât un assortiment de ces

¹ *Rapport d'une tournée agricole aux environs de Genève* (1806).

engins. L'envoi fut accompagné en Russie par le fils aîné de Pictet de Rochemont, Charles, troisième du nom, alors âgé de vingt ans. Son père profita de la circonstance pour soumettre au gouvernement moscovite un projet tendant à acclimater les mérinos dans les provinces méridionales de l'empire. C'était au moment où une mesure inintelligente du gouvernement de Napoléon (l'interdiction d'exporter de France des mérinos) venait de décourager les éleveurs. Pictet offrait d'expédier de Lancy les premiers troupeaux, pourvu que le czar obtînt de son « bon frère » une permission de sortie. Le duc de Richelieu qui, depuis quelques années, administrait avec une grande largeur de vues et un complet désintéressement la Nouvelle-Russie, s'enthousiasma de cette idée, et avec l'ouverture qui le caractérisait, il écrivit immédiatement à Pictet de Rochemont :

Les sentiments que vous manifestez, monsieur, quoique passés de mode en Europe, sont trop conformes aux miens pour que je ne les aie pas rencontrés avec un bien grand plaisir. Je vois qu'ils sont héréditaires dans votre famille, car monsieur votre fils ressemble bien peu à quelques-uns de ces êtres perfectionnés que j'ai rencontrés sur mon chemin. Je regrette bien vivement que l'éloignement des lieux que nous habitons ne me laisse pas l'espérance de faire votre connaissance personnelle. Je m'en dédommage en quelque sorte en lisant avec avidité les bonnes choses que vous écrivez dans la *Bibliothèque britannique*. Monsieur votre fils m'en a laissé quelques volumes....

Dans une lettre datée de Lancy, le 7 avril 1808, Pictet raconte à son frère les débuts de cette entreprise :

Nous recevons aujourd'hui des lettres de Charles, de Pétersbourg. Le projet de Crimée a repris toute consistance : il est arrivé au prince Kourakin. Celui-ci l'a communiqué au duc de Richelieu, gouverneur d'Odessa. Le duc a donné une dizaine d'audiences à

Charles, a pris feu sur ce qu'on pourrait faire, a décidé Charles à aller en Crimée avec un de ses officiers, qu'il lui a donné pour cela. Mon fils devait se mettre en route le surlendemain.

Charles a demandé la concession des terrains suffisants, en plaine et en montagne, pour la plus vaste exploitation de bêtes à laine, et le prêt, pour dix ans, d'une somme de 50 000 roubles, sans intérêt. L'empereur a répondu que tout ce que le duc ferait serait bien fait, et le duc a tout promis, en me demandant d'entrer en correspondance directe avec lui et en manifestant le désir de faire tout ce qui me serait agréable.

L'impératrice-mère, à laquelle Charles a été présenté, lui a dit sur le même objet les choses les plus encourageantes. Elle a témoigné beaucoup de reconnaissance pour la *Bibliothèque britannique* et d'admiration de la robe de schall [tissée à Lancy] dont Charles lui avait fait hommage. Elle lui a parlé de notre recueil en personne qui le connaît et l'apprécie ; elle s'est exprimée sur Genève avec bonté et a charmé mon fils par l'affabilité et la grâce de sa réception.... Tu resteras dans le vague [à Paris] sur ce dont Charles est occupé en ce moment. Duval, à qui j'ai conté tout cela et qui connaît le terrain, en augure fort bien....

Le résultat fut qu'au commencement de l'année 1809, Alexandre I^{er} fit prier Napoléon de vouloir bien permettre la sortie de 1500 mérinos de Lancy, destinés à peupler les provinces méridionales de la Russie. Il lui fut répondu que « Sa Majesté Impériale et Royale, toujours empressée de déférer aux désirs de son Auguste Allié, se faisait un plaisir d'autoriser l'extraction de ces moutons. » La chose, toutefois, ne s'exécuta pas sans beaucoup de difficultés, grâce aux lenteurs bureaucratiques de l'administration, soit russe, soit française, qui mirent à une rude épreuve la patience de Pictet de Rochemont. Celui-ci était obligé de faire entrer dans ses calculs des éventualités tout à fait en dehors des préoccupations habituelles d'un éleveur :

Mes troupeaux ont le pied levé, écrit-il à son frère, le 7 mai 1809. Ils devraient déjà être partis, mais, d'un côté, on a oublié la chose

pendant deux mois dans les bureaux du ministère à Pétersbourg, et de l'autre, on n'a point encore expédié, du ministère des finances de Paris au directeur des douanes du Léman, l'ordre de laisser partir les mérinos, à forme de la permission accordée par l'Empereur. Cette double distraction nous est extrêmement préjudiciable, parce qu'il faut *au moins six mois*, en passant par la Franconie, la Saxe et la Silésie, pour rendre les troupeaux à destination, et que ce maudit retard peut nous faire arriver dans une mauvaise saison, ou nous forcer d'hiverner en Pologne avec un dommage incalculable pour les troupeaux !

Je doute beaucoup, malgré la rapidité du succès des armées françaises, que la caravane puisse passer par l'Autriche. Les choses fussent-elles arrangées tant bien que mal par une paix *dictée*, il y aura toujours grandes difficultés à voyager avec de nombreux troupeaux dans un pays malveillant, que les armées ont ruiné et occupent encore. La route qui tourne la Bohême n'est pas sans une partie de ces inconvénients, mais du moins je n'ai pas à y redouter des opérations militaires. On aura replié sur Vienne les forces qui menaçaient la Saxe et la Franconie.... Enfin, je sens qu'il faut *hasarder* la chose ou ne la point faire. Qui sait quelles seront les relations entre la France et la Russie l'année prochaine ? Le *statu quo* est banni du dictionnaire politique.

21 mai. — Je persiste à faire partir les troupeaux : 1^o Parce que si je renvoie encore, il sera impossible d'arriver cette année, et qu'avec la politique d'aujourd'hui, il n'y a point d'année prochaine ; 2^o parce que si la permission de sortir, miraculeusement accordée, était révoquée, ce serait fini de l'établissement de Charles là-bas, lequel établissement lui ouvre une belle carrière d'activité utile ; 3^o parce qu'il y a 50 à parier contre 1 que rien ne résistera aux armes françaises ; que la loi sera dictée à l'Autriche avant que mes troupeaux puissent entrer en Saxe ; que, par conséquent, l'armée de Ferdinand, si follement envoyée à Varsovie, sera rappelée ou paralysée, tous les projets d'invasion en Saxe ou en Pologne non-avenus, toutes les vellétés prussiennes, westphaliennes, etc., rentrées sous terre, et les incertitudes *russe*s, — s'il y en a, — décidément fixées en faveur du plus fort, de celui qu'on a été sur le point de voir à Pétersbourg, et qu'on s'est bien promis d'avoir pour ami tant qu'il serait si redoutable....

Quant à l'accroc des intérêts qu'on prétend maintenant exiger de nous, j'y attache peu d'importance. Si l'on persiste dans cette prétention, l'affaire sera très belle encore.... Le gouverneur [le duc de Richelieu] est un homme si excellent, si loyal, et il est si favorablement disposé qu'il facilitera tout.

Il ajoute dans la même lettre qu'il a pris un grand parti, celui d'envoyer son second fils, Auguste, rejoindre l'aîné à Odessa. Ce jeune homme souffrait d'une affection nerveuse qui était pour ses parents un objet constant de préoccupation.

Nous cédonc à l'envie d'Auguste d'accompagner la caravane. Nous avons raisonné la chose à fond, ma femme et moi, et nous sommes d'accord à croire que c'est une résolution sage. Nous avons tout essayé : il est possible qu'un climat plus chaud, un régime plus libre opère une révolution chez lui. Il aura les soins constants de Joseph G., excellent sujet, qui a été élevé avec lui, qui est plein d'honneur, qui l'aime tendrement, et que je lui attache d'ailleurs solidement par un bien-être qui ira croissant. Je leur ai fait construire une patache ou fourgon pourvu d'un bon matelas et de toutes les commodités compatibles avec cette façon de voyager à très petites journées. Ils seront indépendants de la caravane et en auront pourtant les secours en cas de nécessité. Ils auront chiens et fusils, provisions, etc., de manière à pouvoir camper, et seront, au besoin, dans leur fourgon comme dans une chambre. Il y a une autre machine semblable pour les bagages des bergers et pour les deux femmes (car il y en a deux). Les chefs et aides sont tous des sujets distingués ou de bons sujets, éprouvés par moi et qui me sont fort attachés. Tous ont la plus grande confiance dans le succès de l'entreprise. Je regrette seulement de n'être plus jeune et indépendant pour aller moi-même dans ce pays de Canaan. Ma femme en dit autant, et si on lui donnait une patache qui pût contenir tous ses enfants, elle serait prête à partir demain !

Enfin, après mille délais, le permis de sortie arriva de Paris, et dès le lendemain, les colonnes s'ébranlèrent.

L'itinéraire désigné était Schaffhouse, Ulm, Nüremberg, Dresde, Görlitz, Breslau, Cracovie ; tous les agents diplomatiques russes stationnés dans les pays à traverser avaient reçu l'ordre de protéger la caravane.

Partis le 2 juin 1809, au nombre de 900, ces animaux atteignirent leur destination le 3 novembre suivant, au nombre de 870, prospérèrent et se multiplièrent dans un vaste établissement auquel on avait donné le nom de Nouveau-Lancy. En décembre 1812, Charles Pictet mande à son fils cadet, à Hofwyl : « Tes frères espèrent avoir cet hiver cinq à six mille agneaux métis. Représente-toi le plaisir de voir tout cela sauter sur le gazon au printemps ! » Il oubliait « la gravité espagnole » des agneaux mérinos.

Une preuve du succès de Pictet de Rochemont comme producteur de laine, c'est ce fait rapporté par la *Gazette d'Augsbourg* du 3 novembre 1818. Le grand-duc Michel Paulowitch, voyageant en Angleterre cette année-là, eut l'occasion de visiter la principale manufacture de laine de Leeds. Le propriétaire de cet établissement, M. Holt, lui déclara qu'il mettait la laine des mérinos d'Odessa « au-dessus de toutes les laines à lui connues, y compris celles d'Espagne et de Saxe. » Or, M. Holt se fournissait exclusivement chez Pictet de Rochemont. Ce dernier, dans un article qu'il publia à cette époque dans la *Bibliothèque universelle*, attribue, entre autres causes, la réussite des bergeries d'Odessa à la circonstance qu'en Russie, le gouvernement *laissait faire*, « secret, ajoute-t-il, aussi merveilleux qu'il est simple et d'un emploi facile, mais dont les autres gouvernements n'usent guère¹. »

Toutefois l'administration russe n'eût pas été... l'administration russe, si elle se fût conformée scrupuleusement

¹ Au mois de juin 1818, les troupeaux de Pictet à Odessa, comprenaient 10 765 bêtes.

aux vues équitables et éclairées d'Alexandre. La routine, ou pis encore, prit sa revanche. A cet égard, une note écrite de la main de Pictet et datée de 1824, est significative :

Le 20 juin 1810, Charles Pictet signait à Paris un contrat avec le prince Kourakin, ministre de l'Intérieur de Russie, d'après lequel la Couronne faisait au dit Charles Pictet une avance de fonds et le don de 12 000 dessiatines [13 110 hectares] de terres contigües, au lieu dit Engel-Eva, près d'Odessa, pour l'établissement d'une bergerie de 600 moutons mérinos purs.

Charles Pictet dépassa tous ses engagements. En 1824, ses troupeaux se trouvaient s'élever à plus de 17 000 bêtes, néanmoins il réclamait encore et vainement les 12 000 dessiatines promises. On avait fait arpenter en 1818 la terre qui lui avait été remise, et elle ne contenait que 9086 dessiatines ; encore une partie était-elle disputée par les voisins.

Pictet de Rochemont mourut au mois de décembre 1824 avant d'avoir pu obtenir satisfaction. Mais, il le reconnaissait lui-même, sa liaison avec M. de Richelieu avait eu, à d'autres égards, quelque chose de providentiel, car, lorsqu'après Waterloo, il fut envoyé à Paris en qualité de plénipotentiaire suisse, il se trouva en présence de son ancien correspondant d'Odessa, devenu ministre des affaires étrangères de France et président du Conseil. La négociation épineuse qu'il eut à entamer avec lui au sujet du pays de Gex se trouva dès lors grandement facilitée par leurs anciennes relations.

Ces relations avaient été cimentées par la circonstance du séjour, dans le voisinage d'Odessa, pendant plusieurs années, du fils aîné de Pictet de Rochemont. Ce jeune homme s'était acquis l'estime du duc par le zèle et le courage dont il avait fait preuve, ainsi que d'autres Genevois établis là-bas, en coopérant à la direction des mesures

destinées à combattre la peste meurtrière de 1812. Sa conduite en cette occasion valut à Pictet fils, de la part du gouvernement russe, la croix de Sainte-Anne et le titre de conseiller aulique.

Pictet de Rochemont ne borna pas son ambition à produire de la laine brute ; il prétendit la filer, la tisser même, et livrer au commerce des châles de luxe. Le premier préfet français qu'eut Genève, A.-M. D'Eymar, homme éclairé, s'intéressa à ces tentatives.

« J'ai l'honneur, écrit ce fonctionnaire au consul Lebrun (janvier 1800), de vous adresser la petite caisse que je vous ai annoncée par le courrier d'hier. Elle contient un schall fait à Genève ; la laine de mérinos dont il est tissu provient du petit troupeau du citoyen Charles Pictet.... Cette belle laine a été filée à Lancy. Les machines de l'Isle-Adam filent, dit-on, à 18 000 mètres la livre, poids de marc. M^{me} Pictet a filé de ses propres mains un schall à 23 000 mètres la livre, poids de 16 onces. C'est à peu près le point de la plus grande finesse où l'on puisse parvenir, parce que, au delà, la laine n'aurait plus assez de force pour soutenir le poids de la navette. Un établissement de filature réussirait donc parfaitement à Genève et ce serait rendre un très grand service à ce pays que de le favoriser.... Le schall que j'envoie au Premier-Consul est plus beau que ceux qui se font en Angleterre ; il imite parfaitement ceux de cachemire ; le tissu moëlleux a l'avantage de draper parfaitement les formes, il est chaud et léger : les dames sauront apprécier tous ces avantages¹. »

Le perfectionnement des méthodes de labourage fut, après l'élève des moutons, la principale préoccupation de

¹ *Correspondance d'A.-M. D'Eymar, préfet du Léman, Genève, 1882.*

Pictet, et l'introduction de la *charrue belge* constitue peut-être le service le plus sérieux qu'il ait rendu à l'agriculture de son pays. Dès 1809, il avait commencé à attirer l'attention des cultivateurs sur la supériorité de cet engin. Peu à peu, l'usage s'en répandit non seulement dans les campagnes genevoises, mais en Suisse, dans les départements français limitrophes et jusqu'en Italie. Pictet fut puissamment secondé dans sa propagande sous ce rapport par l'habileté manuelle d'un humble charron de village, nommé Machet, qui, sous sa direction, confectionna, dans l'espace d'une dizaine d'années, près de 250 charrues belges. On a gardé le souvenir d'un concours de labourage organisé, en août 1821, à la Tour de Ballexert, par les soins du professeur de Candolle, et dans lequel Pictet de Rochemont mania lui-même, en bras de chemise, son instrument favori et en fit la démonstration en patois aux paysans qui l'entouraient.

La *Bibliothèque britannique* et la ferme-modèle de Lancy se complétaient et se faisaient valoir mutuellement. Pictet mettait en pratique, sur son domaine, les perfectionnements et les innovations dont il avait connaissance par les correspondants du journal, puis il rendait compte, dans ce même journal, des résultats qu'il avait lui-même obtenus. Parmi les hommes éminents avec lesquels l'agronomie le mit en relations, on doit citer en première ligne le Bernois Emmanuel de Fellenberg, dont il admirait le génie et dont il s'appliqua, à partir de 1807, à faire connaître les travaux. Il lui confia l'éducation de son fils cadet, Adolphe¹, qui passa cinq ans à l'Institut d'Hofwyl.

¹ Adolphe Pictet, né en 1799, mort en 1875, colonel fédéral d'artillerie, occupa les chaires d'esthétique, de linguistique et de littérature moderne à l'Académie de Genève; il a laissé des ouvrages de philologie, de littérature et de balistique estimés.

Ici encore, sans que Pictet de Rochemont s'en doutât le moins du monde, les succès de l'agriculteur étaient destinés à faciliter ceux du diplomate, car ce fut M. de Fellenberg qui, étant au quartier général des Alliés, au mois de janvier 1814, recommanda au tout-puissant ministre d'alors, le baron de Stein, son ami Pictet, lorsqu'il apprit que ce dernier allait se présenter aux souverains de Russie, de Prusse et d'Autriche, comme l'un des députés de la république de Genève.

Dans une notice nécrologique publiée au lendemain de la mort de Pictet, le Comité d'agriculture de la Société des Arts résumait en ces termes les services rendus par l'agronome à son pays, durant les trente dernières années de sa vie :

...C'est ainsi qu'à l'état chétif de notre agriculture ont succédé des améliorations graduelles : un bon système d'assolement presque universellement adopté ; à peine 3000 poses en jachère morte, sur 44 000 de terres arables. Trois mille autres poses, environ, produisant annuellement près de 100 000 coupes de pommes de terre ; de fertiles prairies artificielles ; une augmentation considérable de bestiaux et d'engrais sur un sol où, tout en semant moins de blé qu'on ne faisait il y a vingt ans, on récolte un tiers de plus de produits alimentaires, en sorte que, déjà dans les années moyennes, la production de notre territoire pourrait suffire à la consommation de ses habitants.

Tel est l'état actuel de notre agriculture, qui s'améliore chaque année grâce à l'éducation que reçoivent les plus pauvres habitants de nos campagnes. Et quel est l'homme instruit qui ne reconnaisse avec un profond sentiment de gratitude que ces progrès sont dus en grande partie à l'exemple, aux écrits, aux efforts généreux et aux soins persévérants du noble collègue dont nous déplorons la perte ?

Tant que Genève fut française, c'est à peine si Pictet s'éloigna de Lancy. Il ne fit que quelques rares apparitions.

tions à Paris, à Rambouillet et à la *mandria* de Chiavasso, en Piémont, dans l'intérêt de ses affaires.

Nous compléterons ce chapitre par quelques extraits de lettres adressées par M^{me} de Staël à Pictet de Rochemont durant cette période, et dans lesquelles le caractère de cette femme célèbre se révèle avec une vivacité piquante. Après les avoir lues, on sera sans doute moins surpris de la persistance que mit le propriétaire de Lancy à se tenir à l'écart du monde de Coppet, et cela en dépit d'obsessions répétées. C'est qu'au fond rien ne ressemblait moins à la manière dont Pictet concevait l'amitié, dans ce qu'elle a d'intime, de délicat, de respectueux de la personnalité d'autrui, que cette profession de sentiments éloquente et sincère, à n'en pas douter, mais banale à force de redites, et trop souvent dépourvue de discrétion, de dignité et même de tact. Chez M^{me} de Staël, — c'est le plus bienveillant de ses biographes qui le reconnaît, — « la tendresse maternelle et filiale, l'amitié, la reconnaissance, l'admiration, pour peu qu'elle s'étendît aux qualités du cœur, *ressemblaient toutes à l'amour* ¹. » En voilà plus qu'assez pour expliquer, d'une part le ton de quelques-unes des lettres qu'on va lire, de l'autre la réserve polie mais opiniâtre dans laquelle Pictet de Rochemont se maintint constamment vis-à-vis de son illustre correspondante. Cela dit, laissons la parole à M^{me} de Staël.

Le premier en date de ses billets est écrit de Coppet, au mois d'avril 1799, au moment où elle s'apprêtait à retourner à Paris :

Mon adresse est à *Saint-Ouen, près Franciade, par Paris*. A quoi, me direz-vous, me servira cette adresse?... A m'écrire. Je

¹ M^{me} Necker de Saussure, *Notice sur le caractère et les écrits de M^{me} de Staël*. (Bibliothèque universelle, Littérature, tomes XII et XIII, 1819-1820.)

vous dis adieu avec une émotion de regret qui ne vous atteindra pas, et prête à monter en voiture, je regarde vers Lancy avec une véritable peine. Songez du moins, songez qu'à mon retour je vous veux ici : il faut que vous ayez passé où je dois vivre. Ma tendre amitié pour vous, ma profonde estime me font un besoin de réunir votre idée à tous les souvenirs de mon existence. Adieu, monsieur, écrivez-moi et donnez-moi des commissions à Paris ; je veux vous être utile pour mieux m'impatroniser dans votre esprit et votre temps.

Ce jeudi, à huit heures du matin¹.

Même année. — De tout ce que vous pouvez me dire qui me flatte, rien ne me flatte autant que lorsque vous trouvez quelque ressemblance entre mes pensées et les vôtres. J'ai bien cru qu'il en existait entre nos sentiments, car vous aimer, c'est être un peu digne de vous, et j'ai pour vous une tendre affection qui se conservera toujours dans mon cœur. N'oubliez pas que vous m'avez promis quelques instants pendant le séjour de ma cousine [M^{me} Necker de Saussure]. Ajoutez à toutes vos qualités une légère nuance de complaisance. Vous aimez l'abandon dans le style,... dans la vie, n'a-t-il pas son charme ? Votre frère m'a dit qu'il citerait mon ouvrage dans la partie scientifique de la *Bibliothèque britannique* ; je l'en remercie : j'aime que mon nom se mêle avec les vôtres.

Coppet, ce 11 juin.

Même année. — J'ai reçu une lettre de vous quelques jours avant mon départ et je viens y répondre. Je n'aime pas trop que vous ne soyez pas Français, car je voudrais bien être votre compatriote, et je suis Française, ah ! Française comme toute l'armée de Joubert et de Massena !... Mais quoique vous soyez Genevois, j'ai le plus vif désir de vous voir. J'irai vous chercher à Genève, pour vous amener ici pour le temps que vous voudrez bien me donner, mais il m'en faut absolument. C'est avec la plus sensible émotion que je vous reverrai et mon impression doit tenir lieu

¹ Les lettres de M^{me} de Staël ne sont presque jamais signées ni datées, mais Pictet de Rochemont a pris la précaution d'inscrire le millésime sur la plupart d'entre elles.

de la vôtre. Mon fils apporte au vôtre un petit jeu. Amenez votre fils pour le mien ; que le lien de leur jeunesse commence, et que ce qui reste de la mienne soit consacré à mon amitié pour vous. Parlez de moi à votre frère, j'attends votre réponse pour faire des projets de Coligny, de Genève, afin de le voir. Mais, avant ces courses, il me faut de vous pour moi seule. J'écrirai des annonces dans la *Bibliothèque britannique* si vous avez perdu quelques moments à cause de moi....

Vous voudriez que je vous dise des nouvelles de Paris,... venez en chercher. Avez-vous reçu un ouvrage de Benjamin qu'il m'a bien recommandé de vous prier de lire ? Quelle que soit votre opinion, en voyant attaquer avec tant de force à la fois les Russes et les jacobins, vous penserez que le courage, du moins, ne manque pas à son talent. Mais je ne veux point écrire, je veux parler. Laissez-moi vous aller chercher, et venez,... c'est mon vœu le plus animé en ce moment.

Coppet, ce dimanche, 10 thermidor.

La lettre ci-après, écrite de Coppet, le 24 octobre 1799, — quinze jours seulement avant le 18 brumaire, — est curieuse par l'enthousiasme qu'elle respire en faveur de Bonaparte. Le héros venait de débarquer d'Égypte.

J'ai vu un mot de souvenir de moi dans un billet de vous à ma cousine, et je me suis persuadée que c'était assez pour vous écrire, pour vous demander s'il faut que je parte [pour Paris] sans vous dire adieu, de même que je suis arrivée presque sans vous voir ? M. de Germany voudrait que vous vinssiez à Coligny pendant que j'y serai. J'y passerai de lundi prochain à mardi, j'irai l'un de ces matins à Genève,... enfin les moyens d'exécution seraient faciles si le mouvement y est en vous.

Je pars dans dix jours pour passer l'hiver à Paris. Que dirai-je de votre part au héros ? La République est sauvée. Saura-t-on se conduire de manière à ce que le genre humain en soit plus heureux ?... J'espère moins cela que la victoire, mais la victoire est un plaisir : une nation se nourrit de triomphes, les jouissances d'imagination existent pour toutes les classes. Mais vous ne m'avez donné que de la peine ce voyage-ci, peut-être serez-vous

mieux un autre. [M. Pictet était souffrant à cette époque.] Les hasards de la vie seront peut-être pour moi, je les ai eus *contre moi* jusqu'à présent en toutes choses.

Adieu, le plus sauvage des philosophes ; puissiez-vous être heureux en écartant de vous les affections douces qui se plaisent à en approcher.

Pictet de Rochemont fit à cette lettre la réponse que voici. On ne pouvait s'excuser avec plus de courtoisie, mais en même temps défendre sa liberté plus résolument.

Je n'ai reçu qu'hier au soir votre billet de jeudi. Quoique, selon l'usage, il soit destiné à me gronder, j'aime mieux cela que rien. Garrotté que je suis de mille manières, je ne puis pas aller, vous le savez. Mais vous, madame, vous pourriez *écrire* quelquefois.... Vous demandez ce qui est impossible, et je ne demande que ce qui vous est si aisé!..

Philosophe, dites-vous ? Non certes, je ne le suis pas assez. Sauvage ? je ne le suis que par nécessité ou, si vous voulez, par vertu. Je repousse, dites-vous, les affections douces qui viennent me chercher ? Le ciel m'est témoin que c'est pour elles seules que je tiens à la vie. Vous me jugez donc mal, — il faut se faire à cela, on l'éprouve tous les jours. Vous ne me savez pas gré de mon respect tout seul : c'est aimable à vous ; je ne suis point blessé. Mais aussi, pourquoi mes visites ou rien ? Je n'ai pas pu vous faire comprendre que des circonstances tristes, un devoir impérieux, me forcent à la solitude ; que des maux fréquents dont, heureusement pour vous, vous n'avez point d'idée, me rendraient également les devoirs de la société pénibles ; qu'à mon âge (car je me sens très vieux), on ne peut plus se refondre, et que mes habitudes sont toutes casanières.

Vous me répondrez avec votre grâce parfaite, madame, mais surtout avec amitié, que vous n'exigez rien que je ne puisse donner ; que vous me passez mes bizarreries et prenez mes raisons pour bonnes, mais que cela n'empêche pas que je ne puisse aller causer avec vous de temps en temps. Certes, je ne demanderais pas mieux, car il y a pour moi peu de plaisirs comparables à celui de votre conversation. Mais cela ne suffit ni à vous

ni à moi. Je vous donne trop peu de mon temps, et quand je vous revois, vous me donnez trop peu de votre intérêt. Vous voudriez que je fisse nombre dans votre société : ce n'est plus ce que je veux et ce que je puis. Excepté les heures que vous donnez à l'étude, vous êtes toujours entourée, il vous faut des sentiments, des nouvelles politiques, de la plaisanterie, de la science, de la philosophie, du roman, de la raison, et de tout cela en grande abondance et en grande variété ! Tout cela parce que vous êtes une personne unique sur la terre....

.

Vous partez donc pour la ville de boue et de fumée. Je crois, comme vous, que tous dangers réels de la part de la coalition sont bien passés. Ce n'est pas ceux que j'ai craints le plus pour les Français. Quand la paix sera faite, la masse des maux sera sans doute moindre pour l'humanité, mais la République ne s'en portera pas mieux et la France n'en sera guère moins malade. Ce qu'il lui faudrait, elle ne peut ni le conquérir ni le décréter. Les mœurs ne se gagnent pas comme les batailles. On ne forme pas une génération avec la même facilité qu'on en détruit une, et eussiez-vous des anges pour législateurs et pour conducteurs, tant qu'il n'existera ni morale publique ni morale privée, il n'y aura point de bonheur pour les Français. S'ils trouvaient cette liberté et qu'ils sussent la conserver, cette morale se formerait par la force des choses, je le crois. Mais comment demeureront-ils libres assez longtemps pour que cette morale ait le temps de se former ?... Voilà ce que je demande. Vous m'expliquerez cela à votre loisir.

M^{me} de Staël ne se tint point pour battue ; elle continua ses avances. Promptement désillusionnée sur le compte de Bonaparte, elle n'en appréciait que davantage le jugement de Pictet et n'en éprouvait que plus d'estime pour l'indépendance de son caractère.

Coppet 1800. — Vous devriez bien venir à Paris. Nous vous emmènerions si vous le vouliez, je vous offre une place dans ma voiture. Vous savez bien que je suis précisément le contraire de vous : j'applanis tous les obstacles qui peuvent dépendre de moi,

mais vous, ah ! mon Dieu ! vous auriez inventé les difficultés s'il n'en eût pas existé dans le monde. Rancune tenante, j'ai pour vous la plus tendre amitié, et je veux vous voir.

Même année. — Pourquoi écrivez-vous plutôt à ma cousine ?... Parce que vous avez de la peine ? Vous n'avez pas encore su deviner combien je suis accessible à ce sentiment, et parce que j'ai de la gaieté dans l'esprit, vous croyez à la réalité de toutes les formes que cette gaieté sait prendre. Eh bien ! votre billet m'a profondément touchée. Qui sait mieux peindre que vous ? Votre âme et votre esprit composent ce talent et vous le portez au suprême degré. Si vous voulez faire aimer la morale, joignez-y toujours quelques tableaux de votre imagination, ils produisent un effet profond et universel.

Même année. — Je suis profondément affectée de ce que vous me dites de votre santé, et d'autant plus malheureuse que je crains de trouver en vous une opiniâtreté funeste.... Faites au moins l'essai de la ville pendant un mois. Que puis-je donc vous dire qui vous fasse impression ? Un homme d'esprit disait sur vous avant-hier : « M. Pictet croit qu'il faut mettre de la vertu dans les actions les plus indifférentes de la vie. » Mais est-ce de la vertu que de tourmenter les siens, que de mettre en danger l'existence la plus nécessaire à votre famille, la plus chère à vos amis ? Vous sentez vous-même que vous êtes malade.... Je sais bien que j'ai intérêt à vous parler de Coppet, cependant je réponds que si vous y passiez quelques jours, je vous guérirais. La promenade, un air pur, l'absence d'occupations, plus de variété dans la vie, vous feraient un bien sensible. Je vous offre de prendre le travail du journal pendant ce temps et je le ferai avec un zèle infini. Vous dites qu'il ne faut voir personne quand on souffre, ce n'est pas moi, du moins, qu'il ne faut pas voir. Vous savez quelle sympathie j'ai dans l'âme pour la douleur.

Les billets suivants font allusion au talent de déclamation que possédait Charles Pictet.

Coppet, 1800. — Je vous renvoie vos deux livres anglais puisque vous avez absolument dans l'esprit la restitution. Je ne

sais pas si elle est de la morale naturelle ou de la morale sociale?... Je m'y sou mets provisoirement. Voilà de plus la tragédie de *Vendôme*. En mémoire de moi, apprenez quelques-uns de ces beaux vers pour samedi. M^{me} Rilliet ne me soufflera point : *je vous aime*, car Adélaïde n'aime point Vendôme, entendez-vous? Je saurai *Phèdre* et vous me direz Hippolyte, qui n'aime pas Phèdre, non plus. Chacun à notre tour ! Mais ce qui est triste, c'est votre départ pour Lancy, et les moutons, et l'agriculture... il faudrait révolutionner tout cela.

Adieu, et mille amitiés tendres.

Coppet, 1803. — Quand on dépend de ma cousine, on ne peut pas faire ce que l'on veut, et je pourrai bien aller un jour à Lancy toute seule si ses obstacles se multiplient. J'ai pris tant de confiance dans la grâce et la bonté de M^{me} Pictet, que je ne crains plus d'arriver chez vous sans le secours de ma cousine. Combien vous avez été aimables tous les deux ! nous en avons, mon père et moi, une vive reconnaissance. Si je n'avais espéré chaque jour de pouvoir me rendre à Lancy, je vous aurais déjà écrit et tout le plaisir et toute l'émotion que vos talents de musique sans pareils m'ont causés.

Coppet, octobre 1807. — Je jouerai *Phèdre* samedi avec la belle Aricie [M^{me} Récamier]. Viendrez-vous ? Je n'ai jamais joué *Phèdre* devant vous, et bien que je ne vous voie jamais, je m'adresse à vous comme à un nuage favori qui plâne dans ce pays sans qu'on puisse l'atteindre. N'est-il pas possible d'espérer aussi que M^{me} Pictet viendra ? Son aimable regard m'a valu, la dernière fois, toute une assemblée....

Il est vrai que, dans la scène avec Orosmane, je ne regardais point ailleurs, mais dans toutes les autres vous seriez injuste si vous n'aviez pas remarqué que vous êtes le public pour moi.

Dans la lettre qui suit, écrite le 26 février 1809, M^{me} de Staël laisse percer un véritable mouvement de dépit ; encore ce mouvement ne fut-il pas de longue durée.

Je l'avouerai, vous êtes le seul homme supérieur à qui j'ai vu cette indifférence pour les communications de la pensée, et bien

que je respecte les intérêts positifs de la vie, je m'étonne toujours que votre esprit n'ait pas aussi le désir de se répandre et de s'enrichir? Cette contradiction entre votre distinction et quelques-uns de vos goûts, ou plutôt de vos insouciances, me blesse comme un manque d'harmonie. Il y a de tout dans la nature, et puisque je ne puis nier ni votre supériorité ni une conduite en rapport avec cette supériorité, il faut bien admettre le fait, mais il est hors de toutes les routes. Que vous n'aimiez pas le bruit insipide de Genève, ce bruit que je souhaite quelquefois pour oublier que j'y suis, je le conçois, et je tiens à bizarrerie le sentiment habituel de douleur qui me fait chercher l'étourdissement, quel qu'il soit. Mais, qu'ayant pour amies ma cousine et moi, aucune noble curiosité de nos idées et de nos sentiments ne vous porte à venir nous chercher le matin, à dîner, quand elle ou moi nous sommes seules, je n'y conçois rien et, je vous le dirai franchement, j'en ai moins d'admiration pour vos facultés. Votre solitude avec de la pensée est superbe, mais les affaires, quel que soit leur but, ôtent à l'âme un certain élan pour lequel vous étiez fait, et je crois encore que votre talent vous eût procuré de beaucoup plus grandes jouissances si vous aviez plus souvent déployé ses ailes, si vous aviez respiré l'air avec nous. Certes, votre admirable compagne vaut mieux que personne, mais il y a des pensées nouvelles que les rapports avec le dehors donnent et qui vous intéresseraient. J'en conviens, mon amitié en a souffert. Vous me faisiez tant de plaisir, je me croyais si bien en harmonie avec vous... et une action manquée ou négligée venait toujours me détromper !

Il y a, dans ces temps maudits, une association entre toutes les âmes élevées, et s'en isoler est mal fait. Je suis seule chez moi tous les jours jusqu'à cinq heures, venez-y, je me tromperai de nouveau à votre accent, à votre regard, à vos paroles qui semblent promettre l'amitié forte et suivie et qui ne procurent que du charme.... C'est déjà beaucoup.

La seule de ces lettres de M^{me} de Staël à laquelle il soit impossible d'assigner une date quelconque est peut-être celle qui dénote le plus de sentiment vrai et en même temps de dignité :

Non seulement vous ne m'avez pas cherchée mais vous m'avez évitée, et cela m'a fait une véritable peine. Je me suis rappelée toute notre conversation à dîner pour y démêler ce qui pouvait vous avoir déplu ? En vérité, vous auriez tort de ne pas consacrer un peu de l'esprit qui vous distingue, à me comprendre tout à fait. Mon estime pour vous m'inspire un extrême désir d'obtenir votre amitié. J'ai besoin de vous parler parce que c'est vous, et parce que je suis souvent seule d'esprit et de cœur depuis bientôt douze jours, mais je me refuserais tous ces plaisirs si, m'entendant mal, vous me soupçonniez de coquetterie. Croyez-moi, le sentiment fixe autant la destinée que le devoir, et la délicatesse a sa puissance comme la vertu. Ne me refusez donc pas une amitié qui s'accorde avec tous les liens et ne demande que vos loisirs. Sous des formes que j'ai choisies légères parce que je vivais dans un pays où on voulait de la grâce, tous mes sentiments ont été profonds et durables. Je vaudrais quelque chose pour l'amitié, croyez-moi. Je pourrais vous dire le contraire de Zamore : « il est quelques vertus dans la philosophie. » Ne me laissez pas partir de Coppet avec un sentiment pénible. Je vous attendrai jusqu'à huit heures ce soir. Je veux honorer ma vie par des relations soutenues avec vous dans tous les temps et dans tous les lieux. Que l'idée la plus raisonnable ne soit pas une chimère ; dans la disposition de mon caractère, ce n'est pas vous, c'est moi que j'en accuserais.

Adieu, à ce soir.

CHAPITRE III

RESTAURATION DE L'INDÉPENDANCE GENEVOISE.

DÉPUTATION AUPRÈS DES SOUVERAINS ALLIÉS A BALE.

PREMIÈRE MISSION DE PICTET DE ROCHEMONT A PARIS.

1813-1814

Dans les derniers jours de l'année 1813, l'ancien syndic Ami Lullin qui, depuis la révolution, vivait à l'écart dans son domaine d'Archamp sous Salève, vint frapper à la porte de Pictet de Rochemont, et avec l'autorité que lui donnait son patriotisme reconnu, il somma en quelque sorte le propriétaire de Lancy de se joindre à ceux qui jugeaient le moment venu de rendre à Genève son indépendance. Bien que Pictet eût pu facilement trouver dans son âge, dans l'état de sa santé, dans les occupations dont il était surchargé, des excuses pour décliner une tâche aussi scabreuse, il accepta résolument sa part des responsabilités proposées, et laissant là famille, exploitation rurale et journal, il fut, à dater de ce jour et pendant près de trois années consécutives, constamment sur pied et en courses pour le service de la république.

Les circonstances qui accompagnèrent la restauration de la nationalité genevoise ont été si souvent racontées qu'il semble superflu de s'y appesantir davantage. Il n'est

cependant pas inutile de rappeler qu'au point de vue humain, cette restauration fut avant tout l'œuvre d'une très petite poignée d'hommes, peu ou point secondée au premier moment par la masse de la population.

Mieux placés que la moyenne de leurs compatriotes, soit par leurs relations au dehors, soit par un instinct politique supérieur, pour juger de la portée des événements ; de plus, animés d'un esprit de résolution et de sacrifice qui, chez les principaux d'entre eux, était certainement affaire de tradition, vingt-deux citoyens prirent le parti, avant même que la garnison française eût quitté la ville, de se constituer en gouvernement national. En apposant leurs signatures au manifeste que chacun connaît, ces hommes, presque tous pères de famille et dont quelques-uns touchaient à la vieillesse, jouaient leurs libertés, leurs biens et même leur vie. L'espèce d'isolement dans lequel ils se trouvèrent lorsque, au matin du 1^{er} janvier 1814, ils déployèrent devant l'hôtel de ville les couleurs genevoises proscrites depuis seize ans ; les exclamations de surprise et — pourquoi ne pas le dire ? — d'inquiétude qu'ils saisirent chez une partie de leurs auditeurs à la lecture d'une proclamation nécessairement compromettante, bien que très modérée dans la forme, — toutes ces circonstances un peu perdues de vue depuis lors par l'amour-propre national, montrent à quel point leur courage avançait, à ce moment-là, celui de la foule et font d'autant mieux ressortir ce qu'il y avait de vraiment héroïque dans leur initiative.

Que les risques fussent grands pour les vingt-deux signataires, c'est ce dont les témoignages contemporains ne laissent aucun doute. A une semaine de là, Napoléon, dans une réception aux Tuileries, interpellait avec violence M. Pictet-Diodati, député du département du Léman au Corps

Législatif¹. « Tous les Pictet me trahissent ! » s'écria-t-il, faisant par là allusion à la circonstance que deux membres de cette famille figuraient dans le gouvernement provisoire genevois, et aussi au fait que M. Pictet-Diodati lui-même venait de se signaler par son opposition courageuse, à côté de MM. Lainé, Maine de Biran, Gallois, etc., dans l'assemblée dont il faisait partie. L'empereur ajouta aussitôt d'un ton menaçant : « Les Genevois me paieront cher leur rébellion, dans trois jours je serai dans leurs murs². »

Ce qui rend plus méritoire encore le dévouement des auteurs de la restauration de 1813, c'est le fait que, magistrats d'avant la révolution pour la plupart, ou du moins se rattachant par leurs opinions à l'ordre de choses renversé en 1792, ils s'étaient vus l'objet, vingt ans auparavant, en leur personne ou dans celle de leurs parents ou

¹ M. Pictet-Diodati s'était rendu à cette réception simplement parce qu'il avait entendu dire « que les députés qui se sentaient factieux n'osaient pas se montrer au palais. »

² Au mois de mai 1814, Pictet de Rochemont, étant en mission à Paris, y reçut la visite du baron Capelle, ex-préfet du Léman. Ce personnage venait d'opérer sa conversion au royalisme. Il raconta que Genève devait être frappée d'une contribution de deux millions au cas où les Français y fussent rentrés ; que l'irritation de l'empereur contre ceux qu'il appelait des rebelles était extrême, et que « la ville eût fait *le tome second de Hambourg*. » — « C'était bien là notre conjecture, » ajoute simplement Pictet dans la lettre où il rend compte de cet entretien.

En septembre de la même année, MM. Turrettini de Villettes et G. de la Rive (qui avaient l'un et l'autre signé la proclamation d'indépendance), se trouvant à Lyon, eurent l'occasion d'y être présentés au maréchal Angereau. « Je suis charmé, leur dit celui-ci, de vous rencontrer ici plutôt qu'à Genève et maintenant plutôt qu'il y a quelques mois, car vous étiez, messieurs, sur la liste des cinquante Genevois que j'avais ordre de faire pendre. » [Lettre de M. Turrettini au conseiller Falquet, d. d. Lyon, 17 septembre 1814.]

La rancune que Napoléon gardait aux Genevois n'était pas encore éteinte lorsque, en mars 1815, il débarqua de l'île d'Elbe. A Lyon, un jeune G., originaire d'une des communes réunies et qui, sauf erreur, avait fait partie des gardes d'honneur, se présenta à lui pour lui offrir ses services. « D'où êtes-vous ? — De Genève, sire. » A l'ouïe de ce nom : « Les Genevois sont tous des canailles ! » s'écria l'ex-empereur. Il n'en enrôla pas moins le jeune homme dans sa petite armée le jour suivant. [Journal de M. Eynard-Lullin ; correspondance de M. Ch. de Constant.]

amis, du plus odieux traitement de la part d'une fraction de leurs concitoyens, du plus lâche abandon de la part d'une autre fraction. Or, leur première préoccupation en ressaisissant les rênes de l'Etat fut de recommander *l'oubli du passé*. Et la promesse d'oubli de 1814 fut autrement tenue que les « amnisties » dérisoires de la période révolutionnaire.

L'ancien syndic Ami Lullin, l'ancien lieutenant de la Justice Joseph Des Arts et l'ancien auditeur Auguste Saladin de Budé avaient formé le noyau primitif du groupe qui, dans le court espace de quelques jours, se vit désigner ou se désigna lui-même des noms successifs de Comité d'indépendance, de Commission de gouvernement et enfin de Conseil provisoire. Les premiers citoyens qu'ils associèrent à l'honneur et au danger de leur entreprise furent MM. Boin, ancien conseiller d'Etat, Schmidtmeyer, Viollier, Couronne, régent au collège, et Odier.

Les 28 ou 29 décembre, le groupe se compléta par l'adjonction de MM. Isaac Pictet, ancien syndic, Gourgas, de la Rive-Rilliet, Turrettini de Villettes, Prevost-Dassier, anciens conseillers, Pictet de Rochemont, ancien auditeur, J. Sarasin, A.-R. Calandrini, Trembley-van Berchem, Gaspard de la Rive, Vernet-Pictet, J.-L. Falquet, Micheli-Perdriau, Necker de Saussure. Total : 22. Le 30, eut lieu leur première séance régulière, dans laquelle ils se constituèrent en « Syndics et Conseil provisoires » et désignèrent Ami Lullin comme premier syndic ¹.

Bien que le zèle fût égal chez tous, trois personnalités plus marquantes que les autres ne tardèrent pas à se désiner au sein de ce gouvernement improvisé. Ce furent celles de Lullin, de Des Arts et de Pictet de Rochemont.

¹ Ils s'adjoignirent encore, dans le courant de 1814, MM. d'Ivernois, Jacques Le Fort et J. Martin, ce qui porta le Conseil d'Etat à 25 membres.

Différents de caractère et d'aptitudes, ces trois hommes n'avaient guère de commun que le fait d'appartenir à des familles qui, au seizième siècle, avaient vu naître la République, et d'être animés d'un même amour pour Genève. Lullin, le premier et véritable instigateur du mouvement, mit au service de la cause l'ardeur passionnée et un peu exclusive de son patriotisme ; Des Arts, son éloquence et son habileté consommée de politique ; Pictet, la variété de ses connaissances et la souplesse de ses talents de négociateur. Le premier s'employa plus spécialement à attiser la flamme du dévouement chez ses concitoyens ; le second, à renouer et à rendre plus étroits les liens qui avaient jadis existé entre la République et les Cantons suisses ; le dernier, à gagner à Genève des protecteurs et des amis dans les cours et dans les cabinets de l'Europe.

Le passage de la servitude à l'indépendance s'accomplit pour les Genevois avec la rapidité d'un coup de foudre. Rappelons quelques dates.

Ce fut le 23 décembre, dans la soirée, que parvint la nouvelle de l'occupation de Bâle par les Alliés et de la marche sur Genève, à travers la Suisse, d'un corps de 12 000 Autrichiens commandés par le général comte de Bubna. Ces événements plongèrent la population dans une agitation extrême, où la crainte tint d'abord autant de place que la joie, car le général Jordy, qui commandait dans Genève, faisait mine de vouloir résister, et on entrevoyait la possibilité d'un assaut. Toutefois l'administration française locale ne tarda pas à s'écrouler comme un château de cartes. Dès le 25, le préfet Capelle disparut ; il se montra de nouveau quelques instants à son hôtel le 29, puis partit pour ne plus revenir. L'évacuation de la place par la garnison eut lieu le 30 au matin, et dans l'après-midi du même jour, les Alliés firent leur entrée. Entre le mo-

ment où ce qu'on appelait, en termes de fortifications, le « râteau de l'avancée » fut poussé derrière le dernier homme de la colonne française défilant par la porte Neuve pour gagner la Savoie, et celui où les ponts-levis de Cornavin s'abaissèrent pour livrer passage au peloton d'avant-garde autrichien, il s'écoula tout au plus trois heures, mais durant ces trois heures les Genevois se sentirent complètement *entre eux* et *chez eux*. Le pied d'aucun soldat étranger ne foulait plus leur sol, et dans un appartement du haut de la ville, chez M. Saladin, 22 hommes étaient occupés à se constituer avec une froide résolution, en « Syndics et Conseil. » Lorsque les battants des portes s'ouvrirent, sur les deux heures, les Autrichiens trouvèrent, rangée sous les armes, une garde nationale portant au shako la cocarde rouge et jaune. Cette troupe, tout en observant strictement la consigne qu'elle avait reçue de ses chefs, de garder un profond silence, suivait avec une curiosité à la fois joyeuse et inquiète les mouvements de l'armée étrangère. Mais, lorsque le général de Bubna, qui fermait la marche, arrêtant son cheval devant la milice, la salua de quelques paroles brèves et bienveillantes, le cri de « Vivent les Alliés ! » sortit spontanément de toutes les poitrines. Tous les récits contemporains s'accordent à dire que la discipline des troupes autrichiennes dans Genève fut parfaite.

Le vendredi 31 décembre avait été fixé par le gouvernement provisoire pour la proclamation solennelle de la restauration de la République. Le manifeste qui constate cette restauration, et dont la rédaction définitive fut l'œuvre de MM. Lullin, Des Arts et Pictet de Rochemont, porte cette date, devenue historique, du 31 décembre 1813. Mais, par suite de retards occasionnés par certaines exigences du général autrichien, la « publication, » comme on disait alors, dut

être renvoyée de vingt-quatre heures, et ce ne fut que le samedi 1^{er} janvier 1814, que le Conseil d'Etat en corps, précédé de ses huissiers et escorté d'un détachement de la milice, parcourut les rues de la ville en donnant connaissance du manifeste à la population. MM. Pictet de Rochemont et Saladin de Budé avaient été choisis, en raison de la sonorité de leur organe, pour lire ce document. Le lendemain, les syndics et conseillers, répartis en quatre groupes, assistèrent au service d'actions de grâces qui fut célébré dans les temples de l'Auditoire, la Madeleine, la Fusterie et Saint-Gervais.

Genève se disait et se croyait redevenue libre, mais en fait tout était encore incertain dans son avenir. Occupée par une armée étrangère, centre d'action d'un général dont la volonté faisait loi, la République ne jouissait que d'une indépendance nominale.

M. de Bubna, sympathique au fond au rétablissement de cette indépendance, témoignait aux magistrats, en son particulier, une considération qu'il sentait due à leur caractère personnel ; néanmoins, soldat avant tout, il entendait faire servir les ressources de la ville et du territoire à la réalisation de son plan immédiat, — l'envahissement de la France par sa partie sud-ouest, — sauf, plus tard, à ce que la Confédération suisse ou Genève se consolidassent en étendant de ce côté leurs limites. Car un de ses premiers mots aux membres du Conseil, en leur désignant du geste les montagnes qui enserment l'extrémité occidentale du bassin du Léman, avait été celui-ci : « Voilà les frontières naturelles de votre république agrégée à la Suisse ¹. »

Deux tâches également pressantes s'imposaient au gou-

¹ Plus tard, il est vrai, il se montra moins affirmatif. La crainte de se compromettre reprit chez lui le dessus. Il avait été diplomate avant d'être militaire.

vernement provisoire : à l'intérieur, rétablir l'ordre dans l'administration désorganisée par le départ subit des fonctionnaires français, et pourvoir aux charges écrasantes de l'occupation autrichienne ; au dehors, obtenir des souverains, devenus les arbitres du sort de l'Europe, la reconnaissance positive et officielle de l'indépendance à peine recouvrée. Cette dernière et importante mission fut confiée à MM. le syndic Des Arts, A. Saladin de Budé et Pictet de Rochemont, auxquels on adjoignit, à titre de secrétaires ou d'attachés, MM. Louis Pictet, Charles-L. Lullin et W. Saladin.

La députation se mit en route le 4 janvier, sans trop savoir au juste où elle joindrait les souverains alliés, mais se dirigeant à tout hasard vers le nord. Sa première étape fut Berne ; elle s'y aboucha avec les principaux hommes politiques de ce canton.

Charles Pictet s'empessa d'aller voir à Hofwyl son ami Fellenberg. Celui-ci, qui arrivait du quartier général des souverains, l'assura qu'on y était favorablement disposé pour Genève. « Les relations existant entre ces deux messieurs nous ont été fort utiles, écrit le syndic Des Arts dans son rapport ; la place qu'occupe actuellement M. Pictet¹ est sans doute due, dans l'origine, à la grande considération dont jouit M. de Fellenberg auprès de l'empereur de Russie. » Ce fut Fellenberg, en effet, qui recommanda de la façon la plus instante Charles Pictet au baron de Stein, alors ministre d'Alexandre et à l'apogée de son influence comme de sa popularité.

Les souverains n'avaient point encore fait leur entrée à Bâle quand les députés genevois y arrivèrent. La première visite de Pictet fut pour M. de Stein qui l'accueillit avec fran-

¹ On verra plus loin quelle était cette place.

chise et bienveillance. « Il faut vous coller à la Suisse, » lui dit-il d'emblée. C'était aller au-devant des vœux les plus chers de la députation.

Ce premier entretien ne tarda pas à être suivi de plusieurs autres. Stein interrogea longuement Pictet sur la position de Genève, à laquelle il parut prendre beaucoup d'intérêt ; il lui demanda un mémoire sur l'extension de territoire qu'ambitionnait la République restaurée. Après quoi, la réserve diplomatique n'étant guère dans ses habitudes, il s'ouvrit à son interlocuteur sur la situation générale ; « il parla avec une profonde indignation des Français, de leur insolence dans la victoire, de leur fausseté dans toutes les relations publiques, suite nécessaire de celle de leur chef qui, ayant toujours menti à la nation, avait fini par se mentir à lui-même et périrait faute d'avoir su s'avouer sa véritable position. » (Rapport de Des Arts.) A quelques jours de là, Pictet devait assister à des épanchements tout semblables de la bouche de l'archiduc Jean d'Autriche.

Les collègues de Pictet furent reçus à leur tour, mais chacun séparément, par M. de Stein. Ils eurent ensuite plusieurs conférences avec les autres ministres, Metternich, Nesselrode, Hardenberg, Castlereagh, auxquels ils exposèrent les vœux de leurs commettants. Ces vœux portaient essentiellement sur deux points :

Tout d'abord, les Genevois demandaient qu'on mît leur patrie à l'abri des périls qui avaient compromis son passé, périls nés de l'isolement géographique et politique où se trouvait leur ville.

En second lieu, ils sollicitaient le redressement des abus résultant de la prépondérance usurpée sur le Conseil provisoire par la *Commission centrale* instituée dans Genève, dès le 1^{er} janvier, par le comte de Bubna, en vue de

l'administration temporaire du département du Léman, et ils revendiquaient fermement l'indépendance dont devait jouir, dans la personne de ses magistrats, la République restaurée¹. Ces *desiderata* firent l'objet de deux mémoires, rédigés l'un par Pictet, l'autre par Des Arts, et qui furent remis le 12 janvier aux ministres. Pictet composa même, sur les instances du baron de Stein, un travail complémentaire qui fut signé par lui et par ses deux collègues ; c'était un projet de délimitation éventuelle de la République de Genève, agrandie de 10 milles carrés allemands².

Il n'y avait, à ce moment, chez les promoteurs de la restauration genevoise et en particulier chez les membres de la députation, qu'une seule manière de comprendre les moyens d'assurer l'avenir de leur patrie. Ces moyens devaient consister : 1° à faire de Genève un canton suisse, c'est-à-dire à l'unir à un édifice qui la « consolidât sans l'absorber ; » 2° à obtenir pour elle une augmentation de territoire qui aurait le quadruple avantage de fournir à la ville des ressources à peu près suffisantes en fait de subsistances, de désenclaver les diverses portions de son ancien patrimoine cernées par la France, la Savoie et même par le canton de Vaud, de lui procurer la contiguïté avec le sol suisse dont la bande, alors française, de Versoix la séparait, enfin, de doter la Confédération helvétique d'une « bonne » frontière, nettement tracée et facile à défendre. Or, cette frontière ne pouvait être que celle dont la nature elle-même a dessiné l'enceinte en enfermant au midi et au nord, à l'est et à l'ouest, entre les flancs du Salève et ceux du Jura, l'extrémité du bassin du Léman.

¹ A. Rilliet, *Histoire de la restauration de Genève*.

² Pour le texte de ce troisième mémoire, voir le même ouvrage, *Annexes*, p. 241.

A l'appui de leurs demandes, — ou, pour employer un terme plus en rapport avec leur position, — de leurs souhaits, les Genevois invoquaient des considérations d'équité. En 1590, le pays de Gex, cette petite province qui, topographiquement, fait partie de la vallée du Léman, avait été conquise sur le duc de Savoie, en réponse à la plus injuste agression de la part de ce prince et au prix des plus grands sacrifices, par la République de Genève, à ce moment alliée du roi Henri IV. En 1601, ce même Henri IV l'avait enlevée aux Genevois, sans motif comme sans indemnité, et de plus, il s'était dispensé de rembourser à ses trop confiants alliés une dette assez considérable qu'il avait contractée envers eux. Il est vrai qu'en 1749 le marquis de Puisieux, ministre de Louis XV, avait exigé et obtenu de la faible république sa renonciation formelle à tous ses droits à cet égard. Cette renonciation avait mis fin aux réclamations des Genevois, mais le fait qu'au dix-septième siècle ils avaient été gratuitement lésés n'en subsistait pas moins, et leur donnait des titres moraux incontestables à une réparation. « Si les Genevois étaient plus forts, disait à Paris, au mois de mai 1814, le ministre autrichien Wessenberg qui venait d'étudier cette question du pays de Gex, on ne s'aviserait pas de mettre leurs droits en doute. »

Mais comme ils n'étaient pas les plus forts, il ne pouvait leur convenir de s'exposer à la rancune d'un voisin puissant en insistant avec trop d'opiniâtreté sur leurs titres à un dédommagement. En présence des grands remaniements qui s'annonçaient en Europe, la seule attitude qui leur convînt était celle de la discrétion et de la modestie. Ils le comprirent et poussèrent la prudence jusqu'à éviter avec le plus grand soin d'encourager les tendances annexionistes dans le sens suisse qui se produisirent à

cette époque, tant dans le pays de Gex que dans les provinces de Chablais et de Faucigny.

Cette ligne de conduite circonspecte fut en particulier celle que Pictet de Rochemont ne cessa de suivre dans ses diverses missions, tant à Bâle qu'à Paris, à Vienne ou à Turin. On en verra mainte fois la preuve dans sa correspondance officielle ou intime. Mais on y constatera en même temps le regret profond qu'il éprouva en voyant les Puissances méconnaître ou dédaigner l'avantage, — extrême pour le repos de l'Europe, suivant lui, — qu'il y avait à *fortifier la Suisse*. Il eût voulu voir les princes et les hommes d'Etat qui se donnaient pour si désireux d'assurer la paix du monde, profiter d'une occasion unique dans l'histoire pour faire de ce pays, — en le dotant d'un système complet de frontières à la fois naturelles et stratégiques, — une vaste forteresse capable d'opposer un infranchissable obstacle aux ambitions conquérantes, de quelque côté qu'elles vinssent.

Des arrière-pensées de jalousie ou de méfiance entre les vainqueurs, la versatilité d'Alexandre, l'insouciance du ministère britannique, les timidités de la Suisse elle-même, alors déchirée par des dissensions intestines, empêchèrent que cette idée ne se réalisât.

Elle s'était cependant présentée à bien d'autres esprits qu'à celui de Pictet, et cela dans des proportions tout autrement grandioses que lui-même ne les rêvait ou ne les eût souhaitées.

« L'avant-veille de notre départ de Bâle, raconte Des Arts dans son rapport, M. de Fellenberg, revenant de chez Sa Majesté l'Empereur de Russie et de chez M. le baron de Stein, informa M. Pictet qu'il y avait un projet de faire de la Suisse une confédération formidable ; d'y agréger peut-être le Tyrol, la principauté de Neuchâtel,

le Valais et les Grisons, comme autant de Cantons ; de nous ériger nous-mêmes en Canton en nous dotant du pays de Gex et d'un territoire savoyard, et d'annexer à la Confédération le reste de la Savoye comme un nouveau Canton. Et pour mieux unir toutes les parties de ce corps politique et les faire agir de concert, et au besoin avec plus de rapidité et de force, il serait question d'établir un pouvoir central. Serait-ce un conseil étroit ? serait-ce un stathouder ? Nous l'ignorons. Ce n'est encore qu'un projet, mais la Russie paraît y être fort attachée, et l'importance d'une barrière de cette espèce-là le rend très probable ¹. »

Cependant les souverains d'Autriche, de Russie et de Prusse étant arrivés à Bâle, les députés genevois obtinrent de chacun de ces princes les audiences qu'ils sollicitaient. Le syndic Des Arts, chargé de porter la parole, s'en acquitta avec une grâce, une dignité et une habileté singulières.

Les réponses des monarques n'eurent peut-être pas sur tous les points la précision que les Genevois souhaitaient, mais toutes furent empreintes de la plus évidente bienveillance.

« Je suis bien aise, dit l'empereur François, que vous ayez recouvré votre liberté et que mes troupes vous y aient aidés ; mais vous avez tout fait vous-mêmes en me facilitant l'entrée dans votre ville. Je serai heureux de pouvoir contribuer à votre bonheur.... »

¹ Ce plan rappelle celui de l'*Alpenbund* qu'avaient formé, dès le commencement de l'année 1813, l'archiduc Jean et quelques patriotes de ses amis, et d'après lequel le Tyrol, le Vorarlberg, Salzbourg, l'Illyrie, les vallées italiennes et la *Suisse* devaient s'unir dans un soulèvement général et simultané contre la domination française, avec l'aide des subsides de l'Angleterre et de la Russie.

« J'ai pris un vif intérêt, dit à son tour Alexandre, au retour de votre indépendance. Vos commettants ont témoigné des sentiments qui leur font le plus grand honneur. Je n'ai point oublié que je dois les premiers éléments de mon éducation à un Suisse, je ne l'oublierai jamais. »

Les paroles de Frédéric-Guillaume furent plus gracieuses encore.

« Je vous félicite, dit-il, sur le retour de votre indépendance. Je suis très attaché à votre intéressant petit Etat et je continuerai à le protéger comme par le passé. Mes alliés vous portent les mêmes sentiments. Nous ferons en sorte que Genève recouvre tout ce qu'elle désire pour son indépendance. Les événements qui viennent de s'accomplir ont réjoui tous les gens bien pensants, et messieurs les Genevois ont toujours été du nombre ¹. »

• Ce sont ces déclarations que l'écrivain Ricard qualifie de « réponses *évasives* dans lesquelles les mandataires du gouvernement genevois virent ou crurent voir la reconnaissance formelle de leur République ². »

Disons toutefois, pour rester dans le vrai, que si les assurances des souverains alliés furent formelles et, à n'en pas douter, parfaitement sincères, leur réalisation, en revanche, se fit attendre. Les actes ne répondirent point immédiatement aux promesses. Dans Genève, les Syndics et Conseil furent près de quatre mois avant de recouvrer, en face de la « Commission centrale, » l'autorité qu'ils revendiquaient, et, à Bâle, la députation ne parvint pas, malgré les bonnes paroles qu'on lui prodiguait dans les

¹ *Journal de Saladin de Budé.*

² Ouvr. cité, p. 55.

chancelleries, à obtenir de réponse officielle aux lettres de créance qu'elle avait présentées.

Quoi qu'il en fût, les Genevois cherchèrent à se consoler du résultat platonique de leurs démarches au quartier général en le mettant sur le compte des préoccupations immenses qui, à ce moment, obsédaient l'esprit des chefs de la coalition, et au bout de quelques mois, ils purent constater qu'à tout prendre, cette première mission n'avait point été sans fruits. « L'attention singulière dont leur république resta dès lors l'objet, avait reçu l'éveil dans les conférences de Bâle, » fait observer avec raison A. Rilliet.

Pictet de Rochemont ne reprit point le chemin de Genève avec le reste de la députation. Une ouverture aussi flatteuse qu'inattendue lui était venue du baron de Stein. Ce ministre lui avait proposé de rester auprès de lui en qualité de secrétaire général de l'administration des pays conquis par les armes de la coalition, administration dont lui, Stein, avait la direction suprême. Pictet avait d'abord été très combattu, car outre les dérangements personnels qui devaient en résulter pour lui, cette entrée, — même temporaire, — au service des Puissances alliées risquait d'être très diversement interprétée. Après y avoir mûrement réfléchi, il s'était décidé à accepter, mais en posant ses conditions.

Qu'allez-vous dire de la résolution que je viens de prendre ? écrit-il à sa famille le 22 janvier¹. Je ne reviens pas à Genève avec mes collègues. M. de Stein m'avait déjà fait à plusieurs

¹ Bien que cette lettre ait déjà été publiée dans la *Bibliothèque universelle* (mai 1840), nous la reproduisons ici comme jetant un jour instructif sur les sentiments de Pictet. Elle montre, entre autres, ce qu'il faut penser de l'accusation de « haine violente contre la France, » que l'écrivain Ricard a portée contre lui. Bien loin de chercher à venger sur les Français les maux que ceux-ci avaient fait

reprises des insinuations sur son désir de me garder auprès de lui. Aujourd'hui il m'a pressé avec les plus vives instances d'accepter la place de secrétaire général de sa vaste administration. Il me laisse maître de mes conditions. Je ne travaillerai qu'avec lui ou avec l'Empereur. Il a besoin, dit-il, de mes conseils et de ce qu'il veut bien appeler ma facilité de travail, pour l'aider à accomplir une tâche que les rapides progrès des armées alliées rendent chaque jour plus étendue, plus laborieuse et plus compliquée.

J'ai passé la nuit à peser le pour et le contre. J'ai pris les bons avis de MM. Des Arts, Lullin et Saladin, et le résultat est d'accepter. Je vous dirai tout à l'heure à quelles conditions, mais voici mes raisons.

Le ciel semble m'offrir un moyen d'aider puissamment à assurer à notre chère Genève un sort aussi heureux que le comportent les grandes combinaisons nouvelles dans lesquelles l'Europe va évidemment entrer. Je serai à la source des grandes affaires jusqu'à ce qu'elles soient consommées. Je pourrai soigner les intérêts généraux de la Suisse, faire peut-être quelque bien, et tout au moins contribuer à adoucir quelques-uns des maux inutiles de la guerre. Depuis que j'ai été témoin de l'exaspération des troupes qui entrent en France, il me semble que je serais vraiment coupable si je ne saisisais pas l'occasion que la Providence a l'air de mettre à ma portée, de contribuer à détourner une partie des calamités que je prévois.

M. de Stein a pris sans doute une idée tout à fait exagérée de ce qu'il veut bien appeler mes moyens, mais je puis compter sur sa parfaite confiance, et il met à mon acceptation une importance hors de toute proportion avec l'objet. Voici ce que je viens de lui écrire :

« Votre honorable proposition m'embarrasse. Je laisse de côté la masse d'inconvénients qu'elle peut entraîner pour moi si je

subir à Genève et à la Suisse pendant la période révolutionnaire, Pictet s'efforça, au contraire, en 1814, et de nouveau en 1815, ainsi qu'on le verra plus loin, d'adoucir pour les vaincus les maux de la guerre. La haine contre tout un peuple n'était point dans sa nature. En revanche, on ne saurait nier qu'il ne fût l'adversaire réfléchi et résolu de la politique française au dehors, que cette politique se formulât dans les brigandages de la Convention ou du Directoire, dans les prétentions de Napoléon à l'omnipotence universelle, ou encore dans le mépris des droits des faibles que devait afficher à la tribune, en 1821, le général Sébastiani.

l'accepte. Mais j'ai deux grandes objections. La première est ma santé, habituellement faible et incertaine. La seconde est l'ignorance où je suis des objets d'administration. Il y a un mois que l'on m'a pris à la charrue pour m'occuper d'affaires d'Etat ; je me sens incapable sur mille choses.

» D'un autre côté, je me sens électrisé par l'idée de concourir au grand œuvre entrepris pour la restauration de l'ordre social. J'oublie alors tout le reste et je ne consulte que mon entraînement pour cette belle cause. Mais voici mes conditions :

» Je redoute les chaînes et je désire conserver toute la liberté que peut comporter la tâche que j'accepte. Je veux demeurer indépendant pour les arrangements matériels de ma vie. Pourvu que je fasse tout le travail que mes forces comporteront, je demanderai à régler moi-même la distribution de mon temps et à être affranchi de toute obligation de représentation ; tout cela dans des bornes raisonnables.

» J'insiste pour être seulement défrayé de mes dépenses et pour ne recevoir aucun traitement. Sans cette clause, je ne pourrais avoir l'indépendance d'opinion et de conduite que je veux conserver. Cette indépendance, au reste, ne sera jamais embarrassante pour vous, Monsieur le Baron, ni nuisible à la marche des affaires, et je concourrai au bien avec un dévouement absolu. Mais il faut me laisser cette satisfaction, qui me donnera le courage personnel de tous les sacrifices attachés au parti que je prends.

» Voilà, Monsieur le Baron, à quelles conditions j'irai faire une épreuve auprès de vous, et lorsque vous aurez trouvé mieux que moi, vous me rendrez ma liberté. »

Voilà mon histoire. Il arrivera ce qui pourra, mais je fais ce que je dois et ce que je me serais peut-être éternellement repenti de n'avoir pas fait si j'avais pu penser un jour que certaines extrémités à redouter eussent pu être écartées par ma présence auprès des puissants. Prions Dieu qu'il les inspire sagement.

Tel est donc l'ordre du destin. Il a fallu que je prisse mon parti d'être séparé de vous pour je ne sais combien de temps encore et dans des circonstances difficiles, moi qui avais de la peine à m'en passer un seul jour. Il a fallu que j'acceptasse les fonctions les plus actives et les plus délicates, moi qui suis

paresseux et maladif. Et puis ne croyez pas à la prédestination !...

P.-S. Voilà mes collègues partis pour retourner chez eux : ils sont bien heureux ! J'ai eu le cœur serré en les embrassant. On trouverait difficilement la réunion de plus de capacité, d'élévation et de loyauté que chez ces excellents amis.

La décision prise par Pictet avait été unanimement approuvée par ses concitoyens. « Votre nouveau poste, lui mande de Genève, le 27 janvier, le secrétaire d'Etat Turrettini, fait le sujet de toutes les conversations ; c'est une joie générale. » — « Je croyais, lui écrit de son côté C.-V. de Bonstetten, l'épisode de Cincinnatus relégué dans l'Histoire romaine. Jusqu'ici les laboureurs étaient dans les derniers rangs de la société, et vous voilà arrivé, d'un saut, de la charrue belge au cabinet des maîtres du monde.... M. de Stein croit avoir fait une bonne affaire en vous prenant pour lui, mais il ne saura pas en dix ans tout ce qu'on peut faire de vous et tout ce que vous valez. » Enfin le syndic Des Arts dit dans son rapport sur la mission de Bâle : « Nous pressâmes M. Pictet d'accepter, pour son bien et pour le nôtre, car nous aurons en lui un défenseur zélé, éclairé, attaché à son pays, et qui mettra son devoir et sa gloire à servir sa patrie. C'est un homme d'une vaste capacité, infatigable au travail et d'une aptitude rare à réussir dans tout ce qu'il entreprendra. La députation a admiré ses lumières et ses talents variés. »

Non seulement M. de Stein avait tenu à s'assurer du concours personnel de Pictet, mais il l'avait prié de lui trouver, parmi ses compatriotes, un certain nombre d'hommes capables de venir occuper sans délai quelques-uns des postes les plus importants de l'administration des pays conquis. Pictet écrit, à ce sujet, à son frère, le 16 janvier :

Veux-tu administrer, avec tous les moyens et attributions d'un préfet, un pays de 600 000 âmes dans la partie conquise ? (*N.-B.* Il ne sera pas question de levées d'hommes ni d'augmentation d'impôts.)

Tu auras 2000 francs par mois, outre le logement et les frais de bureau. Tu choisiras ton secrétaire général à *Genève*, et tous tes autres aides dans le pays à administrer. On m'a offert cette position : j'ai refusé. On a insisté alors pour que je désignasse moi-même quelqu'un de Genève, comme l'endroit par excellence pour la probité en matière d'administration. J'ai tout de suite pensé à toi. Le fantôme de Paris est à bas ou comme à bas. Il faut se tourner de l'autre côté¹, où il y a autant de noblesse de sentiment, de droiture et de désintéressement dans les vues, qu'il y avait de tout le contraire à Paris. Tu correspondrais directement avec le baron de Stein, homme remarquable par ses grands talents et sa parfaite probité, facile et rond en affaires, et à tous égards agréable à traiter pour un honnête homme. Penses-y et réponds-moi courrier par courrier, mais n'offre la chose à personne parce que le baron s'en rapportant complètement à moi, je suis responsable du choix. Il est fort pressé.... Je pourrais donner deux places semblables, et peut-être quatre, sans parler des secrétaires, etc.

Si tu me demandes pourquoi *moi* je n'accepte pas, je te dirai que j'ai trois raisons : 1^o je ne possède pas ce genre de capacité ; 2^o je n'ai pas le goût de ce train d'affaires ; 3^o je n'ai pas assez de santé.

Nous avons vu, à notre présentation d'aujourd'hui, lord Cathcart, et ensuite lord Aberdeen. Il y a concert de bienveillance sur la république ressuscitée. Tout va le mieux du monde. Le but des Alliés n'est pas d'aller à Paris, mais de l'affamer en tenant les rivières. L'excellent Alexandre redoute pour cette capitale la fureur de ses propres troupes. Les soldats russes ne savent que deux mots de français : *brûler Paris*. C'est le ciel qui a suscité cet Alexandre pour amener les choses à une issue heureuse avec le moins de mal que se puisse....

¹ A ce moment, le professeur Pictet était encore nominalelement inspecteur général de l'Université de France.

Les événements marchèrent avec une telle rapidité, que ce projet, — assez étrange, il faut en convenir, — de faire administrer une vingtaine de départements français par des préfets genevois, ne reçut pas même un commencement d'exécution¹. Cependant le quartier général des Alliés était déjà à Troyes, que M. de Stein y pensait encore. Seulement, il avait décidé de réduire de 24 000 à 12 000 francs le chiffre des appointements à offrir à ces gouverneurs appelés du dehors, et cela « eu égard au système adopté par les Alliés, d'adoucir autant que possible les charges pour une population déjà épuisée, et parce qu'on ne doutait pas que les gens capables de remplir une telle mission et qui se décideraient à l'accepter, seraient mus par des mobiles plus relevés que le désir de gagner de l'argent. » (Lettre de Pictet à son frère.)

Parti de Bâle aussitôt après avoir accepté ses nouvelles fonctions, Pictet mit quatre jours et quatre nuits à atteindre Langres, contraint qu'il était d'attendre les chevaux de poste pendant plusieurs heures à chaque relai, sans oser se coucher de peur de perdre son tour, le tout par un froid de 8 degrés. A partir de Langres, il marcha constamment avec le quartier général. Sa position auprès de M. de Stein, qui lui-même, à ce moment, jouissait de la confiance particulière de l'empereur Alexandre, donne aux lettres qu'il écrivit pendant cette campagne un intérêt spécial.

A son frère.

Langres, 28 janvier.

Les Français ne forment qu'un vœu, mais ils ont été trop mâtés et trop énervés pour oser agir et donner le coup de manivelle qui rétablirait comme par enchantement l'ordre et la paix. Il paraît

¹ L'administration des pays conquis, en ce qui concernait le territoire de l'ancienne France, fut supprimée à la suite d'une convention signée le 23 août suivant.

qu'ils nous laisseront arriver jusqu'à Paris, avec ou sans bataille. Celle-ci ou celles-ci ne présenteront pas un millième de chance à Napoléon : il y a, du côté des alliés, d'énormes ressources en hommes, en discipline, en courage, en enthousiasme, contre un ennemi qui, aujourd'hui, a peu de tout cela.

Voici une commission délicate : il s'agirait de faire passer à notre cousin P.-D. [Pictet-Diodati] une lettre qui, je crois, sera incluse dans celle-ci. (Je dis *je crois*, parce qu'en ce moment, elle est entre les mains de l'empereur Alexandre.) Le but de cette lettre est de l'engager à se rendre à Nancy avec un aussi grand nombre de ses collègues remerciés qu'il sera possible¹. La même proposition parviendra à d'autres de ceux-ci. On leur neutralisera un canton dans lequel ils émettront librement, en leur qualité

¹ M. Pictet-Diodati se trouvait faire partie du Corps Législatif comme député du Léman, lorsque cette assemblée fut brusquement dissoute par Napoléon, le 29 décembre 1813. Cette tentative d'en réunir les membres à Nancy n'eut aucun succès. La convocation secrète dont il est ici question ne parvint entre les mains de M. Pictet-Diodati qu'au mois de *mars* suivant, grâce au désarroi des communications. Nous avons cette pièce sous les yeux : elle est de la main de Pictet de Rochemont, sans autre signature que les mots : *ex manu notus*, et conçue en ces termes :

Langres, 28 janvier 1814.

« Je vous écris, mon cher cousin, du grand quartier général.

» J'étais allé à Bâle pour remercier de la faveur qu'on nous a faite de remettre la République sur ses jambes. J'ai été conduit à accepter les fonctions de secrétaire général auprès du ministre chargé de l'administration des pays conquis. Je m'y suis décidé en voyant de près combien les vues sur la France sont sages et les intentions bienveillantes ; je suis donc sûr d'être associé à une œuvre de justice et de bonté.

» C'est dans ce même esprit qu'on a eu l'idée d'opérer, s'il est possible, la réunion des membres dispersés du Corps Législatif, ou du moins d'un certain nombre d'entre eux, dans un lieu franc et respecté des troupes, à l'effet d'y émettre librement le vœu du peuple français, dont vous êtes les représentants, concernant l'état présent et à venir de la France.

» Je pense en mon âme et conscience qu'aucune mesure ne pourrait être plus salubre et qu'elle est inspirée par les sentiments les plus libéraux et les plus nobles. Je vous adjure donc de toutes mes forces d'employer auprès de vos collègues l'influence que vos longs services et votre bon esprit doivent vous donner.

» Nancy est la ville désignée. Glissez-vous *separately in that direction*, et faites le bien de la France par une démarche qui peut être décisive pour elle. Je vous répète que c'est le désir seul d'abrèger et de ménager qui a fait inventer cet expédient.

» Adieu, mon cher cousin, au revoir et peut-être avant qu'il soit longtemps.

» *Ex manu notus.* »

de représentants de la Nation, le vœu du peuple sur l'état présent et à venir de la France. Cela me semble une mesure admirable si on peut réussir à les ameuter. D'ici, il est fort difficile de faire parvenir aucune lettre, parce que la défiance et les précautions sont extrêmes. M. De la Rive-Riliet pourrait te donner des idées sur la manière de faire arriver cet avis à Paris.... J'avais cru qu'on pourrait l'adresser sous couvert de banquier, en la jetant à la poste quelque part, mais on veut une voie qui compromette le moins possible celui ou ceux auxquels on s'adresse et le succès de la mesure en général. Fais donc pour le mieux. Garde la chose aussi secrète qu'il sera possible. J'ai répondu pour toi que si tu ne réussissais pas, la chose n'était pas praticable.

J'ai beaucoup interrogé, chemin faisant, en venant de Bâle ici, en prenant le ton et l'accent français. On m'a toujours répondu la même chose, savoir qu'il fallait savoir un peu souffrir pour faire finir des maux devenus insupportables ; qu'un seul homme s'opposait maintenant à la paix mais qu'on l'y forcerait bien. Et l'espoir d'en être débarrassé à jamais perçait dans tous les discours. Les paysans français parlent tous aujourd'hui comme s'ils étaient du cercle De la Rive ! La Harpe, avec qui je viens de passer une heure et qui est parti de Paris le 18, dit qu'on y tient le même langage.

Au même.

Chaumont, 4 février.

Je te préviens, cher frère, que Son Excellence, M. le ministre, baron de Stein, écrit à M. le comte de Bubna de se concerter avec toi pour organiser les départements de l'Isère, la Drôme, les Hautes-Alpes, le Mont-Blanc, le Léman (sauf la république de Genève qui est déjà organisée) et l'Ain, pour les soumettre à un gouverneur unique et à un commissaire tenant lieu de préfet dans chaque département.

Si tout cela n'est pas encore occupé par les Alliés, la chose ne tardera guère. Tu trouveras plus aisément des administrateurs à Genève pour ces départements rapprochés de nous, et par le fait, il sera heureux qu'on ¹ ne se soit pas pressé de se mettre en route

¹ Ce *on* désigne les Genevois sur lesquels MM. Pictet avaient jeté les yeux pour les départements de l'Est.

pour le grand quartier général. Celui-ci se rapproche trop rapidement de Paris pour ne pas faire perdre beaucoup de temps à ceux qui voudraient nous suivre.

On s'occupe vivement d'assurer les suites de la victoire du premier de ce mois. Bonaparte paraît déjà être coupé de Paris et il abandonne par conséquent les ressources qu'il aurait pu trouver sur la Loire. Il va se trouver entre les armées et la mer. Tout chemine grand train et pour le mieux. Les Augereau et les Suchet n'en ont pas pour longtemps. Si cependant les Suisses éprouvaient momentanément quelque inquiétude sur leur frontière, ils n'auraient que ce qu'ils ont mérité par leur mollesse et leur indécision.

Indique-moi, pour Paris, tous les gens bien pensants et capables qu'on pourrait employer, surtout ce que tu connais de bon dans le Corps Législatif. J'ai dit. Adieu.

A sa femme.

Bar-sur-Aube, 7 février.

...Nous avons été retardés quelques jours parce qu'il fallait déblayer la route et occuper les villes où l'on s'est défendu après la défaite de Brienne. Vitry et Troyes ont été pris, et probablement nous allons recevoir l'ordre d'avancer. L'empereur d'Autriche est encore ici ; Alexandre et le roi de Prusse sont en avant. Il est beau et encourageant de voir ces princes à l'avant-garde des armées, avec Schwarzenberg et Blücher.

Je ris *in petto* quand je pense que le laboureur de Lancy reçoit des prévenances et des visites intéressées de la part de ceux qui prétendent au gouvernement des provinces conquises, et dont le rang, les titres, les décorations rendent la chose plus comique encore¹. Si je n'observe pas le cœur humain, ce sera ma faute : les occasions ne me manqueront point. Je verrai de quelle manière on essayera de s'y prendre pour gagner un secrétaire général à qui on croit tout pouvoir et qu'on pourra supposer accessible. Cela me divertira, et je jouirai délicieusement de mon indépendante pauvreté au milieu des menées de l'intérêt. Il me

¹ Ces prétendants, est-il dit ailleurs, étaient, pour la plupart, « des seigneurs autrichiens qu'on ne se souciait pas d'écarter, cette partie du pays conquis étant dans leur division. »

faut cette compensation, — avec le sentiment du bien que je ferai ou du mal que j'empêcherai, — pour tous les sacrifices qu'entraîne l'éloignement de Genève, et pour les inquiétudes qui me tourmentent quand je pense à toutes les possibilités fâcheuses et à tous nos maux réels....

8 février, au matin.

Je viens de voir partir l'empereur d'Autriche pour Troyes. Hier au soir, on a appris la prise de Châlons et que Bülow était devant Cambray. Ainsi tout s'avance bien d'accord sur Paris. Je vois avec plaisir que l'intention est de le ménager et d'y entrer fort paisiblement.

Le 1^{er} février, l'empereur Alexandre avait conféré à Pictet de Rochemont le titre de conseiller d'Etat russe, « afin de lui rendre plus facile et plus agréable l'exercice de ses fonctions auprès du ministre. » Pictet n'accepta cette marque de faveur qu'après en avoir obtenu l'autorisation de son propre gouvernement.

« J'ai grand besoin, écrit-il à cette occasion, de tout ce qui pourrait me faciliter une besogne au-dessus de mes forces et de ma capacité.... J'arrive ici [à Troyes] fatigué et malade, après une nuit passée au bivouac. Je suis souffrant aussi de toutes les choses tristes qui frappent mes regards et mon imagination : une misère déplorable, une spoliation continuelle et violente, des figures désespérées, des difficultés de transport qui dépassent tout ce qu'on peut dire, des boues profondes, tous les cent pas des chevaux morts ou mourants, de temps en temps, un cadavre dont personne ne s'embarrasse, partout d'insupportables exhalaisons ;... puis des hurlements et des chants sauvages d'hommes qui semblent insulter aux souffrances de leurs semblables. Ah ! que suis-je venu faire ici ? »

La tristesse que lui inspirait ce spectacle n'allait cependant point jusqu'à lui faire souhaiter la cessation des hos-

tilités avant que le but de la guerre fût complètement atteint. En cela il ne faisait que réfléter les vues de l'inflexible Stein. Les goûts militaires de sa jeunesse s'étaient d'ailleurs réveillés, et c'est en homme du métier qu'il suivait les péripéties de la campagne. Lorsque, à un certain moment, les Alliés parurent disposés à suspendre leur marche en avant et à entrer en pourparlers avec celui que, dans le cabinet de M. de Stein, on appelait *Astaroth*, cette perspective remplit Pictet d'effroi.

Nous tenons Melun, écrit-il de Troyes, le 18 février. Bonaparte est à Meaux et nous sommes plus près de Paris que lui. Winzingerode et Bülow se sont réunis à Rheims hier, et marchent sur *** [illisible] et Paris, avec 120 000 hommes. Bonaparte en a 150 000 en face de lui, et, malgré sa jonction avec Macdonald qui s'est confirmée, seulement 60 à 70 000, *tout au plus*, avec lui. Son heure est venue. Il a évité toute affaire générale. Ses courriers interceptés le représentent comme à toute extrémité, *mais...* le prince Metternich est parti ce matin pour le quartier général de l'empereur Alexandre, et il n'y a pas de doute que c'est pour l'engager à faire la paix à des conditions qu'on peut dicter, « and which our friends over the sea seem to agree with ! Thus may slip down, between hand and lip, the sweet drop of good luck ¹. » Dans les quarante-huit heures qui vont suivre, le sort du monde se décidera pour des siècles !... Invente, si tu peux, un moment plus intéressant. Je n'oublierai ni l'université ni toutes les autres recommandations, cas avenant, mais Dieu sait quel cas adviendra ?

21 février.

Je crois, à tout prendre, qu'il est encore douteux qu'on se batte. Nous pourrions bien avoir dans le journal la proclamation d'un armistice, suivi d'une paix nécessairement mauvaise puisqu'elle serait faite *avec* lui !... Si cela est, que deviendrons-nous ?

¹ ...« et que nos amis d'au delà de la mer [les Anglais] paraissent disposés à accepter ! Ainsi pourrait bien se perdre, entre la main et les lèvres, le doux nectar d'une heureuse chance. »

Ces préoccupations ne le rendaient que plus instant auprès des ministres des Puissances pour obtenir d'eux, soit les garanties écrites, soit les allègements aux charges militaires que réclamait vainement, depuis plusieurs semaines, le gouvernement genevois. Il remit dans ce but deux notes successives à M. de Stein dans lesquelles il dépeignait, non sans vivacité, la position, fâcheuse à beaucoup d'égards, où on laissait la République. « Les assurances verbales de protection, de bienveillance et de pleine restauration que les monarques daignèrent donner à nos députés à Bâle, — lit-on dans la seconde de ces notes, 21 février, — n'ont été suivies d'aucun document officiel et authentique. Aucun titre rassurant pour la masse des Genevois n'a donc encore relevé leur confiance dans l'avenir. » La pièce se terminait ainsi :

« Je me résume, et je demande à Votre Excellence :

» 1^o De vouloir bien rassurer la population et le gouvernement de Genève en leur communiquant officiellement, au nom des trois Monarques, que leur indépendance est assurée, ainsi que l'agrégation de leur Etat à la Suisse.

» 2^o De s'intéresser à ce que notre ville et son territoire ne soient pas traités en pays conquis mais en pays *délivré*, et que le sort de la République soit assimilé à celui de Bienne, qui est traitée comme suisse.

» 3^o D'intervenir pour que notre artillerie nous soit restituée, avec les munitions qui ont été enlevées, selon les états signés.

» 4^o Enfin, de faire, auprès de l'autorité militaire, des démarches tendant à faire suspendre le travail des forts en terre et en bois dont on projetait d'entourer Genève. »

L'enlèvement de la presque totalité de leur belle et nombreuse artillerie par les Autrichiens avait été un crève-cœur pour les Genevois. Ils ne comprenaient rien à cette

spoliation pratiquée sur une ville amie. Indépendamment de la perte matérielle considérable qui en résultait pour eux (les 87 bouches à feu confisquées étaient évaluées, avec leurs munitions et projectiles, à plus d'un demi-million de francs), ils attachaient une valeur de sentiment à ces magnifiques pièces armoriées qui représentaient à leurs yeux le fruit des économies de leurs pères, et que les Français eux-mêmes, en suite des stipulations de l'acte de réunion, avaient respectées entre leurs mains¹. Pictet mit donc un zèle particulier à les réclamer, tout en se résignant d'ailleurs sans peine à ce que, tant que durerait la guerre, les Alliés s'en servissent contre l'ennemi commun. « Je ne négligerai, écrit-il, aucun moyen pour nous assurer la restitution de notre artillerie *quand elle aura fait son devoir*, ce que je me suis montré et me montrerai fort désireux qu'elle fasse. »

Dans une lettre que M. de Stein écrit de Bâle à sa femme (janvier 1814), nous le voyons s'égayer sur le compte des diverses députations suisses, et sans doute aussi sur les Genevois. Dans leur insistance pour qu'on s'occupât immédiatement d'eux, ces messieurs lui avaient paru perdre un peu trop de vue la tâche immense que les Alliés avaient sur les bras. « J'avoue, écrit le ministre, que je suis obligé de contracter mon rayon visuel pour pouvoir me mettre à la portée de ces petites affaires.... On ne peut s'empêcher, d'ailleurs, de vouloir du bien à ces gens-là ; ils sont honnêtes, sensés, éclairés, respectables et d'un commerce fort agréable². » Aussi n'avait-il point attendu

¹ On sait que ces canons, après avoir été emmenés jusqu'en Autriche, furent, au bout de quelques mois, rendus aux Genevois par François II, grâce aux démarches du colonel Pinon. Leur retour à Genève fit l'objet de réjouissances publiques. Le gouvernement issu de la révolution de 1846 les vendit à peu près tous pour la fonte en 1848. Il n'en subsiste qu'un ou deux spécimens relativement insignifiants.

² J.-R. Seeley : *Life and times of Stein*, t. III, p. 345.

la seconde note de Pictet pour recommander ses concitoyens à M. de Bubna. Le 1^{er} février, celui-ci annonçait au conseiller Micheli qu'il venait de recevoir une lettre du ministre lui rappelant que *Genève et le Valais devaient être considérés comme républiques libres et indépendantes*. Ce fut peut-être pour prouver que lui aussi « voulait du bien » aux magistrats genevois, bien qu'il leur fît parfois des scènes, que, à quelques jours de là, lorsque la ville se vit de nouveau menacée par un retour offensif des Français, le général autrichien manifesta à M. Fabry de Gex, conseiller de préfecture, son intention de prendre des otages parmi les notables du département du Léman, afin d'assurer, disait-il, la sécurité personnelle des membres du Conseil provisoire. « Je crois que je commencerai par vous, ... » ajoutait-il. Les magistrats furent les premiers à supplier M. de Bubna de renoncer à ce projet.

Du 21 février au 4 mars, par suite du retour offensif dont il vient d'être question, l'inquiétude fut générale dans Genève. Le 28 février, la ville fut mise en état de siège, et le 2 mars, sur les injonctions de M. de Bubna lui-même, le gouvernement provisoire dut se dissoudre. Le général insista de plus pour que ses membres se retirassent dans le canton de Vaud. Il sembla alors que l'indépendance un instant reconquise fût sur le point d'être reperdue à nouveau.

L'alarme eût été bien plus vive encore si les Genevois s'étaient doutés à ce moment-là que Napoléon venait d'envoyer au général Dessaix l'ordre de reprendre Genève à tout prix, et d'ouvrir sur elle, au besoin, le feu à boulets rouges. Dessaix refusa noblement de se prêter à un acte aussi inhumain. Quoi qu'il en soit, du 27 février au 1^{er} mars, ils purent assister du haut de leurs remparts à une série de combats qu'Autrichiens et Français se livrèrent entre Saint-Julien et Archamp.

Il paraît prouvé que ce fut à la maladresse d'un des leurs que les Français durent, à ce moment-là, de ne pas pouvoir remettre la main sur Genève.

M. de Bubna, inquiet sur sa position, semblait s'être résigné à l'idée d'abandonner la ville. Ses bagages étaient chargés, tout était disposé en vue d'une évacuation immédiate, lorsque survint un incident inattendu et providentiel. Laissons-le raconter à un témoin oculaire.

« Hier, 3 mars, à deux heures, écrit M.-A. Pictet à son frère, M. de Bubna reçut un parlementaire, le capitaine du génie Couchaud, lequel le somma verbalement de la part du général Dessaix (alors à Carouge), *d'évacuer la place dans trois heures*. Peu s'en fallut que le général ne le mît dehors par les épaules. Couchaud s'en retourna comme il était venu. J'arrivai chez M. de Bubna quelques instants après cette scène et je le trouvai dans une grande colère et fort décidé à n'entrer dans aucun pourparler avec des gens qui le traitaient de la sorte. »

Ainsi l'arrogance de ton d'un simple subalterne suffit pour changer les dispositions du chef autrichien. Bubna se décida à tenir bon. Dans les vingt-quatre heures qui suivirent, on reçut des nouvelles dont l'effet fut de modifier la situation du tout au tout. Une colonne française qui descendait par Saint-Cergues sur Nyon pour prendre le corps de Bubna entre deux feux, venait de rétrograder subitement pour s'opposer au général Banchi marchant sur Lyon. Genève était sauvée.

Aussi, lorsque, le lendemain, M. Fabry de Gex se présenta chez M. de Bubna pour lui renouveler, de la part du général Dessaix (qui ignorait encore les événements), l'injonction d'évacuer la place, trouva-t-il le commandant autrichien, non plus en colère comme la veille, mais gai, au contraire, et même goguenard.

« M. de Bubna m'a fait mander, continue le professeur Pictet, pour entendre raconter par M. Fabry son entrevue avec Dessaix. Il a écouté ce récit en ricanant. Il trouve, à l'heure qu'il est, sa propre position très bonne, sachant que la colonne du Jura, loin d'avancer, s'en retourne sur Lyon ; sachant que le pays de Gex est déjà évacué et qu'on est bien loin d'être en mesure de l'attaquer dans Genève. On ne pourrait passer l'Arve que sur le pont de pierre (tous les autres sont brûlés), et ce pont est commandé à portée de mitraille par six pièces que je vois de ma fenêtre sur la terrasse Pictet à Champel.

» Aujourd'hui, le général a publié le bulletin dont ci-joint copie, sur un engagement assez brillant qui a eu lieu, le 2, au delà de B. [?], et qui le met en pleine sécurité de ce côté-là.

» Hier, aucun de ces éléments de sécurité n'existait au moment où on lui envoya le parlementaire incivil. Sans cette étourderie, il est possible, et je dirai même probable, qu'il eût prêté l'oreille à une proposition raisonnable d'évacuation. Aujourd'hui, il y est complètement sourd. La ville est toute remontée par cet ensemble de nouvelles. »

Elle le fut davantage encore lorsque, quinze jours plus tard, on reçut l'avis que Lyon était occupé. Ce ne fut toutefois que le 27 avril suivant qu'une proclamation annonça aux Genevois que le gouvernement national reprenait ses fonctions. Une adresse signée par l'universalité des citoyens lui en avait exprimé le désir. Mais n'anticipons pas.

A la nouvelle des dangers qui menaçaient sa patrie, Pictet de Rochemont s'était hâté de quitter le quartier général pour venir rejoindre sa famille, mais non pas à Genève, où M. de Bubna estimait que la présence des membres de l'ex-Conseil provisoire constituerait pour lui un embarras et, en cas d'entrée des Français, un risque

de plus pour la ville en augmentant l'irritation de l'ennemi. Ce fut à Vinzel que Pictet s'établit provisoirement avec les siens. Il retrouva dans le canton de Vaud la plupart de ses collègues et put se concerter avec eux en attendant l'issue des événements.

Le 9 mars, il écrit de Lausanne à son frère resté à Genève :

Après avoir passé cinq jours à Vinzel, nous sommes revenus ici pour conférer avec MM. les syndics Lullin et Des Arts et quatre ou cinq conseillers, M. d'Ivernois compris. Nous sommes tous d'accord qu'il convient que je tienne mes bottes graissées et le pied à l'étrier, pour mettre le cap sur Paris dès l'instant qu'on aura la certitude qu'on y est entré ou entrant.

*Vinzel, 22 mars*¹. — J'ai eu aujourd'hui la visite des deux syndics et de d'Ivernois. Nous sommes convenus que celui-ci ira à la Diète pour voir les deux Ministres et mettre à profit la bonne volonté de Lebzeltern, sans le séparer de son collègue Capo d'Istria. Turrettini, avec lequel je dînerai demain, t'expliquera mieux la chose. Une lettre de d'Ivernois à son ami Vansittart, le chancelier de l'Echiquier, que le jeune Necker doit porter, est un vrai chef-d'œuvre, mais Bonaparte n'y est pas plus ménagé que je ne l'épargnerai moi-même dans mes conversations avec Stein ! Je ne sais plus au reste quand ces conversations auront lieu, et comme le dit très bien M., on ne sait pas ce qu'on veut, ni si l'on veut quelque chose ? C'est déplorable au delà de toute expression. On perd incalculablement en ne gagnant pas du terrain, et chaque jour de retard gâte les choses dans une rapide progression. Maintenant, lors même qu'on entrerait à Paris, la chose pourrait bien n'être point finie, tant on a bien réussi à mettre la nation contre soi....

23 mars. — Les arrivants de Genève nous ont apporté la nouvelle de l'évacuation de notre bassin par les Français.... Que dire

¹ Dans cette lettre et les suivantes, tous les noms propres sont remplacés par de simples initiales.

de cette marche de plus en plus incertaine de la grande armée alliée ? On s'y perd. Il y a pourtant une manière de tout expliquer, mais elle est triste.... Je me suis entendu à fond avec d'Ivernois. Pendant qu'il sera auprès de Lebzelttern et de Capo d'Istria, nous correspondrons par toi, tant que je suis en Suisse. Une fois à Paris, nous correspondrons par Bâle. Cas arrivant, il sera prêt à venir me rejoindre à Paris, soit pour m'aider, soit pour prendre *the lead* [la tête] s'il en est le plus capable, comme je le crois. J'en suis parfaitement content ; c'est un admirable instrument à employer.

J'écris à M. de Stein sur notre situation. Je donnerai ma lettre à Necker ; je crains la poste, et lui (S.) aussi.

27 mars. — Je reçus hier ta lettre de la veille à Rolle même, à côté du syndic Lullin qui en recevait aussi une de toi, qu'il me fit lire.

C'était tout à fait mon avis de ne reprendre les places [de Syndics et Conseillers provisoires] que par invitation supérieure, et avec la certitude morale de jouir des attributions qui appartiennent aux magistrats d'une nation indépendante. C'est dans ce but et dans cet esprit que j'en ai écrit l'autre jour à M. de Stein et que d'Ivernois va travailler à Zurich. L'interrègne ne me paraît pas avoir eu les conséquences que craignait Lullin et qu'il redoute moins depuis que nous en avons causé, à ce qu'il m'a paru. Cette répugnance à reprendre les fonctions, motivée comme nous le faisons, donne aux magistrats qui ont résigné, une attitude digne.... Il faut saisir l'occasion de faire valoir un juste sentiment de fierté blessée, qui explique de reste l'acte de résignation.

Je veux te donner à temps une idée que j'ai pour toi. Je voudrais que tu songeasses à entrer en Conseil à ma place. Je n'ai jamais eu l'idée d'y rester une fois que la barque serait à flot. C'est même par une exception à l'ancienne loi de Genève qu'on m'a conservé ma place dans le gouvernement depuis que je suis Conseiller de S. M. l'empereur de Russie. La chose serait mal vue de plusieurs, et avec raison.... Tu pourrais rendre de grands services comme magistrat, sans rien perdre d'ailleurs de ta consistance comme professeur à l'Académie, ou plutôt à l'Université, car nous aurons, je l'espère, à Genève, une belle et bonne Université ! J'ai dit.

J'augure bien mal des affaires militaires là-bas. *Downright felony* [une trahison positive] me paraît seule pouvoir expliquer l'inaction de Schwarzenberg et la manière dont Napoléon le ménage. Le sang bout... mais inutilement ! Un des derniers mots que me dit Stein fut « qu'il en avait des hommes par-dessus les yeux. » L'avilissement, la fausseté, la trahison effectuée ou prévue lui arrachaient cet aveu dont je tirai déjà alors de fatales conséquences, vu l'à-propos qui l'amena.

D'Ivernois t'écrit des choses à me faire passer. Nous sommes convenus, lui et moi, de ne pas nous écrire directement. On ouvre les lettres à Lausanne et peut-être à Berne.

Vinzel, 6 avril. — J'envoie ma chaise de poste à Genève pour être prêt à en partir au premier jour, selon le désir manifesté par nos messieurs et que Turrettini m'a transmis.

Jusqu'à présent, je ne comprends pas ce que je pourrai faire. Quand je serai à Lyon ou à Paris, je ne servirai pas les intérêts de la République. Notre sort dépend aujourd'hui d'événements qui vont s'accomplir à Paris ou dans son voisinage, et nullement d'un peu plus ou d'un peu moins de bienveillance à obtenir de M. de Metternich personnellement. En supposant la grande partie gagnée, *Zurich* nous importe plus que le quartier-général de Dijon. Si elle se perd, nous sommes perdus avec. S'il y a défection, nous sommes perdus également, vu la manière dont la Suisse est cernée. Enfin, il est probable que si j'essayais de pousser plus loin que Dijon, je serais confisqué dans quelque trou, si ce n'est pire¹. Cependant, je suis tout prêt à partir si l'on persiste.

On persista, et à peu de jours de là Pictet se remettait en campagne. Cette fois, il était accompagné de son neveu par alliance, M. J.-G. Eynard-Lullin, dont le zèle et le jugement lui furent d'un grand secours dans cette circonstance et dans d'autres par la suite. Les voyageurs se rendirent d'abord à Lyon où, ayant appris que l'empereur

¹ « Les partisans fatiguent les derrières de l'armée alliée, » lui avait écrit Turrettini.

d'Autriche et les ministres de Metternich et de Stein venaient de quitter Dijon pour Paris, ils se dirigèrent sur cette dernière ville.

De Lyon à Paris, raconte Pictet, nous eûmes soin d'interroger un très grand nombre d'individus de tout état, surtout des militaires, dont les routes étaient couvertes. Ils s'en allaient chez eux sans ordre et sans feuille de route. Tous, sans exception, regrettaient Bonaparte et déploraient que la France eût été *trahie* : c'est l'expression qu'ils employaient. Le peuple était humilié de la conquête, se plaignant des vexations commises par les troupes étrangères, espérant peu de l'avenir, mécontent de ce qu'on avait rétabli les Droits-réunis aussitôt après les avoir supprimés. La cocarde blanche dominait dans quelques villes, se montrait à peine dans d'autres, et nulle part nous ne trouvâmes de l'enthousiasme pour les Bourbons.

Bonaparte était à la veille de quitter Fontainebleau lorsque nous y passâmes.

M. Eynard observe de son côté dans son journal que les Français se voyaient avec peine redevenir les égaux des autres nations. « Il nous a paru, dit-il, que tous regrettaient la petite portion de gloire qui revenait à chacun d'entre eux des triomphes de leur chef et des succès de ses armées. » Cette disposition se faisait remarquer jusque chez les adversaires déclarés du régime déchu. Au théâtre, le même public qui venait de verser des pleurs d'attendrissement à la vue de Louis XVIII rentrant dans sa capitale, saisissait avec empressement, dans le texte des pièces, les moindres mots susceptibles d'être retournés contre ces vainqueurs étrangers auxquels, cependant, la France était redevable du retour des lys.

Cette manie puérile atteignit son apogée le jour (31 mai) où l'on donna pour la première fois les *Etats de Blois* de Raynouard.

Cette tragédie a eu un grand succès, écrit M. Eynard. Le moment était favorable pour donner cette pièce. Bonaparte l'avait proscrite. Elle est d'ailleurs parfaitement versifiée. Le public a applaudi avec discernement les meilleurs morceaux. Deux vers, qui ont été acclamés avec une sorte de fureur, montrent combien les Français désirent encore la guerre. Ce sont ceux que l'auteur a mis dans la bouche de Henri IV parlant à Crillon :

Quand pourrons-nous, Crillon, unir notre vaillance
Pour maintenir l'honneur des armes de la France.. ?

On a obligé l'acteur à répéter ce passage. Je n'ai jamais vu d'élan plus prononcé de la part du public. Il est assez remarquable que ces velléités guerrières, qui proviennent de l'amour-propre humilié, se manifestent précisément le jour où l'on vient de proclamer la paix et où l'on annonce que cette paix est honorable pour la France ! Cette ardeur belliqueuse nous prépare encore de grands malheurs.

Un pareil état des esprits, joint à des divergences de vues assez prononcées entre les cabinets alliés quant aux conditions à imposer à la France, ne présageait rien de bon pour la mission de l'envoyé genevois. Cette mission devait consister à obtenir des Puissances :

1° L'effet des promesses articulées ou des espérances données à Bâle, — savoir l'incorporation de Genève à la Suisse en qualité de canton ; une accession de territoire que la rendît contiguë au moins avec le canton de Vaud ; le désenclavement du territoire genevois.

2° La cessation des travaux de fortification dans le voisinage de la ville ; le dégrèvement des charges pécuniaires ; la restitution des canons enlevés.

3° Enfin, le négociateur était chargé d'aviser aux moyens de faire rétablir le gouvernement provisoire dans ses pouvoirs, avec faculté de n'en reprendre l'usage qu'en temps opportun.

Dans la dernière de nos réunions particulières, tenue chez Monsieur le premier syndic, le 8 mars, — lit-on dans le rapport de Pictet, — l'avis qui prévalut sur la question de territoire fut, dans le cas où je serais admis à influencer sur la détermination des limites, de resserrer plutôt que d'étendre la concession à demander ; de viser à être contigu au canton de Vaud ; de ne prendre que ce qui serait indispensablement nécessaire pour être reçu au nombre des Cantons ; de lier entre elles les parties de notre ancien territoire, et d'obtenir la cession de Carouge moyennant des compensations au roi de Sardaigne.

Comme les promesses faites à Bâle nous donnaient lieu de compter sur la cession du Pays de Gex, je reçus pour instructions d'obtenir un abandon formel des droits de Louis XVIII sur cette petite province, en faisant valoir les anciens titres de la République. Il me fut recommandé, dans le cas où la munificence des Puissances Alliées s'étendrait jusqu'aux limites de nos mémoires remis à Bâle, de ne pas m'y refuser ; enfin, de tirer parti des circonstances pour obtenir, s'il était possible, que la République fût dotée d'un territoire contigu à la Suisse, arrondi, bien limité, plutôt petit que grand, mais suffisant pour que le Corps Helvétique ne repoussât pas Genève en qualité de canton.

Je fus également chargé d'aviser au meilleur moment pour complimenter MONSIEUR et peut-être Louis XVIII, au nom de la République. C'est dans ce but que je fus muni de blanc-seings que jè pourrais transformer en lettres de créance quand le moment serait venu d'en faire usage.

Il résulte de ce qui précède qu'au commencement de mars 1814, le Conseil se montrait déjà moins pressé qu'il l'avait été deux mois auparavant, de voir augmenter dans une proportion sensible le territoire genevois. Au bout d'assez peu de temps, toutefois, on revint au « plan étendu. » Puis la crainte des risques à courir par des annexions inconsidérées reprit le dessus. Ces tergiversations, ces scrupules — parfaitement compréhensibles, étant donnés le passé et les traditions de la République — indiquent chez les auteurs de la restauration une absence

complète de parti pris et prouvent qu'ils ne méritaient pas plus le reproche d'étroitesse systématique que celui d'ambition démesurée. En fin de compte, quand tout eut été définitivement réglé, il se trouva qu'on avait reçu plutôt moins qu'on ne l'eût souhaité ; mais l'ère de prospérité paisible qui suivit la restauration ne tarda pas à consoler les Genevois du fait d'être restés petits ¹.

Le tableau que l'habile auteur de l'*Histoire de la restauration de Genève* a tracé de l'activité de Pictet de Rochemont dans les diverses négociations dont il fut successivement chargé, nous dispense d'entrer à cet égard dans de longs détails. Nous préférons, pour cette première mission de 1814 comme pour les suivantes, compléter le récit de M. A. Rilliet par des documents inédits, et en particulier par des extraits de la correspondance du négociateur. Adressées au secrétaire d'Etat A. Turrettini de Villettes et écrites sur le ton de l'intimité, ces lettres n'en étaient pas moins destinées à tenir le gouvernement genevois au courant de tout ce qui se passait. En vue de déjouer autant que possible la curiosité des *cabinets noirs*, qui, à cette époque, fonctionnaient à peu près partout, Pictet faisait usage d'un chiffre pour les noms propres.

On vient de voir quels étaient les différents objets qu'il était chargé de poursuivre à Paris. Ces objets ne furent pas tous atteints du premier coup. Ni le moindre agran-

¹ M.-A. Pictet écrit de Genève, le 13 mai 1814, à son frère :

« *Tot capita, tot census* dans le Conseil même sur la question du territoire futur !... Tu dois t'en apercevoir dans ta correspondance. Une *même tête* change aussi d'opinion à cet égard du jour au lendemain. Qu'en conclure, sinon qu'il faut que la solution de cette question difficile et délicate nous vienne de l'extérieur à l'intérieur ? Consulter les convenances de ceux [les Suisses] qui nous reçoivent sous des conditions d'utilité dont ils sont meilleurs juges que nous, et prendre une attitude passive qui sied toujours aux petits et ne laisse point de levain pour l'avenir. Bien entendu, cependant, que nous ne resterions pas *tels que jadis*, ce qui équivaldrait à nous rendre français dans quelques années. »

dissement territorial, ni la contiguïté au sol suisse, ni le désenclavement des parcelles cernées n'avaient encore été obtenus lorsque fut signé, le 30 mai 1814, le premier traité de Paris. Le seul avantage — très important, à la vérité — que Genève retira de cet acte international fut d'être reconnue indépendante et de se voir réunie, par le *fiat* des Puissances, à la Confédération Helvétique. Il faut reconnaître toutefois que la cessation des travaux de fortification, le dégrèvement des contributions de guerre, la restitution de l'artillerie enlevée, enfin la réintégration des Syndics et Conseil provisoires furent autant de bienfaits qui découlèrent du traité du 30 mai.

L'impression que laisse avant toute autre la lecture de la correspondance de Pictet, surtout pendant cette première mission, est celle du *courage* du négociateur ; c'est le mot qu'employèrent ses collègues lorsqu'ils voulurent consigner dans le registre de leurs délibérations le sentiment qu'ils avaient de ses services. Combattu ouvertement par les uns, mal soutenu, si ce n'est même franchement abandonné par d'autres ; tantôt contrecarré par de sourdes menées ou par des manifestations maladroites parties de Genève, tantôt se heurtant à une froideur systématique de la part d'hommes d'Etat qu'il était en droit de considérer comme les protecteurs naturels de sa patrie ; avec cela, fatigué, souffrant des yeux, de l'estomac, ... jamais Pictet n'abandonne la partie. Il multiplie les démarches, les visites, il fait antichambre pendant de longues heures chez les ministres, il écrit lettres sur lettres alors même qu'il est à peu près sûr que ces lettres resteront sans réponse.

Au milieu de ses anxiétés et de ses déboires, son principal, presque son unique reconfort, fut la bienveillance du loyal baron de Stein. Mais le crédit de cet homme d'Etat

étranger aux intrigues de cour avait baissé depuis les audiences de Bâle. « Il blâmait, raconte Pictet, l'excès de facilité, la générosité exagérée qui mettait sur le même pied vainqueurs et vaincus et ferait bientôt croire à ces derniers qu'on les redoutait. Il ne se mêlait plus de la France, disait-il ; il professait le dégoût des affaires et le désir de retourner chez lui. »

La défection de l'empereur Alexandre à l'égard de Genève et de la Suisse, au cours des négociations du mois de mai, défection due à une ostentation de magnanimité qui s'exerçait, dans ce cas particulier, aux dépens de ceux-là même qu'on prétendait protéger, fut pour la cause que servait Pictet le coup le plus sensible. Mais les Genevois n'apprirent que plusieurs mois plus tard le tour que leur auguste protecteur leur avait joué en cette occasion. Voici en quels termes la chose se trouve racontée dans le journal tenu par M. Eynard au congrès de Vienne.

24 octobre 1814. — Ce matin, nous sommes allés à neuf heures chez M. de Wessenberg, commissaire autrichien désigné pour s'occuper des affaires de la Suisse. Nous l'avons trouvé parfaitement au fait de toutes les convenances de notre canton et de la Confédération. Il sent aussi bien que nous que les frontières militaires que nous proposons sont de toute nécessité, et que Genève ne peut se passer du Pays de Gex. A cette occasion, il nous a dit que M. de Nesselrode avait été cause que nous n'avions pas eu l'arrondissement de Gex, lors du traité de Paris. Sur l'étonnement que nous en avons marqué il a ajouté : « Je vais vous donner la preuve que nous avons déjà obtenu pour votre canton la plus grande partie de ce territoire. » En disant ces mots, il a été chercher une liasse de papiers contenant les protocoles originaux des conférences de Paris. Nous y avons vu avec une surprise mêlée du plus vif regret que, le 10 mai, les plénipotentiaires alliés avaient demandé que la France cédât au canton de Genève tout le Pays de Gex, y compris Collonge et le fort de l'Ecluse. Le 12 mai, le ministre de France consentit à abandon-

ner aux alliés toute la partie du pays qui sépare Genève du reste de la Suisse, en se réservant seulement Collonge et le fort de l'Ecluse. Le papier portant cette cession est signé par toutes les Puissances et par M. Laforêt, plénipotentiaire français autorisé par M. de Talleyrand !

Nous demandâmes alors à M. de Wessenberg ce qui avait pu faire revenir sur cette détermination, une fois prise. « Une générosité déplacée de l'empereur Alexandre, répondit-il ; il disait toujours que la paix n'était pas assez avantageuse à la France, et M. de Nesselrode vint déclarer de la part de son maître qu'il fallait rendre à la France le Pays de Gex qu'elle avait cédé. Et c'est ainsi qu'on annula cette disposition. »

Pictet écrit de son côté à Turrettini, de Vienne, ce même 24 octobre 1814 :

...Ensuite, conférence avec Wessenberg. Edification complète, nous prêchions un converti, et tellement converti qu'il nous a fait voir l'original du protocole par lequel *le Pays de Gex nous était formellement cédé*. Collonge et le fort de l'Ecluse étaient seuls réservés. J'ai lu de mes propres yeux, au bas de cette pièce, la signature du bras droit de Talleyrand, Laforêt, en date du 12 mai. Conçoit-on que cela ait été défait par la *sur-générosité* dont on se repent maintenant sur le sac et la cendre !... Et quel guignon que La Harpe ait été invisible pendant le cours de cette crise, qu'il a ignorée et sur laquelle je lui aurais donné l'éveil !... Je crois que je me pendrais si je n'avais fait tout ce qui était faisable. Enfin, on avait cédé,... pourquoi ne céderait-on pas encore ?

Revenons à la correspondance de Pictet pendant son séjour à Paris.

A Turrettini.

21 avril. — Je sors de chez M. de Stein. J'y ai appris des choses intéressantes, mais je juge qu'il n'est plus en mesure de nous rendre des services. Il a de l'humeur de ce qu'on est par trop généreux. Il croit qu'on fait même le mal des Français. Il

dit que Bonaparte est parti hier pour l'île d'Elbe ; il est fâché qu'on l'y envoie. J'ai vu là le général Pozzo di Borgo partant aujourd'hui pour Londres, pour aller chercher Louis XVIII. M. de Stein et lui m'ont extrêmement bien accueilli. J'ai rappelé d'Ivernois à leur souvenir.

M. de Stein m'a dit que je devrais me faire envoyer des pleins-pouvoirs auprès de Louis XVIII. Je désire beaucoup qu'on les donne à un autre, parce que je ne veux pas passer ma vie à Paris, et que, passé ce coup de collier, je retournerai à ma chère charrue.

A son frère.

22 avril. — Lord Castlereagh, qui m'avait appointé hier chez lui, m'a fait manquer une séance curieuse de l'Institut où étaient Alexandre et Frédéric-Guillaume, et que le Dr Marcet m'a contée, car il est ici. Je l'ai vu entrer tout à l'heure et me serrer dans ses bras, malgré l'usage anglais qui le défend.... J'ai envoyé ce matin à Turretini une relation faite par Eynard de l'entrée du duc de Berry, dont nous avons été témoins ; je t'y renvoie. Je suis singulièrement étonné du talent de rédaction d'Eynard. Il est on ne peut plus agréable à vivre. J'en fais mon secrétaire de légation. Il me sera de secours comme conseil, car son jugement dans les affaires est parfait.

M. de Stein m'a dit que peut-être il y aurait avantage à réimprimer l'*Exposé* du chevalier¹, mais après avoir pris tous les renseignements qui constateraient les faits allégués, « puis, a-t-il ajouté, en vous le faisant revoir pour... ôter les injures. » Ce n'est pourtant pas qu'il y en ait dans cet écrit. Quant à lui (Stein), il ne s'en fait pas faute. Sais-tu que nous allons avoir la Baronne²? Son fils la précède et l'annonce. Qu'elle vienne!... elle ne gâtera rien ici, on y est fait à tous les feux du monde....

Il est curieux à quel point, quatre mois après leur restauration, les Genevois étaient encore dans le vague quant au sort qu'on leur réservait. Pictet de Rochemont, que ses

¹ *Exposé de la situation de l'Empire français et des comptes des finances* (etc)., par sir F. d'Ivernois. Londres, 1813 ; 2^e édition, 1814.

² M^{me} de Staël.

concitoyens considéraient comme plus que personne à la source des nouvelles, n'était guère moins ballotté qu'eux entre la crainte et l'espérance, tant certains faits lui semblaient en désaccord avec les assurances de la diplomatie.

Quand je vois, écrit-il à Turrettini, le 28 avril, que mes trois notes pressantes au prince de Schwarzenberg, l'envoi de ma lettre de créance à M. de Metternich, sont demeurés sans réponse ; quand je vois que lord Castlereagh me répond d'une manière embarrassée et énigmatique sur la Savoie, je suis disposé à m'inquiéter et à croire que tout le micmac que nous avons vu chez nous et autour de nous, ces choses données, reprises, contredites et embrouillées comme à dessein, que tout cela, dis-je, cache, de la part de la maison d'Autriche, le projet de se faire donner, pour l'époux de la princesse de Savoie, une partie ou le tout de la dite Savoie, Genève compris, comme l'équivalent de ce qu'on cédera du Milanais et comme un moyen de cerner et de régenter la Suisse ! Mais quand je vois que mon patron [Stein] demeure ferme dans ses assertions opposées et ne parle de la cession de partie de la Savoie aux Bourbons que comme d'un moyen d'acheminer plus sûrement la liaison de l'autre partie à la Suisse ; quand je vois que la Prusse nous félicite d'être République et encourage nos magistrats à persévérer ; quand je vois les lords L. [Liverpool] et B. [Bathurst ?] s'expliquer nettement et vivement sur notre renaissance républicaine, ... je me dis que la maison d'Autriche aurait beau vouloir, — on ne consentirait jamais à lui faire cette fantaisie, — et je me rassure.

Quant aux menées des faux-frères, des espéreur de places et de la basoche alarmée, j'en fais fort peu d'état. Ils sont trois ou quatre qui s'écrivent, de Genève à Paris et de Paris à Genève, que le vœu d'un grand nombre serait... ; qu'il pourrait être utile à Genève de... ; que, dans le cas où nous serions condamnés à être place de guerre, mieux vaudrait être frontière de France que frontière de Suisse..., etc. Ces mauvais raisonnements de l'intérêt étroit de quelques mauvais citoyens n'indiquent pas qu'il y ait un *parti français* proprement dit. Que Messieurs du Pays de Gex restent Français s'ils y tiennent, et qu'ils nous laissent ce que nous étions..., je dis encore : amen !

Une lettre de Genève, arrivée aujourd'hui, prétend que la Suisse ne veut pas de nous, et l'écrivain insinue que cela nous conduit à être Français. Je crois que quand, — par impossible, — les Genevois offriraient de se donner aux Bourbons, ceux-ci nous refuseraient. J'en ai pour indice que, bien que je ne fusse pas accrédité auprès du gouvernement français, j'ai reçu (moi, ministre de la République près les Puissances Alliées, et sur ma première demande) l'invitation de me rendre aux Tuileries pour faire ma cour à MONSIEUR, et que j'en ai été gracieusement accueilli, ce qui n'aurait pas été le cas si l'on avait eu quelque arrière-pensée fâcheuse à notre égard.

On estime qu'il y a eu de 900 à 1000 individus admis au château des Tuileries aujourd'hui. Depuis les maréchaux de France jusqu'aux simples gardes nationales, depuis les Evêques, les Sénateurs, les Conseillers d'Etat, l'ancienne et la nouvelle noblesse jusqu'à des bourgeois de Paris en chapeau rond, il y avait de tout. Les présentations ont duré trois heures. MONSIEUR est déjà chéri ; on n'entend plus que des malédictions sur *Buonaparte* ! M. Eynard et le Dr Marcet m'ont accompagné [aux Tuileries] comme appartenant à la légation, et ont été présentés.

4 mai. — Hier, par le plus beau temps du monde, eut lieu la magnifique et touchante cérémonie de l'entrée du Roi.

J'étais très bien placé à une fenêtre du premier étage, rue Saint-Denis, puis après le défilé du cortège, je me rendis au château des Tuileries pendant que le Roi et Madame d'Angoulême faisaient leurs dévotions à Notre-Dame. Je me plaçai au bas du grand escalier où Sa Majesté descendit de voiture, ainsi que MADAME. Le Roi ressemble à Louis XVI ; il a beaucoup d'embonpoint, souffre de la goutte et a de la peine à marcher. Sa physionomie est douce et bienveillante ; il avait l'air ému et heureux, MADAME a de beaux traits et une expression sensible. A son entrée dans la rue Saint-Denis, elle avait les yeux mouillés de larmes.... Il est impossible d'exagérer l'enthousiasme de la population parisienne dans cette circonstance. Mais les vieilles troupes de la garde de Bonaparte qui figuraient dans le cortège comme les représentants de l'armée, étaient tristes et montraient de l'humeur. Elles ne poussèrent pas un cri de *vive le Roi*, bien que la garde nationale de Paris, à pied et à cheval, et la totalité des

spectateurs leur en donnassent l'exemple. J'observai même plusieurs gestes d'impatience parmi les grenadiers de la garde, comme s'ils eussent juré de ne pas crier, quoi qu'on pût faire pour les y encourager. Cette humeur tient beaucoup à ce qu'il leur est dû de 8 à 25 mois de solde ; ils ont déclaré qu'ils ne crieraient *vive le Roi* que lorsqu'on les aurait payés.

L'attitude du représentant de l'Angleterre, lord Castle-reagh, fut pour Pictet un sujet de grand désappointement. A Bâle déjà, ce diplomate n'avait guère témoigné que de l'indifférence à l'égard de Genève. A Paris, il se montra plus froid encore, déclara qu'il lui était impossible, pour le moment, de se mêler de cette affaire, et dans les discussions soulevées par la ratification du protocole du 12 mai, portant cession du pays de Gex, il fut, de tous les ministres alliés, le seul qui renonça à soutenir, vis-à-vis de la France et de la Russie, les intérêts de Genève.

Pictet eût vivement désiré pouvoir plaider en personne auprès d'Alexandre la cause de sa patrie, mais ce souverain, placé entre les promesses faites par son représentant en Suisse pour l'agrandissement territorial de Genève et l'engagement que lui-même venait de prendre de maintenir à la France les frontières de 1791, refusa de recevoir Pictet en qualité d'envoyé de la République. Et quand M^{me} de Staël, dans son désir d'obliger son compatriote, lui ménagea chez elle, dans une soirée qu'elle donna le 25 mai, une rencontre avec l'empereur, celui-ci évita avec soin de parler d'affaires à Pictet. Il ne s'en montra d'ailleurs que plus gracieux avec les invités de son hôtesse et « causa à fil, » sans doute pour échapper aux questions. M. Eynard raconte ainsi la chose :

M. Pictet a passé hier la soirée chez M^{me} de Staël. L'empereur Alexandre y est venu. Il est impossible d'être plus affable que ne

l'est ce souverain. M^{me} de Staël lui a présenté tout le monde, qu'il a salué avec grâce sans s'arrêter. Il s'est ensuite avancé vers M. Pictet à qui il a parlé d'Odessa, de son fils, avec beaucoup de bienveillance. Il s'est rappelé que Charles Pictet lui avait présenté à Saint-Pétersbourg les modèles de pompes à incendie venus de Genève. L'empereur s'est, après cela, adressé à MM. Gallois, de Lafayette, Benjamin Constant. Après leur avoir parlé de la nouvelle constitution française (il paraît mettre le plus grand prix à ce qu'elle soit libérale), il a causé de l'incendie de Moscou. Il a dit qu'il ne l'avait point ordonné, que le hasard seul avait causé ce malheur, etc.

Il en vint ensuite à parler de Bonaparte. « Je crois, dit-il, que depuis deux ans l'empereur Napoléon avait quelque chose de dérangé dans la tête : ce n'était plus le même homme. Il était très superstitieux, rappelait constamment l'incendie qui avait eu lieu chez le prince de Schwarzenberg, ainsi qu'une chute de cheval qu'il avait faite. Les nouvelles que j'ai reçues de lui par ceux qui l'ont accompagné à l'île d'Elbe, me confirment que sa tête a souffert. A peine débarqué, il est monté à cheval et est allé visiter toutes les petites forteresses de l'île, comme s'il devait se défendre contre une armée d'envahisseurs. Depuis lors, il se lève à cinq heures et fatigue son monde comme autrefois. Il a nommé un ministre des finances, il a fait établir un budget des recettes et dépenses de l'île..., on prétend qu'il y a déjà un déficit¹ ! »

L'empereur Alexandre est resté chez M^{me} de Staël de 9 heures à minuit. Il n'a cessé de causer et ne s'est pas assis un seul instant.

M^{me} de Staël avait cependant réussi dans le courant de la soirée à glisser à son auguste invité un mot sur Genève, sur les inquiétudes de ses citoyens, etc., et l'empereur avait répondu : « Nous trouverons un moyen pour que Genève communique directement avec la Suisse. »

¹ Le journal de sir N. Campbell, commissaire britannique à l'île d'Elbe, confirme absolument les détails donnés par l'empereur Alexandre et laisse l'impression que Bonaparte avait, à cette époque, la tête positivement dérangée.

Pictet, placé à quelque distance, avait saisi ce mot au passage, et rentré chez lui, il se hâta d'en aviser son gouvernement ; il ajoutait :

Nous sommes convenus, M^{me} de Staël et moi, que demain elle écrirait à l'Empereur et lui indiquerait en quatre mots les bornes du canton, telles que je les demande dans le mémoire. J'ai encore assez bonne espérance. Tous les ministres sont pour nous, car j'espère que lord Castlereagh est gagné à notre cause. Le jour de demain la décidera probablement.

Quoique je sois rentré après minuit et qu'il soit 2 ¹/₂ heures du matin, je ne me sens aucune envie de dormir, tant l'inquiétude sur cet événement décisif me tient éveillé.

Le mémoire auquel Pictet fait ici illusion avait été rédigé par lui le jour même, à l'issue d'un entretien avec lord Castlereagh. Ne sachant trop que répondre aux raisonnements de l'envoyé genevois quant à la convenance d'attribuer à la Suisse le pays de Gex, le ministre anglais s'était retranché derrière l'invincible répugnance que, disait-il, le roi de France éprouvait à céder la moindre parcelle du sol national, comme si, douze jours auparavant, alors qu'on ne se sentait pas encore appuyé par Alexandre, cette répugnance n'avait pas été mise de côté dans le protocole du 12 mai ! Mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, Pictet ignorait alors cette circonstance qui lui eût fourni, vis-à-vis de lord Castlereagh, un argument par trop irrésistible. Le ministre finit par l'engager à lui remettre par écrit ses idées sur ce qui conviendrait à Genève en fait d'agrandissement du côté du Chablais, ce que Pictet s'empressa de faire, tout en conservant au fond du cœur l'espoir que le dernier mot n'était pas dit en ce qui concernait le pays de Gex. Il fit exécuter sur-le-champ, de son mémoire, plusieurs copies par MM. Eynard et Charles Lullin

et les distribua aux plénipotentiaires alliés et à tous ceux qui, d'une façon ou de l'autre, pouvaient influencer sur les décisions à prendre : Pozzo di Borgo, Humboldt, Wessenberg, etc.

Par l'effet de cette ténacité du député de Genève, la question du sort du pays de Gex occupa jusqu'au dernier moment les délibérations du congrès, puisque ce fut le lendemain, 26 mai, que fut *signé* le traité mettant fin à la guerre, bien que ce traité porte dans l'histoire la date du 30 mai 1814. « J'ai su de bonne part, écrit Pictet de Rochemont dans son rapport, que Genève avait retardé de huit heures la conclusion de la paix de l'Europe, laquelle fut signée le 26, au soir. Peut-être la qualité de *Suisses* qui nous est formellement donnée dans ce traité garanti par l'Europe entière, fut-elle due à l'insistance de mes réclamations. »

Cet instrument qui mettait Genève en Suisse à l'aide d'une phrase de six mots entre parenthèses, et avant même qu'on eût obtenu l'assentiment du Corps Helvétique, cet instrument n'ajoutait d'ailleurs pas un pouce de terrain à l'ancien territoire de la République. Celui-ci demeurerait exigü et morcelé comme par le passé.

La France s'était refusée à rien céder sur la rive droite du lac, mais elle consentait, pour assurer la communication entre le nouveau canton et celui de Vaud, à ce que l'usage de la route par Versoix fût commun entre elle et les Genevois. Quant à l'agrandissement du côté de la Savoie, le traité ne décidait rien ; on faisait seulement espérer que la question savoisienne serait résolue, en tenant compte des intérêts de Genève, dans le congrès général convoqué à Vienne « pour régler, était-il dit, les arrangements qui doivent compléter les dispositions du présent traité. »

L'encre des signatures était à peine sèche, qu'une députation de la Diète Helvétique, composée de MM. de Mülinen, Aloys Reding et Monod, arrivait à Paris pour complimenter Louis XVIII. Ces messieurs savaient déjà que l'espérance d'obtenir pour la Suisse la barrière du Jura jusqu'au fort de l'Ecluse devait être abandonnée ; toutefois ils ignoraient encore que l'adjonction de Genève à la Suisse, — même « sans acquets, » — eût été décidée par les Puissances, et quand Pictet de Rochemont se présenta à eux peu d'heures après leur arrivée, ils ne soupçonnèrent point qu'en lui ils eussent d'ors et déjà affaire à un *confédéré*. Pictet en savait probablement plus long qu'eux, mais comme il était sous le secret, il s'en remit au *Moniteur* du soin de les instruire.

Aussitôt que je fus avisé de l'arrivée de LL. EE. de Mülinen, de Reding et Monod, écrit-il le 27 mai, je leur fis demander leur heure. J'y allai avec MM. Eynard et Lullin. Au travers de leur politesse, il ne fut pas difficile de voir que le refus de la cession du pays de Gex les refroidissait pour notre agrégation. Je n'en fis pas semblant, comme vous pouvez comprendre, et je sollicitai leur bienveillance pour nous comme si nous étions fermes sur nos jambes.

Aujourd'hui, j'y suis retourné, soit pour faire spécialement visite à M. Monod, qui ne s'y était pas trouvé hier (quoique prévenu), soit pour remettre à ces Messieurs une copie de mon mémoire du 25. Je n'ai pas trouvé M. Monod. M. de Mülinen sortait, et j'ai pu m'entretenir avec lui en particulier. Je lui demandai hier si Monod avait déjà vu La Harpe ? Il me répondit en souriant : « Je n'en doute pas. » Personne ici ne doute que La Harpe ne nous nuise. Je n'ai aucune preuve directe, mais il redoute, je le sais, l'influence de nos principes aristocratiques, et on peut en induire qu'il aimera bien autant que son canton ne se trouve pas serré entre deux autres dont les principes seraient, pense-t-il, en opposition avec les siens. Encore une fois, ce sont des conjectures, mais elles prennent plus de force du moment que Monod

m'évite, lui qui, à son débotté, dit à M. Charles Lullin qu'il voulait venir me chercher tout de suite ! Je le soignerai de mon mieux sans avoir l'air de m'apercevoir de ce que je viens de vous dire, et s'il y a moyen, je me servirai de lui pour reprendre son ami La Harpe¹. Le soin que celui-ci a mis à m'éviter s'expliquerait s'il a voulu nous exclure de la Confédération. Cependant l'obstacle mis tout à coup par le Roi et son ministre à la cession d'aucune partie du pays de Gex, n'avait été prévu ni par lui, La Harpe, ni par personne, et il ne pouvait pas avoir fait sa thèse en conséquence. Peut-être avait-il d'autres difficultés en réserve, et cet incident a-t-il servi ses vues ?

28 mai, au soir. — J'ai fait aujourd'hui une troisième visite en blanc à M. Monod. Je lui ai écrit pour lui demander un rendez-vous. Je fais comme s'il ne m'évitait pas et comme s'il m'avait rendu mes visites. Je suis ferré sur les procédés de ce genre depuis que je travaille pour la République ! Si le ministre d'un Etat faible était pointilleux, il ne ferait rien et les formes l'arrêteraient à chaque pas.

Ce fut alors qu'il se décida à tenter une démarche directe auprès de Laharpe², à la porte duquel, depuis qu'il était à Paris, il avait « frappé dix fois en vain, » assure M. Eynard dans son journal. Il lui écrivit le 1^{er} juin :

Monsieur,

Quoique je n'aie point pu réussir à vous rencontrer, et que j'aie lieu de croire, par quelques mots que vous m'avez écrits, que vous me supposez des opinions différentes des vôtres sur certains points, je pense que vous êtes d'accord avec moi à considérer comme un malheur pour la Confédération Helvétique :

1^o Que la France, en conservant le pays de Gex, coupe Genève de la Suisse et possède un district géographiquement enclavé dans l'Helvétie ;

2^o Que Genève abandonnée à elle-même, isolée et presque cer-

¹ On verra par ce qui suit que Pictet de Rochemont réussit à « reprendre » Laharpe, mais au congrès de Vienne seulement.

² C'est ainsi que Laharpe écrivait lui-même son nom.

née par la France, possédant des fortifications qui peuvent tenter et non défendre, se trouve exposée à être occupée par les troupes françaises quand tel sera le bon plaisir du Roi ou de ses ministres, et servira à la France, dans cette supposition, de vedette sur la Suisse, de place d'armes et de point d'appui pour ses opérations ultérieures.

Si telle est votre opinion, monsieur, je vous propose d'examiner l'idée d'affaiblir les graves inconvénients de cet article du traité en nous reliant à la Suisse par le Chablais.

Suit, dans la lettre de Pictet, l'exposé d'un plan consistant à annexer à la Suisse la province de Chablais.

Dans cet état de choses, poursuit Pictet, je vous demande si vous ne trouveriez pas avantageux pour la Suisse de faire une tentative pour racheter, au congrès de Vienne; l'abandon qu'on a paru faire du système qu'on avait annoncé, de donner à la Suisse des barrières naturelles et respectables d'où il résultât un ensemble géographique favorable au maintien de sa neutralité?

Qu'on donne au Valais la majeure partie du Chablais. Qu'on ne nous donne, à nous Genevois, que ce qui sera strictement nécessaire pour que la Confédération ne nous repousse pas; l'objet de notre indépendance politique, de notre sûreté vis-à-vis de notre puissant voisin, sera atteint.

Cette indépendance politique, cette sûreté, sont le grand intérêt du canton de Vaud comme du nôtre. Protestants et républicains, nous avons tout à craindre, dans la suite, d'un gouvernement qui va être très catholique et peut-être plus absolu que ne le voudraient les constituants. Si la faute commise en ce qui regarde le pays de Gex est irréparable, tâchons du moins d'en affaiblir les effets.

Laharpe fit à cette lettre, le 6 juin, la réponse suivante :

Monsieur,

Je ne pense pas que vous et moi puissions différer sur les grandes bases sociales, et quand cela serait, je respecterais votre opinion tout en défendant la mienne. Je regrette, monsieur, que

les occupations dont j'avais été chargé momentanément, aient absorbé tout mon temps au point de ne pas me permettre de vous voir ; elles ont été si multipliées qu'il m'a été impossible de songer à mes affaires propres.

J'ai beaucoup désiré que Genève recouvrât son indépendance, et mes démarches à cet égard ont été d'autant plus actives qu'elles ont été plus désintéressées. Un habitant du canton de Vaud ne pouvait être excité que par de nobles motifs lorsqu'il se rappelait tout ce que les Patriciens de Genève avaient fait pour seconder les Bernois, toutes les intrigues genevoises dont le but était l'incorporation du canton de Vaud à la France. J'ai désiré plus. Convaincu qu'abandonnée à elle-même, Genève succomberait tôt ou tard, j'ai travaillé à la faire agréger à la Suisse comme *canton*, à lui procurer un territoire assez étendu pour lui donner quelque importance. Ces vues paraissaient admises mais elles n'ont pu être réalisées. Pour réussir dans les négociations, il faut de l'union entre les intéressés, et il n'y en a ni chez vous ni chez les Suisses....

Les considérations que renferme votre lettre sont justes, mais c'est pour cela même qu'elles seront parfaitement inutiles. Il n'y a en Suisse, — une douzaine d'hommes exceptés, — que *des hommes d'Etat de petites villes*, pour qui toutes les vues élevées ou d'intérêt général sont autant de péchés contre le bon Dieu. Parlez à ces espèces-là des biens communaux de leurs paroisses, de tels ou tels petits emplois, de telles ou telles prééminences, etc., vous serez compris ; mais si vous parlez des intérêts de la Suisse entière, vous aurez parlé un langage inintelligible.... J'ai pris le parti de laisser tout aller. J'avouerai même que les affaires de la Suisse m'inspirent un dégoût insurmontable. C'est un beau pays, dont il ne faut presque pas connaître les habitants pour s'y plaire.

Agréez, monsieur, etc.

F.-C. LAHARPE.

P.-S. On ne réussira pas mieux à Vienne qu'ici parce qu'il n'y aura pas plus d'union.... [etc.]

Pictet ne se laissa pas décourager par cette réponse pessimiste.

Monsieur, écrit-il à La Harpe le 7 juin, je reçois avec reconnaissance la manifestation de votre opinion sur l'objet de la lettre

que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 1^{er} juin. J'ai la conviction que nous nous serions entendus sur les convenances réciproques de la Suisse et de Genève si les circonstances avaient permis que je pusse en conférer avec vous.

La non-réussite de l'objet qui nous tenait tant à cœur comme moyen d'agrégation ne paraît pas pouvoir s'expliquer par un défaut d'union entre les Genevois. Jamais la population d'un Etat n'a exprimé sur un objet d'un intérêt public un vœu plus unanime. Les 6500 signatures de l'adresse au Conseil, pour engager les magistrats à reprendre leurs fonctions et à travailler à notre agrégation à la Suisse, en sont une preuve sans réplique....

Je déplore avec vous, monsieur, l'esprit de vertige qui semble s'être emparé de ceux qui étaient placés pour influencer sur le sort de leur patrie, cet esprit étroit et passionné qui s'exerce sur de petits intérêts et fait perdre de vue les dangers dont la chose publique est menacée, mais permettez-moi de vous le dire, monsieur, votre découragement ne me paraît ni suffisamment motivé ni digne de votre bonne philosophie et de votre caractère. La Suisse court, vous l'avouez, le danger imminent d'être morcelée et rayée de la liste des Etats indépendants. Comment pourriez-vous vous consoler jamais d'une si horrible catastrophe si vous n'aviez le sentiment d'avoir fait tous vos efforts pour la prévenir?

L'Europe sait que vous êtes honoré de la confiance de celui qui proclame en toute occasion sa reconnaissance des sentiments libéraux que vous avez développés en lui, des leçons de vertu qu'il a reçues de vous. Les grandes positions imposent de grands devoirs. Et quelle plus grande position que celle que crée la confiance d'un tel prince ?...

Je vous conjure donc, monsieur, au nom de tous les sentiments de patriotisme et de dévouement au bien dont vous faites profession, de ne point abandonner la patrie et d'aider, en dépit d'eux-mêmes, les gens que la passion aveugle. Je sais qu'il ne suffit pas de vouloir et que les difficultés sont grandes, mais il est encore plus sûr que tout ira mal si vous vous livrez au découragement.

.

P.-S. Je m'aperçois, en relisant votre lettre, que je n'ai rien dit sur le mot qui a rapport à des intrigues genevoises dont le

but aurait été l'incorporation du canton de Vaud à la France. Je puis dire avec vérité que je n'ai connaissance de rien de semblable. On ne peut pas répondre des propos inconsiderés de quelques individus dont les intérêts se trouvaient accidentellement froissés, mais cela n'aurait dû mériter de votre part, monsieur, aucune attention. Je répondrais sur ma tête que, soit par sentiment, soit par intérêt, la presque totalité des Genevois aurait vu la réunion du canton de Vaud avec une véritable consternation et le regret le plus douloureux. Nous aurions envisagé cet événement comme la mort des espérances que nous nous plaisions à nourrir sur la restauration de notre indépendance.

Comme pour augmenter encore les regrets que Pictet éprouvait de l'insuccès de ses efforts, à peine la question était-elle tranchée, que les assurances d'appui les plus cordiales lui arrivèrent d'Angleterre. Les Genevois établis dans ce pays ou en relations avec des Anglais, Dumont, d'Ivernois, Marcet, Gaspard de la Rive, Ch. Lullin-Pictet, s'étaient démenés avec un ensemble admirable et avaient réussi à produire une certaine impression sur l'opinion publique et sur le gouvernement.

Le duc de Kent, ayant reçu par Turrettini de Villettes avis des embarras qu'éprouvait le Conseil, avait couru chez son frère le Prince Régent et lui avait recommandé avec vivacité les intérêts de ses anciens amis de Genève. En même temps, ce prince avait fortement engagé les Genevois à se faire représenter auprès du cabinet de Saint-James par un agent accrédité ; il leur avait indiqué dans ce but le professeur M.-A. Pictet — « as fit, from his connections here, to do much good, » avait-il ajouté.

Le Conseil se déclara prêt à entrer dans cette voie, et même à déléguer conjointement les deux frères Pictet à Londres. Mais Pictet de Rochemont déconseilla la chose. « Il est trop tard, écrit-il non sans quelque amertume au Conseil. Nous avons compté sur cette bonne volonté pro-

mise mais qu'on a oublié de communiquer à la *seule personne*¹ qui fût placée pour la mettre en œuvre dans le moment le plus décisif de notre sort ! Je sais à présent des détails que je communiquerai de bouche à Messieurs les Syndics et qui prouvent que *tous* les plénipotentiaires nous ont soutenus... hormis celui sur lequel le chevalier d'Ivernois comptait le plus !... Je ne dis pas que ce soit mauvaise volonté de sa part, mais c'est indifférence, et je crois aussi, incapacité de saisir fortement certains objets trop méditerranéens. »

Si Pictet de Rochemont emporta de Paris l'impression que lord Castlereagh, par son insouciance ou son ignorance des questions, avait compromis la cause de Genève et de la Suisse, il ne fut pas plutôt entré en rapports avec le comte de Capo d'Istria, qu'il eut le sentiment que les choses eussent tourné fort différemment si ce diplomate se fût trouvé à Paris au moment critique. Malheureusement M. de Capo d'Istria, qui remplissait alors les fonctions d'envoyé de Russie en Suisse, ne rejoignit le congrès à Paris que quand tout était terminé ou sur le point de l'être.

Le 1^{er} juin, raconte l'envoyé genevois, je parvins à joindre M. Capo d'Istria, qui était à Paris depuis quelques jours. Je lui trouvai de l'humeur sur la tournure que notre affaire avait prise. Il regrettait de ne pas s'être trouvé à Paris à temps pour plaider une cause qu'il croyait avoir été mal défendue. Il approuvait beaucoup mon mémoire du 25, dont il avait eu communication, et après m'avoir fait connaître les conditions de la paix pour ce qui nous concernait, il m'engagea à remettre une note aux ministres avant leur départ pour Vienne. Cette note, datée du 2 juin, c'est-à-dire du jour même de la publication des conditions, fut remise par moi à tous les ministres, au moment de leur départ. J'avais eu soin d'en faire approuver le projet par M. de Capo d'Istria en le lui envoyant de très bonne heure par M. Ch.

¹ Lord Castlereagh.

Lullin. Celui-ci revint convaincu de ce que j'avais déjà soupçonné dans ma conversation de la veille, savoir que certains arguments que nous ne savons et ne pourrions guère employer, nous auraient peut-être fait gagner notre cause¹.

Le comte de Capo d'Istria paraît porté de très bonne volonté pour nous, et nous soutiendra à Vienne.

Les espérances que Pictet de Rochemont fondait sur l'appui subséquent de Capo d'Istria furent plus que réalisées, ainsi qu'on le verra plus loin.

Avant de quitter Paris, l'envoyé genevois avait sollicité et obtenu du roi Louis XVIII une audience pour le féliciter sur son accession au trône. Il écrit à Turrettini à ce sujet :

31 mai au matin. — Le guignon veut, cher ami, que précisément le Roi me reçoive ce matin, à 11 ¹/₂ heures, tout malade que je suis. J'ai passé la journée d'hier au lit, avec la fièvre. J'en ai encore et j'ai la tête lourde, mal à la gorge, toux, etc.... Mauvais préparatifs pour une présentation ! Il faudrait au moins n'être pas enrôlé pour dire que nous voulons être indépendants, car il faut qu'on l'entende. Le billet que j'ai reçu du Prince de Bénévent est ainsi conçu .

« Le Prince de Bénévent a l'honneur de prévenir M. Charles Pictet de Rochemont, Conseiller d'Etat, que le Roi le recevra demain, 31 de ce mois, à 11 ¹/₂ heures du matin, au palais des Tuileries.

» Le Prince de Bénévent prie M. Charles Pictet de Rochemont de vouloir bien agréer les assurances de sa haute considération. »

Paris, 30 mai.

« A Monsieur Charles Pictet de Rochemont, Conseiller d'Etat de la Ville et République de Genève. »

Voilà notre reconnaissance !.... Pictet-Diodati m'a demandé la permission de m'accompagner. Je viens de le faire avertir. Eynard et Ch. Lullin en seront.

¹ Ces arguments n'étaient autre chose que des « pots de vin. »

Même jour, 1 heure. — Voici ce que j'ai dit au Roi : [Suit le texte de l'allocution prononcée par Pictet.]

Le Roi a répondu :

« J'agréé les sentiments que vous me témoignez de la part de vos concitoyens. J'ai les mêmes dispositions pour votre République que les Rois mes prédécesseurs. Je la protégerai comme ils l'ont protégée. Vous pouvez en assurer votre gouvernement. »

Il était debout dans son cabinet. Il a eu l'air riant et bienveillant en me parlant. Le grand-maître des cérémonies était présent en tiers. J'avais compté que nos trois messieurs et le général Mallet pourraient entrer avec moi. Le grand-maître m'a répondu que je pourrais les présenter individuellement après avoir été présenté moi-même, mais que, pour aujourd'hui, il n'y avait que moi d'admis. La députation suisse a eu également son audience aujourd'hui, mais les colonels suisses qui comptaient suivre n'ont pas été reçus davantage que nos messieurs. Le Roi a dit aux députés qu'il n'oublierait jamais le sang que les Suisses avaient versé sur l'escalier du palais.

Restait le ministre des affaires étrangères de France, Talleyrand, dont les ordres, en 1798, avaient porté le coup de mort à l'indépendance de Genève ; dont l'opposition durant les négociations récentes, venait de frustrer la Suisse de la frontière du Jura, et qui devait, soit à Vienne, soit à Paris, donner aux Genevois de nouvelles preuves de son implacable mauvais vouloir. Pictet ne se souciant pas d'avoir l'air de l'éviter, lui écrivit pour lui demander une audience. « Je voulais, dit-il, recommander la République à ses bonnes grâces et en même temps lui parler de l'idée de placer la ligne des douanes françaises en dehors du pays de Gex. » Cinq jours s'étant écoulés sans que le prince de Bénévent eût accusé réception du billet de Pictet, celui-ci dut reprendre le chemin de Genève sans l'avoir vu.

Voilà le *Moniteur* qui m'arrive, écrit-il le 2 juin à M. Turretini. Nous sommes Suisses... *par parenthèse*. Il ne faut pas être trop difficiles sur les formes, mais cela me confirme dans la con-

venance de ma note de ce jour [aux ministres des quatre Puissances]. Je ne l'aurais pas faite autrement après lecture du traité. Cet embrouillement de limitation française et savoyarde *paves the way to our acquisition of Ch...* [prépare les voies à notre acquisition du Chablais].

4 juin. — J'ai vos lettres des 29 et 31 mai. Vos cartes géographiques sont moutarde après dîner, je ne les déroule même pas. Je suis très sensible aux témoignages d'approbation du Magnifique Conseil que vous me transmettez¹. Il était temps que ma mission finît, car je suis dans un état fébrile depuis quatre ou cinq jours. J'aurais besoin d'un repos que je ne puis prendre dans cette ville de mouvement et de bruit. J'ai surtout les yeux très fatigués, ce qui est une infirmité nouvelle pour moi.

Nous avons beaucoup perdu par la disgrâce de M. de Stein, sur laquelle je ne conserve plus aucun doute depuis que je l'ai vu hier partant avec une humeur qu'il ne cachait pas et qu'il motivait même. Le reste de l'entourage d'Alexandre est diabolique comme garde, et on ne remet jamais une lettre que par M. de Nesselrode, chargé de prévenir l'Empereur sur le contenu. Je crains donc que la démarche projetée ne soit sans résultat². On a représenté [à Alexandre] nos messieurs comme encroûtés d'idées aristocratiques *à la bernoise*. Il ne vous est pas difficile de deviner l'origine de cette insinuation et d'en juger l'effet. Cela m'a expliqué bien des choses.... On n'a pas voulu donner à B. [Berne] un allié contre le canton intermédiaire.

Il me tarde d'aller déposer en vos mains tous les honneurs qui m'avaient été confiés. Si la route ne me guérit ni ne m'achève, j'aurai grand besoin de me confiner à la campagne en arrivant. Adieu.

5 juin. — J'ai reçu le paquet par Hentsch et suis allé tout de suite chez le général Pozzo di Borgo, porter la lettre que vous m'avez envoyée pour lui. Je ne l'ai pas trouvé et ai laissé la dite

¹ « Ce dont je suis particulièrement chargé de la part du Conseil, c'est de vous dire qu'il est parfaitement satisfait de toute votre conduite, qu'il reconnaît que vous n'avez pas manqué à vos instructions et qu'il est très reconnaissant de tous vos soins et de toutes vos démarches. » (Turrettini à Pictet, 29 mai 1814.)

² Il s'agit d'une lettre que le Conseil de Genève avait cru devoir adresser à l'empereur de Russie, et dont la rédaction avait été confiée à M. Des Arts. Il y était question du pays de Gex. Elle ne fut pas acheminée à destination.

lettre. Je n'ai pas mieux trouvé MM. Capo d'Istria et de Mülinen que je suis allé voir ensuite, tout cela avant dix heures.

Je reviens écrire deux mots, deux seulement, car je n'en puis plus de fatigue et surtout des yeux. J'ai un sentiment de fièvre qui ne me quitte pas depuis huit ou dix jours. Je suis incapable d'aller en Angleterre, si par hasard — *quod dii avertant* — l'avis du Conseil était que j'y accompagnasse mon frère. Je ne peux rien dans ce moment... je suis à bout de mes forces et ai absolument besoin de repos.

La lettre du Conseil [à Alexandre] vient un mois trop tard. Encore aurait-il fallu obtenir qu'il la lût ! Au reste, *Aristote* [Laharpe] est avec lui, — ce qui va mal, et Pozzo di Borgo n'y est pas, — ce qui va mal aussi. Ce dernier reste ici en qualité d'ambassadeur : curieux carambolage !

7 juin. — Hier j'allai de bonne heure — avec une carte et la lettre du Conseil à Alexandre — chez M. Capo d'Istria. J'avais tracé sur la carte la nouvelle frontière depuis la Laire de Chancy jusqu'à Bonneville (autant du moins qu'on peut la comprendre). Je lui fis toucher au doigt : 1^o que le mouchoir situé sur la rive gauche de l'Arve et du Rhône et borné par la nouvelle frontière française, ne pouvait appartenir qu'à nous.... 2^o Je lui démontrai que les quatre provinces dont le sort demeurerait en suspens ne pouvaient pas mieux rester à la maison de Savoie, vu le défaut de communications ; que le Chablais et le Faucigny, en prenant l'Arve pour limite, étaient évidemment dans le système géographique suisse ; qu'il était encore dans l'intérêt de l'Europe de les y placer définitivement dans les arrangements du congrès de Vienne. Tous ses raisonnements appuyèrent les miens. Il approuva l'idée de déléguer à Londres.... Il me promit sa coopération, et d'abord qu'il empêcherait qu'on ne prît, à la Diète, une décision définitive d'exclusion à notre égard, en y faisant envisager la probabilité que nous réussirions sur l'autre rive.

Il lut avec attention la lettre du Conseil à Alexandre ; il la trouva : 1^o trop longue ; 2^o tardive. — « L'empereur, dit-il, répondra après l'avoir lue : « C'est une affaire faite, on n'en peut » plus revenir. » — Au lieu de cela, il faut lui écrire d'après l'*autre* idée indiquée dans vos dernières notes et qui est votre dernière espérance. »

Comme la France a demandé le Chablais dans les conférences de Paris, j'ai fait sentir à Capo d'Istria l'importance de le donner à la Suisse, ne fût-ce que... ! Il m'a dit qu'il se trouverait à Genève aussitôt que moi. Vous aurez donc occasion de l'entendre raisonner sur tout cela. Il est très bienveillant, très éclairé. Il sent fort bien que nous pouvons et devons être jalouxés. Il n'est pas bien sûr que La Harpe n'ait pas été *contre*, etc.

.

J'ai l'idée qu'il serait possible d'échanger ce que nous possédons au delà du ruisseau de la London¹ contre Pregny et Versoix. Si cela était arrangeable, *it would be devoutly to be wished* [cela serait vivement à souhaiter]. Je laisse ici deux hommes² bien placés par leurs relations avec M. de Talleyrand pour négocier une telle chose, dont ils sentent l'importance, et en supposant qu'ils seraient dûment autorisés. Ne perdez pas de temps pour examiner cette question.

Je prends sur moi de rapporter la lettre du Conseil à Alexandre. C'est l'avis de Pozzo di Borgo, celui de Capo d'Istria et le mien. Je suis en correspondance avec La Harpe. Vous verrez tout cela. Je tâche de le gagner. Il sera à Vienne, ainsi il le faut absolument. Je ne le lâche pas. Adieu.

Quand Pictet de Rochemont, sa mission remplie, regagna ses foyers, une date à jamais inoubliable venait d'être ajoutée aux annales de Genève. Le 1^{er} juin 1814, la ville avait vu entrer dans ses murs une garnison suisse. A partir de ce jour, et bien que la Diète n'eût point encore prononcé le *oui* définitif, les Genevois considérèrent le vœu de leurs ancêtres comme exaucé et se tinrent pour irrévocablement liés au faisceau helvétique.

L'ivresse causée par l'apparition des troupes fédérales avait fait oublier toutes les incertitudes, toutes les angoisses des derniers mois. Les problèmes les plus ardues n'en restaient pas moins à résoudre pour ceux qui diri-

¹ La commune de Dardagny. — ² MM. Saladin et Pictet-Diodati.

geaient la barque. Pictet n'eut garde de ne pas le faire sentir à ses collègues lorsque, le 13 juin, en Conseil, il leur rendit compte de son mandat.

« Magnifiques et très Honorés Seigneurs, disait-il en terminant son exposé, je sens que le résultat de ma mission est peu satisfaisant pour Genève. Les difficultés étaient grandes : j'ai eu bien souvent le sentiment de mon incapacité et de mon inexpérience dans des affaires aussi délicates et aussi importantes.

» Je ne pense pas néanmoins qu'aucune faute grave ait été commise ou qu'aucune démarche essentielle ait été négligée. Notre position actuelle demeure aussi bonne que l'ensemble des circonstances dans lesquelles nous étions ait pu le permettre ; il nous reste encore une probabilité d'accession et d'arrangement de délimitations par voies amiables. »

Le Conseil répondit à ce discours en arrêtant de « témoigner à M. le conseiller Pictet son entière satisfaction de sa conduite à Paris, de son zèle, de son courage à lutter contre les obstacles et les désagréments de sa position ; de lui déclarer qu'il avait répondu en tout à la confiance du Conseil et qu'il avait droit à ses remerciements. »

CHAPITRE IV

MISSION DE PICTET DE ROCHEMONT ET D'IVERNOIS

AU CONGRÈS DE VIENNE

1814-1815

Les Genevois mirent à profit les quelques mois qui s'écoulèrent entre la signature du premier traité de Paris et l'ouverture du Congrès de Vienne pour resserrer, autant qu'il dépendait d'eux, leurs liens avec la Suisse, et en même temps pour asseoir sur une base régulière leur organisation politique intérieure. Sur le premier point, un gage préalable leur avait été donné dès le 1^{er} juin par l'envoi, mentionné plus haut, d'un bataillon fribourgeois. Le 10 juillet, leurs députés à Zurich, MM. Saladin et Schmidtmeyer, étaient admis à discuter avec la commission diplomatique fédérale les questions se rattachant à l'entrée de la république dans l'Alliance helvétique. Les « bases constitutionnelles » que ces députés présentèrent à leurs futurs confédérés, au nom du Conseil provisoire, reçurent l'approbation de la commission. Les 22/24 août le projet de constitution élaboré par le Conseil fut soumis à l'ensemble des citoyens genevois âgés de plus de vingt-cinq ans et adopté par eux à la presque unanimité des suffrages.

Le 12 septembre, la Diète étant réunie à Zurich, le

bourgmestre de Reinhard, président de cette haute assemblée, invita les députations à faire connaître leurs instructions sur la demande de Genève d'être reçu au nombre des Cantons. Sur vingt-un Etats présents (en y comprenant deux demi-cantons), quinze se prononcèrent sans hésiter pour l'admission ; deux députations prirent le *référéndum* pour laisser à leurs commettants le soin de décider s'ils voulaient de Genève comme *canton* ou seulement comme *allié* ; une (Unterwald-le-Haut) prit le *référéndum* sur ce dernier point seulement. Trois députations (Schwyz, Tessin et le Bas-Unterwald) étaient absentes.

Il fut résolu qu'on donnerait immédiatement avis de ce vote au Conseil genevois, mais en même temps, la Diète se réservait de délibérer ultérieurement sur la forme, les conditions et l'époque de l'incorporation effective de Genève à la Suisse.

Quelque conditionnelle que fût la forme de la réponse faite à la demande des Genevois, ceux-ci n'en accueillirent pas moins le vote de la Diète avec une vive reconnaissance et manifestèrent leur joie par des salves d'artillerie, des sonneries de cloches, une illumination générale, des services d'actions de grâce dans toutes les églises. Après quoi, rassurés dans une grande mesure sur leur avenir, ils s'occupèrent sans délai du choix de leurs magistrats définitifs.

Un Conseil Représentatif ou Souverain, composé de deux cent quarante membres, fut élu entre le 17 septembre et le 6 octobre. Le premier acte de ce corps consista à nommer les Syndics et le Conseil d'Etat. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, les membres du gouvernement provisoire furent tous confirmés dans leurs fonctions. Ami Lullin et Pictet de Rochemont réunirent, à quatre voix près, l'unanimité des suffrages.

Pictet n'assistait point à cette élection. Dès le milieu du mois de septembre, il avait été invité par le Conseil à se rendre à Vienne pour tâcher de regagner, s'il en était temps encore, auprès du Congrès qui allait s'assembler, ce qu'il n'avait pas été possible d'obtenir à Paris. On lui adjoignait dans cette tâche délicate M. François d'Ivernois, le « chevalier » d'Ivernois, comme on l'appelait depuis que le roi George III l'avait créé *knight*. Pictet se mit en route le 25 septembre, accompagné de M. Eynard-Lullin comme secrétaire de légation, et arriva quelques jours avant son collègue, qu'une mission spéciale auprès du cabinet anglais avait retenu en route¹.

De même que nous l'avons fait pour les négociations de Paris, nous laisserons à Pictet lui-même la parole pour celles de Vienne. Sa correspondance avec le secrétaire d'Etat Turretini offre, des démarches des deux députés, un exposé plus circonstancié encore et surtout plus vivant que le compte rendu officiel déposé aux archives de l'Etat. Quelques détails tirés soit des notes manuscrites de M. d'Ivernois, soit du journal privé de M. Eynard-Lullin, serviront à compléter le tableau. Jusqu'à ce jour, ces divers documents étaient restés inédits².

Dans le rapport que Pictet de Rochemont présenta au Conseil d'Etat, après son retour de Vienne, au mois

¹ Les instructions écrites remises à Pictet et à d'Ivernois par le Conseil d'Etat commençaient ainsi :

« Le choix que nous avons fait de vous pour vous confier *la plus importante mission que Genève ait jamais donnée à ses magistrats les plus consommés*, doit vous démontrer combien nous comptons sur vos lumières,... » etc.

² Quelques pages de la correspondance de Pictet ont cependant été publiées en 1860, à l'occasion du débat soulevé par l'annexion de la Savoie. C'est à l'obligeance de feu M. Auguste d'Ivernois que nous devons la communication des notes laissées par son père. Feu M^{me} Eynard-Eynard a eu également la bonté de nous permettre de prendre connaissance du journal si intéressant tenu par son père à Vienne.

d'avril 1815, il définissait en ces termes le caractère qu'avait revêtu la mission des députés genevois :

« Le 17 septembre 1814, M. le conseiller d'Ivernois et moi, nous reçûmes du comité diplomatique les instructions approuvées par le Magnifique Conseil, à l'effet de tâcher d'obtenir, au Congrès de Vienne, la réalisation des espérances qu'avaient fait naître la dépêche officielle des ministres plénipotentiaires près la Diète Helvétique, en date du 1^{er} mai 1814, et celle du ministre anglais, en date du 4 août suivant. »

« Arrivé à Vienne le 5 octobre, en dix jours de route, avec M. Eynard qui était qualifié de secrétaire de légation dans les lettres de créance, je me présentai d'abord chez les ministres pour solliciter des audiences et remettre les lettres dont j'étais porteur.

» M. d'Ivernois arriva le 12. Nous combinâmes nos opérations et nous nous divisâmes le travail. Il se chargea plus particulièrement des Anglais, et moi des Russes. Nous nous partageâmes les cabinets d'Autriche, de Prusse et de France.

» Pendant près de six mois qu'a duré notre séjour à Vienne, nous avons vécu dans une grande activité, nous avons communiqué ensemble et sans réserve sur tous les détails, discuté sur tous les points délicats, pris nos résolutions d'accord, travaillé dans le même esprit, et nous avons eu le bonheur de n'être en dissension sur aucun point essentiel.

» Je dois observer en général que nous avons trouvé une prévention favorable et une singulière bienveillance qui nous ont tout facilité. Nous avons dû principalement cet avantage à l'intérêt qu'inspire Genève comme ville littéraire et savante, et à la bonne conduite des Genevois

depuis le moment où ils ont été remis en possession de leur indépendance ¹.

» Nous avons eu le bonheur de nous trouver placés de manière à faire concourir à l'objet de notre mission l'influence et les conseils de plusieurs personnages marquants, et l'intérêt d'amitié de quelques autres.

» LL. AA. II. les Archiducs Charles et Jean (le dernier surtout) ont employé leur crédit pour nous dans les moments importants. Le prince de Wrède, dont j'avais fait la connaissance à l'occasion de M. de Fellenberg, n'a cessé de s'intéresser à notre affaire et nous a rendu indirectement tous les services qui ont dépendu de lui.

» M. le conseiller d'Ivernois a employé utilement à notre cause le comte de Palmella, que sa place au Congrès rendait influent ; le général Pozzo di Borgo, homme fort écouté ; lord Clancarty, dont la considération personnelle et l'habileté rendaient la faveur précieuse ; lord Stewart enfin, qui s'est montré chaudement notre ami et qui est intervenu avec la plus active bienveillance dans les moments décisifs pour Genève.

» M. de la Harpe, avec lequel je n'avais pas eu le bonheur de pouvoir m'entendre à Paris, m'a prévenu à Vienne de toutes manières et nous a rendu des services essentiels.

» Mais, de tous ceux qui se sont intéressés à nos succès, personne ne l'a fait avec plus de suite, d'intelligence, de bienveillance et d'effet, que le comte de Capo d'Istria. Dans quatre-vingt-douze conférences que j'ai eues avec

¹ « Remarque l'effet puissant de la moralité et de l'instruction, écrivait des Etats-Unis, en 1824, Albert Gallatin à son ami Badollet ; tandis que Venise, Gênes, la Belgique, etc., ont été échangées sans scrupule et sans égards pour les vœux de leurs populations, la Hollande et la Suisse sont sorties intactes de la crise, ... la petite Genève elle-même a été respectée et rendue à son indépendance, tandis que plus de quarante villes impériales ont été abandonnées aux princes qui s'en étaient emparés avec la permission de Bonaparte. »

lui, je l'ai toujours trouvé semblable à lui-même, le meilleur guide, le meilleur conseil, et d'une patience que rien n'a pu lasser, quoique les affaires de la Suisse lui aient souvent donné de justes sujets de dégoût et que la grande négociation de la Pologne et de la Saxe lui fût principalement confiée, ce qui aurait pu faire excuser son indifférence pour les intérêts de la petite Genève.

» Notre correspondance officielle avec M. le conseiller Turrettini contenant, dans plus de cent lettres détaillées, le journal exact de nos opérations, je n'entreprendrai point d'en rappeler ici la série.

» L'histoire de notre négociation peut se diviser en trois époques ou périodes.

» Dans la première, nous avions l'espérance de faire admettre la frontière la plus convenable sous les rapports militaires de la Suisse.

» Dans la deuxième, nous nous sommes bornés à tâcher d'obtenir une partie du pays de Gex (contre le Porentruy qui aurait été cédé à la France), et un petit arrondissement qui supposait le désenclavement complet.

» Dans la troisième, nous avons dû abandonner cette espérance, et nous nous sommes efforcés d'obtenir en Savoie un arrondissement convenable ; la libre communication militaire et commerciale par les routes du Chablais et de Versoix ; le libre passage de nos milices aux parties encore enclavées, et réciproquement ; la confirmation des traités ; enfin l'assimilation aux droits de la neutralité helvétique pour toute la partie de la Savoie qui est laissée au Roi de Sardaigne et qui se trouve située au nord de la vallée de la Tarentaise. »

Le 5 octobre, au moment où MM. Pictet et Eynard, venant de Munich en poste, atteignaient les faubourgs de

Vienne, ils se croisèrent avec un cortège dont l'allure, plus tapageuse qu'imposante, les frappa. Trente équipages de la cour, peints en vert, découverts et attelés, les uns de quatre, les autres de six chevaux blancs, entraînaient au galop dans la direction de Schönbrunn un pêle-mêle d'empereurs et d'impératrices, de rois et de reines, de princes et de princesses. Tous ces monarques étaient « en bourgeois, » comme pour bien marquer qu'il s'agissait d'une partie de plaisir et qu'ils entendaient s'amuser en simples mortels. Assis dans la première voiture, en habit blanc, chapeau rond, et « fort engraisé depuis Paris, » le czar Alexandre préluait à ce rôle singulier de boute-en-train de fêtes qu'il affecta, aussi longtemps que dura le Congrès, de combiner avec celui de Jupiter de ce nouvel Olympe. Le tourbillon de divertissements et de dissipations de tout genre qui devait nuire si fort à l'expédition des affaires, provoquer les épigrammes du prince de Ligne et les doléances de tous les hommes d'Etat sérieux, avait commencé.

La sollicitude du gouvernement genevois avait accumulé dans les poches de ses envoyés les introductions et les recommandations, entre autres quatorze lettres de créance destinées tant aux souverains qu'à leurs ministres. Dès le lendemain de son arrivée, Pictet écrivait au secrétaire d'Etat Turrettini¹ :

Vienne, 6 octobre, au soir.

...Aujourd'hui nous nous sommes mis en courses. J'ai écrit à MM. de Metternich, de Hardenberg, de Nesselrode, lord Castlereagh, MM. de Stein et Capo d'Istria, pour demander des

¹ Les lettres de Pictet à Turrettini étaient invariablement expédiées sous le couvert de banquiers genevois qui reconnaissaient à un signe convenu dans l'adresse (une s placée à la fin de leur nom) que le pli devait être remis non ouvert au secrétaire d'Etat.

audiences. J'ai entrevu M. de Capo d'Istria, que je reverrai demain ou après-demain plus au long. Lord Castlereagh m'a donné rendez-vous pour après-demain, à 11 heures, pour causer. Milady m'a invité chez elle pour demain et pour tous les soirs, après le spectacle. Nous avons vu M. de Reinhard assez au long, relief sur table. Nous nous sommes appointés encore à demain matin. Je lui lirai mes instructions. Nous avons fait visite en blanc à MM. de Montenach et Wieland, au docteur Rengger, au baron de Müller, résident de la Confédération à Vienne. (N.-B. Il nous l'a déjà rendue en nous invitant à dîner pour le 10.) Enfin j'ai fait une visite en blanc au feld-maréchal prince de Wrède, qui m'a écrit une heure après pour m'inviter à dîner pour le 8. Le baron de Humboldt est de ceux que nous n'avons pas trouvés.

7 octobre. — Je suis allé voir ce matin M. de Stein. Il a fait un peu de façons pour recevoir ma lettre de créance, parce qu'il se prétend hors d'œuvre. Il déplore qu'on ait manqué le moment pour le pays de Gex, et a fait chorus là-dessus avec Capo d'Istria (qui était présent) et moi.

J'ai passé une heure et demie avec MM. Reinhard et Wieland ; le troisième (Montenach) n'a pas pu y être. Nous avons lu mon mémoire et les instructions. Ils ont tout approuvé. Ils m'ont autorisé et pressé d'agir de mon côté ; eux, du leur, iront de concert. Ils sont pour demander *le plus* pour avoir *le moins*, c'est-à-dire pour aller en se resserrant. Enfin il m'a paru que nous n'aurions de ce côté-là qu'aide et secours. Je n'ai pas voulu me jeter dans le prince de Bénévent avant l'audience de demain chez lord Castlereagh, afin de mieux savoir sur quel terrain et comment je dois marcher. D'après ce qui me revient de tous côtés, on prévoit difficultés et lenteurs. Qui vivra verra.... Mais pour *vivre*, il faut énormément d'argent !... Je me désole de voir que la République se ruine pour s'agrandir. Trente louis par mois pour une voiture, sans le cocher ; trente louis, par mois également, pour un appartement mesquin, et tout le reste à l'avenant. J'ai déjà déboursé plus d'argent que n'ont coûté tout mon voyage et mon séjour à Paris.

8 octobre, à midi. — J'ai été au cercle de lord Castlereagh. Lui n'y était pas. J'y ai vu et arraisonné l'ambassadeur de Portugal, qui nous veut beaucoup de bien mais pèse peu, quoique

spirituel. Ce matin, longue conversation avec Capo d'Istria, à la suite de laquelle j'ai demandé une audience au prince de Bénévent. Je vous chifferrai tout cela quand j'aurai la clef que doit m'apporter le chevalier [d'Ivernois].

La bienveillance, l'intérêt que témoignèrent à la députation genevoise les divers souverains et leurs ministres, les égards dont les députés furent personnellement l'objet dans le monde de Vienne, dépassèrent à un tel point tout ce qu'on était en droit d'espérer, que Pictet de Rochemont et ses compagnons comprirent bien vite la nécessité de désarmer par la modestie de leur attitude et la circonspection de leur langage, la jalousie qu'une faveur si disproportionnée ne pouvait manquer de faire naître. Ils n'y réussirent pas toujours. Les membres de l'ambassade de Louis XVIII reprochèrent bien vite aux Genevois d'aller chercher au loin des protecteurs au lieu de s'en remettre simplement à la générosité de la France, et de vouloir des montagnes pour frontières entre eux et leurs voisins alors, disaient-ils, qu'*un simple fil eût suffi*.

L'inimitié personnelle du chef de cette ambassade à l'égard de la République persista jusqu'au bout. Nous disons de la République et non pas de ses représentants, car au moment même où il contrecarrait systématiquement MM. Pictet et d'Ivernois jusque dans leurs plus modestes demandes, où il allait jusqu'à ébaucher une trame tendant à l'anéantissement de leur patrie (l'annexion de Carouge à la France), le prince de Talleyrand affectait vis-à-vis de ces deux messieurs et de leur secrétaire les empressements les plus aimables, les invitait à dîner, les comblait de prévenances en public et d'anecdotes confidentielles en particulier¹. Il se laissa même aller en leur

¹ « Nous avons dîné hier chez Talleyrand *colle moglie* [avec les femmes, M^{mes} d'Ivernois et Eynard]. Elles y eurent un plein succès. La fleur du congrès y

présence aux récits les plus scabreux sur le compte de Napoléon, sans s'inquiéter si les vérités tardives qu'il déversait de la sorte sur son ancien maître ne rejailliraient pas en bonne partie sur lui-même. D'autre part, nous le verrons dédaigner d'accuser réception à ces mêmes députés de Genève, que la veille encore il conviait à sa table, d'une lettre pressante et respectueuse qu'ils lui avaient adressée et à laquelle ils sollicitaient avec ardeur une réponse. Le mépris de tous les principes et de toutes les convenances avait fini par lui rendre indifférent de paraître discourtois, inconséquent ou même fourbe.

Arrêtons-nous un instant sur ces épanchements, sincères ou calculés, mais en tout cas caractéristiques, de Talleyrand, que les Genevois prirent soin de noter au passage.

« Ce soir, écrit M. Eynard dans son journal (24 octobre), nous sommes allés chez M. de Talleyrand. Ce ministre paraît un peu abandonné. Il n'y avait chez lui que quatre ou cinq personnes, qui semblaient être des habitués de la maison. Il a été très causant. Il a fait l'éloge de la reine Louise de Prusse, déclarant qu'elle avait tenu une conduite admirable à Tilsit. Napoléon lui ayant dit assez brutalement : « A quoi donc pensiez-vous lorsque vous » osâtes me faire la guerre ? » — « Nous songions, sire, » a répondu la reine, à la gloire de Frédéric II, et ses » victoires nous avaient fait illusion sur nos forces. »

» M. d'Ivernois ayant dit à propos de Bonaparte : « Il » y a des choses bien remarquables dans cet homme, par » exemple, sa lettre au roi de Prusse, la veille d'Iéna, lors- » qu'il annonçait à ce prince qu'il serait battu et défait

était et tous les honneurs furent pour elles. Talleyrand se plaça entre elles deux, et à la gauche d'Anna [M^{me} E.] était un autre prince fameux [le prince de Ligne]. Vous voyez qu'il n'y en a que pour la sainte cité. D'ailleurs, pas un mot d'affaires.... » [Pictet à Turrettini, 2 novembre 1814.]

» complètement s'il ne faisait pas la paix : cette prédiction
» se réalisa de point en point. » — « Je ne vois rien là
» d'admirable, a répondu Talleyrand, c'est le propos d'un
» joueur hardi qui prédit qu'il gagnera le coup. Bonaparte
» n'a-t-il pas annoncé qu'il planterait ses aigles sur les
» tours de Lisbonne ? l'a-t-il fait ? Quant à moi, ses prédic-
» tions ne m'ont jamais impressionné, ce n'étaient que
» propos de joueur. »

Quinze jours après, nouvel entretien sur le même sujet.
« Hier au soir, écrit Pictet (10 novembre), nous allâmes
chez Talleyrand. Il nous reçut comme de coutume, c'est-
à-dire fort bien. Il nous parla très longuement de Bona-
parte et prétendit nous prouver qu'il était essentielllement
lâche ! Nous nous amusâmes à rendre sa thèse plus diffi-
cile à soutenir en lui opposant certains faits, et malgré
tout son esprit et la foule d'anecdotes secrètes dont il s'ap-
puya, il ne prouva pas. »

M. Eynard, en enregistrant de son côté cette conversa-
tion, entre dans plus de détails.

« Nous avons témoigné, écrit-il, la plus grande sur-
prise de cette épithète de *lâche* réitérée à trois reprises
dans le même moment. « Oui, messieurs, a repris Talley-
» rand, sa lâcheté perçait en tout. » — « Cependant il
» avait une réputation bien différente, a observé M. d'Iver-
» nois. » — « C'est que tout le monde ne le connaissait pas
» comme moi ; je pourrais vous donner plusieurs preuves
» de ce que j'avance. Par exemple, la veille de la bataille
» d'Austerlitz, il m'écrivit une lettre où perçait la plus
» grande pusillanimité. Pendant l'affaire de Gross-Aspern
» il se tint caché derrière un arbre : il avait entièrement
» perdu la tête. »

» Talleyrand nous racontait tout cela avec une aigreur
et une animosité marquées. Je lui dis : « Mais comment se

» fait-il, s'il était lâche, qu'il recherchât toujours de nouveaux dangers en recommençant la guerre? » Talleyrand a évité de répondre à cette question et il a poursuivi : « Sa crainte se montrait en toutes choses ; à table, il ne prenait jamais de l'eau qui était dans la carafe à côté de lui ; il en faisait demander d'une autre carafe, à l'autre bout de la table. »

» M. Pictet dit alors : « Mais cependant il se promenait souvent dans Paris seul, ou à peine accompagné. » — « Ne croyez pas cela. » — « Je me rappelle, Monseigneur, ai-je répliqué, l'avoir rencontré seul avec Duroc. » — « Apparemment il croyait que personne ne le saurait. Il était si lâche que, lorsqu'il voyageait, il prenait toutes sortes de précautions pour n'être pas assassiné. J'ai été avec lui dans la même voiture : elle était doublée de plusieurs mains de papier, pour être à l'abri des balles. » — « Tout ce que Votre Altesse nous dit là, a répondu M. Pictet, rend l'histoire de Bonaparte plus étonnante encore, puisqu'il a su faire croire qu'il était très brave. » — « C'est que Bonaparte est l'homme le plus dissimulé qui ait jamais vécu, c'est l'être le plus astucieux, le plus fourbe,... l'essence de Bonaparte était la ruse. Tout l'indiquait en lui. Lorsqu'il marche, tout son corps se meut comme un composé d'anneaux, — il a la structure des reptiles comme il en a la ruse ! — » En disant ces mots, Talleyrand s'est levé, et cette grande masse informe qui peut à peine se tenir sur deux jambes estropiées, a essayé d'imiter la démarche de Bonaparte¹. »

¹ A la même époque, Stratford Canning traçait de Talleyrand, dans une lettre intime, un portrait qui cadre parfaitement avec celui que nous ont laissé les députés genevois :

Vienne, 24 décembre 1814. — « ...Le prince de Talleyrand pose ici pour le porte-voix et le champion de tout ce qui est orthodoxe en fait de principes, pur en fait

M. Eynard, très invité, très lancé, recueillit dans les salons de Vienne bien d'autres anecdotes curieuses sur Napoléon. La légende n'avait point encore eu le temps de se former autour du personnage, et les particularités qu'on racontait de lui n'étaient guère à son honneur. Un Anglais qui s'était trouvé sur la frégate conduisant Bonaparte à l'île d'Elbe, affirmait que l'ex-empereur, dans ses causeries à bâtons rompus, traitait habituellement Masséna de voleur, Soult de fourbe, Marmont de lâche, et Augereau de vieille bête. Il n'exceptait guère de ses invectives que Clarke et Macdonald.

M. Eynard eut de longues et intéressantes conversations avec Eugène Beauharnais qui, à ce moment-là, jouait dans les antichambres du Congrès un rôle assez gauche. Entre autres particularités, l'ancien vice-roi confirma à M. Eynard que Napoléon ne voulait point de bien aux Genevois, qu'il trouvait à la fois « trop instruits et trop frondeurs. »

de morale, vénérable en fait d'origine. Il ne peut pas souffrir les jacobins et tombe des nues quand on lui parle d'autre chose que des prérogatives sacrées des souverains et des droits inaliénables des nations. Il cite des auteurs savants à l'appui du Droit et de la Justice, envisage la Révolution avec horreur et appelle Bonaparte un lâche... !

» Ses manières sont agréables et distinguées, sa voix est sourde et monotone. Il est gêné dans sa démarche par son infirmité, mais son attitude n'en est pas embarrassée. L'expression de sa physionomie est presque invariablement la même, impassible, et cependant elle est bien loin de manquer d'intelligence. On a le sentiment, en le regardant, d'un grand travail de pensée sous cette enveloppe rigide. Talleyrand me fait songer à un fleuve qui aurait gelé à la surface, mais dont la glace polie et transparente permettrait de distinguer le courant rapide, sans qu'on pût cependant en sonder le fond du regard. Qui ne l'aurait jamais vu à côté d'une jolie femme pourrait être tenté de le croire insensible et parfaitement maître de lui-même, mais il suffit qu'il parle à sa nièce (qui passe ici pour une beauté) pour qu'en dépit de sa froideur affectée, une expression d'une sensualité et d'une dépravation singulières se glisse aussitôt dans son regard. Son aspect est étrange ; ses jambes en fuseaux et ses pieds difformes l'obligent à marcher en demi-cercle, comme le ferait un patineur maladroit. » (S. Lane-Pool, *The Life of the Right Hon. Stratford Canning*. 2 vol., London, 1888.

« Il n'aimait, ajouta le prince, ni les négociants, ni les gens de lettres ; au reste, il avait des hommes, en général, une très mauvaise opinion. »

Dans la société des divers députés venus de Suisse à titre officiel ou officieux, les Genevois eurent besoin de beaucoup de tact pour se maintenir sur un bon pied avec tout le monde. Il suffira de rappeler les noms de ces députés pour faire comprendre quelles profondes divergences devaient exister entre eux quant à la solution à donner aux affaires helvétiques.

C'étaient, pour la Diète, le bourgmestre H. de Reinhard, de Zurich, le bourgmestre, J.-H. Wieland, de Bâle, et le conseiller de Montenach, de Fribourg, trois hommes représentant trois couleurs politiques bien tranchées ¹. Pour le canton de Vaud, Frédéric-César Laharpe ; pour celui de Berne, le conseiller Zeerleder ; pour celui d'Argovie, le Dr Rengger ; pour les Grisons, deux MM. de Salis, etc. La Haute Diète elle-même, si divisée qu'elle fût à ce moment, n'offrait pas une plus grande bigarrure d'opinions que le groupe suisse à Vienne. Aussi l'influence de ce groupe sur les décisions du Congrès fut-elle à peu près nulle.

Le baron de Müller, ministre résident de la Confédération près la cour d'Autriche, homme d'une belle prestance mais perclus de goutte, rachetait son rôle effacé par les dîners d'apparat qu'il offrait sur de la vaisselle plate à ses compatriotes, sans distinction de parti.

¹ De ces trois représentants de la Diète, Wieland fut de beaucoup celui qui témoigna aux Genevois le plus de confiance. Il était éminemment conciliant et proposa à MM. Pictet et d'Ivernois que les députés des divers cantons se réunissent une fois par semaine pour discuter les questions d'intérêt commun. « Tout en accueillant cette proposition comme elle le méritait, écrit d'Ivernois, nous avons résolu, M. Pictet et moi, de l'écarter pour ne point nous trouver compromis dans des démêlés auxquels nous ne saurions trop rester étrangers. »

Les députés de Genève, qui n'avaient pas, à beaucoup près, à leur disposition les sept cents louis de traitement qu'on attribuait à M. de Müller, voulurent cependant avoir, eux aussi, leur salon et leur *jour*, non point par vanité, mais dans l'espoir d'attirer ainsi chez eux les diplomates et de cultiver, dans la familiarité de relations dont l'étiquette était bannie, les bonnes dispositions qu'on leur témoignait dans les audiences officielles. Ils inaugurèrent une série de *thés*. En face des attractions de toute espèce qui se disputaient la société réunie à Vienne, cette prétention d'avoir, dans « l'appartement mesquin » dont il a été parlé plus haut, un jour de réception, dut paraître téméraire. Elle fut couronnée de succès, néanmoins, grâce à un élément extra diplomatique.

Quand Pictet de Rochemont terminait son rapport sur sa mission par ces mots : « Nous avons travaillé, non en intrigants mais en gens d'honneur, nous avons réussi sans employer ni argent ni femmes, » il ne disait pas tout à fait vrai, car les députés de Genève, eux aussi, avaient *employé les femmes* ; seulement ç'avait été dans un sens fort différent de ce que, dans les coulisses du Congrès, on entendait par cette expression.

En venant à Vienne, MM. d'Ivernois et Eynard avaient eu l'heureuse inspiration de se faire accompagner de leurs femmes, dont l'une, avons-nous dit, était la nièce de Pictet. Bien que jeunes, ces dames avaient déjà l'usage du monde ; elles ne tardèrent pas à être présentées aux diverses souveraines. M^{me} Eynard, née Lullin, offrait le plus attrayant mélange de grâce, de naturel et de qualités sérieuses. En fort peu de temps, par leur parfait comme il faut, leur tact et le charme de leurs manières, M^{mes} d'Ivernois et Eynard mirent à la mode le salon de la députation genevoise. On y vit d'abord arriver le comte Capo d'Istria et

son collègue Pozzo di Borgo, puis le groupe des Anglais : lord Castlereagh, lord Stewart, M. Stratford Canning, sir Sydney Smith ; puis le marquis de Saint-Marsan, ministre de Sardaigne, le duc de Palmella, ambassadeur de Portugal, le duc de Richelieu, et jusqu'à des membres de cette ambassade française, en principe si hostile à Genève.

« Demain, écrit Pictet à Turrettini (27 novembre), nous avons un thé chez nous (c'est ce que Saint-Marsan et consorts appellent nos *dîners*). C'est le quatrième. Nous nous en trouvons fort bien. On y vient volontiers, et nous réunissons ainsi les gens que nous avons le plus intérêt à voir. Nos dames en font les honneurs à merveille. Il faut faire flèche de tout bois, surtout quand on a du bois d'acajou. »

A coup sûr, s'il l'eût osé, le Conseil d'Etat, à la lecture de ces lignes, eût volontiers voté des remerciements aux deux jeunes femmes qui secondaient si bien, à leur façon, les efforts de leurs maris pour le bien de la République. A défaut d'un témoignage officiel de reconnaissance, le galant secrétaire d'Etat glissait à la fin d'une de ses dépêches le *post-scriptum* que voici : « Adieu, mes chers amis, *perge* (chacun) *quo modo cœpisti*, et mettez-moi aux pieds de vos belles dames. D'Ivernois s'exprime dans son avant-dernière lettre beaucoup trop modestement. Nous croyons avoir en vous la réunion de tout ce que nous pouvions désirer, — y compris les dames. »

A la distance où nous sommes de ce temps-là, de pareils détails paraîtront peut-être puérils. Il n'en est pas moins vrai qu'à une époque où le sort des petits Etats dépendait presque uniquement du plus ou moins de bienveillance que leurs chefs réussissaient à inspirer aux puissants de la terre, le peuple genevois put se féliciter de posséder,

pour porter la parole en son nom auprès de ces puissants, des hommes non seulement animés d'un zèle patriotique, mais en mesure par leurs antécédents, par leur éducation, par leurs manières, de se présenter partout, et réunissant aux connaissances indispensables à tout négociateur, les dons qui, dans le monde des cours, prédisposent et séduisent.

Fait à noter : MM. Pictet de Rochemont et d'Ivernois trouvèrent dans leur qualité de *magistrats d'une république* une facilité de plus pour approcher de la personne des monarques, comme aussi pour être admis dans les salons les plus exclusifs de la capitale autrichienne. Aux yeux de cette société toute hiérarchique et d'après les idées de l'époque, la *Seigneurie* de Genève, toute mince puissance qu'elle fût, avait rang de souverain, et comme MM. Pictet et d'Ivernois, en tant que conseillers d'Etat, faisaient partie intégrante de cette Seigneurie, ils étaient considérés en quelque sorte comme des parcelles de souverain ! Ce fut du moins ce qu'à la Cour et dans les bureaux des chancelleries on leur donna à entendre avec une courtoisie moitié grave, moitié souriante, et cela suffit pour qu'en plus d'une occasion ils se vissent honorés d'audiences, d'entretiens ou d'invitations que les représentants d'Etats infiniment plus considérables que Genève n'obtenaient qu'à grand'peine ou même pas du tout.

Si ces égards touchèrent vivement Pictet de Rochemont, qui d'ailleurs en reportait tout l'honneur à sa patrie, en revanche, le *détachement* philosophique qui formait le fond de son caractère n'en fut nullement atteint. Après avoir constaté dans une de ses lettres que « ce qu'il y a eu de gens mis en mouvement et de paroles dites ou écrites pour notre chère Genève, *une et indivisible*, ne saurait se concevoir, » il ajoute :

« Si j'avais jamais eu d'ambition, cela m'aurait passé dans la sphère où je vis. On peut y trouver les meilleures leçons pour qui sait les prendre. On s'y instruit à apprécier les hommes et les choses à leur valeur. Le spectacle que j'ai sous les yeux de certaines réputations usurpées, de prestiges évanouis, de grands services méconnus, de vertus calomniées et de mérites négligés, tout cela m'a confirmé dans ma doctrine qu'il n'y a de réel et de solide que le bien qu'on fait dans sa sphère d'activité. Il ne faut attendre aucune autre récompense quelconque que le sentiment du devoir rempli et du bien lui-même. »

Au début, le vent d'une fortune facile parut enfler la voile des députés genevois. Huit jours après leur arrivée à Vienne, ils n'en étaient déjà plus à compter leurs protecteurs. Laharpe lui-même, l'invisible Laharpe, rencontrant Pictet à dîner chez M. de Müller, avait couru à lui les bras ouverts et lui avait donné avec effusion l'accolade devant tout le monde, au secret amusement de M. Eynard qui se rappelait les visites « en blanc » faites au personnage à Paris, et au grand scandale de certains députés suisses auprès desquels le « libérateur » du canton de Vaud était loin d'être en bonne odeur. Il est vrai que précisément ce jour-là — 13 octobre — Laharpe avait reçu de son concitoyen Monod, alors à Zurich, une lettre ouverte apportée par d'Ivernois, et qui contenait ce passage significatif :

Il faut espérer que si vous ne pouvez réussir complètement à procurer à notre Suisse des limites naturelles de notre côté, vous en obtiendrez une partie, ainsi que des communications libres entre les deux cantons [Vaud et Genève]. Vous connaissez l'importance de tout cela, en sorte que je n'ai pas besoin de vous le recommander. S'il fut une époque pour établir notre patrie de

manière à la rendre heureuse et tranquille à l'avenir, il me semble que ce soit celle-ci. *Avons-nous fait tout ce que nous aurions dû pour cela ?... Non, sans doute, et vous savez combien j'en gémis. Nous croyons que vous pourrez contribuer à réparer une partie de nos torts, et j'ai la certitude qu'il ne tiendra pas à vous*¹.

Que le revirement qui se manifestait chez Laharpe fût dû aux admonestations de Monod ou à d'autres causes que nous ignorons, toujours est-il qu'à Vienne l'attitude de l'ancien précepteur d'Alexandre, dans la question des frontières à donner à la Suisse, fut très différente de ce qu'elle avait été à Paris. Mais l'occasion inespérée que, six mois auparavant, on avait laissé échapper — si même on ne l'avait pas repoussée de parti pris — cette occasion était perdue sans retour.

Pictet, toujours poursuivi de l'idée de renforcer stratégiquement la position de la Suisse, nourrissait encore, en arrivant au Congrès, l'ambition ou l'espoir d'obtenir des Puissances tout le pays circonscrit par la chaîne du Mont-Blanc, depuis les confins du Valais jusqu'au Mont-Charvin, au sud-est d'Annecy ; par le torrent du Fier, à partir de sa source jusqu'au Rhône ; par ce dernier fleuve jusqu'au fort de l'Ecluse ; enfin, par la ligne du Jura jusqu'à la Dôle. Prévoyant toutefois le cas où la France se refuserait à rien céder de ce que lui avait attribué le traité de Paris, il visait à obtenir, comme pis-aller, la réunion au canton de Genève de toute la partie du département du Léman dont ce traité avait laissé la disposition incertaine. Selon la première supposition, on acquerrait pour la Suisse d'excellentes frontières, et pour les défendre, des milices suffisantes. D'après la seconde, on couvrirait le Simplon et l'on pouvait disposer encore, sur une population de cent qua-

¹ Papiers inédits de d'Ivernois. C'est nous qui soulignons.

rante mille âmes, d'une force cantonale de vingt mille hommes pour protéger Genève ¹.

Plus préoccupé des convenances intérieures et politiques de Genève que des considérations stratégiques inspirées par les idées d'équilibre international, le Conseil d'Etat, tout en admettant la justesse des raisonnements de Pictet, avait insisté, dans ses instructions à ses délégués, pour que ceux-ci réclamassent, en première ligne et avant tout, la cession de l'ensemble du pays de Gex, et, dans les limites de l'ancienne Savoie, le territoire compris entre le Rhône, le torrent des Usses, Salève, les Voirons et le ruisseau d'Hermance. Ils devaient en même temps se déclarer prêts à abandonner au canton de Vaud la plus grande partie du pays de Gex, puisque c'était dans l'intérêt de la Confédération principalement qu'ils en désiraient la possession. Quant au Faucigny et au Chablais, le Conseil d'Etat reconnaissait qu'il était d'une haute importance, étant donné le traité du 31 mai, que ces deux provinces fissent partie de la Suisse, mais les députés genevois ne devaient point revendiquer pour leur canton le bénéfice de cette accession.

Au fond, Pictet de Rochemont et le Conseil d'Etat souhaitaient les mêmes choses, seulement ils y mettaient une importance inverse. Le premier se rendait d'ailleurs fort bien compte du sentiment intime et respectable qui faisait hésiter la majorité de ses collègues. Son cœur, sinon sa tête, était avec eux. Aussi, quand il vit ses rêves stratégiques à vau-l'eau ; quand, par suite de l'invincible opposition de la France, qui entraînait celle de la Sardaigne, la perspective d'une accession tant soit peu con-

¹ Le lecteur remarquera qu'ici nous empruntons sans scrupule le texte même d'Albert Rilliet, dont la précision et la clarté nous ont paru ne pas pouvoir être surpassées.

sidérable de territoire se fut évanouie, et qu'il dut reconnaître la nécessité de se replier derrière ce qu'il appelait sa « seconde ligne de combat, » chercha-t-il à se consoler par la pensée que cet échec même, pourvu qu'on sût le prendre, pouvait avoir son bon côté. « C'était, reconnaît-il dans son rapport en parlant du *plan étendu*, c'était un système qui, en associant à Genève une nombreuse population d'un esprit différent et d'une autre religion, nous aurait jeté dans des chances nouvelles et dans un état de choses dont les conséquences étaient difficiles à prévoir. »

Toutefois, il n'en était point encore arrivé à ce degré de résignation un peu forcée lorsque, quatre jours après son arrivée à Vienne, il se présenta accompagné de M. Eynard chez le prince de Talleyrand pour lui offrir ses hommages. Il voulait, dès le début, mettre les procédés de son côté : « Nous avons résolu, dit-il dans son rapport, de nous tenir toujours dans la mesure des égards, mais pourtant assez loin de lui pour pouvoir lui faire au besoin une bonne guerre, sans compromettre notre franchise. »

Si les négociateurs genevois s'étaient par hasard flattés que Talleyrand consentirait à entamer personnellement avec eux le chapitre des affaires, ils furent promptement désabusés. Très froid au premier abord, l'ambassadeur de Louis XVIII ne tarda pas à s'humaniser au point d'engager, séance tenante, ses visiteurs à rester à dîner, invitation qu'ils déclinèrent. Dans cette première entrevue, comme dans les suivantes, il leur parla de tout, sauf de la seule chose qui leur tînt véritablement à cœur. Il fut même si élogieux sur le compte des Genevois qu'il avait connus autrefois, Dumont, Chauvet, Du Roveray ; si complimenteur à l'égard de la *Bibliothèque britannique*, « sans aucune comparaison, le meilleur recueil existant, » disait-il ; il affecta un tel intérêt pour la nouvelle constitution que

Genève venait de se donner, que ses interlocuteurs se retirèrent avec la conviction qu'il avait voulu les « engluer. » Un de ses propos fut celui-ci : « Bonaparte vous poursuivait particulièrement, monsieur Pictet, il vous en voulait personnellement. » — « Monseigneur, je n'en valais guère la peine. » — « Eh bien, je peux vous certifier que s'il vous avait pris, vous auriez été dans une fâcheuse position. »

D'Ivernois écrit dans son journal, le 16 octobre :

Nous avons dîné chez Talleyrand qui nous a fait toutes ses grâces et nous a plus parlé qu'à aucun des trente ou quarante autres convives. Ma situation en l'abordant ne laissait pas que d'avoir quelque chose de gênant, lorsque je me rappelais certaines pages de mon écrit des *Cinq promesses*, où je ne l'ai pas ménagé dans sa conduite perfide envers la Suisse et que je sais qu'il a lues. Mais comme le personnage est sans vergogne, je l'ai abordé en le remerciant d'avoir bien voulu me conserver une place dans son souvenir. Il nous a fort bien accueillis, m'a beaucoup parlé de Genève, etc.

Dans la première audience qu'il obtint à la même époque, soit de lord Castlereagh, soit du prince de Metternich, Pictet ne se sentait plus en présence d'un adversaire. Il avait, au contraire, affaire à ces ministres qui, à Paris, au mois de mai, s'il fallait les en croire, avaient combattu jusqu'au bout pour que le pays de Gex fût cédé à Genève, et avaient même retardé pour cela de trois jours la signature de la paix ¹. Toutefois, l'impression qu'il remporta de cette rencontre préliminaire fut médiocrement encourageante. Le ministre anglais laissa voir la même froideur, le même ennui qu'à Bâle et à Paris, et Pictet comprit qu'il y aurait encore beaucoup à faire pour réchauffer son

¹ Propos de Metternich à Pictet.

indifférence. Il s'en remit sur ce point à l'activité de M. d'Ivernois, « chargé des Anglais, » comme il a été dit plus haut.

M. de Metternich, au contraire, fut tout sourires. Il se répandit en propos obligeants sur la république. Mais, au travers de sa politesse, les Genevois crurent discerner une légèreté qui ne promettait rien de bon, en même temps qu'une assez grande ignorance des questions qui les concernaient¹. Il fallut apprendre au premier ministre autrichien que ce Chablais et ce Faucigny qu'il venait de rendre au roi Victor-Emmanuel I^{er} sans consulter les autres puissances, étaient privés de tout moyen de communiquer militairement avec le reste de la monarchie sarde, et qu'en cas de guerre, ils ne pouvaient constituer qu'un embarras et un danger pour celle-ci. Il eut l'air fort étonné lorsque Pictet ajouta, à titre de renseignement, que les troupes piémontaises envoyées pour réoccuper la Savoie du Nord, avaient dû abandonner leurs pièces de 4 dans la Tarentaise et emprunter le territoire français pour le transport de leurs bagages.

Bien différent, comme sérieux, fut le comte de Capo d'Istria. Les promesses qu'il avait faites aux Genevois à Paris, il les tint fidèlement à Vienne. Son zèle pour leurs intérêts, dont il semblait qu'il eût fait les siens, ne se démentit pas un seul instant. « C'est la corde la plus sonore du Congrès en notre faveur, écrit Pictet, et il n'en est point dont le son soit plus pur. » L'empereur de Russie

¹ Précisément à ce moment-là, M. de Talleyrand écrivait au roi Louis XVIII : « Malheureusement, celui qui est, en Autriche, à la tête des affaires, et qui a la prétention de régler celles de l'Europe, regarde comme la marque la plus certaine de la supériorité du génie une légèreté qu'il pousse, d'un côté, jusqu'au ridicule, et de l'autre, jusqu'à un point où, chez le ministre dirigeant d'un grand Etat, et dans des circonstances telles que celles-ci, elle devient une calamité. » (*Correspondance inédite*, 1 vol. Paris 1881.)

l'avait appelé de Zurich à Vienne pour donner des renseignements et des avis sur les affaires de Suisse. Capo d'Istria partageait toutes les idées de Pictet de Rochemont quant à la nécessité, pour la Suisse, d'un bon système de frontières militaires, et il n'a pas dépendu de lui que cette manière de voir ne prévalût. Une confiance entière s'était établie entre ces deux hommes. Très actifs l'un et l'autre, ils tenaient souvent leurs conciliabules à cinq heures du matin¹.

Le baron de Stein, lui aussi, n'eût pas demandé mieux que de voir le sort de la Confédération assuré par des barrières stratégiques. Il continua à témoigner à Pictet, à Vienne, la même ouverture qu'à Paris, mais ses marques de bienveillance étaient entremêlées de boutades dirigées un peu contre tout le monde, sans en excepter les Suisses dont l'état de désunion l'agaçait. Pictet lui ayant dit un jour :

« — L'empereur Alexandre tient à ce que nous ayons une bonne frontière.

» — Que vous ne défendrez pas ! s'écria Stein.

» — Il ne faut pas juger des Suisses par les derniers événements, répliqua son interlocuteur.

» — J'en juge par les derniers siècles. Les Suisses se sont toujours battus pour et contre tout le monde en criant : *Je suis neutre !* C'est comme si, de ma chambre, je faisais des sorties sur les passants, et qu'ensuite je m'enfermasse en criant : *Je suis neutre !*

¹ En 1818, le comte de Capo d'Istria rencontra au congrès d'Aix-la-Chapelle M. Eynard, et la conversation entre eux vint à tomber sur le congrès de Vienne. « M. Pictet, dit Capo d'Istria, a fait preuve à Vienne d'une persévérance rare. Il ne s'est jamais laissé décourager par toutes les difficultés qu'on lui a opposées, il a toujours été droit son chemin et il a fini par réussir. Je me rappelle qu'il venait tous les matins me voir ; que les nouvelles fussent bonnes ou mauvaises, il a toujours conservé son sang-froid. »

» J'ai ri, continue Pictet dans son récit de cet entretien, et je lui ai dit qu'Alexandre nous envoyait à lui, Stein, pour lui dire nos raisons.

» — Vous l'avez flatté, je parie ?

» — J'ai tâché de ne pas dire des choses désagréables.

» — Vous avez dit un peu de vérité pour faire passer le reste. »

On a vu, par l'extrait que donné plus haut du rapport de la députation genevoise, que celle-ci eut particulièrement à se louer de l'archiduc Jean d'Autriche. Ce prince conçut pour Pictet une estime basée sur la conformité non seulement de leurs opinions mais de leurs goûts. Nature candide, généreuse, désintéressée, l'archiduc était passionné d'agriculture, d'industrie et en général de tout ce qui pouvait contribuer à l'amélioration du sort des masses. Sincèrement affectionné à la Suisse, qu'il se plaisait à appeler le berceau de sa race, il employa tout son crédit à seconder les efforts des députés genevois dans la question des limites. Les relations que Pictet noua avec lui survécurent au Congrès, et lorsqu'en 1816 l'archiduc fit avec l'un de ses frères un voyage de délassement et d'instruction dans les îles britanniques, ce fut la *Bibliothèque universelle* qu'il choisit pour publier le résultat de ses observations ¹.

Le duc de Richelieu doit être également cité parmi les hommes avec lesquels Pictet de Rochemont eut la bonne fortune de se lier à Vienne. Le duc n'occupait auprès du congrès aucune position officielle ni même officieuse. Il était arrivé d'Odessa en simple curieux, avec la pensée de retourner tôt ou tard dans son gouvernement. Mais le

¹ Le récit manuscrit, extrêmement volumineux, de ce voyage est sous nos yeux.

spectacle de la lutte engagée au sujet de la Pologne et de la Saxe changea, paraît-il, le cours de ses idées. Inquiet de l'ambition d'Alexandre, dégoûté des intrigues qui s'agitaient autour de ce prince, il se décida à pousser jusqu'en France, puis à y rester. Moins d'une année après, Louis XVIII le nommait son premier ministre.

Le duc avait amené avec lui d'Odessa, le fils aîné de Pictet, auquel sa protection ne devait pas tarder à faciliter l'entrée de la carrière diplomatique en Bavière. Les lettres de Pictet de Rochemont attestent à quel point il fut séduit par ce qu'il y avait d'élevé et de profondément chevaleresque dans le caractère de M. de Richelieu.

Les députés genevois obtinrent des audiences successives des empereurs d'Autriche et de Russie, des rois de Prusse et de Bavière. Les deux premières seules avaient, pour l'objet qu'ils poursuivaient, une réelle importance. Pictet, qui portait la parole, sut trouver des compliments appropriés aux positions et aux caractères si différents de François II et d'Alexandre, mais ce fut dans des termes identiques qu'il leur recommanda les intérêts de sa patrie.

« Nous supplions Votre Majesté Impériale, dit-il à l'un comme à l'autre souverain, de mettre le comble à ses bienfaits en daignant recommander à ses ministres au Congrès le sort du nouveau canton de Genève, dont le territoire insuffisant à notre subsistance, morcelé, dépourvu de frontières naturelles, est encore isolé de la Suisse, ce qui nous laisse dans l'impossibilité de contribuer à la défense commune et au maintien de cette neutralité helvétique qui est d'un si grand intérêt pour l'Europe. »

A la manière dont Alexandre écouta ce discours et y répondit, Pictet crut deviner qu'il avait touché les cordes sensibles. « Quand nous l'aurions soufflé, mande-t-il à

Turrettini au sortir de l'audience (23 octobre), il n'aurait pas pu mieux entrer dans nos vues et nous dire plus de choses aimables et propres à nous donner toute espérance¹. Nous nous en garons néanmoins, car, sur le point qui nous tient le plus à cœur, le *veto* de Talleyrand enraye tout. Je crois vous avoir dit que Capo d'Istria s'est chargé de l'aborder. C'est notre sauveur, notre boussole que ce Capo d'Istria, c'est à lui et à La Harpe que nous devons cette audience, peut-être aussi un peu au duc de Richelieu.... Vous comprendrez combien nous mettons d'importance à nous faire petits, ignorants, subalternes, désireux de seconder, quand le moment sera venu, le trio de la Diète, duquel nous attendons ordre et signal. »

Le soin que mettaient les Genevois à se « faire petits » était justifié par certains propos qui leur étaient revenus. D'Ivernois écrit dans son journal, le 5 novembre : « Le député de Berne paraît s'être plaint à M. de Wessenberg de ce que nous, Genevois, sommes les seuls écoutés et accueillis. Dans le cours de sa conversation avec M. de Wessenberg, il s'est répandu en lamentations sur le sort des Bernois, et en reproches sur ce que nous étions les seuls Suisses qui eussent véritablement quelque chance de succès. « Sur quoi fondait-il cette opinion ? » demandâmes-nous à M. de Wessenberg. — « Sur ce que tout le monde vous veut du bien, et entre autres sur la protection de l'empereur Alexandre, lequel ne parle jamais des Genevois sans *fondre en larmes*. » Ici nous avons prié M. de Wessenberg de nous dire d'où il tenait cette bonne nouvelle. — « Ah ! mais c'est ainsi qu'il a accueilli vos députés

¹ Vingt-quatre heures plus tard, Pictet n'eût certainement pas écrit cette phrase, car ce fut le lendemain même de cette audience qu'il apprit, de la bouche de M. de Wessenberg, le rôle que l'empereur de Russie avait joué à Paris dans l'affaire du pays de Gex. (Voir plus haut chap. III, p. 125.) Et cependant, dans son entretien avec la députation genevoise, Alexandre s'était vanté de sa « franchise militaire ! »

à Bâle. » — « Oh ! quant à cela, j'y étais, a répondu M. Pictet, et je puis vous certifier que Sa Majesté avait l'œil sec, et très sec ! » — « Et moi, ai-je ajouté, je puis vous garantir à mon tour que, dans sa dernière audience, dont nous avons eu d'ailleurs tout lieu d'être contents, il ne nous a parlé que de son intérêt *pour la Suisse*, prise dans son ensemble, en nous donnant assez clairement à entendre que c'est pour elle, beaucoup plus que pour nos beaux yeux, qu'il lui paraît indispensable de lui donner une bonne frontière de nos côtés. »

Ce même journal de d'Ivernois renferme le résumé d'un entretien qu'il eut, à la date du 6 novembre, avec M. Stratford Canning, ministre d'Angleterre en Suisse, et qui montre une fois de plus à quel point les négociateurs genevois, en réclamant des frontières militaires, avaient en vue l'avantage de la Suisse bien plus encore que celui de leur canton :

Stratford Canning, écrit d'Ivernois, a commencé par me féliciter de ce qu'on allait s'occuper sérieusement des affaires de la Suisse. Il m'a témoigné son étonnement du peu d'accord qu'il a retrouvé ici entre les divers députés suisses.... Ici, revenant sur ce que nous avons appris indirectement des dispositions où serait le roi de Sardaigne, de céder ce qu'on lui demande en se réservant une espèce de souveraineté¹, je l'ai pressé de s'opposer d'emblée à cette réserve, et j'y ai même ajouté la prière d'insinuer, comme de lui-même, à M. de Saint-Marsan que s'il faisait de cette proposition l'objet d'une note, il y exprimât l'espoir que la France reconnaîtrait le sacrifice de la cour de Turin par quelque sacrifice analogue, qui aurait pour but de consolider la durée de la paix en assurant, de son côté, la neutralité de la Suisse.

— Eh quoi, m'a-t-il répondu d'un ton moitié sérieux, est-ce que le Faucigny et le Chablais ne vous suffiraient pas sans qu'il

¹ C'est-à-dire, de faire de la Savoie du Nord à la fois un canton suisse et un duché relevant du roi de Sardaigne, comme le canton de Neuchâtel vis-à-vis du roi de Prusse.

fallût y ajouter encore le pays de Gex ? Il vous faut donc absolument les deux rives pour que vous soyez contents ?

— Il les faut sans doute, ai-je répliqué, si l'on veut donner à la Suisse les frontières dont elle a indispensablement besoin. D'ailleurs, des deux rives, celle de Versoix est de beaucoup celle qui nous importe le plus, et c'est ainsi qu'on a jugé dans les négociations de Paris. Du reste, ici comme à Genève, et à Genève comme à Zurich, vous nous trouverez sans ambition d'agrandissement territorial et toujours beaucoup plus Suisses que Genevois. Disposez du pays de Gex comme il vous plaira, mais faites qu'il devienne *suisse*, et tôt ou tard la Suisse vous bénira. S'il entre dans vos convenances d'en attribuer une partie au canton de Vaud, et une partie du Chablais et du Faucigny au Valais, loin de nous en plaindre, nous y donnerons les mains de manière à vous prouver que nous n'avons d'autre ambition que celle de devenir suisses, de façon à pouvoir *rester* suisses et défendre la porte importante dont nous tenons la clef.

Sur quoi, voyant que je continuais à me défendre sérieusement de toutes vues d'agrandissement, il s'est mis à rire en homme qui avait cherché à m'embarrasser.

— N'allez pas plus loin, m'a-t-il ensuite dit d'un ton grave. Je ne puis assez vous exprimer combien tout ce que je savais de votre patrie, tout ce que j'en ai vu de mes propres yeux, m'a persuadé de l'excellent esprit qui y anime les gouvernants et les gouvernés. Je les acquitte de toutes vues ambitieuses, et je désirerais, pour le bien des Suisses, qu'ils vous prissent pour modèles.... Tenez pour certain que ma Cour vous conserve toujours les mêmes sentiments de bienveillance dont vous l'avez vue animée à votre départ de Londres, et dès que les conférences s'ouvriront, il ne dépendra pas de moi de vous en donner des preuves substantielles.

La correspondance de Pictet avec sa famille donne une idée assez piquante de la façon dont, à cette époque, on traitait les affaires à Vienne, — ou plutôt dont on ne les traitait pas.

19 novembre. — J'avais hier soir, à la maison, des Excellences hongroises et moraves qui restèrent jusqu'à 11 1/2 heures à par-

ler agriculture. Ils voudraient tous m'emmener dans leurs terres ; ils trouvent qu'une journée ou deux de distance ne sont rien. Ils me promettent chasse, pipe, vin de Tokay.... Il y aurait bien là matière à un article intéressant pour le journal, mais j'ai trop de conscience pour aller chasser au lieu de faire les affaires de la République. Cela est bon pour les représentants des grandes Puissances, comme Castlereagh et son frère lord Stewart qui sont en ce moment et pour trois jours *on a shooting party* pendant que les courriers attendent et que les affaires chôment. *They take their example from their betters!* [ils ne font qu'imiter leurs supérieurs !] Les deux Empereurs sont malades. L'un a pris une douleur de sciatique en dansant une valse, l'autre s'est mis au lit de fatigue.... Si le temps et les forces humaines ne se chargeaient pas de poser des bornes à la dissipation des grands de la terre, tout irait plus mal encore, et c'est beaucoup dire.

...Le Roi des Ingrats [Talleyrand] a invité l'autre jour lord Castlereagh à dîner sans lui dire avec qui, et il l'a placé, à table, à côté de M^{lle} Bigottini, danseuse de profession.... Il y a de l'épiscopat, de la rouerie et de la malice là dedans. Ces Messieurs les Anglais ont si peu d'usage du monde, qu'on leur fait une politesse en les mettant à côté de gens qui n'en exigent point. Ce qu'il y a de plaisant, c'est qu'ils se plaignent à nous qu'on ne les invite nulle part, malgré la prévenance qu'ils mettent dans leurs manières !

13 janvier. — Le grand maître des cérémonies [comte de Wrbna], qui nous choie, nous a offert les fenêtres de son appartement pour voir passer le carrousel. Il est passionné de mérinos et il me respecte comme le Pape des moutons. Il voudrait que j'allasse donner ma bénédiction à ses bergeries, mais je n'en ai pas le temps.

Le prince de Wrède fait force projets de venir nous voir cet été à Lancy, avec toute sa famille. Ce sera le cas de faire ôter l'herbe des avenues par les petits C..., pour recevoir ce feld-maréchal selon ses mérites dans notre chère baraque, que je préfère au palais de Schönbrunn et à tous autres.

27 février. — Moquez-vous de moi, mes chers enfants ; dites que je rabâche et que j'ai pris une espèce de maladie que vous appellerez, si vous voulez, la manie archiducal, mais je ne puis

m'empêcher de dire du bien de celui que je viens de voir, l'archiduc Jean.... Quand son énergie se déploie contre l'égoïsme, les petites vues et l'injustice des puissants ici rassemblés, quand il plaide la cause du peuple et surtout du peuple des campagnes, je crois entendre un apôtre en mission en faveur des petits et des opprimés.

Wieland lui ayant dit devant moi qu'il admirait la sagesse des gouvernements qui savaient respecter les vieilles institutions : « Sans doute, a répondu le prince, il ne faut pas qu'un gouvernement impose des réformes à un peuple non préparé, mais il est du devoir d'un gouvernement de *préparer*, par l'éducation, le peuple à opérer ces réformes lui-même. Il faut éclairer, élever, moraliser, rendre pieuse et sage la masse de la population ; le temps, ensuite, amène les améliorations dont l'état social et politique est susceptible. Ce n'est pas avec des lois prématurées, ce n'est pas à coup d'ordonnances et de règlements qu'on met fin aux abus et qu'on introduit les bonnes choses. Il faut commencer par la base, qui est *l'éducation*. »

Ce fut le 12 novembre que le comité des ministres chargés de s'occuper des affaires de la Suisse s'assembla pour la première fois. Il se composait du baron de Wessenberg pour l'Autriche, du baron de Stein pour la Russie, du baron de Humboldt pour la Prusse, de lord Stewart pour l'Angleterre. Dès la seconde séance, on sentit la nécessité d'y admettre un représentant de la France en la personne du duc de Dalberg. M. Stratford Canning et le comte de Capo d'Istria y siégeaient à titre consultatif. Les préavis devaient être soumis à la conférence générale des huit Puissances signataires du traité de Paris et qui constituaient le Congrès proprement dit.

M. de Capo d'Istria, dans le but de diriger les délibérations de ce comité, avait préparé un exposé de la situation en indiquant en même temps le but qu'on devait avoir en vue. Il lut d'avance sa rédaction à Pictet, accueillit ses observations, adopta *verbatim*, pour l'insérer dans

son rapport, un mémoire en trois pages de Pictet sur la question des frontières du sud-ouest, et lui demanda le pendant de ce travail pour le pays de Porentruy, au moyen duquel on entrevoyait la possibilité de dédommager la France de la cession du pays de Gex. Après s'être renseigné auprès du bourgmestre Wieland, Pictet exécuta le travail demandé. Il y proposait d'attribuer à peu près la moitié de l'évêché de Bâle aux Bernois, et d'abandonner à la France 37 villages, ou à la rigueur 52, concession fort supérieure, comme étendue et comme richesse, au pays de Gex.

Sondé par le baron de Wessenberg sur les intentions de son gouvernement quant à la cession du pays de Gex, le prince de Talleyrand ne repoussa point d'emblée cette ouverture. Mais, dans le moment même où il laissait ainsi entrevoir aux Genevois la possibilité de parvenir à l'objet de leurs vœux, il entamait avec l'envoyé de Sardaigne à Vienne, le marquis de Saint-Marsan, une négociation secrète ayant pour but d'obtenir, contre une rectification de frontières, que la ville de Carouge fût remise à la France. On ne pouvait rien inventer de plus menaçant pour l'indépendance de Genève.

Mis en éveil sur cette manœuvre par M. Stratford Canning, les députés genevois ne perdirent pas un instant pour sonner l'alarme parmi leurs protecteurs¹. Pictet de

¹ Voici les calculs que l'écrivain Ricard prête naïvement à MM. Pictet et d'Ivernois, à l'occasion de cette tentative de Talleyrand sur Carouge :

« Aussitôt que les envoyés genevois eurent vent des pourparlers qui existaient entre Saint-Marsan et Talleyrand, ils prirent peur. Notre établissement aux portes de leur ville leur semblait devoir entraîner des conséquences fatales pour leur gouvernement aristocratique. Ils redoutaient que le spectacle des libertés restreintes que la monarchie venait d'accorder aux Français dans la charte, entrevu par leurs compatriotes du haut de leurs vieux remparts, ne suffît à lui seul, en leur faisant faire un douloureux retour sur leur condition politique, pour les décider à désertir Genève et à réclamer notre nationalité. » (*Op. cit.*, p. 176.)

Rochemont, qui entendait bien tirer parti des assurances toutes récentes d'Alexandre, courut chez Laharpe, lui dit qu'on proposait un arrangement qui mettrait les Français aux portes de Genève, lui fit sentir combien le canton de Vaud se trouverait menacé si la France, en possession de Carouge, s'en servait, comme toutes les vraisemblances l'indiquaient, pour s'emparer tôt ou tard de Genève. Laharpe entra dans les raisons de Pictet, lui fit rédiger en dix lignes et séance tenante une note sur cet objet, la recopia lui-même afin que l'écriture du député genevois ne parût pas, et se chargea de la porter immédiatement à l'empereur, ce qu'il fit. Dès le lendemain, Capo d'Istria annonçait à Pictet que M. de Stein et lui avaient reçu d'Alexandre l'ordre de s'opposer absolument à la tentative sur Carouge. « Je ne veux pas, avait dit le czar, que l'on écrase ces gens-là, à qui je viens de promettre qu'on les arrangerait. »

Les ministres des autres Puissances avaient manifesté à l'égard du projet de Talleyrand la même répulsion. « Cette tentative montre la corde, » avait dit Wessenberg en haussant les épaules. Il en résulta un redoublement de sollicitude pour la république menacée. « Capo d'Istria m'a assuré, écrit Pictet le 28 novembre, qu'à la séance du comité d'aujourd'hui, il n'y avait qu'une voix sur nous et comme un feu roulant pour exprimer l'intérêt que nous inspirions. »

Le coup était paré, mais l'échec que venait d'éprouver Talleyrand n'était pas fait pour diminuer son animosité à l'égard des Genevois.

Le 29 novembre, MM. Pictet et d'Ivernois furent interrogés minutieusement, quoique d'une manière non officielle, par Stratford Canning et Capo d'Istria sur la superficie, la population, les ressources, soit du Poren-

truy, soit du pays de Gex. Le ministre russe était déjà parfaitement renseigné sur ces différents points, grâce aux mémoires qu'il s'était fait remettre par Pictet lui-même peu de temps auparavant, mais il feignit l'ignorance pour ne pas donner ombrage à son confrère britannique. Ce ne fut pas la seule occasion où Capo d'Istria et Pictet se crurent obligés de jouer en public de petites comédies de ce genre, tant étaient vives les rivalités entre les soi-disants alliés. « Dans ce moment, mande Pictet au Conseil d'Etat, à la date du 9 novembre, la France et l'Autriche marchent ensemble, l'Angleterre et l'Autriche pas trop, l'Angleterre et la Russie pas du tout ; la Prusse tient avec cette dernière et est très mal avec la France. Tout cela complique horriblement notre besogne. »

Pictet saisit l'occasion de cet entretien avec Stratford Canning et Capo d'Istria pour « faire reconnaître, dit-il, à ses interlocuteurs la haute convenance de ne pas faire un pas dans la négociation touchant le pays de Gex sans en faire un également dans celle relative à la partie savoyenne du bassin du lac. » C'était toujours chez lui la même préoccupation d'adjoindre à la Confédération les provinces du Nord de la Savoie, soit en les annexant aux républiques de Genève et du Valais, soit en les constituant en un ou plusieurs Cantons distincts, dussent même ce ou ces Cantons demeurer sous la suzeraineté nominale du roi de Sardaigne. La forme à donner à la chose lui était assez indifférente pourvu que ce territoire fût, comme il disait, *helvétisé*. Le 1^{er} décembre, il s'aventura à suggérer cette combinaison au landammann de Reinhard. Celui-ci battit froid. « L'idée ne lui sourit pas, écrit Pictet ; il trouve déjà le nombre des cantons trop considérable. Cette masse de catholiques l'épouvante. L'idée d'une imitation de Neuchâtel ne l'effraye pas moins. »

Trois jours après, il revient sur le même sujet :

4 décembre. — Le docteur Rengger, que j'ai vu aujourd'hui, m'a communiqué une copie des instructions de Reinhard, ainsi que d'un mémoire militaire en allemand de Finsler de Zurich. J'ai vu que, par ses instructions, Reinhard était chargé de soutenir Genève, non seulement dans ses demandes ou dans l'exécution des promesses faites à l'égard du pays de Gex, mais aussi relativement au Chablais et au Faucigny. On dirait que l'auteur du mémoire annexé aux instructions a lu mon grand mémoire, à moi, tant il y a d'analogie dans le raisonnement et la conclusion !... Il nous donne le bassin, puis la crête de la haute chaîne, et au sud, la même limite que le grand mémoire de d'Ivernois. Il n'en diffère qu'en ne prenant pas les Usses ou le Fier, faute de connaissances locales. Au lieu de seconder nos démarches sur le Chablais et le Faucigny, le dit Reinhard les a entravées de son mieux en répandant l'effroi qu'il éprouve lui-même, de voir augmenter le nombre des Cantons et celui des catholiques. En conséquence, j'ai arrangé avec Capo d'Istria que celui-ci lui demandera — sans compromettre personne — de produire la portion de ses instructions et le mémoire allemand qui traitent de notre frontière.

Le mémoire du quartier-maître général Finsler, auquel il est fait ici allusion et dont les conclusions hardies s'accordaient si bien avec celles de Pictet, avait été remis à la Haute Diète par son auteur dès le 3 mai 1814. Mais telle était l'inertie fédérale d'alors, que la Commission diplomatique à laquelle avait été renvoyé cet important objet ne présenta son rapport que le 1^{er} juin. Or, le traité de Paris, qui préjugait la question de la façon la plus grave, avait été signé le 30 mai ! On avait perdu un mois du temps le plus précieux ¹.

¹ Le mémoire de Finsler à la Diète *über eine für die Schweiz wünschenswerthe Militärgrenze* se trouve reproduit en entier dans le *Politisches Jahrbuch* de M. le professeur C. Hilty. Berne, 1887.

Le 2 décembre, le duc de Dalberg informa officiellement le comité des affaires de Suisse qu'il était autorisé à entrer en négociations pour l'échange du pays de Gex contre un équivalent dans le Porentruy, mais à la condition qu'on restituerait aux Bernois l'Argovie. Cette dernière clause fut aussitôt criblée d'objections par l'ensemble des plénipotentiaires présents. Dalberg parut sentir qu'il ne pouvait persister dans sa demande et consentit même à ce qu'elle ne fût pas insérée au procès verbal, ce qui n'empêcha point d'ailleurs la légation de France de la représenter deux ou trois jours plus tard, ainsi qu'on va le voir.

La conduite de cette légation à l'égard de Genève continuait à être aussi équivoque que possible. Tandis que Talleyrand intriguait sous main pour avoir Carouge, et posait, en ce qui concernait l'échange du pays de Gex, des conditions qu'il savait d'avance être inacceptables, Dalberg se confondait en politesses vis-à-vis de nos députés, faisait mine de vouloir venir se fixer dans leur pays, s'enquérail du prix des campagnes aux environs de Genève, et répétait d'un ton pénétré : « Il faut que la Suisse soit hermétiquement fermée. » Impatientés de ce verbiage, les membres du comité des affaires de Suisse, dans la séance du 7 décembre, mirent le plénipotentiaire français en demeure de s'expliquer catégoriquement sur les intentions de sa cour relativement aux concessions territoriales en faveur de Genève.

Dalberg alors donna lecture de ses instructions. En échange d'un territoire de 10 à 12 000 âmes dans le pays de Gex, destiné à désenclaver la république et à la relier à la Suisse, le Roi demandait : 1^o la vallée des Dappes, à prendre au canton de Vaud auquel on donnerait en compensation le village genevois de Céligny ; 2^o une partie

de l'ancien évêché de Bâle, deux fois plus considérable que la partie à céder dans le pays de Gex. Il insistait en 3^e lieu pour qu'il ne fût plus rien demandé, en Savoie, au roi de Sardaigne, en faveur de Genève; 4^o pour que la partie de l'ancienne Argovie qui avait été enlevée aux Bernois leur fût rendue; 5^o enfin, pour que les Français conservassent, comme par le passé, le droit de naviguer librement sur le lac de Genève, — clause difficile à comprendre du moment que la France lâchait Versoix.

Cet ensemble de conditions décelait plus d'une arrière-pensée malveillante. Faute de mieux, cependant, les Genevois et leurs protecteurs se disposaient à reprendre les négociations sur cette base, avec le secret espoir de trouver quelque biais qui permît de ne pas sacrifier les intérêts de Genève du côté de la Savoie ¹, lorsque, le 10 décembre, Dalberg vint déclarer qu'il lui était enjoint de retirer sa proposition et de ne donner, du moins pour le moment, *aucune suite au projet d'échange*, et cela sous prétexte que ce projet était mal vu de l'opinion publique en France.

Cette volte-face inopinée renversait une fois de plus les calculs des Genevois. « Après avoir été, écrit Pictet à cette date, aussi près que possible de conclure d'une manière plus avantageuse que nous n'aurions osé l'espérer, nous venons d'essuyer un coup de foudre qui nous rejette au large et plus loin du port que jamais. Il y a de quoi se désespérer. »

Il ne lâcha point pied, cependant. Stimulé par les difficultés même de sa tâche, et aussi — il le raconte dans une page intime — par la circonstance qu'on était à la

¹ Comme, par exemple, celui imaginé par Pictet, de n'accepter que 5000 des 12 000 âmes offertes dans le pays de Gex (ce qui eût suffi à la rigueur pour désenclaver le mandement de Peney et se relier à la Suisse) en demandant d'être autorisé à prendre le solde *sur la rive gauche du Rhône et du lac*, ce qui eût permis de désenclaver Jussy et d'acquérir Carouge.

veille de l'anniversaire de l'*Escalade*, dont le souvenir ranimait son patriotisme, il se présentait au bout de vingt-quatre heures aux ministres avec une combinaison nouvelle consistant à faire attribuer par le Congrès, à la république de Genève, la souveraineté pure et simple du pays d'Ajoye, autrement dit du Porentruy ! De cette façon on mettait entre les mains du gouvernement genevois un objet d'échange qui devait lui permettre, tôt ou tard, de renouer les négociations avec la France, lorsque celle-ci jugerait à propos de venir à récipiscence.

Pictet entendait, cela va sans dire, entourer cette cession temporaire du Porentruy au canton de Genève de toutes les garanties propres à rassurer les populations dont on allait ainsi disposer. A cet effet, il avait rédigé le projet d'arrêté suivant :

Les ministres des HH. PP. voulant terminer sans retard et d'une manière définitive les affaires de la Suisse, ainsi que réaliser autant que les circonstances le permettent les promesses faites au canton de Genève ; espérant que les obstacles survenus dans l'exécution d'un échange entre une partie du Porentruy et une partie du pays de Gex, échange dont le plénipotentiaire français lui-même a présenté les bases dans sa note verbale du 6 de ce mois, pourront être écartés dans la suite ; et désirant enfin concilier autant qu'il est possible les convenances de la Suisse avec les ménagements dus aux peuples dont ils s'occupent,

Arrêtent ce qui suit :

La partie de l'Evêché de Bâle sur la gauche du Doubs, y compris le pays situé au nord d'une ligne tirée de la courbure du Doubs, près de Sainte-Ursanne, jusqu'à La Celle, ainsi que ce territoire est indiqué dans la note verbale du plénipotentiaire français pour être l'objet d'un échange contre totalité ou partie du pays de Gex, est cédée au canton de Genève, avec les précautions et restrictions suivantes :

Les députés de Genève et ceux du Pays de Porentruy actuellement au Congrès s'entendront sur le mode d'administration qui

y sera établi. Mais les Ministres des HH. PP. statuent expressément que les administrateurs et les employés seront pris dans le pays même ; que les impôts existants ne pourront être augmentés, et que l'excédant de leur produit, s'il y en a, sera employé tout entier dans l'intérieur du pays et pour l'avantage de ses habitants.

Les dispositions générales de l'état politique, civil et judiciaire du pays cédé au canton de Genève seront calculées de manière à s'assimiler aux institutions politiques, civiles et judiciaires de la France, afin que, lorsque le canton de Genève réussira à conclure avec cette Puissance le traité d'échange projeté, les inconvénients qui pourraient résulter de cet échange pour les habitants soient adoucis autant que la nature des choses le comporte.

Quelque bizarre à première vue que fût cet expédient, son auteur n'en réussit pas moins à le faire adopter par son collègue d'abord, et ensuite, dans le sein du « comité de Suisse, » par les représentants de toutes les Puissances alliées. Après avoir entendu les explications verbales de Pictet de Rochemont et de d'Ivernois, MM. de Stein, de Humboldt, de Wessenberg et lord Stewart se déclarèrent favorables à l'idée de « genevoiser » le Porentruy.

Quant au gouvernement genevois lui-même, s'il fut d'abord quelque peu interloqué et hésitant, vu le caractère absolument inattendu de la combinaison proposée, il résolut, réflexion faite, de ne pas plus désavouer ses négociateurs en cela qu'en autre chose. Le secrétaire Turrettini écrit, le 2 février 1815, que « M. le syndic Lullin, toujours hardi, est pour que l'on donne franchement le Porentruy à gouverner au Conseil d'Etat de Genève, en assurant aux habitants le libre exercice de leur religion et les droits garantis par la charte constitutionnelle française ; qu'il (M. Lullin) ajoute que si les Genevois administraient ce pays, ils pourraient s'engager à rendre compte, tous les deux ans, de leur gestion à la Diète

suisse ; que M. le syndic Des Arts, moins audacieux que son collègue, penche pour que le Conseil d'Etat ne tranche pas lui-même la question, mais laisse faire ses délégués en leur prescrivant simplement d'employer tous leurs moyens pour que, *de manière ou d'autre*, le Porentruy soit tenu en réserve. »

Mais ici encore l'obstination de la France était destinée à avoir raison des dispositions bienveillantes des Alliés. Le duc de Dalberg déclara inadmissible que le Porentruy pût être attribué, même temporairement, à Genève, et insista pour qu'il fût remis au canton de Berne.

On a vu plus haut que ce même Dalberg avait argué de l'opinion publique en France pour rompre les négociations relatives au pays de Gex. Pictet écrit le 12 décembre à Turrettini :

Maintenant, que je vous dise que Dalberg a lâché l'autre jour, en retirant sa proposition sous prétexte que, sur la proposition du Chancelier (*Dambray*)¹, Louis XVIII n'avait pas trouvé convenable de nantir les Députés d'une pareille question, Dalberg a lâché, dis-je, que c'était la cousine de la belle-mère de votre fils² qui avait excité du mouvement dans la société, et par suite chez les députés intéressés à la question de la cession du pays de Gex. Le mot : *que le diable l'emporte !* qui si souvent m'est échappé à son occasion, est sorti de ma bouche quand Capo d'Istria m'a dit cela. Il faut être, en effet, bien maladroite ou bien malheureuse pour servir ses amis de cette manière ! Comme Talleyrand ne peut la souffrir, elle sert à la fois de prétexte et d'occasion à la malveillance dont il nous honore, malgré les apparences contraires.

¹ Cette intervention du Chancelier de France dans la question était une pure invention de Talleyrand, comme on peut le voir par la dépêche des ambassadeurs français datée de Vienne, 14 décembre 1814. (*Mémoires de Talleyrand*, tome II, p. 515.)

² Faute d'un chiffre convenu d'avance, Pictet se sert de cette périphrase pour désigner M^{me} de Staël, qui était alors à Paris.

Minuit. — Nous voilà débarrassés d'une soirée chez nous où nous avons eu assez de monde, et en particulier Noailles¹. Eynard l'a pris dans un coin et a mis en plaisantant la conversation sur Genève. Elle s'est vite échauffée, et comme Noailles est bouillant et peu sur ses gardes, il a lâché beaucoup de choses qui nous montrent l'air du bureau chez Talleyrand, ce soir. « Les Genevois, a-t-il dit, au lieu de venir à nous, font des voyages au Nord, au Midi, à l'Orient. Ils ont envie d'une chose que nous ne pouvons pas donner sans risquer de nous faire juger par la Chambre. Jamais le Roi ne la cédera comme cela ! Peut-il donner des catholiques à des protestants ?... D'ailleurs, Genève n'a pas besoin de ce contact. Nous craignons peu la Suisse, mais nous redoutons l'ascendant de Genève sur elle. S'arrondir,... s'arrondir,... on prend un compas et on trace un cercle,... c'est bientôt dit ! Mais c'est que ces messieurs intéressent toute l'Europe ! C'est la Russie, c'est l'Angleterre, c'est l'Autriche,... c'est à qui parlera le plus haut en leur faveur. Et on ne nous dit rien, à nous. »

Eynard n'a pas manqué de prendre la chose en plaisanterie, et de lui montrer que ce n'était pas à lui (Noailles) de parler ainsi d'un pays où on le chérissait, ainsi que son oncle². Noailles, qui est bon diable mais qui n'a pas encore tout l'aplomb de sa profession, est convenu de la chose. Il a ri, il a plaisanté, un peu du bout des lèvres, cependant. Il y a de la pique et de l'humeur sous jeu : c'était inévitable. J'irai demain matin demander conseil [à Capo d'Istria] et nous faire autoriser à une démarche de procédé auprès de Talleyrand et de Dalberg.

Cette « démarche de procédé » prit la forme d'une lettre de la députation genevoise à l'ambassadeur de France. « Nous résolûmes, raconte Pictet dans son rapport, d'écrire au prince de Talleyrand une profession de foi de la conduite et des sentiments des Genevois, en lui demandant

¹ Le comte Alexis de Noailles, membre de l'ambassade de France ; il avait avec M. Eynard des relations anciennes.

² Le duc d'Ayen, qui s'était réfugié à Rolle pendant la révolution, et y a longtemps vécu.

de nous mettre à portée de lui donner les explications qu'il pourrait désirer. Cette lettre n'obtint pas de réponse, et lorsqu'au cercle de la Cour, je demandai au prince, après dix jours écoulés et en présence de mon collègue, s'il avait reçu notre missive, il éprouva un embarras évident, et après avoir hésité, il me répondit qu'une note qu'il se préparait à remettre nous servirait de réponse. »

La correspondance de Pictet durant cette phase des négociations nous laisse entrevoir tout ce qu'il se cachait d'intrigues et d'intérêts personnels derrière les fins de non recevoir qu'on lui opposait.

13 décembre. — Je suis allé ce matin chez mon brave ami de Wrède que j'ai fait lever, comme je l'avais déjà fait hier¹. Je lui ai tout raconté [c'est-à-dire le refus de la France d'accéder à l'échange du Porentruy]. Il m'a parlé, avec encore plus d'abandon qu'il ne l'avait fait la veille, de l'état horriblement inquiétant des affaires générales.... Je l'ai ramené sur nous ; je lui ai reparlé de l'idée qu'on attribuait à Metternich, de faire de l'évêché de Bâle un canton dans le genre de Neuchâtel, pour y avoir la main. Je lui ai fait envisager le projet de ce ministre, d'installer là un rejeton de l'Autriche, comme devant particulièrement déplaire à la France. Alors il m'a dit : « Ecoutez, je tiens ce b... de Dalberg par un bout ; je le verrai et je tâcherai de lui faire entendre raison. » — « Mais, mon prince, la chose presse. » — « Je m'en vais faire atteler ma voiture tout à l'heure et j'irai le trouver. »

14 décembre. — Je reviens de chez Wrède. Il m'a dit que la raison donnée par Dalberg pour ne pas attribuer le Porentruy à Genève mais bien à Berne, c'est qu'il fallait que Berne fût *fort*, pour mener le reste de la Suisse ; que ce grand nombre de cantons ne convenait pas à la France et que le mieux serait qu'il n'y

¹ Le nombre de personnages que Pictet paraît avoir trouvés *au lit*, dans ses tournées de visites, est tout à fait extraordinaire. Il réussit à faire lever bon nombre d'entre eux, ou du moins à arriver jusqu'à leur chevet.

en eût que *deux* [sic !] « Votre Altesse, ajouta Dalberg, prend-elle personnellement intérêt à cette question ? » — « Je lui ai fait entendre (a continué de Wrède) qu'il m'obligerait en arrangeant Genève ; que le R. [roi de Bavière ?] y prenait intérêt ; que ce contact vous était nécessaire, etc. »

J'ai demandé alors à Wrède si Dalberg avait témoigné quelque humeur contre nous (les députés) personnellement, ou contre les Genevois en général ? « Non, du tout. Et quand il a vu que cela me tenait à cœur, il a dit que ce n'était point un ultimatum. Je sais bien où le bât le blesse et je veillerai à ce qu'il marche droit, car je le tiens ! »

15 décembre. — Nous soupâmes hier chez Castlereagh. Il nous fit passer dans son cabinet avec Canning et Stewart. Il se montra meilleur et plus affectueux pour nous que je ne l'avais encore vu. Il nous soumit toutes les pièces de la négociation avec Dalberg, non sans témoigner beaucoup d'indignation et presque de mécontentement de cette façon de traiter. Il se montra très opposé à l'idée de donner l'Ajoye à Berne. Il nous proposa de faire agir directement le duc de Wellington auprès de Louis XVIII en notre faveur. Il paraissait toutefois croire que, comme Talleyrand aurait eu le temps d'écrire, on ne pouvait se promettre grand'chose de cette démarche.... Il nous témoigna un extrême chagrin que les choses eussent pris une pareille tournure, le plus grand désir de nous servir encore, etc, etc. Canning faisait chorus et aurait voulu qu'on laissât Dalberg de côté, puisqu'il avait l'insolence de mettre le marché à la main et de menacer de se retirer du comité si l'on continuait à soutenir la cause de Genève dans cette affaire du Porentruy. Il nous est resté de cet entretien beaucoup de découragement quant au fond des choses et plus de reconnaissance pour la bonhomie des représentants de l'Angleterre que d'admiration pour leur habileté.

.

Je suis allé ce matin chez Wrède, toujours bienveillant et actif. Il m'a expliqué toute l'affaire de finance par laquelle il *tient* Dalberg, dont il parle avec assez de mépris. Il m'a dit que le dit, par suite d'embarras pécuniaires et d'achats disproportionnés à ses moyens, se trouvait dans des relations d'obligations vis-à-vis du député de Berne [Zeerleder], ce qui expliquait beaucoup de

choses. Il agira en conséquence et dans le sens que nous désirons ¹.

Il semblait que l'intérêt que les Puissances portaient à Genève allât en augmentant à mesure que les envoyés de Louis XVIII se roidissaient dans leurs refus. Une nouvelle combinaison surgit à ce moment dans l'esprit d'un des ministres amis de la république. Pictet raconte ainsi la chose à son correspondant :

15 décembre. — J'ai dîné hier chez le comte de F. avec M. de Wessenberg que j'ai retrouvé très chaud pour nous et déplorant la maladresse de nos amis anglais. Il a une idée que d'Ivernois et moi avons encouragée de notre mieux. C'est de faire faire une démarche collective par tous nos protecteurs auprès de Louis XVIII, en lui représentant qu'il s'agit d'accomplir une promesse sacrée ; que le sacrifice qu'on lui demande n'est rien ; qu'il s'agit d'obliger la patrie des sciences et des mœurs, l'asile des étrangers, la ville natale de tant d'hommes illustres, etc.

Ce nouveau plan fut immédiatement soumis au comte Razoumowski, l'un des plénipotentiaires russes au Congrès, puis à l'archiduc Jean, au comte Capo d'Istria, au prince de Wrède, au prince de Metternich, à MM. de Humboldt, de Nesselrode, de Stackelberg, aux ministres anglais, à Laharpe ; tous y prêtèrent les mains. La démarche générale fut décidée, et ce qu'il y a de plus

¹ Pictet dit encore à ce sujet dans son rapport :

« Le maréchal-prince de Wrède n'assistait pas aux conférences du Congrès, parce que la Bavière n'avait pas signé le traité de Paris, mais il avait à traiter de grandes affaires d'argent avec le duc de Dalberg pour des possessions de celui-ci dans la Bavière. Il ne lui cacha pas l'intérêt très vif qu'il mettait à ce que les Genevois obtinssent l'objet de leur demande, et l'assura que la manière dont il (Dalberg) serait traité lui-même dépendrait beaucoup de ce qu'il aurait fait pour eux. C'est en le tenant ainsi pendant trois mois par l'espérance, que le prince de Wrède nous a valu toute la bienveillance que le duc a pu mettre dans les détails avec nous sans se compromettre vis-à-vis de son chef, qui a toujours décidé des choses importantes. »

curieux, c'est que ce fut Pictet lui-même que Capo d'Istria chargea — en cachette, il est vrai — de rédiger le brouillon de la lettre destinée à porter au roi de France les vœux de l'Europe en faveur de sa patrie¹.... « Quel miracle, écrit Pictet le 17 décembre, que cet intérêt soutenu et cette intervention unanime en faveur de Genève, en présence d'une telle divergence sur tout le reste ! »

Toutefois cette lettre collective, dont on trouvera le texte dans A. Rilliet², ne fut point envoyée. Les ministres alliés, sans revenir sur le fond de leur décision, jugèrent au dernier moment qu'il valait mieux que chacun d'eux exprimât les mêmes idées dans une note séparée, qu'il remettrait à l'ambassadeur de France. Outre que ce procédé témoignait de plus d'égards envers ce dernier, ils se promettaient par là une réponse plus sûre. Ce fut le contraire qui arriva. Le 2 janvier, Talleyrand faisait savoir officiellement par Dalberg aux ministres qu'il avait reçu du roi son maître une lettre opposant un refus formel aux quatre notes que les représentants des Puissances lui avaient remises, à lui Talleyrand, neuf jours auparavant, soit le 24 décembre, pour être transmises à Louis XVIII. Ce fait supposait la plus étonnante rapidité de communications entre Vienne et Paris, en plein hiver.... Les ministres demandèrent à connaître les termes du refus. « Non, non, répondit Dalberg, il est inutile de vous montrer la réponse, il vaut mieux ne plus penser à cette affaire. » Personne ne fut dupe de cette comédie, mais la cause de Genève n'en avait pas moins subi un irrémédiable échec.

L'état-major de Talleyrand — et Talleyrand lui-même

¹ Pictet se fit aider dans cette rédaction par son collègue d'Ivernois, à la sagacité duquel il rend dans sa correspondance un fréquent hommage.

² *Histoire de la restauration de la République de Genève*, p. 205 et suiv.

— accompagna cette nouvelle fin de non-recevoir de propos désobligeants destinés sans doute à enlever aux négociateurs genevois leurs dernières espérances. Le 4 janvier, un diplomate étranger dînant à l'ambassade de France, entendit qu'on parlait de Versoix, et se mêlant à la conversation : « Ne céderez-vous pas ce pays aux Suisses ? » demanda-t-il. — « Non, certainement, » répondit le duc de Dalberg. — « Pourquoi voulez-vous empêcher Genève de communiquer avec la Suisse ? » reprit l'autre. — « De quel droit Genève veut-elle être agrandie ? » répliqua M. de Dalberg ; elle est déjà bien heureuse que le Roi n'ait pas exigé qu'elle fût française lorsqu'on a fait la paix, et si le roi de Sardaigne avait demandé Genève en compensation de la Savoie, les Puissances ne la lui auraient pas refusée. » — « D'ailleurs, nous voulons pouvoir nous baigner dans le lac quand nous voudrons, » ajouta M. de Noailles. Talleyrand, qui écoutait cet entretien, ne desserra pas les dents, mais dix jours après, Pozzo di Borgo, Capo d'Istria et Stratford Canning, qui se trouvaient chez lui, l'ayant entrepris sur cette même question, et l'un d'eux ayant fait observer que le refus du Roi plaçait Genève dans une position bien fâcheuse : « Pourquoi cela ? » répondit froidement le prince, Genève prospérera fort bien sans territoire ; ne soyez pas inquiets sur les Genevois : ils se tireront toujours d'affaire. »

Le 6 janvier fut, au dire des membres de la députation genevoise, le jour le plus sombre qu'ils eussent encore eu à traverser. Leurs adversaires triomphaient et quelques-uns de leurs alliés paraissaient faiblir. Pictet écrit ce jour-là à Turrettini :

Lorsque, dans la dernière séance [du comité des affaires de Suisse], il fut question des difficultés que les arrangements con-

cernant la Valteline pouvaient apporter à la sanction définitive des affaires de Suisses, Dalberg dit que le plus simple et le plus convenable était d'en revenir aux dix-neuf anciens cantons, de laisser à Genève, au Valais et à Neuchâtel la qualité d'*Alliés* qu'ils possédaient auparavant, et de la donner aussi à la Valteline, proposition d'autant plus perfide qu'elle flatte les vues secrètes de l'Autriche sur cette dernière province. Il fut relevé et repoussé avec perte ; on lui opposa surtout les engagements formels. L'impudence de cette proposition est peut-être ce qu'elle a de plus remarquable, car c'est la profession ouverte d'une arrière-pensée ou d'un projet d'invasion sur l'Italie. C'est une sorte d'aveu que Genève leur est nécessaire pour y réussir. Il faut qu'ils comptent beaucoup sur la légèreté de Metternich.

.

Voilà d'Ivernois qui revient de chez Castlereagh. Il vous en écrira au long et est peu content. Castlereagh paraît être singulièrement sous l'influence de Talleyrand à l'égard des Genevois. Il a dit que ceux-ci devraient « stop their pen and mouth » [retenir leur plume et leur langue] pendant quelque temps, qu'il serait extrêmement ridicule à eux de prétendre résister un seul instant à la France. Ce sont de ces mots où l'on reconnaît Talleyrand. Pour nous achever, il y a intimité en ce moment entre les cabinets de France et d'Angleterre ¹!... Hope flags, time advances, and in the bottom of my heart, I begin to think we shall have nothing. [L'espoir s'affaiblit, le temps s'écoule, et dans le fond de mon cœur, je commence à croire que nous n'aurons rien.]

N'allez pas croire cependant que nous suivrons le conseil que Talleyrand nous fait donner par la bouche de Castlereagh. Nous ne sommes pas si bêtes, et nous ne nous exposerons pas du moins au reproche d'avoir fait semblant de dormir pendant qu'on se préparait à nous étrangler. Nous ne cesserons de parler, d'écrire et de courir que quand nous n'aurons plus ni voix, ni bras, ni jambes ; or tout cela est encore en bon état.

Vers le milieu de janvier, Talleyrand remettait aux ministres signataires de la quadruple note du 21 décem-

¹ C'est à ce moment que fut signé, entre la France, l'Angleterre et l'Autriche, un traité secret ayant pour but de tenir en échec la Russie et la Prusse.

bre sa réponse officielle : refus positif d'entrer dans aucune négociation d'échange de territoire ; offre de régler convenablement, à teneur de l'article IV du traité de Paris, le libre usage de la route de Versoix. Les députés genevois sentant la parfaite inutilité de prolonger la lutte sur le premier de ces deux objets, se décidèrent à entrer immédiatement en tractations sur le second. Rendus plus accommodants par leur triomphe dans la question du Porentruy, Talleyrand ni Dalberg ne firent trop de difficultés pour accepter des rédactions ayant pour but d'éloigner les douanes françaises de la route de Versoix, d'assurer la pleine liberté des relations commerciales et militaires entre la Suisse et Genève, et de garantir à celle-ci, pour arriver dans ses enclaves sur la rive droite du Rhône, un passage incontesté. Ces diverses dispositions furent insérées dans l'article IV de l'acte du 20 mars 1815, qui réglait les arrangements relatifs à la Confédération suisse. A peu près à la même époque, soit le 5 mars, les Puissances, lassées de tenir indéfiniment le Porentruy en réserve, se décidèrent à attribuer ce pays au canton de Berne. La Russie fut la dernière à s'y résigner ¹.

La question était liquidée tant bien que mal du côté de la France. Restait la rive gauche du lac, qui était destinée à remplir ce que Pictet appelait la « troisième époque » de sa mission. Ici nous préférons lui laisser la parole en reproduisant son rapport *verbatim*.

« Nous étions arrivés au 21 janvier sans paraître plus avancés que le premier jour. A quelques égards, nous étions même plus mal placés. La malveillance des ministres

¹ Il ressort des *Mémoires* de Talleyrand (tome II) que la non-réussite, au mois de décembre 1814, du projet d'échanger une portion du pays de Gex contre une étendue double de territoire dans le Porentruy, fut uniquement due à un accès de mauvaise humeur du ministre contre les Genevois et leurs protecteurs. Quelque temps auparavant, Talleyrand lui-même avait recommandé cet échange à Louis XVIII comme *avantageux*, et le roi y avait donné son consentement.

français, cachée toujours sous des formes polies, nous revenait de tous côtés. Les insinuations répétées de deux d'entre eux sur ce qu'il aurait mieux convenu à Genève de demeurer république indépendante [lisez *isolée*] ; l'obstination à nous refuser le contact avec la Suisse ; les tentatives que nous soupçonnions pour se faire donner Carouge ; le désir manifeste contre toute cession qu'on voudrait nous faire en Savoye ; des plaintes sur nos vues envahissantes et sur notre fatigante activité, nous avaient bien confirmés dans l'opinion que le Cabinet français ne nous pardonnerait ni l'empressement que nous avions montré à secouer le joug de la France, ni les précautions que nous prenions contre elle en nous collant à la Suisse, ni le projet que nous avions eu de profiter de l'influence des Puissances pour obtenir le pays de Gex, et une frontière militaire qui liât la défense de notre ville à celle de la Suisse et de l'Italie.

» Nous apprîmes que les Français redoutaient l'influence de l'activité éclairée des Genevois sur l'esprit du gouvernement de la Confédération.

.

» Notre position vis-à-vis du ministre piémontais se trouvait fort délicate. Il avait connaissance des démarches et des mémoires remis à Paris dans le but de lier le Chablais, le Faucigny et le canton de Carouge au système de la Suisse, en faisant attribuer à Genève une partie de ce territoire. La réoccupation de ces provinces par les Piémontais, peu de temps avant notre départ de Genève, compliquait la question, et rendait notre mission plus difficile en donnant lieu de nous faire considérer comme des gens qui cherchaient à profiter des circonstances pour arracher encore au Roi de Sardaigne une portion de ce qu'on lui avait laissé....

.

» On nous représentait le plénipotentiaire sarde comme intimement lié avec l'ambassade française. Enfin nous étions appuyés du conseil de lord Castlereagh pour ne pas entrer en contact avec M. de Saint-Marsan. Cependant nous ne négligeâmes pas de lui faire parvenir par des amis communs des impressions favorables sur la nature de nos instructions, sur l'esprit dans lequel nous travaillions, sur la coïncidence de nos vues avec les siennes ; et enfin, quand nous prîmes le parti de lui demander une audience, nous le trouvâmes poli, disposé à entrer dans nos raisonnements, déterminé à bien défendre les intérêts de son Roi, mais à les lier à ceux de la Suisse et de Genève pourvu que les sacrifices auxquels il serait appelé fussent suffisamment compensés.

» C'était à chercher cette indemnité en Italie que nous encourageions sans cesse la bonne volonté de lord Castlereagh. C'était à trouver nous-mêmes des objets de compensation qu'il nous invitait ou nous faisait inviter tous les jours par M. Canning. Nous crûmes comprendre qu'il s'agissait de sacrifices pécuniaires, et bien que nous fusions sans pouvoirs à cet égard, nous employâmes un ami commun pour savoir si l'on consentirait à nouer une négociation sur cette base. Nous eûmes lieu d'être convaincus du contraire. »

Ici la neutralisation de la Savoie du Nord fait son entrée en scène dans le rapport de Pictet. Qu'on nous permette, avant d'aller plus loin, une observation.

Une chose frappe tout d'abord dans l'exposé qu'on va lire ; c'est le fait que l'adjonction de deux provinces sardes à la neutralité helvétique ait été proposée, débattue et finalement arrêtée entre les grandes puissances avant qu'aucun des députés suisses auprès du Congrès — à l'exception des Genevois — ait été averti de ce qui se pas-

sait. Ce fut dans la journée du 28 mars seulement que Pictet de Rochemont et d'Ivernois, sur le point de quitter Vienne, donnèrent confidentiellement connaissance à leurs confédérés des dispositions contenues dans deux protocoles qui n'attendaient plus que la signature du plénipotentiaire piémontais et des ministres alliés. A teneur du premier de ces instruments, Genève recevait un agrandissement en Savoie. Le second stipulait qu'en retour de la cession de territoire consentie par le roi, les provinces du Chablais, du Faucigny et tout le pays au nord d'Ugine feraient partie de la neutralité suisse garantie par l'ensemble des Puissances. On trouvera plus loin, dans la suite du rapport de Pictet, l'explication du secret dont avait été entourée la négociation de cette affaire.

De nos jours, sous l'impression des événements de 1860 et en présence de la situation difficile faite à la Suisse par l'annexion à la France du Chablais et du Faucigny, des écrivains de notre pays ont cru pouvoir reprocher, soit à la rédaction du protocole II du 29 mars 1815, soit à celle de l'article 3 du traité de Paris du 20 novembre suivant, des lacunes ou un manque de clarté. De là à rendre les députés genevois responsables de ces obscurités ou de ces lacunes, il n'y avait qu'un pas, et ce pas a été franchi par quelques-uns. On a laissé entendre qu'à Vienne, Pictet de Rochemont et son collègue, préoccupés par-dessus tout des intérêts de leur canton, étaient allés de l'avant sans s'inquiéter des détails et sans peser toutes les conséquences, pour l'ensemble de la Suisse, des mesures dont ils pressaient l'adoption. L'imputation est certainement singulière, surtout à l'égard de Pictet, auquel ses concitoyens reprochaient habituellement d'être *trop suisse* dans ses visées et pas assez genevois. Il est permis de croire que si les écrivains en question avaient eu en main

toutes les pièces du procès, leur verdict eût été différent.

Le fait est que dans cette affaire la circonspection et la clairvoyance des deux représentants de Genève fut à la hauteur de leur zèle, et qu'ils ne perdirent pas un instant de vue les intérêts de la Confédération. Ils avaient parfaitement prévu la possibilité, la probabilité même de ce qui devait arriver à un demi-siècle de là, c'est-à-dire que la France s'efforcerait de nouveau de se rapprocher du Simplon, et dans leur patriotique sollicitude, ils avaient, dès le premier jour, cherché à conjurer ce danger en proposant l'introduction au protocole d'un article ainsi conçu :

S. M. Sarde s'engage, tant pour elle que pour ses successeurs, *à ne céder, vendre ou aliéner à tout autre Etat qu'à la Suisse aucune portion du territoire ci-dessus déclaré neutre.*

Ils revinrent sur ce point à plusieurs reprises avec une insistance croissante. On ne tint pas compte de leur demande¹. Soit confiance dans la cour de Sardaigne, soit crainte de la blesser en lui imposant des engagements en désaccord avec ses droits souverains, les ministres alliés jugèrent inopportun ou inutile d'insérer dans les traités de 1815 une condition qui eût rendu impossible le marché de 1860.

¹ Pictet de Rochemont n'était pas de ceux qui croient que la nécessité, pour la Suisse, d'avoir de bonnes frontières soit moindre en face de voisins républicains que de voisins monarchiques, et on l'eût fort étonné en lui représentant la *Marseillaise*, par exemple, comme plus rassurante pour l'indépendance helvétique que tel hymne royal ou impérial. Au syndic Des Arts, qui combattait l'acquisition de la barrière du Jura sous prétexte que « sous ses souverains légitimes, la France ne pouvait être que pacifique, » il répondait (5 août 1815) : « En fait de voisins, entre les Français *amis* et les Français *ennemis*, je n'en tournerais pas la main. » Et le 6 novembre 1818, trois ans seulement après le rétablissement de la paix, il écrivait au colonel Finsler :

« On me dira peut-être (c'est ainsi du moins que parlent ceux qui ne veulent pas s'inquiéter) que l'Acte de neutralité et l'intérêt évident de l'Europe rassurent la Suisse contre toute mauvaise chance. Je répliquerai, comme je l'ai déjà fait,

Les arrangements pris à Vienne et à Paris n'étaient donc point aux yeux de Pictet, pour cette raison et pour d'autres encore, le *nec plus ultra* de la perfection. Son idéal à lui, nous ne saurions trop le répéter parce que nous croyons que l'avenir lui donnera toujours plus raison, eût été un arrondissement modéré de la Confédération sur divers points de son périmètre, arrondissement qui, sans augmenter notablement la population du pays, lui eût néanmoins procuré un ensemble de bonnes frontières militaires lui appartenant en propre, du Valais jusqu'à Bâle, sans parler de Bormio, Chiavenna, etc. Mais de ce que cet ensemble ne paraissait pas possible à obtenir, il n'en découlait pas pour Pictet que les Suisses dussent en refuser une partie si on la leur offrait. De ce que la France conservait la possibilité de déboucher dans la plaine suisse par les défilés du Jura, il n'en résultait pas qu'on dût la laisser constamment en face de la tentation presque irrésistible d'une route ouverte et non défendue à travers les Alpes.

Il importe enfin de ne point oublier que la neutralisation de la Savoie du Nord a eu pour contrepartie le désenclavement et l'agrandissement du territoire de Genève, désenclavement et agrandissement indispensables à l'existence de cette république, et de plus exigés par la Confédération comme condition *sine qua non* de l'admission du nouveau canton. Sans neutralisation point d'agrandissement,

qu'il faudrait s'aveugler volontairement pour ne pas voir qu'une simple brouillerie entre les Puissances, qui aujourd'hui tiennent heureusement — et miraculeusement — ensemble, pourrait tout changer ; qu'un excès de force dans la France après quelques années de repos et de prospérité, ou bien des troubles nouveaux, ou enfin l'avènement d'un prince belliqueux à l'un des trônes de l'Europe peuvent jeter la Confédération dans la position la plus délicate, et qu'alors les événements seront amenés par la nature des choses, et que les engagements positifs, les promesses rassurantes de l'Acte de neutralité seront sans influence, une fois la glace rompue. »

sans agrandissement point de Genève suisse. Or, Genève laissée en dehors des limites de la Confédération, c'était Genève abandonnée à la France. Celle-ci n'eût sans doute pas manqué d'en faire une forteresse de premier ordre, bien autrement redoutable que Huningue pour l'indépendance helvétique.

Cela dit, reprenons la narration de Pictet au point où nous l'avons laissée.

« Mon collègue, dit-il, eut l'idée de faire entrer dans le système de la neutralité de la Suisse les provinces de Savoie que le traité de Paris avait isolées du Piémont, chose qui paraissait devoir convenir à la Suisse pour protéger le Valais, — à Genève pour écarter les projets qui pourraient le compromettre, — et au Roi de Sardaigne qui conserverait les revenus et les hommes de ces provinces sans avoir la dépense de leur garde, et qui couvrirait de la sorte, aux frais de ses voisins, les avenues de la Val-d'Aoste et du Haut-Novarrais.

» Cette idée, à tous égards très heureuse, fut développée dans un mémoire que mon collègue remit à lord Castlereagh, lequel en donna connaissance à M. de Saint-Marsan. Elle se liait à celle d'une route militaire neutre et commune pour communiquer entre Genève et le Valais. Elle rentrait dans les vues que M. de Saint-Marsan lui-même avait exprimées six mois auparavant sur l'assimilation de cette partie de la Savoie à la Suisse en en conservant la souveraineté au Roi ; aussi saisit-il la proposition avec empressement, mais il déclara que néanmoins il ne ferait aucun sacrifice de territoire pour la réaliser ¹.

¹ La première mention de l'idée de comprendre le Chablais et le Faucigny dans la neutralité helvétique qu'on rencontre dans la correspondance de Pictet, se trouve dans sa lettre du 3 décembre 1814 à Turrettini. « Mon collègue, écrit-il,

» Le 7 février, nous prîmes le parti d'écrire une lettre confidentielle à lord Castlereagh, avant son départ qu'on nous annonçait comme prochain. Nous lui rappelions les encouragements donnés en décembre 1813 [sic] aux vues d'agrandissement pour Genève devenu canton, avant que nous-mêmes eussions conçu à cet égard ni projet ni espérances ; nous rappelions les engagements solennellement pris plus tard de nous agrandir ; le traité de Paris, qui nous plaçait plus mal qu'auparavant dans nos rapports avec la France. Nous représentions le malheur de notre position si nous restions à la merci de cette Puissance, qui nous imputerait à crime toutes les démarches auxquelles les Alliés eux-mêmes nous avaient encouragés, les inutiles efforts que nous avons faits pour nous soustraire à son influence, les promesses même que nous n'avions pas provoquées, et jusqu'à cette protection active que nous avons obtenue et qui, pour le Cabinet français, avait un caractère hostile.

» Lord Castlereagh recommanda tout particulièrement à lord Wellington, son successeur, les intérêts de Genève

caresse une idée qu'il a de demander qu'en cas de guerre ou d'approche de guerre, enfin dans tous les cas où l'on mettrait sur pied le contingent de la Suisse, celle-ci fût chargée d'occuper militairement le Chablais et le Faucigny. Il faut présenter cela comme un avantage pour le Roi de Sardaigne et en conséquence de cet avantage, faire céder par lui à Genève un arrondissement de territoire. Je travaille à un mémoire là-dessus ; nous verrons. »

Le 23 janvier 1815, Pictet écrit de nouveau :

« Nous accrochâmes Saint-Marsan à la réunion d'aujourd'hui chez Talleyrand et le trouvâmes abordable : 1^o sur l'idée d'une communication militaire par le Chablais ; 2^o sur celle de charger la Suisse de la défense du Chablais et du Faucigny. Seulement il ne trouve pas que cet avantage vaille la peine d'être payé. Il dit que si la France se montre raisonnable sur la rectification de frontière dont ils [les Sardes] ont besoin, il nous arrangera. Il nous témoigna beaucoup de doutes sur l'authenticité de la résistance qu'aurait personnellement apportée Louis XVIII à l'arrangement du pays de Gex. Il croit que Talleyrand est libre de faire comme il veut, mais il a envie de Nice, qu'on ne veut pas lui lâcher ; il se tient roide sur tout le reste, espérant qu'on lui cédera sur ce point-là. »

qu'il n'avait pas pu servir comme il désirait, car nous trouvâmes le nouveau plénipotentiaire instruit et bienveillant sur ce qui nous regardait ; et quoique, dans notre première entrevue, il eût soin d'établir que l'Angleterre ne nous avait point fait de promesses formelles, nous ne tardâmes pas à voir que son intention était de nous tenir plus que nous n'avions le droit d'exiger d'elle.

» La Russie continuait à refuser son assentiment à l'attribution du Porentruy aux Bernois ; elle voulait se réserver dans ce territoire un moyen d'accomplir les promesses faites à Genève. Mais le comte de Capo d'Istria, dont les directions et la coopération ont été aussi salutaires que soutenues, ne mettait point trop en avant cette raison de se refuser aux arrangements définitifs de la Suisse, de peur qu'on ne nous accusât d'être l'occasion d'un retard qui tenait ce pays-là en souffrance. Ce n'était point, au reste, l'affaire seule du Porentruy qui était un obstacle à l'unanimité des Puissances sur le sort de la Suisse. Les prétentions de l'Autriche sur la Valteline, abandonnées pour un temps puis reprises, donnaient de l'humeur aux cabinets de France et de Russie ¹ ; et le défaut d'accord dans les affaires générales du Congrès, joint à quelques jalousies personnelles entre les négociateurs, exerçaient aussi une influence fâcheuse sur les affaires de la Suisse.

.

» S'il y avait un point sur lequel toutes les Puissances (la France exceptée) fussent d'accord, c'était la bienveillance pour Genève. Cependant il devenait tellement difficile de nous faire un lot, que si le comte Capo d'Istria

¹ La véritable histoire de la perte, pour la Suisse, de cette belle vallée de la Valteline se trouve dans les mémoires publiés dans le *Politisches Jahrbuch der Schweizer. Eidgenossenschaft*, tome II, p. 473. A moins d'avoir lu ce récit, on ne peut comprendre comment il a été possible de perdre ce pays.

n'avait pas employé en notre faveur autant d'adresse que de fermeté, l'intérêt qu'on nous montrait se serait probablement évaporé en protestations stériles. Il sentit que le seul moyen de nous faire obtenir ce que nous désirions était d'intéresser l'Autriche, par cette acquisition de la Valteline qu'il désespérait d'empêcher, à la réussite de l'échange des fiefs impériaux situés dans l'Etat de Gênes contre notre *arrondissement*. Il avait eu l'heureuse idée de remplacer par ce mot, dans le protocole et dans les conférences, celui d'*agrandissement* qui figurait dans la lettre officielle [des ministres de Russie, d'Autriche et de Prusse en Suisse] du 1^{er} mai, parce que cette dernière expression employée dans la dépêche des ministres se rapportait à un système de frontières utiles à la Suisse qu'on avait abandonné. Depuis qu'on ne pouvait plus appuyer sur les convenances de la Suisse et sur les considérations militaires le projet d'agrandir le territoire de Genève aux dépens de ses voisins, il était facile de rendre ridicule cette petite prétention de nous étendre, et les Français l'avaient déjà essayé. Mais en accoutumant les ministres des Alliés et le négociateur français lui-même à entendre parler d'un *arrondissement administratif* comme d'une chose promise pour la convenance même d'une ville qui, à divers égards, méritait de l'intérêt, on évitait cet inconvénient et on tenait par leur promesse les Puissances qui se croyaient engagées encore plus qu'elles ne l'étaient.

» Si ce protecteur habile de Genève avait évité avec soin de nous faire considérer comme l'obstacle à l'acquiescement de son maître aux dispositions sur le Porentruy, afin de ne point nous compromettre avec Berne, il ne mit pas moins d'adresse et de scrupule à écarter l'idée que le sacrifice de la Valteline fût le prix de l'arrondissement de notre territoire, car il sentait que c'eût été nous faire en-

trer dans la Confédération sous des auspices défavorables. Il négocia avec M. de Saint-Marsan. Il s'entendit avec lord Wellington. Il demanda au premier de présenter un projet dont il nous donna secrètement connaissance pour que nos objections fussent plus complètes et plus mûries quand nous serions appelés par les négociateurs anglais à nous décider promptement sur le fond et sur la forme, car comme tout cela était *donné*, on ne nous accordait pas le droit d'être difficiles.

» Le secret le plus profond présida à cette négociation. On l'avait exigé de nous et il n'a percé que lorsqu'elle a été consommée. Les ministres français l'ont ignorée jusqu'au moment où, après le retour de l'estafette envoyée à Turin, nous eûmes arrêté l'arrangement définitif. Les six députés suisses l'ont ignorée également jusqu'au 28 mars, jour auquel le Congrès la sanctionna et où nous la communiquâmes officiellement au landammann Reinhard.

» Le secret importait sous plusieurs rapports. Il fallait prévenir les intrigues à Turin, les menées en Savoie, les efforts du cabinet français pour faire manquer la chose. Jamais nous n'avions plus eu besoin de la bienveillance de ce cabinet que dans ce moment où l'on négociait la libre communication avec la Suisse par Versoix, et celle avec le mandement de Peney.

» Le duc de Dalberg y mit toute la bonne grâce possible. Il avait signé avec les ministres des autres Puissances l'engagement de nous faire avoir en Savoie un *arrondissement*. C'était un grand pas. Mais dans le même moment où le duc signait cet engagement, M. de Talleyrand recommandait au négociateur piémontais de se refuser à toute concession de territoire, et M. de Dalberg nous insinuait encore que Genève aurait mieux fait de ne point lier son sort à celui de la Confédération. Il est évident

pour nous qu'en nous accordant des facilités de communications militaires et commerciales, — dont ils se faisaient valoir auprès de nos protecteurs, — en paraissant appuyer le vœu de ceux-ci pour nous procurer un arrondissement, les ministres français se croyaient certains que cette démonstration de bonne volonté serait sans effet, et que, tôt ou tard, Genève, détachée de la Confédération, retomberait sous le joug de la France.

» L'événement du retour de Bonaparte en France eut lieu pendant que le courrier extraordinaire de M. de Saint-Marsan se rendait à Gênes. Il est possible que la décision du Roi quant à la cession de Carouge et du territoire sur la rive gauche de l'Arve ait été influencée par cet événement, qui lui rendait l'appui des Alliés plus nécessaire. »

Suit, dans le rapport de Pictet, l'exposé sommaire des négociations qui, engagées entre M. de Saint-Marsan, d'une part, les députés genevois et leurs protecteurs, de l'autre, avaient abouti à ceci :

Par un protocole daté de Vienne, 29 mars 1815, le roi de Sardaigne déclarait mettre à la disposition des Puissances Alliées : 1° la partie de la Savoie située entre l'Arve, le Rhône, le territoire anciennement savoyard occupé en ce moment par la France, et la montagne de Salève jusqu'à Veyrier ; 2° la partie du même pays comprise entre la grande route du Simplon, le lac Léman, le territoire genevois actuel, et la rivière d'Hermance, — *pour ces pays être réunis au canton de Genève*, sauf à faire déterminer plus précisément la limite par des commissaires des deux Etats respectifs.

De plus, Sa Majesté sarde accordait : *a*) la communication entre le canton de Genève et le Valais par la route du Simplon ; *b*) une communication libre en tout temps pour les milices genevoises entre le territoire de Genève

et le mandement de Jussy ; c) les « facilités qui pourraient être nécessaires pour arriver par le lac à la route du Simplon, » autrement dit l'autorisation de débarquer en tout temps des troupes suisses sur tous les points de la côte méridionale du lac.

En retour de ces concessions, les quatre Puissances Alliées, par un second protocole également daté du 29 mars, donnaient acte au roi de Sardaigne que les provinces du Chablais et du Faucigny et tout le territoire au nord d'Ugine appartenant à Sa Majesté, faisaient dorénavant *partie de la neutralité de la Suisse garantie par toutes les Puissances*, c'est-à-dire que toutes les fois que les Puissances voisines de la Suisse se trouveraient en état d'hostilités ouvertes ou imminentes, les troupes sardes qui pourraient se trouver dans ces provinces s'en retireraient et pourraient, à cet effet, passer dans le Valais si cela était nécessaire ; qu'aucunes autres troupes armées d'aucunes Puissances ne pourraient y stationner ni les traverser, sauf celles que la Confédération suisse jugerait à propos d'y placer.

Pictet continue :

« Je dois faire une observation importante sur la forme de ces actes qui nous procurent une accession de territoire, la neutralisation d'une partie de la Savoie et de libres communications avec la Suisse.

» Grâce à la bienveillance et à l'adresse du comte de Capo d'Istria, nous n'y paraissions point comme demandeurs, nous n'avons point l'initiative de la transaction, nous n'y paraissions pas même comme partie. C'est le ministre piémontais qui, en conséquence du désir vivement manifesté par les Puissances, de procurer au canton suisse de Genève certaines facilités pour son désenclavement et ses communications, propose de mettre à la disposition

des PP. telles portions de territoire, pour être cédées au canton de Genève moyennant certaines clauses en faveur des habitants. Il propose encore d'accorder la libre communication en tout temps, pour les troupes suisses, au travers du Chablais. Il demande, en échange de ces concessions, que tout le territoire savoyard situé plus au nord qu'Ugine soit assimilé aux avantages de la neutralité helvétique, et qu'en cas d'hostilités imminentes ou effectives, la Confédération puisse, si elle le juge convenable, y envoyer des troupes, tandis que celles du Piémont se retireraient par le Valais. Enfin il demande que les PP. emploient leurs bons offices pour faire obtenir au Piémont une rectification de frontières dans la Savoie française.

» Cette proposition ¹ agréée par les PP. AA., munie du consentement des plénipotentiaires français, est convertie en une partie intégrante du Traité de pacification générale garanti par toutes les Puissances au Congrès de Vienne, puis communiqué sous cette forme à la Diète Helvétique, comme un bienfait sur l'acceptation duquel elle n'a point à délibérer.

» L'occupation du Chablais et du Faucigny en cas d'hostilités imminentes, n'étant que facultative, n'engage la Suisse que de la même manière qu'elle est engagée, pour ses propres intérêts, aux mesures défensives sur ses frontières, lorsqu'elles sont menacées. Et cette faculté de prendre poste chez la Puissance voisine, pour garantir son propre territoire, étant évidemment avantageuse à la Suisse, il ne peut résulter de cet article du traité aucune disposition défavorable à Genève, comme en ayant été l'occasion et l'ayant même demandé. »

Pictet terminait son rapport en ces termes :

¹ (*Stc.*) ; l'auteur a voulu dire : « Cet ensemble de propositions. »

« Nous avons à nous féliciter de n'avoir fait usage d'aucun de ces moyens obliques que la diplomatie avoue mais qui répugnent aux gens délicats. Nous avons travaillé, non en intrigants mais en gens d'honneur. Nous avons réussi sans employer ni argent ni femmes. C'est en rendant Genève intéressante que nous lui avons fait des amis.... »

S'il faut en croire d'Ivernois, l'entrain et la ténacité que les lords Wellington, Clancarty et Stewart mirent, dans la dernière période des négociations, à servir la cause de Genève, étonnèrent tous ceux qui en furent les témoins¹. « Je suis persuadé, écrit d'Ivernois dans son rapport, que c'est aux conceptions promptes, à la volonté ferme, à l'ascendant irrésistible de lord Wellington que nous devons attribuer en première ligne la neutralisation du Chablais et du Faucigny. » Quant à lord Stewart, nature rude mais loyale, lord Clancarty avait rendu de lui aux députés genevois le témoignage suivant : « N'oubliez jamais que chaque pouce de territoire que nous avons obtenu pour vous est dû à lord Stewart, et qu'en plaidant votre cause, il s'est surpassé lui-même². »

Dans une conférence qu'ils eurent, le 17 février, avec le duc de Wellington, Pictet et d'Ivernois lui suggérèrent l'idée *de détruire la route du Simplon* comme un moyen d'enlever, soit à l'Autriche, soit à la France, un objet de tentation. « Cette ressource a paru lui plaire, écrit Pictet, tout au moins comme moyen comminatoire. » A huit mois

¹ « I am doing everything in my power for Geneva,... » avait écrit Wellington, de Vienne, le 16 février, au marquis de Huntley qui lui recommandait les intérêts de cette ville.

² Lord Stewart n'en considérait pas moins que la Confédération n'avait point obtenu tout ce qu'elle était en droit d'attendre. « Stewart m'a dit, écrit Stratford Canning, que, dans son opinion, la Suisse a été, du commencement à la fin de cette affaire, très mal traitée. » (*very ill used.*)

de là (2 novembre 1815), Pictet revient sur cette idée. Ecrivant de Paris à Turrettini : « Je dois vous prévenir, dit-il, que je travaille à amener la restitution de la route du Simplon *à la nature sur laquelle elle a été conquise*. Lord Castlereagh y est disposé. Il consulte Stratford Canning là-dessus, par défiance de l'Autriche dont il commence à prendre ombrage. » Dans une lettre subséquente il insiste de plus fort sur le danger d'entretenir une voie militaire par laquelle on pourra, à l'avenir, « *venir* en pantoufles de la Lombardie dans le bassin du Léman, comme précédemment on *allait* en pantoufles de France en Italie. »

Dans l'âge de chemins de fer internationaux et de tunnels transalpins où nous vivons, alors que nombre de gens — même en Suisse — semblent mettre beaucoup plus d'importance à faire de ce pays le carrefour de l'Europe que la demeure d'un peuple maître chez lui, les idées de Pictet sur le Simplon risquent fort d'être qualifiées de bizarres, arriérées, anti-progressistes.... Il n'en est pas moins vrai que, déjà dans cette année 1815, les événements avaient donné raison à sa manière de voir. Depuis qu'au mois de mars, à Vienne, il avait conseillé de détruire cette route compromettante, les Autrichiens s'en étaient servis pour y faire passer une armée de soixante mille hommes, et les efforts personnels de Pictet auprès des généraux de la coalition pour prévenir cette atteinte à la neutralité du sol helvétique n'avaient abouti à rien.

Pictet fut plus heureux lorsque, dans les derniers jours de sa mission à Vienne, il persuada, non sans quelque peine, au comte de Capo d'Istria de détourner l'empereur Alexandre de l'idée — déjà arrêtée dans l'esprit de ce monarque — de faire attribuer au canton de Zurich, par opposition à celui de Berne, la direction exclusive des affaires fédérales, mesure intempestive qui eût tout remis

en question¹. Ce fut là un vrai service que le député de Genève rendit à la Suisse.

Les relations intimes et quotidiennes qui s'étaient établies entre Capo d'Istria et Pictet de Rochemont valurent à celui-ci d'être initié à maint mystère de cabinet, et même d'être appelé à collaborer sous le sceau du secret, à Vienne d'abord et plus tard à Paris, à la rédaction de plusieurs pièces importantes.

En fait d'entretiens plus ou moins confidentiels dont Pictet se vit honoré, on peut mentionner encore celui qu'il eut un jour dans l'antichambre de M. de Metternich avec le cardinal Consalvi. Le représentant du saint-siège aborda le premier, sans le connaître, le représentant de la cité de Calvin. Le prince de l'Eglise se montra d'une bonhomie charmante avec le Genevois, même après que celui-ci lui eût décliné ses nom et qualité. Il s'étendit avec candeur sur le peu d'égards que, d'après lui, certaines Puissances catholiques témoignaient à la papauté. « Ces gens-là, s'écriait le cardinal avec son fort accent italien, en désignant du coin de l'œil le cabinet du ministre autrichien, ils nous tiennent nos Légations, et *moussou* Murat il nous tient les Marches ; nous sommes réduits au petit patrimoine de Saint-Pierre, et cela ne peut pas aller ! nous sommes dans une position très misérable ! »

Dans la journée du 7 mars, le bruit se répandit dans Vienne que Bonaparte avait quitté l'île d'Elbe. Les romanciers en fait d'histoire se sont complu à comparer l'effet produit par cette nouvelle à celui d'un coup de tonnerre

¹ Talleyrand, dans ses *Mémoires* (tome III, p. 94) affirme que cette idée venait de Laharpe, lequel, ajoute-t-il, « ne croyait jamais avoir fait assez de mal aux Bernois. »

dans un ciel serein. A les entendre, d'un bout à l'autre de l'Europe, souverains et peuples auraient donné les signes d'un subit et complet effarement. Aucune trace de cet effarement n'apparaît dans les lettres de cette époque que nous avons sous les yeux, pas plus dans celles datées de Genève que dans celles écrites de Vienne. Celui que le prince de Ligne appelait dédaigneusement *Robinson Crusœ*, était alors beaucoup plus déconsidéré qu'on ne se l' imagine généralement, et l'Europe était loin de soupçonner qu'il fût de force à entraîner de nouveau l'armée française. On ne se montra donc — au premier moment — ni très effrayé, ni même très surpris de son évasion. On en fut simplement intrigué. M. d'Ivernois aimait à raconter que le premier mouvement du duc de Wellington en apprenant la nouvelle, avait été d'éclater de rire. Quant à l'archiduc Jean, le 8 mars, il commence ainsi une lettre à un ami :

Il n'y a ici [à Vienne] rien de nouveau. Le congrès tire à sa fin ; cela n'ira peut-être pas plus loin que Pâques. En attendant, voici un intermède [Zwischenspiel] qui commence. Napoléon s'est échappé de l'île d'Elbe.... Il y a là une nouvelle source de troubles. Quand cela finira-t-il ?

Et le lendemain, Son Altesse partait avec ses amis le grand-duc de Weimar, le prince Guillaume de Prusse et le prince Léopold de Cobourg-Gotha, pour aller se délasser dans son château de Thernberg (Basse-Autriche). « Nous passâmes là cinq jours le plus gaiement du monde, » raconte-t-il ailleurs.

La preuve que les souverains alliés s'attendaient à quelque coup de tête de la part de leur prisonnier, c'est cette phrase que nous trouvons, à la date du 8 novembre 1814, dans le journal de M. Eynard :

Le roi de Bavière a dit ce soir en confidence à M. X. qu'il avait été décidé qu'on enlèverait Bonaparte de l'île d'Elbe et qu'on le conduirait à Sainte-Hélène. Le roi a ajouté . « Au moment où je vous parle, la chose doit être faite, et pour mon compte, j'en suis charmé, car je n'étais pas tranquille tant que je savais ce diable d'homme si près du continent. »

Pictet écrit le 7 mars à Turrettini :

Il se répand aujourd'hui une nouvelle encore suspecte, mais qui est fâcheuse si elle se confirme, c'est que Bonaparte est allé rejoindre son beau-frère [Murat]. Tout incident peut déranger ou retarder notre affaire. Il semble pourtant que celui-là doit rendre le roi de Sardaigne plus pressé d'accepter, et que la France, qui a tant besoin de la coopération des PP. pour le rétablissement des Bourbons à Naples, devrait se montrer facile. Mais ce n'en est pas moins un incident, et je les redoute : ils ont toujours été contre nous.

Pendant les premiers jours qui suivent, les lettres de l'écrivain, tout entier aux détails de la négociation avec M. de Saint-Marsan, ne nous donnent sur ce qu'on persistait à appeler, non point le « retour » de Bonaparte, mais son « évasion, » que des réflexions assez brèves. Capo d'Istria, M. de Saint-Marsan et les députés genevois sont occupés à examiner tranquillement s'il vaut mieux, en ce qui concerne la résolution, désormais arrêtée, de neutraliser le Chablais et le Faucigny, faire aborder Talleyrand par Wellington pendant que l'ambassadeur de Louis XVIII est dans l'inquiétude, ou attendre la réponse définitive du roi de Sardaigne en courant la chance que, dans l'intervalle, la nouvelle arrive que Bonaparte a été « gobé » par les croisières anglaises, ce qui « remettrait Talleyrand en selle du coup ! » On prit le parti d'attendre. Lorsqu'on sut que, grâce à la défection successive des troupes envoyées contre Bonaparte, ses chances de réussite aug-

mentaient d'heure en heure, les appréhensions devinrent extrêmes, mais le sentiment de la colère et celui d'une détermination implacable grandirent chez les Alliés dans une même proportion.

Pictet à Turrettini.

10 mars. — J'ai vu Laharpe ce matin. Il m'a tenu longtemps. (Ce n'est jamais court avec lui !) Je l'ai trouvé très agité sur les éventualités de l'avenir à l'occasion de l'évasion de Bonaparte. Il le voit déjà débarqué sur un point convenu, grossissant de jour en jour, par des succès, un premier noyau, mettant en mouvement d'espérances — peut-être de préparatifs armés — les 99 centièmes des Suisses qui lui sont attachés. Il prévoit, dans son canton et dans celui d'Argovie, des imprudences qu'on ne pourra contenir. Il voit enfin la guerre civile en Suisse et en France. Il a mis, dit-il, son amour-propre de côté, il a écrit à Stratford Canning, il lui a fait une visite en blanc... point de réponse, aucune politesse en retour. Il ne sait comment arriver à lui, et, à supposer qu'il y arrive, comment lui persuader que lui, Laharpe, n'est pas un fou, ou tout au moins un jacobin enragé. Il m'a prié de le voir [Canning] pour le bien de la chose. Nous nous y sommes rendus, d'Ivernois et moi ; nous y avons trouvé Capo d'Istria. Ces messieurs concertaient ensemble l'envoi d'un courrier, avec une proclamation calmante et rassurante à l'adresse de la Suisse¹. Je crois cela très nécessaire.

11 mars. — La nouvelle absorbe de plus en plus l'attention. Jamais événement à prévoir et prévu de tout le monde n'a tant étonné tout le monde. Les nouvelles sont bien intéressantes. Si Bonaparte avait pour lui le ministre de la guerre et des corps d'armée, je le vois déjà sur le trône. Si sa partie n'est pas liée, il se fera très vite tuer ou prendre. Dans le cas où il ressaisirait le pouvoir, nous avons devant nous une nuée de difficultés.

12 mars. — Reinhard et Wieland, dont j'ai eu successivement la visite, ne savent pas un mot de ce qui concerne Genève et

¹ On se rappelle qu'à ce moment Capo d'Istria et Stratford Canning étaient l'un et l'autre revêtus des fonctions de ministre plénipotentiaire en Suisse.

ignorent même ce qui est arrêté pour la Suisse. Ils se voient peu, ne s'entendent sur rien et s'accusent réciproquement.

On parle déjà de faire de la Suisse le point de rassemblement des forces alliées à opposer à Bonaparte. L'empereur Alexandre est plus résolu que jamais à le combattre, et toutes les Puissances prétendent être dans les mêmes dispositions. Stein, que je viens de voir, dit que l'incident de Bonaparte resserre l'union et rapproche les diverses manières de voir ici.

Dans une longue et très gracieuse audience que j'ai eue ce matin de l'archiduc Charles, celui-ci m'a fait part de ses conjectures sur l'événement qui occupe tout le monde. Vous pouvez demander chez moi les détails ; j'écris à ce sujet. Une circonstance très heureuse, dont je ne puis parler ici et dont personne, sauf ma femme, n'est informé, m'a mis en position de rendre à ce prince un service¹. Lorsqu'il se répandit, comme il le fit ce matin, en expressions de reconnaissance vis-à-vis de moi, j'en profitai pour diriger ses sentiments de bienveillance sur Genève. Il parut enchanté d'apprendre la position satisfaisante de nos affaires ; il fit l'éloge de Wellington à cette occasion, et rappela toutes les bévues qu'avait commises Castlereagh relativement à Gênes et à son territoire, soit à Paris, soit ici. Il exprima sa joie de ce qu'il y eût une ville, un pays dans le monde où la vérité pouvait encore se faire jour en dépit de ceux qui abusent de la

¹ Le service rendu par Pictet avait consisté à éliminer, avant même qu'on le lui eût demandé, des mémoires secrets du défunt prince de Ligne (dont le libraire Cotta, qui venait de les acheter, avait confié le manuscrit à Pictet en le priant de le reviser en vue de l'impression), à éliminer, disons-nous, de ces mémoires un certain nombre d'anecdotes malveillantes ou déplacées sur le compte de l'archiduc Charles, du grand maître de sa cour, comte de G., etc. Ces hauts personnages s'étaient montrés très sensibles au procédé de Pictet.

Dans sa correspondance intime, Pictet s'exprime avec assez de dédain sur ces fameux mémoires du prince de Ligne, dont il avait consacré « bien des heures de la nuit à lire ou à parcourir les douze cents pages. » — « Cotta, écrit-il, a fait là, je crois, une mauvaise spéculation (il les a payés 22 500 francs), car il y a dans ces pages énormément de fatras. J'ai cru voir que je pourrais empêcher que beaucoup d'honnêtes gens ne fussent compromis, que beaucoup d'ordures ne fussent imprimées, et qu'enfin je ferais du puissant Cotta, qui passe pour un homme libéral et délicat, un ami à la *Bibliothèque britannique*. J'ai donc accepté cette tâche pénible et gratuite.... »

En fait, les mémoires du prince de Ligne — sous cette forme du moins — n'ont jamais été publiés.

puissance qui leur a été confiée. J'espère que je ne me laisse pas trop impressionner par la faveur que le prince m'a témoignée dans la manière dont je le juge, mais le fait est qu'il me paraît mériter tous les genres d'éloges et unir les facultés les plus éminentes aux vertus les plus modestes.

16 mars. — Nous sommes fort soulagés depuis hier. Nous attendrons maintenant sans inquiétude la nouvelle que la hyène a reçu le coup mortel. Cinq cent cinquante mille hommes ont déjà reçu l'ordre de marcher.

18 mars. — Ce matin, Capo d'Istria m'a appris qu'un courrier arrivé au gouvernement autrichien, et parti de Paris le 11, annonçait Bonaparte entré ou entrant à Lyon, Soult remplacé par Marmont, le roi à Melun avec quelques milliers d'hommes, dont 2000 Suisses,... beaucoup d'inquiétude sur la fidélité du reste des maréchaux et des troupes. Ici, union et fermeté pour une guerre à mort. Anxiété sur les dispositions de la Suisse.

Je suis allé immédiatement chez Laharpe, à qui j'ai dit tout cela. J'ai été très content de lui : il s'est prononcé sur la nécessité de nous aider nous-mêmes avant qu'on nous aidât. Il était convaincu que son canton irait très bien, ainsi qu'Argovie. Je l'ai chargé d'instruire Rengger.

Je suis rentré chez moi pour consulter d'Ivernois, puis nous nous sommes rendus chez Reinhard que nous avons trouvé avec Wieland et Montenach, ne sachant rien !!! Ils ont été abasourdis des nouvelles. Nous les avons prêchés sur la nécessité de mettre de côté toutes nos querelles, de nous serrer et de nous prononcer. Wieland a montré de l'énergie. Nous sommes allés de là chez Canning, que nous avons trouvé ému — je lui en sais gré — de l'unanimité vigoureuse qu'avait montrée la Diète en ordonnant la levée immédiate du grand contingent, fait dont un courrier extraordinaire qu'il venait de recevoir lui rendait compte. Nous n'avons laissé paraître aucune surprise de cette unanimité énergique, et nous sommes retournés chez les députés de Suisse leur porter cette bonne nouvelle qui les a charmés. Nous sommes enfin allés porter la nouvelle à Saint-Marsan, qui a pris la chose avec vivacité et effusion, la regardant comme décisive pour nous et très intéressante pour eux, les Piémontais. Il attend le consen-

tement de son Roi [au traité] demain ou après-demain. Comme il est ministre de la guerre en Piémont, d'Ivernois a eu l'idée de lui demander un ordre éventuel pour le passage des troupes suisses par le Chablais et le Faucigny, mais il ne peut pas nous le donner, attendu qu'il n'est pas en fonctions tant qu'il est ici. Il affirme que le comte d'O., qui commande en Savoie, ne refusera point le passage.

J'ai fini ma tournée par l'archiduc Jean qui, quoique très souffrant, a voulu me voir et a accueilli avec enthousiasme la description que je lui ai faite de l'unanimité de la Diète. — « Braves gens ! s'est-il écrié à plusieurs reprises, je les reconnais, les voilà bien, ce sont ceux d'autrefois. C'est comme mes *chapeaux verts*... vivent les montagnards ! »

On dit la tête de Talleyrand mise à prix. Nous espérons qu'il la gardera assez longtemps sur les épaules pour coopérer à l'affaire de Genève, que nous avons à cœur de bien finir, quels que puissent être les événements qui viendront ensuite. Il faut convenir que la perspective est un peu menaçante. Ici on est encore dans la confusion du premier moment, mais la résolution est unanime pour la guerre.

19 mars. — J'ai eu ce matin les visites successives de Laharpe et de Rengger. Ils sont jubilants de la conduite des cantons de Vaud et consorts, qui ont montré toute l'énergie helvétique avant même qu'ici on leur eût garanti leur existence. Ils sont contents — et tout le monde ici l'est également — de la conduite de la Diète, et en reconnaissance de cette conduite, l'affaire de la Suisse, qui était encore en suspens, a été bâclée aujourd'hui par le Congrès.

Wellington part demain, mais auparavant il a beaucoup traité avec Talleyrand la question de la neutralisation du Chablais et du Faucigny. Talleyrand est aux trois quarts gagné, la force des circonstances fera le reste. Lord Stewart promet d'en rendre bon compte avant 24 heures si la réponse du roi de Sardaigne arrive demain, comme on l'espère.

Nous sommes encore sur les lettres de Paris du 11 ; nous attendons la suite avec une extrême impatience, et nous en éprouvons une non moins grande d'aller partager sur les lieux vos inquiétudes et vos périls. Mais il faut bien finir notre besogne au Congrès. Le clou y est par rapport aux arrangements qui complètent le

traité de Paris ; il faut qu'il y soit aussi par rapport à l'exécution de l'affaire du 1^{er} mai. Les six personnages de Suisse sont encore complètement étrangers aux négociations nouées avec Saint-Marsan. La portion de cette affaire qui concerne la Diète ne souffrira, nous l'espérons, aucune difficulté vu l'urgence, vu l'avantage de la chose, au fond, pour la Suisse, vu enfin la manière conciliante dont elle a été présentée. On laisse à la Diète l'option d'accepter ou non.

21 mars. — Je suis allé ce matin chez Saint-Marsan attendre qu'il fût levé. Il n'a encore rien reçu et paraît attendre son courrier avec autant d'impatience que nous.... Il lie de plus en plus sa partie à celle de Genève et de la Suisse.

Nous avons un peu l'espoir de profiter de la guerre qui se prépare pour faire donner à la Suisse la garde du pays de Gex et peut-être aussi — selon les facilités — de tout ce qui était compris dans la frontière militaire par excellence !

Hier, conciliabule entre Alexandre, l'empereur François, le roi de Prusse, Wellington, le prince de Wrède et Schwarzenberg. On a arrêté le plan de campagne. Les efforts seront prodigieux. La Bavière, à elle seule, fournit soixante mille hommes ! Le dit prince de Wrède m'écrivit hier un billet pour me témoigner tout le plaisir que lui faisait l'attitude du peuple suisse. D'une manière générale, le bon esprit de la Suisse, et en particulier du canton de Vaud, a fait ici le meilleur effet.

24 mars. — Capo d'Istria m'a entretenu ce matin d'une idée que je lui avais donnée hier, d'obtenir de l'Autriche qu'elle fit passer par le *Mont-Cenis* le corps d'armée qu'elle a dans les Etats sardes, pour occuper la position des Banges, tandis que la Suisse serait autorisée à occuper le fort de l'Ecluse et toute la ligne du Fier. Pressé de rédiger là-dessus un mémoire pour Alexandre, qui en entretiendra Wellington, Wrède et consorts, je l'ai fait et l'ai envoyé avant midi.

27 mars. — Nous fîmes hier une visite à Talleyrand. Nous y trouvâmes Wellington, Metternich et une trentaine de personnes. Le maître de la maison nous fit toutes ses grâces. Nous discutâmes les nouvelles. Talleyrand me prit par la boutonnière de la

main droite, saisit d'Ivernois de la main gauche, et il appela Wellington pour qu'il nous dît ce que contenait un courrier de Paris du 17, que le duc avait reçu. Puis il appela Metternich pour nous dire également le contenu d'un courrier de même date venant de Genève (ou des environs de Genève) et qu'avait reçu le dit Metternich. Nous avions l'air, d'Ivernois et moi, d'appeler nos ministres à conseil, et M^{me} d'Ivernois, qui était assise dans le cercle des dames, nous a dit ensuite qu'elle avait remarqué qu'on était surpris de cette intimité et qu'on se demandait à l'oreille ce que cela signifiait. Le fond de tout cela était, chez Talleyrand, un parti pris de ne rien croire de désagréable ou de fâcheux.

Capo d'Istria remit hier à Alexandre mon petit mémoire¹. Alexandre le lut en sa présence, après que Capo d'Istria lui en eût nommé l'auteur. Il dit qu'il se proposait de mettre la chose sur le tapis en conseil de guerre aujourd'hui même, et que personnellement il approuvait l'idée. Capo d'Istria, en me racontant cela, a ajouté que je devrais remettre le même mémoire à Wellington, ce que j'ai fait aussitôt. Je crois d'autant plus que Wellington prendra la chose à cœur, que hier au soir, quand je lui dis qu'il ne serait pas impossible que Bonaparte revînt sur Genève, il me répondit : « C'est aussi mon idée. »

Capo d'Istria m'a dit que Saint-Marsan et lui étaient convenus ensemble qu'aujourd'hui, à une séance du comité des affaires de Suisse où Dalberg devait assister, ce serait lui, Saint-Marsan, qui ferait la demande de la neutralisation du Chablais et du Faucigny, comme étant une condition absolument imposée par le roi de Sardaigne à la cession qu'il faisait à Genève. Engagés comme le sont les plénipotentiaires français à appuyer le vœu des quatre autres Puissances pour procurer à Genève un arrondissement ; n'ayant aucun motif *avouable* pour s'y soustraire ; pressés par la crise actuelle..., c'est bien le diable s'ils disent non ! Wellington n'en aura pas le démenti. Au besoin, il emploierait le geste de Brennus, et s'il ne le faisait pas, Alexandre le ferait à sa place.

¹ Le mémoire sur la convenance de faire passer les Autrichiens par le Mont-Cenis et de faire occuper éventuellement le fort de l'Ecluse et la ligne du Fier par les Suisses.

*Pictet au conseiller d'Etat Schmidtmeyer
député de Genève en Diète, à Zurich.*

Vienne, 29 mars. — Je viens répondre, mon cher collègue, à votre lettre du 19. Je partage vos craintes, vos vœux, vos espérances, j'adopte et je complète vos raisonnements. On est très ferme ici, malgré les avis télégraphiques de Paris, du 23. Chacun sent qu'il s'agit de tout ou rien. Je suis impatient d'aller prendre ma part du fardeau de la responsabilité et du péril, s'il y en a.

Tout est fini ici. Nous avons obtenu le littoral jusqu'à Hermance, inclusivement. Cela nous donne cinq villages, 8 à 900 habitants, mais surtout nous nous étendons jusque vis-à-vis de Coppet, ce qui nous met en quasi-contact avec le canton de Vaud.

Nous avons obtenu de plus la libre navigation et le libre débarquement des troupes suisses sur tel point de la côte méridionale du lac qu'il nous plaira. *Le prince de Talleyrand a signé hier au soir la neutralisation du Chablais, du Faucigny et de la province de Carouge.* Cela passera ce soir au Congrès. Il y aurait de quoi être parfaitement content sans les inquiétudes qui nous assaillent d'ailleurs....

.

Le 31 mars, Pictet de Rochemont reprenait le chemin de Genève. Il y arriva le 10 avril, après s'être croisé en route avec un message qui le rappelait et qui lui annonçait en même temps qu'il était nommé commandant en chef des forces genevoises.

CHAPITRE V

GENÈVE PENDANT LES CENT-JOURS.

SECONDE MISSION DE PICTET DE ROCHEMONT A PARIS.

1815

Investi par la confiance de ses concitoyens des pouvoirs militaires les plus étendus¹, Pictet de Rochemont n'employa l'autorité qu'on lui décernait que pour tenir Genève de plus en plus *collée à la Suisse*. Pendant les quatre mois que durèrent ses nouvelles fonctions, il s'appliqua à s'effacer, autant qu'il dépendait de lui, derrière le colonel de Sonnenberg, envoyé par le général en chef, M. de Bachmann, pour représenter dans Genève l'armée fédérale. Lorsque, le 17 avril, une revue d'inspection réunit dans la plaine de Plainpalais toutes les forces de la République, ce fut en simple habit noir et sans autres insignes qu'une cocarde à son chapeau et une dragonne à son épée, que le conseiller-commandant (c'était le titre qu'on lui avait conféré) apparut à cheval sur le front des troupes. La personne imposante de Pictet, nous a souvent raconté un

¹ L'arrêté du Conseil, du 22 avril 1815, charge M. Pictet de Rochemont « d'organiser par lui-même ou par des officiers de son choix, et au besoin de sa création, toute la force militaire de Genève, ainsi que ses moyens de défense. » Il l'autorise à « convoquer le Conseil militaire lorsqu'il le jugera convenable, à le présider ou à le faire présider, » etc., etc.

grenadier présent ce jour-là dans les rangs, ne perdit rien à se montrer à ces milices citoyennes sous le frac du magistrat plutôt que sous l'uniforme de l'officier. Une popularité exceptionnelle l'environnait à ce moment-là de sa carrière. « Un homme nous est nécessaire et vous êtes cet homme, lui avait écrit à Vienne le premier syndic ; tout le monde vous regrette, tous les vœux vous rappellent : magistrats, citoyens et militaires désirent passionnément votre retour. »

Pictet avait trouvé en arrivant sa patrie alarmée, mais non abattue. En présence des périls renaissants, sa femme elle-même avait écrit à son fils cadet, alors absent : « Bien que nous ne devions pas croire avoir mérité plus que tant d'autres les bienfaits de la bonne Providence, nous avons une *confiance de bonheur*.... » Depuis le jour (8 mars) où une dépêche du comte de Bubna, qui commandait à Chambéry, avait apporté la nouvelle du débarquement de Napoléon, l'attitude du peuple genevois avait répondu à ce qu'étaient en droit d'attendre de lui ses Conseils, eux-mêmes unanimes et résolus ¹.

Les mesures de défense de la première heure avaient été ce qu'elles pouvaient être dans une ville dont l'enceinte menaçait ruine et dont les arsenaux avaient été dégarnis par l'étranger. Le peu d'artillerie disponible fut placé sur les remparts ; chaque milicien reçut l'ordre de se munir

¹ Turrettini de Villettes écrit le 17 mars à Pictet :

« Aujourd'hui le pays de Gex sera sans doute rempli de cocardes tricolores. Nous devons recevoir cet après-midi un bataillon de Vaudois. On nous destine beaucoup de troupes. Ce sera très pesant mais nous sommes prêts à tout supporter. Le meilleur esprit règne ici : il y a même de l'enthousiasme. Aucun propos ni signe en faveur de Bonaparte n'ont été tolérés par notre peuple, et il y a eu, pour un fait de ce genre, deux officiers français arrêtés et renvoyés.... »

Le conseiller Viollier avait écrit de son côté (14 mars) :

« L'esprit, dans notre intérieur, est aussi parfait que possible : beaucoup de zèle et de dévouement, chacun s'occupe de la chose publique. La séance du Con-

de 24 cartouches confectionnées par lui ; on négocia avec le canton de Vaud un achat de poudre et de fusils. Une compagnie de volontaires à cheval battait nuit et jour les abords de la place, et une police sévère était exercée aux portes¹.

Militairement parlant, tout cela était peu de chose, sans doute. Mais en regardant derrière eux, les Genevois se sentaient appuyés. Dès le 13 mars, leur gouvernement avait reçu avis du Directoire fédéral que les ordres étaient donnés pour qu'au premier besoin, deux bataillons de fantassins et deux batteries d'artillerie fussent jetés dans Genève², et le 15 mars, lecture avait été faite en Grand Conseil de lettres des Etats de Berne, Zurich, Fribourg, Soleure, Vaud, Valais et Argovie, qui tous promettaient

seil représentatif, du 11, a été très intéressante. Les 218 membres présents ont voté à l'unanimité des remerciements au Conseil d'Etat pour sa conduite et lui ont donné des pleins-pouvoirs pour la circonstance. »

Enfin nous lisons dans la correspondance de M. Ch. de Constant, datée de Genève et adressée à Lausanne :

13 mars. « Genève se propose de se défendre, au moins contre un coup de main. L'esprit y est excellent, et nous nous montrons, en Suisses que nous sommes, dignes du nom de confédérés.... On travaille à force aux fortifications et tout le monde est porté à la résistance et aux sacrifices. Dans peu de jours nous présenterons 4000 hommes bien disposés à défendre ce boulevard de la Suisse. »

¹ Une souscription publique, ouverte en mars pour subvenir aux besoins de l'Etat, avait produit en peu de jours 361 000 florins. Les offrandes individuelles variaient entre 21 sous et 11 000 florins. Peu de temps après, le gouvernement décida d'émettre un *emprunt* de 700 000 florins parmi les citoyens. Cet emprunt fut couvert avant même qu'on eût eu le temps de le soumettre au Grand Conseil.

En fait d'offres généreuses qui affluèrent alors, il convient de citer celle de MM. les frères Naville qui mirent à la disposition du Conseil de défense *les arbres de leurs campagnes* pour les travaux des fortifications !

² Ce fut au président de la Diète personnellement, au bourgmestre zurichois David de Wyss, que Genève dut ce prompt secours. La Diète se trouvait à ce moment dispersée. M. de Wyss, après avoir conféré avec deux ou trois collègues, prit sur lui de faire marcher les troupes. « M. de Wyss, par ses mesures provisionnelles, rendit un service essentiel à la Suisse, écrit M. Schmidtmeier : il décida peut-être du système qu'elle a suivi et auquel elle a dû son salut. Ce service a été suivi de bien d'autres, tout aussi importants. »

aide et secours. « Ces diverses communications, respirant la plus grande énergie et un profond attachement pour le canton de Genève, ont été écoutées avec émotion par l'assemblée, » écrit un député dans son journal. Le 17 mars, les ponts-levis de la porte de Cornavin retentissaient sous les pas de douze cents fantassins suisses qu'amenait le colonel Guiger de Prangins, par terre, après avoir traversé le territoire français de Versoix malgré les protestations des autorités locales.

La perspective d'un danger commun rapprocha à ce moment les autorités piémontaises et genevoises. Les événements se chargeaient bien plus promptement qu'on ne s'y était attendu, soit à Turin, soit à Zurich, soit même à Genève, de faire toucher au doigt l'avantage, pour le roi de Sardaigne comme pour la Confédération, de lier leurs intérêts en englobant la rive gauche du Léman dans la neutralité helvétique ¹.

Dès le 10 mars, le commandant de la place de Carouge avait laissé entrevoir à un délégué du Conseil d'Etat que, dans le cas où les Français envahiraient la Savoie, il ne demanderait pas mieux que de se replier dans les murs de Genève avec les 300 hommes et les quatre pièces de canon dont il disposait, et il offrait, le cas échéant, de mettre ces troupes sous les ordres du syndic de la Garde, pour coopérer à la défense de la place ! Le Conseil d'Etat, tout en le remerciant, répondit avec beaucoup de sagesse qu'il ne pouvait rien déterminer sur ce point sans l'avis de la Confédération.

Le 25 mars, le syndic de la Garde signait avec le comte

¹ Une nouvelle preuve de l'utilité de la Savoie du Nord, comme boulevard de la Suisse et de l'Europe centrale, fut donnée trois mois plus tard, le 21 juin, jour où une colonne française chercha à pénétrer du Chablais en Valais pour s'emparer de la vallée du Rhône avant les Autrichiens. Une poignée de chasseurs tyroliens postés au défilé de Meillerie suffit pour couper court à cette tentative.

d'Andezano, commandant les provinces de Carouge et de Chablais pour S. M. S., un « compromis » (approuvé par le quartier-maître général suisse Finsler) statuant que, si les circonstances obligeaient les troupes de S. M. à emprunter le territoire de Genève pour se rendre dans le Chablais ou le Faucigny, le libre passage leur serait accordé ; et que d'autre part, si des barques chargées de soldats suisses se trouvaient dans le cas d'aborder en Chablais, les troupes pourraient y débarquer et poursuivre, par terre, leur route jusqu'à Genève sans aucun empêchement.

Quand le moment fut venu d'exécuter cette convention, les magistrats genevois s'aperçurent, aux objections soulevées par les autorités militaires fédérales, qu'ils s'étaient un peu trop avancés. Sans opposer à la chose un *veto* absolu, MM. de Bachmann et de Sonnenberg y voyaient certains inconvénients. L'esprit pratique du conseiller Vernet-Pictet trouva un biais pour sortir le gouvernement genevois d'embarras : ce fut de suggérer au comte d'Andezano l'idée de jeter sur l'Arve un pont-volant qui le dispenserait de traverser Genève. M. Vernet indiquait pour la construction de ce pont un emplacement favorable près de Sierne, se chargeait d'établir un devis du coût, et conclut en donnant à entendre à l'officier sarde que le Conseil d'Etat entrerait dans une partie de la dépense. M. d'Andezano s'empressa d'accepter. Quant à ses canons et à ses munitions qu'il ne pouvait emmener, le gouvernement les lui acheta pour la somme de 20 000 francs. A la paix, ce marché fut résilié.

Genève avait pris l'aspect d'une place de guerre. Elle en avait aussi pris jusqu'à un certain point les allures, c'est-à-dire que les espions, vrais ou prétendus, y étaient pourchassés sans pitié. Cette méfiance avait sa raison

d'être. Les éléments bonapartistes n'étaient point, tant s'en faut, tous éliminés de la contrée, et tendaient la main aux débris du vieux parti révolutionnaire. Aussi, à la date du 29 avril, voit-on le Conseil d'Etat prendre un arrêté enjoignant « à tous les étrangers qui sont ici sans permission, de vider la ville dans les 24 heures. » La nuit suivante, entre minuit et 2 heures du matin, les sieurs V. et S., voituriers, prévenus « d'intelligences secrètes avec l'armée française et de rapports suspects avec Lucien Bonaparte, » sont, à la requête du colonel de Sonnenberg, saisis dans leurs domiciles par la troupe fédérale (fribourgeoise) assistée de gendarmes genevois, et aussitôt embarqués sur deux bateaux différents pour être conduits au quartier-général, à Aubonne. Le fils de V. fut arrêté le lendemain. Puis ce fut le tour de deux autres individus qui « examinaient de trop près les fortifications » et qui se virent loger en lieu sûr. A la cessation des hostilités, tout ce monde de suspects fut élargi.

Le 24 avril, la Diète, ayant reçu de la majorité des gouvernements cantonaux la ratification de la convention relative à l'admission définitive de Genève dans la Confédération, décida que les députés du nouvel Etat seraient solennellement introduits dans son sein, et le 27, MM. Des Arts, Schmidtmeyer et Viollier prenaient place dans la Haute assemblée. L'union formelle de Genève au Corps helvétique se réalisait au moment le plus opportun. Dans les derniers jours d'avril de nombreux renforts étaient arrivés à la division française stationnée dans l'ancien département du Mont-Blanc, d'autres avaient occupé le pays de Gex, jusque-là dégarni, et on annonçait qu'un corps d'armée allait être réuni dans la Savoie française. Le bruit s'était répandu qu'un coup de main devait être tenté contre la ville. Le 1^{er} mai, le Conseil d'Etat, par

l'organe du syndic Lullin, rendait compte au Conseil Représentatif de l'usage fait par lui des pouvoirs extraordinaires qui lui avaient été conférés le 11 mars, et demandait, vu la gravité persistante des circonstances, que ces pouvoirs fussent prolongés jusqu'au 1^{er} août ; cette prolongation fut votée séance tenante.

Les détails suivants, empruntés textuellement pour la plupart au Registre du Conseil, donnent une idée des préoccupations du peuple et du gouvernement genevois.

30 avril. — La situation devient plus alarmante. Un gendarme en bourgeois, porteur de dépêches à M. de Sonnenberg, a été arrêté à Versoix. Il est décidé d'envoyer un exprès à nos députés en Diète pour les avertir de notre position.

1^{er} mai. — M. de Sonnenberg requiert une barque bastinguée et armée de 2 pièces de canon pour maintenir la communication par le lac avec la côte suisse. Il invite le commandant de Carouge à faire réunir toutes les barques du littoral savoyard et à les mettre en lieu sûr dans les ports de Genève, Morges et Ouchy.

Même jour. — M. Pictet de Rochemont annonce que M. de Sonnenberg, informé de l'arrivée de forces françaises assez considérables dans le pays de Gex, demande des pouvoirs pour faire tous les préparatifs de défense nécessaires, et même pour créneler au besoin les maisons des particuliers. Le Conseil accorde les pouvoirs demandés.

2 mai. — M. Pictet de Rochemont informe le Conseil que M. de Gady, commandant de la 1^{re} division fédérale, vient de prévenir M. de Sonnenberg qu'il transporte son quartier-général d'Aubonne à Orbe, et que le colonel Guiger a ordre de se replier également sur cette dernière ville, attendu que l'armée suisse abandonne le système d'un cordon à la frontière pour se concentrer sur divers points de l'intérieur. Alarme du Conseil à cette nouvelle. Arrêté de dépêcher le conseiller de la Rive auprès du général Bachmann, à Morat (avec ordre de pousser, s'il le faut,

jusqu'à Zurich), pour réclamer avec instance l'envoi d'un bataillon de renfort, pour le moins.

5 mai. — Le conseiller de la Rive, de retour de sa mission, rapporte que le général Bachmann ne peut nous accorder ni artilleurs ni artillerie, et en fait d'infanterie, seulement une compagnie fribourgeoise qui arrivera incessamment; que son intention est d'ailleurs d'accourir à notre défense avec toutes ses forces au cas où nous serions attaqués.

13 mai. — Le général Bachmann demande qu'on organise des signaux d'alarme [de feu, sans doute], afin de pouvoir transmettre rapidement les nouvelles sur toute la ligne, de Genève à Bâle. Le professeur Pictet se charge d'étudier la question et de préparer un « vocabulaire. »

15 mai. — On signale divers actes isolés d'agression de la part des Français sur la frontière. A Chancy, un gendarme genevois a été blessé à coups de pierres; à Saint-Julien, un lieutenant de gendarmerie genevoise, envoyé en mission, a été insulté par des officiers bonapartistes; au Petit-Saconnex, irruptions de soldats français en armes sur notre territoire. Le 5 juin, un canonier de la garnison est saisi sur terre de Genève par deux gendarmes français et emmené garrotté à Gex, etc., etc.

Malgré la gravité toujours croissante de la situation, les Genevois prirent à ce moment une résolution virile en s'associant au vote de la Diète qui acceptait ce que l'histoire a appelé *la convention du 20 mai*.

Le 8 mai, la Diète avait été saisie par les ministres-résidents d'Autriche, de Prusse, d'Angleterre et de Russie de l'invitation formelle — qu'avait précédée mainte insinuation officieuse — d'entrer dans l'alliance offensive et défensive des Puissances contre Napoléon et de conclure avec elles une convention militaire. Bien qu'au fond il s'agît moins, dans ce système, de faire marcher les forces de la Suisse contre la France que de procurer éventuellement

aux Alliés la faculté d'emprunter le territoire de la Confédération pour le passage de leurs armées, la Diète essaya d'abord, et très sincèrement, de se soustraire à cette prétention de la ranger parmi les adversaires plus ou moins effectifs de l'Empire restauré, et cela de la part des Puissances même qui, deux mois auparavant, avaient proclamé la neutralité helvétique. Mais elle se débattit en vain et dut consentir à signer un arrangement qui consacrait l'accession de la Suisse à la coalition.

A n'envisager que le texte étroit des traités, les Suisses étaient sans doute fondés à protester. L'encre des protocoles de Vienne étaient à peine sèche, que déjà on violait la lettre et l'esprit de ces protocoles. Mais sur le terrain du sens commun les Alliés étaient dans le vrai. A la question qu'ils posaient aux confédérés : Napoléon s'est-il, oui ou non, *placé hors des relations civiles et sociales*? Est-il, oui ou non, *l'ennemi et le perturbateur du repos du monde*¹ ? il ne pouvait être fait par tout esprit non prévenu qu'une seule et même réponse. Dès lors, séparer en pareilles circonstances sa cause de celle du reste de l'Europe, c'était avouer implicitement qu'on se désintéressait du repos du monde, c'était en fait se déclarer pour la politique de l'égoïsme national, et cela au lendemain du jour où les Alliés venaient d'assurer à la Suisse son indépendance².

Nous aimons à croire que ce fut cette dernière considération qui, au moins autant que le sentiment d'une inéluctable nécessité, détermina la grande majorité des cantons

¹ Expression de la déclaration signée par les huit Puissances à Vienne, le 13 mars 1815.

² On pourrait encore ajouter que la Suisse étant menacée elle-même ostensiblement par les troupes massées en Savoie et dans le pays de Gex, se trouvait dans un cas de légitime défense, et qu'en fait, elle était de par l'acte et la volonté de Napoléon, dans la position de *belligérant*.

à voter la convention ayant pour objet de « rétablir la tranquillité et de maintenir la paix en Europe. »

La Confédération s'engageait par ce vote, non pas à participer aux opérations offensives des Puissances, mais à protéger efficacement ses propres frontières contre l'ennemi commun. Les Puissances promettaient en retour de se porter au secours de la Suisse quand son territoire serait attaqué. De plus, la convention stipulait : d'une part, que les troupes alliées pourraient franchir, occasionnellement et sans y séjourner, telle ou telle partie du sol helvétique, pourvu que l'autorisation en eût été préalablement obtenue de la Diète ; et, d'autre part, que les Puissances faciliteraient aux cantons les moyens de se procurer des munitions de guerre et de l'argent¹.

Dix-neuf cantons acceptèrent la convention du 20 mai. Trois seulement, — le Tessin, Bâle et Vaud — la repoussèrent. A Bâle, il ne s'en fallut que d'une voix, en Grand Conseil, qu'elle ne passât. Dans le Grand Conseil vaudois, au contraire, l'unanimité pour le rejet fut complète, et cela en dépit des efforts de Laharpe lui-même, qui, dans cette occasion, s'était rallié à l'opinion qui prévalait en Suisse.

Le canton de Genève, placé dans une position fort analogue à celle de Bâle, ne jugea pas que le fait d'être exposé en première ligne au ressentiment possible de Napoléon, le dispensât de faire son devoir. La discussion avait été longue, toutefois, au sein du Conseil Représentatif. Un débat qui dura sept jours, au cours duquel soixante-

¹ Ces exigences des Puissances coalisées semblent bien modérées à côté de celles dont, au temps de la Médiation, Napoléon avait usé envers la Suisse. Toutefois en lisant dans le *Politisches Jahrbuch der schweizerischen Eidgenossenschaft* (année 1888, p. 596) la curieuse correspondance du major-général de Steigentesch, délégué militaire autrichien en Suisse pendant les Cent-Jours, on verra de quelle singulière façon certains officiers des armées alliées prétendaient interpréter la convention du 20 mai !

quinze orateurs prirent la parole et deux cent quatre-vingt-quatre discours furent prononcés, permit à toutes les opinions de se faire jour¹. Un adversaire de la convention, plus franc que bien d'autres, déclara se placer simplement « au point de vue des propriétaires d'immeubles. » A tout prendre, le ton général de la discussion fut « calme et digne de l'importance du sujet, » assure un témoin. MM. Ami Lullin, Pictet de Rochemont, d'Ivernois, Saladin, Turrettini de Villettes, tous les Conseillers d'Etat en un mot, à l'exception d'un seul, pesèrent de toutes leurs forces en faveur de l'acceptation, en invoquant et la reconnaissance due aux souverains et l'importance de marcher la main dans la main avec le gros des Confédérés dans une question aussi capitale². Le résultat fut que, dans la séance du 3 juin, 150 députés contre 82 déclarèrent ratifier la convention. A peine le vote était-il exprimé, que le professeur Bellot, l'un des chefs de l'opposition, prit la parole pour recommander à la minorité de se soumettre sans murmure et sans arrière-pensée aucune au parti qui avait été adopté. M. Ch. de Constant, témoin de cette scène, la raconte à un ami en ces termes :

« La discussion — très animée — a été conduite avec un talent, une décence, une gravité qui eussent fait honneur à un plus grand peuple, et lorsque la décision a été

¹ On avait à cette époque, dans le Grand Conseil, l'habitude de donner son avis très brièvement. C'est ainsi seulement qu'il est possible de s'expliquer un pareil chiffre de discours !

² Dans son rapport au Conseil Représentatif sur sa mission en Diète (14 octobre 1815), le Syndic Des Arts s'exprime ainsi :

« L'issue de vos délibérations sur la convention du 20 mai a été aussi honorable que salubre. Vous avez confirmé la réputation que Genève s'est acquise par l'excellent esprit qui y règne. Nous sommes persuadés que si V. S., dont les vues sont uniquement dirigées vers le bien public, avaient pu juger comme nous des dangers d'un refus, il n'y aurait pas eu l'ombre d'un dissentiment dans ce Souverain Conseil. »

connue, il y avait si peu d'aigreur que, si quelqu'un eût proposé au deux partis de s'embrasser, on se serait jeté au col les uns des autres avec empressement ! »

« On peut, si l'on y tient, représenter le refus que certains cantons opposèrent à la ratification de la convention du 20 mai comme un acte héroïque, fait observer l'auteur de la biographie du bourgmestre J.-H. Wieland. C'est ce qu'a fait Vulliemin dans sa Notice sur Auguste Pidou. Il n'en est pas moins indéniable que c'est à cette convention que la Suisse dut d'échapper à une répétition des charges écrasantes des passages de 1813, et que, d'autre part, une fois la guerre finie, elle obtint des concessions qui ne lui eussent point été accordées si les Alliés avaient dû forcer le passage. Peut-être les remparts de Huningue seraient-ils encore debout si la Confédération avait refusé de se rallier au système européen¹. »

Tout en acceptant la convention du 20 mai par les motifs énoncés ci-dessus, Pictet de Rochemont était trop soucieux du maintien du repos intérieur de sa patrie pour ne pas souhaiter vivement que cette convention restât à l'état de lettre morte en ce qui concernait le passage éventuel des troupes alliées à travers la Suisse. Aussi n'hésita-t-il pas à tenter des démarches personnelles auprès des archiducs Charles et Jean pour obtenir que les armées autrichiennes prissent une autre route.

Il écrit, le 6 mai à l'archiduc Jean :

Monseigneur,

Je demande à V. A. I. la permission de l'entretenir un moment de la position présente de la Suisse.

Un officier autrichien, envoyé de Milan, nous dit que le projet

¹ *Bürgermeister J.-H. Wieland in den Jahren 1813-15*, von Carl Wieland ; Basel 1863.

des généraux de S. M. I. est de passer avec un corps d'armée par le Simplon, tandis qu'un autre corps passera par Bâle.

Jusqu'ici il a convenu à Napoléon de ménager la Confédération, mais tout indique que les troupes françaises stationnées dans le voisinage de Genève et de Bâle ont ordre d'entrer en Suisse au moment où le territoire helvétique sera violé par les Alliés. Dans cette supposition, les Suisses se diviseront. La moitié, peut-être, de la nation se déclarera pour les Français et se joindra à eux contre les Alliés. On se battra en Suisse. Napoléon y portera tous ses moyens disponibles. Il y versera ses nombreuses levées pour y prolonger la lutte, et dans ce pays, si coupé et si difficile, qui peut dire jusqu'à quel point la résistance des Français, aidés d'une partie de la population, serait efficace, et pendant combien de temps les armées seraient arrêtées en Suisse ? Le plan de campagne qui fait passer les armées par Bâle et le Simplon suppose que ce sera sans résistance et sans perte de temps. Mais s'il en était autrement et que ce projet attirât sur la Suisse une grande masse de forces françaises, l'exécution du plan général en souffrirait beaucoup, et suivant le résultat des événements qui se passeraient en Suisse, qui sait même si les Français ne pourraient point reprendre l'offensive sur les contrées dont l'abord leur est aujourd'hui fermé ?

Je prie V. A. I. de supposer maintenant que les Puissances, respectant la neutralité du territoire helvétique qu'elles viennent de proclamer, n'entrent en France que de Mayence à la mer et de Chambéry à Nice. La Suisse dès lors demeure impénétrable aux Français, car les Suisses resteront unis, comme ils le sont aujourd'hui, dans la défense de leurs frontières. Une scission entre eux ne peut résulter que de l'entrée des Alliés dans leur pays ; s'ils peuvent être rassurés sur ce dernier point, ils résisteront aux armées françaises avec la plus grande énergie et un parfait accord. Je parle à V. A. I. avec une pleine connaissance des faits et des dispositions de la Suisse, et je n'envisage ici que l'intérêt évident de la cause des Alliés.

Informé sur ces entrefaites que l'archiduc venait d'arriver à Saint-Maurice (Valais) — en éclaireur —, Pictet y courut pour renouveler de vive voix ses instances. Il paraît

que l'archiduc lui donna à ce moment quelques espérances, car Pictet lui récrit, le 5 juin :

Nous éprouvons déjà les effets de la bienveillance et de la sagesse de V. A. I. dans la nouvelle direction imprimée aux colonnes qui devaient prendre la route du Simplon. Puisse l'heureuse influence de vos conseils, Monseigneur, faire aussi préférer les pontons sous Huningue au pont de Bâle, sans doute plus commode mais que, malgré la convention du 20 mai, on n'emploierait pas sans risquer de diviser la Suisse.

De quelque manière que l'on envisage les dispositions des Vaudois, — soit qu'on déteste leur attachement à l'ennemi du genre humain ou qu'on excuse leur reconnaissance envers celui qui les a constitués en nation, — soit qu'on les regarde comme des sujets révoltés ou comme un peuple qui a des droits sacrés à l'indépendance, — toujours est-il vrai que le sentiment presque général des Vaudois est en faveur de Napoléon. La violence imprudente de quelques-uns de leurs anciens maîtres nourrit ce sentiment qu'on aurait pu amortir ou éteindre par la modération, la confiance, et par la profession ouverte d'une renonciation franche et entière.

La convention du 20 Mai, embrassée avec empressement par Berne et les cantons qui sont sous son influence, a dû naturellement être rejetée par celui de Vaud. Cette convention, qui associe la Suisse au système de l'Europe, pourra bien, aussi longtemps que les Puissances n'emprunteront pas le système helvétique, ne pas déterminer la scission des Vaudois, mais il est à craindre que cette scission ne soit l'effet immédiat de l'entrée des Alliés dans notre pays.

Avec un ennemi aussi habile à tirer parti des circonstances que l'est Napoléon, je demande à V. A. I. quelles ne pourraient pas être les conséquences de cette séparation du canton de Vaud du reste de la Suisse, et s'il convient aux Alliés de donner à leur adversaire un tel avantage ?

Nous avons, le 30 Mai, dans notre Conseil d'Etat, accepté à l'unanimité des suffrages la convention du 20. Elle a été ratifiée, le 3 juin, par le Conseil Souverain à une majorité de 150 voix contre 82. Le sentiment profond de la reconnaissance envers les Puissances qui nous ont restaurés et dotés, l'attachement et la

déférence à la Confédération qui nous a admis dans son sein, ont dicté cette résolution. Si vous daignez observer, Monseigneur, qu'elle a été prise, sous le canon des Français, par une population manufacturière dont les principaux intérêts sont en France ; que notre ville peut être cernée, affamée d'un jour à l'autre, ou brûlée par un ordre de Napoléon ; si vous daignez observer encore que le canton de Vaud nous sépare du reste de la Suisse ; que nous n'avons pas 3500 hommes en tout pour défendre des ouvrages qui en exigeraient 15 000 et qui sont dominés de partout ; enfin si vous voulez bien considérer, Monseigneur, que le corps d'armée suisse le plus voisin est à vingt lieues de nous, tandis que l'armée française, plus nombreuse et plus proche de nos murs, peut se jeter dans le canton de Vaud et nous couper tout secours, V. A. I. jugera sans doute qu'il y a quelque énergie parmi nous....

En définitive, les chefs de la coalition décidèrent qu'on passerait par la Suisse, et bientôt la nouvelle arriva que 50 000 Autrichiens franchissaient le Simplon et 5700 autres le Grand-Saint-Bernard. Il ne restait plus qu'à leur préparer des rations, ce à quoi le capitaine Edouard Naville s'appliqua avec beaucoup de savoir-faire. Le dérangement occasionné par ce passage fut réduit à son minimum. L'explosion redoutée de la part des Vaudois ne se produisit point. Tout se borna à des cris de *Vive Napoléon !* qu'on fit semblant de ne pas entendre. Les colonnes autrichiennes du corps du général Frimont arrivèrent devant Genève vers la fin du mois de juin, mais n'entrèrent point dans la ville et filèrent rapidement sur la France.

De même que, dans certains cauchemars, le moment le plus pénible précède immédiatement le réveil, la période la plus angoissante des Cent-Jours, pour les Genevois, fut celle qui précéda immédiatement la chute finale de Napoléon. Les 16/17 juin, les Piémontais avaient abandonné Chêne et Carouge qui furent aussitôt occupés par les Fran-

çais. Des hauteurs de Champel, on entendait les incessantes batteries de tambour de ces derniers ; on distinguait même nettement leurs injures à l'adresse des factionnaires suisses, ajoute un témoin.

Enfin l'heure de la délivrance sonna. Le 25 juin, à 7 heures du matin, cinquante coups de canon annonçaient aux Genevois la victoire de Waterloo ¹.

Le 6 juillet, Pictet de Rochemont déposait ses fonctions militaires. Tout danger semblait désormais écarté pour Genève. Tel était cependant l'état de confusion dans lequel l'aventure des Cent-Jours avait replongé la France, qu'à six semaines de là, l'ancien « conseiller-commandant, » redevenu diplomate, se trouva assister, sur la frontière nord-ouest de la Suisse, à l'attaque, par des forces autrichiennes et helvétiques combinées, d'une forteresse française dont les défenseurs eussent été probablement fort embarrassés de dire lequel ils reconnaissaient pour souverain, de Napoléon qui à ce moment voguait vers Sainte-Hélène, ou de Louis XVIII qui venait de rentrer aux Tuileries pour la seconde fois.

Le siège de Huningue — dont, soit dit en passant, la légende s'est emparée pour transformer la résistance fort ordinaire du général Barbanègre en une défense exceptionnellement héroïque, — occupe une certaine place dans la correspondance de Pictet de Rochemont, et, ce qui est

¹ L'événement fut célébré, le même jour, par une revue générale de toutes les troupes formant la garnison de Genève. « Le temps était superbe, écrit un témoin, M. de Végobre ; cinq mille hommes en grande tenue occupaient la plaine de Plainpalais, les bannières des différents cantons flottaient au vent. Les chefs firent lire à la tête de chaque division le bulletin de la bataille, qui fut accueilli par des acclamations. Je trouvai ce spectacle fort beau, surtout en pensant à la parfaite unanimité et au vrai dévouement qui animaient ces troupes. »

La salve d'artillerie officielle fut tirée ce jour-là dans toutes les divisions de l'armée suisse.

plus singulier, dans le registre des délibérations du Conseil d'Etat de Genève.

Chargé d'un commandement important dans une des armées d'invasion, l'archiduc Jean avait écrit à Pictet, de Bâle, le 3 juillet :

C'est pendant mon dernier séjour à Heidelberg que je reçus votre lettre adressée à Lörrach. J'en fis le meilleur usage, et le prince de Metternich étant arrivé, je lui en communiquai le contenu en le priant de vouloir bien soumettre à Sa Majesté ce que les braves Genevois avaient fait.... Les nouvelles que nous recevons sont très bonnes. L'état intérieur de la France ne peut se comparer qu'à celui d'une ruche qui a perdu sa Reine : il paraît qu'il y règne la plus grande confusion. Tant mieux ! on épargnera ainsi beaucoup de sang.

De vos côtés [Genève], les affaires vont on ne peut mieux. Lyon sera à cette heure occupé. Genève est donc délivrée de l'état de siège et jouira bientôt, j'espère, lorsque nos troupes seront passées, d'un parfait état de paix.

Bâle n'est pas encore dans la même situation. Monsieur Barbanègre a pris fantaisie de nous lancer une vingtaine de bombes qui, heureusement, tombèrent dans les jardins du faubourg Saint-Jean sans faire aucun mal. Les pauvres Bâlois n'en furent pas moins consternés. Je trouvai moyen de faire cesser cette mauvaise plaisanterie, et depuis ce temps-là, le canon de la forteresse ne tonne plus que sur les déserteurs qui en sortent par bandes entières. J'ai fait l'essai de sommer le commandant de se rendre. En lui laissant du temps pour réfléchir et en bien traitant ses déserteurs, (tous des paysans que je renvoie dans leurs foyers), j'espère le faire mourir de consommation moyennant cette désertion qui va en augmentant.

Ce serait un vrai bonheur de voir tomber cette forteresse. J'ai requis les Cantons de me donner ce qu'ils ont d'artillerie dans leurs arsenaux : mortiers, obusiers de gros calibre, canons de 18 ou de 24. Zurich m'a envoyé 2 gros mortiers et 3 pièces de 24. Bâle me donne ce que je puis trouver. Mon artillerie de siège est en chemin, mais je crains qu'elle n'arrive pas avant quelques semaines, temps bien précieux dans les circonstances actuelles !

Huningue prise, j'ai ordre de la raser, et vous pouvez être persuadé que cela se fera avec une activité particulière. La Suisse sera par là délivrée d'une gêne qui influait au moins sur les cantons voisins de cette forteresse. Les blocus de Belfort, Brissach et Schlettstadt me sont aussi confiés, mais je les regarde comme de second ordre et je concentre tous mes soins sur Huningue.

Vous avez sûrement lu l'ordre du jour du général [suisse] Bachmann. Je n'y trouve rien à redire : il parle d'une manière digne d'un Suisse. Cependant on a trouvé parmi les Bâlois qu'il n'était pas autorisé à parler ainsi !... Franchement, et au point où en sont les choses, il n'y a maintenant plus à craindre pour la Suisse, et ce qu'elle fait ne peut que lui procurer la bienveillance des Alliés. Cet esprit de précaution, de lenteur, cet esprit marchand n'est pas fait pour les circonstances actuelles. J'estime et je respecte les Bâlois ; leur esprit d'ordre dans leurs ménages, la simplicité de leurs mœurs, leur sobriété, cette bonhomie suisse, en un mot, tout cela me plaît, mais je voudrais voir ces vertus unies à un esprit républicain énergique qui prit des mesures fermes et décidées, et cela dès les premiers moments. Vous savez que je suis très attaché à la Suisse ; je lui souhaite tout le bonheur possible et la jouissance de ses droits et de ses libertés sans être troublée. Mais elle est hors de l'usage de ce qu'il faut dans nos temps. Il aurait fallu qu'elle fût obligée de défendre activement son territoire pendant une campagne, afin de rendre l'élan patriotique aux magistrats et la pratique de notre métier aux militaires....

J'aurais beaucoup à écrire sur mon voyage de Saint-Maurice à Schaffhouse. J'ai vu un beau et bon pays et je n'ai regretté que de devoir courir la poste. J'ai trouvé tant de choses qui me retraçaient mes bons montagnards, tant de points de ressemblance ! Je ne m'étais pas trompé sur le compte de nos braves Valaisans, ... ces pauvres gens, que n'ont-ils pas fait !

Je termine cette lettre : vous me répondrez, j'en ferai de même et voilà notre correspondance établie.

JEAN.

Cette missive ayant été lue en Conseil par Pictet de Rochemont, le syndic Lullin proposa d'expédier incontinent quelques pièces d'artillerie à Bâle pour faciliter aux

Autrichiens le siège de Huningue. « Dont opiné, dit le Registre, l'avis a été d'envoyer à S. A. I. l'Archiduc Jean un courrier extraordinaire pour lui offrir huit pièces de 16, trois mortiers, la moitié des projectiles nécessaires [*sic*] et, s'il le veut, des boulets de 24, — après, toutefois, en avoir prévenu M. de Sonnenberg et obtenu son assentiment. » — A la suite d'un entretien avec M. de Sonnenberg, il fut convenu qu'on se dessaisirait en faveur de l'archiduc de huit pièces de 16, quatre mortiers et divers projectiles. Le fils aîné de Pictet de Rochemont fut chargé d'en porter la nouvelle à Bâle.

Le prince l'accueillit cordialement ; il revenait d'une tournée d'inspection et se mit à en faire le récit au délégué du gouvernement genevois avec sa rondeur habituelle, — « à table, et en face du dîner le plus frugal qui se pût imaginer, » ajoute le fils de Pictet dans son rapport.

« Dans le pays que je viens de parcourir, dit l'archiduc, partout où j'arrivais je voyais accourir à moi une députation, avec des plaintes sur ce que nous *mangions* chez eux ! — Mais, mes chers amis, leur disais-je, vous avez donc oublié que vous avez aussi beaucoup mangé chez nous, que vous y êtes venus trois fois, que vous nous avez tous mis à contribution ? A présent, il est juste que nos troupes s'habillent et se nourrissent à vos dépens. — Oui, a répondu l'un d'eux, mais si cela continue, nous serons tous pauvres. — *Et hors d'état de recommencer la guerre*, a ajouté un autre ! Ah ! ma foi, celui-là, j'avoue que j'ai été sur le point de le faire mettre à la porte. — Comment ? ai-je repris, Messieurs, vous trouvez mauvais que nous voulions vous mettre hors d'état de *recommencer la guerre*, vous qui avez abusé de la force si longtemps ? Certes, c'est le plus grand service que nous puissions rendre à nous-mêmes et à l'humanité que de vous mettre

dans l'impossibilité de recommencer la guerre. Au reste, je m'opposerai de tout mon pouvoir à ce que mes troupes commettent aucun excès. Jusqu'ici elles n'en ont point commis. Mais nous vivrons et nous nous habillerons *chez vous*. »

Quant à l'offre de l'artillerie genevoise, l'archiduc la déclina. Il écrivit à Pictet (10 juillet) :

Hier, comme je revenais du blocus de Schlettstadt et de Brisach, M. votre fils m'apporta votre lettre. Elle me fit un sensible plaisir, comme vous pouvez l'imaginer. J'y ai reconnu et celui qui l'a écrite et l'excellent esprit qui règne à Genève. J'aurais certainement accepté l'offre de votre République si je pouvais surmonter les obstacles qui s'opposent au transport de ces pièces et de leurs munitions, et si je n'avais appris, à ma grande satisfaction, l'arrivée à Ulm du parc que j'attendais et qui sera rendu incessamment dans nos environs. Me voilà donc en état de commencer bientôt mes opérations, à moins que la paix ou un armistice ne les rendent superflues. Les événements de Paris, la marche des armées combinées sur cette capitale paraissent devoir mettre bientôt fin à cette grande lutte. J'espère que l'armistice qui sera conclu avec les ennemis nous procurera la possession de ces barrières qui sont si menaçantes pour les pays voisins. J'écris aujourd'hui à mon Empereur, aux princes de Metternich et de Schwartzenberg pour leur représenter la nécessité de la prise de possession de ces places et la nécessité plus grande encore, ou de les conserver pour l'Allemagne ou (si l'on doit rendre le pays) de les raser entièrement.

Je vous prie d'être l'interprète de mes sentiments sincères envers le Conseil d'Etat de Genève, et de l'assurer que je n'oublierai jamais la marque de confiance qu'il m'a donnée.

Vous avez repris la charrue : je souhaite de pouvoir bientôt faire de même.

Votre affectionné

JEAN.

Dans une lettre subséquente, l'archiduc examine la question d'une frontière militaire pour la Suisse du côté

de l'ouest. Il voudrait voir les Puissances étendre cette frontière de Montbéliard, en suivant le cours du Doubs, jusqu'à Besançon (en démantelant ces deux places), puis, le long d'une ligne passant par Château-Salins et Saint-Claude, jusqu'au fort de l'Ecluse, de façon à donner à la Suisse la crête des montagnes, la source des rivières et les passages de Pontarlier, Jougne, les Rousses, la Faucille et l'Ecluse. Pour le cas où une accession aussi considérable ne pourrait être obtenue, le prince propose un second tracé qui procurerait à la Confédération Pontarlier, Salins, Morez, Saint-Claude, le fort de l'Ecluse, et au sud-est de Genève, la barrière du mont du Vuache.

Les idées que, dans cette même correspondance, l'archiduc émettait au sujet de la réorganisation intérieure de la Suisse étaient plus pratiques ou, tout au moins, d'une réalisation moins difficile. Il blâmait les Bernois de ne pas vouloir modifier quelques-unes de leurs notions arriérées, faisait l'éloge de la politique zurichoise, personnifiée à ce moment-là dans le bourgmestre D. de Wyss, et ne voyait de régénération possible pour l'ensemble du pays que dans « l'extirpation de l'égoïsme cantonal » et dans un « rapprochement entre tous les confédérés, basé sur une confiance réciproque. »

Pictet de Rochemont répondit à l'archiduc :

Genève, 31 juillet 1815.

Monseigneur,

Il n'y a pas dans toute l'Helvétie un meilleur Suisse que V. A. I. Je l'ai dit du fond de mon cœur en lisant le mémoire instructif qu'Elle a bien voulu m'adresser, sous forme de lettre, le 22 de ce mois. Ce qu'Elle développe, je l'ai toujours pensé, et je suis tellement dans toutes ses idées, que je ne saurais dire si elles sont plus à V. A. qu'à moi-même. Je suis fort aise qu'Elle rende justice à ma sincérité, l'une des premières qualités d'un républicain, mais dans cette occasion je n'en userai que pour appuyer

et pour approuver. Pourquoi vos paroles ne peuvent-elles pas retentir dans toutes les salles de Conseil, servir de règle à tous les chefs et diriger les vœux de toutes les assemblées populaires !

Il faut à la Suisse, *sous peine de mort*, une régénération ; cela est évident à mes yeux. Si quelque circonstance peut amener et, en quelque sorte, imposer cette régénération, c'est l'acquisition d'une frontière qu'on puisse défendre. Quand les Suisses l'auront — et il faudra peut-être la leur donner de force — ils seront obligés de la garder. Or, ils ne pourront le faire qu'en se donnant :

1^o un revenu fédéral suffisant ;

2^o un gouvernement central vigoureux ;

3^o une organisation de milice qui fasse de tout paysan un bon soldat et de tout soldat un bon citoyen.

Je dis qu'une fois la bonne frontière fixée, le cours des choses amènera cela, parce qu'aujourd'hui que la Suisse est devenue l'avant-poste des possessions de la Maison d'Autriche, l'intérêt de celle-ci est lié avec l'intérêt de la Suisse. Notre pays sera forcé de se bien défendre de peur que les Autrichiens ne viennent l'aider à couvrir ses propres frontières, — *quod dii avertant !* (je dis cela dans votre intérêt comme dans le nôtre).

Un concours de circonstances unique dans l'histoire permet de donner à la Suisse une frontière défensive contre le plus inquiet et le plus redoutable de ses voisins, non pas, peut-être qu'il soit disposé à entreprendre par vengeance ou par ambition contre la Suisse elle-même, mais parce que ce pays le sépare d'un ennemi contre lequel il aura tôt ou tard une revanche à prendre. Manquera-t-on cette occasion unique dont l'Autriche a le plus grand intérêt à profiter ? Permettra-t-on aux Suisses imprévoyants ou découragés de dire qu'ils redoutent les ressentiments de la France ? qu'ils ne désirent pas une frontière plus étendue ? qu'ils ne seront pas de force à la bien défendre contre cette France qu'ils auront irritée en l'acceptant ? Je réponds qu'il ne faut pas permettre aux Suisses de renoncer au privilège qu'ils ont hérité de leurs ancêtres, *d'être invincibles chez eux*. Il faut saisir cette occasion de remonter l'esprit militaire chez cette nation dont la bravoure avait passé en proverbe, mais qui avait traversé une trop longue période de paix. Il en résultera toutes sortes de biens pour elle : des établissements consacrés à une éducation militaire et vraiment helvétique, des institutions des-

tinées à instruire et à former des officiers, des réunions périodiques au service, à tour de rôle, sur les frontières, un esprit d'ensemble et de dévouement jusqu'ici inconnu, etc., etc. Nous verrions se fondre et se neutraliser peu à peu dans un intérêt commun les petits intérêts cantonaux, les petites jalousies qui sont une peste véritable dans les Etats fédératifs....

.....

Maintenant, Monseigneur, le difficile sera de faire comprendre tout cela, d'un côté aux Suisses meneurs, qui ne sont pas militaires et qui redoutent ce qui pourrait indisposer la France sans les rendre assez forts pour la braver, et de l'autre côté aux diplomates non militaires qui seront chargés de tracer cette frontière, au prochain congrès. Obtenez, je vous en supplie, Monseigneur, que des gens de l'art aient voix en chapitre. V. A. sait combien cela a manqué à Paris et à Vienne !

Me voilà encore une fois désigné pour aller dire nos raisons à Paris. Cette fois-ci, c'est la Haute Diète qui me fait l'honneur de m'appeler de ma charrue pour cette mission. C'est beaucoup de faveur, mais, de mon côté, j'ai fait savoir le fond de mon opinion sur les vrais intérêts de la Suisse. J'ai déclaré que je ne voulais pas me lier à parler et à agir en sens inverse de mon sentiment... et j'attends la réponse. Si on persiste à me vouloir, ce sera une preuve que les bonnes idées commencent à germer.

Je suis encore à comprendre, d'ailleurs, comment et pourquoi on a jeté les yeux sur moi qui ne connais que mes champs et qui, au lieu d'être un homme d'Etat, ne suis qu'un homme *d'étable*. Mais enfin je ferai de mon mieux si l'on veut me permettre de travailler dans mon sens, c'est-à-dire dans le but de rendre la Suisse libre, indépendante et redoutée chez elle.

Je suis avec respect. (*etc.*)

Revenons à Huningue, dont l'investissement par les Autrichiens avait commencé le 26 juin. Barbanègre, qui disposait non pas de 150 hommes, comme l'ont prétendu des historiens fantaisistes, mais de 3000 au début du siège et d'environ 1800 au moment de la capitulation¹ (la dimi-

¹ 80 artilleurs, 150 soldats du train, 100 douaniers, 1500 gardes nationaux et quelques gendarmes. (Rapport officiel ; *Politisches Jahrbuch*, année 1888, p. 470.)

nution provenait presque exclusivement des désertions survenues dans l'intervalle), Barbanègre avait, à deux reprises (28 juin et 28 juillet) et sans avis ni sommation préalables, ouvert le feu sur la ville de Bâle, sous le prétexte — absolument dépourvu de preuves — que les Bâlois avaient incendié le village de Bourgfelden et détruit un moulin sur le Rhin. Les projectiles français n'avaient produit que peu de dégâts, mais comme le général manifestait l'intention de recommencer, à moins que la ville ne lui livrât immédiatement une somme de 250 000 francs en numéraire, plus des souliers, chemises et capotes pour une valeur de 25 000 francs (c'était beaucoup pour habiller les « cent cinquante défenseurs » de la légende), la Diète décida que des troupes suisses coopéreraient avec les forces autrichiennes à l'attaque de la place, et elle mit dans ce but à la disposition de l'archiduc dix bataillons d'infanterie, trois compagnies d'artillerie, deux de carabiniers, quelque cavalerie, — en tout 4700 hommes. L'armée de siège se trouva ainsi portée à seize mille hommes. Dans la nuit du 17 au 18 août, la tranchée fut ouverte sur la rive gauche du Rhin par 1600 travailleurs suisses et 800 autrichiens. Pendant ce temps, les carabiniers de la Confédération entretenaient à travers le fleuve un feu très vif contre les défenseurs de la place.

Pictet de Rochemont s'était rendu à Zurich vers le milieu d'août pour conférer avec la commission diplomatique fédérale au sujet de la nouvelle mission dont on voulait le charger. Le vif désir qu'il éprouvait, et comme patriote et comme ancien militaire, d'assister à l'attaque contre Huningue, non moins que l'intérêt qu'il avait à revoir l'archiduc Jean, ne tarda pas à l'amener à Bâle. Le prince l'entretint avec beaucoup de détail des opérations en cours. Pictet écrit de Bâle à Turrettini, le 16 août :

Je suis allé donner un coup d'œil à Huningue, de la rive opposée. On tirait de part et d'autre. Sauf incident imprévu, le bal s'ouvrira après-demain. La musique [l'artillerie] sera toute rassemblée.

17 août, au soir. — Le commandant des troupes fédérales qui sont ici a reçu aujourd'hui de M. Finsler l'autorisation de coopérer, — ce qui comble nos gens de joie. On ouvre ce soir la tranchée, et dans le moment où je vous écris, le canon gronde sur les travailleurs, parmi lesquels il y a quinze cents Suisses.... Ainsi le sort en est jeté.

Même jour, 11 heures du soir. — Nous nous attendions à ce que Barbanègre ferait bombarder la ville au moment où il s'apercevrait qu'on ouvrait la tranchée.... Point du tout. Il ne tire que sur les travailleurs, lesquels, au moment où j'écris, doivent être déjà enterrés. De minute en minute, la canonnade devient plus vive, mais du côté des Français seulement. Nous ne répondons point : ce serait peine perdue. Nous ne démasquerons nos batteries du Petit-Huningue que dans le cas où la fantaisie de bombarder la ville reprendrait. J'en désespère et je vais me coucher.

18 août, au matin. — Il est 5 heures, et plutôt que de rester au lit, où il est impossible de dormir à ce tapage, je suis dès l'aube du jour en observation à ma fenêtre, aux *Trois Rois*, sur le Rhin, d'où je vois Huningue assez bien. Toujours point de bombes, mais une canonnade assez vive du fort à l'adresse de la tranchée ouverte sur la rive gauche et des boyaux de communication entre batteries sur la rive droite. Je vois passer devant moi, sur le pont du Rhin, les travailleurs qui vont relever ceux qui ont fait la corvée cette nuit. Il y en a 1500 et ce sont tous des Suisses.

Même jour, midi. — J'ai eu une longue et aimable audience de l'archiduc. Nous avons causé à fond de ma mission à Paris, puis il m'a expliqué tout le plan contre Huningue, m'a montré les termes de la capitulation (déjà rédigés), le projet de rase-ment, etc. Ces détails, donnés au bruit des décharges continues en guise d'accompagnement, m'ont fait plaisir.

Je me suis amusé pendant une heure à observer avec une bonne lunette le travail de la tranchée. La première parallèle est à peu près terminée, les hommes sont sous couvert. Nos Suisses n'ont pas eu une égratignure, et les Autrichiens n'ont eu qu'un tué et 7 blessés. On ne peut pas ouvrir à meilleur compte une tranchée plus importante.

Il dut lui en coûter de s'arracher à ce spectacle, mais sa mission pressait. Force lui fut de quitter Bâle le 19 août. Huningue ne capitula que le 26, après avoir essuyé un bombardement de quatre jours. L'archiduc avait fait aux Suisses la politesse de leur laisser ouvrir le feu contre une forteresse qu'on avait surnommée, non sans raison, *Zwing-Basel*. La première bombe lancée contre la place le fut par le mortier zurichois *Apollo*, que maniaient des canonniers bâlois. Sur quatorze batteries de siège, on en comptait cinq servies par la troupe fédérale. Le 29 août, l'archiduc fit son entrée dans Huningue à la tête de 6000 hommes, dont un détachement suisse, et, le 4 septembre, la population de Bâle offrit au prince, en témoignage de reconnaissance, une fête splendide. Les travaux de démolition, commencés à la fin d'octobre, marchèrent rapidement, et bientôt il ne resta plus aucune trace de la forteresse érigée par Louis XIV.

Ce n'était plus simplement en qualité de député de Genève, mais comme chargé en outre des intérêts de la Confédération que Pictet de Rochemont se rendait à Paris pour la seconde fois. Les événements qui venaient de s'accomplir dans le courant de l'été de 1815 paraissant remettre en question les arrangements diplomatiques pris par le Congrès de Vienne, les hommes d'Etat de la Suisse avaient dû se préoccuper des perspectives nouvelles qu'une pareille éventualité ouvrait à leur pays. Ceux-là même qu'on aurait pu croire le plus hostiles à la France n'envi-

sageaient pas sans appréhension les mesures violentes que d'anciens ressentiments, non moins que l'exaltation qui accompagne la victoire, pouvaient inspirer aux Alliés. Un affaiblissement exagéré de leurs voisins de l'Ouest leur semblait devoir rompre cet équilibre européen qu'ils avaient été habitués à considérer comme une des conditions essentielles de la sécurité de leur patrie. Toutefois les idées de modération pouvaient fort bien ne pas prévaloir dans les conseils des souverains, et dans ce cas il convenait que la Suisse profitât de l'occasion des remaniements territoriaux qui s'ensuivraient, pour renforcer dans la mesure du possible sa propre position, et en particulier pour obtenir ces améliorations de frontières dont les ministres des différentes Puissances avaient tant de fois reconnu — en théorie — l'opportunité.

La mission que le comité diplomatique fédéral confiait à Pictet avec l'assentiment de la Diète, était la plus délicate qu'il eût encore reçue. On comptait avant tout sur ses relations personnelles avec les ministres pour la faire aboutir ; et pour éviter d'éveiller les susceptibilités et les rancunes, on l'accréditait auprès de ces ministres seulement, et non pas de leurs maîtres. Sur beaucoup de points, sa tâche devait consister, moins à formuler des revendications précises qu'à présenter des vœux discrets et à suggérer des solutions.

Le nombre des objets sur lesquels il devait appeler — avec plus ou moins d'insistance suivant le cas — l'attention des cabinets, était d'ailleurs si considérable qu'il hésita un instant devant la tâche proposée. « Rien de plus satisfaisant, écrit-il de Zurich, le 17 août, à Turrettini, soit pour les formes, soit pour le fond, que les instructions et les pouvoirs que je viens de recevoir, mais l'étendue de la besogne est effrayante et je me trouve

furieusement au-dessous d'une telle confiance. Tout au moins aurais-je besoin d'un bon second ¹. »

Voici — indiqués très sommairement — quels étaient ces objets :

Règlement de ce qui concernait la reconnaissance définitive et en due forme, par les Puissances alliées, de la neutralité suisse ; — rasement de la place de Huningue, des châteaux de Blamont et de Joux et du fort de l'Ecluse ; — fixation, à une distance de deux lieues de la frontière suisse, de la limite au delà de laquelle la France ne pourrait désormais ériger des forteresses ; — amélioration de la frontière du côté de l'Ouest. Ce dernier *desideratum* ne devait être mis en avant que dans le cas où les Alliés persisteraient à exiger de la France des sacrifices de territoire considérables ; dans cette éventualité, Pictet devait réclamer le pays de Gex, l'agrandissement du territoire genevois jusqu'au Vuache, l'extension de la neutralité savoisiennne de façon à procurer à la Suisse une meilleure ligne de défense, la cession du val des Rousses ; enfin, pour Neuchâtel, une frontière tendant de la source du Doubs aux Brenets.

Dans le cas où l'intégrité du territoire français serait maintenue, l'envoyé de la Diète se bornerait à insister sur la cession de Versoix, la neutralisation du pays de Gex et d'une partie de la Savoie, au sud-ouest de Genève, l'abandon du val des Rousses et une petite rectification de la frontière neuchâteloise.

Le négociateur devait encore viser à obtenir la restitution de Chiavenna et de Bormio, une indemnité pour la

¹ On lui adjoignit comme second M. Bénédict Vischer, de Bâle (plus tard colonel fédéral, etc.), qui ne joua dans les négociations qu'un rôle effacé. C'était cependant un homme de valeur. Pictet se loue de lui. M. Vischer avait reçu pour mandat spécial de presser le rasement d'Huningue.

perte de la Valteline, la cession de Campione, celle de la ville de Constance et de quelques villages badois, une compensation pour les incamérations, etc., le remboursement des frais de guerre (s'élevant déjà à 5 millions de francs).

Le canton de Genève était plus intéressé qu'aucun de ses co-Etats au succès de la mission de Pictet. Aussi son gouvernement crut-il devoir donner à ce dernier des directions particulières qu'il subordonnait d'ailleurs entièrement aux instructions de la Diète. Ces directions équivalaient à ceci : il n'y a pas lieu d'hésiter à accepter la cession du pays de Gex si les Puissances l'offrent et que la Confédération l'agrée. Genève, toutefois, est loin de revendiquer pour elle seule cet accroissement de territoire, et si l'on juge à propos d'attribuer à l'Etat de Vaud une partie du pays de Gex, ou encore de créer là un canton distinct, elle y prêterait volontiers les mains. Du côté de la Savoie, toutes les convenances s'accordent pour réclamer le désenclavement de Jussy, l'acquisition de Chêne et le reculement des douanes au delà de frontière. « Dans toutes vos démarches, ajoutait le Conseil en terminant, vous vous montrerez animé, comme nous le sommes nous-mêmes, d'un esprit vraiment helvétique et d'un pur dévouement à la cause de la Confédération. »

De longues et minutieuses conférences à Zurich avaient précédé pour Pictet de Rochemont son départ pour Paris. Il écrit à Turrettini :

Zurich, 12 août. — Arrivé d'hier au soir, j'ai trouvé votre lettre de mercredi, très cher ami, et j'ai déjà causé une heure avec nos messieurs¹. J'attends M. Schmidtmeyer pour aller trouver

¹ Les trois députés de Genève en Diète : MM. Des Arts, Schmidtmeyer et Viollier.

M. de Wyss¹. Il n'est pourtant que 6 1/2 heures du matin. On dit que 7 heures est déjà tard pour lui. La Diète s'assemble à 8.

J'ai eu deux conférences à Berne, et bien à fond, avec M. Finsler². Nous sommes parfaitement d'accord sur tous les points. J'ai reproché à M. le syndic des Arts de faire du dit Finsler un « avaleur de provinces. » Il ne désire que ce qui est strictement nécessaire à la sécurité de la Suisse ; sur ce qu'il estime tel, je suis de son avis.

Ici le vent est à la plus grande modération [en fait de demande d'extension], c'est-à-dire pour *zéro* dans le cas où le système de l'intégrité territoriale de la France prévaudra au Congrès, — système que Talleyrand a, dit-on, réussi à faire adopter à Alexandre. Mais si quelqu'un prend, nous prendrons aussi et beaucoup. Cela veut dire que ce n'est pas l'envie de nous agrandir qui nous manque. Quant à de *bonnes* frontières, personne n'y met d'importance ni ne paraît y comprendre un seul mot. Jusqu'ici je ne vois pas trop ce que je pourrai aller faire à Paris... ?

Même jour, 8 heures. — Je viens de chez M. de Wyss. Ces messieurs sont d'accord à désirer que j'aille à Paris, sans caractère, attendu que la Commission diplomatique [fédérale] ne peut en donner aucun sans l'attache de la Diète, attache qu'il ne convient pas de demander. J'ai objecté que les portes des ministres ne me seraient pas ouvertes. C'est un inconvénient, mais il ne les arrête pas. Ils espèrent qu'au moyen de la connaissance personnelle de plusieurs d'entre eux, je pourrai faire ou préparer l'essentiel. On m'accollera plus tard à M. l'avoyer de Mülinen pour le solennel avoué [?] de la Diète. La Commission diplomatique est, m'a dit M. de W., *dans les mêmes idées que la Commission genevoise a énoncées dans son préavis*. « Elle vous a préparé, a-t-il ajouté, des instructions dans ce sens, mais elles ne sont pas encore achevées. » — Il m'a expliqué que, quant au pays de Gex,

¹ David de Wyss, mort en 1839, bourgmestre du canton de Zurich et, en cette qualité, président de la Diète, paraît avoir inspiré à Pictet de Rochemont, et en général à tous les Genevois qui l'approchèrent, la plus haute estime. Voir sur lui : *Leben der beiden zürcherischen Bürgermeister David von Wyss, Vater und Sohn*, par F. de Wyss, 2 vol., Zurich, 1886.

² Le colonel Finsler était, depuis le 14 août 1815, quartier-maître général de la Confédération.

cependant, on penchait pour préférer une neutralisation semblable à celle des provinces de Savoie. On redoute cette population, soit qu'elle fût annexée à Genève ou à Vaud.

Même jour ; soir. — Je crie au miracle, cher ami, car les deux Nobles commissions diplomatiques [celle de la Diète et celle de Genève] sont d'accord !... Le préavis de celle de Genève, produit d'abord par moi avec timidité au président, puis à un second, puis à un troisième et enfin à tous les membres, les a convertis à notre doctrine ; il y a unanimité parfaite, — c'est le mot dont s'est servi mon ancien émule du Congrès [Wieland], avec lequel je viens de passer deux heures, et dont la conversion complète au système des frontières militaires n'est pas celle qui m'a le moins étonné ! Ils ont obtenu aujourd'hui, de la Diète, des pleins-pouvoirs pour traiter l'affaire des frontières de la Suisse au Congrès, par qui et de la manière qu'ils l'entendront, sans rendre compte pendant le cours de la négociation. La confiance que la Diète accorde à la Commission, celle-ci l'accorde à son président [de Wyss], avec lequel seul j'aurai à correspondre. Il n'est pas question d'un caractère pour le moment, mais j'aurai les coudées franches, des instructions très larges et des pleins-pouvoirs, plus des lettres d'introduction auprès de chacun des ministres.

Le séjour que l'archiduc Jean a fait ici a donné un bon branle à la chose, parce que M. Wieland s'étant ouvert à ce prince sur le projet de m'envoyer à Paris, il prit cette idée avec une extrême vivacité, recommanda qu'on me fit passer par Bâle, où il se trouve maintenant, afin qu'il pût me donner mille éclaircissements nécessaires, des lettres pour son frère, etc. Cela a persuadé à ces messieurs d'ici que j'étais un grand « moutardier.... » Ce que M. Finsler a écrit de Berne, à la suite de nos dernières conférences, les avait aussi très bien disposés. Enfin, c'est à l'empire de la vérité et de la justice que nous devons principalement ce succès. Les arguments de la commission genevoise les ont convertis ; ils paraissent pénétrés de la convenance d'améliorer peu à peu le système militaire de la Suisse.

Pictet eut le regret de constater que ses propres concitoyens, les députés de Genève à la Diète, étaient, sur ce chapitre, beaucoup moins faciles à persuader que ses con-

fédérés. De ces trois députés, le plus opposé à ses plans d'extension territoriale comme de centralisation militaire, celui qui traitait le plus ouvertement d'*utopies* et l'idée d'une « bonne frontière » et celle d'une armée fédérale vraiment digne de ce nom, était sans contredit le syndic Des Arts. Ce magistrat, qui semblait maintenant bien plus timoré que l'année précédente, avait écrit de Zurich, les 4/5 août, à Pictet une longue lettre, où l'on remarque les passages suivants :

Nous [la députation genevoise] croirions nuire à Genève et à vous-même, Monsieur, si nous donnions connaissance, je ne dis pas seulement à la Commission² diplomatique de la Diète, mais même à son président M. de Wyss, du mémoire de la Commission diplomatique genevoise que nous venons de recevoir¹.... Quand vous serez ici, vous pourrez insinuer avec adresse la doctrine que vous professez dans ce mémoire, mais autre chose est d'émettre son avis personnel dans la conversation, et autre chose d'enseigner par écrit et avec un ton d'autorité. Ce ton-là que prendrait le nouveau petit canton de Genève, déplairait infailliblement. *Verba volant, scripta manent*. Quelques mots lâchés dans une conversation où l'on cherche à s'instruire réciproquement sont sans conséquence, mais on pèse toutes les expressions d'un mémoire, on l'épluche et on en tire des conclusions sérieuses....

Dans ce mémoire, Monsieur, après avoir établi les avantages qu'ont en soi de bonnes frontières, sentant bien qu'elles ne peuvent pas se défendre toutes seules, vous mettez en évidence tout ce qu'il faut faire pour qu'elles soient bien défendues. Et c'est ici que vous prêchez une doctrine qui, quoique excellente en elle-même, révolterait la plupart des cantons. Vous y parlez d'établir un pouvoir central énergique dont à peu près personne ne veut, un revenu fédéral suffisant dans un système militaire tout nouveau qu'il s'agirait de faire adopter, dans une organisation militaire fédérale dont toutes les parties soient en harmonie, qui

¹ Ce mémoire avait été évidemment rédigé par Pictet. Il avait réussi à gagner à ses vues non seulement la majorité de la commission genevoise mais celle du Conseil d'Etat, comme M. Des Arts le reconnaît plus loin, non sans amertume.

fasse de chaque paysan un bon soldat, et de chaque soldat un bon citoyen. Vous demandez une éducation nationale vraiment militaire, etc., etc. Tout cela est certainement beau, bon et désirable, mais pourrait bien n'être qu'une utopie, comme les projets de l'abbé de Saint-Pierre.

Cet inconvénient n'est pas celui qui nous frappe, mais voici ce que nous avons toute raison de craindre : c'est qu'il ne s'agit point ici du mémoire d'un particulier mais du préavis de la Commission diplomatique Genevoise adopté par le Conseil d'Etat de Genève. C'est le Conseil d'un petit et tout nouveau Canton qui vient apprendre aux vieux Cantons quelle est la conduite qu'ils doivent tenir, quel est le système qu'ils doivent embrasser, et faire impunément [*sic*] comme dit Boileau, « la leçon aux Docteurs. » Nous sommes convaincus qu'on trouverait qu'il s'est écarté de la modestie qui lui sied si bien et qu'il a promis de garder.

Ce n'est pas tout, Monsieur. A peine la Suisse vient-elle de se pacifier tant bien que mal et d'adopter, par l'autorité des Puissances Alliées et contre le gré de plusieurs Cantons, un pacte fédéral, que le Conseil de Genève aurait la prétention de faire revoir ce pacte pour établir *un gouvernement central énergique*, etc., etc. ! Nous sommes députés ici pour agir et voter *dans le sens du pacte fédéral*, voilà les instructions que nous a données le Conseil Souverain, et il n'y a que lui qui puisse nous relever de l'obligation de les suivre.

Je crois vous en avoir assez dit pour vous démontrer que la députation de Genève ne peut pas présenter ce mémoire, mais vous pourrez en faire valoir ici, en votre nom personnel, les principaux arguments sans que nous y voyions les mêmes inconvénients que s'ils étaient présentés officiellement de la part du Conseil.

Que conclure de ce que nous venons de dire ? C'est que, tout en reconnaissant que votre système de frontières militaires est très solidement établi dans votre mémoire, qu'on ne peut en méconnaître les avantages et que tous les moyens que vous avez mis en usage dans d'autres mémoires sont de main de maître, on doit reconnaître en même temps que le dit système repose sur cette base : ces excellentes frontières demandent à être défendues, et pour les défendre, il faut établir un gouvernement central énergique, un revenu fédéral considérable, faire de la Suisse une

nation toute militaire, etc., etc., — en un mot *faire ce qu'on ne fera pas*, les uns parce qu'ils ne le veulent pas, les autres parce qu'ils ne le peuvent pas. Ainsi donc, tout ce système pêche par la base.

.

Je mets au rang des exagérations qui sont inévitables quand on soutient une thèse avec une extrême chaleur, le paragraphe suivant de votre lettre : *entre les Français amis et les Français ennemis, je ne tournerais pas la main*. Vous auriez raison s'il s'agissait des Français de Bonaparte, mais je crois que l'on doit penser différemment des Français gouvernés par un monarque légitime....

Je vous déclare, Monsieur, ainsi que M. Schmidtmeyer, que, désirant ardemment votre arrivée ici, vous aurez le champ parfaitement libre pour faire prévaloir le système de frontières que vous avez à cœur, et que nous ne vous croiserons pas. Mais notre docilité envers le Conseil d'Etat et nos égards pour vous n'iront pas au point de nous faire renoncer à des sentiments que nous n'avons adoptés qu'après mûr examen et auxquels, sans avoir été infiniment ambitieux, je me suis arrêté plus tard que mon collègue¹. Nous ne consentirons pas, par notre suffrage, à ce que Genève soit un canton catholique, et à ce que nos anciens concitoyens, à qui nous avons été obligés d'imposer de dures mais nécessaires privations, soient dégradés et écrasés par une population dont ils recevraient la loi.

Jusqu'à ces derniers jours, j'ai cru que le Conseil, constant avec lui-même, repousserait cette population exubérante qu'il paraissait redouter, et soit pour agir dans son sens, soit pour faire goûter notre avis, qui était conforme au sien, nous avons repoussé, non pour la Suisse mais pour Genève, les acquisitions qui nous paraissaient dangereuses. Nous ne pouvons en aucune manière changer de langage mais nous garderons le silence, et comme nous n'avons jamais repoussé ni combattu le système des frontières militaires, vous aurez les coudées franches. Mais tout en vous donnant cette assurance, je vous déclare en même temps que je persisterai, auprès de Messieurs, à les prémunir autant

¹ Cette phrase contient l'aveu implicite que l'écrivain avait, en fait de vœux d'agrandissement, *reculé* depuis l'année précédente.

qu'il sera en moi, non point contre le système des frontières, mais contre tout système d'agrandissement qui excédera le désenclavement des deux côtés et la contiguïté du côté de Coppet....

Je vous le répète, Monsieur, vous serez écouté favorablement ici. La Commission diplomatique ne vous liera point par des instructions qui repousseraient le système des frontières. Vous n'avez pas d'entraves à craindre, il n'y a aucun moyen de mettre des conditions à votre départ pour Paris; cette manière de négocier est inadmissible, elle vous ferait tort et à nous aussi. On ne connaît point encore ici cette soumission conditionnelle. Que dirait-on de moi en Conseil, si, parce qu'un avis diamétralement opposé au mien y prévaut aujourd'hui (peut-être parce que MM. Lullin, Schmidtmeyer et moi, nous sommes absents), j'allais annoncer à ce Corps que je suis décidé à le quitter dans le cas où cet avis viendrait à avoir le dessus ?

Je dois vous dire, Monsieur, que je reçois dans ce moment une lettre de M. le Syndic Lullin qui professe la même doctrine que celle de la députation¹.

Pictet fut plus affligé que surpris de l'attitude prise par MM. Des Arts et Schmidtmeyer.

Nos messieurs sont absolument inexpugnables, écrit-il à Turrettini. Je n'en parle pas pour les avoir attaqués de front, je n'ai fait que « reconnaître leurs dehors » avec mes antennes et je crois que je m'en tiendrai là. En allant plus loin, je courrais le

¹ M. Des Arts faisait erreur en s'imaginant que le syndic Lullin fût aussi intransigeant que lui sur le chapitre de l'agrandissement, car voici ce que ce dernier écrivait à Pictet, le 4 août :

« ...Je joins au mémoire de la Commission diplomatique une seconde lettre à Des Arts qui était toute pensée et déjà commencée. Vous la lirez, la cachérez et l'enverrez, — ou la porterez, ce que je préfère de beaucoup, si c'est promptement.

» Vous devinerez ma première en lisant celle-ci : *elle vous peindra l'embarras de mon esprit, je dirai aussi de mon cœur, mais elle renferme un acquiescement réfléchi aux conséquences de vos principes pour l'avenir, et surtout pour l'avenir reculé !*

» Adieu. *I cito, et quo pede cepisti sic bene semper eas:*

» Tout à vous,

» AMI LULLIN. »

risque d'aigrir ou de déplaire, — ce qu'à Dieu ne plaise ! Mais c'est pour moi un vrai chagrin de voir dans une autre ligue des gens que je voudrais avoir pour chefs de file et que j'aurais suivis partout à yeux fermés.... M. Schmidtmeyer parle de l'agrégation du pays de Gex comme de la perte de Genève, et avec un sentiment à la fois si vif et si respectable, qu'il me fait une véritable peine. Ces messieurs sont d'ailleurs déplorables à entendre sur le chapitre de la divergence, des divisions, des jalousies de tous contre tous en Suisse. Ils en concluent que l'espoir d'une amélioration qui serait graduellement amenée par le fait de posséder une bonne frontière, est chimérique. Il y aurait là de quoi amolir le courage le plus confiant. Cela m'ôte au moins une partie de cette espérance que je n'avais pas déjà en trop forte dose. Si j'en devais perdre encore, je n'aurais plus la force d'agir. J'ai donc *résolu* d'espérer un peu, en dépit de doléances que je crois d'ailleurs très fondées.

J'ai fait un mémoire ce matin pour éclaircir la question de la neutralisation du pays de Gex et de tout ce qu'on ne donnerait pas à la Suisse, bien qu'il convînt de le lui donner pour qu'elle eût une bonne frontière. C'est dans la supposition que le système de l'intégrité du territoire français prévalût. Je m'efforce d'établir que cette neutralisation serait à peu près illusoire, puisque la précaution serait prise contre le plus fort, qu'elle blesserait, et qu'il aurait toujours le moyen de la rendre vaine dans le moment où elle deviendrait utile.

.

13 août. — J'ai eu ce matin une conférence de deux heures avec M. de Mülinen. Je lui ai fait connaître tout le plaisir que j'éprouverais à l'avoir pour mon chef de file à Paris. J'en ai été parfaitement content ; il est beaucoup plus *frontières militaires* que nous le représentaient nos messieurs ; seulement, il insiste sur ce qu'il conviendra de bien s'orienter auparavant, pour ne pas faire une démarche qui serait nuisible à la Suisse si elle devait ne pas aboutir. Je lui ai lu mes instructions genevoises qu'il a approuvées de point en point en m'assurant que la Commission diplomatique fédérale les signerait si je le demandais.

14 août. — J'ai eu aujourd'hui trois heures de conférence avec la Commission diplomatique, cartes sur table. Je suis extrême-

ment content du résultat. J'ai écouté longtemps avec attention et approuvé. Puis en me déclarant — ce que je suis en effet — à la fois fort reconnaissant et fort indigne de l'honneur que l'on me fait, j'ai hasardé quelques objections au système de la neutralisation appliquée au pays de Gex et au territoire situé au midi du Doubs. On m'a écouté avec indulgence et je suis allé *rinforzando* — sans arriver cependant au *fortissimo*, ni même au *forte* ! — à mesure que je sentais que je faisais impression. Chacun a vidé son sac sur la question, les objections se sont adoucies peu à peu et nous nous sommes quittés d'accord et contents les uns des autres. J'ai dîné depuis avec les matadors chez M. le président de Wyss. J'ai passé après cela une heure avec lui chez M. Stratford-Canning. J'ai causé chez moi à fond avec M. de Müllinen, *idem* avec M. Wieland, et enfin ce soir avec le chancelier Mousson qui a beaucoup d'influence et qui m'a assuré que j'avais levé tous les doutes et que mes instructions s'en ressentiraient. Le président me l'avait déjà dit.

Je ne puis vous dire combien je suis enchanté de cet excellent et respectable bourgmestre de Wyss. Douceur, fermeté, raison, activité, patience, connaissance des hommes, capacité des affaires, — il a tout l'essentiel pour la place qu'il occupe. Je me félicite d'avoir à correspondre avec lui seul. Nous avons raisonné, lui, S. Canning et moi, sur les moyens d'avoir un revenu fédéral suffisant et de monter peu à peu le système militaire helvétique sur un pied qui rende la Suisse vraiment indépendante. M. de Wyss est très bon à entendre sur tout cela et pas à beaucoup près aussi découragé et décourageant que nos messieurs.

M. Wieland m'a dit que son collègue le bourgmestre de Bâle lui écrivait aujourd'hui, au nom de l'archiduc Jean, de hâter mon départ d'ici le plus possible, de peur que j'arrivasse après l'ouverture du bal [le bombardement de Huningue]. Or comme je mets beaucoup de prix à ne pas manquer le premier menuet, j'ai résolu de partir demain dans la matinée. Je suis convenu qu'on m'enverrait à Bâle instructions, pouvoirs, etc.

En définitive, ces instructions fédérales, en ce qui concernait la frontière du côté de Genève, revenaient à ceci :
Dans le cas où les Puissances se montreraient décidées

à enlever à la France une portion considérable de son territoire, le négociateur devait accepter la réunion du pays de Gex à la Suisse si elle était offerte, — *la réclamer si elle ne l'était pas*.

Dans le cas, au contraire, où la France serait maintenue dans les limites de l'ancienne monarchie, il devait se borner à *solliciter* — mais avec toute l'insistance possible — la cession des communes françaises qui séparaient le canton de Genève du canton de Vaud, et demander en même temps la neutralisation du pays de Gex et la translation des douanes françaises au delà du Jura.

Quant à l'extension de la Suisse du côté de la Savoie, « la Confédération, portaient les instructions, se réunit aux vœux de l'Etat de Genève au sujet d'une délimitation plus favorable de son territoire au sud-ouest. Le député jugera lui-même si ce sont les monts du Vuache et de Sion ou si c'est le torrent des Usses qui forment de ce côté la meilleure frontière militaire. » — Pictet devait chercher en outre à obtenir le reculement des douanes sardes et l'extension de la neutralité déjà stipulée pour le Chablais et le Faucigny à d'autres portions de la Savoie également utiles à la défense de la Confédération.

Pictet arriva à Paris le 26 août. « Son premier soin, dit A. Rilliet, fut de demeurer dans l'ombre et de ne pas mêler la Suisse aux prétentions diverses qui s'agitaient dans cette espèce de curée des peuples. » Résolu toutefois à ne rien négliger de ce qui pouvait servir les intérêts de la Confédération, il se hâta de renouer des rapports avec ceux des ministres dont il était personnellement connu et sur l'appui desquels il croyait pouvoir plus ou moins compter. Trois jours ne s'étaient pas écoulés qu'il avait déjà eu de longs entretiens avec MM. de Wrède, Capo d'Istria et de Wessenberg, et qu'il avait demandé des audiences à

MM. de Metternich, de Hardenberg, de Humboldt, le prince de Schwarzenberg et lord Castlereagh.

Je suis bien à temps, écrit-il le 28 août à Turrettini. On est noir ici, et il y a de quoi ! Ma mission devient d'autant plus scabreuse qu'en France l'humeur est au comble contre la Confédération. Cela se comprend : Eynard a trouvé les troupes suisses à Champagnole, et moi à Pontarlier ¹. Ceci et l'affaire de Huningue va donner lieu à mille propos et interprétations désagréables. On représente Talleyrand comme très aigre contre nous.

Je voudrais bien que vous prissiez le parti de ne lire mes lettres qu'à la Commission diplomatique. Je suis frappé de l'inconvénient du non secret. Toutes les gazettes ont annoncé *in focchi* l'arrivée ici de « deux personnages chargés d'une mission..., » etc ! Cela est fâcheux. Avisez.

31 août. — J'ai vu ce matin Capo d'Istria, mais comme je lui ai présenté M. Vischer, qu'il ne connaissait pas, il a été réservé et est resté dans les généralités. Il a cependant articulé son adhésion au système d'une bonne frontière, mais il a parlé comme un homme qui entrevoit de grandes difficultés et qui éprouve des dégoûts. Je ne tarderai pas à le revoir.

J'ai eu tout à l'heure avec M. de Wessenberg une conférence pour laquelle il m'avait appointé. Il m'a dit :

« Vous êtes bien à temps, car nous ne sommes d'accord sur aucun point et on n'a encore rien demandé à Louis XVIII. Le cabinet de Berlin exige trop, et celui de Pétersbourg pas assez. Celui de Londres voudrait qu'on laissât en France une force énorme, et le cabinet de Versailles attend,... non sans impatience et sans inquiétude. » Il ne m'a pas dit les intentions de son cabi-

¹ A la suite d'actes assez nombreux d'hostilité, pillage, etc., commis sur territoire suisse par les Français, et surtout du bombardement de la ville de Bâle par Barbanègre (28 juin), l'armée fédérale était entrée en Franche-Comté (4 juillet) au nombre de 22 000 hommes. Cette campagne, médiocrement glorieuse, attendu qu'elle fut surtout marquée par la mutinerie de quelques bataillons, prit fin avec le mois de juillet. Un fait curieux, c'est que Jougne et plusieurs autres communes françaises avaient envoyé au général suisse de Castella des délégués pour le prier de venir les occuper, afin de les protéger contre leurs propres francs-tireurs !

net à lui [Vienne]. Il a ajouté : « Nous avons, au reste, pensé à vous pour le pays de Gex. »

« — J'observe à V. E., ai-je dit, que dans ce moment je ne suis pas genevois mais *suisse*. Ce pays de Gex ne signifierait rien si nous n'avions pas une rectification de la frontière jusqu'à Bâle, et si on n'obtenait pas le rasement des forteresses, surtout de celle de Huningue.

» — Oh ! pour celui-là, vous l'aurez.

» — Il faudrait avec cela la ligne du Doubs, de la Valserine, du Rhône et des Usses.

» — Voyons la carte. »

Nous l'avons regardée. Il est convenu de tout.

J'ai ensuite parlé du rasement des forteresses dans la Savoie française, en cas de restitution. Cette idée lui a plu.

» — Faites un mémoire, a-t-il dit ; je presserai votre audience et je me ferai renvoyer l'examen de la chose. »

J'ai remercié, mais j'ai témoigné quelque doute sur la convenance de faire un mémoire, d'articuler des demandes propres à indisposer le cabinet de Versailles, *et cela peut-être inutilement*, ai-je ajouté.

« — Oh ! inutilement non ! Très probablement vous aurez quelque chose, parce que *l'intégrité* est entendue par nous sans exagération, même par la Russie. Cela pourrait d'ailleurs rester confidentiel. »

Il a insisté sur cette idée d'un mémoire. Capo d'Istria m'en avait déjà parlé. J'y réfléchirai. Si je me décide à le faire, j'y mettrai autant d'adoucissements que possible pour Talleyrand, et je supposerai que ce *mémoire confidentiel* sera communiqué ou volé. Somme toute, j'ai été parfaitement content de lui [Wessenberg].

1^{er} septembre. — J'ai vu fort au long ce matin Capo d'Istria. Il m'a mis bien au fait de tout. Voici comment raisonne le cabinet de Pétersbourg :

Quel est le but du traité du 25 mars ? L'exécution du traité de Paris et le rétablissement d'un ordre de choses pacifique et stable. Si vous humiliez et affaiblissez par trop la France, vous allez contre le vœu et la possibilité d'un ordre de choses pacifique et stable. L'affaiblissement de la France accroîtra la puissance de l'Autriche qui n'est déjà que trop forte par le fait des récents

événements d'Italie. Mais alors la Prusse demandera à son tour à être mise au niveau de l'Autriche. Donc... ! Cependant, comme l'indépendance de la Confédération suisse intéresse le repos de tous, il faut prendre sur la France ce qui peut assurer cette indépendance. — « Ce n'est pas, a ajouté Capo d'Istria, sortir de notre système. Nous vous écouterons volontiers, vous représentant de la Suisse, sur la question des frontières militaires, et déjà nous sommes d'accord avec vous quant à la restitution de la Savoie française et quant à Huningue. » J'ai alors rappelé que ce qui importait à la Suisse c'était *un ensemble de frontières militaires*, et j'ai demandé si je ne pourrais point être mis en rapports avec un homme *du métier*, pour lui expliquer en détail la question ?

« — L'homme du métier par excellence, m'a répondu C. d'I., c'est l'empereur Alexandre lui-même, et si vous étiez muni d'un caractère, rien ne serait plus facile que de vous mettre en rapports directs avec lui. Il n'est pas impossible que je réussisse à arranger une conférence entre Sa Majesté et vous, malgré ce déficit. Malheureusement le temps est très court. »

Dans la première conférence que Pictet eut, le 2 septembre, avec lord Castlereagh, celui-ci lui demanda :

« — Avez-vous un objet principal en vue ?

» — La rectification de nos frontières au point de vue militaire.

» — Quel en est le but ?

» — De ne pas laisser la Suisse ouverte à la France comme elle l'est aujourd'hui.

» — Comment donc, *ouverte* ? »

Pictet dut alors rappeler au ministre que, pendant les Cent-Jours, le commandant en chef de l'armée fédérale avait été contraint d'abandonner à la fois Genève et Bâle et de se concentrer sur trois points pour rendre plus difficile à ses adversaires de couper la ligne de défense en deux. « Or que dire, ajouta-t-il, d'une frontière qui oblige d'abandonner de prime-abord et sans une résistance qu'on

puisse espérer efficace, le tiers le plus peuplé et le plus riche du territoire de la Suisse, en même temps que l'importante route du Simplon ? »

Lord Castlereagh l'avait écouté avec attention. Il parut même frappé de ce qu'il y avait de vrai dans cette argumentation. Mais il continua à interroger son interlocuteur sans émettre d'opinion personnelle. — « A tout ce que je lui disais, raconte Pictet, point d'objections, mais point d'encouragements non plus, et pas même de réponses. En somme, il a peu parlé et point promis. Mais c'est sa manière. C'est déjà beaucoup qu'il ne m'ait pas présenté des impossibilités ou de grands obstacles ¹. »

3 septembre. — J'ai eu ce matin une conférence avec M. de Humboldt. Il m'a témoigné beaucoup de bonne volonté et a promis de m'appuyer, mais il a ajouté :

« — Tout dépend de la Russie et de l'Angleterre. »

Je lui ai répondu que j'avais trouvé de ce côté-là les dispositions bonnes.

« — Tant mieux, a-t-il dit, mais il y a souvent loin des bonnes dispositions à l'effet ; je vous avoue que je doute de celui-ci. »

J'ai fait alors, sur les frontières militaires, le même fond de raisonnement qu'avec lord Castlereagh. Il l'a compris et adopté. Il m'a dit que si la frontière militaire de Neuchâtel était si défectueuse, c'était la faute de ces messieurs les Neuchâtelois, qui l'avaient demandée telle et qui s'étaient aperçus trop tard qu'elle était mauvaise. Il souhaite la destruction de Huningue. Il dit que je trouverai le cabinet de Vienne bien disposé, que cependant il faut pousser, mais que quant à eux (la Prusse), ils m'appuieront certainement.

Je lui ai fait observer qu'il ne convenait pas à la Confédération de sonner la trompette, et qu'il lui fallait tâcher de désarmer la malveillance de Talleyrand en se tenant en seconde ligne.

¹ Ce récit de Pictet à Turrettini se retrouve mot pour mot dans la correspondance que le premier adressait au président de Wyss, et que M. Fréd. de Wyss a citée copieusement dans sa biographie des deux bourgmestres de Wyss.

« — Votre arrivée à Paris suffit, m'a-t-il répondu, pour faire tout comprendre au cabinet de Versailles, et vous aurez beau faire, vous n'échapperez pas à leur malveillance. »

Il est convenu cependant que c'était une raison de plus pour y aller avec tous les ménagements possibles. Je lui ai exhibé mes pleins pouvoirs. Voilà les bases posées.

4 septembre. — J'ai fait part tout à l'heure à Capo d'Istria de mes diverses conférences. Il en augure bien. Il m'a dit que la restitution [à la Sardaigne] de la Savoie restée française était une chose arrangée entre Louis XVIII et le roi de Piémont. J'ai insisté pour qu'on réservât la portion du territoire dont Genève avait besoin pour le désenclavement de Jussy, et en général ce qui serait nécessaire pour la frontière militaire de ce côté-là. Je lui ai rappelé la neutralisation de la Savoie française.

Il m'a entretenu fort au long de l'état où se trouve la France et m'a appris beaucoup de détails curieux. Il est à la source, car il demeure chez l'empereur Alexandre qui le fait appeler plusieurs fois par jour.

J'ai revu aussi ce matin le duc de Richelieu (il m'avait écrit qu'il refusait le ministère et m'en disait les raisons). Je l'ai trouvé noir sur les affaires, et certes il y a de quoi. Ma femme pourra vous dire certaines choses¹.

Le 8 septembre, Pictet eut avec le prince de Metternich un entretien qui fut, à peu de chose près, la contre-partie exacte de celui que, six jours auparavant, il avait eu avec le ministre d'Angleterre. Non pas que ces deux hommes d'Etat eussent rien de commun dans l'accueil. Autant lord

¹ Pictet écrit à sa femme, le 3 septembre :

« Le roi est bien aux Tuileries, il a une garde, un trône et même une couronne, mais il ne règne pas.

» Fouché, dans un rapport confidentiel très détaillé et très bien fait sur l'état de la France (rapport que j'ai vu aujourd'hui), fait voir l'enfer ouvert à tous ceux qui voudraient espérer en l'avenir. Il dit au roi (et il le prouve en détail) que dix départements sont pour lui, que quinze balancent et que tout le reste est contre. Pour gouverner, dit-il, il faut une force physique appuyée d'une force morale, et V. M. n'a ni l'une ni l'autre.... Sa conclusion est qu'il faut un gouvernement à l'anglaise. Le roi y serait enclin, mais les princes, mais Madame d'Angoulême ! »

Castlereagh était roide et boutonné, autant M. de Metternich était gracieux et complimenteur. Autant le premier était avare de promesses et même de simples expressions de sympathie, autant le second en était prodigue. Quant aux détails de la question sur laquelle le négociateur suisse était si désireux d'attirer leur attention, l'un et l'autre lui en parurent également ignorants.

Après avoir essuyé de la part du ministre autrichien une averse de compliments hyperboliques sur la « conduite merveilleuse » de la Confédération, sur le « bel exemple » donné par le canton de Genève, etc., Pictet répéta ce qu'il avait dit à lord Castlereagh sur la nécessité de procéder à une rectification générale des frontières de la Suisse du côté de l'ouest, si l'on voulait mettre ce pays à l'abri d'une irruption française et assurer en même temps la neutralité de la route du Simplon. M. de Metternich l'écoutait avec une expression de physionomie qui dénotait plus de curiosité que d'intérêt véritable¹. A la fin :

« — Faites-moi un mémoire là-dessus, voulez-vous ? » dit-il.

Pictet lui fit comprendre qu'il préférerait ne rien écrire. — « Je vous entends, reprit le prince, à la bonne heure, vous avez raison. Je serais bien fâché de compromettre la Confédération. Mais voici ce que je vous propose : entendez-vous avec M. de Wessenberg, veuillez le voir : il sera prévenu. Il écrira sous votre dictée, absolument sous votre dictée ! Après quoi, je donnerai ce projet comme venant du cabinet de Vienne ; cela doit vous convenir, il me semble ? »

Pictet se confondit en remerciements.

¹ « Metternich aime les intrigues parce qu'elles l'occupent, écrivait M. de Stein dans son journal intime, au Congrès de Vienne. Il n'a pas assez de force et de profondeur pour traiter les affaires sérieuses avec simplicité et grandeur. »

« — Allons, c'est entendu, » reprit M. de Metternich.

« Là-dessus, ajoute Pictet, il a recommencé les compliments du début... et il m'a échappé sans que j'aie pu lui glisser diverses choses que j'aurais bien voulu lui dire. »

Hier j'allai voir mon guide [Capo d'Istria], écrit Pictet le 9 septembre. Il était noir. Il m'a dit que les choses vont mal quant à l'entente entre eux. Il se défie de l'Autriche. Il croit qu'elle va demander à garder Huningue. Il rapproche cette conjecture de la tactique des cordons. Il y aurait là de quoi inquiéter.

Cette « tactique des cordons » qui inquiétait Pictet, et à propos de laquelle il crut devoir présenter à l'archiduc Jean des observations respectueuses (« il les a fort bien prises, écrit-il, car il est meilleur républicain que bien des Suisses »), n'était autre que la distribution de titres nobiliaires, de croix et de tabatières à laquelle le cabinet de Vienne se livrait alors dans divers cantons de la Suisse. Les magistrats de Genève s'en virent menacés comme les autres, mais ils avaient pris la sage précaution, peu de mois auparavant, de faire voter en Grand Conseil une loi qui interdisait à tout citoyen d'accepter des décorations étrangères. Et à ce propos, qu'on nous permette de reproduire ici une lettre que le vénérable premier syndic Lullin adressait à ses collègues du Conseil d'Etat, et qui fait ressortir la modestie touchante de son caractère :

Evian, 11 septembre 1815.

Magnifiques Seigneurs,

Mon fils m'a fait parvenir hier la copie d'une lettre à M. d'Ivernois dans laquelle M. de Welden lui apprend que M. le baron de Frimont a fait demander la décoration de l'ordre de Léopold pour M. le syndic Lullin et MM. les conseillers Pictet de Rochemont et d'Ivernois.

Dans cette politesse si flatteuse pour la République, je ne me

confonds point avec mes deux collègues, si honorablement connus à Vienne ; je n'oublie point que je suis tout simplement un syndic-président dont on a pris le nom sur un almanach, et qui n'a d'autres titres que ceux que l'âge et le hasard ont concouru à lui donner dans Genève.

Permettez cependant que je me félicite d'avoir fourni la première occasion du refus constitutionnel d'un honneur peu fait pour de petits républicains, refus qui, sans rien ôter du relief que cette marque d'égard du gouvernement autrichien donnera aux Genevois, écarte tout ce qu'elle pourrait avoir d'inconvénients à l'intérieur comme au dehors.

Il ne me semble pas qu'il y ait, pour le moment, aucune démarche à faire, mais s'il arrive quelque communication plus officielle, je pense que ce sera le Magnifique Conseil qui devra remercier pour nous et nos familles, et refuser en même temps au nom de la République.

Recevez, Magnifiques Seigneurs, l'assurance de mon inviolable dévouement et de mon profond respect.

AMI LULLIN.

Le 9 septembre, Pictet eut avec l'*alter ego* du prince de Metternich, M. de Wessenberg, une conférence dont on trouvera le compte rendu détaillé dans l'ouvrage de M. F. de Wyss (tome II, p. 293). Entre autres demandes, il exprima le vœu qu'à l'exemple de ce qui avait été décidé lors du traité de Saint-Julien (1603), l'obligation fût imposée à la France de s'abstenir de rassembler aucunes troupes ni d'élever aucunes fortifications dans un rayon de 4 lieues, tout le long des frontières qui seraient données à la Suisse. « Cela a paru raisonnable à Wessenberg, et fort à désirer, » écrit Pictet. On sait qu'il ne fut pas donné suite à cette idée.

De son côté, M. de Wessenberg mit en avant, à plusieurs reprises, pour faciliter les arrangements, l'idée de céder à la France la partie *en plaine* de ce Porentruy qui avait été adjugé au canton de Berne par le Congrès de

Vienne. Il faisait ressortir à quel point ce territoire, situé en dehors des limites naturelles de la Suisse, était indéfendable. Pictet était complètement de cet avis. Il l'avait dit et redit à Vienne. Le colonel Finsler était de la même opinion. Toutefois Pictet ne crut pas devoir accueillir la proposition de Wessenberg. Il trouvait les Bernois déjà suffisamment dépouillés. « J'ai repoussé cette idée avec succès, écrit-il le 15 septembre, et j'ai lieu de croire que je l'ai fait abandonner. »

J'ai parlé à M. de Wessenberg, continue Pictet le 9 septembre, des indemnités pécuniaires dues à la caisse de la Confédération, en faisant une énumération entraînant des droits de la Suisse sous ce rapport. Genève n'a pas été oubliée dans les plaintes. Il a peu d'espérances sur ce point, mais poussera cependant et fera valoir pour le mieux.

Je ne l'ai pas trouvé aussi facile sur la Valteline, Bormio et Chiavenne. Il a mis les pieds contre la muraille. Il m'a montré des cartes qui, bien qu'anciennes, semblent avoir été faites exprès pour démontrer que la raison d'Etat est en faveur de l'Autriche. La haute crête est évidemment en dedans de la [vallée ?] presque circulaire de Chiavenne, et le Spl. [Splügen ?] ne peut être franchi avec de l'artillerie. Quant à Bormio et Chiavenne [*sic*], il était plus fort : c'est presque, pour eux, la communication nécessaire. Il est tombé sur les familles qui mènent les Grisons et qui n'ont jamais rien fait, selon lui, pour le bonheur de la Valteline, de Bormio ni de Chiavenne. Il m'a dit aussi : « Nous ne regardons pas ces pays comme suisses. » Tout cela m'a paru un système arrêté sur ce qu'il eût été peu convenable d'appeler par son véritable nom.

A propos de l'autre frontière militaire, j'oublie de dire qu'en voyant sur la carte le saillant que fait en Suisse la partie en plaine [du Porentruy] qui a été donnée au canton de Berne par le congrès de Vienne, il a dit :

« — Cela ne vaut rien militairement..., il faudrait changer cela. »

Il a bien raison, mais je lui ai fait observer que je n'étais pas

autorisé à pareille chose. Capo d'Istria avait déjà eu la même idée ; M. Finsler, de même. Cela me justifie de l'avoir tant pensé, écrit et dit au congrès de Vienne ; mais je m'interdis d'exprimer mon avis là-dessus ici, puisque la chose est faite.

Il m'a dit encore beaucoup de mal du canton du Tessin, lequel est presque enclavé dans les possessions de l'Autriche et constitue un *nid* pour les malfaiteurs du Milanais.

Sous le rapport de l'entente entre les Puissances, on recule au lieu d'avancer. *Poor France !* Et cette journée du 25¹ qui va être comme l'ouverture d'une campagne !... Je tâcherai d'y être bien placé : ce sera curieux. Nous verrons, en présence l'une de l'autre, la France révolutionnaire ou révolutionnée, qui forme les neuf dixièmes de la nation, et la France qui revient d'Angleterre, d'Amérique, etc., et qui est beaucoup plus royaliste que le Roi. Et ce pauvre Midi.... Dieu sait ? Pauvre France !

Je fais le moins de bruit que je peux et je ne me montre pas. Pour Dieu ! soignez le secret... pour mille motifs !

13 septembre. — M. de Wessenberg m'a dit qu'il présenterait mon projet comme étant l'œuvre du gouvernement autrichien ; qu'au fait, les intérêts étaient les mêmes pour cet objet et qu'il ne l'avait jamais mieux senti qu'après avoir entendu mes développements.

Il m'a répété que nous ne devions avoir aucune inquiétude au sujet d'Huningue. « Quelques mois plus tôt ou plus tard, cela se fera, » a-t-il dit. Je n'aime pas ce retard à cause du chapitre des incidents, qui est toujours le plus riche.

J'ai traité le chapitre de Constance. Il m'a dit que son opinion personnelle était d'accord avec notre vœu et que si je voulais entrer dans les idées de l'Autriche au sujet du Tessin... la chose pourrait s'arranger ! Je me suis récrié et j'ai tourné la chose en plaisanterie, mais je crois que ce Tessin les préoccupe beaucoup, comme servant de repaire à leurs malfaiteurs.

15 septembre. — Hier je vis Capo d'Istria, puis le duc de Richelieu, puis le prince de Wrède. Le premier me prépara à apprendre quelque chose ce matin. Le second me dit que la persécution

¹ Le 25 septembre 1815, jour fixé pour l'ouverture des Chambres françaises.

pour le décider à accepter le ministère continuait, et me donna en même temps de beaucoup trop bonnes raisons de persister à s'y refuser. Le Roi l'avait mandé, et il s'attendait à de nouvelles instances. Il est instructif à entendre, mais triste, car il voit le mal très profond.

.

J'ai demandé à M. de Wessenberg, par un mot de billet, où nous en étions? Il m'a répondu ceci : « La Russie s'oppose un peu à votre projet ; j'ai obtenu pourtant qu'on ne s'y opposât pas *tout à fait*. Je voudrais bien vous voir à 4 heures. »

J'ai eu, dans cette conférence à 4 heures, l'explication de cette énigme. Lui, Wessenberg, m'avait écrit ce matin sous l'impression d'un entretien avec M. de Metternich, lequel avait eu maille à partir avec M. de Nesselrode. Depuis lors, il y a eu amendement. Il y a espérance d'obtenir la frontière militaire du Doubs, la langue de Versoix et la neutralisation de la Savoie française. Quant à Huningue et au pays de Gex, Wessenberg ne s'est pas expliqué clairement. Il paraît qu'il y a opposition de l'Autriche quant à Huningue, et de l'Angleterre quant au pays de Gex. L'explication de ce dernier fait, c'est que l'Angleterre demande beaucoup du côté des Pays-bas, et qu'alors elle lâche de l'autre côté. C'est la répétition de ce qui s'est passé ici l'an dernier. Cependant, lord Stewart, avec lequel j'ai eu aussi une conférence ce matin, m'a dit : « Le fort de Joux est aussi nécessaire à la Suisse que Huningue. » Je l'ai laissé dire....

16 septembre. — Je viens de voir Capo d'Istria. J'ai tiré de lui que c'est encore le prince Razoumowski qui s'oppose à ce que le pays de Gex soit donné à la Suisse. J'ai fait les raisonnements de mon premier métier [militaire]. « A quoi sert, ai-je dit, de fermer les autres portes si... ? » — « A la bonne heure, m'a répondu C. d'I., mais ils tiendront à cela comme l'année dernière, et l'empereur Alexandre ne veut pas écraser et abuser. »

J'ai renouvelé ma prière à M. de Nesselrode de m'aboucher avec quelqu'un d'entendu sur ces questions. Il me l'a promis mais le courant des affaires fait ajourner d'un jour à l'autre l'exécution de cette promesse. Capo d'Istria me l'a aussi promis tout à l'heure encore. Mais il est revenu sur le Porentruy comme un objet d'échange contre le pays de Gex et comme un moyen de

consolider la transaction dans l'intérêt même de la Suisse. — « Alors, a-t-il ajouté, il faudrait donner le pays de Gex à Berne. »

« — Pourquoi pas ? ai-je répondu ; Berne s'arrangera avec le canton de Vaud. Mais il faut à Genève la langue de Versoix, souvenez-vous-en bien !

» — Sans doute ! a-t-il répliqué. »

Voilà ce qu'il y a de plus frais.

18 septembre, midi. — Avant-hier matin j'étais appointé avec M. de Gentz (c'est l'écrivain que d'Ivernois et moi avons évité à Vienne). Il ne put me recevoir et me remit à hier, à 10 heures.... Même aventure : il me remit alors à 5 heures.... A l'heure dite, nouvel accroc : il me renvoie cette fois à ce matin, à 9 heures. Après l'avoir longtemps attendu, j'ai pu enfin avoir mon audience. Je vous dirai tout à l'heure ce que j'en ai tiré.

Hier, je reçus un message de l'archiduc Jean qui, à peine arrivé à Paris, me faisait dire d'aller le voir ce matin, à 8 heures. Il m'a accueilli comme à l'ordinaire et m'a dit que très certainement l'affaire de Huningue serait terminée comme il convient à la Suisse, mais non pas maintenant, attendu qu'on voulait pouvoir se servir défensivement de cette forteresse, au besoin, jusqu'à ce que les affaires de France fussent liquidées. Il m'a apporté un plan qu'il a fait dresser à mon intention et qui montre ce qu'il faut donner à la Suisse. Il a fini par me dire :

« — Nous nous entendons parfaitement, et déjà hier, en arrivant, j'ai servi vos vues en parlant à mon Empereur et à celui de Russie. J'ai dit à ce dernier : « Comment voulez-vous que la » Suisse soit réellement neutre et maîtresse chez elle, si elle n'a » pas une frontière militaire ? Ne faut-il pas qu'il y ait un lieu » où les honnêtes gens persécutés, où la pensée comprimée, puis- » sent trouver un abri et un essor ? » L'empereur Alexandre m'a pris les mains avec émotion en disant : « Ah ! que j'aime à vous » entendre parler ainsi ! »

Là-dessus l'archiduc a ajouté quelques réflexions sur certaines contradictions !... etc., etc. Puis il m'a entretenu de ses projets personnels, puis des sujets favoris dans lesquels il retombe fréquemment et qu'avec moi il appelle « nos affaires, » parce qu'il sait que je partage les mêmes goûts. Quand il a su que j'étais logé dans son voisinage, il m'a fait promettre de venir le voir

tous les matins, entre 7 et 8 heures, chaque fois que je le pourrai.

La conférence avec M. de Gentz n'a pas été tout à fait aussi satisfaisante. Dès que je lui ai dit que le prince de Metternich m'avait appointé avec M. de Wessenberg pour la question des frontières militaires, et que celui-ci me renvoyait à lui, il m'a répondu :

« — La frontière militaire est définitivement arrêtée depuis hier. Il est parfaitement inutile de vouloir revenir sur aucun point. Demain, cela sera proposé à la Cour de Versailles, puis on verra. »

J'ai tremblé qu'il n'y eût quelque méprise, quelque négligence ou quelque niche, parce que j'ai appris par expérience que le hasard, la légèreté et l'étroitesse de vues jouent un grand rôle dans ces choses-là. Je n'ai pas osé lui demander communication du projet adopté, mais j'ai dit que comme j'avais été chargé par M. de Metternich de *dicter* à M. de Wessenberg, je devais croire que le dit projet était la copie des notes prises par ce dernier.

« — Je le crois aussi, m'a-t-il répondu, mais je vous avoue que je n'entends guère les détails dont il s'agit, et que j'ai écrit de confiance. Ce que je puis en tout cas vous affirmer, c'est que, bien ou mal, c'est trop tard pour en revenir. La rédaction est arrêtée. Vous feriez frémir M. de Metternich à la seule idée de remettre en question un seul des points de détail. Si vous me promettez de ne pas le tenter, je vous donnerai communication de la minute. »

Je lui ai donné ma parole de ne rien faire sans sa permission et surtout de ne pas le compromettre. Alors il m'a lu la minute où j'ai constaté de suite des lacunes déplorables et des méprises diaboliques.

« Rien de changé — dit ce texte — de l'embouchure de la Lauter jusqu'à Saint-Braix. De là au fort de Joux, le Doubs, en laissant à Pontarlier, sur la rive droite, autant qu'on donne au fort de Joux sur la rive gauche ; *de-là reprendre l'ancienne frontière militaire de la Suisse jusqu'au Rhône.* » !!!..

J'ai sauté en l'air à l'ouïe de cette queue qui témoigne de tant d'ignorance ! J'ai eu bien de la peine à me faire comprendre de mon interlocuteur en lui répétant qu'il y avait là erreur évidente, puisque *l'ancienne frontière militaire de la Suisse* n'allait pas aussi loin !

Je me suis expliqué la méprise dans laquelle est tombé M. de Wessenberg. Je lui avais laissé la pièce sur laquelle il y avait deux tracés. Malgré mes explications réitérées, il aura pris l'un pour l'autre. Cependant, de la part d'un homme aussi au courant de la question et aussi avisé, c'est bien difficile à comprendre.

M. de Gentz a fini par reconnaître qu'il y avait erreur d'un côté et lacune de l'autre. Il l'a même déploré, mais il n'en a pas moins répété qu'il n'y avait pas de remède, et que la preuve que l'intention était bien de ne *pas* donner le pays de Gex, c'est qu'on donnait expressément la langue de Versoix à Genève (il me l'a lu). La Savoie française est rendue au Piémont, et sa neutralisation est opérée comme je l'avais demandé.

J'ai obtenu, non sans beaucoup de peine, que Gentz consentît à ce que j'allasse m'expliquer avec M. de Wessenberg. J'y ai couru. Impossible de lui parler !., il est trop accablé de gens qui l'attendent et d'affaires. Je le comprends, vu la crise. Heureusement, son premier secrétaire est dans ma manche. Je lui ai expliqué les choses la carte à la main, en lui montrant les tracés confondus et en lui faisant toucher au doigt le gâchis qui en résulterait. Il a obtenu de M. de Wessenberg qu'il me recevrait à 4 heures. Mais j'augure mal. On ne *veut* pas demander le pays de Gex parce qu'on demande trop en Flandre.

J'ai pensé que l'archiduc Jean pourrait me donner un coup de main auprès de l'empereur Alexandre pour le pays de Gex, et je suis allé chez lui. Il était sorti, mais il avait commandé son dîner pour 3 heures et je l'attendrai à cette heure-là. Je ne nommerai point M. de Gentz et je ne donnerai aucun détail qui puisse le faire découvrir, mais je ferai comprendre que je suis *sûr* qu'on ne nous donne ni le Chablais ni la frontière militaire convenable pour Bâle, afin qu'il fasse une poussée aujourd'hui.

Dans l'espérance de trouver le général de La Harpe — attendu depuis longtemps —, je suis allé chez lui (il demeure au diable). Il n'était pas arrivé !

4 heures. — A 2 heures, un message que j'ai reçu de M. de Wessenberg m'a fait courir chez lui. Il était mandé chez M. de Metternich et voulait me voir auparavant. Nous y sommes allés *arm in arm*, afin de pouvoir causer chemin faisant. Il m'a expliqué qu'il avait copié *verbatim* la frontière militaire telle que

je l'avais tracée, mais qu'entre les Russes et les Anglais, ils avaient tronqué, modifié et fait un gâchis du tout.

« — M. de Gentz, lui dis-je, prétend qu'il est trop tard pour en revenir, parce que cela a été approuvé dans la séance des ministres et paraphé.

» — Laissez-le dire ! ce n'est pas trop tard ; je vais chez Metternich pour raccommoder et je serai à temps. »

Chemin faisant, j'ai fait valoir à satiété mes divers arguments... ; j'ai bien profité de la longueur de la route !

Je suis allé ensuite trouver l'archiduc Jean qui était sur le point de se mettre à table, mais qui a bien voulu, néanmoins, m'accorder son attention, et m'a promis d'aller chez M. de Metternich aussitôt après son dîner.

J'ai dit à M. de Gentz ce matin qu'une fois la glace rompue, j'essayerais peut-être de prendre un caractère et d'intervenir en cette qualité. Il m'a répondu que très certainement je ne réussis pas, que ce que l'on craignait le plus maintenant, c'étaient les discussions et les longueurs, parce que dans six jours on voulait être parti....

19 septembre. — Ce matin, à 7 heures, j'ai porté à M. de Wessenberg une rédaction en quelques lignes pour la neutralisation du pays de Gex et de la zone de frontière militaire jusqu'à Bâle. Je viens de recevoir de lui le billet suivant :

« J'ose croire qu'une partie de vos vœux seront exaucés, savoir ceux relatifs à la neutralisation. M. de Metternich m'avait chargé de la première proposition, qui disait : « La frontière » militaire suivra le Jura en laissant le fort de l'Ecluse hors de » France. » On s'est permis de changer et de mettre : « ...l'an- » cienne frontière militaire de Suisse jusqu'au Rhône. » M. de Metternich a fait rétablir le texte, mais je crois qu'il sera mal soutenu. »

J'ai vu l'archiduc Jean, qui n'a pas peu contribué au redressement et a insisté de même sur ce qui regarde l'autre extrémité. J'ai appuyé sur ce que, dans tous les cas et au pis aller, la neutralisation d'une zone était nécessaire. Je ne crois pas que finalement nous obtenions autre chose, plus la langue de Versoix. J'en juge ainsi par le décousu qui existe, et aussi parce que le cabinet de Londres ne pense qu'aux Flandres, et lâche tout de

l'autre côté pour les obtenir. C'est peut-être pour le mieux et cela fera plaisir à des gens dont la tête vaut bien la nôtre.

20 septembre. — J'ai vu ce matin Capo d'Istria qui m'a reçu par exception, car, vu la surcharge d'affaires dans la crise du moment, il était enfermé pour tout le monde.

Il m'a montré les deux changements faits à la rédaction par suite du mouvement que M. de Wessenberg et l'archiduc Jean se sont donnés.

L'essentiel est la destruction de Huningue. Il y a là-dessus un article formel, lequel porte, en outre, qu'à 3 lieues de Bâle, il ne pourra exister de forteresses. Quant aux acquisitions matérielles : *zéro*.

L'autre changement est que, du fort de Joux, on suit la crête du Jura jusqu'au Rhône, en laissant le fort de l'Ecluse en dehors de la France. *N.-B.* : la ligne extérieure occidentale, du fort de Joux jusqu'à la [illisible], est qualifiée de *Jura* par Cassini. Les deux chaînes plus rapprochées portent d'autres noms, mais celle qui aboutit au fort de l'Ecluse *reprend* le nom de *Jura*. (Voyez Cassini.) Nous sommes donc à cheval et débarrassés de trois milles (*sic*) au delà de ce dernier Jura. Maintenant, cela sera-t-il suffisamment appuyé ?...

J'ai vu le duc de Richelieu qui refuse toujours.

Le 21 septembre, Pictet de Rochemont reçut la communication officielle suivante :

« Les soussignés, venant de fixer les termes de l'arrangement qu'ils croient utile de proposer au Gouvernement de S. M. Très-Chrétienne, afin de rétablir la paix et la tranquillité de l'Europe sur des bases solides et d'assurer de justes indemnités aux Etats qui ont pris part à la présente guerre, ont l'honneur de communiquer à M. le chevalier Pictet de Rochemont, Envoyé de la Confédération helvétique, la substance des propositions qu'ils vont remettre au Ministère français.

» Ayant ouvert la négociation par cette démarche, ils

se feront un devoir de faire connaître aux Puissances qui ont accédé au traité du 25/31 Mars, la réponse du Gouvernement français et les résolutions ultérieures auxquelles elle pourra conduire, afin de les mettre à même de contribuer, selon l'esprit des traités, à la conclusion finale de la négociation.

» En examinant ces bases, les Puissances se convaincront que les soussignés, tout en proposant des conditions telles que l'intérêt de l'Europe, en général, et celui des Puissances, en particulier, pourraient les réclamer, n'ont pas perdu de vue le grand principe sur lequel étaient fondées les transactions du 25 Mars, celui de la nécessité de consolider avant tout le rétablissement du gouvernement légitime en France. Si cependant l'une ou l'autre des Puissances qui ont pris part à cette guerre avait encore à former quelque vœu relatif à sa situation particulière, les soussignés sont prêts à le prendre en mûre considération ; et, pourvu que l'objet soit compatible avec le principe général qui les guide, ils ne manqueront pas de l'appuyer dans le progrès de la négociation.

» Monsieur le chevalier Pictet sentira combien, dans l'état actuel de la négociation, il est important de considérer cette communication comme purement *confidentielle et secrète*.

» Les soussignés prient Monsieur le chevalier Pictet d'agréer l'assurance de leur considération très distinguée.

METTERNICH
CASTLEREAGH
HARDENBERG
NESSELRODE »

Paris, le 19 septembre 1815.

Les bases de l'arrangement définitif proposé à la France étaient les suivantes :

1° Confirmation du traité de Paris (1814) dans celles de ses dispositions qui ne seraient pas modifiées par le nouveau traité.

2° Rectification des frontières telles que les avait établies le traité de Paris. — Moyennant cet article, environ les deux tiers du territoire que l'instrument de 1814 avait ajouté à l'ancienne France devaient en être détachés.

3° Démolition des fortifications de Huningue, avec l'engagement par la France de ne jamais les relever.

4° Une contribution de 600 millions à titre d'indemnité pour les frais de guerre.

5° Paiement d'une autre somme de 200 millions pour couvrir une partie des dépenses nécessitées par la construction de nouvelles places fortes dans les pays limitrophes de la France.

6° L'occupation, pendant sept ans, d'une ligne stratégique le long des frontières du Nord et de l'Est, par une armée de 150 000 alliés, laquelle serait entretenue aux frais de la France.

Ainsi mis en demeure de s'expliquer catégoriquement devant le Congrès, Pictet de Rochemont jugea qu'il n'y avait plus lieu d'hésiter, et, sortant du quasi-incognito qu'il avait gardé jusque-là, il rédigea dans la journée du 24 et fit parvenir aux ministres une « note confidentielle, » non sans l'avoir préalablement montrée à ses deux Mentors, MM. de Capo d'Istria et de Wessenberg, et s'être assuré de leur approbation. — « Vous verrez, écrit-il au Conseil de Genève en lui communiquant le texte de cette note, qu'une partie essentielle de mon thème, ce sont les ménagements que la Suisse doit garder vis-à-vis de la

France, j'entends tous ceux qu'il est *possible* de garder. Mais, du moment que les « bases » ne précisaient rien sur les frontières militaires et qu'on m'invitait (comme les autres) à articuler, il a bien fallu dire ce qui est dans l'intérêt de tous. Capo d'Istria, qui avait senti la convenance de ne rien dire jusqu'ici, en reconnaît maintenant la nécessité et approuve d'un bout à l'autre.

» Vous savez encore, poursuit-il, que dans ma note confidentielle je n'indique autre chose en faveur de Genève que le désenclavement de Jussy et la neutralisation de la Savoie française, bien que, par mes instructions de Zurich, je fusse autorisé à demander jusqu'aux Ousses [ou *Usses*]. J'agis d'après le principe que tout ce qui n'est pas *nécessaire* est *dangereux*. J'indique cependant la commune qui fait le saillant à portée de la bombe [Saint-Julien], et cela surtout sous le rapport des douanes, qu'il importe de reculer pour éviter les incidents et vivre en bons voisins.

» Quant à la langue de Versoix, j'espère l'obtenir dans tous les cas, et si on donne le pays de Gex à la Suisse (ce qui est douteux), ce sera à la Confédération et non au canton de Genève. »

La note remise par Pictet au Congrès était conçue en ces termes :

Confidentielle.

Le soussigné, chargé des pleins pouvoirs de la Confédération Helvétique, a l'honneur de remercier LL. AA. et LL. EE. les Ministres des quatre grandes Puissances Alliées de la communication confidentielle qu'ils ont bien voulu lui faire, en date du 19 Septembre, des bases de l'arrangement proposé au Gouvernement de S. M. T. C.

En conséquence de l'invitation adressée aux Puissances qui ont pris part à cette guerre, d'énoncer les vœux relatifs à leur position particulière, pourvu que l'objet en soit compatible avec

le principe général qui a guidé les ministres lorsqu'ils ont établi les bases de l'arrangement proposé, le soussigné a l'honneur de soumettre à LL. AA. et LL. EE. les observations suivantes :

Par la déclaration du 20 Mars, les Puissances ont consacré le principe que l'intérêt général de l'Europe réclame la neutralité perpétuelle de la Suisse. — La Suisse, destinée à être neutre, doit avoir la force de résistance que comportent sa position géographique et sa population. Elle doit avoir les moyens de se défendre contre une agression étrangère. Il est donc à désirer que sa frontière soit tracée en conséquence et que les points militaires importants, les gorges et les défilés qui défendent l'entrée de la Suisse, fassent désormais partie du territoire helvétique.

Le soussigné demande que ce soit sur ce principe que la rectification de frontières mentionnée dans les bases de l'arrangement définitif soit appliquée aux limites qui séparent la Suisse de la France.

La démolition de la forteresse d'Huningue est sans doute un objet d'une grande importance pour la Confédération et en particulier pour la ville de Bâle, mais le soussigné observe que, de cette ville jusqu'au Mont-Terrible, la frontière est défectueuse sur plusieurs points ; qu'elle ne l'est pas moins pour le canton de Neuchâtel, et enfin pour les cantons de Vaud et Genève. — Le soussigné désire être entendu sur les détails de cette frontière par des militaires qui puissent les apprécier et qui en rendent compte aux ministres.

Il se borne à remarquer ici que la ville de Bâle peut être aisément coupée de la Suisse, et la position de *Bruderholz* tournée par la vallée de *Leymen* qui appartient en partie à la France ; que la vallée de *Saint-Imier* est accessible par la vallée de la *Chaux-du-milieu*, laquelle est ouverte aux Français ; que le fort de Joux et le passage de Jougne, la position des *Fours*, le *Risoux*, le plateau des *Rousses* ouvrent aux armées françaises un accès facile jusque sur les lacs d'Yverdon et de Genève, — et qu'enfin le fort de l'*Ecluse* et les *Faucilles* leur donnent l'entrée de la Suisse et la facilité d'en séparer Genève en une seule marche, comme d'occuper les passages du Valais qui conduisent en Italie.

Le soussigné observe qu'une frontière qui semblait calculée tout exprès pour ouvrir aux Français la *Suisse romande*, lorsqu'il leur conviendrait de l'envahir, devait forcer les généraux de la

Confédération à établir *derrière l'Aar et la Sarine* leur première ligne de défense effective, c'est-à-dire à abandonner, dès le début d'une campagne, le tiers le plus riche de la Suisse et les passages de l'Allemagne et de l'Italie par Bâle et Genève.

Indépendamment de ces considérations militaires de première importance, les Ministres estiment sans doute qu'on doit avoir égard aux graves inconvénients d'une frontière mal tracée entre deux Etats de force inégale, puisqu'il est dans la nature des choses que le pays le plus faible se ressente habituellement, pour les délibérations de ses Conseils, de l'influence secrète ou avouée qui agit du dehors, et avec d'autant plus de force que les invasions sont plus faciles.

On peut remarquer que cette extraordinaire facilité de pénétrer dans un pays qui est la grande route de l'Allemagne et de l'Italie, était comme une prime offerte à l'activité militaire des Français, et que la rectification de cette frontière dans le sens indiqué ci-dessus va directement au but indiqué par les ministres des quatre grandes Puissances, savoir : *de rétablir la paix et la tranquillité de l'Europe sur des bases solides.*

Le soussigné se permet une considération générale :

La Suisse est bien éloignée de souhaiter une augmentation de territoire aux dépens de la France ; mais le soin de sa propre conservation, l'intérêt décisif de son indépendance, la forcent à désirer la possession des points défensifs de ces postes militaires dont l'expérience a démontré l'importance, et que la saine politique européenne doit donner à la nation qui ne peut jamais avoir des vues offensives et envahissantes, mais dont il faut, pour la tranquillité de l'Europe, que le territoire devienne comme une citadelle inexpugnable.

Le soussigné soumet à la sagesse des Ministres l'idée d'assurer par une mesure simple et protectrice l'inviolabilité de la frontière nouvelle et de prévenir toute possibilité de provocations dangereuses en stipulant que, dans une zone de 3 lieues en dehors de cette frontière helvétique, il ne pourra exister ni fortifications ni rassemblement de troupes.

Le soussigné considère comme une circonstance heureuse pour la Confédération Helvétique, que la très grande partie de la Savoie occupée par les Français soit rendue à son ancien souverain, et que la Suisse se retrouve ainsi, avec le Roi de Sardaigne, dans des relations dont elle a toujours eu à se louer.

Le soussigné entend l'expression que le Roi de Sardaigne rentrera en possession de la « totalité de la Savoie, » comme on doit l'entendre des Puissances Alliées s'adressant au Roi de France, c'est-à-dire demandant la restitution de la partie encore aujourd'hui occupée par la France. Il ne peut pas supposer que l'intention des Puissances pût être d'enlever à la Suisse la petite portion de territoire savoyard que le Congrès de Vienne a attribuée au canton de Genève, soit comme un équivalent de l'engagement pris par la Suisse de défendre au besoin les provinces de Chablais et de Faucigny ; soit pour le désenclavement partiel des domaines morcelés de Genève ; soit pour que Carouge, qui en est comme le faubourg, fût réuni à cette ville.

Les services essentiels rendus par la Suisse dans cette occasion d'épreuve ; ceux que Genève, en particulier, a eu le bonheur de rendre à la cause commune en acceptant la convention du 20 Mai sous le canon de l'armée française et en tenant celle-ci en échec pendant que les armées autrichiennes opéraient la difficile traversée du Valais, — ces services promettent au soussigné, soit pour la Confédération, soit pour Genève, des témoignages effectifs de cette faveur dont LL. AA. et LL. EE. les Ministres ont bien voulu lui donner déjà l'assurance verbale.

Il espère que les Ministres des quatre grandes Puissances Alliées entreront dans la convenance et le désir de la Suisse, de saisir cette occasion de désenclaver enfin complètement le canton de Genève et d'adjoindre à son petit territoire la commune de Saint-Julien qui, au traité de Paris, avait été réservée à la France, et qui forme un angle saillant sur la place de Genève, à la portée de la bombe. Une ligne de douanes aussi rapprochées est d'ailleurs un sujet de gêne continuelle et de difficultés journalières qu'il serait bien heureux pour Genève de voir cesser. S. M. le Roi de Sardaigne, en rentrant dans la possession de ses domaines encore occupés par les Français, ne mettra sans doute aucune opposition au vœu manifesté par les Puissances sur un sujet si important pour la Suisse et de si petit intérêt pour lui que la cession de quelques parcelles de territoire, soit en équivalent de l'engagement proposé ci-après, soit pour assurer une délimitation convenable sous le rapport administratif, soit enfin dans le but de prévenir tous les incidents qui pourraient nuire aux relations de bon voisinage entre les deux Etats.

Le soussigné rappelle qu'au Congrès de Vienne, lorsque la

mesure salubre de la neutralisation des provinces du Chablais et du Faucigny fut adoptée, les militaires qui appréciaient l'importance d'une telle précaution pour la sûreté de la Suisse et de l'Italie, regrettaient que cette mesure préservatrice ne pût être étendue à la partie de la Savoie que la Suisse peut aisément défendre.

L'occasion s'en présente aujourd'hui.

La position des *Bauges*, près de Montmélian, qui défend l'entrée de la vallée de l'Isère et qui menace un ennemi qui voudrait envahir le Duché de Savoie par le seul point où il soit aisément accessible, cette position des Bauges étant rendue au Roi de Sardaigne, la neutralisation du territoire situé au Nord du parallèle d'Ugine atteindrait complètement le but. Cette neutralité, stipulée aux mêmes conditions que celle du traité du 29 Mars, confierait, au besoin, à la garde de la Confédération Helvétique les lignes des rivières encaissées du *Chéran* et du *Fier*, qui sont d'une facile défense. Elle ferait de la Savoie un excellent avant-poste pour la Suisse ; elle donnerait à celle-ci toute sécurité pour sa frontière au Midi et pour les passages du Valais, en même temps que cette mesure mettrait la Savoie à l'abri des invasions périodiques auxquelles elle était exposée, — la constitution géographique du pays s'opposant à ce que les Piémontais eussent une retraite sûre et pussent, par conséquent, faire une résistance effective.

Qu'il soit permis maintenant au soussigné de rappeler qu'à l'instant où l'intérêt de l'Europe a commandé d'élever une forte digue entre la France et l'Italie, la Suisse s'est levée spontanément. Quarante mille hommes placés sur sa frontière occidentale ont servi de point d'appui et de liaison aux armées de l'Autriche. La Confédération n'a calculé aucun sacrifice, elle n'a demandé aucun subside, elle n'a point profité des facilités promises par la convention du 20 Mai pour des emprunts ; et comme ses arseneaux, ses magasins, avaient été pillés à plusieurs reprises par les armées françaises ; qu'elle avait longtemps été exposée aux vexations pécuniaires de toutes sortes ; qu'enfin elle avait tout à créer ou à renouveler à la fois pour mettre son état militaire sur un pied respectable, — elle a usé de toutes ses ressources jusqu'à l'épuisement. Elle peut donc espérer avec confiance une part proportionnelle dans les indemnités pécuniaires à obtenir pour les frais de guerre.

Le soussigné prie LL. AA. et LL. EE. les Ministres des quatre grandes Puissances d'agréer.... (*etc.*)

C. PICTET DE ROCHEMONT.

Paris, le 23 septembre 1815.

A peine cette note était-elle entre les mains des ministres, que survint un événement destiné à exercer une influence décisive sur la marche des négociations en général, et sur la mission de l'envoyé de la Suisse en particulier. Nous voulons parler de la chute de Talleyrand et de son remplacement au département des affaires étrangères par le duc de Richelieu, lequel se vit nommer en outre et presque au même moment, président du Conseil des ministres.

Le 25 septembre, Pictet de Rochemont reçut le billet suivant :

Il n'est que trop vrai que j'ai été forcé d'accepter.... Plaignez-moi ! Faites-moi le plaisir de venir me voir demain, à 8 heures.

Tout à vous,

RICHELIEU.

Avant de se rendre à cette invitation, il passa à 7 heures du matin chez Capo d'Istria. Celui-ci lui apprit que, dans une conférence des « grands ministres » tenue la veille au soir, et à laquelle on avait convié le duc de Richelieu, celui-ci avait embarrassé les représentants des Puissances par sa franchise et par sa logique serrée sur le contraste que présentait leur mode de faire avec leurs principes et leurs déclarations. — « Il s'est élevé avec force, dit Capo d'Istria, contre l'idée de faire faire à la Suisse des conquêtes sur la France. Il faudra nécessairement que vous rabattiez de vos demandes. On n'obtiendrait pas sans *arracher*, et cela vous conviendrait-il ?

» — Non, sans doute, répondit Pictet. Si l'on ne peut

pas faire mieux, il faudra se contenter de la neutralisation de ce que la France ne voudra pas lâcher.

» — C'est déjà beaucoup que la destruction d'Huningue, répliqua son interlocuteur.

» — J'en conviens, mais je vous rappelle la nécessité d'obtenir la langue de Versoix et le désenclavement de Jussy. Je vous rappelle encore la Savoie française.

» — A propos, reprit Capo d'Istria, vous ne savez pas ? Talleyrand avait inventé de conclure en cachette avec le ministre de Piémont qui est ici [le chevalier de Revel] un traité pour restituer la Savoie française à son ancien maître. M. de Revel avait oublié que, d'après les arrangements du 25 Mars, le Piémont ne pouvait prendre aucun arrangement sans le consentement du Congrès ! Nous avons donc déchiré cette paperasse, mais la chose ne fait pas une bonne note au chevalier de Revel, — surtout auprès de l'Autriche.

» L'empereur Alexandre, continua Capo d'Istria, est devenu auprès des autres souverains le champion de Louis XVIII et de la France, et il se donne beaucoup de peine, auprès de lord Castlereagh surtout, pour leur faire entendre raison. »

Ainsi averti, Pictet fut à son rendez-vous. Il se demandait, chemin faisant, s'il devait se réjouir ou s'affliger du brusque changement qui venait de se produire dans la situation. « D'une part, se disait-il (nous empruntons ces réflexions à une lettre qu'il écrivit ce jour-là à Genève), quel avantage pour nous d'avoir désormais à traiter avec la loyauté même, et de pouvoir faire comprendre la communauté des intérêts dans des mesures que Talleyrand eût, de parti pris, qualifiées d'hostiles ! C'est un hasard providentiel que celui qui met aux relations extérieures un homme avec lequel je me trouve avoir d'anciennes

relations et dont, depuis longtemps, j'ai obtenu la confiance. D'autre part, étant données les nouvelles dispositions de l'empereur Alexandre, je ne puis me dissimuler que les conditions des Alliés seront peut-être adoucies, et qu'en particulier pour ce qui concerne la Suisse, il est douteux qu'on obtienne maintenant des termes aussi favorables qu'on les eût obtenus sans cela. Le duc va se défendre fort et ferme. »

Les espérances de Pictet étaient destinées à se réaliser dans une certaine mesure, ses appréhensions également. Si d'un côté, il dut aux sentiments d'équité, au bon sens, peut-être aussi à la bienveillance du nouveau ministre à son égard, d'arriver, vis-à-vis de la France, à un arrangement amiable qui répondait en bonne partie à ses vœux (et qui eût été impossible avec Talleyrand), d'autre part, il eut le chagrin de voir s'envoler encore une fois, faute d'appui suffisant de la part des Alliés, son rêve favori d'une Suisse inexpugnable. Le changement de ministère, au mois de septembre 1815, fut, selon toute probabilité, cause que le territoire suisse resta ouvert et exposé. Pictet le donne clairement à entendre dans une lettre qu'il écrivait le 19 août 1816 au syndic Des Arts. « *Nous étions, dit-il, sur le point d'obtenir une bonne frontière¹ de Bâle à Genève (sauf le Porentruy), lorsque l'avènement de M. de Richelieu fit changer de système. On voulut ménager la France et on se borna à me faire avoir les six communes du pays de Gex. La chose se décida tout à coup et le protocole fut signé par les cinq grandes Puissances avant que je fusse admis à présenter aucune objection.* »

¹ Cette « bonne frontière » supposait, dans l'esprit de Pictet, lorsqu'il écrivait cette phrase, la *neutralisation* du pays de Gex et l'interdiction de construire des fortifications dans un rayon de trois lieues, car quant à la *possession* du pays de Gex, on a vu qu'il en avait à peu près fait son deuil déjà avant l'avènement de M. de Richelieu au pouvoir.

Venons-en maintenant à l'entrevue avec le duc de Richelieu lequel, chose curieuse, ne s'était en aucune façon douté jusque-là de l'objet de la mission que Pictet poursuivait à Paris.

J'ai trouvé le duc encore étonné de sa résolution, écrit Pictet. Il m'a répété que jamais personne ne pourrait comprendre l'étendue du sacrifice qu'il faisait ; qu'il avait obéi à Louis XVIII et à Alexandre réunis, lesquels lui avaient imposé cet acte de dévouement au nom des devoirs les plus sacrés ; qu'il avait en retour exigé d'Alexandre que celui-ci l'appuyât dans la première lutte qu'il avait à soutenir contre les quatre Puissances. Il lui était impossible, ajouta-t-il, de débiter par un acte déshonorant, tel qu'eux l'exigeaient,... etc., etc.

Ici je l'ai interrompu en lui disant sur le ton de la plaisanterie que je voulais qu'il sût qu'il parlait à un ennemi, et je lui ai exhibé mes pleins-pouvoirs. Il s'est mis à rire et m'a dit :

« — D'abord, le diable m'emporte si vous obtenez le fort de l'Ecluse et le fort de Joux ! »

J'ai ri à mon tour et lui ai demandé, pour toute grâce, de ne pas préjuger la question avant de m'avoir accordé une demi-heure pour examiner la carte. Je me suis étendu sur la convenance réciproque d'une limite bien tracée ; j'ai dit qu'on pourrait trouver des juste-milieux ; qu'une *démolition*, par exemple, pourrait avoir le même effet, si l'on ne parvenait pas à s'entendre sur la possession.

Il s'est récrié sur ce qu'il y aurait là d'humiliant pour la France. Il a cherché à me prouver que, sous le pacifique règne des Bourbons, la Suisse n'avait rien à redouter. Je lui ai répondu en invoquant l'histoire.

Il a insisté sur ce qu'on ne pouvait pas fermer un pays comme une boîte et qu'on passerait toujours à côté du point fermé..., enfin il a dit des choses spécieuses déjà dites bien des fois dans la conférence.

J'ai interjeté la mesure moyen-terme de la *neutralisation*, destinée à prévenir les contacts, les provocations, les froissements de douanes, etc. J'ai insisté sur ce que l'esprit de la Confédération était tout opposé aux conquêtes, que son intérêt n'était point

là, mais que le soin de sa propre conservation en face d'une France peut-être encore longtemps tumultueuse et inquiète, devait lui faire désirer la possession des points dont l'expérience du passé démontrait l'importance. J'ai parlé d'une simple « rectification » de frontières.

Il a fini par se radoucir et m'a dit que ce qui était raisonnable, on pourrait l'obtenir. (N.-B. Il ne sait pas, et je ne lui ai pas dit, que j'ai remis une note. Il croit que c'est le prince de Metternich qui a demandé pour la Suisse.)

Je vois clairement venir qu'il nous faudra changer de batteries. Arracher — à supposer que nous le pussions — serait une mauvaise politique. La destruction d'Huningue, la cession de la langue de Versoix, la neutralisation de la Savoie française, enfin celle du pays de Gex et du territoire sur la rive droite du Doubs, que nous pourrions avoir, — voilà, ce me semble, le *non plus ultra* de nos espérances désormais. La force des choses nous ramène au système réduit. Si, avec cela, nous voyons la France reprendre sous Louis XVIII une existence stable, ce résultat vaudrait mieux que d'obtenir davantage, par la force des circonstances, sur une nation humiliée, vindicative, révolutionnaire et toujours trop proche voisine de la Suisse, quoi que celle-ci fasse. Voilà une consolation pour nos territoires.

J'ai passé en tout une heure avec le duc. Je vous en reparlerai. Adieu. — Le secret !...

La lettre suivante donne sur cette entrevue un détail de plus qui n'est pas sans intérêt.

27 septembre. — Je ne sais si je vous ai dit que hier, dans l'entretien que j'eus avec le duc de Richelieu, j'employai toute ma logique à le persuader d'accepter la présidence du Conseil des ministres, de laquelle il ne se souciait pas. Je lui représentai l'avantage de l'unité dans la marche de ce conseil, du poids et de la force que cela lui donnerait contre les ultra-royalistes et les Princes (je savais à qui je parlais). « Il faut au moins, lui dis-je, rendre *utile* cette responsabilité que vous encourez également, que vous soyez simple ministre ou président. » Il hésita longtemps, puis il finit par se laisser persuader. Je m'en félicite

beaucoup en voyant l'excellent effet que la nouvelle de son acceptation a produit aujourd'hui sur l'opinion et sur les fonds ¹.

A partir de ce moment, nous verrons Pictet s'efforcer, dans sa correspondance-journal, de se résigner à la perspective du « système réduit. » Mais s'il s'incline devant l'inévitable, s'il rabat de ses prétentions et de ses espérances, c'est dans son for intérieur plus encore que dans ses conversations ou dans ses notes. Vaincu sur ce qui était pour lui le point essentiel, il s'efforce du moins de sauver les détails. Un de ces détails, sur lequel il insista avec le plus de vivacité et qu'il finit par emporter en partie, fut le reculement de la ligne des douanes, soit du côté de la France, soit du côté du Piémont. Libre-échangiste convaincu, il eût voulu voir la frontière suisse doublée, sur toute son étendue, d'une zone franche.

28 septembre. — L'archiduc Jean m'a dit tenir du prince de Schwarzenberg (qui assiste aux conférences) que, dans la séance d'avant-hier, le duc de Richelieu s'était levé dans un moment d'impatience en protestant qu'il ne consentirait jamais à ce qu'on exigeait de lui ; que là-dessus, le duc de Wellington s'était levé à son tour et lui avait demandé simplement *si c'était là son dernier mot ?* A cette question, le duc pâlit et se calma peu à peu.

¹ Le fait de la part qu'aurait eue Pictet de Rochemont à l'acceptation, par le duc de Richelieu, de la présidence du ministère, est intéressant à rapprocher du jugement que porte le duc Victor de Broglie, dans ses *Souvenirs* (tome II, p. 28), sur cet homme d'Etat français :

« C'était une vraie bonne fortune, dit M. de Broglie, d'avoir à la tête du gouvernement un émigré, — un émigré de la vieille roche, sorti en 1789, rentré en 1814, un émigré homme de bien, de cœur et de raison, un émigré patriote à l'étranger, indépendant à la cour, méprisant la popularité de caste comme celle de faction ; d'un désintéressement à toute épreuve, d'une fidélité à l'abri de tout soupçon ; bon administrateur autant qu'on peut le devenir en pays barbare, modeste sur ce qu'il ignorait, mais tenant bon, en toute chose, pour le bon droit et le bon sens. Pour une Restauration, peuple et roi, gouvernants et gouvernés, c'était la perle de grand prix. »

30 septembre. — Capo d'Istria me demanda hier une petite note dans le « système réduit, » afin de se diriger dans la rédaction finale qui approche. Je la lui ai portée ce matin et il l'a approuvée. J'en remettrai un double à M. de Wessenberg. Je suis mon système de ne point paraître, et mon écriture ne sera pas produite.

Il s'agit, dans cette note :

1^o de la langue de Versoix jusqu'au ruisseau du Lion (j'y ai préparé M. de Richelieu).

2^o Dans le but d'assurer la tranquillité des habitants des communes frontières de France et de Suisse ; pour prévenir les provocations et les incidents que la présence des troupes et la contrebande occasionnent journellement ; pour maintenir autant que possible la bonne harmonie entre les deux populations, il sera convenu que, de Bâle à Genève, une zone du territoire français de 3 lieues de largeur, sera considérée comme neutre, c'est-à-dire qu'en aucun temps il ne pourra y avoir, dans la dite zone, ni rassemblements de troupes, ni stations, ni forteresses, ni postes de douaniers.

3^o Quant à la Savoie française : désenclavement ; cession de Saint-Julien ; enfin neutralisation du territoire au nord d'Ugine (sur le même pied que pour le Chablais et le Faucigny).

N.-B. Il n'y a aucun doute sur la restitution [à la Sardaigne] de la Savoie française, mais le traité conclu entre Talleyrand et le chevalier de Revel est comme non-venu. Ce dernier a fait amende honorable. La signature approche.

2 octobre. — Capo d'Istria m'a dit ce matin que, dans la conférence d'hier au soir, on était tombé d'accord et que « cela pouvait encore aller pour la France. » Il en fait honneur au duc de Richelieu dont la loyale franchise a imposé aux finasseurs et fait honte aux injustes. Le dit Capo d'Istria a mis en avant mes idées, dont le fond a été admis. Il n'a pas laissé voir qu'il fût déjà nanti d'une rédaction, mais il a proposé à Castlereagh de m'en demander une, ce qui a été approuvé. Il aura l'œil à l'insertion, pour prévenir les escamotages, car celle-ci passera encore par Gentz. On testicotera, je m'y attends, sur les douanes placées *juste* à 3 lieues de la frontière suisse, sans choix de postes ou lignes commodes. Alors nous nous battons sur le Doubs

et le Jura. *Idem* pour la neutralisation ou espèce de neutralisation proposée au nom de l'intérêt réciproque.

Je demande à M. de Wyss la permission de pouvoir retourner immédiatement en Suisse dès que le clou sera mis. Je suggère au Directoire fédéral l'idée d'envoyer *in fiocchi* un ambassadeur à Louis XVIII, quand on pourra dire que les choses vont bien en France. En ce qui me concerne, une pareille mission me mènerait trop loin, et d'ailleurs il vaut mieux, je crois, pour le bien de la chose que ce ne soit pas un seul et même personnage qui soit chargé de jouer des rôles si différents. Cela aurait un air de Maître Jacques, et je trouve que ce n'est déjà que trop le cas. Il va sans dire que je ne quitterai pas mon poste une heure plus tôt que cela ne sera nécessaire.

J'ai eu trois lettres de M. de Wyss. Il approuve, ainsi que la Commission diplomatique à laquelle il rapporte. Ils ont un peu la puce à l'oreille et l'ont donnée aux Bernois sur l'idée mise en avant par Capo d'Istria et Wessenberg, de rétrocéder le Porentruy. Ils auront tous été bien rassurés depuis. S'il y a moyen de négocier pour la Valteline, Bormio et Chiavenna, dont on est décidé à ne point s'occuper ici, ils pourront y travailler à Zurich même, *omissio medio*, avec l'empereur François en personne.

3 octobre. — J'ai été témoin hier au soir d'un incident qui vous peindra les dispositions des esprits en ce moment.

La Catalani ouvrait son théâtre. Toute la terre y était, et en particulier tous les grands ministres (par parenthèse, le bruit y courait que la paix avait été signée dans la journée d'hier, et sans cela il est en effet, probable qu'il y aurait eu conférence le soir). Le duc de Wellington a une loge à lui dans ce théâtre, mais il demanda à l'ouvreuse de lui ouvrir celle du comte d'Artois. L'ouvreuse lui répondit que S. A. n'avait point de loge. — Eh bien, reprit le duc, ouvrez-moi celle du Roi. — Elle obéit. Il s'y installa, lui second. Là-dessus, grands murmures dans le parterre, puis cris de : *A bas ! A bas ! Hors de la loge ! Vive le Roi ! Hors de la loge !* Ces cris allèrent en croissant. Les femmes des loges s'en mêlèrent ; ce fut un vrai tumulte. Lord Wellington hésita une minute, puis il se décida à sortir. Alors on applaudit avec fureur. Il gagna sa loge à lui, dans laquelle on ne tarda pas à le voir reparaître, un peu pâle. Là-dessus la foule se mit à

crier : « *L'air de Vive Henry IV !* » jusqu'à ce que l'orchestre s'exécutât et jouât l'air, lequel fut accueilli avec de nouveaux transports. Chose bien remarquable pour l'histoire de ces temps mobiles, que le vainqueur de Waterloo condamné à entendre, comme une injure à son adresse, l'air de ces Bourbons qu'il a replacés sur le trône il y a quatre jours !! Si la paix n'a pas été signée hier, je ne voudrais pas jurer que cet incident n'y mît obstacle. De plus petites causes ont souvent eu de tels effets.

Pendant que j'attendais ma voiture, je fus aperçu par le prince de Metternich qui vint à moi gracieusement, me demanda comment je me portais, et m'entretint de balivernes, — signe de faveur pour la Suisse.

J'ai vu ce matin le général La Harpe, ce qui m'a empêché de voir Capo d'Istria et l'archiduc Jean.

5 octobre. — Hier, d'accord avec mon guide, j'écrivis à lord Castlereagh pour qu'il me mît en contact avec Gentz et Labesnaidière, afin de prévenir les oublis, les erreurs et les escamotages. Il me répondit une lettre confidentielle — en anglais — pour me conseiller de voir plutôt M. de Wessenberg pour mon objet, attendu que les autres étaient des *plumes* seulement. Je fis tout de suite une troisième tentative, — sans résultat jusqu'à présent. On lui met tout sur les épaules....

Je vois avec plaisir, par la lettre de mon collègue O. [Odier ?] du 30, que j'ai deviné et prévenu votre vœu. Me voilà tout modifié. J'adopte et je suivrai le système de notre respectable président de la Commission diplomatique [genevoise]. Je ne puis pas m'en vanter, car c'est la force des choses qui m'y jette.... Peut-être a-t-il toujours été le meilleur, mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'il l'est à présent.

6 octobre. — Impossible de voir ni le duc de Richelieu ni M. de Wessenberg. Ils sont chacun dans leur huile bouillante et je comprends bien qu'ils ne puissent pas me recevoir. Mais j'ai fait et je ferai, pour l'acquit de ma conscience, tout ce que je pourrai pour que la tâche soit remplie le moins mal possible. L'affaire des douanes me tient maintenant fort à cœur. Le mot sur les dites douanes, inséré dans les bases du nouveau traité, est une conquête du genre de celles qui ne peuvent faire de

mécontents. Je dois l'insertion de ce mot à Capo d'Istria et à Wessenberg, et si j'obtiens ce que j'espère un peu, je me ferai bénir sur toute la frontière de Bâle à Genève, tant par les Suisses que par les Français, car il est difficile de dire auxquels j'aurai rendu le plus grand service. Vous voyez que je suis devenu fort pacifique et que mes combinaisons se sont accommodées aux circonstances.

Je fais tout ce que je peux pour espérer que les choses iront bien en France à l'avenir, mais quand je repasse dans ma tête l'ensemble de la situation, et quand je lis la pièce que j'expédie à Genève [le résumé du traité de paix qui venait enfin d'être signé] je perds courage pour Louis XVIII et consorts !

Dans la journée du 5 octobre, Pictet de Rochemont avait reçu communication officielle des nouvelles « bases » sur lesquelles le cabinet de Versailles et les cabinets Alliés étaient enfin tombés d'accord. Cette fois, on ne demandait pas à la Suisse son avis, on se bornait à l'informer de ce qui avait été décidé. Mais comme les détails d'exécution étaient encore à fixer, et qu'on se réservait d'ajouter au Traité général à rédiger « les articles qui, d'un commun accord, seraient jugés nécessaires pour le compléter, » Pictet pouvait encore espérer qu'il serait fait droit à une partie de ses demandes.

Au fond, les bases adoptées dans la séance du 2 octobre 1815 ne différaient pas grandement de celles auxquelles on s'était arrêté deux semaines auparavant.

La France se résignait à rentrer dans ses limites de 1790. « En partant de ce principe, disait le protocole du 2 octobre, les limites de 1790 seront modifiées et rectifiées d'après les convenances et intérêts réciproques, tant sous le rapport administratif que sous le rapport militaire. » Et comme première application de ce système de « rectification, » on détachait du territoire français les places fortes de Landau, Saarlouis, Philippeville et Marienburg.

Les fortifications d'Huningue devaient être démolies, avec engagement par la France de ne les jamais relever.

La France renonçait à ses droits sur Monaco. D'autre part, la possession d'Avignon et du Comtat Venaissin, celle de Montbéliard et de tout autre territoire enclavé dans les limites françaises (par conséquent Mulhouse) lui était assurée.

Versoix, avec le territoire nécessaire pour mettre le canton de Genève en communication directe avec la Suisse, était cédé à la Confédération Helvétique, et la ligne des douanes devait être « placée de la manière la plus convenable au système d'administration des deux pays. »

L'indemnité de guerre était portée de 600 millions à 700. En revanche, il n'était plus question des 200 millions complémentaires destinés à couvrir une partie du coût de la construction de nouvelles places fortes dans les pays limitrophes de la France.

Le chiffre de l'armée d'occupation restait fixé à 150 000 hommes (dont la France payait l'entretien), mais le maximum de la durée de cette occupation était réduit de sept ans à cinq, et même éventuellement à trois.

Trois commissions étaient instituées. La première, militaire, devait régler les détails de l'occupation ; la seconde, financière, était chargée de préaviser sur « le mode, les termes et les garanties du paiement des 700 millions ; » la troisième avait pour mission de « connaître des réclamations de plusieurs Puissances sur la non-exécution du traité de Paris. »

A peine ces bases étaient-elles signées qu'on recommença à se disputer. « Capo d'Istria, écrit Pictet à la date du 7, me dit que les conférences pour aviser à l'exécution sont aigres et pénibles. Il voudrait que je parlasse aux

Anglais pour leur faire comprendre que leur intérêt n'est pas de trop tendre la corde. Je lui réponds, comme bien vous pouvez supposer : *Non nostrum inter vos tantas componere lites.* »

Il vint un moment, cependant, où, dans l'intérêt du maintien de la paix, Pictet finit par surmonter ses scrupules et consentit à se prêter au rôle délicat d'intermédiaire entre les parties adverses. On verra cela plus loin.

8 octobre. — J'ai eu ce matin une conférence avec le duc de Richelieu.

Il m'a reçu avec amitié et m'a défendu de l'appeler Monseigneur, en me disant : « Ne vous moquez donc pas de moi ! parlez-moi comme vous l'avez toujours fait. »

Je voulais aborder immédiatement le sujet qui m'amenait, afin de ménager son temps, mais il a voulu savoir auparavant ce que je pensais de l'état des choses, de la séance des Chambres d'hier, etc. Il a un sentiment profond de tristesse et d'inquiétude. Il est, sinon malade, du moins très ébranlé et fatigué. Je l'ai trouvé pâle, et dans le courant de notre conversation, il s'est fait apporter un verre de liqueur pour se remettre.

Il est surtout navré d'être forcé de mettre son attaché à l'humiliation nationale qu'il ne peut empêcher. — « Et vous aussi vous nous dépouillez, s'est-il écrié, vous nous prenez le territoire de Versoix !... »

Etre combattu de cette manière est une épreuve plus rude que d'avoir à tenir tête à un Talleyrand. Je me suis retranché sur ce que cette petite langue de terre était (il devait en convenir) une bien faible compensation de la perte de la florissante ville de Mulhouse, qui avait appartenu à la Suisse pendant des siècles et qui en avait été violemment détachée depuis 1790 ; sur ce que Genève, d'ailleurs, avait été indignement spoliée de ses grains, de ses sels, de son artillerie et de ses arsenaux ; sur ce qu'elle avait perdu ses dîmes dans le pays de Gex, le capital des rentes réduites, etc., etc. Tout cela était nouveau pour lui et a fait impression.

J'ai en outre insisté sur ce que c'était une chose indispensable à notre existence, comme Suisses, que d'être en contact avec nos

confédérés. — « Je souhaite que vous subsistiez aussi longtemps *avec le contact qu'avant le contact*, » a-t-il répliqué.

J'ai ensuite passé à l'histoire de l'abonnement du pays de Gex avant 1789, régime qui était encore regretté et redemandé dans cette contrée. J'ai expliqué l'avantage de ne plus laisser aux incidents journaliers, résultant de la contrebande, la possibilité de se reproduire, et j'ai proposé d'étendre cette mesure à toute la frontière jusqu'à Bâle. J'ai fait observer que cet avantage était réciproque pour les communes-frontières, que cela favoriserait les échanges et le commerce des denrées, de la liberté duquel je le sais très partisan. Il m'a objecté que tous les pays frontières pourraient demander la même chose. — « Eh bien, ai-je répondu, ce serait un bienfait pour tous, et le Trésor n'y perdrait rien. D'ailleurs, sur aucune frontière, vous ne tenez les passages comme là. En dehors du Jura et le long du Doubs, vous auriez une ligne excellente que vous n'aurez pas plus près de la Suisse. »

Il en est convenu mais il a fait la remarque que cela regardait le ministre des finances.

J'ai beaucoup fait valoir l'avantage de maintenir la bonne intelligence entre des populations qui ont toutes sortes de rapports entre elles. Il ne m'a plus fait d'objection et je le crois gagné à cette idée.

Comme, dans une lettre anonyme qu'il a reçue de Berne et qu'il m'a fait voir, on le sollicitait de remplacer le comte de Talleyrand [ambassadeur de France en Suisse] par un de ses parents, à lui Richelieu, cela m'a donné l'occasion de le sonder sur ses intentions à l'égard du dit Talleyrand, afin de savoir s'il comptait le confirmer ou le rappeler. Il m'a paru bien disposé pour lui et m'a demandé ce que j'en pensais ? J'ai répondu qu'il avait l'habitude de *commander* chez nous, habitude qu'avaient du reste tous les instruments de Bonaparte. — « Ah ! par exemple, il faudra bien que ça lui passe ! » s'est-il écrié.

Il m'a retenu longtemps à me parler de la crise présente, de l'individualité de chacun de ceux avec qui il a affaire et qu'il juge à merveille, de la haine dont il est l'objet de la part des gens de sa caste parce qu'il n'épargne pas leurs torts et qu'il est résolu à ne pas épouser leurs fureurs.

Je l'ai entretenu longtemps des protestants du Midi¹ en lui

¹ On était au moment de la *Terreur blanche*, dont beaucoup de protestants furent les victimes.

communiquant les détails reçus de Nîmes, et qui ont modifié les idées qu'on lui avait données. J'en espère un heureux résultat.

En tout, je bénis le Ciel, pour nous Suisses et pour nous Genevois, de ce qu'il a placé dans cette position l'homme entre tous avec lequel, par le fait de mes anciennes relations, j'étais le mieux à portée de traiter. C'est un coup de la Providence.

9 octobre. — J'ai vu Capo d'Istria. La rédaction que j'avais proposée a été adoptée aujourd'hui par les quatre puissances et n'a pas été repoussée par le duc de Richelieu. Il faut maintenant qu'elle passe à l'examen du Conseil des ministres de France. Capo d'Istria a été content de M. de Richelieu ; il paraît que la conférence que j'ai eue avec lui a produit un bon effet.

Le dit C. d'I. craint que Fernex n'occasionne un accroc, à cause du nom de Voltaire qui s'y rattache. Cependant, jusqu'ici, cette difficulté n'a pas été élevée. J'ai rappelé à cette occasion à C. d'I. le fait que Talleyrand avait amusé son cercle en racontant la façon dont il avait intéressé la générosité chevaleresque de l'empereur d'Alexandre, en lui parlant de la « terre classique de Ferney, » mais qu'il était maintenant établi que l'obstacle à la cession du pays de Gex, en 1814, ne provenait aucunement de Louis XVIII, ainsi qu'on avait voulu le faire croire ; que nous avions même eu la preuve que le dit Louis XVIII avait positivement dit *oui*, tandis que Talleyrand nous soutenait à Vienne qu'il avait, lui T., en poche la défense formelle de signer !

Nous avons ensuite traité à fond, C. d'I. et moi, la question des évêques de la Suisse dont devraient relever toutes les églises catholiques, tant anciennes que nouvelles, du canton de Genève¹. J'en ai fait sentir l'importance pour Berne également, quant à ses nouvelles acquisitions [Porentruy]. C. d'I. paraissait craindre que les P. P. ne se compromissent en prononçant sur un point qui est en dehors de leur ressort, mais il sent pourtant l'importance de la chose, et ils chercheront le moyen de résoudre la question. Je dis *ils* parce que Wessenberg a pris feu contre ces b....s d'ultramontains, comme il les appelle, qui sont, dit-il, de deux siècles en arrière, et aussi contre ce gouvernement piémontais qui nous chicane, etc., etc. Ils sont, l'un et l'autre, bien en

¹ Il veut dire : les paroisses catholiques déjà cédées au canton de Genève et celles qui pourraient l'être encore.

colère contre Montiglio et consorts et ils vont donner une poussée au chevalier de Revel....

Enfin Capo d'Istria m'a fait remarquer que la Suisse est aujourd'hui une Puissance figurant dans le système général sur le même pied que plusieurs autres qui ont trois et quatre fois sa population, et que c'était là un résultat positif de son union et de sa bonne conduite pendant la crise.

.

Je passe à une conversation que j'ai eue ce matin avec l'archiduc Jean. Elle a été longue, et plus précise encore que les précédentes sur les risques que l'amour par trop tendre de sa Maison à l'égard de la Suisse fait courir à ce pays.

Il me faisait son compliment de condoléance sur ce que je n'avais pas obtenu tout ce que j'espérais. — « Mais patience, a-t-il ajouté, vous l'aurez à la première occasion si vos Suisses se conduisent bien ? »

» — Qu'est-ce que V. A. appelle se *bien* conduire ?

» — Ne pas nous laisser, à nous autres, l'inquiétude d'être tournés dans nos possessions d'Italie, et pour cela, organiser votre militaire avec ensemble et avec la force que comportent vos circonstances.

» — C'est bien notre intention. Nous aurions été plus forts si on nous avait donné une vraie frontière militaire.

» — Sans doute ! Il fallait prendre moins d'argent et plus de pays, mais que faire avec des gens qui ne veulent et ne savent rien entendre ? J'avais intéressé l'empereur Alexandre en faveur de la Suisse, ainsi que je vous l'ai raconté. Il m'avait écouté avec émotion... mais il s'en est allé sans avoir rien fait !

» — Nous ne manquons pas, ai-je dit, de gens qui sont inquiets sur les vues de l'Autriche et qui croient que votre Cabinet en veut sérieusement à l'indépendance de la Suisse. »

En disant cela, je l'ai regardé fixement.

« — Ce n'est pas notre intérêt, m'a-t-il répondu d'un ton de candeur et de simplicité. Qu'y aurait-il à gagner pour nous ? La Suisse nous coûterait au lieu de nous rapporter.

» — Je comprends bien que si V. A. dirigeait les résolutions, elles seraient inspirées par la justice et la saine politique, mais convenez, Monseigneur, que quand on voit des opérations comme celles de la Valteline, de Bormio et du Chiavenna — de Chiavenna

surtout, qui n'a pas même de prétexte ! — il est bien naturel de concevoir des craintes.

» — C'est la conséquence de la sottise de Messieurs les Grisons ! C'est une leçon pour la Suisse : cela lui montre qu'il ne faut pas faire des sottises.

» — Et quels sont les gouvernements qui n'en font pas ? La leçon est un peu sévère : elle fait penser à la fable du Loup et de l'Agneau. Je m'en rapporte à vous-même, Monseigneur. »

Il en est convenu ; il a répété qu'un temps viendrait où nous pourrions redemander Chiavenna, mais que j'avais bien fait de ne pas lever ce lièvre ici inutilement.

Il m'a ensuite exposé le plan de la prochaine campagne avec un détail effrayant. Je dis *effrayant* : 1^o parce qu'il montre quel degré de certitude on lui suppose ; 2^o parce que la Suisse se trouverait dans la position d'une île au milieu de ce déluge d'armées autrichiennes.

Il a ajouté :

« Dites cela au président de la Diète et faites votre compte en conséquence. C'est à vous à bien garder l'avant-poste, pour que l'Autriche ne vienne pas le défendre elle-même. »

J'ai été frappé de ces derniers mots, parce que j'écrivais la même chose il y a trois mois pour prouver que la Suisse avait besoin d'une frontière militaire du côté de la France, afin de se garantir de l'intervention amicale mais écrasante de son autre voisine, l'Autriche. Mais le problème est si compliqué, les données en sont si mobiles, l'avenir est si obscur qu'il est douteux s'il ne vaut pas mieux ne pas avoir cette frontière militaire.

Ce qui n'est pas douteux, c'est que la chose a été impossible à obtenir.

10 octobre. — Je vous envoie copie de ma rédaction adoptée par les quatre grands cabinets :

« En compensation de la ville et du territoire de Mulhouse qui appartenaient à la Confédération Suisse avant 1790, et dont la possession est confirmée à la France par le présent traité ;

» Pour indemniser Genève des pertes diverses qu'elle a éprouvées dans sa réunion violente à la France, et en particulier par l'enlèvement de ses magasins de grains et de sels, de ses arsenaux et de son artillerie ;

» Enfin, pour établir la communication directe entre le canton de Genève et le reste de la Suisse ;

» Il sera cédé à la Confédération et annexé au canton de Genève la portion du Pays de Gex bornée à l'Est par le Lac Léman, au Midi par le territoire du canton de Genève, au Nord par le territoire du canton de Vaud, à l'Ouest par le cours de la Versoix et par les limites occidentales des communes de Collex-Bossy, Moëns et Meyrin.

» Les droits civils, politiques et religieux des habitants de cette portion cédée seront assimilés aux droits des habitants du territoire réuni au canton de Genève à forme du protocole du congrès de Vienne du 29 Mars. (*etc., etc.*).

» Pour conserver la bonne harmonie entre les habitants des communes frontières de France et de Suisse... (*etc.*), il est convenu que les douanes françaises seront établies à l'Occident du Jura, le long du Doubs et parallèlement à la frontière de l'ancien évêché de Bâle et du canton de ce nom, de manière à laisser une zone, de la largeur d'une lieue au moins, libre de tout poste et de tout service de douanes sur la frontière de France voisine de la Suisse. »

Cette rédaction, malgré l'accueil favorable qu'elle avait reçu des plénipotentiaires alliés, ne fut point celle qui prévalut en dernier ressort, et il se passa encore un bon mois avant que Pictet fût en mesure d'annoncer à ses commettants d'une manière absolument certaine que la « langue de Versoix » était cédée à la Suisse.

12 octobre. — J'étais chez Capo d'Istria, occupé à deviser sur les difficultés croissantes de la situation en général, et sur celles de la négociation relative au mode de paiement de l'indemnité de guerre en particulier, lorsqu'une lettre de Gentz, qu'il m'a communiquée, est venue compliquer encore le problème. Il devait y avoir conférence décisive à 1 heure, et comment prévoir et calculer les conséquences d'une rupture qui devenait probable, étant donné le caractère honorable, mais ferme et hautain du personnage à gagner, c'est-à-dire à convaincre [M. de Richelieu] ? Dans cet embarras, Capo d'Istria a eu l'idée de m'employer hors

de ma ligue, comme un messenger de paix.... J'ai eu le bonheur d'être accueilli favorablement. L'évident désintéressement de mon intervention amicale dans une affaire où je ne suis qu'un accident, a facilité l'impression que je voulais produire. J'ai tiré bon parti des nobles sentiments de M. de Richelieu, et après l'avoir sensiblement modifié, j'ai arrangé une entrevue préliminaire entre lui et Capo d'Istria dans un esprit tout différent de celui qu'entendait le chevalier de Gentz. Je ne saurai le résultat que demain matin.

La position du duc de Richelieu est faite pour exciter l'intérêt le plus vif et le plus mérité. Celle de la France (il s'agit pour elle de son existence même) touche de si près à celle de la Suisse, que je ne crois pas m'écarter de ma mission en m'employant à adoucir et à rapprocher lorsque la confiance que l'on m'accorde des deux côtés m'en fournit les moyens. Si j'ai tort, je m'en accuse et j'en ferai de même ma confession à Zurich. Dans l'isolement où je me trouve de tout conseil, je suis obligé de m'en fier à mon instinct, mais ce dont je puis répondre, c'est que le zèle que j'éprouve pour amener des résultats généraux désirables ne compromettra jamais, ni directement ni indirectement, les intérêts qui me sont confiés.

A ce dernier égard, les choses sont *in statu quo*. On ne peut pas s'occuper d'un détail tant que le principal reste en suspens. Le jeu est terrible de part et d'autre, et tels qui se croient à l'abri des contre-coups et qui s'imaginent ne jouer que le bonheur et la puissance de la France, pourraient bien apprendre à leurs dépens, par les effets du désespoir de celle-ci, que les vues passionnées sont de courtes vues ! Ce sur quoi, bonsoir.

13 octobre. — J'ai eu le plaisir d'apprendre ce matin, de mon guide, que tout s'était passé selon nos vœux dans la séance décisive d'hier au soir. L'éloquence chevaleresque de M. de Richelieu, assaisonnée du prestige que donne la réputation et soutenue de l'ascendant que procurent la raison et la vérité, a produit un effet merveilleux — et d'autant plus grand que M. de R. s'est maintenu, quant aux formes et quant au fond, dans les bornes d'une parfaite modération. Après avoir donné, d'un ton à la fois ferme et contenu, un ultimatum approprié aux circonstances, il s'est retiré. On s'est regardé, on n'a pu lui refuser le tribut de

l'admiration, et après quelques minutes d'hésitation, on a dit *tope !*... Capo d'Istria (qui est toujours le *deus ex machina*) a été chargé de rédiger le vœu des cinq, et il m'a tout montré. I may hope that at the present moment everything is settled, or at least every material difficulty laid aside¹.

Le prince de Wrède, de retour hier au soir d'une absence de quinze jours consacrée à faire les honneurs de son armée aux empereurs de Russie et d'Autriche, est venu passer une heure chez moi. Il m'a raconté bien des choses qui appartiennent à l'histoire secrète du temps où nous vivons, et non à celle des intérêts de la Suisse et de Genève. Tout se tient cependant, et je ne néglige point les occasions qui me permettent de servir l'une ou l'autre.

Le prince de Metternich va partir pour la Suisse avec une cargaison de tabatières, pour seconder l'effet de la distribution des décorations. Il veut avoir le plaisir de les donner lui-même. S'il trouve des facilités, je suis tout disposé à avoir honte d'être Suisse ! — D'un autre côté, le duc de Richelieu se montre pressé de terminer l'affaire des capitulations militaires avec la Suisse. C'est toujours, à notre égard, la vieille histoire de l'enchère !

14 octobre. — J'arrive de chez Capo d'Istria. Nouvel accroc hier au soir, dû à l'impétuosité du duc de Richelieu, disposition dont j'ai toujours redouté les effets et contre laquelle il m'avait bien promis de se tenir en garde ! Cela ne va pourtant pas jusqu'à faire craindre une rupture, mais cela retarde, ce qui est bien fâcheux.

Je suis allé chez l'archiduc Jean. Il a plaisanté sur la tournée du prince de Metternich en Suisse. Si j'avais été seul avec lui (un de ses frères était présent), je lui aurais dit un mot des cordons, et je me propose de le faire. Je venais d'en parler avec Capo d'Istria qui est tout content de trouver chez moi une manière de voir prononcée là-dessus. — « Vive Genève, m'a-t-il dit, pour les vrais sentiments d'indépendance et de liberté ! » Il a ajouté que cette façon de procéder de Metternich déplaisait fort à l'empereur Alexandre.

Dites à vos commissaires de procrastiner à leur tour. Si d'ici à

¹ Je puis espérer qu'à l'heure qu'il est, tout est arrangé, ou du moins que toute difficulté de quelque importance est écartée.

quelques jours, il devenait évident qu'il vaut mieux en finir, je vous en avertirais ¹.

16 octobre. — La paix est signée d'hier au soir, après des inquiétudes très vives sur l'issue de l'accroc dont ma dernière lettre vous entretenait. Evacuation immédiate de la France, sauf les 150 000 hommes qui doivent y rester ; 270 000 millions à payer chaque année pendant 5 ans (entretien des 150 000 hommes compris) ; abandon de la I^{re} année de contributions pour la cote-part de l'Angleterre et de la Russie en faveur de l'Autriche et de la Prusse, sauf à se rembourser de cette avance l'année suivante, — s'il y a une année suivante !

Je ne suis pas sûr que ma rédaction soit adoptée pour l'acquisition de Versoix, mais Capo d'Istria le croit. Ce n'est que demain qu'on arrête le texte pour la zone des douanes. Capo d'Istria croit que j'aurai également satisfaction sur ce point, mais moi j'en doute parce qu'on n'ira pas rompre pour nous, et que le duc de Richelieu ne lâchera que ce qu'il ne pourra pas retenir.

Je consulterai M. de Wessenberg sur l'avantage qu'il pourrait y avoir à voir M. de Metternich au sujet de la Savoie française. Je n'en suppose guères, vu qu'il [Metternich] est aussi oublieux que prodigue d'eau bénite. Cependant, il faut user de tous les moyens. Celui de lâcher la bande du littoral [Corsier et Hermance] maintenant que nous avons la langue de Versoix, mérite attention. Il n'y a aucune comparaison à établir entre cette possession du littoral et la libre communication avec Jussy, soit le désenclavement. Ce sera mon pis-aller.

J'ai eu tout à l'heure la visite du comte de Viry, député à la Chambre ici, mais qui sera bientôt dans la galerie [par le fait de la restitution de la Savoie française au roi de Sardaigne]. Il désire passionnément que Viry soit cédé à Genève. Je ne lui ai pas donné beaucoup d'espérance. Il en était à craindre, d'après une lettre qu'on lui avait écrite de Chambéry, le 2, que l'acte de Vienne, du 29 mars, ne fût qu'une paperasse, mais il est bien rassuré à l'heure qu'il est, et il espère à tort et à travers que son

¹ Cette recommandation se rapporte aux négociations entamées entre les délégués du Conseil d'Etat de Genève et ceux du Roi de Sardaigne pour l'exécution du protocole de Vienne, négociations au cours desquelles les commissaires sardes élevaient mille difficultés.

château passera en Suisse. Il avait écrit chez lui que la Savoie française resterait à la France, à la suite d'une conversation qu'il avait eue avec Planta, le bras droit de lord Castlereagh. Viry lui avait demandé « *si l'on parlait de quelques changements au Mont-Blanc ?* » Planta, qui ignorait qu'il y eut un département de ce nom et qui considère cette montagne comme l'emblème de la... stabilité, lui avait répondu que *non !* Le comte le croyait plus fort en géographie, et l'idée qu'il pût se méprendre sur le sens de sa question ne lui était pas venue. L'autre bras de lord Castlereagh, A...n, disait au comte, pour lui prouver que l'amalgame se ferait bientôt entre la Savoie française et le Piémont : « Deux peuples limitrophes qui ont le même souverain *et qui parlent la même langue* sont bientôt unifiés ! » Ces Anglais ne sont pas malins pour la connaissance du continent.

19 octobre. — J'ai, cher ami, votre lettre N° 13. Je vois qu'on m'approuve. C'est toute la récompense que j'ambitionnais : elle comble mes désirs. J'ai de Zurich des témoignages aussi encourageants que possible. Je prétends, et cela sincèrement, qu'on exagère le mérite qu'il peut y avoir dans la manière dont j'ai conduit la négociation. C'est uniquement à mes amis qu'est dû le succès : je n'ai eu qu'à les laisser faire. D'ailleurs je dois faire observer que tout n'est pas fini. Il faudra voir l'ensemble. Tant qu'il reste quelque chose d'essentiel à faire, je ne suis pas content de la besogne faite, ou plutôt je la compte pour rien.

Avant-hier, j'eus une audience de lord Castlereagh. Celui-ci m'écouta avec attention sur la grande convenance qu'il y avait pour la Suisse à écarter la ligue des douanes, ainsi qu'il est dit dans mon projet de rédaction présenté par M. de Wessenberg aux quatre Puissances. Si le duc de Richelieu devait y faire des objections, je lui faisais remarquer que la partie n'était pas égale entre la Suisse et la France ; que la première n'avait pas de douanes tandis que la seconde en avait de très vexatoires (ainsi que le Piémont, dont j'eus soin de qualifier fortement la législation commerciale). Je représentai que c'était une source intarissable d'incidents, de querelles, de reproches, de soupçons et d'inimitiés ; que cela empoisonnerait une zone de la population dans les deux pays. Je rappelai le *précédent* du pays de Gex, pays heureux tant qu'avait subsisté cette franchise, amèrement regrettée aujourd'hui et dont le fisc lui-même ne se trouvait pas mal.

J'insistai encore sur ce que la Suisse avait renoncé à toute idée d'extension, et que c'était bien le moins que, pour prix de sa conduite, elle obtint une chose qui lui vaudrait mieux que l'acquisition d'une province, et qui, loin de coûter à la France, lui serait avantageuse... (*etc., etc.*).

Ensuite je lui parlai de Versoix sous le rapport du préambule relatif à Mulhouse. Il me demanda « *ce que c'était que Mulhouse et où elle était située?* » J'aurais pu lui répondre : « Milord, c'était une république florissante et libre qui, depuis trois cents ans, faisait partie de la Suisse, lorsqu'au mois de Mai 1814, vous la donnâtes à M. de Talleyrand *sans vous en apercevoir.* » Mais, comme toute vérité n'est pas bonne à dire, je me bornai à répondre comme aurait pu faire un écolier qu'on interroge sur la géographie. J'insistai sur ce que le principe des frontières d'après les « bases » étant 1790, il fallait *nécessairement* parler de Mulhouse comme on parlait de Montbéliard, et qu'il y avait toutes sortes d'avantages à stipuler la cession de cette république comme le par-contre de la petite portion de territoire cédée à Genève. En y joignant les principaux sujets de réclamations de Genève contre la France, il devenait évident que cet abandon ne constituait qu'une faible compensation.

Lord Castlereagh mâcha et avala fort bien tout cela.

J'abordai ensuite la question, importante pour la Suisse en général et pour Genève en particulier, de la suprématie des Evêques. Il m'interrompit pour me demander « *s'il y avait un évêque en Suisse?*... » Il faut être préparé à tout ! En lui énumérant les divers Evêchés que nous possédions, j'eus soin d'avoir l'air de regarder comme tout simple qu'un pareil détail ne fût pas connu ailleurs qu'en Suisse....

Il me demanda si j'avais fait des réclamations auprès de la Commission instituée pour s'occuper de la non-exécution du traité de Paris, puis il se reprit comme s'il avait senti qu'il mettait le pied sur un terrain mouvant. Je vous donnerai l'explication de cela dans une lettre à part ; c'est un long chapitre que j'ai traité à fond hier avec Capo d'Istria dans une conversation d'une heure et demie, plus instructive qu'édifiante ou gaie, sur tout ce qui se passe *par-dessous*. Car il y a deux mondes ici, et au lieu de tapisser de « dessous de cartes » un *cabinet*, comme le demandait M^{me} de Sévigné, il y aurait de quoi en garnir des *appartements*.

J'ai pris hier congé de l'archiduc Jean (partant pour l'Angle-

terre) presque avec émotion. Il m'a fait promettre de lui écrire ; il a voulu que je lui donnasse une lettre d'introduction auprès de mon neveu de Londres. Il ne m'en veut d'aucune des vérités que je lui ai dites. Je compte sur lui comme s'il n'était pas un prince. Bien des gens me trouveront niais..., je les laisserai dire.

19 octobre. (Secrète.) — Je vous ai écrit au long ce matin.

J'ai revu Capo d'Istria. Rien n'a avancé pour l'affaire de la Suisse et de Genève. On se chamaille quant à l'exécution d'un certain article 19, le même dont j'ai remis de vous parler en vous rendant compte de ma conférence avec Castlereagh. Le mot qu'il avait retiré aussitôt après l'avoir lâché me donna la curiosité de relire le Traité de Paris, et j'y trouvai, à l'art. 19 :

« Le gouvernement français s'engage à faire liquider et payer
» les sommes qu'il se trouverait devoir d'ailleurs, dans les pays
» hors de son territoire, en vertu de contrats ou d'autres enga-
» gements formels passés entre des individus ou des établisse-
» ments particuliers et les autorités françaises, tant pour fourni-
» tures qu'à raison d'obligations légales. »

En rendant au comte de Viry la visite qu'il m'avait faite, je lui demandai si, en sa qualité d'Anglais¹, il avait connaissance de réclamations d'argent faites par des Anglais sous le couvert du gouvernement anglais ? Il me cita son propre cas et m'assura s'être fait reconnaître la propriété d'une rente dont il recouvrait les deux tiers qu'on lui avait volés en 1793.

« — Et d'après quel titre ? lui dis-je.

» — D'après un article du Traité de Paris.

» — Est-ce un article secret ?

» — Non, c'est l'article 19. »

Donc, nous Suisses avons le même titre et les mêmes droits... ! il ne nous manque que la force de les faire valoir.

Capo d'Istria m'avait montré de grands travaux faits par M. de Humboldt sur cette question appliquée aux pillages commis en Prusse. On ne peut contester le droit, mais les conséquences de ce droit, où mèneraient-elles ? Et dans l'état où est la France, à quoi sert de forcer les prétentions ? Le fait seul de cette rente payée au comte de Viry a une portée incalculable. Des *milliards*

¹ Le comte de Viry paraît s'être fait naturaliser Anglais pendant la révolution.

ne suffiraient pas pour acquitter ce que ce fait conduirait à réclamer !

La nature des choses met une borne aux plus justes droits, et il n'est de l'intérêt de personne de mettre la France hors de toute possibilité de s'acquitter de l'imposition annuelle de 270 millions qu'on vient d'exiger d'elle pour une période de cinq ans. Mais il y a des brise-raison partout. Capo d'Istria, qui est dans toute la force du terme un *bon esprit*, désire tourner les difficultés en s'attachant aux termes moyens, mais il s'y perd et, conduit par la prévention qu'il a pour moi, il s'est imaginé que je pourrais l'aider à sortir du labyrinthe. Il me remet tous les matériaux et me demande un travail complet là-dessus. Petite bagatelle qui pourrait bien interrompre ma correspondance avec Zurich et Genève pour quelques jours ! Je n'ai pas laissé ignorer à Capo d'Istria que je conférerais du fond de la chose avec le duc de Richelieu.

J'ai fait une démarche tout à l'heure pour voir le duc avant d'entreprendre le travail sur les pièces qu'on me remet. Tout cela est délicat, compliqué, fort au-dessus de mes moyens et de mes forces, mais la fatalité m'y entraîne et la Suisse n'en souffrira pas : tout au contraire.

Pour marquer la chose, et ne pas nuire par le silence aux droits de la Suisse, je remettrai une note, et en cela Capo d'Istria m'a approuvé. Dans les distinctions qu'on pourra établir, le droit de Berne quant à son trésor ne me semble pas pouvoir être invalidé. Ne les flattez pourtant pas trop tôt. Adieu.

P.-S. Remerciez le professeur Boissier. Ses raisonnements tombent parce qu'ils portent sur un *fait faux*. On vous abreuve de bourdes !

Le 20 octobre, Pictet de Rochemont présentait en effet une note aux quatre Cabinets, moins dans l'espoir d'obtenir des compensations que les circonstances du moment rendaient impossibles, que pour rappeler une fois de plus tout ce que la Suisse avait eu à souffrir de la Révolution, et pour faire ressortir par là la modération de ses demandes actuelles.

La note était ainsi conçue :

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Helvétique, a l'honneur d'exposer ce qui suit à LL. AA. et LL. EE. les Ministres plénipotentiaires des quatre grandes Puissances Alliées :

Dans la pièce officielle communiquée au soussigné par les Ministres des quatre grandes Puissances Alliées, en date du 2 octobre, l'article 5, *De la marche à suivre pour parvenir dans le plus court délai à un arrangement définitif*, porte que :

« La Commission établie pour consigner et examiner les réclamations des Puissances relativement à la non-exécution de certains articles du Traité de Paris, poursuivra son travail, sauf à en faire part le plus tôt possible à MM. les Plénipotentiaires chargés de la négociation principale. »

Le soussigné ayant été informé que l'art. 19 du Traité de Paris avait fondé les réclamations de quelques Puissances relativement aux spoliations, séquestres, corvées, rations, fournitures et autres dépenses de guerre et contributions imposées par des autorités françaises, en tant qu'il en conste par des actes, quittances ou *bons* reconnus et liquidés, il croirait manquer à ce qu'il doit aux intérêts de son gouvernement s'il ne consignait officiellement ses réclamations en faveur de la Confédération Helvétique et des villes qui ont eu à supporter des pertes de ce genre.

Le soussigné ne s'arrêtera pas à rappeler ici ni les pertes très considérables éprouvées par la Suisse lors de la réduction des *Deux Tiers*, pertes qui, pour la seule ville de Genève, s'élevèrent au capital qui répond à 5 millions de francs de rente ; ni l'invasion non provoquée de la Suisse en 1797, le pillage de ses trésors, de ses arsenaux, de ses magasins, de toute espèce de propriété publique ; ni les contributions énormes imposées à quelques villes ; ni la déchéance des créances que plusieurs Cantons possédaient en France, déchéance opérée par un trait de plume dans l'acte dérisoire qualifié de Traité de paix et dicté en 1798 ; ni enfin l'entretien des armées françaises pendant les deux années qui suivirent cet acte arbitraire ; car le service de la reconnaissance des fournitures n'étant pas encore régularisé, les pièces patentes ne peuvent être produites. Mais le soussigné observe que les deux dernières de quatre années que dura cette occupa-

tion ruineuse ont laissé, dans le trésor fédéral de la Suisse, *pour près de vingt millions de bons* qui sont encore dus en totalité.

Par quel raisonnement pourrait-on essayer d'écarter l'application de l'article 19 à cette dette reconnue ? Cet article est conçu en ces termes :

« Le gouvernement français s'engage à faire liquider et payer » les sommes qu'il se trouverait devoir d'ailleurs dans les pays » hors de son territoire, en vertu de contrats ou d'autres engagements formels passés entre des individus ou des établissements particuliers et les autorités françaises, tant pour fournitures qu'à raison d'obligations légales. »

Rien de plus clair et de plus incontestable que le droit de la Confédération Helvétique, soit pour les objets déjà liquidés, soit pour les autres créances susceptibles de preuve et que le gouvernement français était engagé à faire liquider.

Si les circonstances actuelles de la France forcent d'ajourner l'acquittement des dettes reconnues, celles qui ne le sont point encore peuvent du moins être liquidées ; ou, si l'intérêt même des Puissances Alliées se trouve dans l'ajournement de cette liquidation, le soussigné consigne entre les mains des Ministres plénipotentiaires des quatre grandes Puissances l'énoncé des droits de la Confédération Helvétique, en se réservant d'en faire usage en temps opportun.

Il prie LL. AA. et LL. EE. les Ministres plénipotentiaires d'agréer... (*etc.*).

C. PICTET DE ROCHEMONT.

Paris, 20 octobre 1815.

Le même jour, Pictet remettait à lord Castlereagh une seconde note pour protester contre la diminution de l'indemnité de guerre primitivement attribuée à la Confédération, et que le Congrès avait décidé de réduire de trois millions et demi de francs à trois millions. Il faisait ressortir que la Suisse avait été la première à armer ; qu'elle avait mis sur pied un effectif proportionnellement plus fort que celui d'aucune autre Puissance ; qu'au 16 août, les Cantons avaient déjà versé dans la caisse fédérale dix

contingents d'argent, soit sept millions et demi de francs, indépendamment de toutes les dépenses cantonales ou individuelles ; que la Suisse enfin n'avait reçu aucun subside. Rien n'y fit. Le demi-million retiré ne fut pas rendu et alla grossir la part des autres.

23 octobre. — J'ai contribué à la signature qui a eu lieu avant-hier, 21, de la convention réglant le mode de paiement [de l'indemnité de guerre]. On a tourné neuf jours autour de l'arrangement qui a été adopté. Mon ancien collègue [d'Yvernois] avait bien tort de craindre que l'Angleterre ne s'offensât de mon immixtion dans le débat. Elle n'a eu qu'à s'en applaudir, et si elle l'a su — ce dont je doute — elle m'en veut sûrement du bien — *for they were ready to destroy their own purpose by over-rated pretensions*¹.

Voilà les Bâlois qui sont désolés et me demandent conseil. On leur rejette dessus une grande partie des frais de la démolition d'Huningue, et les premières mines ont soufflé sans faire effet ; c'est du travail perdu. Cependant l'empereur d'Autriche veut que tout soit terminé dans six semaines et menace de retirer son monde alors. Metternich ne veut pas entendre parler d'employer la troupe à ces travaux. Si j'avais l'archiduc Jean sous la main, je l'en occuperais. Je vais lui en écrire en Angleterre, mais cela prendra du temps....

24 octobre. — Quoique nous n'ayons pas encore la signature du duc de Richelieu (faute d'occasion, attendu que, depuis dix jours, on s'occupe d'autre chose), Capo d'Istria regarde ma rédaction comme adoptée. Je n'ose encore le croire. Que pourrions-nous jamais faire pour cet excellent Capo d'Istria ! C'est le phénix de la diplomatie. Sans lui, le Congrès de Vienne et compagnie auraient été encore bien autrement pitoyables !...

25 octobre. — On a perdu le temps depuis dix ou douze jours en discussions et chamailleries pécuniaires entre soi et avec le

¹ Car ils ont été sur le point de faire avorter leur propre objet par leurs prétentions exagérées.

cabinet de Versailles. Nous n'avons pas avancé d'un pas. Cependant l'impatience commence à gagner tous les grands ministres et on finira avant huit jours (dit-on), d'une manière ou de l'autre.

Il a été résolu qu'on laisserait l'affaire de la Savoie française à part. C'est M. de Metternich qui a emporté cela afin de pouvoir mieux disposer des choses avec le Piémont, son vassal. Il ne devait pas en être question dans le traité général autrement que cela n'a déjà été dit précédemment, c'est-à-dire — en termes sommaires — que la Savoie est rendue. A force de répéter les mêmes choses tous les jours à Capo d'Istria et à Wessenberg, j'ai obtenu que les quatre Puissances prononceraient le principe du désenclavement de Jussy et de l'éloignement des douanes. J'ai fait moi-même la rédaction ; les Voirons, Salève, le Mont de Sion et le Vuache sont en dedans de la ligne des douanes. Chêne-Thonex est expressément *nommé*, afin qu'on ne prétende pas désenclaver par Meinier, ce qui serait illusoire....

...Je n'ai pas de copie de cette rédaction parce que je la fis hier sur la table de Capo d'Istria. Il n'y a que la patience d'une amitié comme la sienne qui puisse prêter l'oreille à de tels détails au milieu du tracas des grandes affaires dans lesquelles il est fourré. Jamais je ne dirai assez les obligations que Genève et la Suisse lui auront. Chez tous les autres ministres, il y a *au moins* inertie. Ceux chez lesquels cette inertie a été la plus facile à vaincre ont été les Autrichiens. Il n'y a pas eu mauvaise volonté chez les Anglais, mais indifférence stoïque. Les Prussiens ont peu marqué.

J'ai quelque regret que M. de Wyss ait adressé une circulaire aux Cantons avant que ce fût fini, — surtout si elle fait trop *pouf* ! et que j'y figure sur un tréteau, ce qui n'est pas dans mes goûts. Je suis bien impatient d'avoir rendu compte et de rentrer dans ma carrière casanière.

P.-S. Je ne crois pas que nous puissions éviter de rétrocéder le *littoral*. On observe que nous ne pouvons pas demander et demander encore, sans rien offrir de notre côté. Il faut nous y préparer. Cela ne tenait pas par clous et chevilles, heureusement.

28 octobre. — J'avais demandé pour aujourd'hui une audience à M. de Metternich. J'y ai trouvé M. de Wessenberg à qui j'ai fait comprendre qu'il fallait spécifier la liberté du lac quant aux

douanes. Il m'a promis de nous conserver le *littoral*, si possible, et de nous faire obtenir peut-être un certain arrondissement partant d'Etrembières et suivant une route qui va passer à Juvigny jusqu'à la source de l'Hermance. Mais n'y comptons pas, car les mécomptes sont diaboliques. Ces 500 000 francs qu'on nous a enlevés m'ont fait un crève-cœur ! Il faudrait prendre pour devise :

*me tuit secundis
Alteram sortem bene præparatum pectus.*

Je m'y serais fait si j'avais commencé plus tôt le métier de diplomate.

On est toujours content de Metternich quand on le quitte. Il s'est fait expliquer nos douanes, la frontière du Doubs et le lac... comme s'il m'avait écouté ! Il a fait chorus sur la sottise des Piémontais et sur leur législation douanière, etc., sur les inconvénients de ce voisinage. Il a professé le désir de nous arranger, de nous désenclaver, etc. Il ne m'a pas dit sur le demi-million des choses bien rassurantes, mais il ne dit jamais *non*. Je l'ai entretenu des cousins et du neveu de l'archiduc Jean qui étaient à Genève, de la façon dont mon frère les avait accompagnés dans une excursion autour du lac, de l'étage qu'Eynard faisait ajouter à sa maison de campagne de Beaulieu, etc., etc...., et quand je l'ai vu de bonne humeur, je lui ai rappelé ma plainte formulée par écrit à l'occasion du passage de troupes par Schaffhouse, et j'ai ajouté qu'en ce moment même Genève éprouvait un désagrément du même genre. J'ai peint l'embarras où cette arrivée subite vous avait jetés, attendu que, d'après le traité du 20 mai, on ne pouvait s'attendre à rien de semblable¹. Il s'est presque confondu en excuses sur ces méprises. Il m'a dit que c'était contraire aux intentions expresses de l'empereur d'Autriche et aux siennes ; que Frimont, arrivé la veille au soir de Dijon, allait lui en rendre raison ; qu'il ferait le nécessaire, etc. Puis il s'est remis à me parler de choses et d'autres, m'a demandé ce que faisait mon fils?... combien j'avais de moutons à Lancy?... combien à Odessa?... Il m'a fait l'histoire d'une bergerie qu'il a établie dans le Bannat, m'a demandé mille renseignements, conseils et direc-

¹ Il s'agissait de troupes autrichiennes revenant de la campagne de France et qui empruntaient le territoire suisse pour rentrer chez elles.

tions qui ont paru l'intéresser infiniment plus que les affaires de l'Europe. Son antichambre regorgeait de gens impatientés de la longueur de l'audience qu'il m'accordait.

J'oubliais de vous dire qu'il m'a promis de fixer un terme qui coupera court aux tergiversations du Piémont. On ne leur lâchera pas la Savoie qu'ils ne lâchent ce qui a été promis à Genève.

N. B. J'ai fait agréer à M. de Metternich mon refus de la décoration de l'ordre de Léopold, en lui expliquant la chose afin de prévenir toute humeur qu'on aurait pu prendre de nos attitudes républicaines.

29 octobre. — Toujours rien de nouveau. J'ai fortifié Capo d'Istria dans le système des douanes, etc. J'ai insisté sur la liberté complète du lac. Il craint toujours que Metternich ne nous embarrasse par sa légèreté et ses arrière-pensées.

En ce moment, c'est entre le gouvernement autrichien et la Bavière qu'il y a surtout querelle. C'est fort aigre et embarrassant. C'est encore à l'esprit conciliant de Capo d'Istria que l'on a recours dans ce labyrinthe inextricable. Tous les Etats de second et de troisième rang envient le sort de la Suisse et de Genève, qu'ils appellent les enfants gâtés des grandes Puissances.

30 octobre. — Je vois dans les papiers d'aujourd'hui qu'une colonne de 40 000 hommes est acheminée au travers du canton de Vaud et de la Suisse. J'en suis pétrifié, après tout ce que m'a dit M. de Metternich et ses promesses réitérées ! Je suppose que Frimont avait fait ses dispositions et que ce que Metternich peut avoir dit est arrivé trop tard. Toujours est-ce un infâme scandale que cette façon d'observer les traités, et je m'en vais recommencer à le leur crier aux oreilles, à tous les quatre.

Ce qui suit a trait à certaines observations que le Conseil de Genève paraît avoir faites à Pictet, sur son manque de confiance dans la diplomatie anglaise. Pictet se défend ainsi de ces reproches ¹.

¹ On rencontre un écho discret des mêmes reproches dans un billet du syndic Lullin à Pictet, en date du 25 septembre 1815 :

« Mon cher collègue, je vins avant-hier d'Archamp à la ville, et me mis à jour

Personne ne peut raisonnablement me croire des préjugés contre le cabinet de Londres. J'ai toujours eu et j'ai encore, au contraire, une prédilection particulière pour l'Angleterre, prédilection qui remonte à l'époque où j'y étais amoureux et où j'y ai eu d'excellents amis. Je fais profession d'une grande admiration pour cette belle machine politique. Je me suis longtemps associé en imagination aux succès de cette énergique nation dans sa lutte contre le tyran du continent, et il me semblait que j'avais une part directe à ses triomphes. Il ne s'en suit pas nécessairement que je doive applaudir à tout ce que font ses ministres, et que je ne puisse déplorer que, dans une occasion aussi éclatante que celle-ci, leur politique ne soit pas plus large. Il ne s'en suit pas non plus que je doive voir des marques d'intérêt, ou d'amitié, ou de protection, là où, selon toutes les notions du bon sens, il n'y a que de l'indifférence, ou du moins un intérêt si faible et si froid, qu'il cède à la plus petite considération qui le contrarie. Dans une conférence ou deux on pourrait s'y méprendre, mais je commence à avoir là-dessus une assez longue expérience pour en juger avec pleine connaissance de cause. — Cela ne m'a point empêché d'agir comme si j'avais principalement compté sur le cabinet britannique. Je le fais encore et je le ferai jusqu'au bout.

Comment avez-vous sérieusement pu craindre que je fisse une école comme celle d'indisposer lord Castlereagh et le duc de Wellington *by anything like meddling*? *First of all, I cannot bear meddling* [...par quoi que ce soit qui ressemblât à une intervention indiscrete? Et d'abord, j'ai horreur de l'indiscrétion]. Il a fallu l'évidence des avantages mutuels qu'il y avait dans un rapprochement dont, par le plus grand des hasards, je pouvais être

de toute votre correspondance. *Bene, semper bene, optime*... Je n'ai que des éloges à donner et que des vœux à faire pour que vos succès se soutiennent. Au nom de la Patrie, partagez et, s'il est possible, *égalisez* vos soins [auprès des différents cabinets alliés]. Il n'y a plus de Talleyrand, mais, dans l'avenir, il pourrait en renaître. Ce n'est pas trop qu'une *quadruple* alliance, uniformément bien pensante, pour nous faire marcher rondement du train où vous nous avez mis.... Les nouveaux amis [la Russie, l'Autriche] ont plus de zèle et de verve; les anciens [l'Angleterre] ont moins de chaleur peut-être, mais plus de ténacité: ils ont de vieilles habitudes et de vieux principes, tout cela est d'un bien grand prix en attendant que la *date* des nouvelles amitiés soit un peu enfumée. Faites, si vous le pouvez, du trident [l'Angleterre] le porte-voix des augustes Puissances coalisées.

» Tout à vous,

» A. L. »

l'instrument, pour que je consentisse à m'en mêler. Après cela, je répète que je rendais service aux Anglais aussi bien qu'aux autres, et que si j'avais tenu à en être remercié, je l'aurais été. Mais j'ai eu soin, au contraire, d'éviter que personne se doutât que je m'en étais mêlé, et la chose est restée un secret entre Capo d'Istria, le duc de Richelieu et moi. En consolidant par des services de ce genre mes relations avec tous deux, j'ai fait le bien de la chose principale qui m'occupe. N'ayez donc ni scrupules, ni regrets, ni inquiétudes, car il n'y a pas lieu, assurément.

Je reçois une longue lettre de remerciements du brave bourgmestre Wieland. Il me traite comme le sauveur de Bâle ! Il paraît que vous leur avez exagéré mes services.

31 octobre. — Hier au soir, à 11 heures, Capo d'Istria arriva chez moi et resta à causer jusqu'à 1 ¹/₄ heure du matin. On signe aujourd'hui, à ce qu'il paraît. Je me mets en courses et j'écris des circulaires pour ne pas échouer au port. Je ne néglige ni Castlereagh ni Humboldt. Wessenberg est dans ma manche, mais je lui écris encore. Si je succombe, ce sera les armes à la main....

1^{er} novembre. — Hier matin, après vous avoir écrit, je lâchai une espèce de circulaire à Castlereagh, Humboldt et Wessenberg. J'y rappelai tous les motifs énumérés de bouche à diverses reprises, et surtout les réponses à opposer aux principales objections que le duc de Richelieu m'avait faites par rapport aux douanes. Je tâchai de parler à chacun sa langue et je ne négligeai pas de faire entendre au premier que l'Angleterre n'était pas sans avoir quelque intérêt aux résultats d'une disposition qui permettrait de faire entrer une quantité plus considérable de certains produits. J'insistai auprès de Humboldt sur ce que les Neuchâtelois seraient ainsi affranchis des inconvénients d'une population diabolique, partie à eux, partie au voisin, et que la petite guerre de la contrebande crée nécessairement. Quant à Wessenberg, je n'ai eu qu'à lui retracer en peu de mots et fortement ce dont je lui ai souvent démontré verbalement la haute convenance pour nous, et même pour les Français. J'ai repris de même toutes les bonnes raisons qu'il y a d'appliquer ce même principe à la frontière Sud, d'affranchir le lac, de désenclaver Genève dans cette occasion unique, etc., etc. Enfin je me suis servi avec tous — Capo d'Istria compris — des expressions que

j'ai fait insérer dans les bases relativement aux douanes : *la plus convenable au système d'administration des deux pays*. J'ai argumenté de l'exemple des quinze années pendant lesquelles le pays de Gex avait été *abonné* ; de l'opinion des experts, consignée dans divers mémoires des fermiers-généraux qui démontraient que c'était même *l'avantage du fisc* ; des regrets que ce régime avait laissés dans le pays de Gex, qu'il avait fait prospérer, etc., etc.

Il paraît que tout cela ensemble a produit son effet, car ce matin Capo d'Istria m'a dit que le duc de Richelieu lui avait donné parole hier au soir pour toute la rédaction de Wessenberg, laquelle est *verbatim* celle que je lui ai remise.

Quant à la Savoie française, — toujours d'après Capo d'Istria — les quatre Puissances s'engagent à interposer leurs bons offices pour que le Piémont donne,... etc.

2 novembre. — Toujours des accrocs et des inquiétudes.... Il paraît que le ministre [français] des finances a houspillé le duc de Richelieu sur le reculement des douanes et lui a reproché de sacrifier les intérêts financiers de la France. J'ai vu venir, en causant ce matin avec Capo d'Istria, que l'intérêt de la Suisse n'arrêterait pas deux minutes la signature si impatiemment désirée. Je lui ai dit que je possédais, sur cette question des douanes, un mémoire relatif au pays de Gex en particulier et qui, vu sa date (1758), n'était pas suspect, lequel mémoire démontrait qu'il y avait avantage pour le Trésor, pour la population du pays, pour les voisins et par conséquent pour la bonne harmonie, dans ce reculement des douanes. Alors nous sommes convenus que je lui enverrais de suite cet écrit (que m'a prêté Girod de l'Ain) en l'accompagnant d'une lettre qu'il pourra montrer au ministre des finances. Capo d'Istria tâchera de voir ce dernier aujourd'hui même. Je crains de ne pas obtenir le reculement pour toute la frontière jusqu'à Bâle, mais il me semble très improbable que l'objet qui intéresse de près Genève ne s'obtienne pas.

Dans cette même missive du 2 novembre, nous voyons Pictet se prononcer de nouveau et hardiment, ainsi qu'il l'avait déjà fait à Vienne, contre l'idée de conserver la

route du Simplon, dont la suppression faisait partie de son plan général pour fortifier la Suisse. Nous avons reproduit plus haut (chap. IV, p. 209) les arguments dont il appuyait sa manière de voir sur ce point. Citons encore, dans le même ordre d'idées, cette phrase d'une lettre subséquente : « Il n'y a guère que l'Autriche qui ait intérêt à combattre cette destruction. Je parle ici grande et véritable politique, sécurité, existence nationale, — et non pas billevesées de commerce. »

3 novembre. — Vous croyez que nous avons signé ? point du tout. On peut dire de la conclusion ce que Thompson dit de la Perfection :

*Still at kind distance, to tempt the eternal chase*¹.

Cependant il faudra bien que cela soit terminé le 5, à six heures du soir, puisque, à cette heure-là, toutes les Puissances — y compris moi — doivent se mettre à table chez lord Castlereagh pour trinquer et porter des toasts à la durée des engagements pris. Au fait, je ne sais pas encore, à l'heure qu'il est, ce qui en sera des douanes, soit pour nous, soit pour le reste de la Suisse. Capo d'Istria croit que cela ira bien. J'en doute encore. Cela n'intéresse aucun des gros Alliés : ils feront cette gracieuseté à la France à nos dépens. Quand je dis à *nos* dépens, j'entends à ceux de la Suisse, car je crois bien qu'en ce qui concerne le pays de Gex, on nous débarrassera des douanes. Je vois d'ici que vous êtes consolés si le canton de Genève obtient son affaire. Je n'en dis pas tout à fait autant : je suis devenu *suisse* à brûler ! Au reste, si la Suisse est l'enfant gâté de l'Europe (comme le répètent tous mes confrères, les plénipotentiaires jaloux), cela est bien plus vrai encore de Genève, en faveur de laquelle on insère dans le grand instrument une clause destinée à empêcher que le cabinet de Turin ne puisse reculer dans la cession à faire. Quant à celles [les cessions] qui ont été arrêtées à Vienne et que les Piémontais ne voudraient pas exécuter, il faut que nos amis

¹ « Toujours à une distance modérée, — pour entraîner dans une poursuite sans fin ni trêve. »

traitent Montiglio et consorts du haut de Salève en bas. Notre collègue le plus docteur et le plus professeur¹ m'écrit pour me gouailler *de more*, et pour se plaindre que je ne dirige point nos commissaires ! Vous aurez vu par mes lettres précédentes qu'il y a eu stagnation absolue depuis quinze jours. Je ne puis que répéter qu'il y a *commodum in morâ*. Les autres [les commissaires piémontais] se mordront les doigts d'avoir été si difficiles.

C'est à ce moment des négociations que Pictet de Rochemont se vit chargé de la rédaction de l'acte, en date du 20 novembre 1815, par lequel les Puissances couronnèrent leur œuvre à l'égard de la Suisse en reconnaissant « d'une manière formelle et authentique la neutralité perpétuelle » de ce pays, et en lui « garantissant l'inviolabilité de son territoire circonscrit dans ses nouvelles limites. » Ce sont les propres termes de la déclaration.

Voici comment Pictet raconte la chose dans sa correspondance :

J'ai fait aujourd'hui et remis à Capo d'Istria, avant la conférence, un travail important. Vous pouvez vous souvenir que, dans la déclaration du 20 Mars, on promettait de faire un instrument authentique pour la reconnaissance solennelle de la neutralité de la Suisse, aussitôt que la transaction du dit jour aurait été acceptée. Par plusieurs raisons que vous savez et que vous ne savez pas, la chose ne s'est pas faite. J'étais chargé par la Suisse de solliciter ici la confection de la pièce, mais un ordre envoyé aux ministres étrangers près la Confédération, de la faire en bonne et due forme, m'ayant croisé pendant mon voyage de Suisse ici, j'ai cru la chose faite ou sur le point d'être faite. Heureusement, Stratford Canning est l'homme aux difficultés. Il a perdu deux mois à projeter une rédaction et à se disputer avec ses collègues des trois autres Puissances, si bien qu'il a fini par déclarer à lord Castlereagh qu'il n'y avait pas moyen de

¹ Le conseiller G. de la Rive, plus tard premier syndic.

s'en tirer ! Castlereagh, d'accord avec Capo d'Istria, m'a prié de projeter une rédaction de cet acte solennel. Vous comprenez combien il est heureux que la chose n'ait pas été faite en Suisse, puisqu'on peut maintenant y faire entrer tout le nouveau et accoler cette pièce au grand instrument¹. Demain matin, je discuterai avec mon guide les observations que lui et Castlereagh auront faites sur mon travail, et nous arrêterons la rédaction. Je vous fais observer en passant que ceci doit vous prouver que je suis bien avec Castlereagh, et que vos alarmes ne reposent sur rien de réel. Dites cela au cher docteur et professeur en le remerciant de ses bonnes leçons....

Le lendemain, il ajoute :

Ma rédaction de l'acte solennel portant reconnaissance et garantie de la neutralité helvétique est approuvé. C'est une circonstance heureuse que les difficultés que Stratford Canning y avait mises là-bas. Cet acte fera bien plaisir à ces messieurs de Zurich. J'y ai introduit une phrase destinée à bien établir que l'intérêt de l'Europe entière est qu'*aucune* puissance étrangère n'exerce en Suisse d'influence. Capo d'Istria s'attend à ce que Metternich en fera la mine, mais comme les trois autres cabinets tiendront ensemble, peu importe. Quant au duc de Richelieu, il sera bien aise de voir l'Autriche bridée.

Le secret de la collaboration de Pictet fut si bien gardé par Capo d'Istria et lord Castlereagh, que peu s'en fallut que certains membres du Congrès ne s'attribuassent le mérite de cette rédaction auprès de Pictet lui-même !

Cette pièce a été pour moi, raconte Pictet à Turrettini (6 novembre), l'occasion d'une scène plaisante. J'étais hier en visite chez le comte Razoumowski. Il me fit compliment sur tout ce que j'avais obtenu, après quoi il ajouta :

¹ Le Traité de paix général, lequel porte, en effet, la même date que la Déclaration relative à la Suisse.

« Mais ce que nous vous préparons est mieux que tout le reste.... C'est un acte authentique portant garantie formelle de tous vos droits, avec un appareil et un détail qui devront vous laisser en pleine sécurité à l'avenir. Ah ! vous serez content de la tournure que nous donnons à cela, je vous en réponds ! »

Je compris que, pour le bien de la chose, Capo d'Istria lui avait laissé ignorer que la pièce était de moi, et j'avais bien quelque envie de rire. Wessenberg m'annonça la confection de cette déclaration, hier au soir, sur le même ton que Razoumowski et se doutant aussi peu que lui de la part que j'y avais.

Revenons au récit des négociations ou plutôt de l'accomplissement des dernières formalités, formalités qui réservaient à l'envoyé de la Suisse encore bien des moments d'angoisse :

4 novembre. — Le duc de Richelieu n'a pas encore signé, mais l'ensemble des protocoles est achevé et signé de tous les autres ministres. On en fait des copies à force et nous — je veux dire tous les plénipotentiaires — recevrons dans la journée l'invitation d'aller en prendre connaissance chez lord Castlereagh, parce que les copies ne peuvent pas se faire assez vite. Par un protocole particulier, les quatre Puissances s'engagent à employer leurs bons offices pour obtenir du cabinet de Turin, en faveur de Genève, le désenclavement de Jussy par Chêne, la commune de Saint-Julien ; plus, pour la Suisse, la neutralisation de la Savoie française au Nord d'Ugine.

Capo d'Istria voudrait que j'allasse droit à Turin pour « bâcler cela, » comme il dit. Il est bien bon ! Le plus simple est de faire donner à Montiglio et consorts la mission de faire le tout.... J'espère pouvoir vous envoyer demain le texte lui-même. Il me semble que nous pouvons chanter le *Te Deum*. Sauf les éruptions de volcan, nous avons maintenant un avenir.

P.-S. Voilà un message de M. de Metternich qui m'arrive.... Il a fait une étourderie qui nous menace de la perte de Collex-Bossy, Moëns et Meyrin !...

Je vais courir pour tâcher de raccommoder.

Même jour, soir. — Je vous ai quitté ce matin pour courir et écrire, et tâcher de parer le coup de je ne sais encore quelle main maladroite ou méchante. Je tenais le protocole concernant Versoix du secrétaire de M. de Wessenberg (je n'avais pu joindre celui-ci). Vous avez en mains ma rédaction. Essayez de supprimer ces trois mots : *limites occidentales des...*, alors vous aurez : *par les communes de Collex-Bossy, Moëns...* (etc), c'est-à-dire que ces communes se trouveront *hors* du canton de Genève au lieu d'être *dans* le canton. Mais comme la première s'étend jusqu'au lac, à Bellevue et au Vangeron, nous n'avions point la communication avec la Suisse !... Voilà ce que Capo d'Istria appelait, d'après Wessenberg (qui était de bonne foi), avoir « copié ma rédaction ! »

Cependant tous les protocoles devaient déjà avoir été mis au net pour que tous les plénipotentiaires en prissent connaissance dans la journée chez lord Castlereagh. Il n'y avait pas une minute à perdre. J'ai couru chez Planta, secrétaire de ce dernier. Il m'a renvoyé à Gentz. Je n'ai pas trouvé celui-ci chez lui, ni chez M. de Metternich où on le supposait allé. Je suis allé inutilement chez Wessenberg, mais j'ai pourtant endoctriné son secrétaire à l'aide de la carte, et il a fait de grands *hélas !* De retour chez moi, je me suis mis à écrire cinq lettres et à dessiner cinq croquis, pour faire toucher au doigt l'absurdité de la rédaction qu'on allait signer et qui revenait à dire : « Pour ouvrir une libre communication... nous la fermons. » Une de ces cinq lettres était pour le duc de Richelieu. Je l'ai portée moi-même chez lui sans le trouver, puis j'ai porté les quatre autres à la conférence assemblée. Il a bien fallu alors que cela perçât et qu'on s'en accupât. Wessenberg, séance tenante, m'a écrit :

« J'ai fait usage des observations transmises. Les ministres ont » regretté vivement que ces observations leur soient arrivées si » tard, mais ils n'en emploieront pas moins leurs bons offices » pour remédier à l'erreur qui a été commise *à leur insu.* »

Je dois vous dire une chose que j'oubliais, c'est que le secrétaire de M. de Wessenberg m'avait écrit ces matin ces mots :

« Les Français n'ayant jamais voulu consentir à la cession de » Fernex, il nous a été impossible, malgré toute notre bonne » volonté, de tracer une autre ligne de frontière. »

J'ai donc regardé Fernex comme perdu, et comme en écrivant mes circulaires et en faisant mes croquis, je me représentais sur-

tout qu'il importait d'économiser les minutes et les mots, j'ai proposé de gratter sur le protocole le mot *Collex-Bossy* et de le remplacer par *Fernex*. Cette rédaction nous enlève Meyrin, Moëns, Mategnin, Fernex, mais elle nous laisse Collex-Bossy, Valavran, Colovrex, Bellevue, le Vangeron, le Grand Saconnex, Pregny, Chambésy, Vernier, Aïre, etc.

Je ne me suis pas contenté d'écrire au duc de Richelieu, je suis allé à son cercle ce soir. Il est immédiatement venu à moi et il m'a dit : « Votre observation est très juste, — il faut avoir le sens commun et ne pas défaire par une phrase ce qu'on vient de faire par une autre. Je ne demande pas mieux que de vous arranger. Dites cela à M. de Capo d'Istria et rédigez avec lui. » — Ensuite, à mon grand étonnement, il a ajouté :

« Nous sommes bien loin d'avoir fini, — pas plus avancés qu'il y a un mois. Ces messieurs croient qu'en faisant force copies de protocoles et en nous réunissant pour boire à la santé du Roi, ils viendront à bout d'une difficulté qui est interminable : ils se trompent. Il y a un point sur lequel nous sommes bien loin d'être d'accord. Ils feront tout ce qu'ils voudront !... »

Il s'est animé en parlant, comme cela lui arrive souvent, mais il est revenu, à plusieurs reprises, à me dire : « Pour vous, je vous arrangerai, — je ne demande pas mieux. Vous voyez que, pour les douanes, nous faisons ce que vous désirez. » — J'ai pensé : *pas tout à fait... !*, mais ce n'était pas le cas de le dire. N. B. Je crois vous avoir dit ce matin que les dites douanes sont placées à l'Ouest du Jura, *de manière que tout le pays de Gex se trouve en dehors de cette ligne*. Pour le reste de la Suisse : néant. Nos confédérés vont croire que je n'ai pensé qu'à Genève, et ils seront bien injustes.

Je ne conçois pas non plus par quel motif, en acceptant le fond de ma rédaction, on en a ôté la phrase relative à Mulhouse et aux autres sujets de réclamation ? J'en causerai demain matin avec Capo d'Istria, ainsi que de cette escobarderie que les ministres appellent *une erreur commise à leur insu*. Je soupçonne Gentz d'être sous l'empire d'une espérance dorée venant du cabinet de Versailles et dont La Besnadière est le canal. Je lui ai écrit une circulaire et lui ai envoyé un croquis aussi bien qu'aux autres et tout comme si je croyais en lui ¹.

¹ Il ne saurait y avoir de doute aujourd'hui sur la vénalité de Gentz et de la Besnadière. Si les négociateurs genevois avaient un peu moins respecté, chez ces

Je dois vous observer que la phrase du billet de Wessenberg où il parle de mes observations venues « si tard », et semble par là m'accuser de n'avoir pas réclamé plus tôt, cette phrase, dis-je, est de toute injustice, attendu que je ne suis pas sorcier (tant s'en faut !), et que, depuis huit jours, je lui demandais de voir le protocole, sans pouvoir l'obtenir. On ne sait à qui se fier. Entre la légèreté, l'ignorance, l'injustice, l'ambition, l'avidité... il y a de quoi devenir fou. Et notez que je suis l'enfant gâté du Congrès de Paris.... Jugez ce que les autres lâchent de malédictions dans les vingt-quatre heures !

5 novembre. — J'ai vu Capo d'Istria et Gentz. Le premier m'a dit que l'avis de tous, hier, à la conférence, avait été de donner une note à M. de Richelieu sur l'erreur commise dans la délimitation. Mais quand j'ai expliqué que j'avais déjà vu celui-ci, C. d'I. m'a dit qu'il proposerait qu'on me chargeât d'en finir directement. Il m'a expliqué des accrocs nouveaux qui rendront le dîner d'aujourd'hui, chez lord Castlereagh, intempestif et froid. Il prend le spleen, — et moi de même.

Gentz s'est excusé et a prétendu n'avoir été dans tout ceci qu'un simple copiste. Il m'a conseillé de reprendre la filière de M. de Wessenberg au lieu d'aller droit au duc de Richelieu. J'ai trouvé en effet que cela était plus dans les procédés, et sans porter de jugement sur la candeur de Gentz, je suis allé chez M. de Wessenberg. Il n'était pas levé. Je suis alors rentré chez moi et lui ai écrit en lui envoyant une rédaction nouvelle qui laisse Fernex en dehors, mais qui nous conserve les communes de Collex-Bossy, Prévessin et Meyrin. J'ai de nouveau insisté pour qu'on fit mention de Mulhouse, puisque également il fallait refaire des copies. On a fait dire de chez lui, quand ma lettre y a été apportée, qu'il était sorti. Je n'en crois rien, et je soupçonne

personnages, une délicatesse qui n'existait pas en réalité, ils se fussent sans doute épargné bien des soucis. — « Il me semble, écrit M. Ch. L. Lullin à Pictet (1^{er} octobre 1815) que si nous n'avons pas donné 500 ou 1000 louis au greffier du congrès de Vienne, nous avons omis une formalité de rigueur. C'est à vous de l'accomplir sans délai. Vous savez que pour être bien vu des maîtres, il faut payer grassement les valets. » Le syndic A. Lullin ajoute en *post-scriptum* à ce qui précède : « La lettre de mon fils scandaliserait beaucoup, je crois, la Noble Chambre des Comptes. Cependant, il y a peut-être beaucoup de convenance dans ce qu'il vous propose. C'est à vous d'en juger.... »

qu'il est un peu embarrassé de son étourderie. Nous ferons la paix à table tout à l'heure.

Je n'entreprends pas de vous parler des prétentions nouvelles et écrasantes [des Alliés] sur des gens écrasés. Cela complique et décourage à l'excès. La modération dans la force est apparemment destinée à être le secret d'un autre monde.

A force de courses et de visites, de lettres et de croquis, Pictet finit par arriver à ses fins quant au désenclavement du territoire genevois du côté de la France. Le 6 novembre, il avait la satisfaction de pouvoir expédier au Conseil d'Etat une rédaction définitivement agréée par les Puissances, et qui consacrait sans équivoque possible la contiguïté du canton de Genève à celui de Vaud. Il est vrai que la « langue » obtenue était bien mince (sur un point, elle ne dépassait pas deux kilomètres en largeur), mais Genève *touchait à la Suisse*. Peu importait le reste.

Cette rédaction, qui forme le § 3 de l'art. 1^{er} du traité général du 20 novembre 1815, était conçue en ces termes :

« Pour établir une communication directe entre le canton de
» Genève et la Suisse, la partie du Pays de Gex bornée à l'est
» par le lac Léman, au midi par le territoire du canton de Genève,
» au nord par celui du canton de Vaud, à l'ouest par le cours de
» la Versoix et par une ligne qui renfermera les communes de
» Collex-Bossy et de Meyrin, en laissant la commune de Fernex
» à la France, sera cédée à la Confédération Helvétique pour être
» réunie au canton de Genève. La ligne des douanes françaises
» sera placée à l'ouest du Jura, de manière que tout le Pays de
» Gex se trouve hors de cette ligne. »

Voici, écrit Pictet en envoyant copie de ce paragraphe, voici ce qui a été emporté à la pointe de l'épée et en conséquence d'une note des quatre grandes Puissances remise hier matin, d'après mes circulaires et mes croquis. Il n'en fallait pas tant, car le duc de Richelieu m'avait déjà dit qu'il ferait ce que je voudrais, et

hier, quand je le rencontrai chez lord Castlereagh, il me témoigna que cette démarche des Puissances était bien surabondante. Je dis donc que voilà la rédaction définitive, telle qu'elle existe sur le protocole final que, par une note en date de samedi, j'ai été invité à envoyer copier chez lord Castlereagh.

L'encoche de Fernex est profonde et fera un vilain effet sur la carte.... Enfin, soit ! Cela nous enlève environ 1500 habitants.

Quant à la Savoie, il n'y a dans le traité général que l'article de la neutralisation du territoire au Nord d'Ugine, mais on a aussi voulu mettre *Fanchonette* au lieu de *Colinette*, et ce n'est pas bien rédigé. On descend jusqu'à Lescheraine qui est situé trop au sud, puis on ne détermine pas bien la ligne jusqu'au Rhône. Voici cette rédaction :

« La neutralisation de la Suisse sera étendue au territoire qui
» se trouve au nord d'une ligne à tirer depuis Ugine, y compris
» cette ville¹, au midi du lac d'Annecy, par Faverges jusqu'à
» Lescheraine, et de là au lac du Bourget, jusqu'au Rhône, de la
» même manière qu'elle a été étendue aux provinces du Chablais
» et du Faucigny par l'article 92 du traité final du Congrès de
» Vienne. »

Quant au désenclavement par Chêne, tel que je l'ai demandé, le principe est de nous l'assurer par voie d'échange, et on nous donne la commune de Saint-Julien. Mais cela ne figure pas dans le traité avec la France. C'est un traité « entre puissances Alliées » relativement à la Savoie et sur la manière d'en disposer. Je n'ai pas encore pu en voir une ligne. Wessenberg m'a dit hier ce que je vous en dis ci-dessus.

J'ai fait hier connaissance avec le chevalier de Revel chez lord Castlereagh. Il passe pour incapable et me fit de vrais amphigouris. Il est vrai que c'était après dîner. Celui-ci [le dîner chez lord Castlereagh] fut d'une solennité merveilleuse. Tous les ministres du Roi y étaient. Il y avait bien des choses à lire sur les visages, surtout après ce que m'avait dit M. de Richelieu au moment de se mettre à table. M. de Wessenberg, qui connaît bien tous les personnages et qui m'avait engagé à me placer auprès de lui à table, me donna les dessous de cartes. Lord Castlereagh me fit de grands éloges de la pièce qui doit couronner l'œuvre pour la

¹ « *Ugine n'est pas une ville,* » observe Pictet en marge.

Suisse [l'Acte de reconnaissance de la neutralité] et à laquelle ils attachent tous, dit-il, une grande importance.

A peine Pictet en avait-il fini avec la difficulté relative à la contiguïté par Versoix, que deux nouvelles « escobarderies, » comme il les appelait, vinrent croiser sa mission. Il n'en était plus à les compter. L'une de ces intrigues partait de La Besnadière, lequel avait imaginé d'adresser, le 6 novembre, à son « camarade » Gentz, en s'appuyant mensongèrement du consentement de l'envoyé suisse, un mémoire destiné à démontrer que le val des Dappes, qui avait été attribué au canton de Vaud par le congrès de Vienne, devait être restitué à la France. L'auteur de cet écrit posait en fait qu'au XVI^e siècle, les Suisses avaient empiété sur les Espagnols (alors en possession de la Franche-Comté) et s'étaient approprié ce territoire ; — qu'en 1802, à l'occasion de la construction de la route de Morez au pays de Gex, le canton de Vaud avait volontairement consenti à *rendre* à la France le territoire envahi ; — qu'à Vienne, profitant de ce que le vent leur était favorable, les Vaudois s'étaient fait redonner cela, avec la route construite aux frais de la France ; — que maintenant il était du plus grand intérêt pour le pays de Gex, et même pour Genève, que ce territoire fût restitué à la France, pour qu'on ne pût couper ou laisser dégrader la route.

Il concluait en donnant le choix entre deux rédactions, dont l'une donnait à la France la route et ce qui était au-dessous, et dont l'autre lui restituait l'ensemble de la vallée.

Consulté à ce sujet par M. de Wessenberg, Pictet rétablit les faits et proposa au ministre autrichien une rédaction conçue comme suit :

« Il est convenu que la grande route existante sur le territoire nommé le val des Dappes, laquelle route conduit de Morez à

Genève, ne pourra être coupée ni détruite, mais sera au contraire maintenue en bon état par le canton de Vaud et libre de tous droits de douanes. »

M. de Wessenberg agréa cette solution et la fit agréer aux autres plénipotentiaires. Mais cela ne faisait point l'affaire de La Besnadière et consorts qui, trois jours plus tard, rédigèrent un second mémoire dans lequel ils s'appuyaient, pour maintenir leur demande, sur le fait qu'en repoussant la première rédaction relative à la délimitation du territoire gessien concédé à Genève ¹, on avait empêché la France « d'avoir un pied sur le lac, ce à quoi elle tenait beaucoup, à cause de la navigation. » Si la France, disaient-ils, renonce à cet avantage, il lui est certes bien permis de revendiquer ce val des Dappes qui n'est qu'une bagatelle, etc.

Pictet rédigea sur-le-champ un contre-mémoire dans lequel il faisait vivement ressortir tout ce qu'il y avait d'étrange, pour ne pas dire d'impudent, dans cette prétention de vouloir faire envisager comme un acte de renonciation spontanée de la part de la France l'obligation où elle s'était trouvée de reconnaître que la première rédaction renfermait une *erreur manifeste* et un *non-sens*. Il ajouta que ses pouvoirs, comme négociateur, ne s'étendaient point jusqu'à céder aucune parcelle du territoire suisse. Dès lors, et jusqu'au moment où Pictet quitta Paris, il ne lui fut adressé, de part ni d'autre, aucune communication officielle à ce sujet. Il mentionne seulement, à la date du 11 novembre, qu'il a « paré un coup de La Harpe, qui avait envoyé à Capo d'Istria un mémoire détaillé sur le val des Dappes, dont les fins étaient de faire

¹ Celle qui reprenait d'un côté ce qu'elle concédait de l'autre. Voir plus haut, p. 319.

supporter par le canton de Genève, sous la forme de quelque cession territoriale, une partie des frais auxquels le canton de Vaud serait appelé pour l'entretien de la route. » — « Nous avons écarté cela, » ajoute Pictet ¹.

L'autre intrigue avait, semble-t-il, pour auteur le prince de Metternich en personne, et se trouve ainsi rapportée par Pictet :

8 novembre. — J'ai à présent de l'inquiétude sur un point qui me fait aussi soupçonner un coup de Jarnac. Wessenberg m'a dit avoir adopté ma rédaction sur les douanes dans la Savoie française, de même que sur le principe du désenclavement de

¹ Trois ans plus tard, Pictet revint, dans une lettre adressée à l'avoyer de Mülinen le 17 novembre 1818, sur cette question du val des Dappes, à l'occasion d'une circulaire secrète du Directoire fédéral relative à cette affaire, circulaire dans laquelle lui, Pictet, avait cru voir un blâme exprimé contre l'envoyé de la Confédération à Paris, en 1815.

« Comme j'ai rempli consciencieusement mon devoir envers la Confédération, écrit-il, et que j'ai subordonné tout autre intérêt à celui de la Suisse ; comme j'ai été particulièrement approuvé de S. E. M. le bourgmestre de Wyss, au nom du Haut Directoire de Zurich, *sur tout ce qui a rapport à l'affaire du val des Dappes* (voyez sa lettre N° 14), j'ai dû croire ou que l'expression allemande avait été mal rendue par notre traducteur, ou que le Haut Directoire n'avait pas eu sous les yeux la correspondance qui me justifie, lorsque j'ai été désigné dans la circulaire comme « n'ayant pas représenté avec la force convenable les intérêts du canton de Vaud et de toute la Confédération. »

» Si j'avais été indifférent à l'interprétation que les Conseils des Hauts Etats Confédérés donneraient à cette phrase de la circulaire — qui paraît ne pouvoir concerner que moi — je me serais montré peu jaloux de l'estime de mes concitoyens.

» J'ai donc demandé à notre Conseil d'Etat une séance destinée à l'exposé de tous les détails de ma conduite diplomatique pendant ma mission à Paris, tels qu'ils résultent de ma correspondance avec le Haut Directoire de Zurich. J'ai rappelé : 1° que je n'avais reçu aucune instruction sur le val des Dappes ; 2° qu'on ne m'a fait à Paris aucune communication officielle à cet égard, et que par conséquent j'étais dans l'impossibilité de réclamer ou de protester ; 3° que lorsque j'eus avis des prétentions de la France sur le val des Dappes, j'avertis M. de La Harpe pour qu'il pût défendre lui-même, par les voies non-officielles, les droits de son canton ; 4° que depuis le 11 novembre 1815, jusqu'au 21 (jour de mon départ), je n'ai pas entendu parler du val des Dappes, et que les ministres, dans mes audiences de congé, ne m'en ont pas articulé un mot ; 5° que la communication officielle de la déclaration des ministres des cabinets Alliés à S. E. M. le duc de

Jussy *par Chêne*. Capo d'Istria m'a répété la même chose. J'ai pressé depuis plusieurs jours pour avoir ce protocole. Enfin Capo d'Istria m'en a envoyé un exemplaire ce matin, où il y a seulement que « Saint-Julien est donné à Genève. » Je lui ai écrit que je supposais qu'il y avait là une erreur de copiste. Il m'a répondu qu'il venait de vérifier qu'il n'y avait pas autre chose dans son protocole, mais qu'il me priait de voir M. de Wessenberg, « qui seul pouvait m'éclaircir *cette nouvelle erreur*. » J'ai couru chez Wessenberg... il était au lit avec la fièvre : impossible de le voir. Son secrétaire, avec qui je suis fort bien, m'a assuré avoir copié lui-même un article relatif aux douanes de la Savoie française et au désenclavement de Genève ; que cela devait se trouver dans un des protocoles du 18 au 30 octobre, mais que Gentz était l'homme pour déterrer cela. J'ai écrit à Gentz. Il m'a répondu

Richelieu, en date du 19 novembre, n'a été remise à M. Eynard (resté à Paris après moi) que le 25 novembre, et que lorsque j'ai envoyé, le 27 novembre, de Genève, au Haut Directoire, mon rapport officiel, j'ignorais encore l'existence de la susdite déclaration du 19.

» Maintenant, Monsieur l'Avoyer, permettez-moi de vous consulter sur le moyen d'édifier également tous les membres du Haut Directoire quant à ma conduite diplomatique à Paris, et d'effacer l'impression qui doit résulter de la circulaire sur le point qui me tient à cœur.

» Votre Excellence sait comme moi qu'il est difficile de ne mécontenter personne quand on a l'honneur d'être chargé d'une mission pour une République fédérative ; mais il faut du moins ne mécontenter qu'en faisant son devoir. Il m'est facile de prouver que je l'ai fait.

» J'ai l'honneur... (*etc.*) »

M. de Mülinen fit à cette lettre la réponse suivante :

« Monsieur le Conseiller,

»...J'ai relu avec M. le chancelier Mousson la circulaire du 14 septembre, de laquelle vous vous plaignez. Le Directoire y dit, en termes généraux, que si les intérêts du canton de Vaud et de la Confédération entière, au sujet de la vallée des Dappes, avaient été présentés avec plus de force, l'an 1815, il eût été plus facile alors de parvenir à son but qu'aujourd'hui. Nous n'avons point cru, Monsieur le Conseiller, en faisant cette réflexion, inculper par là personnellement l'habile négociateur que nous avons à Paris à cette époque, mais témoigner un regret de ce que *la Confédération* n'eût pas mis alors à cet objet l'intérêt qu'il exigeait. On se fiait pleinement, en Suisse, à la déclaration du Congrès de Vienne. Je n'ai rien trouvé dans les archives fédérales qu'une lettre du gouvernement de Vaud, du 21 novembre 1815, par laquelle il se plaint de ce qu'il soit question à Paris d'ajouter, à ce qui a été décidé à Vienne, la condition onéreuse d'entretenir la route des

fort poliment qu'il n'avait aucun souvenir d'un protocole sur les douanes de la Savoie française, mais qu'il allait faire des recherches et m'aviserait. Voilà où j'en suis.

J'en ai averti Capo d'Istria. Je crains que Metternich, qui vise à tripoter la Savoie française à sa guise, ne veuille aussi faire acheter à Genève les avantages qu'il lui concédera, et qu'il n'ait écarté par un petit tour de passe-passe l'article que son brave suivant [Wessenberg] avait inséré. Capo d'Istria, auquel il n'est pas nécessaire de mettre les points sur les *i*, entend tout cela sans que je l'aie articulé et fera le nécessaire. Il était temps, car la dernière va sonner !

Mon projet [de l'Acte de neutralité], présenté au Congrès par Capo d'Istria comme étant de lui, a passé hier, sauf le nom des *Bourbons* que Metternich a tenu à écarter. Il n'y a pas de mal à cela, mais je suis bien aise aussi que nos amis de Berne sachent que je l'y avais mis.

Dappes qui leur est rendue mais dont la conservation est nuisible à leur canton. Sur quoi, le Directoire de Zurich vous écrivit de suite de vous y opposer, — lettre qui ne vous trouva plus à Paris.

» Voilà, monsieur, tout ce que M. Mousson a trouvé dans les actes du temps sur cette fâcheuse affaire. Nous ne savons point encore si et comment on s'est occupé à Aix-la-Chapelle de la note que nous avons adressée, au moment de la réunion du Congrès, aux ministres des hautes Cours. Il semble que s'il ne s'est rien stipulé de particulier relativement à la vallée des Dappes, les principes adoptés par le protocole et la déclaration du 15 novembre devraient assurer à la Suisse la restitution de cette vallée.

» Vous me faites, Monsieur, l'honneur de me consulter sur la manière d'édifier les membres du Directoire sur votre conduite diplomatique concernant cette affaire. Ils le sont par les circonstances que vous alléguiez dans votre lettre. Quant à l'impression que vous craignez que notre circulaire ait faite chez les autorités cantonales, je crois que bien peu d'entre elles y auront vu un reproche personnel contre vous. Si cependant une explication vous tenait fort à cœur, ce ne pourrait être que par un exposé historique, que vous rendriez public si les Puissances décidaient définitivement la question au détriment de la Suisse. Mais qui s'excuse s'accuse, et peut-être serait-il plus sage, lorsqu'on n'a rien à se reprocher et que les personnes bien au fait de la chose ne vous reprochent rien, de laisser jaser les ignorants.

» Agréez .. (etc.)

» DE MÜLINEN. »

On sait qu'après avoir traîné pendant un demi-siècle, le différend entre la Suisse et la France a été tranché sous le règne de Napoléon III, par une convention (8 décembre 1862) dans laquelle la Suisse a dû faire abandon de ses droits sur une partie de ce territoire.

9 novembre. — Capo d'Istria est convaincu comme moi qu'il y a escamotage ordonné par Metternich pour l'affaire du désenclavement de Jussy et des douanes de la Savoie française. Il n'y a pas eu de conférence hier. Heureusement, les protocoles relatifs à la Savoie française ne sont pas encore officiellement communiqués au ministre de Piémont. Capo d'Istria va dire : « Halte là ! ne communiquez pas que nous n'ayons vérifié telle chose. » Cette affaire le chagrine et il s'accuse d'avoir été, lui aussi, distrait.

11 novembre. — Capo d'Istria a découvert le mémorandum copié sur ma rédaction relativement au désenclavement de Jussy et aux douanes. Il soupçonne Gentz de l'avoir mis de côté en temps opportun, par ordre ou par insinuation de Metternich.

Nous sommes convenus que Capo d'Istria, la pièce retrouvée à la main (elle était toute dressée pour être insérée au protocole), *nous fera rendre justice*. C'est l'expression dont il s'est servi. Mais cela n'est pas fait ! Il n'y a plus de conférences régulières ; on peut prendre mille prétextes pour renvoyer d'un jour à l'autre. Metternich partira, puis on dira qu'il n'est plus temps.... Voilà ma crainte, mais ce n'est pourtant pas probable. Capo d'Istria, lui aussi, est personnellement piqué qu'on l'ait joué. Il aura la sagesse d'appeler cela « une omission. »

Capo d'Istria tint parole. Avant la fin de la journée l'omission était réparée et Pictet recevait communication, officielle et signée par les ministres des quatre Puissances, du protocole de la conférence du 3 novembre, dont l'article IV portait, entre autres dispositions, que les cabinets des Cours réunies emploieraient leurs bons offices, 1^o pour disposer S. M. sarde à céder au canton de Genève les communes de Chêne-Thonex et quelques autres ¹, nécessaires pour désenclaver le territoire de Jussy... ; 2^o pour l'engager à reculer sa ligne de douanes d'une lieue au

¹ « Les communes de *Chênes*, *Thenex* et quelques autres, » avaient écrit les copistes du Congrès pour ne pas perdre une dernière occasion de faire des erreurs.

moins en deçà des Voirons, du Salève, des monts de Sion et du Vuache. En mettant cette pièce sous pli à l'adresse du gouvernement genevois, Pictet l'accompagna de quelques lignes en anglais dont voici la traduction :

11 novembre, au soir. — Si vous me demandez comment il se fait que ma lettre de ce matin dise des choses en désaccord avec la pièce que voici, je me réserverai d'expliquer verbalement à Vos Seigneuries le résultat ci-dessus de l'amitié active et intelligente de Capo d'Istria. Au nom de Dieu, s'il passe par Genève, sonnez toutes les cloches et saluez son arrivée du tonnerre de votre artillerie ! Car jamais homme dans sa position ne consacra autant de temps et d'attention à un objet en apparence insignifiant. Ce qu'il a fait pour nous est un chef-d'œuvre de persévérance désintéressée. Je l'ai pris par le cœur, et c'est grâce à ce levier puissant que j'ai réussi. Chez la plupart des ministres d'Etat le cœur n'offre qu'un terrain ingrat, et il est bien rare que les hommes doués d'autant de génie que celui-ci lui accordent une grande place dans leurs calculs. Je ne saurai jamais assez faire son éloge.

La tâche de l'envoyé suisse à Paris était enfin terminée. Pendant quelques jours encore, il est vrai, il se berça de l'espoir de pouvoir, avant de s'éloigner, négocier avec le chevalier de Revel, et « sous l'autorité bienveillante des Puissances, » un traité d'échange¹ qui eût complété les arrangements de frontière du côté de la Savoie comme on venait de les compléter du côté de la France. Mais il

¹ Pictet emploie cette expression de « traité d'échange » parce que, dans sa pensée, il se fût agi d'un *échange* de territoires entre Genève et la Cour de Sardaigne. Le protocole des Puissances du 3 novembre stipulait, en effet, que l'attribution, au canton de Genève, des communes de Chêne-Thonex et autres aurait pour corrélatif la rétrocession, de la part de ce même canton au roi de Sardaigne, du territoire situé entre la route du Simplon et le lac (autrement dit le *Littoral*), qui avait été cédé par S. M. S., par l'acte de Vienne, 29 mars 1815. On verra plus loin que cette rétrocession n'eut pas lieu. La Confédération ne voulut pas en entendre parler.

se trouva que M. de Revel n'était pas muni des pouvoirs nécessaires pour traiter, et les ministres étant tous pressés de quitter la France, le temps manquait pour faire venir de Turin les dits pouvoirs. Force fut donc d'ajourner cette négociation.

Décidé à ne pas abandonner son poste que la paix générale ne fût signée, Pictet passa dans une attente anxieuse la dernière semaine de son séjour à Paris.

Mon grand sujet d'inquiétude maintenant, écrit-il le 11 novembre, c'est que la signature de la paix se renvoie d'un jour à l'autre, à cause des prétentions croissantes de la Prusse et de l'Angleterre. Ces prétentions sont, comme je vous l'ai déjà dit une fois, de nature à ne pouvoir se réaliser.... Vous comprenez quelle mortelle inquiétude tout cela doit donner à M. de Richelieu, et ce que c'est pour lui que d'attacher son nom à une telle transaction définitive, et comment, dans un moment pareil où j'ai besoin de faire oublier que je fais cause commune avec les ennemis de la France, je serais bien venu à parler au gouvernement français *sels* et autres billevesées ! Ma position est *extremely awkward* [extrêmement embarrassante]. Je me tiens coi et me montre peu. C'est bien assez que j'aie été obligé de figurer dans mon grand caractère Dimanche ! [au dîner chez lord Castlereagh].

Finirons-nous une fois?... C'est comme un mauvais rêve dont on ne peut s'éveiller !...

13 novembre. — Hier au soir, j'allai au cercle de lord Castlereagh. Il se mit à me parler *mérinos*. Il a beaucoup cultivé cette branche d'agriculture. Il trouva à qui parler et dans sa langue, ce qui le charmait. Il s'étendit beaucoup, il écouta avec intérêt. Il semblait être étonné d'avoir découvert un professeur-berger dans le plénipotentiaire de la Suisse. Je ne l'avais pas encore vu si animé, et notre entretien se prolongea beaucoup au delà de ce que comportait la convenance des honneurs à faire à soixante personnes. Quand je le vis de bien bonne humeur, je lui demandai s'il ne trouverait pas convenable de mettre un terme aux lenteurs affectées de M. de Montiglio et d'empêcher que nous ne

retombassions dans le même inconvénient pour les choses nouvelles, en nous faisant conclure, entre Revel et moi, un traité en forme, sous l'intervention bienveillante des quatre [puissances], dans lequel traité nous balayerions à la fois l'arriéré et mettrions certains points sur certains *i*, tout en fixant un terme fatal et prochain pour l'exécution ?

Il entra fort bien dans l'idée que je lui soumettais, me dit de fort bonnes choses sur son désir de nous arranger vite, bien et solidement, me promit d'en parler à Revel, etc. Je n'aurais pas pu lui dicter une meilleure réponse à mes ouvertures.

Ce matin, je suis allé lire à Capo d'Istria un projet de traité avec Revel que j'avais rédigé hier au soir. Il l'a approuvé. Il m'a engagé à adresser pour midi une note aux quatre cabinets pour demander qu'on mette un clou à la chose, et qu'alors lui mettrait à profit la bonne volonté de lord Castlereagh. J'ai rédigé cette note qui a été prête pour l'heure indiquée ¹.

15 novembre. — Tous les jours des chicanes et des difficultés nouvelles. Je ne vois plus clairement la fin de tout ceci. Quand je dis *la fin*, j'entends la signature définitive ; on pourrait aussi l'appeler *le commencement* !

La réponse du Directoire de Zurich à l'homme de Turin est admirable : c'est du Mousson ! Ce que je reçois de ce quartier-là est plein de témoignages de satisfaction, et la correspondance est aussi agréable que possible.

16 novembre. — Mécompte !... Il paraît que Revel n'a pas de pouvoirs, et qu'à la réception du protocole du 3, il a expédié un courrier à Turin. Or Castlereagh grillant de partir, ainsi que Metternich et tous les autres, il devient impossible que nous

¹ A propos de cette facilité de plume de Pictet, M. d'Ivernois écrivait ce qui suit, en 1825, dans une lettre privée :

« Ce qui m'a toujours le plus frappé dans le rare talent de M. Pictet, ce n'était pas seulement le mérite intrinsèque de ses productions, c'était aussi l'extrême rapidité du jet. Il avait dans la justesse de ses premières expressions et dans le premier enchaînement de ses idées une intuition telle, que ni son goût si épuré ni ses réflexions ultérieures n'avaient rien à retoucher à des *ébauches* qui ne méritaient jamais d'être appelées ainsi. Je n'ai connu aucun écrivain, de sa force surtout, qui eût à un pareil degré cet heureux don de la nature. Cette faculté, chez lui, m'a toujours paru transcendante. »

ayons le temps nécessaire pour traiter ici. Capo d'Istria vient de me dire qu'il faudra forcément que la Confédération envoie quelqu'un à Turin. Une circulaire que lui, C. d'I., rédigera, recommandera notre affaire aux représentants de l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse et la Russie là-bas. Dans tous les cas ce sera long, et si vous trouvez MM. de Montiglio et consorts disposés à en finir maintenant pour l'objet du 29 mars, je crois toujours qu'il faut le faire.

Il est fâcheux qu'on n'ait pas pu finir ici, mais malgré mes instances continuelles, cela a été abordé trop tard. A présent, tout le monde a la fièvre du départ, et en même temps personne ne se soucie de rabattre des prétentions qu'il a mises en avant : tout au contraire, on les exagère. Bien des détails que j'ai obtenus hier et aujourd'hui et qu'il est inutile que je vous donne, me le prouvent. Le duc de Richelieu paraissait hier plus éloigné que jamais de l'espoir d'en finir. C'est surtout l'affaire particulière de leurs créances qui accroche. Lord Castlereagh veut la fondre avec l'affaire générale et donner ainsi à son exécution les mêmes garanties. L'Autriche et la Russie s'y opposent. Quand on a réglé un point avec les Anglais, les Prussiens élèvent une prétention analogue. C'est un dédale inextricable. Il n'y a que la lassitude de tous qui puisse faire finir, et peut-être tout d'un coup. Adieu.

18 novembre. — Avant-hier au soir on a paraphé, et on est convenu de signer après-demain 20. J'entrevois donc la possibilité de partir mercredi 22, si je puis d'abord accrocher l'expédition de l'acte solennel de Neutralité, que je regarde comme le palladium de la Suisse et qui est une vraie conquête. Le duc de Richelieu y est entré on ne peut mieux. La phrase soulignée¹ est ce qui lui en plaît le plus. Cela prouve qu'il n'a pas le système de son prédécesseur, ou plutôt que le cabinet de Versailles, ayant dû renoncer à l'espoir de dominer la Suisse, veut du moins l'ôter également au cabinet de Vienne. Tant mieux pour nous ! La Suisse profite pleinement de cette rivalité. Metternich n'a pas osé reculer,

¹ « Les Puissances signataires de la déclaration du 20 mars font connaître.... que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse, *ainsi que son indépendance de toute influence étrangère*, est conforme aux véritables intérêts de la politique européenne. »

Le soulignement était du fait de Pictet dans la copie qu'il envoyait.

mais je doute que cela lui fasse plaisir au fond. Je reverrai Richelieu pour prendre congé, et ne négligerai rien pour que l'impression générale demeure bonne à tous égards.

Capo d'Istria a fait à La Harpe la galanterie d'une copie du palladium, que celui-ci a expédiée hier au canton de Vaud. La Harpe ne se doute pas de la part que j'ai prise à la confection de cette pièce et croit sûrement que l'exemplaire qu'il envoie dans son canton est le premier coup de cloche en Suisse, car il ne m'en a rien dit.

20 novembre. — J'avais ce matin une audience du duc de Richelieu pour prendre congé. Il m'a dit les choses les plus tristes et les plus découragées. Il est dans une vraie galère. Je l'ai encouragé en me faisant l'écho de la voix publique. Quand je lui ai dit que je recommandais la Suisse et Genève à sa bienveillance, il m'a répondu : « Et moi je recommande la France à la bienveillance de Genève. » Nous avons changé de rôles. Il n'a pas le courage de faire des projets pour les capitulations militaires avec la Suisse. Il se sent entre la folie et le crime. Il retient de toutes ses forces ceux qui demandent des supplices et est qualifié par eux *d'impur*, tandis que les autres l'appellent le *mangeur d'hommes*. Tous oublient que les Philistins sont sur eux.

21 novembre — Tout est signé et le mieux possible. Je vous embrasse. *N. B.* Il y a un mois que j'ai présenté ma requête en décharge [des fonctions de membre du Conseil d'Etat] — et j'y persiste ; je ferai mon rapport sur le tabouret et non sur le maroquin. Cela n'empêchera pas qu'on ne me retrouve pour les cas urgents.

Le 25 novembre, Pictet de Rochemont rentrait à Genève, et le surlendemain il lisait à ses collègues le rapport qu'il se proposait d'adresser au président de la Diète sur sa mission.

Dans cet exposé, après avoir retracé les phases diverses de la négociation, Pictet rappelle les difficultés dont la tâche de l'envoyé de la Confédération était environnée, et

cela dans le but de mieux faire ressortir le rôle généreux et bienfaisant joué par ces deux ou trois ministres auxquels, avant tout, il attribue les avantages obtenus par Genève et la Suisse.

« Il est aisé, dit-il, de comprendre avec quels désavantages on négocie lorsque c'est par un tiers occupé lui-même d'objets qui l'absorbent, lorsqu'on est forcé de faire arriver ainsi de seconde main, à d'autres ministres également préoccupés, des réclamations, des demandes qui ne touchent en rien à leurs intérêts ou même qui les contraignent. Les notes officielles des ministres des Etats secondaires, en concurrence entre eux pour attirer l'attention sur des points étrangers aux principaux objets des négociations avec la France, n'obtenaient pas même de réponse. Ils ignoraient la marche des affaires, ils apprenaient trop tard les résolutions qui les condamnaient ou les rédactions bienveillantes d'intention, mais vicieuses ou imparfaites, et qui ne remplissaient point l'objet désiré.

» Je prie d'ailleurs V. E. d'observer que le rôle du ministre de la Confédération était soumis à plus de difficultés encore qu'aucun autre, parce que la substance de sa mission était *d'obtenir sans demander*, et que les plénipotentiaires français pouvaient tous les jours, en son absence, combattre et écarter des prétentions timidement indiquées et dont les patrons distraits avaient à soigner pour eux-mêmes des intérêts plus pressants et plus immédiats. Il m'est bien démontré que le plus habile diplomate, dépourvu de relations particulières, aurait échoué avec tout son talent dans une négociation où la bienveillance personnelle et le zèle de l'amitié ont aplani les obstacles et seuls assuré le succès. A cet égard, V. E. pourra diriger elle-même la reconnaissance publique sur ceux qui l'ont le mieux méritée. »

S'abandonnant ensuite à des considérations générales, Pictet montre la Confédération rendue au sentiment de sa dignité et de sa valeur par l'épreuve même qui l'a contrainte au déploiement subit de ses forces. Il la félicite d'avoir réussi à obtenir des Puissances qu'elles proclamasent que *son affranchissement de toute influence étrangère* était dans l'intérêt de la politique européenne. Il l'adjure de mettre à profit tous les instants pour être en mesure de résister dans le cas où de nouveaux dangers surgiraient. Il lui rappelle que le perfectionnement de son système militaire, le resserrement du nœud fédéral, l'oubli des intérêts de canton opposés au bien commun, fourniront une assise plus solide encore à son indépendance que celle que lui promettaient les déclarations de toutes les cours de l'Europe réunies.

Il ne lui cache point les périls dont la menacent, à l'intérieur, les germes dangereux répandus dans la génération nouvelle par les divisions à peine effacées et par l'influence corruptrice venue du dehors avec les idées révolutionnaires.

Il termine par le vœu que « l'éducation bien dirigée ramène les mœurs pieuses et pures, retrempe les caractères et leur rende cette forte teinte d'indépendance helvétique que la Suisse était menacée de ne retrouver que dans son histoire ¹. »

A trois jours de là, Pictet de Rochemont renouvelait auprès de ses collègues la demande qu'il leur avait déjà adressée une première fois au mois de juin 1814, et qu'il avait réitérée dans le courant d'octobre 1815, d'être déchargé de ses fonctions de conseiller d'Etat. Informé de ses intentions, le premier syndic Lullin lui avait écrit à Paris, le 23 octobre :

¹ Ce rapport se trouve reproduit *in extenso* dans le *Politisches Jahrbuch* du professeur C. Hilty, année 1889, p. 363.

Mon cher collègue,

J'ai reçu sans en être surpris, mais avec beaucoup de chagrin, la lettre que vous m'avez adressée le 19 de ce mois. Le Conseil m'a renvoyé par un décret le soin d'y répondre en son nom.

Vous êtes libre, mon cher Pictet ; vous avez tenu bien au delà des promesses que je vous arrachai au moment de la formation du Conseil provisoire ; vous avez servi la Patrie bien plus longtemps que je ne le croyais et plus utilement encore que nous n'osions l'espérer. Vous n'êtes lié envers elle que par le bien prodigieux que vous lui avez fait. Si, pour consolider et pour augmenter encore ce bien, il est utile que vous gardiez le titre officiel dont vous êtes revêtu, que vous le gardiez encore quelques semaines et même au delà du commencement de l'année 1816, vous pouvez être assuré que cette déférence de votre part aux vœux du Conseil d'Etat et de la Patrie ne vous gênera absolument point. Ou nous déclarerons votre décharge avant 1816, ou nous vous garantirons que vous serez exempté de la candidature au syndicat.

Vous êtes absolument libre, vous resterez libre indéfiniment. Sauf urgence pour vous, ne hâtez pas le moment de prononcer votre dernier mot....

Mais Pictet était décidé. Il éprouvait un irrésistible besoin de repos. Aussi, le 30 novembre, écrivit-il au secrétaire d'Etat Turrettini :

Monsieur,

Je suis très touché des témoignages d'intérêt que le Conseil d'Etat daigne me transmettre par votre organe. Les motifs qui ont déterminé ma demande en décharge subsistent dans toute leur force, et je ne puis que persister.

C'est avec un véritable regret que je me sépare des respectables compagnons de mes travaux. J'emporte, avec le sentiment de gratitude que je dois à leur constante indulgence, celui d'une admiration profonde pour le dévouement qui les anime.

Dans la scène variée que le hasard a déployée sous mes yeux, je n'ai guère vu l'activité humaine se développer que sous l'impulsion du mobile de l'intérêt. J'avais besoin de rappeler à

croire à l'emploi des facultés dans un but noble et pur. Je le dis avec un sentiment d'orgueil pour ma patrie : il y a plus de talents et de vertus en exercice dans le gouvernement de Genève que dans tous les cabinets des Cours de l'Europe.

Je m'honore de la bienveillance de mes collègues, je leur en demande la continuation, et je serai prêt à les seconder tant que mes forces le comporteront et qu'ils le jugeront utile.

J'ai l'honneur d'être... (*etc.*).

C. PICTET.

Là-dessus, le Conseil d'Etat prit, dans sa séance du 1^{er} décembre, l'arrêté suivant :

LE CONSEIL,

Considérant que plusieurs collègues de Noble Pictet de Rochemont assurent que toute nouvelle tentative auprès de lui serait sans effet... (*etc.*).

Profondément pénétré de la perte qu'il fait par la retraite de Noble Pictet ; plein d'attachement pour sa personne, d'admiration pour ses talents, et de reconnaissance pour les services qu'il a rendus à l'Etat ; comptant d'ailleurs sur la promesse, contenue dans sa lettre du 30 novembre, qu'il sera prêt à seconder ses anciens collègues et à servir sa patrie tant que ses forces le lui permettront,

ARRÊTE avec un indicible regret de lui accorder les fins de sa demande, et de plus, de porter au Conseil Représentatif la proposition de déférer à Noble Pictet le titre, le rang et les honneurs de Conseiller d'Etat.

Le titre de *Conseiller d'honneur*, comme on disait à Genève, n'avait été décerné jusque-là qu'au seul ministre Jacques Necker ¹. Soumise au Grand Conseil, la motion du gouvernement fut renvoyée à l'examen d'une commission, laquelle rapporta le 11 décembre en proposant :

¹ La même distinction fut accordée à M. Des Arts lorsqu'il prit sa, retraite en 1818.

1^o d'accorder à M. Pictet, avec décharge légalement donnée par le Conseil d'Etat, « le titre, le rang et les honneurs de Conseiller ; » 2^o de lui remettre, comme témoignage de la reconnaissance publique, un service d'argenterie de la valeur de dix mille florins, aux armes de la République.

Le Conseil Représentatif se montra unanimement disposé à accueillir et l'idée de la distinction honorifique et celle de la récompense nationale. Seulement, on n'était pas d'accord sur la forme à donner à cette dernière ; il s'ensuivit un débat prolongé et confus. La diversité des motions en présence eut même quelque chose de comique. C'est ainsi qu'un député ayant recommandé la confection d'une médaille unique, en or et d'un grand module, à offrir à Pictet, un autre proposa, au contraire, la frappe, à un grand nombre d'exemplaires, d'une petite médaille de cuivre destinée à être répandue dans le peuple ; un troisième orateur voulait que son portrait fut placé à la Bibliothèque publique ; un quatrième, qu'une inscription à sa louange fut scellée dans la cathédrale de Saint-Pierre ; un cinquième enfin, que, conformément à un antique usage, M. Pictet et sa femme fussent logés gratis pendant le reste de leurs jours dans un bâtiment de l'Etat, les Halles de Longemalle !...

La discussion menaçait de s'éterniser. Déjà vingt-trois discours avaient été prononcés sur la question, lorsque Pictet de Rochemont, à qui ce débat ne pouvait être que désagréable, y coupa court en faisant connaître par le moyen d'une lettre adressée au professeur P. Prevost, qu'il était prêt à accepter le cadeau proposé par la commission, non pas sous la forme d'argenterie mais en espèces, à la condition qu'on lui permît de consacrer ces dix mille florins à l'établissement, dans les communes du

nouveau territoire, d'écoles primaires lancastériennes. Cette solution fut immédiatement acceptée, et le Conseil Représentatif vota, le 26 décembre, un arrêté en trois articles portant : 1° création d'une place (*sic*) de conseiller d'honneur en faveur de M. Pictet ; 2° mise à sa disposition d'une somme de 10 000 florins pour la fondation d'écoles ; 3° remise à M. Pictet d'une expédition du présent arrêté, sur parchemin et munie du grand sceau de l'Etat.

CHAPITRE VI

MISSION DE TURIN

1816

Il restait à Pictet de Rochemont une dernière tâche à accomplir avant de pouvoir jouir du repos auquel il aspirait. Ainsi qu'il a été dit au précédent chapitre, la négociation concernant le désenclavement de Jussy et la fixation définitive des limites du canton de Genève n'avait pu se faire à Paris, mais il avait été entendu qu'elle n'était qu'ajournée. Une note, remise le 20 novembre par les ministres alliés au comte de Thaon-Revel, contenait ce qui suit :

« Si les arrangements à prendre avec le canton de Genève qui forment une des conditions des cessions, [consenties par les Puissances en faveur du Piémont] ne peuvent pas l'être immédiatement ici, les soussignés ne s'en reposent pas moins avec une entière confiance sur les intentions amicales de S. M. Sarde, et sur l'empressement qu'elle fera apporter à la conclusion de ces arrangements dans le sens du protocole du 3 Novembre. C'est de quoi les soussignés n'hésitent pas à se rendre garants envers la Confédération Helvétique. »

Un plénipotentiaire suisse devait donc se rendre à Turin, à bref délai, pour traiter au nom de la Diète. Le choix ne pouvait guère tomber que sur Pictet, en raison de ses attaches diplomatiques. Soit le comte de Capo d'Istria, soit le prince de Metternich, à leur retour de Paris, l'avaient chaudement recommandé pour cette nouvelle tâche. En Suisse, cependant, des critiques s'étaient fait entendre contre certaines parties de l'œuvre accomplie par le Congrès, et il ne manquait pas de gens disposés à rendre l'envoyé auprès de ce Congrès responsable de ce que les innombrables *desiderata* qu'il avait eu mission d'exprimer, n'avaient pas tous reçu satisfaction. Sans compter qu'à Berne, on envisageait le choix d'un Genevois pour représenter la Confédération à Turin comme devant être *primâ facie* désagréable à cette Cour, — et en cela les Bernois ne se trompaient pas de beaucoup.

Quoi qu'il en soit, l'hésitation ne fut pas de longue durée. On se décida à envoyer Pictet. — « On n'a pas voulu laisser Cincinnatus en repos, lui mandait le bourgmestre de Wyss, et j'espère qu'il voudra bien compléter son ouvrage important et méritoire en acceptant cette mission. » Toutefois, dans cette même lettre, le magistrat zurichois croyait devoir signaler à Pictet deux points comme ayant, dans le traité de Paris, éveillé les appréhensions d'une partie des Etats confédérés.

Le premier était l'englobement, dans la zone neutralisée, d'une nouvelle portion de la Savoie. — « On craint ici, écrivait M. de Wyss, et cette crainte est partagée par plusieurs des Co-Etats, la grande extension donnée à ce cercle de neutralité, et l'on juge nécessaire de se ménager, dans toute la force du terme, la faculté d'occuper ou de ne pas occuper militairement ce pays-là en cas de guerre. Notre Directoire croirait se rendre coupable envers ses

Co-Etats en se prêtant aux moindres stipulations sur ces objets sans les plus grandes précautions. »

Cette dernière recommandation était superflue vis-à-vis de Pictet qui, depuis le jour où, à Vienne, avait été mise en avant l'idée de neutraliser la Savoie du Nord, n'avait jamais présenté aux autres ni accepté pour lui-même le droit d'occuper militairement ces provinces que comme un droit purement facultatif pour la Suisse. Ses rapports et ses lettres sont là pour en témoigner. Et l'on peut en dire autant de son collègue d'Ivernois.

Quant au degré d'extension donné à la zone neutre par le Congrès de Paris, Pictet eût pu rappeler à M. de Wyss qu'on ne l'avait aucunement consulté sur la nouvelle délimitation. Les ministres des grandes Puissances n'avaient communiqué leur travail à l'envoyé suisse que lorsque, tout étant arrêté, rédigé, paraphé et signé, il n'y avait plus à y revenir. L'affirmation — que l'on rencontre dans un ou deux écrits sur la « question de Savoie » — que l'extension de la zone neutre, telle que la définit le protocole du 3 novembre 1815, serait due au fait que Pictet de Rochemont *outrepassa ses pouvoirs de négociateur*, cette affirmation ne repose donc sur aucune base. Pictet considérait certainement une extension de la zone comme désirable (on a vu, du reste, qu'il avait pour mission expresse de la demander), mais il l'eût voulue autre et moindre qu'elle n'a été décrétée. Il l'eût voulue surtout en connexité avec une amélioration de la frontière Ouest de la Suisse, avec ce système général de défense qu'il ne cessa de réclamer pour la Confédération sans jamais l'obtenir. En laissant la Suisse ouverte du côté du Jura, les Puissances annulaient forcément en partie les avantages qu'elle pouvait espérer de la neutralisation de la Savoie.

Voici du reste en quels termes Pictet explique — ou

défend, si l'on aime mieux — l'acte du 3 novembre dans une lettre adressée, le 9 août 1816, au syndic Des Arts, lequel, paraît-il, s'était fait l'écho des critiques dirigées par un M. E... [Escher ?] contre le traité de Paris :

Je n'ai jamais prétendu, écrit Pictet, que l'ensemble de la frontière militaire obtenue à Paris fût bon. J'étais chargé de demander le Pays de Gex, puis les postes principaux du Jura jusqu'au Doubs, et de Lucelle à Bâle une moins mauvaise frontière que ce qui existe. J'étais chargé de demander que la neutralité fût étendue en Savoie jusqu'à telle ligne difficile à tourner et qui offrirait des points d'appui convenables.

L'Autriche paraissait avoir fait de notre affaire *suisse* la sienne propre. Nous étions sur le point d'obtenir une bonne frontière de Bâle à Genève (sauf le Porrentruy) lorsque l'avènement de M. de Richelieu fit changer de système. On voulut ménager la France et on se borna à me faire avoir les six communes [du pays de Gex]. La chose se décida tout à coup, et le protocole fut signé par les cinq Puissances avant que je pusse être admis à présenter aucune objection. Il est évident que pour que le système fût militairement complet, il faudrait que le Pays de Gex appartint à la Suisse, et que, du plateau des Rousses, la France n'eût pas le choix de descendre sur le lac d'Yverdon ou sur le lac de Genève. J'ai dit tout cela dans mon rapport, et il ne faut pas être bien fin pour deviner ce qui est si clair et ce que j'ai dit moi-même, savoir que la France peut couper ou prendre en flanc la Savoie neutralisée. Mais, 1^o pouvais-je refuser l'extension de la neutralité telle qu'elle était fixée ? et 2^o l'aurais-je dû ?... Il faudrait un mémoire pour éclaircir chacune de ces deux questions, et dans tous les cas c'est un peu tard pour les remettre sur le tapis. Je me borne à renvoyer aux observations que j'ai développées sur ce sujet dans mon dernier rapport sur la mission à Turin.

Je réponds maintenant à la chicane que l'on fait sur la ligne de neutralité.

Si on suppose que la France veuille pénétrer en Suisse, il faut qu'il y ait un intérêt suffisant, comme par exemple de porter la guerre en Italie par le Simplon ou par le Grand Saint-Bernard,

et que cet intérêt, ainsi que les probabilités de réussite, l'emportent sur l'inconvénient de se brouiller avec l'Europe, garante de la neutralité suisse.

Dans ce cas, elle n'a pas besoin d'effectuer le passage du Rhône à Seyssel ni de tourner Montmélian. Dans l'état actuel des frontières, la Suisse ne pourrait opposer aucune résistance efficace au passage d'une armée sur les bords de notre lac. Mais la ligne de neutralité en Savoie est encore avantageuse à la Suisse parce que, en supposant la France en mesure et en projet d'invasion contre le Piémont et la Lombardie, elle porte plutôt ses vues sur les passages qui existent en grand nombre dans la Maurienne et du côté de Nice, en laissant tranquilles la Suisse et la partie neutralisée de la Savoie. Si celle-ci ne l'avait pas été, il y aurait eu encouragement permanent à y entrer comme jadis, et à pousser jusque sur l'Arve, quitte, après y avoir pris poste, à pousser plus loin sur terre neutralisée et suisse dans le cas où les circonstances y inviteraient. Dans l'état actuel des choses, tel qu'il a été arrangé par le traité de Paris, il y a ce qu'il faut pour décourager et détourner la France d'entrer dans la basse-Savoie¹. C'est ce que nous — Genève et le Valais, et par conséquent la Suisse, — devons éviter.

Il y a un argument beaucoup plus fort que tout cela à opposer aux observations que l'on peut être tenté de faire contre le système adopté, — c'est qu'il *a été adopté*. Je ne suppose pas que M. E. veuille quereller le traité du 20 novembre ? encore moins le traité de Turin que la Suisse vient de ratifier ? Que veut-il donc ?... Prouver que, militairement parlant, la neutralité de la basse-Savoie n'est pas sûre ? Je pense de même. Estime-t-il qu'il vaudrait mieux qu'elle n'existât pas ? Je ne suis pas de cet avis, mais si, par hasard, j'en étais, je me garderais bien de le dire à l'heure qu'il est, — car *chose faite, conseil après*. Enfin l'occupation est *facultative* pour la Suisse, — on ne peut trop le répéter à ceux qui ne veulent pas ou ne savent pas comprendre la chose.

La seconde disposition du traité de Paris qui avait offusqué les esprits à Zurich était la restitution, prévue par ce

¹ Ce que Pictet appelle la *basse-Savoie* forme de nos jours le département de la Haute-Savoie.

traité, du « littoral » au roi de Sardaigne. Bien que cette petite bande de terre (qui comprend les communes actuelles de Collonge-Bellerive, Corsier, Anières et Hermance) eût perdu toute importance stratégique depuis que le canton de Genève était relié à la Suisse par la rive droite du lac, le Directoire fédéral n'en refusait pas moins péremptoirement de s'en dessaisir, en donnant pour principal motif que « toute déviation de l'Acte du Congrès de Vienne relatif à la Suisse serait d'une conséquence fâcheuse, » et que la Confédération ne devait pas « se mêler de ce trafic monarchique de territoires. » C'était à l'occasion de trois villages, suisses depuis quelques mois à peine — et seulement sur le papier, attendu que leur remise à la Confédération n'avait point encore été effectuée — c'était, disons-nous, pousser un peu loin peut-être le principe de l'inaliénabilité du sol helvétique. C'était surtout compliquer comme à plaisir la tâche du négociateur en lui interdisant d'employer le moyen d'échange duquel les Puissances elles-mêmes avaient expressément fait dépendre le résultat de la négociation ! Pictet y fut sensible. « Comme si ma mission n'était pas déjà assez embarrassante par sa nature, a-t-il dit plus tard dans une lettre intime, on me donna les instructions les plus gênantes et, à quelques égards, les plus contradictoires. » Mais cela n'était pas pour l'arrêter. Il accepta de se rendre à Turin et, ainsi qu'on le verra tout à l'heure, il réussit dans sa négociation en dépit des entraves que le formalisme de ses commettants eux-mêmes lui imposait.

Bien que Turrettini de Villettes eût été, à la fin de l'année 1815, élevé à la dignité de second syndic, ce fut avec lui et non pas avec le conseiller qui lui avait succédé à la secrétairerie d'Etat, que Pictet continua à correspondre. L'intimité qui régnait entre eux, le zèle, l'expérience et la

finesse de vues de M. Turrettini, enfin la parfaite connaissance qu'il avait de l'anglais, langue que Pictet employait de plus en plus fréquemment dans ses dépêches, justifiaient cette dérogation aux usages reçus. De même qu'à Vienne et à Paris, le négociateur fit constamment usage à Turin d'un chiffre pour les noms propres. Cette précaution était plus nécessaire encore là qu'ailleurs.

Avant de passer les Alpes, Pictet fit une excursion rapide à Zurich. Il tenait à se mettre complètement d'accord avec ses commettants et aussi à leur donner, sur les négociations des derniers mois, certains éclaircissements qui ne lui avaient pas paru de trop en présence de ce que M. de Wÿss lui-même appelait les « clabauderies » de tel ou tel canton. » J'ai fait, écrit-il au syndic Turrettini, à la date du 24 décembre, toucher au doigt à MM. Escher, de Reinhard et Finsler, délégués pour m'entendre, et je leur ai fait articuler à tous trois successivement, que mes instructions genevoises à Paris étaient complètement helvétiques et que j'avais rigoureusement suivi mes instructions de Zurich. »

A la suite de cet entretien, les premières instructions que l'on avait voulu donner à Pictet pour la mission de Turin furent refondues. Il fut convenu entre le Directoire et lui qu'il ne lâcherait le littoral en aucun cas, mais on l'autorisa à ne laisser entrevoir que le plus tard possible qu'il avait les mains liées à cet égard, attendu qu'une déclaration prématurée de la résolution de la Suisse eût fourni à la partie adverse le meilleur des prétextes pour rompre les négociations. Rien en effet n'était moins rassurant que l'attitude du cabinet piémontais depuis quelques mois, relativement à cette question de frontières.

Il fut entendu également que, dans le cas où la cour de Sardaigne témoignerait le désir d'entrer en pourparlers

sur la manière d'entendre ou d'appliquer le principe de la neutralisation posé soit à Vienne, soit à Paris, l'envoyé de Suisse refuserait absolument de traiter cette question à Turin. — « Cette affaire importante intéressant au plus haut degré la Suisse dans son ensemble, doit être traitée en Suisse, » avait déclaré le Directoire au gouvernement de Genève. Pictet put, du reste, constater à Zurich qu'il était entièrement d'accord avec ses commettants sur la façon de comprendre la neutralité savoisiennne, c'est-à-dire que la faculté d'occuper ou de ne pas occuper en temps de guerre devait être laissée à la libre appréciation de la Suisse.

Le 3 janvier 1816, Pictet de Rochemont arrivait à Turin accompagné de M. W. Saladin de Crans, comme secrétaire de légation.

Lorsqu'il se présenta au comte de Valaise, ministre des affaires étrangères, celui-ci parut surpris de sa venue. Il n'avait reçu, disait-il, aucune communication à ce sujet du comte de Varax, envoyé de Sardaigne près la Diète. « Or cette communication est d'usage et de rigueur, » ajouta-t-il. M. Saladin, présent à l'entrevue, fit alors observer qu'une note adressée par le Directoire à M. de Varax dès le 19 décembre précédent, devait avoir prévenu ce ministre de l'intention d'envoyer à Turin un plénipotentiaire pour les affaires à régler entre les deux Etats, ensuite des stipulations de Vienne et de Paris. Cette explication ne rendit pas M. de Valaise plus gracieux. Il hésita à accepter la lettre de créance qu'on lui tendait et se borna à dire « d'un ton froid et douteux » qu'il prendrait les ordres du Roi. L'entretien entamé dans ces conditions ne pouvait que gagner à être bref ; il le fut. — « La conversation a été traînante et toute étrangère à l'objet de ma mission, raconte Pictet à Turrettini ; les dehors de la

politesse ont été gardés, mais à la glace. » — A peine rentré chez lui, il transcrivit le paragraphe de la note du 19 décembre par lequel le Directoire annonçait en termes exprès l'envoi à la cour de Sardaigne d'un plénipotentiaire suisse, et il fit passer cet extrait au ministre. Celui-ci, persistant dans son attitude réservée, lui en accusa réception par un billet « froid et presque sec, » dans lequel le nom de M. Pictet n'était suivi d'aucune qualification diplomatique et où il n'était pas dit un mot de l'audience du roi. — « Voilà qui menace de compliquer les choses, écrit l'envoyé à son gouvernement. L'entretien que je vais avoir avec M. de Saint-Marsan contribuera peut-être à adoucir?... Le dit Saint-Marsan n'est pas en bons termes, dit-on, avec M. de Valaise, auquel cas... *it will be nice work!* » [cela va être une jolie besogne!]

Au fond, Pictet n'était point très surpris de cet accueil hostile. Il se rendait fort bien compte de la méfiance que son apparition à Turin devait exciter. — « Le but de ma mission, écrit-il dans son rapport, avait quelque chose d'odieux pour la Cour de Sardaigne. L'abandon de territoire imposé à cette Cour par les congrès de Vienne et de Paris avait lieu en faveur d'un petit Etat qui s'était jadis affranchi des prétentions des Ducs de Savoie, qui avait longtemps bravé leur puissance, et dont certains souvenirs historiques ne pouvaient être que désagréables pour les individus de cette Maison Royale. Les conditions insérées dans l'acte de la Haute Diète du 12 août [relativement à l'acceptation par la Suisse du protocole du 29 mars 1815 concernant la neutralisation] avaient servi de raison ou de prétexte pour ajourner la remise du territoire cédé. Les conférences tenues à Chêne et les notes échangées à Zurich n'avaient pas levé les obstacles. Enfin, pour terminer tous les différends, on voyait arriver à Turin le même

négociateur qui avait (disait-on) travaillé activement — à Vienne et à Paris — à dépouiller le Roi d'un territoire que celui-ci considérait comme indispensable à la liaison et à l'administration des provinces qui lui restaient ! »

Il comprit qu'en présence de dispositions pareilles, la seule voie à suivre, pour lui, était celle d'une franchise aussi entière que faire se pourrait. — « Je ne pouvais réussir dans mon entreprise, dit-il encore, qu'en inspirant personnellement de la confiance. J'avais beaucoup de chemin à faire. Il a donc fallu montrer équité, égards, intentions modérées, respect pour les vœux du souverain..., en un mot, tout ce qui pouvait adoucir et concilier. Le ciel a béni mes efforts.... » — En effet, ainsi qu'on le verra plus loin, les rapports entre l'envoyé suisse et le ministre piémontais ne restèrent pas longtemps tendus, ils prirent graduellement une tournure de plus en plus satisfaisante, si bien que, leur tâche accomplie, Pictet et le comte de Valaise se séparèrent dans les meilleurs termes ¹.

Avant d'entrer dans le détail de négociations qui durèrent deux mois, avec des conférences quotidiennes de trois heures au minimum et parfois de six, il convient de rappeler brièvement l'état de la question au moment où le plénipotentiaire suisse arriva à Turin, et pour cela nous ne pouvons mieux faire que d'employer les expressions même d'A. Rilliet ².

« Deux protocoles signés à Vienne le 29 mars 1815, un protocole délibéré à Paris le 3 novembre, renfermaient les bases de l'arrangement mutuel sur l'exécution duquel

¹ Pictet rapporta de ses relations avec le comte de Valaise une idée très favorable à cet homme d'Etat, à la loyauté et à l'honorable indépendance duquel le marquis Costa de Beauregard rend hommage dans un livre récent : *la Jeunesse du roi Charles-Albert*.

² *Histoire de la restauration de la République de Genève*, p. 375.

il fallait s'entendre. La négociation ouverte à Turin n'avait d'autre but que de déterminer cette mise à exécution. Il fallait donc, en tenant compte des diverses stipulations contenues dans ces trois protocoles, arriver à un traité qui conciliât leurs dispositions si elles étaient contradictoires, qui les éclaircît si elles étaient obscures, qui les interprêtât si elles étaient contestables, qui les développât si elles étaient incomplètes. Or, comme ces dispositions renfermaient en effet ces différentes imperfections, l'œuvre des négociateurs devenait une œuvre de transaction, un compromis où chacun se relâchait de ce qu'il estimait son droit strict, par esprit de convenance ou de conciliation.

.

« D'après le Protocole du 29 mars, Genève devait être mise en possession des neuf communes¹ situées entre l'Arve, le Rhône et le Salève, et des trois communes² adjacentes au lac. D'après celui du 3 novembre, elle avait acquis la commune de Saint-Julien et elle était appelée à recevoir « la commune de Chêne-Thonex et quelques autres, nécessaires pour désenclaver le territoire de Jussy. » Toutefois, d'après le même Protocole, cette dernière cession avait pour contre-partie « la rétrocession, de la part du canton de Genève, du territoire situé entre la route d'Evian et le lac. »

Cela dit, laissons la parole au négociateur :

Pictet à Turrettini.

4 janvier 1816. — Je n'ai pas jugé à propos d'aller trouver aujourd'hui la Cour des Aides [les ministres étrangers près la Cour de Turin, auxquels Pictet était recommandé] afin de ne pas

¹ Veyrier, Bossey-Troinex, Collonges-Archamp, Compésières, Avusy-Laconex, Bernex, Aire-la-Ville, Lancy et Carouge.

² Collonge-Bellerive, Corsier et Hermance.

avoir l'air de faire aigre contre la résistance. Après que j'aurai vu Saint-Marsan, j'aviserais à ce qui convient le mieux, c'est-à-dire, — ou à patienter encore un peu, ou à aller voir — Metternich qui est à Milan en ce moment, — ou encore à employer la Cour des Aides. Malheureusement, le ministre d'Angleterre est absent et celui d'Autriche va partir pour Milan.

Il est fort peu probable que M. de Valaise ait été laissé sans nouvelles par son correspondant de Zurich [M. de Varax]. Je crois qu'il joue une comédie afin de traîner les choses en longueur jusqu'à ce que Gênes et Alexandrie soient débarrassés de la présence des troupes étrangères, attendu que, cela fait, les chances tourneraient en faveur de la Cour de Turin.

Vous voyez que nos amis de Zurich ont eu raison de me souhaiter *bonne chance* ! C'est ce qu'il y a de mieux dans leurs instructions....

5 janvier. — J'ai vu aujourd'hui M. de Saint-Marsan. Il m'a reçu avec une extrême politesse.... Nous avons parlé de l'ancienne et de la nouvelle neutralisation [celle du Chablais et Faucigny et celle du Genevois]. Il a revendiqué cette idée et m'a répété ce qu'il m'avait dit à Vienne, c'est-à-dire qu'il l'avait eue et donnée aux Anglais avant nous. Il ne paraissait pas connaître l'espèce de chicane que l'on nous fait maintenant [sur l'interprétation à donner à cette neutralisation].

6 janvier. — J'avais écrit de bonne heure au ministre d'Autriche [prince de Stahrenberg] et à M. Percy, qui remplace temporairement celui d'Angleterre, pour savoir à quelle heure je les trouverais ce matin. Le premier m'a répondu qu'il serait chez moi à midi. Il a été exact et a passé plus de deux heures chez moi. Pendant la dernière demi-heure, le chargé d'affaires anglais est arrivé. L'Autrichien, déjà tout endoctriné, ne m'a pas laissé le temps de mettre l'autre au fait. Il avait déjà si vivement épousé la cause de Genève, qu'il disait mieux que moi ! Saladin est entré en ce moment. Nous avons alors fait la conversation très vivement et amicalement en anglais avec M. Percy, et nous pouvons compter sur un bon coup de main de sa part. Le ministre d'Autriche voulait m'emmener à Milan après-demain. Je lui ai fait comprendre qu'il ne s'agissait pas pour moi de gagner la bien-

veillance de M. de Metternich, puisque cette bienveillance est entière ; que M. de Valaise ne manquerait pas de prendre ombrage de ma course là-bas, et qu'au retour, je serais peut-être moins avancé. Je lui ai fait entendre que garder Alexandrie jusqu'à ce que... serait l'abrégé des controverses. Il a saisi à demi-mot et va le proposer à M. de Metternich comme la seule manière de faire aboutir notre affaire.

Il est impossible d'être mieux ensemble que nous ne l'avons été dans cette première entrevue. Le ministre d'Autriche s'est levé plusieurs fois pour me serrer la main et m'a dit mille choses aimables, entre autres, qu'à présent, chez eux, on « raffolait de Genève.... »

L'Anglais a été fort bien. *Il n'a point d'instructions à mon égard*, mais quand je lui ai montré les pièces, il est convenu qu'il pouvait et voulait agir de concert. Il dit que le ministre de Russie a des ordres et qu'il ira très bien.

Ceci vous parviendra par une voie que, tout considéré, nous croyons la meilleure [la lettre porte le timbre de Lyon].

La *Gazette de Lausanne* nous est indispensable. Envoyez-la-nous.

7 janvier. — Nous nous sommes rendus ce matin chez le ministre de Prusse [comte de Waldburg-Truchsess] avec toute notre artillerie. J'en ai été parfaitement content. Intelligence, jugement, discernement, intérêt suffisant pour la question elle-même, prudence quant à la manière de procéder..., j'ai trouvé chez lui tout ce que je pouvais souhaiter. Il a insisté sur la convenance d'agir de concert.

Le ministre de Russie [prince Koslowski] nous attendait ensuite. Là nous avons rencontré l'intérêt le plus chaleureux pour l'ensemble de notre affaire et beaucoup de curiosité quant aux détails. Nous avons examiné ensemble les tractations de Vienne et celles de Paris. La question des douanes fut traitée à fond : il l'embrassa vivement....

Nous nous rendîmes de là à la légation d'Angleterre. M. Percy nous posa force questions, fit preuve dans ce qu'il dit de beaucoup de bon sens, mit sa loge à l'Opéra à notre disposition pour ce soir, me demanda un mémoire confidentiel sur l'ensemble de la question et ajouta qu'il nous reparlerait aussitôt qu'il aurait conféré avec ses collègues.

Le ministre d'Autriche devant se rendre à Milan, il a été entendu avec lui que je lui remettrais une lettre à M. de Metternich. Je l'ai écrite et la lui ai portée.

Il serait difficile de dire lequel des quatre a témoigné le plus d'intérêt pour notre affaire. Ils ont fait chorus sur la politique mesquine que l'on suit en certain lieu et qui peut se résumer d'un seul mot : *gagner du temps*.

8 janvier. — Un billet que je reçus ce matin du comte de Valaise m'invitait à un rendez-vous. Je m'y rendis et le trouvai poli et obligeant. Il me dit que le Roi me recevrait sans difficulté et avec plaisir, et m'expliqua comment je devais procéder pour arranger l'affaire de l'audience avec le personnage chargé du soin de ces formalités. J'écrivis et envoyai immédiatement ma demande, et maintenant j'attends le résultat.

Le ministre d'Autriche a eu la bonté de venir me voir avant son départ. Il avait vu M. de Valaise qui lui avait paru tout changé. Il (Valaise) prétendait être disposé à tout arranger, à la condition que j'eusse des pleins pouvoirs pour tous les objets à traiter, car, avait-il ajouté, il convenait d'en finir.

A peine avait-il pris congé que le chargé d'affaires d'Angleterre est entré dans ma chambre et s'est mis à me raconter une conversation qu'il venait d'avoir avec Valaise. Il (M. P.) avait ouvert contre lui le feu de sa grosse artillerie en lui disant qu'il espérait que, pendant sa courte absence de 4 ou 5 jours, les affaires de Genève continueraient à marcher comme il convenait qu'elles marchassent, attendu qu'autrement lui, P., se verrait dans l'obligation d'intervenir énergiquement. Valaise chercha des faux-fuyants mais n'y réussit pas. Le ministre anglais revint à la charge, l'assura dans les termes les moins équivoques qu'il ne souffrirait aucun atermoiement, et finit par lui dire : « Vous feriez mieux de rappeler l'homme que vous avez envoyé là-bas uniquement dans le but de soulever des difficultés et de gagner du temps. » L'autre était pâle de colère ; il finit toutefois par céder. Malgré cela, M. P. ne se fie pas à ses promesses et nous aurons à chercher ensemble les moyens de le forcer à les tenir.

Nous avons offert ce soir du thé au ministre de France [M. de Gabriac], qui s'est montré fort aimable. Il est sur un pied d'intimité avec les quatre autres, comprend notre affaire à merveille et est tout à fait à l'unisson avec nous tous.

9 janvier. — Nous eûmes ce matin la visite du grand-maitre des cérémonies, lequel venait m'annoncer que je serais reçu par Sa Majesté demain. Il ajouta qu'il convenait que je le fusse également par la Reine et le Prince-Royal.

A notre « dîner de famille » chez le ministre de Russie, celui-ci se montrait tellement enivré des parfums qu'exhale la Sainte Cité [Genève] qu'il regrettait, disait-il, de n'y être pas né, et qu'il souhaiterait ardemment avoir part aux distinctions [le droit de bourgeoisie] qui ont été conférés à M. de Bubna et à notre ami Capo d'Istria ! Il m'a prié de vous transmettre son humble pétition à cet égard.

L'envoyé suisse eut son audience du Roi le 10 janvier. Victor-Emmanuel I^{er}, ne l'accueillit point de la façon maussade dont, un siècle et demi auparavant, le duc Charles-Emmanuel II avait reçu un magistrat de sa famille, le syndic André Pictet, député à Turin aux fins d'aplanir, si possible, un de ces différends si fréquents à cette époque entre la république de Genève et la cour de Savoie. Le digne syndic raconte dans le récit qu'il a laissé de sa mission que le duc l'avait, contre l'usage, reçu *la tête découverte*, afin de n'avoir pas à lui faire la politesse d'un coup de chapeau, et qu'à la mention du traité de Saint-Julien (1603) dans la harangue de l'envoyé genevois, « Son Altesse avait tourné la face vers ses ministres avec quelque refrognement et avait fait assez paraître que le nom de ce traité lui déplaisait fort. »

Rien de pareil n'était à craindre de la part de Victor-Emmanuel I^{er}, « le meilleur, le plus débonnaire et aussi le plus incapable des hommes, » à ce qu'assure le marquis Costa de Beauregard¹. Ce prince reçut Pictet de Rochemont en tête à tête dans son cabinet, avec une simplicité parfaite et sans ombre de « refrognement. » Après avoir pris les lettres de créance des mains de l'envoyé et y avoir

¹ *La Jeunesse du roi Charles-Albert.*

répondu en termes brefs mais bienveillants, il se lança presque sans transition dans une conversation longue et familière, car il aimait à causer et surtout à raconter ses affaires. La circonstance que Pictet avait eu deux oncles lieutenants-généraux au service de Piémont, fournit au Roi une occasion toute naturelle de parler de son armée. Sur ce chapitre, il était intarissable.

« — Je suis à présent occupé à monter mon militaire, dit-il, et nous avons déjà beaucoup fait. J'ai environ soixante mille hommes à l'heure qu'il est, et bientôt quatre-vingt mille. Quand vous verrez mes troupes, elles vous feront plaisir. J'ai ma cavalerie, que j'appelle « les grosses » bottes, » qui m'a surpris moi-même quand je l'ai vue. J'achète mes chevaux en Hongrie et dans le Holstein, mais ils me coûtent bien cher !... J'ai pris des chevaux sardes pour ma cavalerie légère ; ils sont plus petits mais impayables. Ce sont des chevaux que j'ai vus descendre des escaliers de marbre au galop. En comparaison de mes cavaliers sardes, les Cosaques sont des demoiselles : ils sont noirs comme cette cheminée, ils ont les cheveux crépus, les yeux brillants.... J'ai aussi mes régiments provinciaux, et s'il fallait tout mettre sur pied, cela irait à 240 mille hommes. Pensez un peu que j'ai commencé sans argent ! Il a fallu acheter des fusils, fondre des canons, habiller tout ce monde et puis le payer... eh bien, malgré cela, j'ai fort peu de dettes ! Et encore j'ai eu le passage des Autrichiens, deux cent quarante mille hommes qui ont traversé ce pays et m'ont coûté vingt-cinq millions. Le métier que je fais est le plus mauvais de tous : je me lève de bonne heure et je suis à l'ouvrage toute la matinée. Mon dîner ne me prend pas demi-heure, et quelquefois je suis depuis 3 heures après-midi jusqu'à 10 heures du soir à la place où nous sommes, debout comme nous voilà, et pour

des audiences indispensables. Si seulement je pouvais encore faire une galopade à cheval comme je faisais en Sardaigne ! Mais j'ai eu le malheur de me casser le poignet, — cela m'est arrivé là, près de cette table, à la place que vous voyez, en reculant mon fauteuil... je tombai sur le parquet et j'en suis resté estropié comme vous voyez.... J'étais devenu tout à fait maigre mais je me suis un peu refait maintenant... » (*etc., etc.*).

L'envoyé écoutait respectueusement ces détails sans perdre de vue les objets de sa mission. Il profita, pour y ramener Victor-Emmanuel, du regret que vint à exprimer ce prince de n'avoir pu encore trouver le temps d'aller faire une tournée en Savoie. — « La présence de Votre Majesté, s'empessa de dire Pictet, aurait comblé de joie ses fidèles sujets savoyards. Ils ont bien souffert, et les moindres ménagements que V. M. leur accordera seront reçus avec une vive reconnaissance. Peu de chose suffira pour les rendre heureux. Votre Majesté a bien à se féliciter de cette mesure qui garantit, au nom de toutes les Puissances, la neutralité de la partie ouverte de la Savoie. Elle n'aura plus, à l'avenir, à craindre les invasions. Votre Majesté sait que, comme la seule retraite des troupes était par Montmélian, il était en quelque sorte impossible que les forces piémontaises défendissent le Genevois, le Chablais et le Faucigny.

» — Je sais bien cela, répondit le Roi ; c'est une bonne affaire pour moi. Dès que je le pourrai, je veux aller voir ma Savoie, — mais vous voyez que je suis obligé d'aller au plus pressé. »

L'audience avait duré vingt minutes. Elle aurait pu se prolonger quelque temps encore si l'envoyé n'avait fait un mouvement comme pour s'incliner. Le monarque reprit : « Or ça, je suis bien aise d'avoir fait votre connaissance

et que vous restiez quelque temps avec nous. » L'entretien se termina sur cette phrase pleine de bonhomie.

Lorsqu'à trois jours de là, Pictet de Rochemont eut l'honneur de présenter au Roi M. Saladin, le flot des anecdotes reprit son cours. Les Genevois entendirent de la bouche de Sa Majesté le récit de son existence en Sardaigne ; comme quoi, par sa bonne contenance, elle avait empêché toute descente des Français dans l'île ; comme quoi elle s'était fabriqué une flotte et avait appris à diriger elle-même un bâtiment ; comme quoi elle avait défait les corsaires barbaresques ; comme quoi elle avait donné aux Russes un plan de campagne de sa façon ; comme quoi, enfin, elle connaissait si bien tous les sentiers des Alpes, de Nice à Briançon, qu'elle était en état de suivre cette chaîne par les hauteurs, sans jamais descendre dans la plaine....

Sans être aussi communicatif que le Roi, ce qui eût été difficile, le prince de Carignan, destiné à régner plus tard sous le nom de Charles-Albert, ne se montra pas moins accueillant vis-à-vis de l'envoyé suisse. On sait que ce prince avait été élevé à Genève. Il parla avec gratitude des soins de son ex-instituteur, le pasteur Vaucher, et s'enquit de ses anciens camarades de pension. — « Le prince est devenu fort bel homme, écrit Pictet, et sa physionomie a pris une singulière intelligence. Il m'a reçu avec une aisance parfaite,... il n'a pas dit un mot qui ne fût ce qu'il devait être, et dit du meilleur ton possible. Il m'a paru que tout ce qui tient à Genève est bien dans son souvenir. »

J'ai fait ce soir, écrit Pictet le 11 janvier, ma première apparition dans la loge que je dois à la gracieuseté de S. M. C'est une de celles de la famille royale. Elle est placée exactement en face de celle de l'ambassadeur de Louis XVIII. On la réserve habi-

tuellement à l'ambassadeur d'Espagne quand il y en a un, ce qui n'est pas le cas en ce moment. Ma présence excita une attention et une surprise évidentes chez les ministres de Russie, d'Autriche, de Prusse et d'Angleterre, — du moins d'après ce qui m'a été raconté. Ils paraissaient étonnés de me voir beaucoup mieux placé qu'eux et dans le rang des loges d'en bas, ce qui est regardé comme une distinction. A dire vrai, cela ne saurait leur inspirer aucune jalousie : la distance qui nous sépare est trop grande ! Mais cela peut être interprété comme une marque de faveur particulière dans une Cour où l'on attribue à toutes les questions d'étiquette une extrême importance.

Pictet avait besoin de se sentir encouragé par ces marques de la bienveillance personnelle du souverain au moment où, seul contre deux, il allait entamer la lutte avec ceux qu'il appelait ses « antagonistes, » — les plénipotentiaires du gouvernement sarde. — « Les personnages désignés pour traiter avec moi, dit-il dans son rapport, paraissaient bien choisis, d'après ce qu'on m'en disait, pour compliquer ma tâche et en rendre le succès difficile. » C'étaient les chevaliers L. de Montiglio, avocat-fiscal général au Sénat de Savoie, et L. Provana de Collegno, commissaire-général des confins. Le premier venait de donner, dans les conférences tenues sans résultat à Chêne entre délégués piémontais et genevois, la preuve de ses talents « obstructionnistes. » Il est vrai de dire qu'il obéissait à une consigne.

« Ces deux plénipotentiaires, continue Pictet, n'avaient pas seulement sur moi l'avantage de la capacité, celui de profiter des observations l'un de l'autre, de s'entendre pour mettre en avant ou pour retirer à propos telle ou telle proposition, de se faire valoir tour à tour de leur facilité en rabattant chacun des prétentions de son collègue ; ils avaient encore le grand avantage d'avoir derrière eux le Ministre, sur lequel ils pouvaient toujours rejeter la res-

ponsabilité de l'hésitation, des lenteurs et des pas rétrogrades, tandis qu'à la distance où l'irrégularité des postes me plaçait de Zurich, je ne pouvais compter, dans les moments pressants, ni sur les lumières ni sur les ordres du Canton Directeur. »

Sur un point de cette négociation (le plus important de tous), l'extrême finesse que se croyaient les diplomates de la cour de Turin leur tourna à piège d'une façon piquante. Il était, avons-nous dit, de la dernière importance pour la réussite de la mission de Pictet que sa partie adverse ne soupçonnât pas qu'il avait les mains liées quant au « littoral. » Or la *Gazette d'Aarau* avait trahi le secret en divulguant la résolution prise par le Directoire fédéral à l'égard de ce malencontreux lambeau de terre. Les plénipotentiaires sardes lurent l'article du journal, mais ils se dirent que du moment qu'une feuille suisse quasi-officielle affirmait une chose de cette importance à la veille des négociations, ce ne pouvait être de sa part qu'une feinte, et ils se crurent très avisés en ne tenant aucun compte d'un renseignement qui était pour eux une bonne fortune !

Les lettres quotidiennes de Pictet nous le montrent constamment préoccupé de n'employer, pour peu que cela fût possible, d'autres armes que les procédés pacifiques pour atteindre son but. — « La force de ma négociation, dit-il, était sans doute dans l'appui que je pouvais attendre des ministres des quatre grandes Puissances, mais leur bienveillance, trop tôt ou trop vivement exprimée auprès de la Cour de Turin, pouvait m'engager dans un système dangereux qui, en fermant tout accès aux voies amiables, bornerait les résultats à des avantages comparativement faibles. » Il devait donc laisser deviner à sa partie adverse qu'il serait soutenu, mais éviter avec soin de l'articuler ; se montrer plein d'égards pour les scrupules du Roi, plein

de confiance en sa bienveillance, mais laisser voir en même temps que s'il ne parlait pas des droits de Genève, ce n'était pas qu'il les ignorât.

Je considère, écrit-il le 11 janvier, comme excessivement important par rapport à l'avenir, de pouvoir nous passer de la Cour des Aides, — s'il y a moyen. Je redoute presque un appui trop chaleureux de leur part. Ce qu'on arrache de force et avec accompagnement de circonstances humiliantes pour sa partie adverse, ne peut que laisser des plaies envenimées, et vu ses rapports forcés et de tous les jours avec ses voisins, Genève aurait certainement lieu de regretter une victoire de ce genre. Si nous ne nous séparons pas en aussi bons termes que le permet la nature des choses, ce ne sera à coup sûr pas ma faute.

16 janvier. — Je dois me rendre à notre première conférence dans quelques instants. Appuyé comme je le suis maintenant, je n'aurais guère d'appréhensions quant à l'issue finale si ce n'était cette question du littoral...!

Laissons-le maintenant raconter cette première rencontre avec ses deux « antagonistes. »

Notre conférence a duré deux heures.

Nous avons commencé par échanger nos pouvoirs. Ces messieurs ont fait quelques difficultés sur ce que je n'en avais point du Conseil d'Etat de Genève. J'ai expliqué que les pouvoirs supérieurs présupposaient les pouvoirs secondaires, et que, pour les affaires générales, ces derniers seraient incompatibles avec la constitution fédérale. Ils m'ont alors objecté que la question du transit était une question particulière, spécifiée comme telle dans une note du Directoire qui autorise les cantons de Genève et du Valais à arranger eux-mêmes leurs affaires sous ce rapport. Je ne jurerais pas qu'ils ne recommencent à soulever la même difficulté dans notre prochaine entrevue.

Après que nous nous fûmes livrés, vis-à-vis les uns des autres, aux professions voulues par l'usage, je commençai par exprimer que c'était par un sentiment particulier pour la personne du Roi

et dans un désir aussi vif que sincère de maintenir de toutes façons les rapports amicaux si heureusement établis, que le Canton directeur avait résolu de me confier la présente mission. Il était bien clair, en effet, que ce n'était pas avec le Roi de Sardaigne, à proprement parler, que la Confédération était appelée à traiter la question qui m'amenait. Elle aurait pu se contenter de s'adresser aux Puissances pour réclamer d'elles, purement et simplement, l'exécution des promesses qui lui avaient été faites. J'ajoutai que, personnellement, je partageais complètement la manière de voir de mes commettants à cet égard.

Je rappelai les expressions bienveillantes de la lettre du 16 mai, l'audience que S. M. avait daigné m'accorder, circonstances faites pour m'inspirer une grande répugnance pour l'intervention d'influences tierces dans une affaire qui pouvait être et qui probablement serait réglée sans difficulté entre nous, étant donné l'esprit d'équité chevaleresque que je croyais remarquer chez mes interlocuteurs....

Cela dit, j'abordai la question elle-même en faisant observer que les retards prolongés mis à l'exécution des Actes solennels du 29 mars 1815 étaient une occasion d'étonnement pour toute l'Europe ; que MM. de Capo d'Istria et de Metternich, lors de leur récent passage à Genève, avaient déclaré ne pas comprendre comment et pourquoi cette exécution avait pu être différée à ce point ; que c'était, à l'heure qu'il est, la seule portion du grand ouvrage qui n'eût pas été réalisée. Je désirais que l'on comprît bien que je n'entendais blâmer personne, mais j'ajoutai que, suivant moi, la question avait été d'emblée mal comprise, — à en juger par la proposition mise en avant de débiter par un acte qui n'avait été ni mentionné ni même jugé nécessaire par ceux qui avaient dicté des lois à l'Europe.

Montiglio releva l'insinuation. Il me répondit que la raison principale qui les avait fait atermoyer avait été les expressions introduites dans l'acte même d'acceptation du 12 août, lesquelles expressions, en faisant pressentir ou en donnant lieu de suspecter quelque réserve relativement à la neutralisation, affaiblissaient la position du Roi en tant que partie intéressée dans la transaction.

Il s'étendit ensuite sur la convenance de préciser nettement et rigoureusement le sens de l'expression de *neutralité*, parce qu'il semblait résulter des réponses faites à diverses notes, que la

Confédération prétendait ne pas avoir les mêmes devoirs et les mêmes obligations vis-à-vis de la [portion de la] Savoie rendue au Roi que vis-à-vis de toute autre portion de son propre territoire, prétention qui, si elle était fondée, réduisait presque à rien les avantages en échange desquels Sa Majesté avait cédé des objets matériels importants.

Ici je l'invitai à relire à haute voix l'acte du 29 mars et je fis remarquer le mot décisif : ...*jugerait à propos* ! Je lui dis que, très probablement, si lui, Montiglio, avait été chargé de plaider ce point, il aurait fait passer une autre rédaction, mais que celle qui avait été adoptée était aussi claire que le jour ; que l'occupation [de la Savoie par la Suisse] n'avait été entendue que dans un sens *facultatif*, et que *facultative* elle resterait. Je leur démontrai que la chose avait été arrangée de la façon qui convenait le mieux à leur pays, du moment qu'une force armée quelconque ne pouvait entrer en Savoie sans se mettre du coup en état d'hostilité avec toute l'Europe ; que la configuration topographique de la Savoie restituée excluait la possibilité d'une défense effective par des troupes sardes ; qu'au contraire, les intérêts militaires de la Suisse et de la Savoie étaient identiques, et que le Roi pouvait considérer cette circonstance comme le gage le plus sûr de la sécurité de la Savoie.

Collegno — qui jusque-là n'avait guère ouvert la bouche — s'écria que j'avais raison, que l'interprétation de son collègue n'était soutenable qu'en forçant la portée des termes, etc. Montiglio eut l'air quelque peu penaud, et dit qu'il aurait à référer ce point fondamental à M. de Valaise.

Il mit alors en avant l'idée d'un mode de vivre, à adopter d'avance en prévision du cas où la Confédération ne jugerait pas à propos d'occuper militairement la Savoie. Je répondis qu'une semblable convention ne pressait pas, bien que certainement il y eût avantage à en établir une en temps et lieu, mais que s'ils voulaient me soumettre un projet de la chose, je l'enverrais à Zurich.

Ils soulevèrent, après cela, la question de la route le long du Salève, comme étant d'une grande importance pour eux. Je leur déclarai que j'en étais désolé, mais que mes instructions excluaient formellement l'idée d'une route militaire sur ce point. Ma réponse eut l'air de les déconcerter. Ils reproduisirent tous les arguments que je vous ai indiqués dans ma dernière lettre, et

j'y répondis comme vous savez. Nous prîmes la carte et je mis Montiglio en demeure d'expliquer comment il entendait concilier le désenclavement de Jussy avec une route reliant le Chablais et le Faucigny ? Après quelque hésitation, il me montra le pied des Voirons. Je lui demandai alors quelle idée il se faisait de l'étendue de territoire dont Genève avait besoin pour effectuer son désenclavement ? Il me montra Choulex. Je lui fis observer que l'Acte mentionnait *Chêne*, et que nous ne pouvions nous passer de cette dernière localité, étant donnée la nature de sa population. — « Il est vrai, ajoutai-je, que la suppression des douanes fait une immense différence. » Ils n'en disconvinrent pas. — « Mais, repris-je, le littoral se trouverait complètement séparé du reste de la Savoie, ou du moins le détour à faire serait bien considérable. » — « On pourrait obvier à cela par quelque arrangement, repartit Montiglio, — on pourrait rendre votre territoire plus compacte..., » et il accompagna ces paroles d'un geste qui semblait déceler l'intention de vouloir détacher la moitié orientale du littoral. Je gardai le silence, ne pouvant deviner si sa phrase cachait un piège ou non. S'il ne se doute pas de l'endroit où le bât me blesse, il peut parbleu se vanter de m'avoir donné là une fameuse idée dont il y aura peut-être lieu de tirer parti dans une prochaine conférence, laquelle est fixée à demain.

Le point capital de toute l'affaire est la cession du Salève, ou du moins, de la route militaire le long de cette montagne. Or c'est précisément sur ce point-là que j'ai les mains liées par Zurich ! Il est absurde de prétendre concilier à perpétuité la jouissance d'une route en excluant la possibilité d'employer cette route à des usages militaires. Ces mêmes instructions de Zurich m'autorisent, en cas de besoin, à abandonner le Salève lui-même..., mais abandonner le Salève, c'est concéder la route militaire ! Ne vaudrait-il pas mieux leur concéder la route militaire *sans lâcher Salève* ? Peut-être aussi, si Zurich voyait des inconvénients à concéder ce droit de passage militaire, pourrai-je faire exclure à perpétuité le dit droit en abandonnant au Piémont la propriété de la route elle-même.

17 janvier. — Nous venons de passer, MM. les commissaires et moi, deux heures et demie à ressasser je ne sais combien de fois les mêmes idées, les mêmes observations, objections, insinuations, etc., exactement comme vous l'avez fait à Chêne dans

le temps. Je ne vous fatiguerai donc point d'oiseuses redites et je préfère en venir tout droit à la conclusion. La voici :

J'entrevois clairement qu'il faudra nous résigner tôt ou tard à céder le Salève et la route. Du moins, j'en ai bien peur. Trente mille habitants leur restent dans l'arrondissement de Carouge, que nous avons *mutilé et décapité*, — pour employer leurs expressions. Il n'y a pas moyen d'administrer sans un nouveau chef-lieu, et ce chef-lieu ils le voient dans *Chêne*, ou peut-être dans Saint-Julien, si nous consentions à rétrocéder cette dernière commune. Mais, de toute façon, les différentes portions du dit arrondissement devraient avoir un moyen facile de communiquer entre elles sans emprunter le sol étranger. Les Genevois n'ont pas de motif valable pour refuser d'accorder la communication le long du mont Salève. J'ai déclaré qu'il m'était impossible de consentir à une route militaire de ce côté-ci du Salève. Après avoir bataillé sur ce point, nous avons abordé la question des douanes....

Avant de formuler une opinion quant à la position à fixer pour la ligne des douanes, je leur demandai de quelle façon ils entendaient le désenclavement de Jussy ? Car c'était là que gisait la difficulté. Longue fut la discussion avant que nous pussions trouver un terrain solide. Mais ils insistèrent à un tel point pour conserver Chêne, que je finis par soupçonner qu'ils savaient que j'avais les bras liés quant au littoral, ou du moins qu'ils flairaient la chose. Sur ce dernier point, j'eus soin de ne rien laisser échapper.

Pour couper court, ils offrirent Meynier-Choulex, et même ils ne parurent pas opposés à lâcher quelque chose en sus, à l'Est, et à nous laisser une petite portion du littoral, en même temps qu'ils placeraient la ligne des douanes le long du lac, puis la feraient passer entre le dernier *ward* [quartier] du désenclavement de Jussy et les Voirons, puis sur le pont d'Etrembières ; ensuite, par derrière Salève, jusqu'au Châble, et delà, en suivant la meilleure ligne que faire se pourra, jusqu'au Rhône.

Je m'étendis, comme bien vous pouvez croire, sur les divers inconvénients inhérents à un voisinage aussi rapproché que celui de Chêne (en supposant ce village laissé au Piémont). Ils me répondirent que la plupart des inconvénients que je redoutais disparaîtraient par le fait du reculement de la ligne des douanes ; que quant à une bonne police sur ce point, ils y avaient tout

autant d'intérêt que nous et nous y aideraient avec empressement ; que Chêne était le seul endroit commodément situé pour servir de siège à l'administration, etc., etc.

Vous allez me demander comment ils comptent s'y prendre pour établir une route rejoignant celle du Simplon ? Ils ne se sont pas expliqués là-dessus, mais hier ils se bornèrent à dire que cette route serait « au pied des Voirons. » Sur ce point, ils sont bons enfants. Maintenant, si ce n'était ce maudit littoral qui me lie les bras, je leur parlerais un peu plus haut et plus carrément, — mais... ! Hier, je mentionnai un « simple ruban » comme une chose que je serais peut-être autorisé à leur concéder. Ils se récrièrent, mais sans toutefois repousser absolument l'idée. La route éventuelle, qu'ils me tracèrent sur une très bonne carte à une grande échelle, engloberait sur son flanc sud toutes les propriétés d'Archamp, Collonges, une partie d'Evordes, Bossey, Crevin et Veyrier.

Je ne puis me plaindre de l'*esprit* dans lequel ils procèdent. Ils se maintiennent dans une stricte politesse et ils ne cessent de répéter que le vœu du Roi est d'être conciliant dans la mesure du possible. — Je persiste dans la demande contenue dans ma lettre N° 5 quant à l'autorisation de concéder, le long de Salève, un *ruban*....

19 janvier. — Je reviens dans cet instant d'un engagement qui a été des plus vifs et que j'espère que vous appellerez une victoire, bien que j'aie à déplorer la perte de quelques habiles et valeureux défenseurs de notre pays. Mais a-t-on jamais ouï chanter un *Te Deum* auquel ne se mêlassent pas quelques regrets ? Nombreux, je m'en flatte, sont ceux qui vont s'écrier :

Dicite Io pœan, et bis Io dicite pœan !

Mais venons-en aux détails :

Avant d'entrer en séance et sans avoir l'air d'appuyer, je mentionnai à mes antagonistes le fait que je venais de recevoir du prince de Metternich une lettre qu'il avait bien voulu dicter, quoique souffrant d'une violente ophtalmie, pour me témoigner sa sollicitude quant au succès de ma mission, à laquelle il portait le plus vif intérêt¹. J'ajoutai que mon intention était de calmer

¹ Cette lettre, dont le texte a été publié dans l'ouvrage d'A. Rilliet (p. 466), donnait à Pictet l'assurance que « dans tous les cas, les réclamations de la répu-

les appréhensions de S. E. en l'assurant que cette mission n'avait eu jusqu'ici rien que de fort agréable pour moi, et qu'elle s'annonçait comme devant avoir une prompte et agréable issue. Après quoi, entrant en matière, je leur déclarai que je ne pouvais renoncer aux avantages positifs stipulés dans l'Acte du 3 novembre ; que les Puissances avaient destiné le village de Chêne au canton de Genève, comme étant une localité dont nous ne pouvions nous passer. Je leur rappelai que, dans une note officielle du 20 novembre, les quatre grands ministres, répondant à M. de Revel, avaient déclaré en termes formels que « les arrangements à conclure avec Genève étaient une des conditions de la cession » [lisez : de la restitution de la Savoie française au roi de Sardaigne]. J'ajoutai que les ministres m'avaient communiqué cette note dans le temps et j'offris de la lire à mes interlocuteurs, attendu que je l'avais dans ma poche.

Ils refusèrent en disant qu'ils la connaissaient parfaitement.

J'ajoutai que, dans toute cette transaction, le but essentiel auquel avaient visé nos protecteurs, c'était la sécurité de la Suisse, sécurité qui ne pourrait qu'être compromise par l'éparpillement de lambeaux de son territoire. J'observai que la sécurité de la Suisse intéressait l'Europe entière, et que la faveur dont nous (Genève) avions été l'objet n'était point un privilège accordé à notre mérite, mais la conséquence de notre position géographique fortuite, laquelle position demandait impérieusement à être améliorée... [*etc., etc.*]. — « Par conséquent, répétais-je en terminant, il m'est impossible d'abandonner un avantage aussi important que l'acquisition de Chêne. »

Ils restèrent quelque temps silencieux. Puis ils recommencèrent à me faire des instances pour que je leur laissasse Saint-Julien. J'y fis de grandes difficultés ; je leur dis qu'à Paris, lors des premières tractations, puis à Vienne, et enfin de nouveau à Paris, cet angle saillant qui menaçait Carouge et Genève avait toujours été envisagé comme devant revenir à cette dernière ville. Mais pour affaiblir leur argument du manque d'un chef-lieu administratif, je leur indiquai *Annemasse* comme tout à fait propre à cet usage, à la condition d'être un peu arrangé en y construisant, par exemple, des locaux convenables pour un inten-

bliqué de Genève, fondées sur les traités, trouveraient de la part du ministère de S. M. I. *l'appui le plus franc et le plus efficace.* »

dant et un commandant, et j'ajoutai que c'était là une dépense à laquelle nous serions peut-être disposés à contribuer afin de faciliter les choses.

Ils commencèrent naturellement par faire force objections, puis tout à coup Collegno eut une idée que Saladin et moi avions nous-mêmes conçue et débattue 24 heures auparavant, — c'était de nous donner pour limite au Sud le Foron !...

Dissimulant ce que j'éprouvai, je commençai à mon tour par objecter qu'une pareille ligne de démarcation nous priverait de la moitié, à peu près, de la commune de Chêne que nous avait formellement attribuée l'Acte du 3. Après quoi, je leur demandai quelle limite ils entendaient nous offrir au Nord ?

De ce côté-là, et non sans avoir tâtonné un peu, ils me proposèrent la Seime, à la condition qu'en retour, je leur abandonnasse Salève et la propriété de la route [longeant la base de cette montagne]. Je refusai net.

Ils insistèrent en me faisant observer que nous ne pouvions espérer de conserver le littoral, et qu'une fois le dit littoral perdu, nous ne pouvions plus prétendre à rien par delà la route. Je répliquai que les facilités que j'étais disposé à leur concéder quant aux douanes étaient d'une telle importance pour le Roi, et constituaient en même temps, de notre part, un si grand sacrifice, étant données les vexations que nous avions si longtemps subies, qu'il valait bien la peine d'en donner un prix un peu plus élevé que celui qu'ils m'offraient. — « D'ailleurs, ajoutai-je, je ne puis prendre sur moi de vous promettre une route militaire, ayant les mains liées par mes instructions sous ce rapport. »

Ils essayèrent alors d'argumenter en partant de l'idée qu'ils avaient véritablement des droits sur le Salève et sur une portion du territoire situé à sa base. Je répondis à cette argumentation sur le ton de la plaisanterie, et nous passâmes un long temps à discuter droits, convenances, et à opposer les suppositions les unes aux autres.

Voyant enfin qu'ils attachaient à la possession du Salève un prix extrême, et que je ne parviendrais probablement jamais à les faire sortir de là ; réfléchissant en outre qu'en définitive j'étais autorisé à leur faire cette concession, je leur dis que s'ils me donnaient comme limites le *Foron*, de l'Arve jusqu'à Cornières ; à partir de là, le chemin qui passe entre *Carra* et *Ville-la-Grand*, et côtoie le Foron jusqu'à l'endroit où il rejoint notre

territoire [*enclave de Jussy*] ; enfin, le ruisseau de l'Hermance jusqu'au lac, — j'essaierais d'obtenir du Directoire fédéral qu'il renonçât au Salève et à la route, tout en réservant cependant *Evorde* et *Veyrier*. Je posai en outre pour conditions :

1° que la ligne des douanes serait placée le long du *Vuache* et du *Mont de Sion*, mais *sur le versant savoyard* ; au *Châble* ; derrière le *Salève*, le long du *Vièson* ; à *Etrembières*, *Annemasse*, *Ville-la-Grand*, *Juvigny*, *Mâchilly*, *Douvaine* et *Meillerie* ;

2° qu'en tout temps, il serait permis d'exporter de Savoie sur Genève toute espèce de subsistances, franchises de droit, pour la consommation de la ville et du canton ;

3° que toutes les propriétés foncières actuellement possédées par des Genevois pourraient être vendues à qui que ce fût, en dérogation de l'article... du....

Ils restèrent un moment étourdis du coup, car mes refus formels et répétés de rien écouter quant à la route militaire, et la façon plutôt dédaigneuse dont j'avais écarté leurs prétendus droits sur le mont Salève et sur la propriété de la route, avaient fini par créer en eux l'impression qu'en faisant cette offre et en me déclarant prêt à écrire à Zurich dans ce sens, je faisais tout ce qui m'était possible pour entrer dans les convenances du Roi.

Ils se récrièrent, comme de juste, contre la disproportion exagérée entre mes demandes, d'une part, et mes offres, de l'autre. Je répondis en leur faisant observer que nous ne pouvions songer à faire abandon de nos droits, droits dont l'exécution nous avait été d'ailleurs garantie, ils le savaient fort bien, par les Grandes Puissances. Comme je voyais maintenant, à n'en pas douter, qu'ils n'avaient pas le moindre soupçon de la restriction qui me liait quant au littoral, je me sentais plus à l'aise pour exiger, et je pouvais en toute sécurité leur laisser faire leurs suppositions quant à l'appui probable que j'obtiendrais s'il me prenait fantaisie de le requérir formellement.... Bref, après quelques tentatives pour limiter mes prétentions à l'ancien baillage de Gaillard (c'est-à-dire l'allée de Merlinge et le ruisseau qui tend à Belle-rive) ; après avoir essayé de m'enlever la commune de Veigy-Foncenay, désespérant d'obtenir à meilleur compte le Salève et la route,... ils finirent par dire *oui !* Vous m'avouerez qu'on a bien chanté des *Te Deum* pour un moindre résultat que celui-là.

.

La prise de possession ne me semble guère pouvoir s'effectuer, en ce qui concerne les portions de territoire non indiquées dans l'acte du 29 mars, avant que la Confédération ait accepté. Quoi qu'il en soit, c'est un point qui peut se discuter, et dès que nos articles d'ici auront été adoptés et signés, je presserai pour que nous mettions la main sur nos acquisitions. Pensez-y, et demandez à Zurich l'autorisation éventuelle d'occuper.

.

Vous me croirez, j'espère, quand je vous dirai que la pensée d'agir à l'encontre de la manière de voir bien connue, en même temps que des intérêts évidents de notre ancien et vénéré chef¹, m'a été extrêmement pénible, mais il était de mon devoir de ne pas céder à des considérations de ce genre, et j'ai la conviction qu'il sera le premier à reconnaître les avantages transcendants du présent arrangement. Je n'en dis pas davantage : les faits parlent assez haut par eux-mêmes. Et maintenant, gardez le secret !

Car souvent, à la Cour, tout change en un moment.

Cette dernière réflexion était particulièrement à sa place dans le cas donné, car dès la séance suivante, qui fut la quatrième, Pictet eut le chagrin de constater qu'il était beaucoup moins avancé qu'il ne l'avait cru d'abord. Sa bonne foi lui avait fait prendre trop au sérieux le *oui* de ses adversaires.

Quand nous en vîmes, écrit-il le 22 janvier, à l'examen du projet de traité de délimitation que j'avais rédigé dans le sens de notre dernière conférence, je trouvai mes hommes en pleine disposition de reculade. Ils avaient fait leur rapport à M. de Valaise et paraissaient même s'être assurés des *sentiments* (si ce n'est des *opinions*) du Roi. Ce dernier, suivant eux, ne se prêterait qu'avec une extrême répugnance à aucun sacrifice de sujets au delà de ceux auxquels il est strictement tenu par les circon-

¹ Le premier syndic Ami Lullin, dont le domaine patrimonial d'Archamp allait se trouver, par le fait de l'abandon du pied du Salève, laissé en dehors du nouveau canton de Genève. C'est à Ami Lullin et à quelques autres magistrats genevois, propriétaires comme lui en Savoie, que s'applique l'expression de « la perte de quelques habiles et valeureux défenseurs de notre pays. »

stances. Ils prétendirent que des motifs de conscience portaient S. M. à restreindre sous ce rapport les dispositions plus libérales de ses commissaires, à lui faire préférer de s'en tenir purement et simplement à l'Acte du 3 novembre, et à ne pas céder davantage de ses fidèles et catholiques sujets. En conséquence de quoi... ils conclurent en me déclarant nettement qu'ils entendaient reprendre le littoral.

Je ne leur cachai point que j'étais sérieusement surpris et désappointé, non pas à cause de la chose en elle-même, attendu qu'il pouvait se faire, après tout, qu'elle tournât à notre avantage, mais parce que je m'apercevais que je ne pouvais pas me fier complètement à des paroles qui m'avaient fait l'effet d'être décisives ; que j'avais noté par écrit, comme eux-mêmes l'avaient fait, les termes même dont nous étions convenus, et bien qu'il n'y eût rien eu de signé, je considérais cela comme une base dont nous ne pouvions, ni les uns ni les autres, nous écarter sans nous exposer au reproche de légèreté, chose assez sérieuse dans une affaire de cette nature....

Ils se rabattirent sur l'opinion de M. de Valaise, qu'ils avaient dû nécessairement réserver, disaient-ils. A quoi je répondis que la position entre nous n'était nullement égale du moment que j'étais seul à négocier, sans moyen aucun de m'en référer à une direction supérieure dans l'intervalle des séances, vis-à-vis de deux personnes qui pouvaient toujours se rejeter l'une sur l'autre le reproche d'avoir été trop faciles, prétendre qu'elles n'étaient pas d'accord, et enfin me dire qu'elles n'étaient pas en position de me donner aucune assurance positive, de crainte d'engager leur responsabilité ! Je leur fis remarquer qu'ils avaient des pleins-pouvoirs, moyennant lesquels ils pouvaient aller de l'avant avec un certain degré d'assurance dans des questions qui avaient déjà été examinées et discutées à fond par l'un d'entre eux ; qu'ils ne pouvaient pas prétendre qu'ils eussent découvert tout d'un coup que le territoire offert était infiniment plus peuplé et plus productif qu'ils ne se l'étaient d'abord figuré ; que dans des transactions du genre de celle-ci, où il s'agissait de concessions qui tiraient leur valeur des convenances avant tout, il n'y avait pas moyen de tout *peser* et *calculer* exactement, mais qu'on pouvait et qu'on devait s'en tenir à une certaine évaluation si l'on voulait aboutir à un résultat. Je leur répétais que, pour ma part, je ne retirerais jamais une parole que j'aurais donnée pour

conclure un arrangement, et qu'en conséquence je n'entendais point revenir sur l'offre que j'avais faite d'entrer, dans une certaine mesure, dans les dépenses à faire pour aménager Annemasse en vue de l'administration à y installer, bien qu'ils n'eussent pas paru faire de cette contribution de notre part une condition de leur acceptation dans la dernière conférence.

Sans le dire en tout autant de termes, ils parurent accepter cette dernière proposition comme une chose qui allait de soi. Ils insistèrent ensuite pour reprendre une partie de ce qui avait été convenu, comme, par exemple, la moitié du littoral, en passant par l'allée droite [Merlinge ?] qui n'est pas marquée sur la carte imprimée.

Ce fut surtout le nombre d'habitants à céder à Genève, en sus de la supposition la plus élevée que comportât l'article du 3, qui leur fournit matière à argumenter. Nous en vîmes presque à nous disputer, sans sortir cependant des bornes de la politesse, et nous nous sommes séparés dans des termes convenables. Vous pouvez bien vous figurer où gît la difficulté principale dans tout ceci ! [le littoral].

Il fut convenu que le débat sur ce point serait ajourné, et l'on passa à un objet qui n'était guère moins épineux, — la neutralisation. Les Sardes la remirent sur le tapis à l'occasion des réserves que la Confédération avait cru devoir formuler dans l'acte du 12 août. L'envoyé suisse eut beau leur répéter que tout avait été éclairci et expliqué depuis lors ; ils répliquèrent que les réserves avaient été formulées publiquement tandis que les explications avaient été données en particulier, et qu'il n'était « ni juste ni naturel de réclamer du Roi la cession effective du territoire aussi longtemps qu'une des conditions fondamentales attachées à cette cession était laissée en suspens par le fait du silence gardé par la Confédération, et même par une sorte de protestation de sa part. »

Pictet sentait tout ce qu'il y avait de fondé dans ce raisonnement, et lorsque les commissaires conclurent en de-

mandant l'introduction dans le traité d'un article sur cet objet spécialement, il ne jugea pas pouvoir s'y refuser. Après quelques tâtonnements, on finit par tomber d'accord sur la rédaction qui est devenue l'article VII du traité de Turin. — « Cette rédaction, écrit Pictet à son gouvernement, ne contient rien de nouveau en fait d'engagements ; ce n'est ni plus ni moins qu'un historique des faits, et une réserve, en faveur du Roi, d'une accession [de la part de la Confédération] dont il n'y a pas moyen de se dispenser. »

L'article en question se borne, en effet, à reproduire textuellement certaines stipulations ou déclarations contenues soit dans le protocole du Congrès de Vienne du 29 mars 1815, soit dans la Note officielle du Directoire fédéral au ministre sarde du 1^{er} novembre, soit dans le Traité de Paris du 29 novembre, soit enfin dans l'Acte du même jour, et se termine par cette phrase : « Ces diverses déclarations et stipulations, que la Suisse reconnaît et accepte, et auxquelles Sa Majesté accède de la manière la plus formelle, feront règle entre les deux Etats. » Il n'en était pas moins destiné, ainsi qu'on le verra plus loin, à soulever de la part du Directoire fédéral une assez vive opposition.

Ce serait risquer de fatiguer le lecteur que de donner ici un résumé — même très sommaire — des discussions vingt fois renouvelées auxquelles donnèrent naissance, au cours de la négociation, diverses questions secondaires, telles que le chiffre de l'indemnité à payer par Genève pour le reculement des douanes sardes, les droits politiques à reconnaître aux Savoyards annexés, enfin la dotation du curé de Genève.

Sur ce dernier point, le débat fut long et animé. Pour être débonnaire dans ses propos et dans ses allures, le roi

Victor-Emmanuel I^{er} n'en était pas moins fort entêté au fond, et de plus asservi à d'étroits préjugés religieux. Soit qu'il agît de son propre mouvement, soit, ce qui est plus probable, qu'il y fût poussé par une partie de son entourage, il déclara sa conscience engagée à l'insertion, dans le traité, d'une rédaction qui définît ce qu'on entendait par ces mots du protocole de Vienne du 29 mars 1815 : « le curé [de l'église catholique de Genève] sera doté et logé convenablement » (art. III).

Le Conseil d'Etat genevois vit dans cette prétention — émise au dernier moment et alors qu'on semblait d'accord sur tout le reste — une atteinte aux droits souverains de la République, en même temps que l'indice d'une méfiance injurieuse. — « Nous voulons, disait-il dans un langage qui ne manquait pas de dignité, avoir le mérite de faire les choses convenablement à l'égard du fonctionnaire en question, sans qu'on nous dicte la manière dont nous devons les faire. » Il était d'autant moins enclin à concéder, par la rédaction demandée, une sorte d'indépendance au curé de Genève, que le prêtre qui occupait alors cette place, l'abbé Wuarin, n'avait rien fait pour mériter la confiance des autorités genevoises, — bien au contraire. Enfin ce même Conseil d'Etat se sentait, en refusant, la conscience d'autant plus en repos, qu'à Vienne, le cardinal Consalvi avait expressément complimenté les représentants de la République, au nom du souverain Pontife, sur « l'esprit véritablement évangélique » dont les législateurs genevois s'étaient montrés animés à l'égard de leurs nouveaux frères, les catholiques romains.

Mais plus le Conseil d'Etat manifestait de répugnance à engager sa liberté d'action vis-à-vis d'une cour étrangère, plus le Roi s'entêtait dans son idée. La négociation était suspendue ; il fallait à tout prix sortir de ce fatal imbrog-

glio. Le comte de Valaise, plus accessible que son maître à la voix de la raison, finit par dire : — « Ecoutez-moi, monsieur Pictet, j'ai la plus grande confiance en votre jugement et en vos intentions. Imaginez un biais, un moyen-terme, une manière de satisfaire à la fois aux scrupules du Roi et à ceux de votre gouvernement, et vous me trouverez ce que vous m'avez toujours vu, c'est-à-dire prêt à ménager vos répugnances et à entrer dans vos vues. »

Pictet mit alors en avant l'idée de remplacer l'engagement formel dont on réclamait l'insertion dans le traité par une simple « déclaration » — signée de lui, sous promesse de ratification de ses commettants — constatant que le gouvernement de Genève avait affecté au traitement du curé une somme fixe et annuelle de cinq mille francs, qui devait être le minimum de ce traitement à l'avenir. Quatre lignes dans le corps même du traité annonceraient qu'il avait été pourvu à l'exécution du protocole de Vienne sur ce point.

« — Eh bien, je m'en rapporte à vous, repartit le premier ministre. Voyez MM. les commissaires, ils connaissent le vœu du Roi, mes intentions et mon désir de faire ce qui vous sera le plus agréable, pourvu qu'il y ait quelque chose de stipulé. »

Une déclaration fut promptement rédigée dans le sens indiqué et remise par Pictet aux commissaires, qui l'agréèrent. On en trouvera le texte à la suite du traité de Turin dans l'ouvrage d'A. Rilliet (p. 480).

La question du territoire avait été définitivement tranchée dans les conférences précédentes. Genève avait obtenu ce à quoi elle visait par-dessus tout, le désenclavement du mandement de Jussy, et cela au moyen de l'abandon, par le Roi, des communes de Choulex, Meynier, et d'une

partie de celles de Chêne, d'Ambilly et de Ville-la-Grand. Sur la rive gauche de l'Arve, elle avait été mise en possession de huit communes (Veyrier, Troinex, — moins Bossey, — Compesières, Avusy-Laconex, Bernex, Aire-la-Ville, Lancy, Carouge), plus les villages de Soral, Perly et Certoux. Enfin, elle avait sauvé le « littoral. » Mais ce dernier succès lui coûtait cher ! elle avait dû rendre le bourg de Saint-Julien et renoncer à rien posséder par delà la route qui longe le pied du Salève.

Pictet s'imaginait être au bout de ses peines. Il en était encore fort loin.

Le 6 mars, alors que, dans les bureaux de la chancellerie royale, on était occupé à dresser les expéditions du traité dont le texte était désormais arrêté dans toutes ses parties, arrivèrent de Genève des dépêches qui consternèrent le négociateur. D'une part, le Conseil d'Etat genevois se refusait péremptoirement à ratifier la déclaration relative au traitement du curé ; d'autre part, le Directoire fédéral déclarait ne pouvoir admettre la rédaction de l'article VII concernant la neutralisation.

Pictet sentit que ce double refus était pour l'œuvre achevée avec tant de peine le coup de mort. Il savait le cabinet de Turin invinciblement résolu à ne pas se départir, sur ces deux points, des conditions qu'il avait posées. Il avait de plus acquis la certitude, pour les avoir sondés, que les ministres des Puissances alliées ne suivraient ni Genève ni la Confédération dans une plus longue résistance aux vœux du Roi. Non seulement sa mission prenait fin par le fait d'une rupture à laquelle la Sardaigne avait tout intérêt, mais, étant donné l'état des esprits, il devenait infiniment douteux que la négociation pût être reprise. Le sort même du canton de Genève allait être remis en question.

Il résolut, avant d'abandonner la partie, de tenter un suprême effort pour ramener ses commettants à une appréciation plus juste de la situation.

Votre courrier du 4, écrit-il le 6 mars à Genève, vient d'arriver. Il suspend tout. Je viens d'écrire au premier ministre une note pour retirer ma demande des audiences de congé. Je viens d'écrire au chevalier de Montiglio pour le prier de passer chez moi, attendu que je suis retenu au lit par une indisposition douloureuse¹. Mon intention est de ne lui parler que de l'article VII, en ajoutant cependant, à l'occasion du curé, que je ne puis signer la déclaration, ni par conséquent le traité, sans de nouveaux ordres sur ce point, lesquels ordres je provoque par un courrier extraordinaire.

Maintenant, je vais vous faire ma profession de foi.

J'espère que vous ne croirez pas que je tienne à mon opinion par amour-propre. J'ai toujours subordonné ma manière de voir à celle du Conseil, comme c'est mon devoir, et je n'ai pas la sottise de me croire plus sage et plus éclairé que mes Maîtres ; mais c'est bien ici le cas de dire toute ma pensée et de n'avoir point à me reprocher d'avoir contribué, par mon silence sur un point, à faire échouer un traité que je regarde comme la transaction la plus avantageuse que notre République ait jamais conclue.

Voici le fond du raisonnement du Ministre et des plénipotentiaires :

Le Roi ne veut pas lâcher son territoire que le curé ne soit *doté*. Il en fait une condition expresse, qui se trouve d'ailleurs consignée dans le protocole de Vienne. Le territoire va être remis. Le Roi a le droit de s'assurer que le curé *est doté*. L'est-il en effet ? Non. Le gouvernement [de Genève] lui fait un traitement qui existait déjà lorsque le protocole de Vienne a été signé. Ce traitement était-il jugé alors une *dotation* convenable ? Non, car s'il eût été jugé tel, l'article n'eût pas été inséré. Le mot *convenablement* est d'une interprétation vague, mais le mot *doté*

¹ Cette lettre fut dictée à M. Saladin, dont le tact et l'activité étaient vivement appréciés de Pictet. Celui-ci, à propos des services que lui rendait son infatigable secrétaire, cite plaisamment ce vers de la tragédie d'*Orosmane* :

Dieu suscita le bras du puissant Saladin....

ne l'est pas. Une dotation suppose une fondation, un capital affecté d'une manière solide et permanente au traitement dont il est question. Il suppose tout au moins un Acte solennel qui détermine d'une manière irrévocable ce même traitement. Le gouvernement de Genève voudrait se réserver le droit de juger de la somme qu'il lui conviendra d'appliquer à cet objet ; mais comment le Roi peut-il abandonner un droit aussi clairement exprimé que celui qu'il tient du protocole de Vienne, de cet Acte qui fait partie du droit public de l'Europe ? Comment pouvons-nous espérer que le Roi, avec les sentiments pieux que nous lui connaissons, renonce précisément à la *seule* chose à laquelle il ait mis de l'importance ? Comment imaginer qu'il se contentera de la promesse verbale que le curé sera bien traité ? Ce n'est point ce qui a été convenu. Je prie instamment le Conseil d'avoir sous les yeux l'article du protocole en reprenant la délibération. Nous ne pouvons partir que de là ; et si le Directoire a partagé le sentiment fort naturel et fort respectable de notre gouvernement là-dessus, c'est qu'il n'a pas eu non plus présent à la pensée l'engagement formel qui résulte du mot *doté*.

Voilà pour le droit. Voyons maintenant la convenance politique.

Je vous l'ai dit quelque part dans ma dernière lettre : *on se casse le nez contre la conscience des Rois*. Quand même le droit de S. M. ne serait pas clair, encore faudrait-il examiner s'il ne conviendrait pas de prendre le tournant qui avait été agréé. Pouvons-nous avoir la moindre espérance raisonnable que le Roi revienne là-dessus ? que son confesseur change d'avis ? que le Ministre, entrant tout à coup dans notre scrupule — *qu'il ne comprend point* — persuade à son Maître d'abandonner l'incontestable droit qu'il a d'insérer un article dans le Traité pour assurer la dotation du curé ? Avons-nous le plus léger espoir d'être soutenus à cet égard par les Ministres étrangers ? Ils continuent à être pleins de bienveillance pour moi, pleins d'intérêt pour notre République et pour la Suisse en général, mais ce sont des gens éclairés et justes, et dont l'initiative ne peut s'exercer qu'en faveur de ce qu'ils jugent équitable. Ils se croiront tout au contraire obligés de nous condamner sur ce point parce qu'ils sont les représentants des Puissances qui ont signé le protocole, que ce protocole nous ordonne de *doter* le curé, et que cette *dotation* est une des *conditions* de la cession de territoire.

Trois des ministres étrangers sont absents. Sur ces trois, deux

nous donnent tort, et l'autre n'a pas eu connaissance de la question. Le ministre étranger présent voit la chose exactement comme moi.

Que va-t-il advenir de notre résistance, laquelle je suspends seulement jusqu'au retour du courrier extraordinaire que j'expédie, et que je ferai aussi énergique que vous l'exigerez, — que va-t-il advenir, dis-je, de cette résistance ? Il est évident pour moi qu'elle fera rompre la négociation et que je n'aurai plus autre chose à faire qu'à prendre congé. Nous aurons indisposé les Puissances contre nous ; nous nous serons mis tout au moins en froid — et pour longtemps — avec la Cour de Sardaigne ; nous n'aurons point de territoire, et Dieu sait si jamais les protocoles recevront leur exécution !

Encore une fois, ne croyez point que je tienne à mon avis par amour-propre. Sur ma parole d'honneur, je le soumets, cet avis, de très bonne foi à l'opinion du Conseil. Je vous le prouverai si, ce qu'à Dieu ne plaise, vous m'ordonnez de résister. Je vous montrerai que je saurai plaider avec toute la force dont je suis capable l'intérêt de notre dignité souveraine, intérêt dont je défie aucun de mes concitoyens d'avoir un sentiment plus vif que je ne l'ai. Je vous renvoie là-dessus aux quatre premières pages de ma dernière lettre. Vous verrez que je suis complètement à l'unisson du Conseil d'Etat sur ce sentiment d'indépendance. Mais, encore une fois, ce n'est pas d'indépendance qu'il s'agit ici. *Le protocole nous a déjà fait la loi.* Nous ne dérogeons en rien à nos droits de souveraineté. Nous n'abandonnons pas la moindre parcelle de notre dignité républicaine. Certes, si l'une des parties fait des sacrifices sur le terrain de la dignité souveraine, c'est le Roi de Sardaigne, auquel on impose des cessions et auquel on enjoint de s'abstenir de telle ou telle chose sur son propre territoire !!

La question se réduit pour nous à avoir territoire, bon arrondissement, désenclavement complet, débarras de douanes, relations amicales de commerce, etc., ou à n'avoir rien du tout que... la malveillance de nos voisins et le blâme de l'Europe qui ne comprendra rien à notre conduite et à nos scrupules. — Si jamais on pense à renouer une telle négociation, je demande instamment qu'un autre en soit chargé, car mes forces sont à bout.

J'ai été interrompu par le comte de Truchsess, auquel je n'ai point lu ce qui précède, car je vous prie de croire que je ménage scrupuleusement mes expressions quand il s'agit de parler de

mes commettants, et que j'évite avec soin de leur donner tort. Mais le simple exposé de l'incident a fait naître en lui une grande inquiétude sur les conséquences, et il m'a paru disposé à en écrire à M. d'Ivernois.

Je viens aussi d'avoir auprès de mon lit le chevalier de Montiglio qui, bien que malade lui-même, est venu dès qu'il m'a su indisposé. Il est fort affligé de la nouvelle difficulté que soulève le Directoire à propos de l'article VII. Il m'a promis obligeamment de soumettre, sans aucun retard, au Ministre la rédaction proposée par le Directoire et dont je lui ai remis copie. Il me fera dire le résultat de sa conversation avec le Ministre, et j'attendrai ce résultat pour faire partir le courrier. Il m'a dit qu'il espérait peu que le Ministre l'agréât ; que celle que nous avons adoptée en premier lieu était déjà une transaction sur laquelle lui, Montiglio, avait eu beaucoup de peine à obtenir l'assentiment de M. de Valaise, parce que cette affectation à ne pas vouloir parler des restrictions à l'Acte du 12 Août lui était suspecte et lui paraissait toujours déceler, de la part de la Suisse, l'intention d'éviter des explications franches. Lui, M., ne peut pas concevoir pourquoi la rédaction, telle que nous l'avons arrêtée, n'aurait point l'assentiment des Cantons puisqu'elle est un historique exact. S'il paraît compliqué, cet historique, c'est que la chose elle-même l'est en effet. Le Roi ayant le droit de publier les notes du Directoire, celui-ci, — dit Montiglio — ne peut avoir aucune objection à ce que ces mêmes notes soient citées dans le Traité, puisqu'elles servent à l'édification commune. Au reste, vous aurez les propres paroles qu'il me transmettra après l'audience du Ministre. Vous voudrez bien faire passer la chose à Zurich en transcrivant ce que je vous adresse à cet égard.

Je vous prie de réfléchir que toute difficulté venant de notre côté fait le jeu de ce pays-ci. Il est en jouissance et il y restera — peut-être toujours — si les Puissances nous donnent tort. Ces Puissances nous ont imposé certaines conditions (qui, pour le dire en passant, sont bien douces auprès de celles imposées au Roi) : il faut les remplir. Sans cela, tout tombe, même la bienveillance des Puissances à notre égard.

J'apprends dans ce moment, par une note du Ministre, que le Roi avait bien voulu assigner à demain mon audience de congé. Le Ministre prendra de nouveaux ordres, ce qui est bien un peu désagréable, vous en conviendrez.

2 heures.

Encore une interruption, par le fait d'une visite des deux plénipotentiaires sortant de chez le Ministre. Celui-ci ne veut pas entendre à changer une syllabe, non seulement à l'art. VII mais à tout le traité, non plus qu'à la déclaration particulière concernant le traitement du curé. Quoiqu'il n'y ait rien de signé, ils se regardaient comme engagés et estimaient que je l'étais de même. Ces messieurs viennent de me faire (en présence de mon secrétaire, qui les entendait pour la première fois et qui a admiré leur logique) les raisonnements les plus forts et les plus concluants pour démontrer que le Directoire ne peut avoir aucune objection à la publication de sa note du 1^{er} Novembre ; car le Roi est en droit de la publier, et qui plus est, le Ministre a montré l'intention de le faire sans retard, parce qu'il entre en défiance sur l'opposition que le Directoire met aujourd'hui à l'insertion d'un passage de cette note dans le Traité même. J'espère prévenir cette publication qui produirait de toute manière un mauvais effet, mais je ne suis pas sûr d'y parvenir, et je vous presse de représenter au Directoire les inconvénients qui en résulteraient.

J'ai cherché à adoucir en faisant comprendre que, dans nos Républiques fédératives, le corps qui se trouve temporairement dépositaire du pouvoir ne saurait prendre trop de précautions dans la rédaction des Actes qui émanent de lui, — mais j'ai vu pointer de nouveau toutes les défiances qui n'étaient qu'amorties, et déjà il y aurait de l'aigreur sans les ménagements personnels qu'ils poussent au plus haut degré à mon égard. Quoique l'intérêt de cette Cour soit peut-être que tout se rompe et que je m'en retourne comme je suis venu, les plénipotentiaires ont comme un sentiment de paternité à l'égard du traité qui leur a coûté tant d'heures de travail, et ils m'ont fort pressé de signer les deux copies qui sont maintenant parachevées et que nous devons signer hier à midi. Ils observent que les paroles étant données, j'étais déjà engagé ; que le Ministre et eux-mêmes l'étaient de leur côté, et que mes commettants ne pouvaient pas exiger de moi un rôle aussi désagréable que celui auquel je me condamnerais moi-même en ne signant pas. J'en ai appelé à la conscience du plus scrupuleux des deux : il m'a répondu qu'à ma place il signerait, mais qu'il ne prétendait pas se faire juge de la conscience d'autrui. J'ai tourné la chose en plaisanterie. — Je ne leur ai pas dit un mot de l'affaire du curé.

Je m'en vais écrire à Zurich. Je laisserai ma lettre ouverte : vous y ajouterez les développements, que je ne répéterai pas.

Je me résume :

Il m'est démontré que nous n'obtiendrons pas une syllabe de changement à ce qui est fait. Il m'est démontré que tous les incidents sont contre nous. Il m'est démontré que, soit sur l'art. VII, soit sur l'affaire du curé, les quatre grandes Puissances seront pour le Roi. Il m'est démontré qu'il y a convenance pour celui-ci à ce que l'affaire s'embrouille *par notre faute*, parce qu'il gardera son territoire sans qu'il y ait de reproche à lui faire. Enfin, il est clair pour moi que si le retour du courrier ne m'autorise pas à signer, je n'ai plus rien à faire ici qui puisse être utile, et en conséquence je demande la permission de partir, après avoir fait la tentative qui pourra m'être ordonnée et qui, dès à présent, m'est démontrée inutile.

Si un résultat qui me semble, à moi, miraculeusement beau pour Genève, manque par le fait d'une difficulté sur laquelle l'Europe entière nous donnera tort, je vous demande quelle place, dans l'histoire de Genève, tiendront les détails de cette difficulté ? Il s'agit ici, pour notre Patrie, de tout ou rien.

Vous pourriez envoyer la première feuille, au moins, de cette lettre à Zurich pour leur édification complète sur l'affaire du curé, — mais nous n'avons que des notes sur les 8 dernières pages que je viens de dicter. Il va sans dire, je pense, que vous perdrez le moins de temps possible pour expédier à Zurich un courrier extraordinaire qui attendra la réponse du Directoire et qui me la rapportera avec la vôtre.

Jamais la République n'a joué plus gros jeu que celui qu'elle joue jusqu'à la réponse de Zurich et la vôtre. Car, je le répète, c'est tout ou rien. Je vous consigne ma dernière phrase à M. le Bourgmestre. Le Conseil d'Etat peut me mettre tout sur le dos et donner pour motif de son acceptation, qu'il n'a pas voulu me désavouer. De telles responsabilités ne me font pas peur, — et dans le fait, on me tient ici pour engagé.

Je suis bien certain que le Roi ne me dira pas que je suis un barbouillon, mais je ne suis pas bien sûr qu'il ne le pense pas si on me renie.

Tout à vous,

CH. PICTET DE ROCHEMONT, *Conseiller d'Etat*.

Mercredi, 6 mars, 6 h. du soir.

P.-S. 7 heures. — Nous attendions pour faire partir notre paquet une lettre que M. de Truchsess nous avait annoncée [adressée, sans doute, à M. d'Ivernois]. Il a eu la bonté de nous l'envoyer ouverte pour que nous puissions la lire. Comme c'est un homme d'une parfaite sagesse, d'un excellent jugement, qui a tout crédit ici à la Cour, qui aime Genève et la Suisse comme la prunelle de ses yeux, et qui enfin connaît très bien l'opinion de ses collègues sur la question, son avis doit avoir, auprès du Conseil d'Etat et du Canton-Directeur, un tout autre poids que le mien, à moi qui ne suis qu'un roquet en diplomatie et qui dois d'ailleurs être suspect de partialité pour mon propre ouvrage. Au nom de Dieu, donnez à l'opinion du comte de Truchsess toute l'importance qu'elle mérite. Mettez, encore une fois, tous les torts sur moi.... Je me charge de me justifier en Conseil Représentatif.

Le 9 mars, il reprend la plume, ou plutôt, il la fait reprendre à M. Saladin, car il était toujours indisposé.

Hier matin, après une invitation du comte de Valaise à passer chez lui, — ce que je ne pus faire, vu que mon indisposition se prolonge, — je reçus de lui une note m'annonçant que son intention était de remettre aux quatre ministres étrangers une notification de l'incident qui avoit suspendu la signature du traité, et, quoique ce fût contre l'usage, il se faisait un plaisir d'y déroger, pour me prouver ses sentiments personnels, et qu'il allait m'envoyer un de ses plénipotentiaires pour me donner communication préalable de la dite note. Le chevalier de Montiglio arriva un moment après. Il commença par un préambule de compliments sur le même ton que la note du ministre, puis il me donna lecture de celle qu'on destinait aux quatre Envoyés extraordinaires. Vous en avez ci-joint copie. Le comte de Truchsess, qui vint passer la soirée avec nous et qui l'avait reçue, me la donna pour que j'en prisse copie et me dit que son intention était d'y répondre immédiatement. Il me communiqua plus tard sa réponse et vous l'aurez probablement avec ceci. Le baron de Binder, chargé d'affaires d'Autriche, envoya immédiatement cette note par courrier extraordinaire au prince de Stahrenberg, à Milan. Il écrivit en développant précisément dans le même sens que le comte de Truchsess l'a fait à M. d'Ivernois et que j'ai écrit moi-même à

Zurich l'autre jour. La Russie et l'Angleterre sont exactement à l'unisson. Si aucune des quatre Puissances ne témoigne ni impatience ni humeur, c'est que le fonds de bienveillance envers la Suisse est très riche.

Mais tous sont fort étonnés. Ils ne comprennent pas comment le Directoire peut avoir la moindre objection à laisser insérer dans le traité ce qu'il n'a pas craint d'établir dans une Note officielle. Je les assure qu'ils ne peuvent pas se faire une juste idée de la difficulté qu'il y a de gouverner des républicains, et surtout ceux d'une République fédérative. Mais je m'aperçois bien que mes raisonnements ne font pas tout l'effet que je voudrais, et qu'ils ne veulent pas conserver le moindre doute que l'obstacle ne soit levé par le retour du courrier. Si cela n'était pas, et que le traité vint à manquer par cette raison, la Confédération en éprouverait les plus grands inconvénients, car, indépendamment des avantages qu'une occasion unique à saisir nous assurait, la Suisse se trouverait dans une position fautive vis-à-vis des Puissances qui sont les auteurs du protocole de Vienne, et qui entendent que la neutralité de la Savoie soit acceptée sans restriction. — Il faudra également que la Suisse en vienne, un peu plus tard, à un acte d'acceptation formelle, puisque ce n'est qu'à ce prix qu'elle peut jouir de la garantie, par toute l'Europe, de sa propre neutralité, et la Confédération éprouverait le désagrément de se voir, en quelque sorte, commander ce qu'elle a à faire là-dessus par tous les ministres accrédités auprès d'elle. J'ai déjà pu constater que l'intention est de faire agir les dits ministres auprès du Directoire, et il ne tient point à moi d'empêcher que l'on n'écorne les droits souverains de la Confédération par des actes par trop positifs d'intervention. En général, c'est un bel et bon secret en politique que de savoir faire les choses à temps.

Vous voudrez bien remarquer que je vous ai épargné un désagrément du même genre en ne parlant point de l'autre affaire [celle du curé], sur laquelle il y a, *s'il est possible*, moins de doute encore, et qui aurait mis notre Conseil d'Etat tout battant seul en face de l'Europe.

Je ne vous ai point parlé, dans tout ceci, de l'avis du chargé d'affaires de France ici parce qu'il se trouve naturellement en dehors de l'affaire, officiellement parlant ; mais le comte de Gabriac étant un homme sage, éclairé, très aimable, un homme avec lequel nous avons, comme collègues diplomates, les mêmes

relations journalières qu'avec tous les autres, un homme enfin qui m'a témoigné de la part de l'excellent duc de Richelieu l'intérêt vif que celui-ci mettait aux résultats de ma négociation, j'ai trouvé convenable et politique de lui en faire connaître les détails. Je dis *politique* parce que la France sera toujours pour nous le voisin le plus important à ménager, et qu'en conséquence nous ne saurions avoir pour elle trop d'égards ; parce que la France, nous ayant cédé à demi-bon gré [*sic*] du territoire dans la même circonstance qui nous a valu le territoire de Savoie, doit mettre de l'intérêt au sort de nos nouveaux concitoyens savoyards, pour en conclure quel sera celui des ressortissants qu'elle nous cède, préjugant bien que nous n'aurons pas deux poids et deux mesures. J'observe encore que la bonne grâce avec laquelle le duc de R. est allé au-devant de nos convenances dans l'affaire des douanes du pays de Gex (ce qui a servi pour nous débarrasser de l'autre côté) mérite de notre part beaucoup de reconnaissance et d'égards. Ici donc le procédé et la saine politique s'accordent, et je me suis conduit en conséquence vis-à-vis du comte de Gabriac, en le chargeant expressément de communications confidentielles pour son chef. — Le comte de Gabriac ne diffère pas dans la moindre nuance de l'avis des quatre autres sur l'art. VII, non plus que sur le traitement du curé.

Si, par une fatalité qu'il me serait impossible de concevoir ou d'expliquer, le Directoire avait persisté à se refuser à cette rédaction qui réunit ici tous les avis, vous en seriez instruits, d'après mon calcul, mercredi prochain, c'est-à-dire le même jour que vous recevrez ceci. Dans ce cas, je vous conjurerais d'envoyer immédiatement à Zurich un nouveau courrier pour porter la copie de la note incluse [celle du Cabinet de Turin aux ministres accrédités auprès de lui] et la profession de foi faite par le comte de Truchsess en réponse. Je vous conjurerais d'ajouter que, sur ma parole d'honneur, les quatre autres ministres sont d'accord dans cette opinion, et que c'est par des égards tout à fait personnels que l'impression et la publication de la note du 1^{er} Novembre n'ont pas encore eu lieu, publication qui se réaliserait aussitôt le retour du courrier, si celui-ci apportait un refus !

Au nom de Dieu, faites usage, et sans le moindre scrupule, de la ressource de me sacrifier, *moi*, car je ne tourne pas la main d'être compromis pourvu que le bien en résulte. Mais me désa-

vouer pour tout rompre serait une conclusion aussi fatale qu'elle serait inexplicable.

Si tout va bien, ne perdez pas une heure, car tous les incidents sont contre nous.

...Nous avons été interrompus par la visite d'un secrétaire de la légation de Russie qui, en l'absence de son chef — lequel est à Milan — avait été consulter avec le comte de Truchsess sur la réponse à faire [à la note sarde]. Il est pleinement d'accord avec lui.

Observez que je m'avançais trop, tout à l'heure, en disant que la France était, officiellement parlant, en dehors de tout ceci. Elle a signé les protocoles de Vienne, les traités du 20 Novembre, elle a garanti, comme les autres Puissances, la neutralité perpétuelle de la Suisse et de la Savoie, — elle a donc voix en chapitre.

6 heures du soir.

Le comte de Valaise vient de passer une heure en tête à tête avec moi, auprès de mon lit. Il est impossible d'avoir plus de motifs d'être content d'un ministre que j'en ai d'être content de lui. Il est très indépendant de sa place, très loyal, très gentilhomme, et maintenant que tout est fini quant à la négociation et qu'on ne peut plus prétendre qu'il ait intérêt à m'engluier, il me montre des égards au point de m'embarrasser. Il a apprécié mon désir de conciliation et il se montre véritablement reconnaissant de l'esprit dans lequel j'ai travaillé, surtout de l'attention que j'ai eue de ne pas faire intervenir les Puissances. Nous nous en trouverons bien à l'avenir dans toutes nos relations avec ce pays-ci, je puis vous le promettre.

*P.-S. — Le comte de Valaise vient de me communiquer qu'un courrier extraordinaire venant de Milan lui annonçait la remise d'Alexandrie au Roi.... All incidents are against us more than ever*¹.

Soit qu'ils fussent convaincus par les raisonnements qu'on vient de lire, soit qu'ils sentissent qu'en affaires le *mieux* est souvent l'ennemi du *bien*, le Conseil d'Etat et le Directoire fédéral ne balancèrent plus, et le 13 mars, un

¹ Tous les incidents sont plus que jamais contre nous !

courrier, venu de Genève à Turin en vingt-neuf heures, apportait à Pictet la nouvelle que le traité était accepté tel quel par ses commettants, si les modifications que ceux-ci eussent souhaité y voir introduites ne pouvaient décidément être obtenues.

Votre courrier expédié le 12 au matin nous a rendu la vie, écrit le négociateur dans sa 25^e et dernière lettre. J'ai aussitôt demandé et obtenu une audience du Premier ministre pour lui faire part des ordres que je venais de recevoir. Je ne pouvais mieux faire que de lui lire la lettre du Canton Directeur. J'ai fait encore une inutile tentative auprès de lui pour revenir à la rédaction proposée par celui-ci quant à l'article VII, et j'ai du moins obtenu qu'il ne conservât aucun nuage sur l'intention qu'il aurait pu supposer au Directoire de chercher à revenir des explications données le 1^{er} Novembre. J'y avais déjà réussi dans ma longue et confidentielle conversation d'il y a trois jours, ainsi que je vous l'ai mandé dans ma dernière dépêche. Il m'a expliqué que jusqu'ici l'ordonnance du Roi réduisant des cinq sixièmes les droits de transit ne concernait que le transit par Chambéry ; que c'était à mes raisonnements, qui l'avaient frappé (lui, Valaise), et à son insistance, en suite de ces raisonnements, auprès du ministre des finances, que nous devions cette mesure bienfaisante pour Genève et qui le sera également pour la Basse-Savoie. Mais pour la route de Genève au Simplon, et même de Gênes à Turin, rien n'est encore décidé. Cependant les principes paraissent entendus et admis, et l'application s'en fera probablement partout.

Je ne sais encore quand je pourrai avoir l'audience du Roi. La Reine, malheureusement, n'en donne que le Dimanche, ce qui renvoie notre départ de trois bons jours au moins. C'est impatientant, mais, après tout le reste, ce n'est rien. Dieu vous bénisse !... je le dis avec l'emphase anglaise : *God bless you !* J'y comprends le Directoire. Ce résultat n'est pas la perfection idéale, mais il est beau et solide.

Au revoir, j'espère, mardi ou mercredi à Genève.

Je vous embrasse.

C. P.

P.-S. Je compte signer demain.

Les signatures furent échangées le 16 mars, et Pictet, ayant pris congé du Roi qui le gratifia à cette occasion d'une tabatière en brillants ornée de son portrait, se hâta de regagner Genève. Il y arriva le 19, apportant deux expéditions du traité, l'une destinée à la chancellerie fédérale, l'autre à celle de Genève. Le surlendemain, il rendait compte de sa mission au Conseil d'Etat en même temps qu'il expédiait son rapport à Zurich, et le 18 avril, il faisait au Conseil Représentatif un exposé détaillé de la marche et des résultats des négociations de Turin, dans un discours écrit dont la lecture occupa une heure et demie.

Répondant, dans ce discours, à des objections qu'il entrevoyait mais qui ne furent formulées par aucun de ses auditeurs (le traité fut approuvé à l'unanimité, moins une voix), Pictet insiste sur ce point, que le caractère du traité de Turin est celui de la *transaction*.

Il m'a paru, dit-il, très convenable aux intérêts de la Suisse, et d'une grande importance aux intérêts de Genève, de resserrer à cette occasion les rapports existants entre les Etats. Après deux mois de débats sur des questions nombreuses et délicates qui touchaient non seulement aux droits de la souveraineté mais au sentiment de l'orgueil national, aux préventions anciennes, aux croyances religieuses et à la conscience du Roi, j'ai eu la satisfaction d'emporter les témoignages de la bienveillance de Sa Majesté et de l'estime des ministres. Les choses sont réglées de manière qu'à l'avenir les frottements seront plus doux, les rapports journaliers plus faciles....

Est-ce aux dépens des acquisitions matérielles et des résultats utiles que les ménagements ont été gardés par moi ? Voilà la question que Vos Seigneuries doivent naturellement adresser au négociateur.

Pour y répondre, il faut voir ce que nous aurions obtenu dans les deux éventualités qui auraient pu se réaliser en dehors de l'issue actuelle.

Si la négociation n'avait pas pris le caractère d'une transac-

tion, et que j'eusse été réduit à invoquer l'intervention des Puissances pour nous mettre en possession du bassin (y compris le mont Salève et Saint-Julien) ainsi que du Littoral, nous aurions eu 37 000 poses de terrain, 10 650 habitants, 34 800 francs de revenu (calculé sur le pied des impositions sous le régime français).

Dans la supposition de l'exécution du protocole de Vienne, de la manière ci-dessus, puis de l'exécution du protocole de Paris, du 3 Novembre, c'est-à-dire en restituant le Littoral (en admettant que le Directoire y eût consenti), nous aurions obtenu 38 000 poses, 14 424 habitants, 40 500 francs de revenu.

Enfin le Traité nous donne 37 500 poses, 12 700 habitants, 42 300 francs de revenu. Or, sur l'espace occupé par le Salève que nous abandonnons au Roi, il y a 4500 poses de rochers et de broussailles. Nous gagnons par conséquent environ 4500 poses de terrain susceptible de culture, 2050 habitants et 7500 francs de revenu, comparativement au protocole de Vienne interprété selon notre vœu, c'est-à-dire en supposant que les Puissances nous eussent donné gain de cause sur l'objet en litige.

Si à ces avantages statistiques, Vos Seigneuries ajoutent ceux de la réunion des parcelles de notre territoire, de la facilité d'administration, du reculement des douanes, du libre arrivage des denrées, de la réduction de toutes les chances d'incidents fâcheux qui naissent d'une mauvaise délimitation, enfin le privilège inappréciable d'être dans des termes de bienveillance réciproque avec un voisin qui peut, à son gré, entraver ou favoriser toutes nos relations de subsistance et de commerce, — vous conviendrez, je pense, Très Honorés et Souverains Seigneurs, que les résultats du traité de Turin sont bons pour la Suisse et singulièrement avantageux pour le canton de Genève.

Pénétré de la conviction que, par le fait de ce traité, l'avenir paisible de sa patrie était désormais assuré, l'orateur tint, avant de finir, à reporter le mérite de la position acquise par Genève à ceux qu'il se plaisait à appeler ses *chefs de file*, — à « ces doyens de la magistrature qui, longtemps avant que le cri de l'indépendance retentît du fond de l'Allemagne, fixaient sur les événements un regard

attentif, et qui, soutenus par les heureux pressentiments du patriotisme et du génie, avaient préparé en silence les moyens de tirer parti de ces événements. » — « Si, ajoutait Pictet, c'est à Paris, à Londres, à Vienne, puis encore à Paris et enfin à Turin que nous avons obtenu par degrés les plus heureux changements dans notre sort, c'est que les fondements de la faveur dont nous avons joui auprès des Souverains et de leurs ministres avaient été posés par la sagesse de nos chefs et par l'énergie de nos citoyens. *Honneur, avant tout, honneur à ceux qui nous ont fait retrouver une Patrie !* »

Restait la ratification. Celle-ci traîna infiniment plus qu'on n'eût pu s'y attendre, ensuite de la prétention émise par le gouvernement du Valais et par le cabinet de Turin, de faire dépendre l'accomplissement de cette formalité de l'acceptation préalable, par la Confédération, de deux conventions qui avaient été conclues — à l'insu de celle-ci et postérieurement au 16 mars — entre ce canton et l'administration sarde relativement à l'usage et à l'entretien de la route du Simplon ¹. Comme tous les Etats confédérés, sauf celui que nous venons de nommer, avaient déclaré approuver le traité de Turin, la Diète impatientée et pressée d'en finir décida à l'unanimité que les conventions conclues par le Valais ne recevraient pas la ratification fédérale. Mais en même temps on offrit à la cour de

¹ A l'occasion de ce conflit, le ministre des affaires étrangères de Prusse écrivait à l'envoyé de cette puissance en Suisse :

« L'usage de la route du Simplon a été assuré par l'acte du Congrès de Vienne au Roi de Sardaigne. Si ce Prince trouve qu'il lui convient de contribuer à l'entretien de cette route et qu'il en ait les moyens, la chose lui est loisible. *Mais la Suisse n'a aucune espèce d'intérêt, ni commercial, ni militaire, ni politique à la conservation de cette route qui la menace, et qui, en compromettant sa neutralité, compromet sa sûreté. Bien loin que les engagements pris par le Valais puissent lier la Confédération, ils sont tels qu'ils ne peuvent être valables pour ce canton lui-même sans l'agrément de la Diète.*

Turin de traiter directement avec elle des objets auxquels se rapportaient ces conventions. Le cabinet piémontais répliqua, fit ses réserves, puis, finissant par où il aurait dû commencer, procéda purement et simplement, le 26 septembre, à l'échange solennel des ratifications du traité de Turin.

La circulaire par laquelle, le 10 avril, le Directoire fédéral avait notifié aux Cantons la conclusion du traité, leur en avait communiqué le texte et les avait engagés à y donner leur adhésion, renferme un aveu qui mérite d'être relevé, car il montre que Pictet n'a rien exagéré en parlant des difficultés que ses propres commettants avaient mises à sa tâche.

« Nous n'avions pas cru devoir abandonner le Littoral, dit le Directoire. D'autre part, nous ne pouvions pas non plus méconnaître le haut prix que le gouvernement de Genève devait attacher au désenclavement de Jussy, ni contester combien il était désirable pour toute la Suisse que l'on formât une masse contiguë de toutes les parties de ce territoire autrefois si morcelé. De là était résulté un enchevêtrement dans les questions territoriales, dont la solution semblait devoir être reléguée dans le domaine des choses impossibles, et qui cependant a parfaitement réussi grâce à la patience et à l'habileté de M. Pictet. Il a trouvé un biais, le seul, peut-être, qui pût en même temps satisfaire aux intérêts politiques de la Suisse en général, et assurer au canton de Genève, en particulier, les bienfaits du protocole du 3 Novembre, sans déroger aux droits qui lui étaient déjà acquis par les décisions du Congrès de Vienne. »

Quant à l'article VII qui avait failli un instant faire chavirer le traité, voici en quels termes la circulaire fédérale en parle :

« Nous avouons que nous aurions désiré une plus grande simplicité dans sa rédaction... mais nous devons aussi énoncer notre persuasion que le dit article, tel qu'il est actuellement rédigé, étant une simple quoique prolixie reconnaissance des traités de Vienne et de Paris, il ne peut en résulter ni préjudice ni danger pour la Suisse, et qu'il ne peut donner lieu à aucune contestation. »

Ce fut sous l'impression des sentiments qui avaient dicté cette circulaire ¹, que le Directoire fédéral proposa à la Diète, dans sa séance du 18 juillet, de donner acte au négociateur de l'approbation de ses services. Ce témoignage, qui fut voté séance tenante par la Haute Assemblée, prit la forme d'une déclaration solennelle et motivée dont une expédition fut transmise à Pictet de Rochemont ².

Les six mois qui s'écoulèrent entre la signature du traité de Turin et sa ratification définitive, furent pour le gouvernement de Genève une période de préoccupations et d'angoisses. L'effet de ces atermoiements sur les populations dont le sort était laissé en suspens ne pouvait être qu'infiniment fâcheux. Concurrément avec les appréhensions produites par l'attitude ambiguë de la Cour de Sardaigne, une disette, résultat d'un été désastreux, fut cause que, dans l'espace de quatre mois, le prix du pain monta de 80 % dans la ville de Genève, et bien davantage encore au dehors. Les Genevois firent pour secourir les habitants des campagnes de généreux efforts, et les étendirent même fort au delà des limites du canton. L'administration piémontaise s'en montra médiocrement re-

¹ Le texte de cette circulaire, de même que celui du rapport de Pictet sur sa mission à Turin, se trouvent reproduits *in extenso* dans le tome IV (1889) du *Politisches Jahrbuch*.

² Voir aux *Annexes*.

connaissante ; elle semblait avoir peine à renoncer, sur la frontière, aux procédés tracassiers en usage depuis la Réformation. L'ère d'apaisement et en même temps de prospérité que Pictet avait prédite et qui se réalisa en effet plus tard, n'avait pas encore commencé.

Il convient de reconnaître, cependant, que la députation, composée de MM. Turrettini, syndic en charge, et Pictet de Rochemont, que le Conseil d'Etat crut de son devoir d'envoyer dans le courant du mois de juillet au roi Victor-Emmanuel, à Aix, pour le féliciter à l'occasion de son voyage en Savoie, ne fut point trop mal accueillie. Fort innocent, très probablement, des petitessees de ses fonctionnaires, le bon prince, aussitôt les compliments de rigueur échangés, recommença aux deux Genevois toutes ses histoires sur son armée, ses milices, sa cavalerie, sa marine, etc. La reine, née archiduchesse d'Autriche, ne se montra ni moins affable ni moins causante dans l'audience qu'elle accorda à la députation. Elle fit beaucoup de questions sur la Suisse, et apprit avec autant d'étonnement que d'intérêt que la Confédération se composait de vingt-deux Cantons. Sa Majesté en était restée au chiffre de dix-neuf.

Une besogne plus sérieuse, en tout cas plus fatigante, fut la démarcation, sur le terrain, des nouvelles limites entre l'Etat de Genève et le Duché de Savoie, à laquelle Pictet de Rochemont fut appelé à procéder conjointement avec le commissaire royal des confins, M. de Collegno. Cette opération exigea dix journées entières, durant lesquelles ces messieurs durent faire planter sous leurs yeux, de l'embouchure de la Laire dans le Rhône à l'embouchure de l'Hermance dans le lac, deux cent vingt et quelques poteaux. Puis vint, trois mois plus tard, la prise de possession du territoire cédé, dont Pictet se vit

également chargé, de concert cette fois avec M. d'Ivernois, et qui ne se passa pas sans incidents ¹.

Les termes dans lesquels le cabinet piémontais avait annoncé au Conseil d'Etat de Genève qu'ensuite de la ratification, désormais accomplie, du traité de Turin, les stipulations de ce traité recevraient leur exécution le 23 octobre ; le fait que, dans sa missive, la cour de Turin affectait d'ignorer la nomination — duement notifiée cependant — de deux commissaires, à la fois fédéraux et cantonaux, chargés de recevoir des mains des autorités sardes le territoire cédé ; ces circonstances, disons-nous, paraissant déceler l'intention d'éviter une remise dans les formes usitées en pareil cas, le Conseil d'Etat avait pris ses précautions en conséquence. MM. Pictet et d'Ivernois se transportèrent préalablement auprès du commandant de la province de Carouge, le baron de Saint-André, et convinrent avec lui, de la façon la plus minutieuse, de tous les points du programme à suivre. Il fut entendu qu'un procès-verbal de remise serait signé entre eux à triple exemplaire ; le texte en fut même rédigé à l'avance et la minute lue et approuvée de part et d'autre ; et comme chacune des parties devait adresser aux habitants du territoire qu'elle cédait une notification expresse du changement de souveraineté ², Pictet, qui ne voulait rien laisser à l'imprévu, offrit à M. de Saint-André de lui rédiger la sienne, ce que l'officier sarde, plus familier avec l'épée qu'avec la plume, accepta avec empressement.

Jamais préliminaires n'avaient été menés, de part et d'autre, avec plus de précision et de rondeur à la fois.

¹ Le gouvernement avait aussi désigné Pictet de Rochemont pour prendre possession des communes détachées de la France, mais il obtint d'être déchargé de cette tâche ; elle fut remplie par le conseiller Micheli.

² Genève restituait au roi le bourg de Saint-Julien dont elle était en possession depuis quelques mois.

Grande fut donc la surprise des deux commissaires genevois lorsqu'en se présentant à l'hôtellerie où logeait M. de Saint-André à Carouge, au jour et à l'instant fixés, ils apprirent que cet officier avait quitté la ville un quart d'heure auparavant en emmenant sa troupe, et en se bornant à dire à l'hôtesse « qu'il était bien fâché de ne pas recevoir ces messieurs, mais qu'il avait reçu des ordres pour partir sans retard. » Aucune instruction n'avait été laissée à la municipalité locale, et la notification promise n'avait point été transmise aux communes. Une évacuation furtive avait remplacé la remise convenue. On avait même poussé l'incurie ou le sans-gêne jusqu'à laisser le drapeau piémontais flottant sur le clocher de Carouge !... Ce fut la municipalité qui, de son propre mouvement, le fit disparaître.

MM. Pictet et d'Ivernois n'hésitèrent point à faire avancer la compagnie de grenadiers dont ils s'étaient fait accompagner et qui attendait leurs ordres à l'entrée du pont, jusque-là frontière entre les deux Etats. Cette troupe ayant pris position sur la grand'place, les commissaires se hâtèrent de revenir rendre compte de la situation au Conseil d'Etat qui, à ce moment-là, était en séance.

On décida, après une courte délibération, de « suivre aux dispositions précédemment arrêtées » sans davantage se préoccuper du commandant disparu, et en particulier d'expédier sur-le-champ dans toutes les communes cédées des gendarmes porteurs de la notification de la prise de possession. Mais, vu l'heure avancée, la cérémonie elle-même dut être renvoyée au lendemain. Un détachement de grenadiers et de gendarmerie commandé par un officier énergique et sûr, le lieutenant Charles Prevost, fut laissé dans Carouge. La nuit ne se passa pas sans quelque tumulte. Enhardie par les incidents de la journée, une

bande de vauriens essaya de provoquer du désordre en criant : « Aux armes ! Carougeois, aux armes ! »

Le 24 octobre, à midi, les commissaires genevois repa-rurent dans Carouge, précédés cette fois de six huissiers en manteau et accompagnés de trois conseillers d'Etat, du Procureur général et de quatre Auditeurs. Arrivés devant la mairie, ils y trouvèrent réunis les membres de la municipalité, les syndics et les curés de toutes les communes du nouveau territoire, qu'on avait convoqués la veille. Chacun des commissaires adressa à cette assemblée une harangue qui reflétait les sentiments à la fois bienveillants, justes et fermes dont le gouvernement genevois était animé à l'égard de ses nouveaux administrés.

L'archiprêtre curé de Carouge lut en réponse un discours préparé dans lequel — dit le rapport officiel — « il exprimait au nom de tous et dans des termes convenables, beaucoup d'attachement à la maison de Savoie ; il laissait percer des regrets, mais montrait néanmoins l'espérance d'un avenir heureux sous un gouvernement animé de l'esprit helvétique. » — « L'ensemble de l'esprit manifesté dans cette cérémonie fut très bon, écrit Pictet au président de la Diète. Malgré la circonstance de l'extrême cherté des subsistances, qui jette du découragement dans la population, les communes rurales témoignent beaucoup de joie d'être réunies à Genève, et tout nous fait espérer que nous ne trouverons pas de grandes difficultés dans l'amalgamation de la nouvelle population. » La transition du régime sarde au régime genevois s'opéra en effet dans ces communes sans la moindre difficulté.

La journée du 23 octobre eut toutefois un épilogue piquant et inattendu.

Ni le Directoire fédéral ni le gouvernement genevois n'avaient jugé à propos de demander à la cour de Turin

des explications sur la conduite de M. de Saint-André. Le faire eût été s'exposer à rentrer dans une correspondance aigre et infructueuse. Mais Pictet de Rochemont était personnellement décidé à tirer au clair la véritable cause du procédé insolite du commandant de Carouge, et à savoir s'il ne fallait pas la chercher dans des ordres supérieurs donnés à M. de Saint-André plutôt que dans l'impertinence sans motifs de celui-ci.

En conséquence, il écrivit à cet officier qui s'était retiré à Saint-Julien, qu'il considérait sa manière d'agir comme un manque de courtoisie prémédité, et qu'à moins que M. de Saint-André ne désavouât formellement une pareille intention, lui, Pictet, se verrait dans la nécessité de lui en demander réparation par les armes.

« En faisant ainsi remonter à sa vraie source l'origine de cette affaire, dit M. Albert Rilliet, M. Pictet obtenait pour lui-même la satisfaction qu'il semblait chercher et préparait celle qui était due à son gouvernement. Le but de cette démarche fut parfaitement atteint. M. de Saint-André répondit le 2 novembre à son antagoniste qu'il n'avait eu aucune intention de l'offenser personnellement. « Je ne puis comprendre, ajoutait-il, comment vous voulez me faire une querelle particulière d'une chose qui ne doit pas l'être. Ma conduite est sans reproche. » C'était déclarer qu'il n'avait fait que suivre en cette occurrence la règle qui lui était prescrite. Avait-il mal compris celle-ci ou fut-il puni pour l'avoir trop bien suivie ? Toujours est-il que le gouvernement sarde, informé du résultat auquel M. Pictet avait amené cette affaire, jugea convenable de désavouer officiellement M. de Saint-André. Le 12 novembre, le ministre de Sardaigne en Suisse informait le Directoire, au nom de sa cour, que « la conduite de M. le commandant de Carouge *n'avait pas obtenu l'approbation de sa*

S. M., mais que, bien loin de là, Elle ne pouvait que la désavouer, et que pour en donner une preuve évidente, Elle venait de rappeler immédiatement cet officier à Turin. » — « Je m'empresse, ajoutait le ministre, de porter à la connaissance de la Confédération cet acte spontané de la justice et de la loyauté de S. M., persuadé qu'il suffira pour détruire jusqu'à l'ombre de la mauvaise impression qu'une pareille conduite aurait pu faire naître dans l'esprit du Directoire fédéral. »

« Ainsi était réparée la mauvaise grâce mise dans l'exécution des traités de Vienne et de Turin¹. »

Le vingt-deuxième canton de la Confédération avait enfin conquis sa configuration définitive. Il ne lui restait plus désormais qu'à travailler à son développement intérieur sous l'égide de la croix helvétique. Moins de six semaines après les derniers incidents que nous venons de retracer, le premier syndic Ami Lullin succombait à la maladie qui le minait depuis longtemps, jointe aux continues fatigues et appréhensions des trois dernières années. Pareil au timonier vigilant dont la main ne lâche la barre qu'après que le navire est entré dans le port, il avait attendu pour mourir que le sort de sa patrie fût complètement assuré. On raconte qu'au moment où il allait s'endormir pour toujours, son visage habituellement austère s'illumina tout à coup d'une expression radieuse, et quelque'un lui ayant demandé la cause de ce sourire : « *Je pense à Genève,* » dit-il.

¹ A. Rilliet, *op. cit.*, p. 396. — La correspondance échangée entre MM. Pictet de Rochemont et de Saint-André se trouve reproduite dans les *Recevez fédéraux* de l'époque. (*Zweite Aufgabe des Abschieds von 1816, Anhang Litt. K.*)

CHAPITRE VII

DERNIÈRES ANNÉES. CONSEIL REPRÉSENTATIF.

« LA SUISSE DANS L'INTÉRÊT DE L'EUROPE. »

QUESTION DES FORTIFICATIONS. MORT.

1817-1824

En retrouvant — dans les derniers mois de 1816 — son domaine de Lancy, sa charrue, ses moutons, son journal, l'école où sa femme et ses filles instruisaient les enfants du village d'après la méthode de Lancaster, Pictet de Rochemont s'était sans doute vu en imagination reprenant enfin possession de lui-même, et recommençant au milieu des siens l'existence qui suffisait à son ambition. Trois années de pérégrinations presque continuelles n'avaient fait qu'augmenter son goût pour la retraite.

Mais le cours naturel des choses ne tarda pas à dissiper ce beau rêve. Les événements vinrent rappeler à Pictet ce mot d'un homme d'Etat anglais : « La liberté se paie par une vigilance de tous les instants ¹. » Des soucis dont il avait perdu l'habitude au temps où sa patrie était asservie, l'assaillirent de nouveau, une fois la République rendue à elle-même. A l'intérieur du pays certains symp-

¹ *The price of Liberty is eternal vigilance.*

tômes, au dehors certaines éventualités, semblèrent à son âme, trop facilement inquiète peut-être, menacer l'édifice dont le relèvement avait coûté tant d'efforts. Dès lors, élever la voix pour signaler tantôt des errements ou des malentendus qu'il ne pouvait s'empêcher d'envisager comme funestes, tantôt des dangers qui s'annonçaient comme probables ou simplement comme possibles, lui parut un devoir, dût sa franchise l'exposer à être mal compris et mal jugé.... Ce fut en effet ce qui arriva. Il ne tarda pas à porter la peine de son franc-parler. Entre autres préoccupations, sa sollicitude pour le sort de Genève, dans le cas d'une guerre entre la France et ses voisins, l'entraîna dans une polémique plus ardente qu'il n'avait compté, destinée à durer des années, et dont le résultat fut de compromettre son repos et finalement d'abrégier sa vie.

Cette polémique roulait sur la question de savoir si Genève devait rester fortifiée ou non.

En proposant, comme il le fit dès la fin de l'année 1818, d'enlever à cette ville son caractère — de tout temps plus apparent que réel — de place forte, pour ne lui laisser qu'une enceinte « suffisante pour la préserver des rançonnements, pillages et passages forcés, » Pictet de Rochemont ne s'était aucunement dissimulé l'impression qu'une « nouveauté » aussi hardie devait produire au premier abord. Il savait quel prestige ces vieilles murailles exerçaient sur l'imagination de la plupart des Genevois d'alors. — « Nous avons tous, je le sais, été élevés au son du tambour, disait-il dans un discours en Grand Conseil ; l'aspect d'une place de guerre, les remparts, l'artillerie ont frappé nos yeux dès notre enfance. Un préjugé respectable nous a toujours fait voir dans nos fortifications une garantie de notre indépendance, et depuis longtemps nous avons asso-

cié l'idée de remparts à celle de patrie. » Il se rendait donc nettement compte du sacrifice qu'il demandait au cœur de ses concitoyens en leur proposant de renverser partiellement ces murailles et de combler ces fossés.

Il ne s'en était pas moins flatté, semble-t-il, de convaincre leurs esprits par des arguments stratégiques qui lui paraissaient, à lui-même, irréfragables, qui l'étaient en effet, et qu'aucun militaire de quelque expérience n'eût songé à contester, même à l'époque dont nous parlons. Il fut bientôt obligé de reconnaître qu'il avait trop présumé de l'empire de la raison en face d'un sentiment que les événements de la restauration avaient encore contribué à exalter. Il dut constater de plus que ni ses services passés, ni l'évidente droiture de ses intentions, non plus que la constante modération de son langage, ne le mettaient, en cette occasion, à l'abri des propos amers, pour ne pas dire des imputations positivement injurieuses. Pour avoir osé s'attaquer à une opinion passée à l'état de dogme, il se vit traité non pas en égaré seulement mais en coupable et presque en traître par une partie de ceux-là même qui, deux années auparavant, exaltaient le plus chaudement ses lumières et son patriotisme. « Ce b...-là, je voudrais lui voir la tête entre les jambes ! » s'écriait, dans le paroxysme de son indignation, un député (très honnête homme, d'ailleurs, et parfaitement pacifique dans la vie ordinaire) qui descendait la rampe de l'hôtel de ville après avoir entendu un discours de Pictet.

Le chagrin qu'il ressentit de cette injustice fut profond et mêlé d'amertume. Il n'en laissa rien paraître, mais on en retrouverait au besoin la trace dans sa correspondance tout à fait intime. Quant à se laisser détourner de son but par les clameurs ou par les mauvais procédés, il n'en eut pas même la pensée, et s'inspirant de la vieille devise de

sa famille : *Fais bien et laisse dire*, il persista jusqu'au bout, dans cette question brûlante des fortifications, à ne prendre conseil que des seules impulsions de sa conscience, afferries d'ailleurs par des méditations déjà anciennes sur le sujet qui le préoccupait.

Au sein du Conseil Représentatif, la discussion, bien que constamment renouvelée et par moments fort vive, resta dans l'ensemble sérieuse et digne. On ne put cependant s'empêcher de sourire le jour où un honorable professeur de chimie, adversaire déclaré de l'idée de toucher à l'enceinte bastionnée, lut un passage d'Aristote tendant à prouver l'utilité des retranchements à la guerre ! Au reste, Pictet de Rochemont n'était point seul dans cette assemblée à soutenir sa manière de voir. Quelques-uns de ses collègues, et des plus marquants, tels que Dumont, Bellot, de Candolle, Sismondi, Pictet-Diodati, P. Prevost, ne cessèrent de l'appuyer de leur parole et de leur vote. Mais ils étaient la minorité.

Pictet, nous l'avons dit, usa ses forces dans cette longue campagne. Il mourut au plus fort de la lutte, victime du zèle qu'il mit, certain jour d'hiver, étant déjà malade, à se rendre de sa campagne de Lancy à une séance à l'hôtel de ville. — « *Ma conscience en fortifications me coûte la vie*, lui entendit-on murmurer sur son lit de mort, mais j'ai fait mon devoir. »

D'autres questions publiques, sur lesquelles du moins, dans la plupart des cas, il avait la joie de se sentir d'accord avec ses amis et ses anciens compagnons d'œuvre, le préoccupèrent encore. Bien qu'il ne fût plus partie du gouvernement, son rang de conseiller honoraire l'appelait à être consulté sur tous les objets de quelque importance se rattachant à la politique extérieure. Il servait en particulier d'intermédiaire officieux entre le Conseil d'Etat et les ministres des grandes puissances dans des circonstances

déliçates, telles, par exemple, que l'établissement — nullement désiré à Genève — d'un consulat sarde en cette ville, ou encore les conflits soulevés par le curé Wuarin, qui ne cessait d'intriguer au dehors. Pictet s'était fait une règle de réserver pour ces occasions l'influence qu'il avait acquise dans ses missions. — « Le peu de crédit que je puis avoir auprès des puissants de la terre, écrit-il en 1821 à un ami qui lui demandait de le recommander au duc de Richelieu, alors premier ministre, je le garde précieusement pour Genève. Trois fois depuis que mes fonctions diplomatiques ont pris fin, j'ai été dans le cas de l'employer. Si j'avais sollicité quoi que ce soit pour moi ou les miens, je n'aurais pas réussi pour la République. »

La politique ne l'absorba cependant jamais au point de lui faire négliger ses devoirs envers la *Bibliothèque universelle*, ou de le rendre infidèle à celle qu'il appelait *Sainte Agriculture*. En 1820 et 1822, il fit paraître des brochures sur l'emploi des pommes de terre pour la nourriture du bétail et sur des expériences comparatives entre trois systèmes de charrues. Son labeur comme journaliste était redevenu énorme. — « Je suis toujours en serre chaude pour le travail, écrit-il en janvier 1821 à un de ses fils, à cause des 140 pages d'impression que j'ai à fournir chaque mois à la *Bibliothèque*. » Au travers de toutes ces occupations, il trouvait encore le temps de composer ses mémoires sur la question des fortifications, sa brochure sur la neutralité de la Suisse, dont il sera parlé plus loin, etc. Enfin, malgré son peu de goût pour la mondanité, il ne pouvait se dérober entièrement ni aux visites, ni aux invitations dans un moment où affluaient à Genève les illustrations de tous les pays ¹.

¹ « On dit, écrit M. Ch. de Constant à un ami (mars 1816), que quatre mille Anglais s'annoncent pour venir à Genève, et que Déjean [hôtelier genevois] a envoyé quarante voitures à Calais pour en amener... ! Ce qui est certain, c'est que

La première occasion dans laquelle le nom de Pictet de Rochemont reparaît sur les registres publics après 1816, est celle de l'échauffourée connue dans l'histoire sous le nom de *journée des pommes de terre* (15 octobre 1817). Bien que, dans ses procès-verbaux, le secrétaire d'Etat d'alors fasse au tumulte qui se produisit ce jour-là dans les Rues-basses l'honneur de le qualifier d'« insurrection, » il n'y eut en fait aucun sang versé et à peine des dégâts commis. Le nombre des perturbateurs actifs fut même assez restreint.

Un accaparement de pommes de terre, dont on accusait la classe des « revendeurs » et qui n'existait que dans l'imagination des badauds, avait servi de prétexte aux violences. Le dommage matériel se réduisit au pillage, sur la place du marché, d'un certain nombre de charretées de ce qu'un publiciste échauffé de l'époque appelle « le tubercule ami de l'homme. » Toutefois, et pendant plusieurs heures, le désordre avait été grand ; les représentants de la loi s'étaient vu insulter, menacer, bousculer, frapper même avant que la tranquillité pût être rétablie.

On traversait alors, il est vrai, une disette, mais le gouvernement genevois était d'autant moins responsable

toutes les personnes d'ici qui sont en relations avec l'Angleterre connaissent une infinité de gens qui doivent venir.... Les Allemands abondent également. »

De son côté, Bonstetten mande de Genève à M^{me} Brun (novembre 1816) : « J'ai vécu dernièrement dans la plus grande dissipation. Tout Londres a défilé devant moi : des savants, de grandes dames, les membres les plus influents du Parlement, etc. » L'élite sociale et intellectuelle de l'Europe se déversait en effet alors sur Genève. On peut citer parmi les Anglais : lord Byron, lord et lady Holland, Humphrey Davy, Wilberforce, Brougham, Howard le philanthrope, Bell le pédagogue, Maria Edgeworth ; parmi les Allemands : Alexandre de Humboldt, le baron de Stein, le prince de Metternich, les archiducs d'Autriche, les princes de Wurtemberg, de Mecklembourg, de Hohenzollern ; parmi les Français : Châteaubriand, Ampère, Talma, Maine de Biran, Sébastiani, le duc Pasquier, le duc de Broglie, Delphine Gay ; puis encore Kosciusko, Capo d'Istria, la reine de Suède, la princesse de Galles, etc., etc. On ferait un volume de ces noms illustres.

du haut prix des subsistances, qu'il avait pris en temps utile toutes les mesures en son pouvoir pour atténuer l'effet de l'insuffisance des récoltes. Par ses soins intelligents et vraiment paternels, des quantités considérables de blé avaient été achetées à l'étranger, amenées à Genève, et là mises à la disposition des boulangers à prix réduit. La caisse de l'Etat perdit sur ces opérations la somme de trois cent quarante-huit mille florins, mais le résultat fut que nulle part, peut-être, en Europe, le pain ne renchérit moins qu'à Genève. De son côté, la classe aisée s'était largement entremise pour alléger les souffrances populaires. Les sommes fournies en cette occasion par la bienfaisance, tant publique que privée, dépassèrent onze cent vingt mille florins.

Les excès commis par les émeutiers étaient donc doublement inexcusables. Ce qui ne le fut guère moins, ce furent les inepties débitées en cette circonstance par certaines gens qui, croyant ou feignant de croire à des accaparements, dévorés en outre de ce besoin de parler et de donner leur avis qui s'empare des sots aux époques de trouble, réclamèrent des mesures d'exception à l'égard des détaillants de pommes de terre et la réglementation rigoureuse de ce commerce. Rien n'était plus propre à effaroucher les agriculteurs et à écarter des marchés de Genève ces approvisionnements que l'on devait au contraire tout faire pour y attirer.

C'est ce que Pictet de Rochemont s'efforça de faire comprendre au public dans une proclamation que le Conseil d'Etat lui avait donné mission de rédiger de concert avec M. Des Arts, et qui porte la date du 20 octobre 1817 ¹.

¹ Au même moment, le professeur A.-P. de Candolle, qui venait de rentrer dans sa patrie, faisait paraître dans un sens identique une brochure intitulée : *Un Genevois à ses concitoyens*.

Cette pièce, assez longue, est bonne à relire. C'était un spectacle rare à cette époque — ce le serait de nouveau aujourd'hui — que celui d'un gouvernement prenant sans hésitation aucune, vis-à-vis de la foule abusée, la défense de la liberté commerciale la plus complète, en invoquant à la fois les enseignements de l'expérience et les principes du droit commun. Au reste, ce ne fut point la seule fois que les Conseils de la restauration donnèrent au peuple genevois des leçons de vrai libéralisme. On en trouverait la preuve, entre bien d'autres, dans ce qui se passa à l'époque de la dissidence religieuse. Les droits les plus élémentaires de la conscience, menacés alors par la populace — et pas rien que par la populace — trouvèrent dans ces magistrats de l'ancienne roche des protecteurs que la crainte d'encourir l'impopularité de la foule intolérante n'arrêta pas un instant dans l'accomplissement de ce qu'ils jugeaient être leur devoir. En fait, « on jouissait sous ce gouvernement d'une liberté telle, qu'on n'en trouvait nulle part ailleurs une plus complète et plus réelle sur le continent ¹. »

Revenons à l'émeute des *pommes de terre*.

Dans cette journée d'épreuve, les magistrats avaient presque tous payé de leur personne, — les syndics et les conseillers en affrontant le tumulte et les menaces de la place publique — les auditeurs en arrêtant de leur propre main les coupables et en les conduisant aux prisons. Les juges, à leur tour, se montrèrent à la hauteur de leur mission en appliquant résolument la loi, sans songer un instant à l'affaiblir par l'admission de circonstances atténuantes !

Mais si les représentants de l'autorité avaient ainsi plei-

¹ Auguste de la Rive : *A.-P. de Candolle et ses travaux*.

nement fait leur devoir, il n'en était pas tout à fait de même de la population dite « paisible. » Un nombre trop considérable d'hommes de la milice avaient répondu mollement à l'appel de la « générale, » ou même n'y avaient pas répondu du tout. Soit qu'ils crussent de bonne foi qu'il y avait eu accaparement de denrées, et que, dès lors, piller les revendeurs constituait un délit véniel, soit qu'ils estimassent que c'était une prérogative réservée aux seuls magistrats que de s'exposer aux coups les jours d'émeute, toujours est-il que, le 15 octobre 1847, ces soldats-citoyens firent preuve d'une insouciance qui n'était à l'honneur ni de leur discipline ni de leur civisme.

La rapidité avec laquelle l'ordre se rétablit fut cause qu'on ferma les yeux sur cette attitude peu édifiante d'une partie des compagnies bourgeoises. On s'efforça d'oublier ce qui s'était passé et on y réussit tant bien que mal. Pas tout le monde, cependant. Pictet de Rochemont, pour sa part, avait gardé de cette défaillance au devoir chez une partie de ses compatriotes, au lendemain même de la restauration, une impression fâcheuse. Il en chercha la cause et crut l'avoir trouvée dans ce qu'il appelait « le désintéressement des citoyens, de la chose publique, » désintéressement qui lui semblait venir des conditions politiques régissant l'Etat.

Il garda d'abord ces réflexions pour lui seul. Il hésitait à donner publiquement cours à des critiques qu'il était presque tenté de se reprocher. Personne plus que lui, en effet, ne rendait justice aux intentions des Conseils. Devenu, depuis la Révolution, passablement sceptique en matière de théories constitutionnelles, il appréciait à sa juste valeur l'avantage, pour la nation genevoise, d'avoir à sa tête une administration qui se distinguait, entre autres qualités, par une constante sollicitude pour les intérêts des plus

humbles de ses administrés. N'avait-il pas écrit au retour de ses missions, et en comparant ce qu'il avait vu dans de grands empires avec le spectacle qu'offrait son étroite patrie : « Il y a plus de vertus en exercice dans le gouvernement de Genève que dans tous les Cabinets de l'Europe ? »

Il n'en est pas moins vrai qu'à cette époque déjà, Genève subissait les sourdes atteintes du mal dont elle avait eu à souffrir au siècle précédent, mais dont un instant on l'avait cru guérie. Avec le temps, et malgré la prospérité qui ne cessa de se développer pendant vingt-cinq années, chacun finit par le sentir. Il n'avait été besoin pour cela d'aucune manifestation publique. L'attitude boudeuse d'une partie de la population avait suffi. « Dans un petit Etat comme le nôtre, écrivait Pictet dès 1818, les magistrats ne sauraient se faire aucune illusion sur l'indifférence de leurs concitoyens à leur égard. On se coudoie à chaque instant, on se rencontre tous les jours, et il suffit de la moindre omission d'une formule banale de politesse pour avertir de la disposition des esprits... »

Il se décida enfin à parler. C'était au mois de décembre 1818 ; un projet de loi sur la garnison se discutait en Conseil Représentatif. Les délibérations de ce corps n'étaient alors mises à la portée du public que d'une façon fort restreinte et partant peu exacte. Il en résultait des malentendus, des préventions qu'une publicité plus hardie eût probablement fait disparaître. Pictet de Rochemont lança une brochure sous ce titre : *Quelques mots sur des questions intéressantes pour la Suisse et pour Genève.*

« Bien des inconvénients, disait-il au commencement de cet écrit, résultent du demi-secret des débats de notre Conseil souverain. La connaissance complète des discussions de ce corps éloignerait toute défiance et associerait

en quelque sorte la nation aux mesures législatives. Ces débats fourniraient un aliment salubre à l'activité d'esprit qui distingue les Genevois. On pourrait espérer qu'aucun germe d'idées utiles ne périrait, qu'aucun levain de mécontentement ne fermenterait en secret. Des réflexions sages, des considérations importantes, des points de vue nouveaux seraient présentés ou suggérés par les externes qui ajouteraient ainsi aux lumières du Conseil Représentatif.... Les Genevois, qui ont donné sur le continent le premier mouvement à la discussion des principes de la liberté politique, resteront-ils dans l'ignorance sur les débats de leurs mandataires siégeant au milieu d'eux, tandis que partout ailleurs le gouvernement représentatif devient un système de diffusion universelle et rapide de la pensée ? Si l'esprit national pouvait se dénaturer jusqu'à se montrer en quelque sorte indifférent aux questions d'une importance générale pour la communauté, ce serait certes un résultat si déplorable, que tout ce qui y tend est déjà un malheur. »

Après avoir ainsi donné à entendre qu'il eût voulu voir le gouvernement chercher à obtenir des citoyens un acquiescement raisonné à ses actes plutôt qu'une confiance aveugle dans ses intentions, Pictet, venant à l'objet cause ou prétexte de sa brochure, indiquait les arguments qu'on pouvait faire valoir soit pour, soit contre l'entretien d'une garnison. D'une part, « l'avantage d'un certain appareil militaire donnant des impressions d'ordre à cette partie de la population qu'on peut appeler flottante parce qu'elle est composée d'étrangers, et qui a peut-être, jusqu'à un certain point, besoin d'être maintenue par le ressort de la crainte ; » l'avantage aussi, du moment que les règlements fédéraux appelaient Genève à fournir un contingent relativement considérable en artillerie, de pouvoir trouver dans

la garde soldée une réserve de canonniers exercés. D'autre part, « l'inconvénient des craintes réelles ou feintes, des calomnies sur les prétendus desseins hostiles de l'administration, craintes et calomnies qui pouvaient se produire aussi longtemps qu'il existerait, dans les mains de cette administration, un instrument dont l'imagination républicaine associait l'usage à des principes de despotisme ; » les lourds sacrifices qu'imposait le maintien de cette force armée, les dangers moraux qu'offrait la vie de caserne, etc., etc.

Enfin, il saisissait l'occasion pour reproduire avec plus de développement, quoique avec beaucoup de mesure encore, ce que, dans la séance du 11 décembre 1818, il avait dit, pour la première fois et incidemment, de l'inutilité des fortifications genevoises telles qu'elles existaient alors. Mais comme nous aurons à revenir sur ce dernier point, nous ne nous y arrêterons pas ici.

Ce que l'on serait tenté de reprocher à cet écrit de Pictet, c'est de ne pas conclure assez nettement. L'auteur paraît accepter le projet du Conseil d'Etat sur la garnison, et en même temps il ne se fait pas faute d'en laisser entrevoir les côtés faibles. Il est vrai que son but en prenant la plume avait été beaucoup moins d'offrir une solution que d'attirer l'attention des citoyens, en dehors des Conseils, sur les divers problèmes qui se posaient alors, et de les pousser à s'expliquer franchement. C'est dans cette pensée qu'il avait adopté pour épigraphe de sa brochure ces mots de Malesherbes : « La discussion publique des opinions est un moyen sûr de faire éclore la vérité, et c'est peut-être le seul. »

Son but fut atteint, — en partie. Une discussion s'ensuivit, mais elle fut moins de celles qui éclairent que de celles qui échauffent. Les doutes émis sur la valeur de

l'enceinte des fortifications avaient scandalisé nombre de citoyens. L'un d'eux entreprit de réfuter la brochure de Pictet. Il le fit dans une lettre ¹ où les appels au sentiment tenaient, comme de juste, beaucoup plus de place que les arguments techniques, et où surtout les aspirations libérales qui se manifestaient dans cet écrit étaient traitées avec sévérité. A propos du vœu, qu'une plus grande publicité fût donnée aux débats législatifs : — « Ne réglons point, s'écriait ce *vieux Genevois* (c'est ainsi que la lettre était signée), ne réglons point Genève sur l'exemple de la France ou de l'Angleterre ! C'est les cantons suisses qu'il nous convient de prendre pour modèles. Or les cantons s'entendent en indépendance, en expérience de la guerre, — en liberté surtout, sans avoir fait de la Liberté la déesse du babil. Les cantons verraient de mauvais œil que Genève devînt une école de politique, un foyer de *libéralisme*.... »

Pictet eut là un avant-goût de ce qui l'attendait s'il persistait dans ses « nouveautés. » Par la manière dont on accueillait ses idées, non moins que par l'aversion instinctive que lui inspirait tout ce qui ressemblait à l'étroitesse et au parti pris, il se vit amené, presque sans s'en douter et sans l'avoir voulu, à prendre place dans les rangs de l'opposition au gouvernement. C'était cependant dans le but d'affermir ce gouvernement — le meilleur à ses yeux que pût avoir Genève — qu'il cherchait à perfectionner un régime auquel les circonstances exceptionnelles qui avaient présidé à sa naissance avaient imprimé un certain cachet d'exclusisme, peut-être, ou tout au moins de timidité ².

¹ Publiée dans la *Revue genevoise*, avril 1819.

² Disons qu'en fait de publicité, les *desiderata* de Pictet étaient bien modestes. Il se bornait à demander l'impression d'un Mémorial. — « Quant aux tribunes publiques dans la salle du Conseil Représentatif, ajoutait-il, j'y répugne *parce que ce mot rappelle d'exécrables souvenirs*. »

Il ne tarda pas à revenir à la charge, et cette fois plus nettement, dans un discours au Conseil Représentatif ¹.

La maladie politique actuelle, disait-il, c'est le désintéressement de la chose publique. Ses conséquences sont une humeur sourde, une opposition d'inertie, l'indifférence pour les actes du gouvernement, l'indifférence aussi pour la personne des magistrats, le défaut de reconnaissance pour leur administration désintéressée. La considération, l'affection, la confiance des administrés constituant la seule récompense possible dans un pays où les emplois ne donnent pas de quoi vivre, il s'ensuit du dégoût chez les administrateurs. Ils se dévouent mais ils souffrent....

Voilà l'état des choses en temps de calme. Survient-il une crise, on voit alors que le mal est profond. Quelques difficultés de subsistances amènent-elles des mouvements de mécontentement dans le peuple malgré la prévoyante sollicitude des magistrats, ceux-ci veulent-ils armer les gardiens naturels de la tranquillité publique,... les citoyens se montrent froids, ils n'obéissent pas à l'appel, ils semblent voir sans déplaisir un incident qui éclaire l'administration et le Conseil Souverain sur les défauts de la machine politique.... Nous avons eu cette leçon.

Je sais que notre position au moment de la Restauration a été délicate, et qu'il eût été difficile de mieux faire qu'on n'a fait. L'égalité, déjà admise dans les droits politiques, la perspective d'un accroissement de territoire, la crainte qu'inspirait à nos protecteurs et à nos amis notre réputation de turbulence politique, ont conduit les rédacteurs de notre constitution à en écarter ce qui aurait paru un élément trop démocratique. Ils ont fait, je suis tenté de le croire, le mieux possible pour le moment où ils ont travaillé. Mais cinq années d'expérience ont pu nous éclairer.

L'existence de la maladie dont je parle n'est contestée par personne, mais on s'arrête devant l'extrême difficulté d'y trouver un

¹ Ce discours fut composé en 1819, à l'occasion du projet de revision de la loi électorale. Nous ne garantissons pas qu'il ait été prononcé dans ces termes mêmes, mais comme nous en avons retrouvé la minute de la main de Pictet, il nous est permis de le présenter comme l'expression exacte de sa pensée.

remède. On aime à se flatter que l'habitude de cet état de choses rendra peu à peu indifférents à l'exercice des droits politiques ceux qui actuellement paraissent y attacher le plus de prix. On fait observer que l'usage des droits politiques n'ajoute rien au bonheur du peuple. On s'attache à prouver — et, à mon avis, on démontre très bien — que dans aucun pays de la terre les vrais avantages de la liberté politique, dans ses résultats usuels et positifs, ne sont mieux assurés que chez nous, que tout le reste est illusoire, et que ces vérités devraient être prêchées, inculquées par tous les bons esprits, au lieu de chercher de nouvelles combinaisons qui ne contenteront pas et qui mettront les esprits en fermentation pour un temps indéfini.

Si l'histoire ne nous présentait pas mille preuves des folles passions et des fantaisies des hommes, de cet aveuglement qui leur fait compromettre la possession de biens certains et solides pour courir après des chimères, on aurait peine, en effet, à se représenter que l'on puisse n'être pas content dans un pays où chacun peut exercer son industrie en paix sous la protection des lois, — où les garanties de la sécurité personnelle, comme celles de la propriété, sont entières, — où la justice est prompte et peu coûteuse, — où l'administration des deniers publics est sévère et parcimonieuse, — où rien n'égale le dévouement et la sollicitude des magistrats pour le bien du peuple et le salut de l'Etat, dans des fonctions quasi-gratuites.

Mais telle est la perversité — si l'on veut — de l'esprit humain, que les biens dont on jouit ne sont presque jamais appréciés à leur juste valeur. *Si sua bona norint* n'est pas seulement applicable aux cultivateurs des champs. S'il est vrai, en général, que le bonheur soit *une affaire d'appréciation*, cela est particulièrement vrai du bonheur politique. Il y a de la mode, de l'engouement dans les idées qu'on se fait des droits politiques et du plaisir qu'on trouvera à les exercer. L'imagination agit fortement à cet égard sur les hommes à l'époque où nous vivons. Il y a une sorte de fermentation dans les esprits, un besoin universel de jouer un rôle actif dans la chose publique, par soi-même ou par ses représentants.

Si nous étions une nation toute composée de sages, l'énumération des biens que nous assure notre législation, telle qu'elle marche aujourd'hui, produirait un sentiment universel de reconnaissance envers les magistrats et d'amour pour la constitution.

Mais une telle énumération, un tel tableau seraient superflus vis-à-vis d'une nation de sages, puisqu'elle apprécierait ces biens et saurait en jouir. Par la raison inverse, il est inutile de les présenter à une nation d'hommes tels qu'ils sont toujours, c'est-à-dire prévenus de manière ou d'autre par la passion, l'imagination, l'inquiétude, le mécontentement ou l'espérance. Ici je m'arrête....

J'ai souvent entendu répéter autour de moi : « Le peuple chez nous serait tranquille si on ne le faisait pas penser à l'exercice des droits politiques. » C'est là, je crois, une grande illusion. Il y a dans notre population assez d'esprit et d'instruction pour qu'un grand nombre d'individus aient pu discerner nettement le fort et le faible de notre constitution dès le jour où elle a été promulguée.

Si la prolongation du système actuel devait produire une tranquillité d'indifférence, si la partie de la nation aujourd'hui boudeuse devait s'accoutumer peu à peu à cet état passif, un tel résultat serait-il désirable?.... Je ne le pense pas. Tout ce qui tend à rendre les citoyens insoucians de l'usage des droits politiques tend également à engourdir les plus nobles facultés.... Dans une petite république, où le gouvernement n'a point d'autre force que celle qui découle de la confiance des citoyens, il faut que ceux-ci veuillent défendre la patrie qui leur assure les biens dont ils jouissent, — et parmi ces biens, ceux d'imagination comme les autres.

Mais le meilleur système électoral pour nous est, je le reconnais, un problème bien difficile à résoudre. On a fait observer avec beaucoup de raison que, d'après la constitution, les électeurs, étant éligibles au Conseil Souverain, devraient être composés d'une manière respectable, et qu'il était difficile qu'un corps aussi nombreux que le supposait l'abaissement proposé de la taxe électoral conservât cette qualité. Cependant, il paraît désirable que ce corps soit nombreux.

J'avoue que, dans une question aussi difficile et au sujet de laquelle il importe de se bien rendre compte du vœu national, je me joindrais volontiers à l'idée d'un ajournement qui nous mît à l'abri de tout reproche de précipitation, et qui peut-être nous conduirait à faire une loi susceptible, plus tard, d'être révisée et perfectionnée.

Dans un autre discours de la même époque, nous voyons Pictet de Rochemont se prononcer en faveur de l'élection directe des quatre Syndics (mais non pas du Conseil d'Etat) par le peuple, ainsi que cela s'était pratiqué durant des siècles dans l'ancienne république. Cette idée comptait en Grand Conseil de très nombreux partisans.

La divergence d'opinions qui séparait Pictet du Conseil d'Etat sur les points que nous venons d'indiquer, ne l'empêcha nullement de donner à ce corps son appui le plus entier dans d'autres occasions. C'est ainsi qu'ayant été désigné, au mois d'avril 1823, pour présenter le rapport sur un projet d'arrêté conférant au gouvernement genevois des pouvoirs extraordinaires à l'occasion de la crise que traversait alors l'Europe (guerre d'Espagne, etc.), il le fit dans des termes tels, que le Conseil Représentatif vota à l'unanimité les pouvoirs demandés. C'est ainsi encore qu'il prit, auprès des souverains de Russie et de Prusse, la défense de l'administration genevoise contre les imputations que ne se lassait de répandre le curé Wuarin. Les lettres confidentielles que Pictet de Rochemont dut adresser, au sujet de ce prêtre remuant, aux ministres Capo d'Istria, de Krüdener et de Waldburg-Truchsess jetent un jour instructif sur la question catholique dans le canton de Genève à cette époque.

Mais le danger des menées ultramontaines n'était pas à comparer, aux yeux de Pictet, à celui que pouvaient offrir, pour l'ensemble de la patrie suisse, les théories qu'on entendit afficher, un beau jour de l'année 1820, à la tribune française. Le 17 juin, un des représentants les plus autorisés du parti qui, sous la restauration, se qualifiait de « libéral, » le général Sebastiani, s'exprima à la chambre des Députés et à l'occasion du budget de la guerre, de la manière suivante :

« ...L'économie proposée sur le génie ne montre pas moins d'imprévoyance. Toutes nos anciennes places ont besoin de réparations. Vous êtes forcés de créer des places nouvelles. Le temps n'est plus où l'on pouvait confier à une puissance secondaire mais brave une portion importante de nos frontières de l'Est. Tous ceux qui ont quelque connaissance de la grande guerre savent aujourd'hui que, si la France se trouvait engagée dans une guerre sérieuse avec l'Allemagne, *elle se verrait forcée d'occuper par ses troupes cette même puissance*, afin de se rendre maîtresse des versants du Rhin et du Danube, et de couvrir ses frontières en menaçant celles de l'ennemi.

» La France a perdu ses frontières naturelles qui pouvaient assurer son repos, et peut-être celui de l'Europe. Elle n'avait point gravité vers ces frontières par le poids de son ambition, mais par celui de la nécessité. Forcée de recourir à ses frontières artificielles, je regrette que la pénurie de nos finances ne nous permette pas de consacrer dans ce moment dix millions de plus à cet objet. » (*Moniteur*, N° 171.)

Chose singulière, ces paroles de Sebastiani ne parvinrent aux oreilles de Pictet que six mois plus tard, par la lecture, faite en Conseil Représentatif, du rapport sur le recez de la Diète. D'où l'on peut conclure qu'elles n'avaient pas eu jusqu'à ce moment un très grand retentissement au dehors. Mais comme elles n'avaient été relevées par personne dans la séance du 17 juin, — que les ministres présents n'avaient fait aucune observation, — que les journaux — même ceux du parti opposé à l'orateur — avaient gardé le silence, Pictet jugea qu'il était de son devoir d'y répondre.

— « J'ai appris seulement le mois passé (écrit-il le 7 janvier 1821 à son second fils, alors à Paris) que, le 17 juin

dernier, le général Sebastiani avait dit à la tribune, à propos du budget de la guerre, que... [suit le texte des paroles citées plus haut]. J'ai entrepris un ouvrage, qui est fait aux trois quarts, pour montrer que cette opinion est fausse, injuste, dangereuse pour la France elle-même et pour l'Europe, en même temps qu'elle est un aveu révoltant de l'intention d'employer la force vis-à-vis de celui qu'on croit faible. Je ferai copier le manuscrit et je te l'enverrai pour le faire imprimer à Paris, sans nom d'auteur. Au reste, il n'y aura pas un mot qui soit dangereux ou blessant.... Les sabreurs de l'école du droit public de Bonaparte exposeraient notre commune patrie à de grands malheurs si on les laissait dire, et si on ne saisissait pas cette occasion pour éclaircir plusieurs points importants des convenances réciproques de la France et de la Suisse, qui ne l'ont jamais été. »

Pictet donne ensuite ses motifs pour garder l'anonyme :

« Il faut, dit-il, qu'on attribue l'ouvrage à un militaire français raisonnable et qui ne veut pas que de longtemps la France songe à la guerre, à un général philosophe, comme il y en a, et qui n'appartient pas à la clique des sabreurs et des brise-raison. Sois sûr qu'à Paris, l'anonyme vaut mieux que le nom d'un Suisse. On se tiendrait en garde contre les raisonnements d'un intéressé. »

Et plus loin : « Je voudrais pour titre : *De la Suisse dans l'intérêt de l'Europe, ou examen d'une opinion du général Sebastiani énoncée à la tribune*. Ce titre-là fera lire beaucoup plus que ne pourrait le faire mon nom. Les *ultras* liront pour savoir comment un des leurs attaque un des chefs libéraux. Les *libéraux* liront pour savoir ce qu'on ose dire contre un des leurs. La *demi-solde* lira pour savoir si on approuve ou condamne le système du général de Bonaparte. Personne ne trouvera l'écrivain de sa couleur : c'est

ce qu'il faut. On répondra, on attaquera l'auteur anonyme, on le réfutera peut-être : tant mieux ! la matière sera creusée, et c'est encore ce qu'il faut. Pour la Suisse, ce titre fera lire tout le monde parce que la naïve insolence de l'opinion émise avait révolté la Diète (c'est par le recez que je le sais). »

L'ouvrage fut soumis, avant l'impression, au jugement de P.-A. Stapfer et du général Jomini, qui habitaient alors Paris. Personne n'était mieux qualifié que ces deux hommes pour contrôler les assertions et les appréciations de l'auteur sur les événements militaires dont la Suisse avait été le théâtre à partir de 1798. L'un et l'autre, mais particulièrement Stapfer, se prêtèrent à ce travail d'examen avec la plus grande complaisance et fournirent à Pictet des notes précieuses.

« — La question de la neutralité de la Suisse, dit le général Jomini au fils de Pictet, lorsque celui-ci alla le voir, est celle de son existence même. Il faut qu'elle montre non seulement la volonté, mais le *pouvoir* de la défendre. Pour cela, elle a besoin d'un bon gouvernement central, d'une bonne caisse fédérale et d'une organisation militaire compacte. Je pense tout à fait comme l'auteur, que le plan d'une occupation de la Suisse par la France, prenant l'offensive, est vicieux et ne peut avoir pour la France aucun bon résultat. La campagne de 1799 l'a suffisamment démontré ¹. »

Et comme son interlocuteur lui demandait, de la part de Pictet, la permission d'entrer en correspondance directe avec lui sur ces questions : — « J'y mettrai d'autant plus

¹ Jomini développa dans cet entretien l'idée que la Confédération devrait organiser un roulement au moyen de 8 bataillons d'infanterie qui eussent été constamment sur pied, soit pour leur service d'instruction, soit pour celui de répétition, dans les villes de Bâle, Genève et autres places frontières.

de prix, répondit Jomini, qu'il n'y a pas dix hommes du métier en France qui eussent traité la chose, stratégiquement parlant, aussi bien que l'a fait monsieur votre père¹. »

Il serait trop long de donner ici une analyse détaillée de *La Suisse dans l'intérêt de l'Europe*. Cet écrit de 125 pages, dont le but est de démontrer, à l'aide d'un tissu serré de faits historiques, l'intérêt qu'ont les Puissances — et particulièrement pour la France — à respecter la neutralité helvétique, fut assez généralement attribué par l'opinion publique à Jomini, avant que l'anonyme dont l'auteur avait essayé de s'envelopper eût été percé à jour. Il a été réimprimé en 1860, quarante ans après sa première apparition, alors que ce qui avait été dit à la tribune de la chambre des députés de France, sous la restauration, était répété, sinon dans les mêmes termes, du moins dans le même esprit, par la presse officieuse du second empire. Il pourrait peut-être l'être de nouveau utilement aujourd'hui, tant les arguments de Pictet ont gardé d'actualité.

C'était cette constante sollicitude pour la sécurité de la Suisse tout entière, non moins que pour celle de Genève, qui avait entraîné Pictet de Rochemont dans sa campagne contre les fortifications de sa ville natale, campagne sur laquelle nous demanderons la permission de revenir avec quelque détail.

Le chevalier d'Ivernois raconte dans une lettre écrite en 1825 que, le jour même où, à Vienne, une prétendue

¹ Le cas que Jomini faisait des lumières de Pictet de Rochemont, ressort encore de ce passage d'une lettre qu'il écrivit, à l'occasion de la mort de celui-ci, à M. Ch. Pictet de Cazenove :

«...Mon affliction à cette nouvelle a été proportionnée à la perte que nous faisons tous.... J'avais pour monsieur votre père la vénération que son âge, ses vertus et ses talents lui méritaient si bien, et quoique je fusse assez sage pour sentir mon infériorité, j'étais tout fier de l'accord que je constatais dans nos principes et dans nos jugements. »

dépêche du chancelier de France, adressée par ordre du roi à M. de Talleyrand et communiquée par celui-ci au congrès, renversa sans retour les espérances des députés de Genève relativement à un échange du pays de Gex et du fort de l'Ecluse contre le Porentruy, Pictet de Rochemont, en faisant part de la fatale nouvelle à son collègue, ajouta : « Cet événement est pour moi l'arrêt de mort de nos fortifications. » — « Toute la doctrine que M. Pictet a soutenue dans la suite, continue d'Ivernois dans la lettre en question, il me la développa ce jour-là de manière à me convaincre qu'elle avait été l'objet, depuis longtemps, de ses profondes méditations. »

C'était en effet une conviction enracinée dans l'esprit de Pictet que, du moment que la Confédération n'avait pas obtenu à l'ouest les barrières naturelles qui seules pouvaient la couvrir efficacement contre une invasion, Genève devait se hâter de se défaire d'un système d'enceinte qu'elle était incapable de défendre et qui ne pouvait que la compromettre, — et la Suisse avec elle.

Son raisonnement était celui-ci ¹ :

« En devenant suisse, Genève a fait abandon de son individualité politique. Ses destinées sont subordonnées désormais à celles de la Confédération. Toutes les vues de ses citoyens doivent être subordonnées de même aux intérêts de la Suisse, à ses convenances politiques et militaires. Ses citoyens ne peuvent former aucun plan qui tende à leur créer un système de défense à part.

» Tout ce qui compromet la Suisse, ajoutait Pictet, nous fait courir des dangers. Notre sort dépend de son sort. Nous ne pouvons plus parler *indépendance* à nous

¹ Nous reproduisons textuellement, à quelques mots près, les arguments de Pictet d'après les divers discours qu'il prononça en Conseil Représentatif sur cette matière, et en particulier d'après celui du 7 janvier 1821.

seuls, moins encore nourrir l'espoir de recouvrer cette indépendance individuelle si le malheur voulait que la Suisse succombât. C'est donc uniquement dans les convenances fédérales que nous devons chercher la solution du problème de nos fortifications.

» Par son agrégation à la Suisse et par le fait de l'état actuel de l'Europe, la position de Genève se trouve modifiée sous tous les rapports : politique, géographique et militaire.

» L'intérêt de la France pour le pays de Gex, et celui de Berne pour le pays de Vaud, étaient que Genève demeurât indépendante des souverains du Piémont. L'intérêt bien entendu de ceux-ci était également dans l'indépendance de Genève, qui en faisant fleurir la République vivifiait une partie de la Savoie et couvrait cette province contre les entreprises des voisins. La véritable garantie de notre existence comme Etat libre, que le préjugé populaire voyait dans nos fortifications, reposait donc en fait sur la jalousie réciproque de ces trois puissances.

» La constitution politique de l'Europe a changé de caractère depuis la révolution française. La France, en dominant le continent pendant plusieurs années, a préparé l'ascendant des grandes puissances. Aujourd'hui, elles s'entendent pour disposer de tout. Les Etats de second et troisième ordre n'ont plus, en quelque sorte, qu'une existence à bien plaire. Leurs agents ne sont plus appelés que pour recueillir la consigne de l'ordre européen.

» Avant le percement des deux grandes routes du Simplon et du Mont-Cenis, Genève était dans un cul-de-sac où rien n'attirait les armées. L'appareil de ses fortifications ne faisait ni bien ni mal à sa sûreté. Ces fortifications n'auraient pu être de quelque usage que par la réunion de plusieurs suppositions : 1^o que les mouvements d'ar-

mées se fussent portés vers elles ; — or rien ne pouvait les diriger de ce côté-là ; 2^o que Genève eût à sa solde 7 à 8000 hommes de troupes et les approvisionnements de guerre et de bouche proportionnés à ses ouvrages ; 3^o que son enceinte eût été également forte partout ; 4^o que le grave inconvénient d'être dominée eût été évité par la construction d'une chaîne de forts sur les hauteurs.

» Si le danger d'une entreprise sérieuse contre Genève avait pu exister à cette époque ; si Genève n'avait pas été solidement protégée par la jalousie réciproque de ses voisins, les ouvrages qu'on avait accumulés sur un des côtés de la ville, bien loin de la garder, l'auraient exposée à être prise. On se serait proposé de les compléter pour en tirer parti. C'est ce qu'elle-même était hors d'état de faire. Ses finances n'avaient pu suffire à l'achèvement de l'enceinte, bien moins encore auraient-elles pu pourvoir aux frais d'une garnison permanente de quelques milliers d'hommes, d'un armement et d'un approvisionnement complets. Toutes ces conditions sont cependant de rigueur pour qu'une forteresse remplisse sa destination.

» Plus encore que ses circonstances politiques, les circonstances géographiques et militaires de Genève se sont modifiées depuis que cette ville se trouve placée au débouché de deux grandes voies stratégiques. Auparavant, ses fortifications n'étaient qu'inutiles et coûteuses, — maintenant, elles attirent sur nous le danger.

» La route du Simplon a été établie dans le but exprès de rendre faciles les communications militaires entre la France et la Lombardie, et l'on a construit au Mont-Cenis une route praticable en toute saison pour que le Piémont fût constamment accessible aux armées de la France.

» Ces deux grandes voies ont servi, en 1815, à amener les armées allemandes sur le territoire français.

» Genève a acquis par toutes deux — mais surtout par celle du Simplon — une funeste importance.

» En cas de guerre, et de quelque côté qu'on suppose l'offensive, Genève est une place d'armes nécessaire ou tout au moins commode pour celle des puissances qui sera la première en mesure de l'occuper et qui, sans nul doute, mettra de l'importance à la rendre difficile à reprendre ¹.

» Ainsi donc, nous étions autrefois protégés par notre petitesse même, toujours neutres de fait, maintenus debout par l'intérêt que nos trois voisins avaient à notre existence, et loin de tous les mouvements des armées.

» A l'heure qu'il est, nous faisons partie intégrante d'un Etat de troisième ordre ; l'intérêt des voisins est d'occuper notre ville, et les mouvements des armées se dirigent forcément de notre côté. On voit que, dans cette situation nouvelle, nos fortifications, si elles sont militairement quelque chose, ne le sont que pour la Confédération. Si nous devons jouer le rôle de place de guerre, ce n'est plus pour nous-mêmes mais seulement pour la Suisse. »

Passant à l'examen de cette dernière idée, Pictet démontrait que Genève forteresse ne saurait être, pour la défense de l'ensemble du pays, d'aucune utilité réelle, par la raison que la frontière étant ouverte, les armées d'invasion pourraient toujours librement circuler entre Genève et la Suisse centrale, à moins d'être arrêtées par des forces

¹ Dans un mémoire (1821), Pictet cite à l'appui de cette opinion une confidence à lui faite, immédiatement après la conclusion du traité du 20 novembre 1815, par « un officier général autrichien très marquant et très influent » qui ne peut avoir été que l'archiduc Jean ou l'archiduc Charles.

Cet officier avertit Pictet que si les ingénieurs autrichiens trouvaient le *réduit* de Genève sur leur chemin dans une guerre avec la France, ils ne manqueraient pas d'y prendre poste ferme. — « Genève, avait ajouté l'officier, est un point stratégique sur lequel nos armées se porteront *toujours*. »

supérieures. Le seul moyen, pour la Confédération, de défendre Genève d'une manière efficace, consisterait à prendre l'initiative d'une effraction de territoire, à se saisir des gorges du Jura, à construire une chaîne de forts sur les hauteurs entourant la ville, à placer dans ce vaste camp retranché tout un corps d'armée.... Autant de suppositions qui ne se réaliseraient sans doute jamais, soit parce qu'un tel plan serait infiniment coûteux, soit parce qu'il absorberait une partie considérable des forces fédérales, soit enfin parce que, ainsi qu'il vient d'être dit plus haut, la défense la plus opiniâtre de ce point isolé ne pouvait contribuer en rien à la défense réelle de la Suisse.

« Genève, concluait Pictet, n'est donc pas et ne peut jamais devenir une forteresse fédérale. Mais que les événements de la guerre la mettent aux mains des Français..., elle devient pour la France une forteresse de première ligne. Car ici il y a une ligne, une chaîne de forteresses. Embrun, Briançon et Grenoble se trouvent séparés de Besançon, Belfort et Strasbourg par la grande trouée qui expose Lyon, et qui serait fermée par Genève forteresse. Voilà notre danger véritable, voilà le péril sur lequel il importe de fixer nos regards pour aviser aux moyens d'y échapper.

» A partir de l'état présent de nos ouvrages, il ne serait pas difficile de faire de Genève une forteresse à demeure par la construction, sur les hauteurs, de plusieurs forts qui se flanqueraient mutuellement. Nos fortifications deviendraient bonnes pour une puissance qui ne ménagerait rien, qui raserait impitoyablement tout ce qui est sous le canon de la place, et qui y entretiendrait douze à quinze mille hommes de garnison, avec tout le matériel nécessaire. Bonaparte en avait conçu le projet lorsqu'il put craindre que la route du Simplon, destinée par lui à l'offen-

sive, n'amenât des armées formidables au cœur de la France. Les devis projetés dépassaient vingt millions, en tirant parti de ce qui existe.

» Pour diminuer les chances d'une entreprise de cette nature, qui serait la perte de Genève, il convient donc d'adopter une enceinte qui ne puisse en aucun cas servir de réduit fondamental pour la construction d'une forteresse. Il nous faut une enceinte qui nous mette à l'abri d'un coup de main, d'une escalade ou d'un rançonnement, mais nous n'avons pas besoin d'une enceinte dont toutes les parties soient rigoureusement flanquées et dont le tracé et le profil présentent la solution du problème de la défense mutuelle de tous les points, selon les règles de l'art et dans la supposition d'un siège.

. , ...

» Je dois faire observer que je ne me suis nullement arrêté à comparer les divers degrés de probabilité des occupations violentes et alternatives, des bombardements et des désastres de toute espèce qu'entraîne la guerre, et que nous aurions à subir dans le cas de l'exécution de l'un ou de l'autre des systèmes d'enceinte qu'on vous propose. Quel que fût ce système, les triomphes et les succès des deux puissances en lutte seraient toujours pour nous des revers sans compensation, si la Suisse avait été réduite par la disproportion des forces à la déplorable situation de prêter territoire aux combattants.

» Toutefois, aussi longtemps que nous conserverions l'espoir de redevenir nous-mêmes à la paix, il y aurait quelque adoucissement à ces terribles épreuves que la dure loi de la nécessité semble attacher à notre position même. Mais nos désastres seraient sans compensation aucune si le résultat final d'une série de malheurs devait être la perte même de cette indépendance à laquelle nous aurions fait

tant de sacrifices, et si nous tombions en outre dans la triste condition de forteresse-frontière, réputée la pire de toutes pour une population quelconque, et qui serait particulièrement douloureuse pour nous, puisque nous verrions ces mêmes fortifications que nous avons destinées à défendre la neutralité suisse, employées d'une manière constamment hostile et menaçante pour la Confédération !

» Il est difficile de se refuser à reconnaître qu'une grande partie de la funeste importance qu'a acquise Genève comme place de guerre, tient à l'existence de la route du Simplon. Cette route détruite, Genève se retrouve dans un cul-de-sac comme elle l'était jadis, elle n'est plus sur le passage naturel des armées, et la France n'a plus le même intérêt à la convoiter comme place-frontière.

» On a avancé qu'il suffirait que la Suisse se montrât prête et déterminée à détruire la route en cas d'invasion. Mais je prie que l'on réfléchisse attentivement à ce que pourrait être, dans un cas pressant, *l'influence des intérêts locaux* pour retarder jusqu'au dernier moment la destruction de cette magnifique voie militaire ! Je demande que l'on réfléchisse au danger des lenteurs inhérentes aux Etats fédératifs, en présence d'un ennemi puissant qui peut agir pendant que l'on délibère ! Je demande surtout que l'on pèse avec soin le grave inconvénient qu'il y aurait pour Genève, en particulier, dans le seul doute que l'on conserverait toujours, chez nos voisins, sur la destruction effective, et qui nous ferait infailliblement occuper par simple mesure de prudence !

» L'idée interjetée de la construction d'un fort à l'étranglement de Saint-Maurice mérite d'être examinée. Lorsqu'un écrivain militaire célèbre a reproché comme une faute grave à Bonaparte de n'avoir pas érigé, sur les routes du Mont-Cenis et du Simplon, des forts ou batteries fermées

qui en auraient barré le passage aux colonnes ennemies, et qu'à l'appui de cette observation, il a cité l'embarras que le fort de Bar donna à l'armée de Marengo, il a très bien raisonné comme militaire et en faisant abstraction de l'état politique de l'Europe, c'est-à-dire de la probabilité qui existait, dans le temps où ces constructions auraient pu se faire, que les deux routes resteraient définitivement à la France. Comme elles ont passé à des puissances secondaires, ces forts seraient devenus un objet d'ardente convoitise pour les deux grandes puissances rivales.

» Si l'on suppose des projets ambitieux chez l'une ou chez l'autre de ces puissances, l'existence d'un bon fort casematé à l'étranglement de Saint-Maurice doublerait l'importance de la route du Simplon, soit pour la puissance agressive, puisque la possession du fort une fois obtenue, l'exécution de ses desseins en serait facilitée et assurée ; soit pour la puissance menacée, puisque la possession du fort ferait échouer le projet.

» On sait que presque toujours les forts imprenables ont été pris ; que la séduction, les surprises, la menace, la force unie à l'astuce, le fer et l'or, ont triomphé maintes fois d'obstacles en apparence insurmontables. Jamais la Suisse — le pays de la bravoure et de la loyauté — ne verra, je crois, souiller ses annales par un acte éclatant de faiblesse et moins encore par la trahison, mais comment la puissance menacée en aura-t-elle la certitude ? S'en remettra-t-elle avec confiance, de la garde d'un tel poste, au courage et à l'incorruptibilité de ses voisins ? Et le moindre doute à cet égard n'entraînera-t-il pas les plus énergiques vers ce poste pour y prévenir l'ennemi ?

» Enfin, soit qu'on essaye de barrer la route par un fort, ou qu'on annonce hautement la résolution de la couper en cas d'invasion, l'on n'empêchera pas les projets

de se former en calculant les chances de l'efficacité de cet obstacle ou de la réalité de cette menace. Or un état de choses qui invite constamment à former des combinaisons contre la sûreté de la Suisse, doit attirer toute la sollicitude de la Confédération. Mieux vaut mille fois, pour elle, prévenir et détourner les invasions que d'avoir à en risquer les suites dans la plus courageuse défense. »

La conclusion de Pictet était que l'on devait se contenter de l'enceinte formée par les contre-gardes, tandis que le Conseil d'Etat, dans son projet du mois de novembre 1821, proposait de supprimer ces contre-gardes (qu'il transformait, sur la rive gauche, en chemins couverts), mais de conserver l'enceinte bastionnée du corps de place, et de relever, sur la rive droite, les saillants et les parapets de quelques ouvrages, de même que d'une partie des glacis, en approfondissant les fossés, etc., le tout moyennant une dépense de 1 800 000 florins, à répartir sur une période de dix-huit années. On espérait, par le moyen de ces quelques rehaussements, contraindre l'ennemi à une approche régulière qui eût permis à la place de tenir dix jours (la commission d'experts réduisit plus tard la durée de la résistance possible à *huit* jours, et même à *six*), — en supposant que cet ennemi ne fût pourvu que de canon de campagne et qu'il eût le scrupule de ne pas user de projectiles incendiaires contre une ville « intéressante. » Ces dix jours devaient permettre à la Suisse de « se reconnaître et de sauver le désordre du premier moment. »

Le sentiment qui rattachait la majorité des Conseils, et on peut ajouter, des citoyens, à leurs fortifications était respectable, mais, comme beaucoup de sentiments, il était plus instinctif que raisonné, et tel orateur qui s'enthousiasmait pour « la vieille enceinte, œuvre de nos pères, » ignorait ou oubliait que cette enceinte, qui ne datait que

de 1713, avait été entreprise dans une arrière-pensée de politique intérieure au moins autant que dans l'idée de se défendre contre l'étranger, et qu'en fait, elle n'avait guère servi, dans tout le cours du XVIII^e siècle, qu'à favoriser les luttes intestines entre Genevois. Le gouvernement aristocratique avait trouvé dans l'existence de ce vaste ensemble d'ouvrages un motif plausible d'entretenir une garnison sur laquelle, en même temps, il comptait pour faire respecter son autorité. Par contre, en 1782, la faction des *Représentants*, après s'être emparée du pouvoir par la surprise et la violence, avait profité de ce que la ville était susceptible d'être hermétiquement fermée, pour y retenir prisonniers, trois mois durant, en guise d'otages, tous ses adversaires politiques et leurs familles, acte d'inhumanité, soit dit en passant, qu'on n'a pas assez remarqué. Quant à se servir de ces remparts, qu'ils avaient ainsi rabaissés au rôle de souricière, pour repousser l'armée des puissances garantes, ainsi qu'ils en avaient fait le serment, ces mêmes Représentants s'en gardèrent avec soin.

Bien que les idées mises en avant par Pictet n'eussent pas la faveur publique et qu'en définitive il n'ait point réussi à faire adopter son plan, le nombre de ceux qui considéraient que les fortifications de Genève avaient fait leur temps ne cessa de s'accroître aussi longtemps que lui-même vécut et parla. Les militaires étaient presque tous de son avis. Le colonel (plus tard général) Dufour qui, en sa qualité d'ingénieur cantonal, servait habituellement de porte-voix au Conseil d'Etat dans ce débat, et dont les partisans du *statu quo* cherchaient à opposer l'autorité à celle de Pictet, le colonel Dufour, disons-nous, combattait les propositions de celui-ci plus pour la forme que pour le fond. Dans un rapport qu'il présenta au mois de mai 1822, il en vint même à reconnaître que « la posi-

tion topographique de Genève était si fâcheuse, qu'il était impossible de rien faire de bon de ses remparts sans dépenser des sommes considérables, et sans se jeter dans un système qui ne saurait nous convenir. » Pictet prit aussitôt acte de ces paroles. — « Je constate, dit-il, que le Conseil Souverain vient d'entendre, de la bouche du rapporteur de la majorité, l'aveu de l'irréremédiable faiblesse de notre place. L'opinion que j'ai manifestée dès 1818 et développée dans un mémoire remis au Conseil d'Etat en 1820, cette opinion vers laquelle la force des choses ramène aujourd'hui la commission après un immense travail et un très long détour, c'est que l'enceinte fortifiée de Genève doit être la plus simple et la plus modeste possible pourvu qu'elle atteigne le but de nous mettre à l'abri d'un coup de main. »

Très vif au début, le débat avait fini par perdre de son âpreté. Dans la séance du Conseil Représentatif du 26 novembre 1821, le professeur de Candolle constatait avec satisfaction que, dans le public, on ne proférait plus, à l'adresse de ceux qui considéraient comme inutile la conservation des fortifications dans leur état actuel, les mêmes « injures violentes » que deux ans auparavant ; il en concluait que le temps avait amorti les passions, et il proposait un ajournement de la question qui permettrait aux esprits de se calmer encore davantage.

Un des arguments avancés pour le maintien du *statu quo* était celui-ci : l'appareil d'une enceinte fortifiée est nécessaire pour entretenir dans la population l'esprit militaire. Pictet ne cachait pas l'impatience que lui causait ce raisonnement, auquel il reprochait en premier lieu de n'être rien moins que flatteur pour les milices genevoises, et ensuite de trahir des préoccupations de défense purement locale, en désaccord avec le rôle désormais réservé

à ces milices. — « Les Genevois, disait-il, ne se colleront véritablement à la Confédération que quand ils ne pourront plus conserver l'opinion illusoire que leur sûreté est dans leurs murailles. Appelés au service quand l'heure du danger aura sonné pour la Suisse, ils s'éloigneront alors sans arrière-pensée de cette enceinte où ils auront cessé de voir leur patrie toute entière. Comme Genevois et comme Suisse, j'appelle ardemment de mes vœux, je l'avoue, un état de choses dans lequel les Genevois puissent être tout à fait Suisses et faire partie de ces remparts mobiles et disponibles, — *les seuls bons*, comme le disait énergiquement le maréchal de Saxe et comme les événements militaires de tous les temps l'ont prouvé.... Il faut que les habitants de cette place sacrifient et oublient le simulacre de fortifications qui isolait leurs intérêts de ceux de la Suisse, *il faut qu'ils apprennent à défendre leurs foyers dans la Suisse allemande au besoin.* »

Tandis qu'autour de lui Pictet entendait soutenir qu'une des considérations qui avaient décidé la Diète, en 1814, à admettre Genève comme canton, était le fait qu'elle fût une place forte, il recevait, des officiers les plus éminents de la Confédération, des témoignages en contradiction complète avec cette affirmation.

— « Tous mes correspondants de Suisse, lui écrivait le colonel Jean Wieland, — et en particulier M. le colonel Von der Weid, membre de la commission fédérale, — me mandent qu'eux, et en général l'opinion militaire suisse, sont très contraires à la fortification de votre place. Cela pourra-t-il influencer sur la décision de votre Conseil Représentatif... ? il faut l'espérer. »

Dans une brochure qu'il publia en 1821 ou 1822, le même J. Wieland a inséré cette phrase : « Pour assurer le repos de Genève, il est évident que, dans le cas d'une

guerre, la première mesure à prendre, la seule qui puisse être efficace..., c'est *la destruction de la route du Simplon et celle des fortifications qui entourent Genève*.

Le colonel Finsler était du même avis et quant au Simplon et quant à Genève. On sait enfin que l'auteur anonyme des *Lettres de Bâle*, qui parurent dans l'été de 1821, adoptait complètement les idées de Pictet quant à la démolition.

Entre le 26 novembre 1821 et le 18 juin 1822, le Conseil Représentatif ne consacra pas moins de quatorze séances à la question des fortifications. Le projet du Conseil d'Etat mentionné plus haut avait été renvoyé à une commission dont Pictet de Rochemont faisait partie. Il sortit des mains de cette commission considérablement modifié. La dépense prévue était réduite de plus des deux tiers. On décidait que les ouvrages situés sur la rive droite du Rhône seraient réparés et améliorés mais qu'il n'en serait point construit de nouveaux. Ces réparations et améliorations ne devaient pas excéder la somme de 280 000 florins. Une autre somme de 200 000 florins serait consacrée à compléter l'approvisionnement des arsenaux. Quant aux ouvrages projetés sur la rive gauche, il ne serait rien statué à leur égard avant deux ans. Dans l'intervalle, il ne serait fait aux fortifications déjà existantes sur cette rive gauche que les réparations indispensables ; leur coût ne devait pas dépasser 53 000 florins.

Ainsi amendée, la loi fut acceptée par 155 suffrages contre 1, et une trêve de deux années s'ensuivit.

Au mois de mai 1824, la question fut reprise par le Conseil d'Etat qui soumit au Conseil Représentatif une « proposition additionnelle au projet de loi du 26 novembre 1821. » Cette proposition tendait à faire réparer les casemates de la rive gauche, à y construire un magasin

à poudre voûté, à faire exécuter, dans le voisinage du Rhône, « quelques travaux d'amélioration, » coût total : 258 000 florins. En même temps, le Conseil d'Etat demandait que la discussion sur le système d'ensemble à adopter quant à l'enceinte fût rouverte.

Dans le tour de préconsultation, Pictet de Rochemont et ses amis déclarèrent ne faire aucune opposition aux travaux spécifiés, dont la raison d'être leur paraissait démontrée, mais ils réclamèrent l'ajournement à quelques années de tout le reste de la question.

Le projet du gouvernement fut renvoyé à l'examen d'une commission de treize membres, dont Pictet de Rochemont. Cette commission se mit immédiatement à la besogne, mais Pictet, qui prit une part active à ses premiers travaux, n'était pas destiné à en voir la fin ¹.

Sa santé, qui eût dû être ménagée, avait au contraire reçu de nouvelles atteintes du fait des très nombreuses séances tenues en plein air, sur les remparts ou dans les fossés, par les deux commissions successives de 1822 et 1824. Au milieu du mois de décembre 1824, Pictet crut de son devoir, bien que se sentant indisposé, de se rendre

¹ Cette commission rapporta le 16 février 1825. Elle n'avait pas eu à examiner moins de onze projets différents et se présenta au Conseil Représentatif profondément divisée. Une faible majorité de ses membres proposait de conserver l'enceinte bastionnée, et « pendant qu'on réparerait cette enceinte, de réfléchir à ce qu'on voudrait faire des ouvrages extérieurs. » Là-dessus, la discussion générale reprit avec assez d'aigreur. Dix nouvelles séances y furent consacrées. Le débat aboutit à la « Loi du 14 mars 1825, » d'après laquelle une somme de 610 000 florins, à prendre sur les budgets de 1825 à 1831, était allouée pour divers travaux de réparation, construction de poudrières, etc. Quant aux ouvrages de la rive gauche autres que l'enceinte bastionnée, on se réservait de statuer sur leur sort dans la session de mai 1831. Cette échéance fut plus tard prorogée jusqu'en 1832, puis jusqu'en 1834, qu'intervint une nouvelle Loi ordonnant des réparations pour une somme totale de 770 000 florins, à répartir sur onze budgets annuels, ce qui devait mener jusqu'en 1845. La révolution de 1846 vint trancher définitivement la question. — En définitive, durant les vingt années qui avaient suivi la mort de Pictet, on n'avait fait que temporiser et louvoyer dans « l'injuste-milieu. »

de la campagne à une conférence qui avait lieu à l'hôtel de ville. En revenant de Genève par une bise glaciale, il fut saisi de l'affection qui devait l'emporter. Ramené à la ville dès le lendemain, il ne quitta plus son lit. Son mal (une dysurie) ayant nécessité une opération aussi cruelle que dangereuse, il s'y soumit avec courage, et pendant quelques jours des symptômes de plus en plus favorables firent renaître l'espérance. Tout à coup, dans la matinée du 28 décembre, il sentit qu'une crise fatale s'était opérée en lui et que la mort s'approchait à grands pas, mais toujours serein et maître de lui-même, il voulut profiter du peu d'heures qui lui restaient à vivre pour prendre congé des siens.

Sa fin fut solennelle. Il passa cette dernière journée de sa vie entouré d'un cercle de parents, d'amis et de serviteurs auxquels il faisait ses adieux d'une voix ferme et sonore, bien que ses membres fussent déjà glacés et que son pouls eût cessé d'être perceptible. La générosité de sa nature se montra d'une façon touchante dans l'insistance qu'il mit à remercier ses chirurgiens de leurs soins, comme s'il eût craint qu'on n'attribuât à quelque négligence de leur part l'insuccès de l'opération qu'il avait subie. Pas un de ceux qui avaient le moindre titre à son affection ne fut oublié. Ses bergers, ses valets de char-rue, ses servantes de ferme furent appelés successivement auprès de son lit et reçurent sa bénédiction aussi bien que ses propres enfants. A tous il recommandait l'obéissance au devoir, le dévouement à la patrie, l'amour envers ce Créateur devant lequel il allait paraître. — « Je suis heureux, leur disait-il, des témoignages de votre amitié ; je mets ma confiance en Dieu, ma mort est enviable, — c'est le passage de cette vie à une vie meilleure..., on glisse doucement de ce monde dans l'éternité. »

Il expira dans la nuit du 28 au 29 décembre, et le 1^{er} janvier 1825, au jour et à l'heure même où, onze ans auparavant, il avait lu devant l'hôtel de ville la proclamation d'indépendance, ses concitoyens lui rendaient les honneurs funèbres au cimetière de Plainpalais. Derrière son cercueil, en rang de parent, marchait son « guide fidèle » des congrès de Vienne et de Paris, Capo d'Istria, qui se trouvant habiter Genève à ce moment, avait demandé la permission de l'accompagner à sa dernière demeure.

Un trait achèvera de montrer ce qu'il y avait de simple dans le patriotisme de Charles Pictet.

On se rappelle qu'au mois de juillet 1816, la Diète lui avait voté des remerciements pour ses services.

Lorsqu'à quelque temps de là, Pictet reçut par l'intermédiaire du Directoire fédéral l'expédition sur parchemin de cet arrêté, muni du grand sceau de la Confédération renfermé dans une boîte en or, il mit la pièce sous clef et c'est à peine s'il en parla à sa femme et à ses enfants.

Ce ne fut que trois semaines après sa mort, et par le fait d'une communication de M. Eynard-Lullin en Conseil Représentatif, que ses concitoyens eurent pour la première fois connaissance des termes dans lesquels était conçu l'Acte fédéral du 18 juillet 1816, et apprirent que la Diète avait déclaré que « *Charles Pictet de Rochemont avait bien mérité de la Confédération Suisse et s'était acquis les droits les plus sacrés à l'estime et à la reconnaissance publiques.* »

ANNEXES

A

PROCLAMATION D'INDÉPENDANCE DU 31 DÉCEMBRE 1813.

Les autorités françaises s'étant retirées de notre ville et de son territoire, et une partie de l'une des armées des Hautes Puissances qui travaillent à assurer à l'Europe le bienfait de la paix, étant aujourd'hui dans nos murs, il importe qu'il y ait un Gouvernement qui pourvoie aux divers besoins de notre Patrie. Le très illustre et très excellent Seigneur M. le comte de Bubna, commandant les armées de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique dans nos contrées, nous ayant requis de créer, dans ce but, un Gouvernement provisoire d'une manière conforme aux circonstances actuelles, qui ne sauraient être d'une longue durée, et aux intentions bienfaisantes des augustes Souverains coalisés, nous avons cru devoir nous occuper d'un objet aussi important. La confiance que nos compatriotes veulent bien nous accorder, ainsi que le sentiment de nos devoirs envers eux, nous ont déterminés à prendre sur nous cette tâche honorable : nous n'y étions point étrangers, par les emplois dont nous avons été légalement revêtus, et nous avons bien cru mériter de la Patrie en nous adjoignant des citoyens qui jouissent, à juste titre, de l'estime et de l'affection publiques.

En conséquence, nous soussignés, nous nous constituons en Gouvernement sous le titre de Syndics et Conseil provisoires,

avec la charge d'administrer et de faire administrer la police et la justice, tant civile que criminelle ; les finances et tout ce qui tient aux impositions, perceptions et dépenses publiques ; de préparer les lois et les règlements qui nous paraîtront les mieux assortis à notre existence future ; de déléguer, s'il est nécessaire, une partie de ces pouvoirs à des Commissions qui nous aideront dans nos nombreuses occupations ; de nous adjoindre des coopérateurs dignes de la confiance publique ; en un mot, de pourvoir à tout ce qu'exige un établissement politique sagement organisé ; et cela jusqu'à ce que les circonstances momentanées qui entraînent cette mesure, aient cessé d'exister.

Reposons-nous sur les intentions bienfaisantes qui nous sont manifestées. Présentons-nous toujours tels que nous sommes aujourd'hui, c'est-à-dire, comme une association d'hommes sages et paisibles, liés entre eux par des sentiments de bienveillance et de confiance réciproques, par leur attachement à tous les devoirs que la Patrie et la Religion nous imposent, et dont nos ancêtres nous ont donné un si bel exemple.

Genève, le 31 décembre 1813.

LULLIN (A.-S.) ; PICTET (A.-S.) ; DES ARTS, GOURGAS, Seigneurs Syndics ; DE LA RIVE-RILLIET, TURRETTINI, PREVOST, BOIN, anciens conseillers ; -- NECKER DE SAUSSURE, SALADIN DE BUDÉ, PICTET DE ROCHEMONT, SARASIN, VIOLLIER, CALANDRINI l'ainé, COURONNE, TREMBLEY-VAN BERCHEM, ODIER-EYNARD, SCHMIDTMEYER, DE LA RIVE-BOISSIER, VERNET-PICTET, FALQUET fils, MICHELI-PERDRIAU.

Au nom des Syndics et Conseil provisoires :

A. LULLIN.

B

ACTE SIGNÉ A PARIS (LE 20 NOVEMBRE 1815), PAR LES PLÉNIPOTENTIAIRES D'AUTRICHE, DE FRANCE, DE LA GRANDE-BRETAGNE, DE PRUSSE ET DE RUSSIE, PORTANT RECONNAISSANCE DE LA NEUTRALITÉ PERPÉTUELLE DE LA SUISSE ET DE L'INVIOLABILITÉ DE SON TERRITOIRE.

Après que l'accession de la Suisse à la déclaration rendue à Vienne le 20 Mars 1815, par les Puissances qui ont signé la paix de Paris, eut été communiquée dans les formes aux ministres des Cours Impériales et Royales par la résolution de la Diète en date du 27 Mai, rien ne s'opposait plus à l'expédition de l'Acte de reconnaissance et de garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse dans ses nouvelles frontières, telles qu'elles sont fixées par la présente déclaration. Cependant les Puissances ont jugé à propos de différer la signature de cet Acte jusqu'à présent pour être à même d'avoir égard aux changements que les événements de la guerre et les réunions qui s'ensuivraient pourraient encore apporter aux frontières de la Suisse, ainsi qu'aux modifications qui en résulteraient par rapport au territoire qui doit avoir part aux avantages de la neutralité helvétique.

Ces changements étant maintenant déterminés par le traité de Paris d'aujourd'hui, les Puissances qui ont signé la déclaration de Vienne du 20 Mars, reconnaissent d'une manière formelle et authentique par le présent acte la neutralité perpétuelle de la Suisse, et lui garantissent l'invioabilité de son territoire, circonscrit dans ses nouvelles limites, telles qu'elles sont fixées par le Congrès de Vienne et la paix de Paris d'aujourd'hui, et telles qu'elles le seront encore ultérieurement en conformité de l'extrait du protocole ci-joint, en date du 3 Novembre, lequel accorde à la Confédération helvétique une nouvelle augmentation de territoire, qui doit être pris sur le territoire de la Savoie pour arrondir le canton de Genève et lui réunir les portions de territoire qu'il embrasse.

Les Puissances reconnaissent également la neutralité des parties de la Savoie qui sont désignées dans la déclaration du Con-

grès de Vienne en date du 20 Mars, et dans la paix de Paris d'aujourd'hui, comme devant avoir part à la neutralité de la Suisse de même que si elles en faisaient partie.

Les Puissances signataires de la déclaration du 20 Mars font connaître d'une manière authentique par le présent Acte, que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse, ainsi que son indépendance de toute influence étrangère, est conforme aux véritables intérêts de la politique européenne.

Elles déclarent en outre qu'on ne peut ni ne doit tirer aucune conséquence désavantageuse à la neutralité et à l'inviolabilité de la Suisse, des événements qui ont occasionné le passage de troupes alliées par une partie du territoire de la Confédération suisse.

Le passage accordé volontairement par les Cantons dans la convention du 20 Mars, a été une suite nécessaire de l'accession libre de la Suisse aux principes que les Puissances signataires du traité d'alliance du 25 Mars ont manifestés.

Les Puissances reconnaissent avec satisfaction que les habitants de la Suisse ont montré dans ce moment d'épreuve quels grands sacrifices ils savaient faire pour le bien général, et pour la cause défendue par toutes les Puissances de l'Europe, et qu'ils étaient dignes des grands avantages qui leur ont été accordés par les résolutions du Congrès de Vienne et par la paix de Paris d'aujourd'hui, ainsi que par le présent Acte auquel toutes les Puissances de l'Europe sont invitées d'accéder.

En foi de quoi, la présente Déclaration a été faite et signée à Paris, le 20 Novembre de l'an de grâce mil huit cent quinze.

Autriche :

le Prince DE METTERNICH.
le Baron DE WESSENBERG.

France :

RICHELIEU.

Grande-Bretagne :

CASTLEREAGH.
WELLINGTON.

Prusse :

le Prince DE HARDENBERG.
le Baron DE HUMBOLDT.

Russie :

le Prince de RASOUMOFFSKY.
le Comte CAPO D'ISTRIA.

Portugal :

le Comte de PALMELLA.
D. JOACHIM LOBO DA SILVEIRA.

C

DÉCLARATION DE LA DIÈTE RELATIVE AUX SERVICES RENDUS
A LA SUISSE PAR M. PICTET DE ROCHEMONT.

Nous, le Bourgmestre en charge du Canton de Zurich et les Députés des vingt-deux Cantons à la Diète générale de la Confédération Suisse, faisons savoir par les présentes :

M. Charles Pictet de Rochemont, conseiller d'Etat de la République de Genève, employé par la Confédération Suisse en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire dans deux missions politiques d'une haute importance, savoir, à Paris, lors des négociations européennes qui donnèrent lieu au Traité du 20 novembre 1815, puis à Turin, pour les intérêts territoriaux et les rapports de voisinage et de frontières, mis en règle par le Traité du 16 mars 1816 ; ayant rempli ces deux missions selon le vœu de nos hauts commettants, les Etats souverains de la Suisse, nous voulons lui donner, par les présentes, un témoignage public de notre satisfaction et de notre reconnaissance.

Les services que M. Charles Pictet de Rochemont a rendus à la patrie se rattachent aux grands événements qui, grâce aux bienfaits de la Providence, ont affermi ses heureuses destinées. La contiguïté du territoire suisse désormais assurée, et l'acte des Puissances en date du 20 novembre 1815, conçu dans les termes les plus honorables, portant reconnaissance de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire ; tous ces avantages inestimables doivent faire vivre à jamais le souvenir du négociateur qui a travaillé avec autant de zèle que d'habileté à les obtenir.

NOUS DÉCLARONS, EN CONSÉQUENCE, QUE M. CHARLES PICTET DE ROCHEMONT A BIEN MÉRITÉ DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, ET S'EST ACQUIS LES DROITS LES PLUS SACRÉS A L'ESTIME ET A LA RECONNAISSANCE PUBLIQUES.

Et pour donner au présent acte un caractère spécial d'authenticité nationale, nous voulons qu'il soit expédié sur parche-

min et muni du sceau de la Confédération renfermé dans une boîte d'or.

Donné sous la signature de notre président et celle du chancelier de la Confédération, à Zurich, le 18 juillet de l'an de grâce mil huit cent seize.

*Au nom de la Diète générale de la Suisse,
le Bourgmestre en charge du Canton de Zurich, président,*

REINHARD.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

	Pages.
Jeunesse. — Service militaire. — Mariage. — Premières fonctions publiques.	1

CHAPITRE II

La <i>Bibliothèque britannique</i> . — L'agriculture à Lancy . .	53
--	----

CHAPITRE III

Restauration de l'indépendance genevoise. — Députation auprès des souverains alliés à Bâle. — Première mission de Pictet de Rochemont à Paris	87
---	----

CHAPITRE IV

Mission de Pictet de Rochemont et de d'Ivernois au Congrès de Vienne	147
--	-----

CHAPITRE V

Genève pendant les Cent-jours. — Seconde mission de Pictet de Rochemont à Paris	221
---	-----

CHAPITRE VI

	Pages.
Mission de Turin	341

CHAPITRE VII

Dernières années. — Conseil Représentatif. — <i>La Suisse dans l'intérêt de l'Europe.</i> — Question des fortifications. — Mort	399
PIÈCES ANNEXES	437

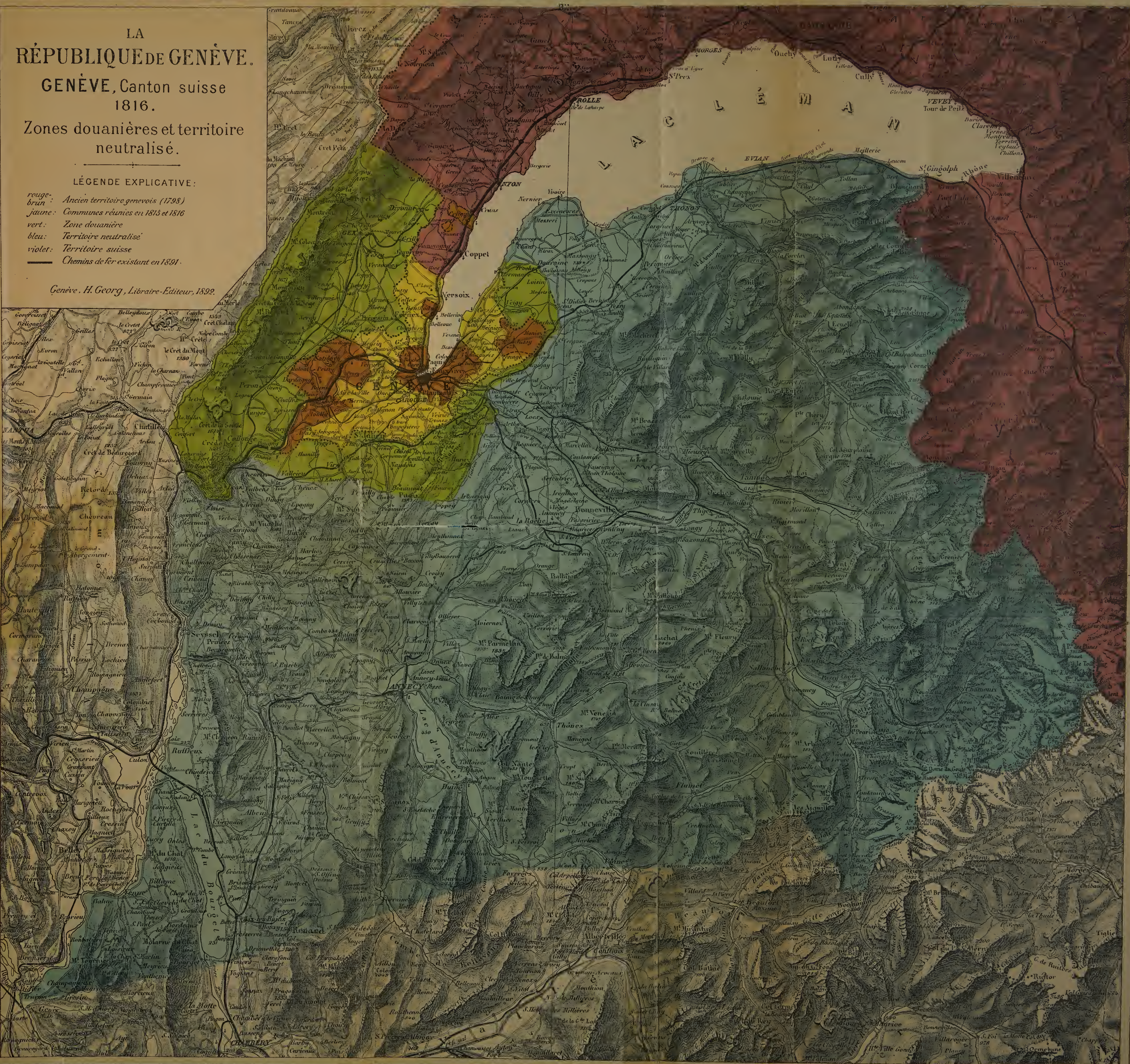
LA
RÉPUBLIQUE DE GENÈVE.
GENÈVE, Canton suisse
1816.

Zones douanières et territoire
neutralisé.

LÉGENDE EXPLICATIVE:

- rouge: Ancien territoire genevois (1798)
jaune: Communes réunies en 1815 et 1816
vert: Zone douanière
bleu: Territoire neutralisé
violet: Territoire suisse
— Chemins de fer existant en 1891.

Genève. H. Georg, Libraire-Editeur, 1892.



ERRATA

Page 61, ligne 31, au lieu d'*universelle*, lisez *britannique*.

» 115, ligne 26, au lieu de Banchi, lisez *Bianchi*.

» 163, ligne 32, au lieu de *une et indivisible*, lisez *une et invisible*.

» 289, ligne 21, au lieu de *omissio medio*, lisez *omisso medio*.

» 310, ligne 8, au lieu de *me tuit*, lisez *metuit*.

BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY



000 7128

3 1197 21333 7428

Date Due

All library items are subject to recall at any time.

[illegible]

Brigham Young University



